UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

# AU-DELÀ DU NÉOLIBÉRALISME ET DU POPULISME : LA TRANSITION BRÉSILIENNE VERS UN ÉTAT « SOCIAL-LIBÉRAL » ET LE DISCOURS POLITIQUE DES PRÉSIDENTS FERNANDO HENRIQUE CARDOSO ET LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR BRUNO BORMANN ZERO

JUIN 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

*Avertissement*

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À Lucie et à mes parents.*

# REMERCIEMENTS

Le défi que j'ai relevé d'entreprendre un doctorat dans une langue étrangère et après avoir passé presque deux décennies loin de toute activité académique n'aurait pas pu être mené à bon terme sans l'aide inestimable de plusieurs personnes à qui je suis redevable.

Je dois remercier en premier lieu mon directeur de thèse, M. Victor Armony, professeur au département de sociologie de l'UQAM. Je considère que j'ai eu beaucoup de chance de pouvoir travailler avec M. Armony pendant toutes les années de ma recherche doctorale. Non seulement M. Armony m'a aidé avec son intelligence, sa rigueur intellectuelle et son dévouement dans son travail de directeur de thèse, mais il m'a aussi apporté quelque chose de plus précieux encore : une très grande générosité qui dépasse largement le cadre de ses fonctions académiques. Cette grande générosité, exprimée dans une foule de grands et petits gestes, m'a permis de ne pas me décourager et de persister dans ma démarche. Pour cette générosité et aussi pour son empathie dans les moments plus difficiles, je désire exprimer ma très grande gratitude, au-delà de celle que je dois lui témoigner pour avoir été un excellent directeur de thèse.

Je désire aussi exprimer ma gratitude à M. Yves Vaillancourt, professeur associé de l'École de travail social de l'UQAM, qui m'a encouragé et soutenu dans mon travail par des conseils, des invitations à certains séminaires et par l'intérêt qu'il a manifesté pour ma recherche au long de mes années doctorales.

À mes collègues du séminaire de doctorat en sociologie 2004/2005, notamment à Allison Marchildon, Brice Davakan et Carolina Petitpierre, je manifeste ma gratitude pour les discussions très intéressantes que nous avons menées ensemble et pour leurs mots d'encouragement qui ont été très appréciés.

Mes amis au Brésil, Luís Roberto Cardoso de Oliveira, Caetano Araújo et Carla Andrade, m'ont apporté une aide précieuse pour l'élaboration de cette thèse. Le concours de Luís Roberto a été fondamental pour que je puisse commencer mon doctorat. C'est lui

qui a fait les démarches nécessaires auprès de l'Université de Brasília, où il est professeur au département d'anthropologie, pour que les certificats et documents nécessaires pour mon inscription soient envoyés à l'UQAM. Il a aussi rédigé une des lettres de recommandation demandées pour mon acceptation au doctorat. Caetano Araújo, assesseur législatif au sénat brésilien, m'a beaucoup appris sur la politique brésilienne, en plus de me fournir plusieurs publications très intéressantes sur le système politique au Brésil. Carla Andrade, professeure de la Faculté d'éducation à l'Université de Brasília, a été très prodigue et m'a envoyé gratuitement plusieurs livres que j'ai utilisés pour la rédaction de ma thèse.

Mes parents, Romeo Zero et Leilah Bormann Zero, m'ont fourni beaucoup de livres sur le Brésil et m'ont constamment encouragé dans ma démarche doctorale.

À France Dumais je dois la correction soignée des coquilles du texte de cette thèse.

Finalement le plus grand remerciement de tous est dû à mon épouse, Lucie Dumais, professeure de l'École de travail social de l'UQAM. Sans son soutien sans faille et son amour il m'aurait été impossible même d'envisager l'aventure de faire un doctorat aussi tardif que le mien. Comme d'habitude, elle a été encore une fois le socle robuste sur lequel je me suis appuyé au long d'un nouveau trajet de ma vie.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX.....ix

LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS.....xvi

RÉSUMÉ.....xix

INTRODUCTION.....1

CHAPITRE I
LE PAYS DU FUTUR...ET DES INÉGALITÉS.....19

1.1 Le regard de l'autre.....19

1.2 La période coloniale (1500-1822).....24

1.3 L'indépendance et la formation de l'État national.....46

1.4 Exclusion politique et domination des élites patrimoniales dans la *República Velha* (1889-1930).....63

1.5 Conclusions du chapitre 1.....72

CHAPITRE II
L'ÈRE DU POPULISME ET DU NATIONAL-DÉVELOPPEMENTALISME : LA CONSTRUCTION DU « PEUPLE » PAR L'INCLUSION SOCIALE ET POLITIQUE LIMITÉE ET LE DÉVELOPPEMENT PAR LA SUBSTITUTION D'IMPORTATIONS.....74

2.1 « Populisme » : vicissitudes d'un concept problématique .....74

2.2 Le populisme historique au Brésil 1 : la révolution de 1930 (interprétations générales et tendances majeures).....97

2.3 Le populisme historique au Brésil 2 : les sources intellectuelles de l'*Estado Novo* et leur rôle dans la formation des institutions d'inclusion sociale verticale et limitée.....104

2.4 Le populisme historique au Brésil 3 : la dissolution des formes de domination traditionnelles en milieu urbain.....116

2.5 Le populisme historique au Brésil 4 : la citoyenneté régulée.....124

2.6 Le populisme historique au Brésil 5 : le discours politique de Vargas pendant l'*Estado Novo* et la crise de 1945.....129

2.7 Le populisme historique au Brésil 6 : l'interrègne de Dutra et le deuxième gouvernement Vargas.....135

2.8 Le populisme historique au Brésil 7 : zénith du développementalisme avec Kubitschek, le gouvernement Quadros et la crise finale du populisme avec Goulart.....147

2.9 La dictature militaire au Brésil.....162

2.10 Conclusions du chapitre 2.....167

CHAPITRE III
LE DÉVELOPPMENT ET LA MONDIALISATION : LA TRANSFORMATION DU MONDE ET LE PARADIGME DE L'ÉTAT-NATION.....171

3.1 Objectifs du chapitre.....171

3.2 Le débat sur le développement.....173

3.3 La modernisation.....174

3.4 La dépendance.....175

3.5 Le système-monde : le tout ou rien.....180

3.6 Bilan du débat sur le développement.....181

3.7 La mondialisation et la remise en question du paradigme de l'État-nation.....183

3.8 Les hyperglobalistes.....185

3.9 Les sceptiques de la mondialisation : une fois sceptiques, toujours sceptiques.....191

3.10 Le transformationalisme : la sociologie de la mondialisation.....194

3.11 Le persistance des clivages idéologiques et l'affaiblissement du paradigme de l'État-nation.....213

3.12 La mondialisation et les pays latino-américains.....216

3.13 Le « néodéveloppementalisme » ou « nouveau développementalisme » au Brésil.....239

3.14 Conclusions du chapitre 3.....247

CHAPITRE IV
LE GOUVERNEMENT CARDOSO :
L'AFFIRMATION D'UN NOUVEAU PARADIGME D'ÉTAT.....249

4.1 Rédémocratisation et premiers gouvernements civils (1985-1994).....249

4.2 Fernando Henrique Cardoso devient le leader d'un pays en difficulté.....254

4.3 La réforme de l'État sous Cardoso :
néolibéralisme ou antipatrimonialisme?.....262

4.4 La politique sociale du gouvernement Cardoso : l'universalisme.....274

4.5 La réforme agraire et les relations difficiles avec le MST.....280

4.6 La politique extérieure du gouvernement Cardoso.....292

4.7 La politique économique du gouvernement Cardoso.....297

4.8 Conclusions sur le gouvernement Cardoso.....305

CHAPITRE V
LE GOUVERNEMENT LULA :
NOUVEAUTÉ ET CONTINUITÉ AU BRÉSIL DU XXI^E SIÈCLE.....314

5.1 Le président improbable.....314

5.2 Création, croissance et modération du PT.....321

5.3 Lula arrive au pouvoir.....332

5.4 La politique économique du gouvernement Lula :
stabilité et développementalisme.....336

5.5 La politique sociale du gouvernement Lula : l'attaque directe
et massive contre la misère et les inégalités.....343

5.6 La déception de la gauche et l'hypothèse du « populisme régressif ».....360

5.7 La dynamique « post-populiste » avec les mouvements sociaux.....368

5.8 La politique extérieure du gouvernement Lula.....382

5.9 Conclusions sur le gouvernement Lula.....392

CHAPITRE VI
QUELQUES QUESTIONS PRÉLIMINAIRES
SUR L'ANALYSE DU DISCOURS.....398

6.1 Introduction.....398

6.2 Le cheminement vers la souveraineté de la langue et ses critiques.....399

6.3 Dans le royaume des signifiants libres.....410

6.4 Le discours et le social et non pas le discours est le social.....418

6.5 L'analyse du discours en tant que
pratique méthodologique de la sociologie.....428

6.6 Description de notre démarche méthodologique
concernant l'analyse du discours.....431

6.7 En guise de conclusion : pourquoi entamons-nous une analyse
approfondie des discours présidentiels de Cardoso et de Lula ?.....439

CHAPITRE VII
LES DISCOURS PRÉSIDENTIELS DE CARDOSO ET DE LULA.....443

7.1 Constitution et description du corpus.....443

7.2 Les outils de l'analyse du discours et leurs fonctions.....451

7.3 L'analyse 1 : les particularités du discours
international chez Cardoso et chez Lula.....459

7.4 L'analyse 2 : à la recherche d'un discours populiste chez Lula.....501

7.5 L'analyse 3 : à la recherche du néolibéralisme
dans le discours présidentiel de Cardoso.....542

7.6 Conclusions de l'analyse des discours de Cardoso et de Lula.....570

CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....573

BIBLIOGRAPHIE.....606

DOCUMENTS HISTORIQUES, DONNÉES STATISTIQUES
ET AUTRES SOURCES D'INFORMATION CONSULTÉES.....637

# LISTES DES FIGURES, DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

## FIGURES

Figure 3.1 Distribution des courants dans le débat sur la mondialisation.....214

Figure 3.2 Continuités et ruptures dans le débat sur la mondialisation.....215

Figure 7.1 Représentation des poly-cooccurrences du mot-pôle « *projeto* ».....497

Figure 7.2 Trames constantes à partir du mot-pôle « *eu* » - discours aux syndicats et mouvements sociaux de Lula.....512

## GRAPHIQUES

Graphique 0.1 Publications avec « *populism* » dans le titre (1965-2000) et publications avec « populisme » dans le titre ou dans les mots-clés (1974-2010).....4

Graphique 0.2 Évolution chronologique des publications en sociologie et en science politique sur les sujets « populisme », « néopopulisme » et « Amérique latine » (1965-2009).....6

Graphique 0.3 Publications sur l'Amérique latine dans *Sociological Abstracts* avec« néolibéralisme » ou « populisme » dans leurs mots-clés (1953-2009) .....7

Graphique 1.1 Fréquence de certains mots dans le discours du *Conselho de Estado* (*Argentina, França, Inglaterra, Paraguai, Portugal*).....56

Graphique 1.2 Fréquence de certains mots dans le discours du *Conselho de Estado* (*cidadãos, colonos, escravos, povo, súditos*).....58

Graphique 1.3 Évolution de l'électorat au Brésil (1894-2002).....63

Graphique 2.1 Brésil : fondation de nouveaux syndicats (avant 1930-années 1950).....123

Graphique 2.2 Brésil : nombre de syndicats de travailleurs, d'employeurs et de professions libérales (avant 1930-1955).....124

Graphique 2.3 Brésil : croissance des emplois industriels (1939-1955).....141

Graphique 2.4 Brésil : nombre d'unités industrielles (1939-1959).....141

Graphique 2.5 Brésil : valeur de la production industrielle (1939-1955).....148

Graphique 2.6 Brésil : croissance économique dans
le gouvernement Kubitschek (1956-1960).....149

Graphique 2.7 Brésil : fondation de nouveaux syndicats
de travailleurs ruraux (avant 1930-années 1960).....154

Graphique 2.8 Fréquence du mot « *povo* » dans le discours de Goulart.....159

Graphique 2.9 Fréquence de certains mots dans le discours de Goulart
(*aqueles, Congresso, disciplina, reforma agrária,*
*o povo, sargentos, terra*).....160

Graphique 2.10 Brésil : croissance économique comparée avec celle du monde.....165

Graphique 3.1 Déclenchement de la crise de la dette pour les principales
économies d'Amérique latine.....218

Graphique 3.2 Revenu par habitant en Amérique latine (1980-1990).....220

Graphique 3.3 Évolution de la dette extérieure au Brésil (1965-1983).....221

Graphique 3.4 Brésil : impact de la dette et du Plan Brady
sur les comptes nationaux.....228

Graphique 3.5 Croissance du revenu par habitant :
Amérique latine, Asie et monde (1980-2001).....230

Graphique 3.6 Croissance économique comparée :
Ancienne URRS, Amérique latine, Asie, Afrique, Europe de l'Ouest
Europe de l'Est, monde et pays occidentaux (1980-2001).....233

Graphique 3.7 Composition de la valeur des
exportations brésiliennes (1940-2006).....236

Graphique 4.1 Le succès du *Plano Real* (1994-1998).....261

Graphique 4.2 Comparatif des privatisations par gouvernement (1981-1998).....271

Graphique 4.3 Dépenses sociales par rapport aux dépenses publiques totales :
Argentine, Brésil, Chili, Paraguay, Venezuela, Amérique latine.....277

Graphique 4.4 Évolution du salaire minimum réel
sous le gouvernement Cardoso (1995-2002).....279

Graphique 4.5 Indice de Gini au Brésil : gouvernement Cardoso (1995-2002).....279

Graphique 4.6 Brésil : terres occupées par taille

des propriétés en hectares (1940-1985).....281

Graphique 4.7 Conflit et réforme agraire sous Cardoso
(occupations et expropriations de terres).....287

Graphique 4.8 Intensification du conflit pour la terre sous Cardoso
(occupations de terres).....287

Graphique 4.9 Commerce international dans le
gouvernement Cardoso (1995-2002).....300

Graphique 4.10 Gouvernement Cardoso : les taux d'intérêt (1995-2002).....301

Graphique 4.11 Évaluation du gouvernement Cardoso par la population.....304

Graphique 5.1 Nombre des grèves au Brésil (1930-1984).....317

Graphique 5.2 Croissance de la représentation du PT
dans les assemblées législatives (1982-2002).....325

Graphique 5.3 Croissance du PT au niveau municipal (1982-2000).....326

Graphique 5.4 Les préférences partisanes au Brésil (1989-2002).....328

Graphique 5.5 Croissance du PT par rapport à d'autres partis
à la Chambre fédérale (1990-2002).....329

Graphique 5.6 Votation nationale pour le PT et pour Lula (1982-2002).....330

Graphique 5.7 Croissance économique et réduction du chômage
sous le gouvernement Lula (2003-2008).....340

Graphique 5.8 Le déclin du problème de la dette extérieure
au Brésil sous le gouvernement Lula (2003-2008).....341

Graphique 5.9 Indice de Gini au Brésil : gouvernement Lula (2003-2008).....347

Graphique 5.10 Évolution de la pauvreté sous Lula (2003-2007).....348

Graphique 5.11 Évolution du salaire minimum réel
sous le gouvernement Lula (2003-2007).....349

Graphique 5.12 Variation absolue des classes de revenus au Brésil (2003-2008).....351

Graphique 5.13 Occupation de terres sous le gouvernement Lula (2003-2008).....375

Graphique 5.14 Évaluation du gouvernement Lula par la population.....396

Graphique 7.1 Répartition lexicométrique des sous-corpus selon le
« public cible » ou l'action gouvernementale.....446

Graphique 7.2 Variation chronologique du
discours présidentiel brésilien (1995-2007).....448

Graphique 7.3 Distribution relative du mot « *desenvolvimento* »
dans le discours du président Cardoso (1995-2002).....460

Graphique 7.4 Distribution relative du mot « *desenvolvimento* »
dans le discours du président Lula (2003-2007).....461

Graphique 7.5 Spécificités du vocabulaire économique par
type de discours chez le président Cardoso.....463

Graphique 7.6 Spécificités du vocabulaire économique par
type de discours chez le président Lula.....464

Graphique 7.7 Variations chronologiques des spécificités
de certains mots chez Cardoso (*acesso, barreiras, fundamentalismo, mercados, pobres, protecionismo, protecionistas*).....485

Graphique 7.8 Fréquences relatives de certains pronoms chez Lula
(*a gente, amigos, companheiros, eu, nós, vocês*).....505

Graphique 7.9 Spécificités de certains pronoms chez Lula
(*a gente, amigos, companheiros, eu, nós, vocês*).....507

Graphique 7.10 Spécificités des mots « *pobres* » et « *ricos* » dans
le discours présidentiel de Lula.....539

TABLEAUX

Tableau 4.1 Terres obtenues pour la réforme agraire et
nombre de familles favorisées.....284

Tableau 5.1 Poids du pouvoir politique par tendances
à l'intérieur du PT (1984-1999).....323

Tableau 5.2 Dette extérieure, dette du secteur public,
croissance du P.I.B et chômage au Brésil (1994-2002).....338

Tableau 5.3 Le programme *Bolsa Família* (2004-2008).....345

Tableau 5.4 Différences dans les politiques extérieures de Cardoso et de Lula.....384

Tableau 7.1 Vocabulaire plus fréquent chez Cardoso et chez Lula.....450

Tableau 7.2 Spécificités du discours international du président Cardoso.....466

Tableau 7.3 Spécificités du discours international du président Lula.....468

Tableau 7.4 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *desenvolvimento* »..... 471

Tableau 7.5 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *economia* »..... 473

Tableau 7.6 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *globalização* »..... 475

Tableau 7.7 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *países* »..... 478

Tableau 7.8 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *ricos* »..... 480

Tableau 7.9 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *protecionismo* » et « *barreiras* »..... 480

Tableau 7.10 Discours international du président Cardoso
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *mercados* » et « *acesso* »..... 481

Tableau 7.11 Discours international du président Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *mercados* » et « *acesso* »..... 482

Tableau 7.12 Discours international du président Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *subsídios* » et « *agrícolas* »..... 483

Tableau 7.13 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *integração* »..... 487

Tableau 7.14 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *justiça* »..... 489

Tableau 7.15 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *direitos* »..... 490

Tableau 7.16 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *democracia* »..... 491

Tableau 7.17 Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *infra* »..... 494

Tableau 7.18 Discours international du président Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *projeto* » et « *projetos* »..... 495

Tableau 7.19 Pronoms personnels dans le discours de Lula
par ordre de fréquence .....502

Tableau 7.20 Pronoms personnels dans le discours
de Cardoso par ordre de fréquence .....503

Tableau 7.21 Le « je » et les « nous » dans le discours
de Lula par ordre de fréquence.....504

Tableau 7.22 Principales spécificités du discours aux mouvements sociaux
et aux syndicats du président Lula.....509

Tableau 7.23 Discours aux mouvements sociaux et aux syndicats du président Lula
Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *eu* ».....510

Tableau 7.24 Fréquence de certains mots ou expressions sur la question agraire
chez Lula et chez Cardoso.....520

Tableau 7.25 Discours du président Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *Sem* » et « *Movimento* ».....522

Tableau 7.26 Principales spécificités du discours sur l'action sociale
du gouvernement du président Lula.....526

Tableau 7.27 Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *educação* » et « *saúde* ».....528

Tableau 7.28 Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *famílias* » et « *mãe* ».....531

Tableau 7.29 Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *sociedade* » et « *direitos* ».....537

Tableau 7.30 Discours présidentiel de Cardoso
Mots ou expressions plus susceptibles de faire partie d'un discours
social et solidaire et mots et expressions plus susceptibles de faire
partie d'un discours pro-marché et insolidaire.....552

Tableau 7.31 Discours présidentiel de Cardoso
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *reforma* » et « *reformas* ».....555

Tableau 7.32 Expressions figées avec le mot-pôle « *reforma* »
dans le discours présidentiel de Cardoso.....556

Tableau 7.33 Discours présidentiel de Cardoso

Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *comércio* » et « *mercados* »....560

Tableau 7.34 Discours présidentiel de Cardoso
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *liberdade* » et « *livre* »....562

Tableau 7.35 Discours présidentiel de Cardoso
Cooccurrences spécifiques des mots-pôles
« *privado* » et « *privada* »....563

Tableau 8.1 Illustration de possibles « diagnostics » de populisme....586

Tableau 8.2 La citoyenneté selon les régimes politiques....597

# LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ALBA - *Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América*

ARENA - *Aliança Renovadora Nacional*

BCB - *Banco Central do Brasil*

BNDE - *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico*

BNDES - *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social*

CASA - *Comunidade de Nações Sul-Americanas*

CEPALC - Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CMP - *Central dos Movimentos Populares*

CMS - *Coordenação dos Movimentos Sociais*

CNUCED - Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement

Contag - *Confederação dos Trabalhadores Agrícolas*

Conlutas - *Coordenação Nacional de Lutas*

CPT - *Comissão Pastoral da Terra*

CUT - *Central Única dos Trabalhadores*

DIEESE - *Departamento Intersindical de Estudos e Estatísticas do Emprego*

FGV- *Fundação Getúlio Vargas*

FOCEM - *Fundo para a Convergência Estrutural do Mercosul*

FMI - Fonds monétaire international

IBAS - *Fórum de Diálogo Índia-Brasil-África do Sul*

IBGE- *Instituto Brasileiro de Geografia*

IIRSA - *Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Sudamericana*

IPEA - *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*

IURD - *Igreja Universal do Reino de Deus*

MDA - *Ministério do Desenvolvimento Agrário*

MDS - *Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome*

MDIC - *Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio*

Mercosul - *Mercado Comum do Sul*

MLST - *Movimento de Liberação dos Sem Terra*

MRE - *Ministério das Relações Exteriores*

MST- *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*

MTD - *Movimento dos Trabalhadores Desempregados*

MTE - *Ministério do Trabalho e Emprego*

MTST - *Movimento dos Trabalhadores Sem Teto*

OCDE - Organisation de coopération et de développement économiques

ONU - Organisation des Nations-Unies

OTAN - Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PAC - *Plano de Aceleração do Crescimento*

PCB - *Partido Comunista Brasileiro*

PC do B - *Partido Comunista do Brasil*

PD - *Partido Democrático*

PDS - *Partido Democrático Social*

PDT - *Partido Democrático Trabalhista*

PFL - *Partido da Frente Liberal*

PL - *Partido Liberal*

PMDB - *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*

PNAD - *Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios*

PPS - *Partido Popular Socialista*

PR - *Partido da República*

PRB - *Partido Republicano Brasileiro*

PRN - *Partido da Renovação Nacional*

PRR - *Partido Republicano Riograndense*

PSB - *Partido Socialista Brasileiro*

PSC - *Partido Social Cristão*

PSD - *Partido Social Democrático*

PSDB - *Partido da Social Democracia Brasileira*

PSol - *Partido Socialismo e Liberdade*

PSP - *Partido Social Progressista*

PSTU - *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado*

PT - *Partido dos Trabalhadores*

PTB - *Partido Trabalhista Brasileiro*

PTC - *Partido Trabalhista Cristão*

PT do B - *Partido Trabalhista do Brasil*

PTN - *Partido Trabalhista Nacional*

TSE – *Tribunal Superior Eleitoral*

Unasul - *União de Nações Sul-Americanas*

UDN - *União Democrática Nacional*

UNE - *União Nacional dos Estudantes*

ZLEA - Zone de libre-échange des Amériques

# RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur les changements de la société brésilienne et de l'État brésilien à partir de la redémocratisation de son système politique au cours de la deuxième moitié des années 1980 et de la concomitante fin du modèle de substitutions d'importations qui avait assuré le développement du pays depuis les années 1930. Dans cette conjoncture particulière, où les nouvelles contraintes apportées par la mondialisation et l'éclosion de nouvelles revendications sociales existaient synchroniquement, le Brésil faisait face à deux défis de taille. D'un côté, il fallait trouver une nouvelle voie pour le développement national après l'épuisement de la stratégie de l'industrialisation par la protection du marché domestique et, d'un autre côté, trouver une façon de satisfaire les demandes sociales et politiques inassouvies qui se manifestaient après la fin de la dictature militaire. Nous avons essayé de démontrer que le Brésil a réagi aux nouvelles contraintes apportées par la mondialisation ainsi qu'au besoin de résoudre ses problèmes sociaux criants par la construction d'un nouveau modèle d'État que nous pourrions appeler « social-libéral », marqué par une plus grande intégration à l'économie mondiale ainsi que par des efforts inédits d'inclusion sociale dans l'histoire du pays. D'un point de vue économique, cet État « social-libéral » aurait implanté un « néodéveloppementisme » au Brésil, par lequel la promotion du développement se ferait désormais d'une façon beaucoup plus excentrée. D'un point de vue social, ce même État aurait pris en charge l'extension effective des droits sociaux à l'entièreté de la population brésilienne, en net contraste avec les politiques plus timides et limitées du passé. D'un point de vue politique, ce nouvel effort d'inclusion sociale élargie n'aurait pas suscité de réactions violentes de la part des classes aisées et des militaires, comme ce fut le cas auparavant, échappant ainsi à la polarisation de l'époque du populisme historique au pays. Aussi, les relations entre le pouvoir politique de l'État et les syndicats et mouvements sociaux auraient changé substantiellement depuis cette époque, ce qui éloigne davantage le contexte social et politique actuel du populisme traditionnel brésilien. Tout cela signifie, selon nous, que nous sommes témoins d'un nouvel arrangement économique, social et politique au Brésil qui ne saurait être décrit ni comme néolibéral ni comme populiste.

Le noyau central de notre thèse est l'analyse des gouvernements des présidents Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) et Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010), puisque ce fut sous leur gouverne que les assises de ce nouveau modèle étatique furent lancées et consolidées, malgré leurs différences idéologiques et politiques. Cependant, en raison du fait que nous défendons l'idée que des transformations importantes auraient eu lieu par rapport au passé, notre thèse examine avec attention ce passé et les théories qui l'ont décrit afin d'illustrer et de prouver la nature de ces transformations.

De cette manière, pour essayer de démontrer ce que nous avançons dans notre travail, nous avons opté pour une approche théorique multiple, composée à la fois d'une analyse historique concernant l'évolution économique, sociale et politique du pays, ainsi que des discussions plus pointues concernant le phénomène de la mondialisation et la question du populisme. En outre, nous avons réalisé une analyse du discours politique des présidents Cardoso et Lula pour nous aider à prouver certaines de nos principales hypothèses concernant la nature politique de leurs gouvernements.

L'examen de la période populiste au Brésil nous a permis de bien définir les caractéristiques économiques, sociales et politiques de ce que fut le populisme et le national-développementisme au Brésil, avec la substitution d'importations comme moteur principal du développement, ainsi qu'une inclusion sociale et politique verticale et limitée

comme seule manière de traiter les inégalités du pays. Ainsi, nous avons établi les paramètres qui nous ont permis de déterminer la nature « post-populiste » de la situation actuelle.

Notre exploration des théories sur la mondialisation et, surtout, notre analyse des effets concrets de celle-ci sur les pays latino-américains et sur le Brésil en particulier nous ont amené aux raisons profondes de la transformation de l'État national, devenu plus excentré en conséquence d'une nouvelle insertion dans l'économie mondiale et dans les instances internationales qui la dirigent. Le « néodéveloppementisme » serait le résultat direct de cette nouvelle situation où la conquête des marchés extérieurs et la construction d'un marché régional auraient pris la relève de la substitution d'importations comme stratégie de promotion du développement.

Notre analyse du gouvernement Cardoso étaye la construction de ce nouveau modèle d'État qui abandonne définitivement le « national-développementisme » implanté à l'ère de Vargas. Cardoso a déconstruit les institutions et les lois de cette époque, a ouvert davantage l'économie domestique aux investissements étrangers et a lancé le pays dans une conquête accrue des marchés internationaux. Cependant, nous avons essayé de montrer que la nature de ce nouveau modèle d'État n'est pas exactement « néolibérale », comme plusieurs le considèrent, car il initie une inclusion sociale plus élargie que celle qui existait auparavant.

En ce qui concerne le gouvernement Lula, notre thèse montre que malgré les différences avec son prédécesseur, il y a eu aussi une continuité fondamentale avec celui-ci, notamment dans les lignes générales de la politique économique, dans l'importance de la politique extérieure comme politique de développement et dans la recherche de l'amélioration des conditions de vie des couches plus pauvres de la société brésilienne. Ainsi, en dépit des différences notables entre le gouvernement Cardoso et le gouvernement Lula, ce dernier ne réussit pas à implanter un modèle d'État nouveau qui rompt avec le côté « libéral » de l'État « social-libéral » de Cardoso. L'analyse du gouvernement Lula montre aussi que les relations qu'il entretient avec les syndicats et les mouvements sociaux ne sauraient être décrites comme « populistes » puisque la verticalité n'est plus au rendez-vous. De cette manière, les accusations de « populiste » ou « néopopuliste » parfois lancées contre ce gouvernement ne nous semblent pas pertinentes.

Finalement, l'analyse du discours des présidents Cardoso et Lula a confirmé trois de nos hypothèses principales. Premièrement, cette analyse identifie les relations internationales comme instrument privilégié du développement national par le caractère très développementiste du discours international des deux présidents. Deuxièmement, le discours du président Lula ne montre pas les signes de la polarisation qui a été la caractéristique plus nette du discours populiste dans le passé historique du Brésil et d'autres pays. Bien au contraire, c'est la conciliation des classes et l'union nationale qui prédominent dans le discours « *lulista* ». Troisièmement, le discours du président Cardoso ne révèle pas les caractéristiques d'une idéologie « néolibérale » à l'œuvre. L'insolidarité d'une pensée centrée sur l'individualisme de l'*homo oeconomicus* ne se manifeste pas dans le discours de ce président.

En conclusion, notre thèse affirme de que le Brésil vit un moment nouveau de son histoire qui n'est pas bien décrit ni par le concept de « néolibéralisme » ni par celui de « populisme », ce qui ne veut pas dire qu'il est exempt de graves problèmes et de contradictions importantes. Peut-être que la sociologie et la science politique sur l'Amérique latine devraient penser à de nouveaux concepts pour décrire une réalité inédite et plus complexe qu'on l'a souvent cru.

Mots clés : Brésil, populisme, néolibéralisme, gouvernement Cardoso, gouvernement Lula, analyse du discours, développementalisme, mondialisation, Amérique latine

# INTRODUCTION

L'Amérique du Sud a connu des changements importants au cours des trois dernières décennies. Premièrement, nous avons assisté au retour à la démocratie après des années de dictature militaire dans les principaux pays de la région. Deuxièmement, nous avons aussi connu une période de réformes économiques d'inspiration néolibérale, lesquelles, malgré un certain succès initial, ont rapidement perdu leur attrait au vu de ses résultats très discutables. Finalement, nous avons été témoins d'un « virage à gauche » (ou « vague rose »), plus ou moins radical selon le pays, qui a remis en question la foi aveugle en l'économie de marché et qui a essayé, et qui essaye encore, d'apporter une solution aux graves problèmes sociaux de la région, après des années, voire des siècles, de négligence dans ce domaine. Certes, ce n'est pas la première fois qu'il y a un virage à gauche en Amérique du Sud, mais il nous semble que ce serait une erreur de considérer ce qui se passe aujourd'hui comme une simple répétition d'événements antérieurs ou un déjà-vu historique. Au contraire, la compréhension de la conjoncture politique, économique et sociale où ont évolué ou évoluent encore les gouvernements Lula, Kirchner, Bachelet, Morales et Chavez doit tenir en compte les transformations des dernières décennies. Cela implique non seulement le constat évident que le monde a changé, mais aussi, et surtout, la reconnaissance que les concepts et catégories utilisés dans le passé pour analyser les sociétés latino-américaines ne s'appliquent pas sans problèmes aux situations présentes. Nous ne pouvons pas, par exemple, bien comprendre les

actions de ces nouveaux gouvernements en leur collant des étiquettes politiques plus adéquates pour définir les gouvernements des années quarante et cinquante du dernier siècle. Le gouvernement Lula n'a pas été le gouvernement Vargas, les gouvernements des Kirchner ne sont pas la même chose que gouvernement Perón et le gouvernement Bachelet n'a certainement pas été une copie du gouvernement Allende. Et même si nous voulions faire des analogies et comparaisons entre ces gouvernements, la distance historique entre eux interdit, à notre avis, toute vision d'une vraie continuité historique qui pourrait être décrite et analysée par des concepts et cadres théoriques inchangés.

Nous croyons que c'est le premier devoir de la sociologie sur l'Amérique latine de bien aiguiser ses instruments conceptuels avant de se lancer dans l'examen d'une réalité extrêmement dynamique, mais, malheureusement, la théorie sociologique est souvent à la traîne des événements. Et ce problème est aggravé par le fait qu'une bonne partie de la production sociologique sur l'Amérique latine (donc aussi sur l'Amérique du Sud) est réalisée dans des pays européens ou nord-américains, inspirée par des réflexions théoriques et idéaux-types eux-mêmes inspirés par les réalités de ces continents, ce qui devrait susciter un peu de prudence quant à leur transposition ailleurs. Toutefois, cela n'a jamais empêché cette production d'être souvent acceptée sans des questionnements plus poussés. Ce constat ne constitue pas un reproche à la qualité de cette production, dont les mérites sont indéniables, ni non plus un appel à un « nativisme sociologique » latino-américain ou sud-américain, dont la supposée supériorité resterait non seulement hautement improbable, mais aussi complètement injustifiable d'un point de vue méthodologique et philosophique (pourquoi les sociologues latino-américains devraient-ils nécessairement faire mieux que les autres en raison de leur simple « latino-américanicité »?). La question n'est pas là. La question est que, selon notre vision, il y aurait un besoin de réflexions un peu plus originales et innovatrices pour appréhender les nouvelles réalités que vit ce sous-continent, puisqu'il ne suffit pas de recycler de vieux concepts pour les comprendre, du moins pas dans leur entièreté.

Pourtant, une bonne partie de la production académique sur l'Amérique latine ne semble pas se caractériser autant par l'innovation et l'identification de phénomènes nouveaux que par l'application de concepts anciens ou par leur recyclage par l'addition du préfixe

« néo » à l'idée ancienne. C'est le cas, par exemple, de « populisme » et de « néopopulisme », mais aussi de « néolibéralisme », qui, à notre avis, peuvent, dans certaines circonstances, nuire à la compréhension des réalités latino-américaines par leur usage quelque peu abusif.

En nous donnant la tâche de chercher dans les bases de données académiques les articles et les livres qui font usage de ces concepts, nous constatons que l'Amérique latine (en particulier l'Amérique du Sud) est la terre d'élection du « populisme », de son renouveau dans le « néopopulisme », et de la radicalisation du libéralisme dans le « néolibéralisme ».

Le cas de « néopopulisme » est le plus flagrant. Les bases de données anglophones sur la production sociologique et en science politique sur ce sujet révèlent que pas moins de 72 % des articles et livres traitent de l'Amérique latine! C'est énorme! Le néopopulisme serait ainsi un phénomène presque entièrement latino-américain[1]!

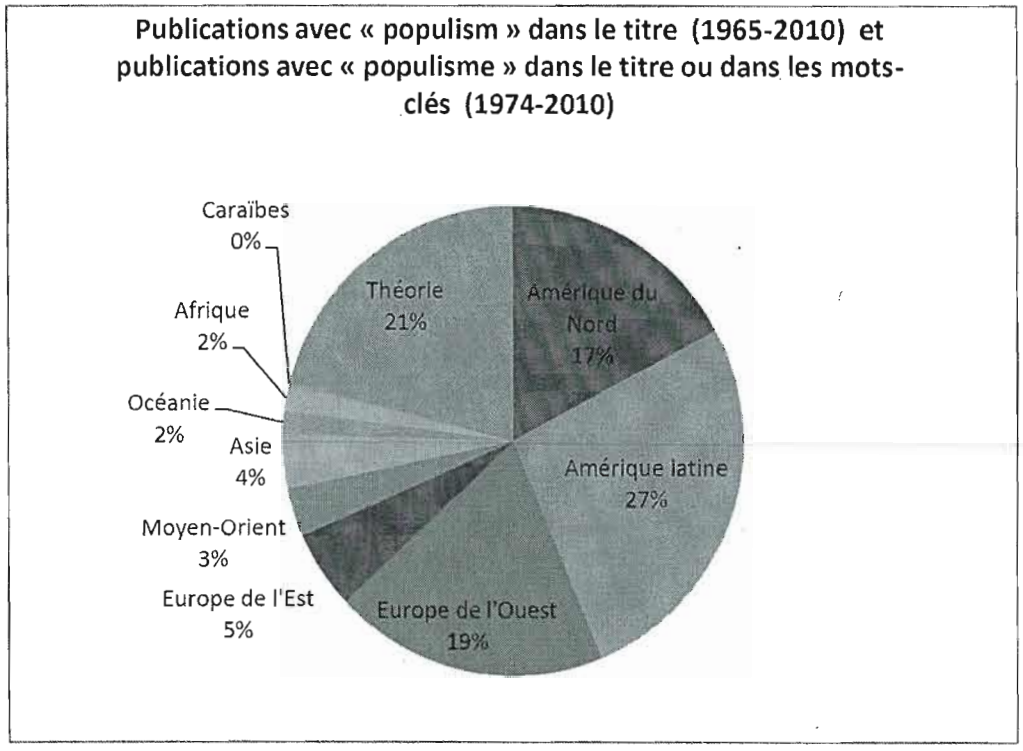
Quant au populisme, la production majoritairement anglophone que nous pouvons trouver dans ces bases de données donne une distribution beaucoup plus partagée, mais qui conserve à l'Amérique latine une place de choix, dans un presque match nul quantitatif avec la production académique anglophone en sociologie sur le populisme en Amérique du Nord (21,61 % pour la première contre 22,71 % pour la deuxième)[2]! Plus encore, l'exploration d'une des principales bases de données francophones (FRANCIS) montre une nette prédominance des publications sur le populisme en Amérique latine (38,62 %), contre seulement 24,82 % sur le populisme en Europe de l'Ouest[3]. Enfin, nous avons réuni 506 titres (361 très majoritairement anglophones des bases de données anglophones et 145 exclusivement francophones de la base de données FRANCIS) sur le populisme, dont le groupe le plus nombreux était celui des publications qui traitaient de l'Amérique latine. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une exploration systématique des toutes les bases de données disponibles, mais ce bref exercice donne des indications claires que l'Amérique latine semble

---

[1] Nous avons choisi les publications avec le sujet « *neopopulism* » des bases de données en « sociologie et travail social » et « science politique », disponibles en ligne dans le site web de la bibliothèque de l'UQAM.
[2] Nous avons choisi les publications avec « *populism* » dans leurs titres des bases de données en « sociologie et travail social », disponibles en ligne dans le site web de la bibliothèque de l'UQAM.
[3] Nous avons choisi les publications francophones qui avaient « populisme » dans leurs titres ou dans leurs mots-clés dans le domaine de « sciences sociales » de cette base de données, disponible dans le site web de la bibliothèque de l'UQAM.

être le trerrain privilégié des études sur le populisme dans le monde académique anglophone et dans le monde académique francophone. Et nous n'avons pas inclus dans notre recherche les bases de données hispanophones et lusophones, ce qui aurait pu incliner encore plus la balance du côté latino-américain en ce qui concerne la concentration géographique des analyses du populisme. Le graphique ci-dessous illustre cette distribution selon les données que nous avons pu colliger.

**Graphique 0.1**




Source : bases de données AgeLine, ProQuest Sociology, PsycINFO, SAGE Journals Online, Social Services Abstracts, Sociological Abstracts, Worldwide Political Science Abstracts, PAIS International et FRANCIS, visités le 03/11/2010

En interpellant les mêmes bases anglophones en ce qui concerne le mot « *neoliberalism* », nous avons trouvé que des 698 articles et livres en sociologie et travail social que nous avons pu récupérer avec ce mot dans leurs titres, pas moins de 217, soit 31,08 %, traitaient de l'Amérique latine. Ce même pourcentage pour les œuvres classées dans le domaine de la science politique est de 29,78 % (355 sur 1192), ce qui fait que près 30 % de

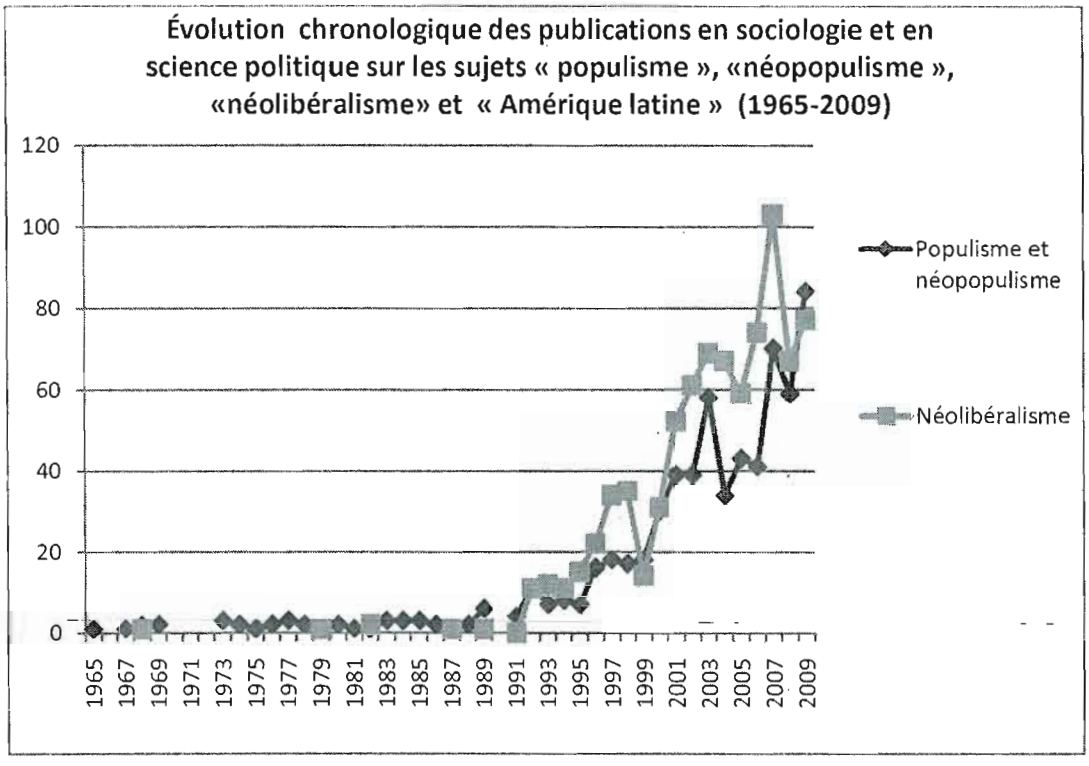
toutes les publications en sociologie, travail social et science politique répertoriées dans les bases de données anglophones concernant le néolibéralisme traitent de l'Amérique latine. Malgré le fait que le néolibéralisme est un phénomène certainement mondial, il semble qu'il y aurait une perception répandue au fait que l'Amérique latine est une région de choix pour l'étudier.

Plus encore, en faisant l'addition de « populisme » *et* « néolibéralisme » en ce qui concerne le sujet de ces publications, nous avons vu que 60 % des œuvres académiques récupérées en sociologie et travail social et 56,94 % des œuvres académiques récupérées en science politique analysaient encore l'Amérique latine. Ainsi, à la confluence du populisme et du néolibéralisme il y aurait, apparemment, le continent latino-américain.

Certes, il y a une raison historique très importante derrière cet intérêt pour l'Amérique latine pour ceux qui s'intéressent au populisme et aussi pour ceux qui s'intéressent au néolibéralisme. Après tout, l'Amérique latine, et particulièrement l'Amérique du Sud, a été vraiment une terre d'élection du populisme et plusieurs études innovatrices et pionnières sur ce phénomène ont traité des leaders et gouvernements populistes latino-américains. C'était inévitable qu'il en soit ainsi dans le continent de Perón et de Vargas, entre autres. Aussi, l'Amérique latine a été l'un des continents les plus touchés par les expériences néolibérales des années 1980 et 1990, compte tenu de la crise de la dette et du genre de solution imposées de la part du FMI aux pays latino-américains pour la « régler ». Cependant, les publications sur le populisme latino-américain n'ont pas diminué en nombre avec le passage du temps, ni non plus celles sur le néolibéralisme. Un examen chronologique des données avec lesquelles nous avons créé le graphique ci-dessous montre exactement cela. Même si l'époque d'or du populisme latino-américain se situe dans les années 1950 et 1960, les analyses du populisme latino-américain, comme le néologisme « néopopulisme » le suggère, n'ont fait que gagner du terrain depuis le retour de la démocratie en Amérique du Sud. Aussi, malgré le fait que les politiques néolibérales ont été adoucies ou même rejetées par les gouvernements de la « vague rose » dans ce sous-continent, le néolibéralisme continue d'être, en apparence, un sujet encore brûlant dans les études sur les gouvernements sud-américains. Populisme, néopopulisme et néolibéralisme sont ainsi des concepts qui semblent avoir toujours une forte

emprise sur les analyses des sociétés latino-américaines, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

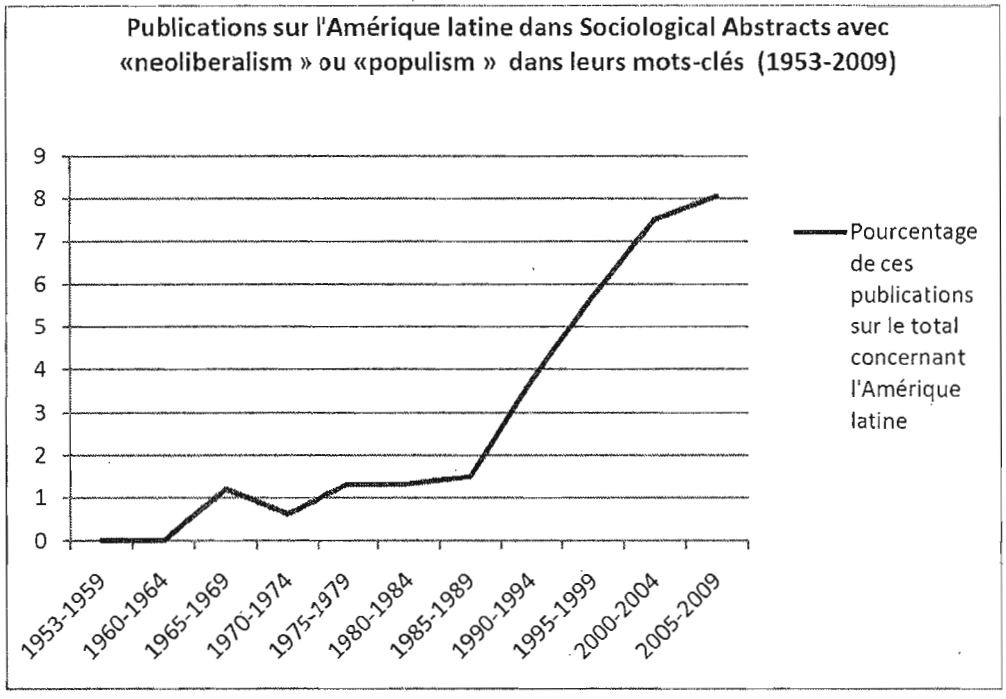
**Graphique 0.2**




Source : Bases de données AgeLine, ProQuest Sociology, PsyINFO, SAGE Journals Online, Social Services Abstracts et Sociological Abstracts, visités le 03/11/2010

Bien entendu, la croissance illustrée dans le graphique ci-dessus est en bonne partie le résultat du fait que le nombre absolu des publications sur l'Amérique latine a beaucoup cru dans les vingt dernières années. Ainsi, en cherchant dans la base de données *Sociological Abstracts* les publications avec « *Latin America* » dans leurs mots-clés, nous observons qu'entre 1953 et 1989 furent publiés 2721 travaux, mais que pour la période 1990-2010 ce chiffre a plus que doublé pour atteindre un total de 5544, même avec l'année 2010 incomplète (septembre). Toutefois, en utilisant la même base de données nous pouvons constater que le pourcentage des publications sur l'Amérique latine qui ont dans leurs mots-clés « *neoliberalism* » ou « *populism* » a augmenté de façon accentuée à partir de 1990.

**Graphique 0.3**




Source : Sociological Abstracts, visité le 03/11/2010

Comme on peut le constater dans le graphique ci-dessus, il n'y a pas eu de publication sur l'Amérique latine ayant le populisme ou le néolibéralisme comme thème de recherche dans la période 1953-1964. Dans la période 1965-1989, le pourcentage des publications sur l'Amérique latine avec ces mêmes thèmes de recherche est resté stable, entre 1 % et 2 %, mais depuis 1990 il n'a pas cessé de grimper, jusqu'à atteindre 8 % dans la période 2005-2009. Huit pour cent ne semble pas un chiffre très élevé, mais peu d'autres mots-clés surpassent ce pourcentage. Il nous faut chercher « *democracy* » (11,28 %), « *politics* » (13,64 %) ou « *society* » (17,59 %), des thèmes de recherche plus larges, pour que les pourcentages surpassent de façon significative les 10 %. Par contraste, si l'on cherche à lier par l'entrecroisement des mots-clés la social-démocratie (*Social Democracy*) à l'Amérique latine dans la même base de données, nous obtenons huit publications sur un total de 8265, c'est-à-dire moins d'une publication sur 1000.

Au vu de l'application de ces concepts, dans la majorité de la production sociologique et de science politique sur l'Amérique latine, cette région du monde serait, d'une cetaine façon, prise dans un étau politique et conceptuel ayant d'un côté, la soumission aux diktats d'un ordre économique ultralibéral et, d'un autre côté, une rébellion contre cet ordre caractérisé comme un retour des régimes politiques populistes. De plus, parfois les deux malheurs pourraient s'unir et nous aurions ainsi un « néopopulisme » où l'ordre néolibéral s'allierait aux vieilles habitudes du populisme. L'Amérique latine, dans cette vision des choses, se serait montrée incapable de générer un ordre économique, social et politique qui aille au-delà des « pathologies » inhérentes au néolibéralisme et au populisme.

La motivation derrière notre thèse est de mettre au défi cette perception des choses. Bien évidemment, nous ne voulons pas nier l'emprise que et le populisme et le néolibéralisme ont eue sur cette région. Mais est-ce tout? Populisme et néolibéralisme épuisent-ils les expériences en gouvernance dans cette partie du monde? Est-ce qu'aucun pays latino-américain n'a réussi à parcourir un chemin autre que celui balisé par les limites du néolibéralisme, qui tue dans l'œuf toute tentative de construction d'un ordre social juste, ou par les tares du populisme, vieux ou nouveau, qui saperait toujours les fondements de la démocratie dans la région? Nous ne croyons pas à l'inévitabilité ni de l'un ni de l'autre et nous avons voulu tester certaines idées reçues par l'examen d'un cas particulier qui pourrait montrer, par-delà les apparences, une réalité nouvelle.

La thèse que nous présentons a comme noyau principal l'analyse des gouvernements des présidents Fernando Henrique Cardoso et Luiz Inácio Lula da Silva, lesquels se sont étalés, respectivement, de 1995 à 2002 et de 2002 à 2010 au Brésil. Bien entendu, notre intention a été de déterminer si les solutions de gouvernance apportées par les administrations de ces deux présidents pouvaient être caractérisées comme « néolibérales » ou « populistes », ce que nous soupçonnions fortement ne pas être le cas. Mais cela n'est pas une description exhaustive de notre travail. Dans ses grands traits, notre thèse a eu l'intention plus ambitieuse et profonde de dévoiler une conjoncture inédite qui ne saurait être assimilée à un passé achevé et qui, par conséquent, réclame de nouveaux concepts pour son appréhension. Ainsi, notre thèse se déploie, pour ainsi dire, à deux niveaux. À un niveau plus empirique, notre examen de ce qu'a été le gouvernement Cardoso et de ce qu'a été le

gouvernement Lula nous a permis de répondre aux questions concernant leurs supposés caractères « néolibéral » ou « populiste ». À un niveau plus théorique, et peut-être même métathéorique à certains moments, nous nous sommes efforcés de démontrer, par une analyse de plusieurs phénomènes et de quelques nouvelles réalités, que l'application même de ces concepts risque de s'avérer caduque en certains contextes, dont celui que nous analysons. Grosso modo voici donc notre thèse : elle est une démonstration que les transformations subies par le Brésil au cours des dernières années l'ont amené au-delà d'une situation pouvant être correctement décrite comme « populiste » ou « néolibérale ».

Nul besoin de dire qu'un travail qui annonce de telles intentions, nous en sommes conscients, fait face d'emblée à une série de défis, lesquels sont brièvement présentés ci-dessous.

Premièrement, nous devons en quelque sorte « ramer à contre-courant » et essayer de démontrer que certaines perceptions reçues et largement dispersées ne correspondent pas tout à fait à la réalité. C'est le cas, par exemple, de la nature « néolibérale » du gouvernement Cardoso au Brésil. Mettre cela en doute, même sans le nier totalement, est presque une témérité tellement ce gouvernement a été associé aux « réformes néolibérales » et aux privatisations d'entreprises publiques au Brésil. Également, nier que le populisme ait fait un retour au Brésil avec l'élection de Lula à la présidence ne serait pas non plus la chose la plus facile à prouver, compte tenu de la largesse du concept de « populisme », ce qui favorise son utilisation dans une foule de situations, comme nous le verrons. Pour certains (Boito Jr., 2003a et 2003b, Marques et Mendes, 2004) ce gouvernement aurait renouvelé avec les pratiques populistes du passé en plus de garder la même discipline macro-économique du gouvernement « néolibéral » qui lui avait précédé. Le gouvernement Lula serait ainsi « néopopuliste », à la fois populiste et néolibéral.

Mais notre plus grand défi, bien sûr, ne se réduisait pas à cela, c'est-à-dire à prouver ce que les gouvernements Cardoso et Lula n'avaient pas été. Il s'agissait surtout d'essayer de montrer ce qu'ils avaient été et pourquoi. S'ils n'avaient pas été ni populistes ni néolibéraux comme nous le suspections, quelle serait la nature de cette chose tierce qui les définirait mieux? Pour arriver à une définition positive de cet état de choses, qui ne serait ni proprement populiste ni exactement néolibéral, il fallait montrer comment la société

brésilienne et l'État brésilien se sont transformés au cours du temps pour devenir ce qu'ils sont aujourd'hui. Il fallait expliquer les mutations de la société brésilienne et spécifier en quoi sa situation présente la distingue des situations antérieures. Par exemple, si le populisme fut important au Brésil durant les années 1950 et 1960, il fallait analyser la société brésilienne et l'État brésilien de l'époque et ensuite établir les conditions qui contribuent à ce qu'il ne soit plus là à présent. De cette manière, le travail de notre thèse ne s'est pas limité à l'analyse de ces deux présidences, mais il a reculé longtemps dans l'histoire du Brésil pour comprendre la genèse de la société brésilienne actuelle et les métamorphoses économiques sociales et politiques qui l'ont forgée. Plus important encore, ce recul historique a été aussi l'occasion d'une réflexion théorique sur plusieurs phénomènes qui ont affecté l'évolution ayant donné lieu à ce Brésil contemporain, notamment les changements profonds introduits par la mondialisation et leurs conséquences économiques, sociales et politiques. Et ces discussions théoriques se sont étendues à une tentative d'éclaircissement de certains concepts largement utilisés dans la sociologie sur l'Amérique latine dont, bien évidemment, le populisme et le néolibéralisme. Nul besoin de dire qu'avoir une définition claire du phénomène populiste, n'était pas exactement quelque chose à portée de la main et nous avons dû la trouver et la travailler parmi plusieurs alternatives possibles. De la même manière, nous avons eu besoin d'une précision concernant le néolibéralisme pour nous permettre de le distinguer de toutes et n'importe quelles politiques de marché, à défaut de se contenter d'une définition dont la largesse ferait perdre toute spécificité à cette idéologie.

Enfin, l'élaboration de cette thèse, qui se situe un peu à côté des études plus courantes que l'on trouve sur l'Amérique latine et sur le Brésil, nous a demandé un travail très étendu de recherche et de réflexion théorique, ce qui fait que le résultat écrit final soit plus long que d'habitude. Toutefois, il aurait été impossible de justifier ce que nous avançons sans un travail de longue haleine.

Notre thèse suit ainsi un long cheminement d'analyse « structurelle » sur la formation et l'évolution du Brésil, ponctuée par des discussions plus théoriques sur certains thèmes que nous considérons cruciaux, avant d'initier une analyse plus ponctuelle des gouvernements Cardoso et Lula.

En ce qui concerne la première partie de notre travail, nous entamons une histoire de la genèse de la société brésilienne et de ses caractéristiques fondamentales pour ensuite analyser plus profondément ce qui a été la période populiste au pays. Cette analyse du populisme au Brésil a deux objectifs principaux. Le premier est celui de définir très exactement quelles ont été les caractéristiques principales du populisme brésilien et le deuxième est celui de faire un bilan des discussions théoriques sur le populisme et nous en donner une définition avec laquelle nous puissions travailler dans la deuxième partie de notre thèse.

Aussi, dans cette moitié initiale de notre travail nous faisons un bilan théorique des différentes visions sur le processus de mondialisation et un bilan économique et politique sur l'impact que ce processus a eu sur les sociétés latino-américaines et le Brésil en particulier. Sur ce dernier point, nous croyions qu'il fallait analyser les changements généraux apportés par la mondialisation dans la région, c'est-à-dire regarder la forme d'insertion des pays latino-américains et du Brésil en particulier dans l'économie mondiale, de même que leur insertion politique dans les instances supranationales de décision. L'objectif de cet exercice a été celui de décrire la mutation de l'État brésilien en ce qui concerne la promotion du développement et aussi celui d'établir une perspective théorique pour comprendre cette mutation et son importance pour le Brésil contemporain ainsi que pour la région sud-américaine dans son ensemble.

Cela nous a permis de comprendre comment l'État brésilien a été contraint à se transformer pour s'adapter à une nouvelle situation internationale, à la fois économique et politique, avec un nouveau régime d'accumulation du capital accompagné par la poussée très agressive d'une pensée libérale antiétatique, prônant partout un État minimaliste par opposition aux différentes formes d'État interventionniste. En Amérique du Sud et au Brésil, l'État national-développementiste, autoritaire ou populiste, perdit sa capacité d'agir après la crise de la dette extérieure, ce qui en finit une fois pour toutes avec la possibilité de promouvoir le développement par la substitution des importations financée par la capacité d'emprunt et de dépense de l'État. Ainsi, l'ancien modèle d'État a cessé d'exister, et avec lui est révolu non seulement un modèle économique, mais aussi, et voilà ce qui est important en ce qui nous concerne, tout un arrangement social et politique qui accompagnait ce modèle,

une conjoncture si nous préférons. L'État national-développementiste n'était pas seulement une réalité financière et économique, mais aussi une organisation de la société, un système de relations entre gouvernement, classes sociales, mouvements politiques et institutions.

C'est à partir de cette constatation que nous avons entamé la deuxième partie de notre thèse, c'est-à-dire l'analyse des gouvernements Cardoso et Lula. Le noyau de cette analyse est justement l'établissement d'un nouveau modèle d'État qui essaye de concilier les besoins du pays en ce qui concerne la croissance économique et le développement avec la nécessité d'inclusion sociale dans une situation d'une grande iniquité historique dans ce domaine.

Cette nécessité a été pressante parce qu'au Brésil, comme ailleurs en Amérique du Sud, la réalité qui a immédiatement accompagné la re-démocratisation a été une rapide inclusion politique sans la contrepartie d'une inclusion civique substantive, c'est-à-dire des droits politiques sans droits sociaux significatifs pour la majorité de la population. De cette manière, la citoyenneté politique a fait une rapide (re)irruption, sans une justice sociale plus grande. Cela a eu comme conséquence une poussée des revendications de toute sorte dans un contexte de relative impuissance étatique pour les satisfaire. Par conséquent, si l'État, d'un côté, a ouvert grand ses portes à la participation politique de ses citoyens, d'un autre côté, il a commencé un retrait relatif de son rôle régulateur de la société et de son développement. Cependant, l'État, malgré un certain affaiblissement provoqué par l'avancée économique et politique de la mondialisation, doit néanmoins continuer à jour son rôle d'organisateur, de tisseur de la réalité sociale et politique du pays. Nous soutenons dans notre thèse que les gouvernements Cardoso et Lula, malgré leurs différences idéologiques, réelles ou supposées, ont tous les deux apporté des solutions similaires à ces problèmes aigus. Des solutions qui, on l'aura deviné, ne sont pas vraiment néolibérales ou populistes et caractérisent la mise en œuvre d'un nouveau modèle de fonctionnement de l'État brésilien.

Ces solutions sont analysées dans un premier temps en tant que politiques économiques, politiques et sociales de chaque gouvernement, ainsi qu'en ce qui concerne la relation de chaque gouvernement avec la société civile et les mouvements sociaux. Dans chaque cas, nos examinons la façon dont le gouvernement fait la promotion du développement (en incluant le rôle qu'y joue la politique extérieure) et comment il fait avancer la justice sociale au pays. Parallèlement, nous essayons de montrer les changements

qui, dans la société brésilienne, font de la conjoncture actuelle quelque chose de très différent de l'époque du national-développementalisme de Vargas et d'autres.

Mais notre analyse des gouvernements Cardoso et Lula ne s'arrête pas là. Certes, l'examen étendu des actions de chacun de ces gouvernements et de l'environnement social et politique dans lequel ils ont évolué nous donne déjà une très bonne idée de leur fonctionnement et de leur nature politique. Toutefois, nous avons décidé d'avancer encore plus dans notre démarche visant à établir le vrai visage idéologique et politique de ces deux gouvernements. Pour ce faire, nous avons aussi entrepris une analyse très extensive du discours politique des présidents Cardoso et Lula, que nous considérons comme une très bonne manière de démontrer ou infirmer de la façon la plus concluante possible nos hypothèses les plus osées et, comme telles, plus sujettes à la controverse. Ainsi, l'analyse des actions de ces gouvernements complémentée par l'analyse de leurs discours respectifs a pu, nous le croyons, « boucler la boucle » concernant ce que nous avançons, sans laisser un soupçon de doute quant à une possible contradiction entre « l'idéologie des mots » et « la réalité des gestes ».

Finalement, nous pensons avoir bien décrit une nouvelle conjoncture nationale au Brésil, marquée économiquement par une plus grande intégration à l'économie mondiale, caractérisée politiquement par la mise en place d'un nouveau modèle étatique que nous pourrions appeler « social-libéral » et différenciée socialement du passé par le déclin de certains segments sociaux de certaines formes de domination qui leur étaient associées, ainsi que par la montée des mouvements sociaux et par l'élargissement et l'approfondissent des droits citoyens.

Nous espérons ainsi que notre recherche pourra contribuer à éclaircir une réalité nouvelle qui suscite encore des perplexités. Au minimum, nous sommes convaincus qu'elle aura le rôle de susciter quelques questions concernant certaines vérités solidement ancrées sur l'Amérique latine et le Brésil. Bien entendu, ce n'est pas la première fois que les gouvernements Cardoso et Lula sont analysés et comparés, et ce n'est pas non plus la première fois que le discours politique brésilien et en particulier le discours présidentiel brésilien, est aussi analysé. Mais nous ne connaissons pas une autre étude où ces deux choses ont été faites de manière systématique en tant que parties d'une même recherche. Concernant

plus particulièrement l'analyse du discours, nous pouvons dire que cette discipline a déjà une longue histoire au Brésil[4], et que certains travaux très intéressants sur le discours présidentiel brésilien ont déjà été publiés, dont nous pouvons souligner ceux de Bonfim (2004) et Oro (2006). Cependant, ces travaux se remarquent plus par leur lecture qualitative directe du discours politique que par la méthode quantitative/qualitative que nous voulons proposer dans cette thèse. Plus encore, l'extension de l'analyse que nous avons réalisée ici est, encore selon notre connaissance, quelque chose d'inédit ayant comme sujet le discours présidentiel brésilien.

En ce qui concerne sa structure, notre thèse se décline de la façon suivante :

Le chapitre 1 de notre thèse traite de la formation économique, sociale et politique du Brésil, du début de l'occupation européenne, dans la première moitié du XVI^e^ siècle, jusqu'au début du XX^e^ siècle. Nous décrivons le processus de colonisation portugaise basée sur les grandes propriétés terriennes, l'esclavage et l'exportation de certains produits primaires et l'impact déterminant que ce modèle d'exploitation a eu sur la société brésilienne, un impact qui, d'ailleurs, a laissé des traces coriaces jusqu'à aujourd'hui. Nous analysons avec plus de détail la période impériale du Brésil (1822-1889) et celle de la *República Velha* (1889-1930), surtout en ce qui concerne la structure politique du pays, laquelle reposait sur le pouvoir des oligarchies agraires et en l'absence presque totale d'une société civile organisée qui puisse contrebalancer ce pouvoir.

Le chapitre 2 est dédié à la période populiste et national-développementiste au Brésil. Cette période s'initie en 1930, avec la révolution de Vargas, qui diminue la domination des vieilles oligarchies rurales sur l'État, jusqu'à la fin de la dictature militaire et l'échec du modèle de développement basé sur la substitution d'importations. Ce chapitre commence avec une discussion théorique sur le populisme dans une tentative d'éclaircir un concept très variable. Le but de cet exercice a été de choisir une alternative conceptuelle pour notre analyse du populisme dans les chapitres subséquents. Ensuite, nous décrivons ce qu'a été ce que nous appelons le populisme historique brésilien, avec la construction d'un modèle

[4] L'analyse du discours au Brésil s'est développée autour du professeur Eni P. Orlandi, de l'Université de Campinas, partir de la fin des années soixante-dix. Aujourd'hui cette discipline s'est répandue un peu partout au Brésil et de groupes de recherche se trouvent dans plusieurs États.

étatique centralisateur et autoritaire et une inclusion sociale limitée et très régulée. Nous analysons les racines idéologiques et politiques du populisme de Vargas et nous présentons les effets de ce modèle de développement et d'organisation sociale sur la société brésilienne. Nous nous attardons sur la relation très étroite et verticale entre l'État et les syndicats qui a caractérisé le populisme brésilien afin de la contraster avec les relations entre les syndicats et les mouvements sociaux et l'État brésilien contemporain. Le régime militaire est lui aussi décrit de manière succincte, même s'il ne fait pas partie de la période populiste. Cependant, le modèle national-développementiste continue sous la dictature militaire et le modèle d'État initié par Vargas ne disparaît pas avec l'interruption du processus démocratique. Finalement, nous décrivons la crise du développement basé sur la substitution d'importations qui coïncide avec le retour du pays à la démocratie.

Le chapitre 3 analyse le processus de mondialisation de manière générale et les transformations que celle-ci aurait provoquées. Il débute avec une discussion théorique sur le développement et la mondialisation et se prolonge dans une analyse de l'impact de ce processus sur les économies latino-américaines et sur le Brésil en particulier. Sur le plan théorique, nous notons la liaison entre le débat sur le développement et le débat sur la mondialisation, avec la persistance des mêmes clivages idéologiques, mais avec une rupture paradigmatique en ce qui concerne la vision du rôle de l'État-nation dans le monde contemporain. Sur le plan empirique, nous soulignons les effets lourds des politiques issues du « consensus de Washington » et de la crise de la dette sur les pays latino-américains, avec notamment une perte de contrôle sur leurs propres économies et une diminution de leur capacité de produire leur développement de façon autocentrée. Encore sur le plan empirique, nous examinons les changements dans la structure productive capitaliste mondiale et ses conséquences sur l'insertion des pays latino-américains dans l'économie internationale. Plus particulièrement pour le Brésil, nous observons la naissance d'une nouvelle stratégie de développement national que nous appelons « néodéveloppementalisme », adaptée aux nouvelles circonstances économiques et politiques créées par la mondialisation. Le but de ce chapitre est de montrer que les transformations provoquées par la mondialisation sont bien réelles et que l'État national a du par conséquent changer sa manière d'agir pour remplir ses fonctions de démiurge de la prospérité nationale, notamment en Amérique latine et au Brésil

en conséquence de la faillite du modèle de développement antérieur, basé sur une politique plus protectionniste qui n'est plus viable dans un monde économiquement plus ouvert.

Dans le chapitre 4, nous analysons ce que fut le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso, lequel dura de 1995 à 2002. Le point central de notre analyse est la mise en place d'un nouveau modèle de fonctionnement de l'État et de promotion du développement qui s'adapte justement aux nouvelles conditions mondiales. Cependant, nous argumentons que ce modèle d'État n'est pas pour autant exactement « néolibéral » puisqu'il essaye aussi de pallier les problèmes sociaux pressants du pays. Plus spécifiquement, nous examinons la politique économique et la politique extérieure du gouvernement Cardoso pour dégager les caractéristiques de son nouveau modèle de développement qui n'est plus, bien évidemment, celui de la substitution d'importations, mais qui garde néanmoins le développementalisme vivant par la stratégie de gagner des espaces dans le commerce international et même de créer son propre espace régional de croissance. En ce qui concerne le caractère social de ce modèle, nous nous attardons sur plusieurs actions d'inclusion sociale de son gouvernement, et plus particulièrement sur sa réforme agraire et ses programmes d'aide aux plus démunis et d'égalité raciale.

Le chapitre 5 est une analyse du gouvernement Lula. Nous commençons par un compte rendu de l'ascension de Lula et du *Partido dos Trabalhadores* au pouvoir pour ensuite décrire ce que fut la présidence de l'un des leaders les plus populaires que le Brésil ait jamais connus, sinon le plus populaire. Nous comparons sa politique économique, de sa politique sociale et de sa politique extérieure en essayant de voir les différences et similitudes qu'elles entretiennent avec celles du gouvernement Cardoso afin d'établir jusqu'à quel point il y aurait eu une rupture ou une continuité par rapport au modèle d'État introduit par Cardoso au pays. Nous présentons l'hypothèse d'un « néopopulisme » de Lula et nous l'examinons de façon critique par le contraste entre la conjoncture sociale et politique du populisme historique brésilien et les circonstances actuelles, notamment les nouvelles relations entre l'État, les syndicats et mouvements sociaux.

Dans le chapitre 6, nous commençons la partie de la thèse relative à l'analyse du discours. C'est la partie la plus conceptuelle de toute la thèse et elle traite des questions théoriques et méthodologiques concernant l'analyse du discours et la philosophie du langage.

Ici nous sommes concentrés sur une définition claire de ce que serait l'analyse du discours en tant que pratique sociologique. Pour arriver à une telle définition nous faisons un compte rendu critique d'un tournant linguistique en philosophie et en sciences sociales qui fait abstraction de tout ce qui ne se trouverait pas dans le libre jeu des signifiants et nous nous proposons de suivre un chemin alternatif, où le social ne peut pas être entièrement réduit à la dimension linguistique du réel. Suite à cet exercice, nous optons pour une méthodologie à la fois quantitative et interprétative, où l'exactitude des mesures s'allie à l'effort herméneutique et nous décrivons les principales hypothèses qui ont guidé notre analyse des discours présidentiels de Cardoso et de Lula.

Le septième et dernier chapitre de thèse présente l'analyse des discours des présidents Fernando Henrique Cardoso et Luiz Inácio Lula da Silva. Comme le nombre de discours que nous avons inclus dans notre corpus a été très volumineux, nous avons choisi d'utiliser certains logiciels d'analyse capables de prendre en charge une très large quantité de mots et de réaliser des mesures qui sont impossibles de faire sans l'aide de ces outils informatiques. Pour entreprendre cette analyse les discours des deux présidents ont été découpés selon leurs auditoires et leurs thématiques, afin que nous poussions mieux tester nos hypothèses principales. Dans le cas de Cardoso, nous nous sommes appliqués le mieux possible à trouver des traces indicatives d'un discours compatible avec une idéologie « néolibérale ». En ce qui concerne Lula, nous avons décortiqué de façon détaillée ses allocutions à la recherche de quelque chose que nous puissions considérer comme populiste, selon la définition de discours populiste que nous avons adoptée. Finalement, nous avons aussi examiné le discours des deux présidents à la recherche de ce que nous avons appelé « néodéveloppementalisme », c'est-à-dire cette nouvelle manière de promouvoir le développement national adaptée aux nouvelles conditions créées par le processus de mondialisation.

Au long des quelque 600 pages de cette thèse émerge le portrait d'un pays façonné par un passé lourd de conséquences, surtout sociales, mais c'est aussi le portrait d'un pays qui, malgré ses fragilités encore évidentes, se transforme et qui n'est plus celui qu'il était il y a 100, 50 ou même 20 ans auparavant. C'est cette dimension transformationnelle que nous avons voulu souligner dans notre travail et nous espérons avoir ainsi produit un regard

différent sur un pays et un sous-continent qui nous semblent plus complexes et plus riches que les lieux communs qui leur sont souvent attribués.

# CHAPITRE I

## Le pays du futur...et des inégalités

Un assesseur du général de Gaulle: « *Mais, mon Général, le Brésil est le pays du futur !* »
Réplique du général de Gaulle : « *Oui, et il le sera pour longtemps.* »
(anecdote attribuée au général de Gaulle)

### 1.1 Le regard de l'autre

En 1941, l'écrivain autrichien Stephan Zweig, exilé dans la petite ville de Petrópolis, à quelques kilomètres de Rio de Janeiro, achevait ce qui serait un de ces derniers textes avant son suicide, le 22 février 1942. Ce texte, *Le Brésil, terre d'avenir*, est un plaidoyer passionné pour une supposée contribution singulière du Brésil à la civilisation humaine : rien de moins que le modèle de ce qui devrait être le futur du monde. Pour Zweig, c'était en Amérique du Sud, et plus particulièrement au Brésil, qu'il avait trouvé le visage futur de l'humanité. Cet intellectuel européen sophistiqué, un écrivain de talent et un grand voyageur, regardait vers le Sud, en bas de la ligne de l'équateur, et voyait non pas une terre sauvage et sous-développée, mais l'exemple à être suivi par une Europe qui se croyait le nombril du monde et qui, à son avis, avait raté le chemin vers un avenir prometteur. Non, c'était au Brésil, et non pas en Angleterre ou en France, et surtout pas en Allemagne, où le germe d'une promesse de bonheur croissait pour peut-être un jour s'emparer du monde, si le monde était assez sage

pour la comprendre et l'accepter. Ainsi, cette fois, le récit de l'Européen, toujours sûr de sa supériorité culturelle et morale sur l'Amérique tropicale, révélait une admiration sans bornes pour une société qui était aux yeux de tous, même de ses propres membres, à peine une pâle ombre des civilisations plus avancées.

> Et il faut voir avec quelle rapidité fond le dédain européen que j'avais avec la plus extrême légèreté emportée comme bagage : je compris que je venais de jeter un regard sur l'avenir de notre monde. (1992, p. 12-13)

Bien sûr, on voit aussi dans ce texte les thèmes maintes fois visités dans les récits des voyageurs européens sur le continent américain : les grands espaces, le développement effréné, la richesse économique inexplorée, c'est-à-dire tout le potentiel d'une vaste terre encore vierge. Cependant, la fascination de Zweig pour le Brésil était principalement d'un tout autre ordre. Il ne s'agissait pas simplement d'un émerveillement devant un grand diamant brut, dont le ciselage prendrait encore du temps, mais plutôt de la reconnaissance que quelque chose était déjà accomplie dans ce pays austral et qui faisait défaut ailleurs. Ce ne fut donc pas la force tellurique de la géographie démesurée qui fascina tellement Zweig, mais plutôt les particularités culturelles et civilisatrices du Brésil, dont l'importance se trouve dans le contexte de l'époque, alors que les troupes d'Hitler marchaient triomphalement partout en Europe. Ainsi, le Brésil apparût sous un jour très flatteur pour ce Juif échappé des lois raciales du III Reich.

> [...] j'ai voulu donner une importance toute spéciale à un problème qui, à mon sens, est plus actuel et donne aujourd'hui, au Brésil, entre toutes les nations de la terre sur un plan spirituel et moral, une place particulière. Ce problème central qui se pose à toutes les générations et, par suite, aussi à la nôtre, c'est la réponse à la question la plus simple et en même temps la plus nécessaire : comment les hommes peuvent arriver à vivre en paix sur la terre, en dépit de toutes les différences de races, de classes, de couleurs, de religions et de convictions ? [...] Pour aucun pays, en raison d'une constellation particulièrement complexe, le problème ne s'est pas posé plus

> dangereusement que pour le Brésil, et aucun pays - et c'est pour lui en marquer ma reconnaissance que j'écris ce livre - ne l'a résolu d'une façon plus heureuse et exemplaire que le Brésil. (ibid., p. 17-18)

Ce fut, donc, la réponse que le Brésil aurait donnée aux questions raciales et nationales qui suscita l'admiration débordante de Zweig pour ce pays. Dans cette optique, le Brésil était un pays où il n'y avait pas de préjugés de race et où des hommes de toutes couleurs vivent dans la plus parfaite harmonie. Fuyant l'Autriche nazifiée, où les Juifs comme lui étaient amenés aux camps d'extermination, Zweig s'émerveilla du simple fait de voir un arc-en-ciel de couleurs humaines qui se toléraient. Son étonnement fut tel qu'il prit la tolérance pour une absence totale de conflits et de hiérarchies, comme si le Brésil était sur ce point un paradis sur terre. Son esprit critique, pourtant très aiguisé en toute autre circonstance, était presque totalement absent quand il parlait de la société brésilienne, tel un amoureux incapable de voir les défauts de sa bien-aimée.

> Alors que dans les autres pays, l'égalité absolue entre citoyens, dans la vie publique comme dans la vie privée n'existe que théoriquement, sur le papier ou le parchemin, on la trouve au Brésil concrète et apparente, à l'école, dans l'administration, dans les églises, dans les professions, dans l'Armée et dans les Universités. Il est touchant de voir les enfants aller bras dessus bras dessous, dans toutes les nuances de la peau humaine, chocolat, lait et café, et cette fraternité humaine se maintient jusqu'aux plus hauts degrés, jusque dans les académies et les fonctions d'État. (ibid., p. 19-20)

Il est, certes, facile de lire ce genre de descriptions avec un sourire narquois sur les lèvres devant la naïveté d'un tel propos, surtout quand on connaît le pays dont il est question. La conclusion évidente que nous pouvons retenir de cet éloge passionnel de Zweig est que son récit se révèle, au fond, plutôt comme étant une critique indirecte de l'Europe fasciste et brutale de l'époque qu'une vraie appréciation des qualités du Brésil. Sans doute, le portrait que Zweig fît du Brésil constituerait plutôt un négatif idéalisé de l'Europe qu'il fuyait qu'une photographie fidèle de la société qu'il avait rencontrée.

Cependant, l'image utopique que Zweig fabriqua dans son élan antiraciste renferme en elle quelque chose de plus profond et plus permanent sur les relations entre l'Europe et l'Amérique, et peut-être aussi sur l'idée même de l'Amérique. Parce que, après tout, ce continent, le Nouveau Monde, a toujours été, depuis sa « découverte », un lieu de quête des utopies européennes et une projection vers l'avenir de l'Europe elle-même. En fait, ce fut en quelque sorte à l'arrivée des conquistadors et des colonisateurs européens que le futur a vraiment commencé à exister dans cette terre qui ne connaissait que le temps circulaire des calendriers maya et aztèque. D'ailleurs, comme l'a bien noté Todorov (1996), la conquête du Mexique par Cortez aurait eu lieu, du moins en partie, grâce à l'interprétation que donnèrent les Aztèques au personnage de Cortez lui-même, lequel fut déchiffré dans le schéma du temps circulaire de leur calendrier comme le retour du dieu Quetzacóalt, ce qui fît en sorte que Moctezuma ouvrît les portes de Tenochtitlan aux conquistadors, provoquant ainsi la chute de son empire.

Si la relation initiale des Européens avec les nouvelles terres qu'ils découvrirent en Amérique fut fortement pragmatique et prédatrice dans sa recherche des richesses de l'Orient, elle fut aussi utopique et religieuse dans l'identification des nouveaux lieux à l'Éden biblique. Les mythes édéniques jouèrent un rôle non négligeable dans l'interprétation que les conquistadors donnèrent à leurs découvertes (Holanda, 1996). Pour les Espagnols et les Portugais, il semblait que le paradis sur terre devait exister quelque part dans la partie orientale de la terre, tel que décrit dans les Saintes Écritures (ibid., p.152), d'où leur croyance qu'en ayant atteint l'Inde mythique, les portes de l'Éden devaient s'y trouver. Les récits des premiers Européens en Amérique confirment cette croyance par des affirmations très insistantes sur le caractère tempéré du climat des régions explorées, constamment décrites comme ni chaudes ni froides, puisque selon les auteurs de l'époque, en incluant saint Thomas d'Aquin lui-même, le paradis aurait un climat toujours sans extrêmes de température (ibid., p. 162-163). En outre, les habitants de ces terres, grâce à ce climat doux et aux airs très sains qui y prédominaient, furent peints comme capables d'atteindre un âge remarquable et de souffrir très peu de maladies (ibid., p. 247-258).

Il est important de souligner que cette foi dans un paradis terrestre n'est pas seulement le regard nostalgique vers un passé perdu, mais aussi la projection millénariste vers un avenir prometteur qui aurait servi de mythe structurant dans plusieurs des sociétés fondées par les Européens sur le nouveau continent, en incluant les États-Unis d'Amérique (ibid., p. xiii). De cette manière, les mythes édéniques qui aidèrent à former les premières visions européennes du Nouveau Continent ne firent qu'inaugurer une longue relation entre l'Europe et l'Amérique où le regard de l'étranger domine et structure la vision que le natif a de lui-même. Les utopies, les plans, les modèles, les rêves d'une société meilleure conçue ailleurs vont façonner tout le développement futur des nouvelles sociétés américaines en créant les jalons par lesquels celles-ci devront se conformer et se mesurer, condamnées de cette façon à chercher dans le miroir de Prospéro leur propre visage.

Le futur, un futur qui a le visage d'un autre, a ainsi été au commencement de l'Amérique et façonne son présent depuis toujours, d'où l'obsession latino-américaine pour la modernité, pour la civilisation, pour le développement, d'où la négation de ses racines plus profondes, de son héritage non européen. Octavio Paz a peut-être dévoilé comme nul autre ce paradoxe américain d'être aliéné de son propre présent (et sa propre présence) par une vision de soi-même imposée d'ailleurs.

> Pour nous, Hispano-Américains, ce présent réel n'habitait pas dans nos pays : c'était le temps vécu par les autres, les Anglais, les Français, les Allemands. C'était le temps de New York, de Paris, de Londres. Il fallait partir à sa recherche et le ramener sur nos terres. (1991, p. 20)

Dans sa quête du présent, Paz aurait réussi à trouver son propre temps, et aurait aussi découvert « ... que la modernité n'est pas au-dehors, mais à l'intérieur de nous » (ibid., p. 35) et que chaque société aurait sa propre modernité (ibid., p. 21). Mais nous pouvons douter que cette réussite personnelle puisse être extrapolée à tout l'imaginaire latino-américain actuel. Même aujourd'hui, le Graal du développement, et des promesses économiques, politiques et culturelles de la modernité d'ailleurs, ne semble pas avoir lâché l'emprise qu'il a toujours eue sur l'horizon latino-américain, du moins dans les pays les plus « prometteurs » de la région.

Cela nous paraît particulièrement vrai dans le cas du Brésil, un pays qui s'est souvent défini comme le pays de l'avenir, depuis que l'expression de Zweig eut été consacrée après la publication de son livre. Nous verrons jusqu'à quel point cela reste encore vrai et comment cette idée fixe d'un futur radieux se reproduit dans le discours politique brésilien actuel. Mais avant cela, nous verrons l'empreinte concrète et imaginaire de l'autre sur le Brésil et le déroulement d'un passé tourné vers l'avenir.

**1.2 La période coloniale (1500 – 1822)**

Qu'est-ce que le Brésil ? Cette question est plus qu'un jeu de rhétorique. Y répondre signifie tenter d'aller le plus possible au-delà des inévitables réductions des théories enfantées ailleurs et beaucoup plus adaptées à décrire et expliquer la réalité européenne. Avons-nous, nous du Brésil, été une société féodale ou étions-nous dès le début une extension du développement capitaliste européen ? L'esclavagisme était-il un mode de production singulier ? Sommes-nous modernes, et le cas échéant, depuis quand ? Voilà quelques questions qui ont troublé, et qui troublent encore ceux qui se penchent sur notre histoire et auxquelles nous n'avons pas de réponses tranchées. Mais une chose est certaine : le Brésil, comme tous les autres pays latino-américains, est né et a grandi comme une entreprise d'exploitation et de colonisation minière et agricole.

La naissance du Brésil a, bien sûr, un lieu de causalité avec les raisons qui amenèrent les Portugais à la navigation de longue distance et aux grandes explorations du XV$^{e}$ siècle et du XVI$^{e}$ siècle. Les historiens parfois s'étonnent du fait qu'un petit pays comme le Portugal fut à l'origine de l'expansion européenne dans le monde, comme si cet honneur aurait du être attribué de droit aux grandes puissances de l'époque et d'aujourd'hui, mais d'autres qui se sont penchés sur cette question ne trouvent pas ce fait surprenant. Charles R. Boxer (1969), peut-être le plus grand historien de l'empire portugais, offre plusieurs raisons qui donnèrent aux Portugais la motivation pour initier leurs découvertes avant toute autre nation européenne, entre autres : la volonté de continuer leur croisade contre les musulmans (les Portugais avaient conquis Ceuta, en Afrique, en 1415) ; le désir de trouver les sources de l'or de la Guinée; la recherche du mythique royaume chrétien de Prester John et, bien

évidemment, la recherche d'une voie directe de commerce pour se procurer les épices de l'Inde (ibid., p. 18). Il y aurait eu, donc, un savant mélange de raisons idéologiques et économiques qui poussèrent les Portugais à aller au-delà des frontières du monde connu de l'époque. Immanuel Wallerstein (1976) a lui aussi essayé d'éclairer cette question et a trouvé des réponses plus économiques qu'idéologiques à la poussée ultramarine lusitaine. Dans son interprétation des faits, la situation géographique du Portugal, l'expérience dans le commerce de longue distance en Europe et les investissements génois dans le business des découvertes ont été des facteurs prépondérants dans les efforts de navigation et d'exploration des Portugais (ibid., p. 47-49). Mais Wallerstein comme Boxer signalent qu'une caractéristique du Portugal, le distinguant de toute autre nation qui aurait pu tenter de telles aventures, fut déterminante pour qu'il soit effectivement le premier grand découvreur européen de terres non européennes. Cette caractéristique était celle d'un État uni, avec un gouvernement central fort, libre des divisions internes et des luttes intestines qui affaiblissaient à l'époque des pays tels que l'Espagne, la France et l'Angleterre (ibid., p. 50-55, Boxer, 1969, p. 18).

Nous trouvons ainsi, au-delà du facteur politique d'importance évidente, plusieurs facteurs de nature économique et historique qui expliquent l'avant-gardisme portugais. À cet égard, la piste génoise identifiée par Wallerstein se révèle d'une importance clé, non pas tant pour trouver la motivation des découvertes, que pour comprendre les caractéristiques de la colonisation portugaise en terres étrangères, qui, après tout, donnèrent au Brésil ses tous premiers traits. Anthony Luttrell (1965, cité dans Wallerstein, 1976, p. 43) signale qu'un Génois avait obtenu aussi tôt qu'en 1404 une licence de la Cour portugaise pour établir une plantation de canne à sucre dans la région d'Algarve, au sud du Portugal, et que les Génois furent les responsables de l'introduction de la canne à sucre et de la production du sucre dans les Açores et dans l'île de Madère au XV$^{e}$ siècle. Le caractère pionnier de la production sucrière portugaise est, d'ailleurs, reconnu par Boxer lui-même (1969, p. 89), qui cite l'importance de la production de São Tomé avant que le sucre n'arrive au Brésil. Et qui parle sucre, parle aussi évidemment du commerce d'esclaves, lequel fut étroitement associé à la production sucrière (ibid., p. 88). Ainsi, si les facteurs religieux et idéologiques ne peuvent pas être négligés en ce qui concerne les motivations portugaises pour les découvertes, les caractéristiques des expériences économiques qui accompagnèrent l'expansion lusitaine

outre-mer furent déterminantes pour la formation des sociétés qui naquirent dans son sillage.

Caio Prado Júnior, l'auteur du classique *Formação do Brasil Contemporâneo* (1994), a affirmé dans cette oeuvre, dont la première édition date de 1942, que pour comprendre le Brésil moderne il fallait décrypter le *sens* que les Portugais avaient donné à la colonisation. Et ce *sens* qui avait défini le Brésil et sa formation avait été exclusivement celui de fournisseur de matières premières au bénéfice de la métropole.

> Si nous allons à l'essence de notre formation, nous verrons qu'en réalité nous avons été constitués pour fournir le sucre, le tabac et quelques autres marchandises ; plus tard, l'or et les diamants ; après, le coton et ensuite le café, pour le commerce européen. Rien de plus que ça. Et c'est avec cet objectif, objectif extérieur, tourné au-delà de nos frontières et sans attention pour des considérations qui n'étaient pas celles de ce commerce, que notre société et notre économie se sont organisées. (ibid., p. 32–33, notre traduction)

Même si cette affirmation peut nous paraître quelque peu réductionniste puisque la religion eut aussi du poids dans la colonisation des Amériques et du Brésil, Prado Junior a raison de dire que le Brésil, en tant que colonie portugaise, était surtout un vaste terrain de production et d'exportation de certaines marchandises très cotées en Europe, et presque rien d'autre. Sur ce point, le contraste entre la colonisation espagnole et la colonisation portugaise est très révélateur. Pendant que la première semble être un effort de recréer la société castillane en terres nouvelles, la deuxième se développe plutôt comme un comptoir commercial aux objectifs limités et pragmatiques.

> Comparé à l'effort des Castillans dans leurs conquêtes, celui des Portugais se distingue essentiellement par la priorité accordée à l'exploitation commerciale, répétant ainsi l'exemple de colonisation de l'Antiquité, la phénicienne et la grecque surtout. Les Castillans, au contraire, veulent faire du pays occupé un prolongement organique du leur. (Holanda, 1998, p. 150-151)

Cette différence se voit, par exemple, dans la manière dont les Espagnols et les

Portugais construisirent leurs villes en Amérique. Tandis que les centres urbains castillans étaient construits selon un plan organisé autour d'une *plaza mayor*, à partir de laquelle la ville prenait son expansion selon un plan préétabli (ibid., p. 148-149), les villes portugaises étaient le résultat d'expériences plutôt anarchiques, et leurs constructions gouvernées par un pragmatisme négligent (ibid., 170-171). Un autre exemple pour le *desleixo* (négligence) portugais concernant tout ce qui n'était pas commercial et profitable dans un sens strictement pécuniaire, fut leur presque totale indifférence en ce qui concerne l'éducation dans leurs colonies. Pendant que les Espagnols fondèrent leur première université du Nouveau Monde en 1538, à Saint-Domingue, et peu après celles de Lima (1551) et du Mexique (1551), les Portugais ne se sont jamais préoccupés de telles institutions durant toute la période coloniale du Brésil et ont même interdit l'établissement de toute imprimerie au pays (Fausto, 2006, p. 61). Le résultat fut une vie intellectuelle extrêmement pauvre au Brésil colonial, si comparée à celle de l'Amérique espagnole. Holanda (1998) signale qu'entre la période 1775 à 1821 « [...] la seule Université de Mexico forma 7850 bacheliers et 473 docteurs et licenciés », tandis qu'au Brésil ceux qui eurent la chance d'aller étudier à Coimbra, au Portugal, pour avoir une éducation de niveau supérieur, ne furent que 720 (ibid., p. 188). De la même façon, l'absence d'imprimerie au Brésil empêcha la publication de tout ouvrage au Brésil, pendant qu'au Mexique 11.652 ouvrages furent publiés jusqu'à 1821 (ibid., 189-190). Ainsi, toute préoccupation qui ne fut pas strictement commerciale semble avoir été écartée ou négligée dans la colonisation portugaise au Brésil.

> Même dans ses meilleurs moments l'œuvre réalisée au Brésil par les Portugais a eu un caractère plus accentué de comptoir que de colonisation. Il ne convenait pas d'entreprendre ici de grands travaux, à moins qu'ils ne produisent des bénéfices immédiats. Rien qui aurait pu entraîner de grands investissements ou qui nuisît à la métropole. Le précepte mercantile adopté par toutes les puissances coloniales jusqu'au XIX$^{e}$ siècle, selon lequel métropole et colonies doivent se compléter réciproquement, répondait bien à ce point de vue. (ibid., p. 166-167)

De cette manière, la colonisation portugaise du Brésil fut pauvre et réduite au

minimum nécessaire pour que le profit du commerce des matières premières coule en direction des ports lusitains. Pour cette raison, et encore en contraste avec les ambitieux Castillans, l'occupation portugaise du Brésil s'est limitée durant longtemps à la côte de l'Atlantique, où se trouvaient une poignée de colonies mal connectées les unes aux autres et qui dans très peu de cas, occupaient une zone plus large que trente miles à partir de la mer (Boxer, 1962, p. 14). Selon une plainte très connue du premier historien du Brésil, Frei Vicente do Salvador, qui écrivit son *Historia do Brazil* en 1627, les Portugais, malgré leur savoir faire de conquistadors, se limitèrent, au Brésil, à « gratter la terre au long de la mer comme des crabes » (ibid., p. 8, notre traduction). Cette occupation limitée fut même fortement encouragée par les Portugais qui, par crainte d'un dépeuplement de la zone côtière, créèrent « toutes sortes de difficultés pour empêcher l'accès aux zones intérieures » (Holanda, 1998, p. 153). En somme, tout a était fait de sorte que le Brésil ne soit qu'une *feitoria*, ou une série de *feitorias*, c'est-à-dire des comptoirs commerciaux dédiés à la production et aux exportations de produits avec peu ou aucune valeur ajoutée. Tout au long de son histoire, le Brésil se développera, selon les accidents et humeurs du marché, par des cycles d'exportation définis selon le produit en demande du moment.

Celso Furtado, qui a été influencé par Prado Júnior, a détaillé dans *La formation économique du Brésil* (1998), qu'il a publié en 1959, les cycles économiques exportateurs qui ont marqué l'évolution du Brésil de la colonie jusqu'aux années 1950. Après le court cycle de l'exploitation du bois brésil pour la teinture des tissus, l'économie brésilienne prit son premier envol vers 1530 avec l'arrivée de la production de la canne à sucre dans les *engenhos* du *Nordeste* (région Nord-Est du Brésil), basée sur la main-d'oeuvre esclave importée d'Afrique. Le cycle du sucre résulta de l'expérience portugaise avec la production sucrière dans ses îles de l'Atlantique comme nous l'avons mentionnée plus haut. Une fois la production établie surtout dans le Pernambouc et dans Bahia, un commerce triangulaire fut créé, par lequel Lisbonne envoyait des produits européens au Brésil et à Luanda (en Angola), cette dernière envoyait des esclaves au Brésil, et celui-ci envoyait du sucre et du tabac et à Luanda et au Portugal (Boxer, 1962, p. 26-27). Le sucre étant un produit de luxe très prisé à l'époque en Europe, il permit au Portugal d'établir un prospère marché à Lisbonne, au point de faire dire à Dom João IV, le premier souverain de la dynastie des *Bragança*, que le Brésil

était sa « vache à lait » (ibid., p.24). Bien sûr, ce commerce triangulaire, à cause de la valeur ajoutée des biens européens et des taxes sur les exportations des colonies, bénéficiait bien plus à Lisbonne qu'au Brésil, et encore moins à Luanda. En fait, malgré la valeur immense des exportations brésiliennes de sucre, évaluée par Furtado à environ 2,5 millions de livres sterling dans une bonne année (1998, p. 43), la part du lion du profit de ce commerce revenait aux commerçants portugais, anglais et hollandais, de sorte que les *senhores de engenho* du Brésil étaient relativement pauvres. Sur ce point, Frédéric Mauro a démontré que le bénéfice net du *senhor de engenho* atteignait à peine 7,8 % (1960, p. 217), duquel il fallait soustraire les charges fiscales de la Couronne. En plus de cela, les statistiques compilées par cet auteur illustrent le fait que le prix de l'arobe de sucre fut souvent deux fois plus élevé à Lisbonne qu'au Brésil, et que, parfois, cette différence fut jusqu'à cinq fois supérieure en faveur du marché de la capitale du Portugal (ibid., 257). En examinant le marché d'Amsterdam, Mauro nous montre un commerce tripartite où le prix de Lisbonne dépassait largement celui du Brésil et où celui d'Amsterdam dépassait presque toujours celui de Lisbonne, sauf au moment où les Néerlandais occupèrent le Pernambouc et quand ceux-ci réussirent à implanter la production du sucre dans les Antilles (ibid., 517). De cette manière, la réalisation des profits favorisait toujours les marchés et commerçants européens, et plus particulièrement ceux des économies plus avancées. Ainsi, si l'on suit la terminologie de Wallerstein, le Brésil, comme le reste de l'Amérique hispanique, était déjà et très clairement une économie périphérique (1976, p.103), basée sur la main-d'œuvre esclave, pendant que son colonisateur, le Portugal, pouvait être considéré plutôt comme une économie semi-périphérique, puisque la main d'œuvre libre n'y était pas aussi rependue qu'en Hollande et en Angleterre, des pays clairement centraux. En fait, la domination du pays central, qui sera le pivot des relations commerciales et politiques et du Brésil et du Portugal, se dessine déjà nettement avec les traités de 1642, 1654 et 1661 entre le Portugal et l'Angleterre, par lesquels les Anglais obtinrent des avantages commerciaux du Portugal, préparant ainsi le terrain pour le Traité de Methuen de 1703, qui achèvera la position subordonnée du Portugal et celle doublement subordonnée du Brésil (Furtado, 1998, p. 35-36).

Sur le plan social, le cycle du sucre contribua décisivement à façonner le visage actuel de la société brésilienne. Les grandes propriétés s'installèrent pour rester pour de bon

au Brésil et l'esclavage, même après son abolition en 1888, laissa au Brésil la marque très difficilement effaçable de sa hiérarchie sociale brutale. Ce fut aussi durant cette période que la population brésilienne prît sa forme hautement métissée d'aujourd'hui et de toujours. Un estimé de population de 1584 donne au Brésil portugais un total de 57.000 âmes, desquelles 25.000 étaient blanches, 18.000 étaient des Amérindiens colonisés et 14.000 étaient noires. Mais, comme le signale bien Boxer, une partie importante de cette population devait être déjà métissée, puisque le métissage se pratiquait depuis le tout début de la colonisation (1969, p. 104). Ce métissage associé aux relations de la colonie avec la métropole, donna toute une série de catégories sociales, qui formèrent le tissu social hiérarchisé du Brésil colonial. Ainsi, les Blancs se divisaient entre *Reinóis* (nés au Portugal) et *Mazombos* (nés au Brésil), les Noirs se divisaient entre *Crioulos* (nés au Brésil), *Ladinos* (pas nés au Brésil, mais y assimilés) et *Boçais* (les récemment arrivés et incapables de parler portugais et de comprendre la culture locale). En plus, les Africains se départageaient aussi entre *Soudanais* (provenant du nord de l'Afrique) et *Bantous* (provenant de l'Angola et des régions adjacentes). Les Métis pour leur part se divisaient entre *Mulatos* (métis de Blancs et Noirs), *Mamelucos* (métis de Blancs et d'Indiens) et *Cafuzos* (métis de Noirs et d'Indiens). Bien sûr, toute cette panoplie de types et sous types différents ne contribua pas, du moins pendant le début de la colonisation, à la constitution d'un peuple ou d'une nation avec un sens du destin commun.

> La désaffection entre les trois races et ses métis respectifs travaillait dans chaque race. Les noirs *ladinos* et *crioulos* regardaient avec mépris leurs partenaires *boçais*, aliénés de la langue des maîtres. L'Indien catéchisé, colonisé et habillé, et l'Indien encore sauvage, libre et nu, même si appartenant à la même tribu, devaient se sentir profondément séparés. Le Portugais provenant du Portugal, *le Reinol*, se jugeait très supérieur au Portugais né dans ces parages étendus et barbares ; le Portugais né au Brésil, le *Mazombo*, sentait et reconnaissait son infériorité. [...] En somme, les forces dissolvantes, centrifuges, prédominaient dans l'organisme social; on apercevait seulement les différences; il n'y avait pas conscience d'unité, mais de multiplicité. (Capistrano de Abreu, 1988, p. 115, notre traduction)

Cependant, ce fut dans la période du zénith de l'économie sucrière que, pour certains, la nation brésilienne commença à se forger, en conséquence du conflit qui opposa le Portugal et les Pays-Bas et qui se traduisit au Brésil par les invasions néerlandaises du XVI$^{e}$ siècle. La guerre entre le Portugal et les Pays-Bas fut la conséquence malheureuse de l'absence d'un héritier pour occuper le trône lusitain, ce qui eut comme résultat l'annexion du Portugal à la Couronne espagnole, ennemie des intérêts néerlandais, en 1580. En 1585, le roi Philippe II confisqua les navires néerlandais ancrés au port de Lisbonne, ce qu'il fit à nouveau en 1590, 1595 et 1599 (ibid., p. 117), des actions bien évidemment intolérables aux yeux d'une nation qui vivait du commerce. Les hostilités durèrent jusqu'à l'année 1663 et se soldèrent par une victoire des Néerlandais en Asie (qui réussirent à y contrôler le commerce des épices), par un match nul en ce qui concerne l'Afrique et le commerce d'esclaves, et par une défaite des Néerlandais au Brésil, qui furent obligés d'abandonner la production brésilienne de canne à sucre (Boxer, 1969, p.110). Au Brésil, le conflit s'est étendu de 1624, avec l'invasion de Salvador de Bahia, jusqu'à 1654, quand les forces luso-brésiliennes capturèrent Recife. Si l'aventure des Néerlandais à Bahia ne fut que de courte durée (1624-1625), leur présence au Pernambouc dura beaucoup plus longtemps (1630-1654) et ne s'acheva que par le concours d'une armée bigarrée constituée principalement par des natifs du lieu, et qui reflétait la diversité raciale et le métissage des Brésiliens.

> Beaucoup des membres des forces luso-brésiliennes dans cette campagne étaient des mulâtres, des Noirs et des métis de types variés. Un Amérindien de sang pur (Camarão) et un Noir de sang pur (Henrique Dias) étaient parmi ses plus distingués commandants de régiment, et le chef originel de la révolte, João Fernandes Vieira, qui lutta du premier au dernier jour, était le fils d'un noble de Madère et d'une mulâtresse prostituée. Le chagrin naturel des Néerlandais pour la perte du « Brésil néerlandais » fut grandement augmenté par la réalisation qu'ils avaient été battus par une armée constituée en grande partie par des hommes de couleur. (ibid., p. 113, notre traduction)

Pour Capistrano de Abreu, un des premiers historiens brésiliens du Brésil, « les guerres flamandes » furent le ciment de l'unité nationale brésilienne. Dans cette vision quelque peu mythique, mais très répandue au Brésil, les vaillants nationalistes brésiliens,

soudés malgré leurs différences raciales et sociales, expulsèrent les étrangers envahisseurs et marquèrent les premiers pas vers l'autonomie du pays.

> En d'autres mots, Hollande et Olinda [ville du Pernambouc qui résista aux Néerlandais] représentaient respectivement le mercantilisme et le nationalisme. L'esprit national triompha. *Reinóis* comme Francisco Barreto, Insulaires comme Vieira, *Mazombos* comme André Vidal, des Indiens comme Camarão, des noirs comme Henrique Dias, *Mamelucos*, *Mulatos*, *Caribocas*, métis de toutes les teintes combattirent unanimes pour la liberté divine. (ibid., p. 139, notre traduction)

Cette vision rose du combat des Brésiliens contre les Néerlandais ne correspond pas tout à fait à la réalité historique ni de cette guerre ni du Brésil de l'époque. Comme le signale Fausto (2006, p. 47), les forces brésiliennes ne constituaient pas un modèle d'union des « trois races » et les Néerlandais comptaient aussi avec l'aide de beaucoup des « locaux ». Jean Maurice de Nassau, le gouverneur du « Brésil néerlandais », était, semble-t-il, un homme progressiste et éclairé, qui tolérait beaucoup mieux que les Portugais la diversité religieuse, surtout celle des « nouveaux chrétiens » ou Juifs, au point qu'un certain nombre de ceux-ci abandonnèrent le Brésil avec les Néerlandais (Boxer, 1969, p. 270). En plus, les relations raciales au Brésil et dans tout l'Empire portugais n'étaient pas égalitaires et harmonieuses comme le mythe de l'union nationale le veut. Pendant longtemps les Portugais insistèrent sur l'importance de la *pureza do sangue* (pureté du sang) et utilisaient des termes tels que *raças infectas* (races contaminées) pour se référer aux groupes indésirables, surtout les Noirs et les Juifs (ibid., p. 249). Il ne faut pas oublier non plus que ce fut exactement durant les luttes entre Luso-Brésiliens et Néerlandais que le *Quilombo dos Palmares*, la plus grande société organisée par des esclaves marrons au Brésil, connut son apogée et que, comble de l'ironie, la victoire luso-brésilienne au Pernambouc permit au gouvernement colonial de « s'occuper » de cette question. Cependant, malgré tout cela, il est indéniable que les conflits avec les Néerlandais contribuèrent à forger un sentiment nativiste inédit jusqu'à cette époque au Brésil, ou du moins au Pernambouc, comme le reconnaît Fausto lui-même (2006, p. 48). Au fur et à mesure que la société brésilienne se constitua, les conflits mus par

les sentiments nativistes se multiplièrentt, comme nous le verrons plus loin.

Ironie du sort, la victoire luso-brésilienne contre les Néerlandais eut un goût quelque peu amer, puisque ce furent justement les « nouveaux chrétiens » du Brésil qui amenèrent avec eux le savoir-faire du sucre aux Antilles néerlandaises et aux Antilles anglaises, contribuant à provoquer une forte augmentation de l'offre et surtout une baisse des prix qui, bien sûr, fut néfaste pour la production du sucre au Brésil. Ainsi, l'essor de l'économie sucrière, qui dura jusqu'à la deuxième moitié du XVII^e^ siècle, prit fin en raison de l'introduction du sucre aux Antilles et causa une grave récession économique au pays, en transformant l'économie du *Nordeste* en économie de subsistance (Furtado, 1998, p. 15, 65).

Le deuxième cycle fut celui de l'or qui débuta avec la découverte de ce métal dans l'État de Minas Gerais vers 1690. Cette découverte provoqua une course à l'or qui est seulement comparable à celle de la Californie en 1849 (Boxer, 1962, p. 47). Les Brésiliens accoururent en masse vers Minas Gerais à la recherche d'or et le nombre de Portugais qui allèrent au Brésil fut tel, que le gouvernement lusitain fut obligé de promulguer une loi qui limitait fortement l'émigration au Brésil pour éviter le dépeuplement du Portugal (ibid., p. 49). Il est difficile, voire impossible, de calculer la quantité d'or qui sortit du Brésil au cours du XVIII^e^ siècle, surtout à cause de la contrebande qui fut très répandue durant toute l'exploitation de l'or de Minas Gerais, mais il est certain que la quantité totale fut très élevée. Les données officielles du gouvernement colonial sur les taxes payées en or concernant l'impôt sur l'utilisation d'esclaves pour la prospection de ce métal indiquent que, de 1736 à 1749, ce même gouvernement aurait réussit à lever plus de 1.888 arrobes, soit plus de 24 tonnes d'or pour ses coffres (ibid., p. 338). Quand les années ne furent pas bonnes pour la production d'or ou quand la contrebande fut trop élevée, la Couronne portugaise utilisa la méthode de la *derrama,* ou confiscation sommaire des biens de la population de la colonie, dans le but d'atteindre la tonne et demie d'or à laquelle elle s'attendait, ce qui faisait sombrer les habitants des régions minières dans la terreur (Prado Junior, 1945, p. 58-59). Toutes les indications suggèrent donc une économie très prospère, basée sur une quantité d'or très importante. Cependant, comme dans le cas de l'économie du sucre, ce ne fut ni le Brésil ni le Portugal qui profitèrent le plus de la manne aurifère. L'or coulait effectivement vers le Portugal, mais à cause du Traité de Methuen cité précédemment il finissait son chemin à

Londres, pour payer le coût des importations portugaises de tissu anglais.

> [...]l'Angleterre rencontre dans l'économie luso-brésilienne un marché en expansion rapide et pratiquement unilatéral. Les exportations étaient payées en or, ce qui donna à l'économie anglaise une exceptionnelle souplesse d'opération sur le marché européen. [...] Selon les sources anglaises, les entrées d'or brésilien à Londres atteignaient à certaines époques jusqu'à 50.000 livres par semaine, permettant une accumulation de réserves en métal sans laquelle la Grande-Bretagne aurait difficilement pu traverser les guerres napoléoniennes. (Furtado, 1998, p. 75)

En ce qui concerne le Brésil, si le sucre et l'or enrichirent beaucoup plus les commerçants portugais et anglais que les *senhores d'engenho*, dans le cas des miniers brésiliens, l'or au moins suscita le développement d'un marché intérieur plus important, malgré le fait que le revenu moyen de l'économie minière fut moins élevé que celui de l'économie sucrière (Furtado, 1998, p. 70-71). Toutefois, une fois l'or alluvial brésilien tari à la fin du XVIII$^{e}$ siècle, le pays entra à nouveau dans une longue récession provoquée par le déclin des exportations et qui ne se termina qu'avec l'essor de l'économie caféière vers le milieu du XIX$^{e}$ siècle. Ainsi, l'insertion du Brésil dans le système du commerce international détermina les expansions et les contractions de la prospérité au Brésil, construite essentiellement sur une économie exportatrice de produits agricoles. Et même à partir des années 1930, quand l'importance du secteur agro-exportateur diminua dans l'économie brésilienne, ce secteur continua à jouer un rôle stratégique dans le processus de formation de capital (ibid., p. 197).

Une partie intéressante du livre de Furtado est le contraste qu'il réalise entre le Brésil et les « colonies de peuplement de l'hémisphère nord ». Pendant que le premier était une colonie de production, basée sur la main-d'oeuvre esclave, où une denrée commerciale put s'imposer, les États-Unis étaient des économies basées plutôt sur la subsistance des colons autonomes (ibid., p. 23-27). Si, dans un premier moment, le Brésil fut, du moins en apparence, plus prospère que ces derniers, le développement essentiellement endogène des colonies de la Nouvelle-Angleterre les força à s'industrialiser beaucoup plus vite que le

Brésil (ibid., p. 89). Outre cet aspect économique, il est implicite dans l'analyse de Furtado que ces deux formes de colonisation amenèrent aussi des résultats politiques et sociaux différents, puisqu'une classe nombreuse de petits agriculteurs indépendants constitue la possibilité d'une « société civile » active et moderne, pendant que la prédominance d'esclaves sans droit ni éducation favorise des relations verticales de domination de l'État et de la classe patrimoniale. Ce dernier un thème qui revient dans l'œuvre de plusieurs auteurs qui ont écrit sur le Brésil, comme nous le verrons plus loin.

Les textes de Prado Júnior et de Furtado, qui nous donnent un avant-goût des théories de la dépendance qui vont se développer avec plus de force dans les années 1960, tracent une vision de l'évolution économique du pays, mais ne s'attardent pas longtemps sur son évolution politique et culturelle. Par contre, Sergio Buarque de Holanda, l'auteur de *Racines du Brésil* (1998), que nous avons déjà cité plus haut et qui fut publié pour la première fois en 1936, fait un portrait très révélateur des origines du Brésil à partir d'une perspective modernisatrice weberienne. Il révèle l'incompatibitilité entre le travail esclave, la base de l'économie et de la vie sociale brésilienne, et la civilisation bourgeoise et le capitalisme moderne. Dans les conditions d'une économie de plantation esclavagiste, l'ordre social développé au Brésil a été un patrimonialisme rural centré sur des relations personnelles, où l'État, une fois formé, n'était qu'une « amplification du cercle familial » (ibid., p. 223). Cela amène Holanda à décrire le Brésilien comme « l'homme cordial », c'est-à-dire un homme qui est incapable de distinguer les intérêts publics des intérêts personnels, et dont la conduite serait dictée par les liens d'affection et du sang, même à une époque qui tend vers « les relations sociales fondées sur des principes abstraits » (ibid., p. 226). Ce patrimonialisme, profondément ancré dans la culture sociale et politique nationale, aurait empêché l'implantation d'une bureaucratie moderne, orientée vers des objectifs rationnels, et le fonctionnaire brésilien, typiquement patrimonialiste, aurait traité la gestion publique comme « relevant de son intérêt particulier » (ibid., p. 231), sans égard pour les droits des citoyens qu'il était censé servir. Dans ce contexte, Holanda affirme aussi que « [l]a démocratie au Brésil a toujours constitué un lamentable malentendu », puisqu'elle aurait été importée pour accommoder les privilèges d'une « aristocratie rurale et semi-féodale » (ibid., p. 254).

Cette vision weberienne et pessimiste de la société brésilienne est aussi partagée par

Raymundo Faoro, l'auteur d'*Os Donos do Poder* (2001), dont la première édition date de 1957. La thèse centrale de Faoro est la continuité au pouvoir au Brésil d'un groupe de statut patrimonialiste, transplanté au Brésil par les Portugais et présent au Brésil, au moins, jusqu'au deuxième gouvernement Vargas (1951 – 1954). Certes, ce groupe de statut traditionnel aurait subi des transformations au cours des siècles, mais il aurait réussi à se perpétuer au pouvoir, même au XX$^{e}$ siècle. Faoro signale ainsi une compatibilité entre un capitalisme moderne et une domination traditionnelle *de facto*, ce qui réduit les institutions démocratiques modernes du Brésil à la catégorie de farce.

> Le pouvoir – la souveraineté nominalement populaire – a ses propriétaires, qui ne proviennent pas de la nation, de la société, de la plèbe ignorante et pauvre. [...] Et le peuple, mot et non pas réalité des contestataires, que veut-il? Celui-ci oscille entre le parasitisme, la mobilisation des manifestations sans participation politique, et la nationalisation du pouvoir, plus préoccupé avec les nouveaux seigneurs, fils de l'argent et de la subversion, qu'avec les commandants du sommet, paternalistes et, comme de bons princes, dispensateurs de justice et protection. La loi, rhétorique et élégante, ne l'intéresse pas. Les élections, même formellement libres, lui réservent le choix entre des options qu'il n'a pas formulées. (ibid., p. 837, notre traduction)

Cette concentration de pouvoir dans les mains d'une petite élite est due, selon Faoro, au fait que le Portugal ne fut jamais un pays féodal, mais un pays patrimonial où la classe des seigneurs féodaux fut toujours absente. De cette façon, il n'y aurait jamais eu une classe qui servait d'intermédiaire entre le souverain et ses vassaux. Ce caractère centralisateur et autoritaire du patrimonialisme portugais aurait d'ailleurs permis l'émergence d'une espèce de capitalisme commercial d'État, où le roi était, pour utiliser une image colorée, « un marchand d'épices ».

> Le Portugal n'a pas connu le féodalisme. On ne voit pas, malgré tous les efforts qui sont faits pour défigurer l'histoire, une couche de seigneurs dotés d'autonomie politique entre le roi et le vassal. [...] Dans la monarchie patrimoniale, le roi se place au-dessus de tous ses sujets, seigneur de la richesse territoriale, propriétaire

> du commerce – le royaume a un *dominus*, un titulaire de la richesse éminente et perpétuelle, capable d'administrer les plus grandes propriétés du pays, de diriger le commerce, de conduire l'économie comme si elle était une entreprise personnelle. (ibid., p. 37-38, notre traduction)

Cependant, malgré le fait que le capitalisme commercial aurait fleuri sous le patrimonialisme portugais, le capitalisme industriel, lui, n'aurait jamais pu se développer au Portugal, puisqu'il serait le résultat d'une rupture avec le féodalisme (ibid., p. 40-41). Bien sûr, les mêmes conclusions peuvent être établies en ce qui concerne le Brésil, dont les structures politiques et sociales furent transplantées directement du Portugal.

Simon Schwartzman (1970) nuance un peu les propos de Faoro et identifie une dualité en ce qui concerne les sources du pouvoir au Brésil. Selon lui, le pouvoir étatique et patrimonialiste aurait comme centre Rio de Janeiro, appuyé par les États du Rio Grande do Sul, de Bahia, de Minas Gerais et d'autres, pendant que le pouvoir économique capitaliste et la représentation politique plus moderne qui lui est associée se trouveraient concentrés à São Paulo (ibid., p. 13). Ainsi, la cooptation, typique de la domination traditionnelle, aurait prédominé un peu partout dans le pays, pendant qu'à São Paulo la représentation aurait été plus avancée. Cependant, même si le pouvoir économique était à São Paulo, le pouvoir politique, même après la révolution modernisante de Vargas dans les années 30, ne se serait pas disloqué vers cet État mais, par l'oeuvre de Vargas, il se serait concentré dans un gouvernement central réconcilié en quelque sorte avec les vieilles oligarchies patrimoniales (ibid., p. 24).

Cette vision quelque peu sombre que Faoro nous donne du pouvoir politique au Brésil est suivie par des observateurs étrangers de la scène nationale. Riordan Roett (1972), par exemple, suit le présupposé fondamental de Faoro concernant l'appropriation du pouvoir de l'État par une élite dans une société essentiellement patrimoniale. Cette élite se perpétue de par son ancrage dans l'État et par la légitimité de ce dernier comme instrument de construction de la nation. Ainsi, ce ne sont pas les gouvernements élus qui sont les dépositaires de la légitimité politique au Brésil, mais l'État lui-même, puisque celui-ci « apparaît comme l'incarnation des processus historiques et sociaux qui ont le plus influencé

la formation de la nation ou de la société » (ibid., p.51, notre traduction). Par la coercition, mais aussi par la persuasion et la cooptation, les élites étatiques éliminent ou neutralisent les menaces qui parfois émergent contre leur pouvoir. De cette manière, « en travaillant par et avec la complicité de l'élite politique, l'État pénètre et domine la nation » (ibid., p. 52, notre traduction).

Gilberto Freyre offre dans *Maîtres et esclaves* (1974), publié en 1933, une vision plus optimiste de la colonisation et de la formation de la société brésilienne. Contrairement à moult commentateurs qui avaient décrit la société brésilienne avant lui, Freyre ne fait pas un contraste entre le Brésil et l'Europe, mais signale plutôt l'originalité du Brésil en tant que société métissée. Contestant les idées déterministes et racistes de son époque, Freyre réalise un portrait positif des contributions indienne et africaine à la synthèse d'une nouvelle société tropicale. Une société, certes, patriarcale et rurale, mais une société où les relations raciales avaient été, pour ainsi dire, « lubrifiées par la lubricité ». Au centre du portrait du pays que Freyre trace il y a la *casa-grande*, la maison des maîtres esclavagistes, qui dans le Brésil colonial avait été à la fois « forteresse, chapelle, école, officine, hôpital, harem, couvent de jeunes filles, hôtellerie et banque » (1974, p. 444). Ainsi, la *casa-grande*, selon la vision de Freyre, a été le ventre qui a donné naissance au Brésil. Pas tout à fait seule, mais dans sa relation dialectique et symbiotique avec la *senzala*, le quartier des Noirs esclaves. Cette relation et ce rôle central de la maison des maîtres auraient survécu jusqu'au début de l'urbanisation du Brésil, en plein XIX$^{e}$ siècle, ce qui est décrit dans *Sobrados e Mucambos* (2003), publié pour la première fois en en 1936. De cette manière, l'oeuvre de Freyre, malgré sa connotation optimiste, réaffirme le caractère patriarcal et patrimonial de la société brésilienne coloniale, une société à État presque absent, régie par des relations personnelles très hiérarchiques et, bien sûr, très éloignée de la modernité européenne et ses institutions politiques.

Une autre vision culturaliste, mais plus pessimiste et surtout beaucoup plus élitiste de la société brésilienne, est celle qui nous est donnée par José F. Oliveira Viana. Oliveira Viana fut l'un des critiques des institutions de la Première République (1889 – 1930) et un des idéologues du *Estado Novo* (l'État nouveau) de Getúlio Vargas (1937 – 1945). Oliveira Viana est l'auteur de *Populações Meridionais do Brasil* (2005) [1920] et d'*Instituições*

*políticas brasileiras* (1999) [1949], deux manifestes antilibéraux dont l'argument central était l'existence d'un divorce entre les institutions et idées libérales importées d'Europe et la société brésilienne réelle, agraire et traditionnelle. Pour Oliveira Viana, le droit légal enchâssé dans la constitution du Brésil était en conflit avec les us et coutumes de ceux qu'il appelait le *povo-massa* (peuple-foule) et les efforts des élites modernisatrices pour faire valoir les lois constitutionnelles étaient voués à l'échec, puisque les traditions du *povo-massa* prédominaient sur la société (1999, p. 49).

Comme plusieurs auteurs après lui, Oliveira Viana trouve les raisons de cet abysse entre les institutions modernes et la tradition brésilienne, entre le pays légal et le pays réel, dans le passé colonial du Brésil. L'incompatibilité entre la modernité et la société au Brésil se trouverait dans l'habitat colonial, qui aurait créé une dispersion de la population et de l'organisation sociétale centrée sur un « individualisme familial extrême », sans préoccupation pour « l'intérêt collectif », « l'esprit public » et « le bien commun » (ibid., p. 138-143). Toute la base sociale du Brésil se trouverait, selon lui, dans les clans patriarcaux qui se formèrent dans la période coloniale dans les grandes propriétés rurales de l'hinterland du pays. La fidélité au grand chef rural aurait été donc la seule forme de solidarité sociale que connut la majorité des habitants du pays (dont la population était encore très rurale dans les années vingt du siècle dernier), ce qui ferait du Brésil (et aussi du reste de l'Amérique latine) un environnement social complètement différent de celui de l'Europe et même de l'Amérique du Nord, dans lequel des multiples formes d'associations et de solidarités sociales surgirent en conséquence de la nécessité d'un autogouvernement protecteur. Au Brésil, cette nécessité d'un gouvernement par des associations solidaires n'aurait jamais existé, puisque cette fonction protectrice aurait été exercée exclusivement par les chefs des grandes fazendas. Ainsi, le patronage social et politique du grand propriétaire rural aurait été la force sociale majeure au Brésil, empêchant par sa force unique et démesurée l'émergence de toute autre forme de ciment social, et créant un lien de « solidarité entre les classes inférieures et la noblesse rurale » qui serait très particulier au Brésil (2005, p. 209-224). Plus encore, si les liens de solidarité unissaient les membres du clan rural à leur chef, il n'y avait aucun lien de solidarité qui unissait les chefs entre eux. Au contraire, tout les divisait. De cette manière, pendant que dans les pays comme l'Angleterre et aux États-Unis, une foule d'associations

privées de coopération sociale, telles que les « syndicats », les « ligues », les « coopératives », les « clubs », les « associations » et les « sociétés » proliféraient, au Brésil rien de cela ne prit racine (ibid., p. 240). Bien sûr, des institutions auraient toujours existé au Brésil, mais elles furent le produit d'un *fiat* d'État, et non pas la création spontanée d'une sociabilité naturelle, laquelle ne pouvait pas les générer.

> Toutes les institutions locales sont toujours, comme nous l'avons vu, postérieures à l'action du pouvoir – parce que ce sont ses créations. *Vu la non-solidarité générale, l'absence d'intérêts communs, le caractère rudimentaire des liens d'interdépendance sociale, aucune nécessité pressante n'imposa à nos populations rurales un mouvement d'organisation politique semblable à celui des communes médiévales*. (ibid., p. 333, notre traduction)

De ce constat émerge la conclusion inéluctable que les institutions sociales et politiques au Brésil sont en quelque sorte des greffes artificielles et non pas les fruits d'une évolution de la société dans laquelle elles existent.

> [...] *le peuple brésilien organisa seulement cette sorte de solidarité qui lui fut nécessaire et utile – la solidarité du clan rural autour du grand seigneur de terres.* Toutes ces autres formes de solidarité sociale et politique – les « partis », les « sectes », les « corporations », les « syndicats », les « associations », d'un côté; d'un autre côté, la « commune », la « province », la « Nation » - sont, chez nous, soit de simples entités artificielles et exogènes ou de simples aspirations doctrinaires, sans réalité effective dans la psychologie subconsciente du peuple. (ibid., p. 345, notre traduction)

Par conséquent, une société basée et centrée sur la grande propriété agricole et le patriarcat semi-féodal ne pourrait pas constituer le terrain propice pour faire éclore des institutions modernes d'origine européenne. Ainsi, les opinions d'Oliveira Viana et d'Holanda coïncident dans leur diagnostic sur les difficultés de la modernisation politique et économique du Brésil, mais, en contraste avec Holanda, Oliveira Viana avait défendu une solution élitiste et autoritaire pour le « retard » politique, économique et social du Brésil.

Celui qui fut assesseur juridique dans le ministère du Travail, Industrie et Commerce dans le premier gouvernement Vargas (1930 – 1945) proposa que l'État soit le démiurge d'une société nouvelle par l'imposition de réformes capables de créer un climat hostile à la perpétuation du patrimonialisme et du patriarcat coloniaux. Hélas, il finit par substituer l'utopisme libéral des réformateurs de l'Empire pour l'utopisme étatisant de l'*Estado Novo* (Nouvel État 1937 – 1945). Conservatrices et même racistes, les idées modernisatrices d'Oliveira Viana contrastent avec celles d'Holanda et de Freyre, deux intellectuels modernistes et progressistes (Weffort, 2006, p. 259-260). Malgré cela, son diagnostic du barrage que l'héritage patriarcal et patrimonial a fait à la modernité démocratique au Brésil est partagé par Holanda, Faoro et d'autres. En plus, le thème du divorce entre le pays légal et le pays réel, dont il inaugure la polémique, continue de faire mouche et d'être pertinent dans la discussion, toujours actuelle, sur la consolidation de la démocratie, et spécialement sur la construction de la citoyenneté au Brésil.

Nous pourrions dire, par conséquent, en nous inspirant des commentateurs cités plus haut, que si nous désirions décrire, en quelques mots, le Brésil colonial, c'est-à-dire de 1500 jusqu'à la moitié du XIX^e^ siècle, nous pourrions suivre la typologie établie par Max Weber et le qualifier comme une société d'un capitalisme colonial à domination traditionnelle et plus spécifiquement patrimoniale et patriarcale (1995, p. 301-319). En somme, une société où les privilèges et l'arbitraire prédominent sur le droit positif de la domination légale (Bendix, 1977, p. 345). Capitalisme et domination traditionnelle, voilà les deux concepts qui résument ce qu'a été la société brésilienne pendant toute la période de la colonisation et même après. Ces deux concepts pourraient être indistinctement acceptés par les auteurs plus ou moins marxistes et plus ou moins weberiens qui se sont penchés sur l'évolution sociétale brésilienne.

Cette caractérisation de la société brésilienne est importante puisqu'il ne s'agit pas ici d'un passé révolu, qui n'aurait pas laissé de trace dans la société brésilienne contemporaine. Au contraire, comme l'avait déjà suggéré Holanda dans les années 1930, ce passé colonial aurait déterminé de très importantes caractéristiques culturelles et sociales qui influencent lourdement encore le processus politique et le fonctionnement des institutions modernes du Brésil. Ainsi, le visage du bébé se verrait encore dans l'adulte. En fait, certains

anthropologues observateurs de la société brésilienne d'aujourd'hui (Cardoso de Oliveira, 1996, 2002, DaMatta, 1983, 1991) remarquent que les traits culturels d'une société de privilèges et non de droit subsistent au Brésil et le distinguent des sociétés modernes européennes ou de l'Amérique du Nord. Pour DaMatta (1983), la société brésilienne se trouverait à mi-chemin entre une société traditionnelle, comme l'Inde, et une société moderne, comme les États-Unis. Dans la première, prédominerait la *personne* et sa position dans un système social hiérarchique et holistique, pendant que dans la seconde prédominerait l'*individu*, atomisé et anonyme, mais libre et jouissant d'une véritable égalité devant la loi (ibid., p. 214-215). Le Brésil se serait doté d'un système juridique tout à fait moderne, qui établit l'égalité de tous devant la loi et les institutions publiques, mais celui-ci serait constamment déformé par la survivance d'un sous-système social traditionnel, qui se chargerait de rétablir constamment une hiérarchie sociale héritée de la société esclavagiste par des rituels où la situation de *personne* ou de statut social de l'individu serait évoquée, effaçant ainsi l'égalité de tous dans l'espace social. L'expression « Savez-vous à qui vous parlez? », très utilisée dans les interactions sociales conflictuelles au Brésil, aurait précisément la fonction de rappeler celui à qui la question est dirigée qu'il ne doit pas penser qu'il est l'égal de la personne qui la lui adresse et qu'il doit, par conséquent se remettre, pour ainsi dire, « à sa place » (ibid., p. 180-188). De cette manière, le Brésil vivrait dans la contradiction d'être gouverné par un code culturel double et contradictoire, par lequel les droits de tous sont fréquemment bafoués par les privilèges de quelques-uns. La modernité égalitaire serait trahie par la hiérarchie prémoderne.

> Cela montre par conséquent la complexité des relations entre notre « modernité » - régie par l'idéologie égalitaire et individualiste – et notre moralité – hiérarchique, complémentaire et hostile – dans leur interaction permanente. Avec le développement de la tendance égalitaire, la structure hiérarchique ne disparaît pas, mais se renforce et réagit, inventant et découvrant de nouvelles formes. (ibid., p. 194)

Bien entendu, avoir des relations personnelles dans le sommet de la hiérarchie sociale assurerait au Brésilien privilégié de toujours avoir le dernier mot sur le système des droits et

devoirs universels. Et ainsi, au Brésil, être « seulement » un *individu*, c'est-à-dire être un *citoyen seul devant la loi*, n'assurerait en fait aucun droit, mais condamnerait plutôt ce citoyen sans relations personnelles privilégiées à *subir* tout le poids de la loi (ibid., 206).

Cardoso de Oliveira (1996) suit la logique de la pensée de DaMatta et dénonce le déficit de citoyenneté brésilienne qu'il attribue à un déséquilibre entre le principe de justice et le principe de solidarité. Le principe de justice serait issu de la tradition philosophique, morale et juridique du libéralisme et du kantisme qui met l'emphase sur l'autonomie de l'individu conçu comme un «*unencumbered self* » (un moi non-encombré), c'est-à-dire, comme une entité isolée, libre et sans entraves, encadrée seulement par ses cognitions et valeurs. La conception théorique qui donne lieu au principe de solidarité serait issue de la tradition anthropologique et sociologique et voit l'individu, ou plutôt la personne ou l'acteur social, comme un être lié par des relations de reconnaissance mutuelle avec les autres membres de sa société, dont son honneur et sa dignité personnelle dépendent (ibid., p. 67-68). Au Brésil, la dignité et l'honneur issus des liens de solidarité sociale prédomineraient sur les droits universels, ce qui provoquerait une situation de citoyenneté déficitaire où l'honneur et la dignité d'une élite serviraient à bafouer la loi qui devrait, en principe, s'appliquer à tous. Ce déséquilibre serait responsable aussi d'une constante privatisation de l'espace public, par laquelle les intérêts privés et corporatifs de quelques-uns s'approprient des ressources de l'État, notamment par le népotisme, le corporatisme, le trafic d'influence et la simple législation en cause propre (ibid., 69-72). Bien sûr, il existerait aussi une déficience de citoyenneté causée par un déséquilibre inverse entre les deux principes précités, c'est-à-dire où les lois s'appliqueraient universellement, mais sans reconnaissance des dignités individuelles, comme dans le cas des États-Unis (ibid., 73-77, 2002, p.100-104). Cependant, ce type de déficience serait, évidemment, beaucoup moins néfaste que le premier.

Nous pouvons facilement constater ici la filiation intellectuelle des auteurs comme DaMatta et Cardoso de Oliveira à une pensée sur le Brésil inaugurée par Holanda dans *Racines du Brésil,* qui nous rappelle le caractère déterminant de la survivance des traits culturels prémodernes dans la société brésilienne moderne et leurs effets pernicieux sur celle-ci. La société brésilienne dans cette ligne de pensée serait toujours et encore une société en partie prémoderne et patrimoniale, chargée des vices d'une hiérarchie sociale née dans

l'esclavagisme de l'ère coloniale. Pour ces auteurs, la prédominance des privilèges d'origine patrimoniale sur le droit positif serait aussi un obstacle pour la construction d'une citoyenneté démocratique inclusive au Brésil. La construction de celle-ci, comme nous verrons plus loin, présuppose à notre avis une vraie révolution culturelle au Brésil, un pays de hiérarchies et privilèges où une élite a toujours gouverné le pays, même quand elle a été populiste ou populaire. C'est pour cette raison que l'arrivée de quelqu'un comme Lula au pouvoir, le premier président brésilien issu des classes populaires, fait entrer en jeu une symbolique nouvelle, une symbolique de rupture, qui se reflète dans son discours et dans la relation qu'il entretient et cultive avec sa base d'appui électoral.

Mais une autre chose très importante à retenir ici est le fait que la genèse de la société brésilienne et son développement postérieur ne peuvent pas se conformer à des paradigmes théoriques ou historiques des sociétés européennes ou nord-américaines. C'est pour cette raison que les observateurs les plus critiques et originaux de la société brésilienne ont noté non seulement son « retard » face aux « sociétés modèles » du Nord, mais aussi l'originalité de sa propre évolution. Ainsi, les théories et les analyses qui ont surgi au Brésil, et ailleurs en Amérique latine, ont dû sortir des sentiers déjà battus pour l'expliquer. Même les théoriciens de la dépendance, pourtant souvent accusés d'orthodoxie marxiste, n'auraient pas suivi à la lettre les canons de la théorie de Marx. De cette manière, les penseurs les plus percutants de la réalité brésilienne ont été théoriquement hétérodoxes, même dans leur orthodoxie idéologique.

C'est le cas, par exemple, de Florestan Fernandes, un marxiste convaincu, qui pourtant publia un livre sur la bourgeoisie du Brésil dans lequel il affirma que celle-ci, contrairement aux pays développés, se constitua avec de profondes caractéristiques de groupe de statut, ce qui amena celle-ci à recourir à des formes autocratiques d'organisation du pouvoir incompatibles avec la démocratie bourgeoise classique (1975). Pour Fernandes, l'agent qui aurait commencé à mener l'entrée du Brésil dans l'ère du capitalisme moderne avec, d'un côté, le bourgeois et, d'un autre côté, le travailleur salarié, fut le commerçant urbain qui, au lieu de se tourner vers un ordre bourgeois purement capitaliste et démocratique, cherchait plutôt à s'accommoder dans l'ordre seigneurial et esclavagiste. Ainsi, les premiers capitalistes brésiliens auraient gardé les traits culturels et politiques des

grands propriétaires terriens patrimonialistes, auxquels ils se seraient identifiés beaucoup plus qu'aux entrepreneurs modernes que l'on pouvait trouver en Europe ou en Amérique du Nord à l'époque. Le capitalisme émerge donc au Brésil par le concours d'un agent social plus identifié au passé esclavagiste et plus enclin à préserver l'autoritarisme et le système de privilèges patrimonialiste qui étaient ses caractéristiques les plus marquantes (ibid., p.223). En ce qui concerne le travail salarié, celui –ci « [...] nait déjà destiné à s'articuler au climat d'autoritarisme, de paternalisme et du conformisme imposé par la société existante, comme si le travail libre était une conséquence et une prolongation du travail esclave » (ibid., p. 228, notre traduction). En raison de ces particularités de la « révolution bourgeoise au Brésil », l'ordre social et politique post-esclavagiste perpétuerait l'autoritarisme et la forte hiérarchie sociale qui furent les caractéristiques marquantes de la société basée sur le travail esclave.

> Ici, il est important de souligner spécialement le lien étroit établi, génétiquement, entre intérêts et valeurs sociales très conservatrices (ou, en d'autres mots : particularistes et élitistes) et la constitution de l'ordre social compétitif. De par ses racines historiques, économiques et politiques, celle-ci soumet le présent au passé par une chaîne de fer. Si la compétition concourt, dans un moment historique, à accélérer la décadence et la chute de la société de castes et groupes de statut, dans un autre moment elle ira enchaîner l'expansion du capitalisme à un « privativisme » cru, rigidement particulariste et fondamentalement autocratique, comme si le « bourgeois moderne » était né des cendres du « seigneur ancien ». En d'autres mots, elle génère un ordre social dans lequel, au-delà des inégalités de classe, pèse lourdement aussi la mise en avant des privilégiés [...] (ibid., p. 199-200, notre traduction)

Par conséquent, la transition d'une économie esclavagiste à une économie capitaliste aurait conservé les traits culturels et politiques de la première dans la seconde. C'est-à-dire que le patrimonialisme et le traditionalisme auraient façonné le capitalisme brésilien et ses institutions politiques. Que le travail libre soit considéré dans ce contexte social comme une prolongation du travail esclave ne doit donc pas nous surprendre, ni que l'appropriation de l'État par les élites oligarchiques ne peut pas nous surprendre davantage. De cette manière, il y aurait au Brésil un capitalisme façonné non pas par la cage de fer de l'éthique protestante,

mais par la « chaîne de fer » qui le lie aux valeurs et aux institutions de l'esclavagisme. Est-ce que cela expliquerait, du moins en partie, les déficiences du capitalisme brésilien, au-delà du fait bien connu qu'il évolue dans une économie périphérique et dépendante? Peut-être que oui. En fin de compte, l'appropriation des ressources publiques par des intérêts privés, dénoncée par des auteurs comme DaMatta et Cardoso de Oliveira, fut sans doute une des sources de l'inflation qui ravagea l'économie brésilienne jusqu'à tout récemment. Le patrimonialisme et le « privatisme » ne seraient pas non plus des fossiles d'un passé révolu, mais des forces toujours actives et néfastes au Brésil. Nous verrons l'actualité et la pertinence de cette question quand nous analyserons les deux gouvernements de Fernando Henrique Cardoso et leur réforme économique.

Par conséquent, cette analyse originale de Fernandes n'est pas du tout étonnante, puisque le développement de la société brésilienne a été en effet très différent de celui des sociétés européennes et nord-américaines, notamment en ce qui concerne la formation d'une bourgeoisie locale. Dans l'absence ou dans la faible présence de celle-ci et de sa contrepartie prolétaire, forcer le Brésil à rentrer dans le moule d'une analyse marxiste orthodoxe ou traditionnelle était une impossibilité, d'où l'hétérodoxie qui est allée chercher dans d'autres paradigmes théoriques les cadres d'analyse alternatifs pour expliquer la société brésilienne.

Le caractère *sui generis* de la société brésilienne et des sociétés latino-américaines en général par rapport aux sociétés européennes, où les théories sociologiques, économiques et politiques ont été élaborées, est évident. Premièrement, nous n'avons pas eu un passé proprement féodal, d'où l'énorme difficulté théorique d'identifier le « mode de production » ou la forme de société brésilienne avant qu'elle devienne typiquement capitaliste. Deuxièmement, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'absence d'une bourgeoisie et d'une révolution démocratique bourgeoise nous oblige à retracer la construction de l'État et de l'ordre démocratique moderne par d'autres chemins.

### 1.3 L'indépendance et la formation de l'État national

La construction de l'État brésilien commence avec le concours indirect des armées de Napoléon qui envahissent le Portugal en novembre 1807. Cette invasion force la famille

royale portugaise à se réfugier au Brésil et à transférer de facto la capitale du Portugal de Lisbonne à Rio de Janeiro, où le roi João VI et plus de 15.000 personnes liées à la cour arrivent en 1808. Cela a eu deux effets immédiats très importants : 1) l'ouverture des ports brésiliens au commerce international, brisant ainsi le monopole de la métropole portugaise, et 2) l'augmentation des dépenses de l'État pour bâtir les institutions exigées par la cour déplacée (banque, académie militaire, université, administration locale, etc.). La première mesure a eu comme résultat de placer le Brésil sous une tutelle commerciale anglaise, qui était néanmoins plus profitable pour les élites locales que le monopole portugais; la deuxième mesure créa l'embryon d'un État national moderne.

Quand les cortès portugaises exigèrent le retour du monarque portugais au bercail après la retraite des troupes de Napoléon, le roi laissa son fils, Dom Pedro, au Brésil avec le titre de prince régent en 1821. La déclaration de l'indépendance du Brésil fut suscitée par le fait que les Cortès portugaises demandèrent la recolonisation du Brésil une fois le roi de retour au Portugal. Cela impliquait la réinstauration du monopole du commerce portugais au Brésil ce qui, bien évidemment, ne fut pas accepté par les élites politiques et économiques brésiliennes, finalement affranchies de l'intermédiaire encombrant que le Portugal avait été. Celles-ci influencèrent le prince régent qui proclama l'indépendance le 22 septembre 1822, devenant par le même geste le premier empereur du Brésil.

La manière dont le Brésil accéda à son indépendance est tout à fait originale dans le contexte de l'Amérique du Sud. Premièrement, il n'y a pas eu de guerre de libération nationale ni de *caudillo*, comme Bolivar ou San Martín, dans le cas de l'affranchissement brésilien. Deuxièmement, l'indépendance brésilienne amena le pays directement à une monarchie, chose tout à fait inédite dans tout le continent américain. Pourquoi? La meilleure réponse à cette question se trouve, bien sûr, dans le fait historique de l'exil de la famille royale portugaise au Brésil, qui transforma le Brésil et Rio de Janeiro, respectivement, en tant que centre et capitale de facto du Royaume portugais, mais aussi dans une cooptation antérieure de l'élite brésilienne par le Portugal. Cette cooptation commença après la conspiration indépendantiste en Minas Gerais, à la fin du XVIII$^{e}$ siècle, appelée *Inconfidência Mineira*. Malgré le fait que ce mouvement fut restreint à un petit groupe d'intellectuels et hommes de pouvoir locaux, les autorités portugaises furent frappées par le

fait que, pour la première fois, l'élite blanche du pays commençait à penser sérieusement à se séparer du Portugal. D'un autre côté, les événements de Saint-Domingue en 1792 refroidirent les ardeurs révolutionnaires et surtout républicaines des conspirateurs brésiliens, qui après tout étaient de grands propriétaires terriens et possédaient des esclaves. Le climat politique était donc propice à un accommodement mutuel pour les Brésiliens et les Portugais (Maxwell, 1973, p. 107-116, 130). C'est dans ce contexte que Rodrigo de Sousa Coutinho fut nommé ministre des Domaines d'outre-mer en 1796 et initia des réformes pour adoucir l'esprit des Brésiliens insatisfaits de la politique coloniale portugaise. Il réduit les impôts de la Couronne et permit des activités économiques auparavant interdites au Brésil, comme la métallurgie du fer et la production du sel, mais, surtout, il employa beaucoup de Brésiliens érudits dans l'administration de l'empire portugais, en incluant José Bonifacio de Andrada e Silva, qui sera plus tard le patriarche de l'indépendance du Brésil (ibid., p. 136-139). La vision de Coutinho sur les relations entre le Brésil et le Portugal concevait le Brésil comme la partie la plus importante de l'Empire portugais, ce qui l'amena à penser sérieusement à transférer, dès 1803, sa capitale à Rio de Janeiro, créant ainsi un Empire luso-brésilien (ibid., 140). Bien évidemment, cette idée ne fut pas bien reçue au Portugal et Coutinho fut forcé de quitter ses fonctions ; mais les événements des Guerres napoléoniennes finirent par lui donner raison et forcer le gouvernement portugais à réaliser ses plans à lui. En 1808 le Brésil se trouva au centre d'un royaume luso-brésilien, avec Rio de Janeiro comme capitale, et Coutinho lui-même devint son ministre le plus important (ibid., p. 142-143). Sans la cooptation politique des élites brésiliennes promue par Coutinho et allégrement acceptée par celles-ci après les incidents à Saint-Domingue, cette transition pacifique et originale n'aurait probablement jamais eu lieu.

La période qui va de 1822 à 1840, année où Pedro II, le deuxième monarque brésilien, accède au trône, fut extrêmement perturbée, ce qui démontre la fragilité de l'État national qui commençait à se développer au Brésil à l'époque. Pas moins de six rébellions anti-portugaises et libérales sérieuses naquirent dans plusieurs villes brésiliennes et deux autres rébellions essayèrent d'établir des républiques au Rio Grande do Sul et à Bahia. Cette période (et aussi les huit premières années du règne de Pedro II) a été décrite comme « hobbesienne » dans l'histoire brésilienne, une période où se fit sentir la nécessité d'un pacte

politique fondateur, créateur d'une communauté politique et des institutions politiques de base de la nouvelle nation (Lamounier, 2005, p. 26-30). Ce pacte fut, selon Bolivar Lamounier, un compromis entre l'absolutisme monarchique portugais et l'État constitutionnel et représentatif embryonnaire (ibid., p. 28). À l'aube du nouvel État indépendant, les élites brésiliennes avaient trois options d'ordre politique à instaurer pour le futur du Brésil : 1) maintenir l'absolutisme colonial, ce qui présupposait une capacité de répression que l'État n'avait pas à l'époque; 2) instaurer une démocratie constitutionnelle, mais la neutraliser par la cooptation patrimonialiste, et 3) pratiquer le régime de démocratie représentative sans encombrements centralisateurs (ibid., p. 27). Le modèle finalement choisi fut plus proche de la deuxième option, bien que sans rompre avec la troisième.

Sans surprise, la construction des institutions étatiques brésiliennes allait se faire, dans cette période turbulente d'affirmation nationale, par le concours de la cooptation politique des élites patrimoniales, agricoles et régionales, les seules qui pouvaient assurer un minimum d'ordre et d'union nationale à l'époque. Ainsi, et cela est peut-être l'originalité du Brésil vis-à-vis les exemples d'autres sociétés d'Amérique, *la construction de l'État national moderne et démocratique au Brésil aura de profondes racines patrimoniales*.

L'étude de Fernando Uricoechea (1980) sur les racines patrimoniales de l'État brésilien montre le mécanisme par lequel les élites régionales furent engagées dans l'établissement d'une gouvernance nationale. Contrairement à ses voisins hispaniques, qui avaient connu une guerre de libération, le Brésil s'était affranchi de la domination portugaise pacifiquement et n'avait pas une armée professionnelle suffisamment nombreuse pour son vaste territoire. L'armée royale était numériquement insignifiante et, pire encore, ses officiers étaient portugais et non brésiliens (ibid., p. 64-66). La solution trouvée a été la création, en 1831, de la *Guarda Nacional*, une armée contrôlée par le gouvernement central, mais formée par les notables régionaux et chargée, entre autres, de défendre la constitution, l'indépendance, l'intégrité de l'Empire et de maintenir l'ordre public (ibid., p. 65). Ainsi, entre 1831 et 1873, date où une nouvelle loi abrogea ses fonctions, la *Guarda Nacional* a était le faiseur et dispensateur de la loi dans tout le vaste territoire intérieur du Brésil. La *Guarda Nacional* remplit avec succès les fonctions d'une structure bureaucratique de domination encore inexistante et fut capable de mobiliser des centaines de milliers de

personnes pendant plus de 50 ans par la *prebendalisation* de la fonction publique en faveur des *honoratiores* patrimoniaux des régions. De cette manière, la construction de l'État brésilien moderne a suivi un chemin particulier et en apparence contradictoire, puisque ses assises étaient incompatibles avec la domination légale et la rationalité caractéristique de la modernité. En fait, l'organisation bureaucratique de l'Empire brésilien a bien été de nature hybride, car cette organisation mariait le libéralisme moderne avec une structure patrimoniale de gouvernement. Ce que nous voyons ici c'est un mélange original de normativité patrimoniale et de légalité moderne, une preuve concrète que les idéaux types weberiens n'existent jamais dans un état pur. Dans le cas brésilien cependant, c'est l'infrastructure de l'État légal lui-même qui a été patrimoniale, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une continuité de ce mélange du traditionnel et du moderne dans la culture politique brésilienne.

Uricoechea reconnaît que l'État bureaucratique établit une certaine continuité avec son héritage patrimonial, mais il ne spécifie pas précisément la nature de cette continuité (ibid., p. 182). Certes, cette continuité, nous ne pouvons pas la trouver dans les devoirs liturgiques de la *Guarda Nacional* ni dans ses fonctions de milice de l'Empire, mais peut-être dans une structure de domination politique qui exclut le *povo-massa*, pour employer l'expression d'Oliveira Viana, d'une participation effective du processus politique. L'indice de cette continuité de l'exclusion est le fait que les critères d'éligibilité de la *Guarda Nacional* étaient en bonne partie les mêmes concernant l'éligibilité des électeurs dans le temps de l'Empire, c'est-à-dire être un homme libre majeur et avoir au moins 100 *mil-réis* de revenu (ibid., p. 70), ce qui excluait la vaste majorité de la population. Ainsi, l'établissement de l'État moderne se fit par la cooptation de l'élite économique et sociale du pays dans un système qui assura sa domination politique et, bien sûr, l'histoire électorale du pays confirme la perpétuation de mécanismes d'exclusion qui assurèrent cette domination.

Bien sûr, un élément fondamental du modèle de gouvernance à la fois modernisante et traditionnelle de l'Empire fut la figure de l'empereur lui-même. Si, au début de l'Empire brésilien, Dom Pedro I, un Portugais qui retourna à son pays natal pour y devenir roi, ne plut pas aux élites locales, l'accession au pouvoir de son fils, Dom Pedro II, coïncida avec une longue période pacifique et politiquement stable au pays. Le retour de Dom Pedro I au Portugal en 1831 inaugura la période de la Régence, qui fut peut-être la phase la plus agitée

des années « hobbesiennes » du Brésil. Dans ce contexte, la figure de l'empereur en tant que symbole national et garant de l'union nationale et de la stabilité institutionnelle du Brésil fut perçue comme d'une telle importance que Dom Pedro II fut hâtivement intronisé à l'âge de 15 ans, trois ans avant l'âge légal, en 1840. Ainsi, l'arrivée de Dom Pedro II au pouvoir ne fut qu'un coup d'État parlementaire (Haring, 1968, p. 54), une violence contre l'ordre institutionnel du pays. Cependant, la figure du monarque aurait eu une très grande force centripète sur la jeune nation brésilienne, sans laquelle elle aurait pu éclater en plusieurs morceaux, comme ce fut le cas des anciennes possessions espagnoles (ibid., p. 158-159).

La cooptation politique de l'élite économique du pays et la centralisation de l'autorité politique dans la figure centrale de l'empereur créèrent un système particulier de gouvernance dans lequel ce dernier avait toujours la possibilité de dire le dernier mot, mais il devait aussi toujours prendre en considération les intérêts de sa très restreinte base de pouvoir.

La centralisation du pouvoir de l'Empereur se cimenta dans son rôle de Pouvoir modérateur, institué par la Constitution brésilienne de 1824. Selon celle-ci, l'empereur avait, entre autres, le pouvoir de nommer les sénateurs, de convoquer l'Assemblée générale de l'Empire, de sanctionner les décrets et résolutions de l'Assemblée générale, d'approuver ou suspendre les décisions des conseils des provinces, de dissoudre la Chambre des députés et de nommer à sa guise les ministres d'État et les juges. Ainsi, en plus d'être le pouvoir qui modérait les relations entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, il accumulait en fait aussi le pouvoir exécutif. Cependant, cette situation changea sensiblement en 1847, quand une altération de la Constitution transforma l'Empereur en titulaire du pouvoir exécutif, mais réservait l'exercice réel de ce pouvoir au président du Conseil des ministres. Extrêmement important dans le processus de décision de l'exécutif pendant la période impériale fut le Conseil d'État, un organisme de caractère simplement consultatif, mais qui dans les faits constituait le cerveau du gouvernement et d'où sortirent les projets de loi les plus importants de cette époque (Carvalho, 1990, p. 108-109).

La cooptation politique de l'oligarchie agricole se fit, comme nous l'avons mentionnée plus haut, par la création de la *Guarda Nacional*, mais aussi par la distribution de titres nobiliaires aux grands propriétaires du pays. Cette élévation au rang de noblesse de

l'élite agricole commença déjà dès l'arrivée de la Cour portugaise au Brésil et continua sous le règne de Pedro I, mais elle prit des dimensions beaucoup plus importantes sous l'autorité de Pedro II. Pendant que Pedro I ne décerna que 134 titres de noblesse, Pedro II en décerna le total incroyable de 1.065 (ibid., p. 12). De ces 1.065, 76,81 % furent des titres de *Baron,* qui devinrent « en quelque sorte la marque déposée des grands caféiculteurs des provinces de Rio de Janeiro, Minas Gerais et São Paulo » (ibid., p. 13). Cette augmentation (ainsi que la création de la *Guarda Nacional*) indiquerait donc un effort de constituer une base politique et sociale pour le pouvoir impérial, qui essayait de trouver une issue pour les « troubles hobbesiens » du pays par une centralisation de son pouvoir et son extension effective dans le territoire national. Bien sûr, la stratégie de cooptation politique était essentielle pour que le gouvernement trouve un minimum de légitimité pour pouvoir diriger le pays, mais le fait qu'il s'appuyait presque exclusivement sur les grands propriétaires de terres (plus précisément sur les grands caféiculteurs, les *barons* de l'Empire) le laissait en quelque sorte à la merci des intérêts ce groupe très conservateur. C'est ainsi que pendant tout le règne de Pedro II il y eut une espèce de jeu d'équilibre entre les tendances réformistes dans le gouvernement lui-même et la résistance des *barons* du café contre tout ce qui pouvait toucher à ses privilèges. Ce jeu délicat, où le Pouvoir modérateur devait négocier entre sa volonté de moderniser le pays et les intérêts de sa principale base politique, est expliqué dans l'étude très détaillée de José Murilo de Carvalho (1990) sur la politique de l'Empire citée précedemment. Cet auteur illustre le conflit entre les élans réformistes et l'inertie conservatrice de l'oligarchie agricole dans des discussions sur deux sujets fondamentaux : l'esclavage et la question de la terre.

Sur la question de la terre, l'étude de Carvalho montre comment la loi sur les Terres, approuvée en 1850 pour essayer d'organiser l'occupation sauvage et irrégulière des terres agricoles et promouvoir l'immigration au pays, ne fut jamais mise en pratique, restant « lettre morte » pendant toute la période impériale. L'inspiration de cette loi aurait été le système de Wakefield, mis en place en Australie pour empêcher que l'occupation sans discrimination des terres eût comme résultat l'indisponibilité de la main-d'œuvre et la non-mise en valeur des terres elles-mêmes (ibid., p. 82-83). Puisque les terres étaient occupées et non achetées, elles n'avaient pas de valeur commerciale importante. En plus, dans cette situation, les

immigrants que la Couronne voulait attirer au Brésil ne pouvaient pas constituer une main-d'œuvre pour l'agriculture du pays, car ils ne pouvaient que simplement devenir d'autres propriétaires ruraux s'ajoutant à ceux déjà sur places. De cette manière, et le marché de la main-d'œuvre et le marché des terres ne pouvaient être créés sans des mesures légales pour discipliner le milieu rural brésilien. Le projet de loi prévoyait la démarcation de toutes les terres agricoles, l'obligation de leur occupation productive, le paiement d'impôts sur les propriétés rurales et même l'expropriation des terres en certains cas (ibid., p. 84). Bien sûr, la résistance à ce projet de loi fut très importante chez les propriétaires ruraux, surtout chez ceux qui étaient *posseiros*, c'est-à-dire ceux qui occupaient des terres sans titre régulier de propriété, qui étaient très nombreux. Un député *posseiro* aurait même dit qu'elle « portait atteinte aux droits de propriété » et « avait des connotations communistes » (ibid., p. 92). La loi approuvée fut une version diluée du projet, mais même sous cette forme affaiblie ses objectifs ne furent jamais atteints et la situation des terres perdura inchangée jusqu'à la fin de l'Empire. Le gouvernement central s'est donc montré impuissant face aux intérêts oligarchiques des latifundiums. Ainsi, l'implantation d'une société de marché, apparemment voulue par la Couronne, fut un échec puisque ni la main-d'œuvre (par l'immigration), ni la terre (par sa commercialisation par la valeur marchande) ne furent libérées du contrôle oligarchique. Cela eut l'effet de retarder la modernisation de l'économie brésilienne. Cet échec des intentions modernisantes du Pouvoir modérateur en ce qui concerne la question rurale allait s'avérer une des raisons qui permet de comprendre sa déchéance ultime.

En ce qui concerne la question de l'esclavage, Carvalho montre comment la principale question des débats sous tout l'Empire fut la source d'une tension constante entre le gouvernement du Pouvoir modérateur et sa seule base sociale d'appui politique. D'un côté, le gouvernement faisant face à la forte pression des Anglais pour éliminer l'esclavage, il voulut préparer le pays pour un futur sans esclaves mais, d'un autre côté, la majeure partie de l'oligarchie rurale résista à toute tentative d'éliminer la main-d'œuvre captive. Déjà en 1826, le Brésil fut obligé de signer un traité avec le gouvernement britannique pour éliminer la traite d'esclaves en échange de la reconnaissance de l'indépendance du pays par les Anglais. Ce traité n'eut pas de conséquence et donna origine à l'expression *lei para inglês ver* (loi pour la vue de l'Anglais), qui est toujours utilisée au Brésil pour désigner les lois qui n'ont

aucune force réelle. Cependant, la pression anglaise se fit plus forte et en 1850 le Brésil élimina de manière effective l'importation d'esclaves au Brésil. Comme on peut le constater, la loi qui élimina la traite et la loi sur les Terres furent pratiquement synchroniques, puisque la dernière cherchait justement à préparer le milieu agricole à une économie de marché avec une main-d'œuvre libre. En 1866, la Couronne elle-même décida de présenter un projet de loi visant l'élimination progressive de l'esclavage par la libération de tous les futurs bébés nés de mère esclave. Cette loi, appelée « loi du Ventre libre », fut votée et approuvée en 1871, grâce à l'appui des députés du nord du Brésil, région où l'esclavage était beaucoup moins important économiquement qu'au Sud (ibid., p. 62-63). Tel que Carvalho le souligne dans son livre, la « loi du Ventre libre » n'obéissait à aucune pression de l'extérieur, comme ce fut le cas de l'abolition de la traite, mais fut une loi conçue et défendue par la Couronne (ibid., p. 67). Cela fit en sorte que Dom Pedro II et son gouvernement commencèrent à être identifiés au mouvement abolitionniste et réformiste d'une certaine intelligentsia libérale de l'époque (ibid., p. 68), avec comme conséquence que le divorce entre la monarchie et les *barons* de l'Empire commença à se concrétiser. Les tensions augmentèrent avec la loi sur les Sexagénaires, qui libéra les esclaves âgés de la captivité. Finalement, avec l'abolition totale de l'esclavage, le divorce fut définitif.

> On peut dire, en ce sens, que le déclin du système impérial a commencé en 1871 avec la loi sur le Ventre libre, premier signe du divorce entre le Roi et les barons qui virent dans la loi une folie dynastique. Le divorce s'accentua avec la loi sur les Sexagénaires et l'abolition finale. C'est un fait admis par tous les observateurs que l'adhésion aux thèses républicaines augmentait de manière sensible à l'époque des mesures abolitionnistes. (ibid., p. 77)

Par conséquent, l'histoire politique de l'Empire nous montre quelque chose d'assez paradoxal : un gouvernement qui comptait avec une base sociale de pouvoir très restreinte et qui, malgré cela, se tourna contre les intérêts de celle-ci. Il s'agit en quelque sorte du cas déroutant d'une société agraire et arriérée avec un gouvernement modernisant qui n'hésita pas beaucoup à commettre un quasi suicide politique par la défiance qu'il montra aux intérêts

de la classe dominante du pays. Le fait que cela ait pu se produire démontre un divorce entre le pays réel et la vision que l'élite gouvernante, ou une partie de celle-ci, avait du pays idéal, du pays qu'elle voulait construire.

> Les idées et les valeurs qui prédominaient au sein de l'élite, tout autant que les institutions créées par cette même élite, entretenaient aussi un rapport ambigu d'ajustement et de désajustement avec la réalité sociale du pays : nous voyons en effet une société esclavagiste gouvernée par des institutions libérales et représentatives, une société agraire et analphabète dirigée par une élite cosmopolite fascinée par le modèle de civilisation européenne. (ibid., p. 171)

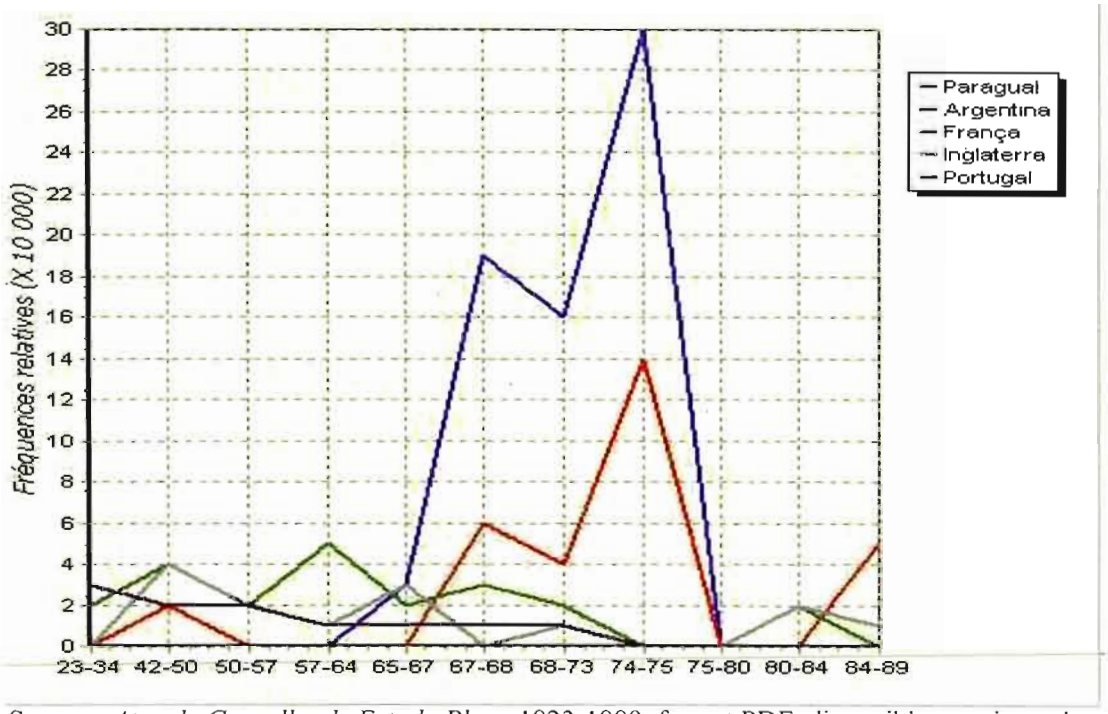
Ici nous retournons au thème de l'image que le pays a de lui-même et du modèle qu'il veut adopter comme référence. Le futur du pays, c'est l'étranger développé ; et à l'époque, l'étranger développé par excellence c'était, bien sûr, l'Europe. Sur ce point, Carvalho note que les discussions au sein du Conseil d'État révèlent les traits d'un organisme très eurocentrique. En fait, pas moins de 16 pays européens sont cités comme exemples à suivre dans les procès verbaux des discussions, pendant que les voisins sud-américains ne sont cités que comme des cas de pays turbulents et que l'Afrique et l'Asie ne sont jamais nommées (ibid., p. 117). En plus, Murilo de Carvalho note aussi que le Conseil était élitiste, puisque le Brésil de cette époque « était comme un système héliocentrique, dominé par le soleil de l'État autour duquel tournaient les grandes planètes de ce que l'on appelait les 'classes conservatrices' et, très loin, la myriade d'étoiles de la grande masse du peuple » (ibid., p. 130).

Nous avons fait notre propre investigation sur les discussions au sein du Conseil d'État en profitant du fait qu'elles sont disponibles en format digital dans le site web du Sénat fédéral du Brésil et nous avons pu corroborer les observations de Carvalho. Mais nous avons constaté aussi qu'une simple analyse léxicométrique peut ajouter des données intéressantes à la lecture qualitative du discours de cet organisme.

En ce qui concerne les pays cités dans le discours des conseilleurs de l'Empire

brésilien, nous avons élaboré le graphique suivant avec le logiciel LEXICO[5].

**Graphique 1.1**
Fréquence de certains mots dans le discours du *Conselho de Estado* 1




Source : *Atas do Conselho de Estado Pleno* 1823-1889, format PDF, disponibles au site web du Sénat fédéral du Brésil (http://www.senado.gov.br)

Le Paraguay, l'Argentine, la France, l'Angleterre et le Portugal sont les pays les plus cités par les 12 conseilleurs dans toute l'histoire de cet organisme, mais il est très facile de constater l'énorme importance relative du Paraguay et de l'Argentine par rapport à tous les autres pays du monde[6]. Cette importance est très facile à expliquer, puisque le Brésil eut une guerre avec le Paraguay, entre 1864 et 1870, et fut l'allié de l'Argentine et de l'Uruguay dans ce conflit. Dans la période 1874-1875, les discussions des conseilleurs se portèrent à nouveau sur le Paraguay et l'Argentine à cause d'un conflit de frontières entre ces deux pays qui

[5] LEXICO est un logiciel d'analyse du discours avec une interface graphique. Nous faisons une description de ses capacités et fonctions au chapitre 7 de cette thèse.

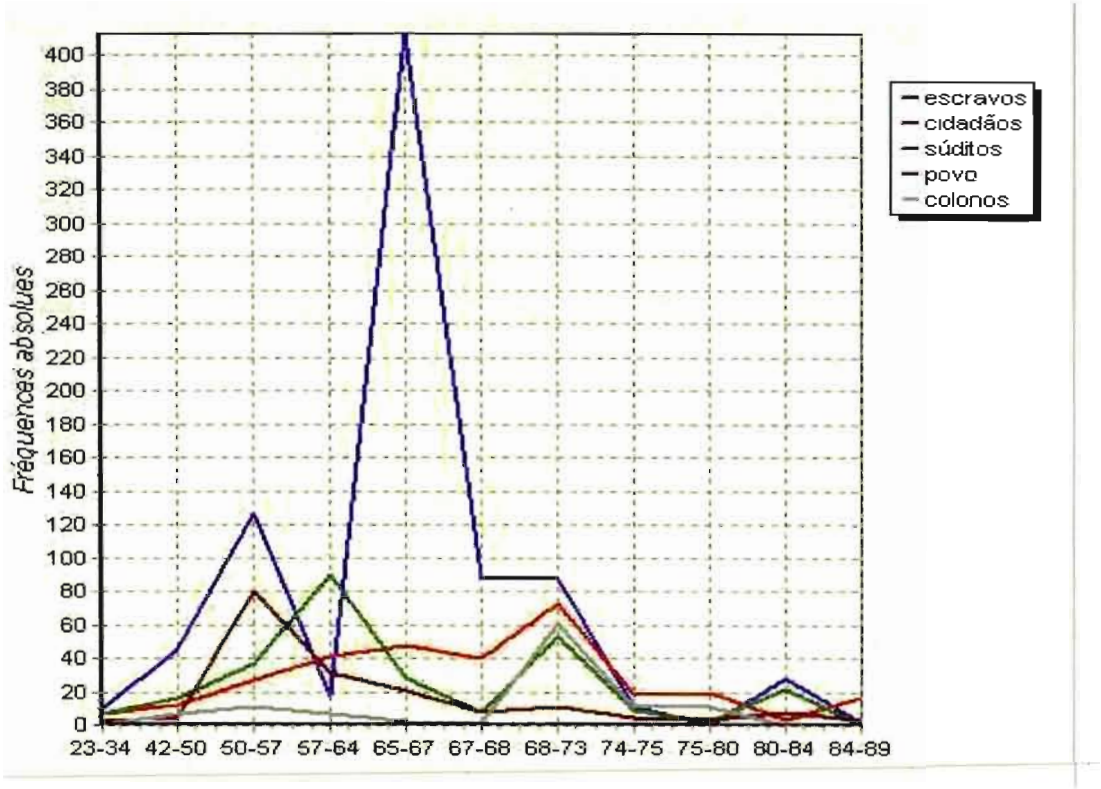
[6] L'Uruguay est aussi très présent dans le discours des conseilleurs, mais nous l'avons exclu parce que le nom de l'un des conseilleurs, très mentionné dans les discussions, est celui du Vicomte de l'Uruguay, ministre des Affaires étrangères dans les années 1850, et cela aurait faussé les résultats statistiques obtenus.

risquait de se propager au Brésil et l'amener à une autre guerre. Enfin, dans la période 1884-1889 un contentieux sur les frontières entre le Brésil et l'Argentine suscita une nouvelle éclosion du nom de ce dernier pays dans les discussions. En ce qui concerne le Portugal, il est intéressant de noter qu'il fut le pays le plus cité dans la période 1823-1834, juste après l'indépendance, mais la fréquence avec laquelle il apparut dans les discussions ne cessa de décliner et il ne fut plus cité de manière significative après 1874. Bien sûr, cela semble montrer non seulement un rapide affranchissement du Brésil par rapport au Portugal, mais aussi que ce pays cessa même d'être une référence importante pour le Brésil. Le rôle de référence semble être tenu, après 1842, par l'Angleterre et la France, ce qui confirmerait l'européanisme des conseilleurs.

Cependant, européanisme ne signifie pas nécessairement eurocentrisme. Carvalho a raison de signaler le fait que les conseilleurs de l'Empire regardaient vers l'Europe pour chercher les modèles à appliquer dans le pays, mais il est aussi vrai que ces mêmes conseilleurs semblaient savoir très bien que la place du Brésil était en Amérique du Sud et que l'État brésilien devait se bâtir en tenant compte de ses voisins et des intérêts de ceux-ci, surtout ceux l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay, pays avec lesquels l'Empire avait plus de conflits à l'époque. Plus encore, les relations du Brésil avec les puissances européennes ne furent pas toujours faciles, particulièrement celles avec l'Angleterre, lesquelles furent même rompues par le gouvernement de Dom Pedro II entre 1861 et 1865. Ainsi, si l'utopisme des conseillers détournait leur regard vers l'Europe, les intérêts de l'État les forçaient très souvent à le reposer sur leur voisinage immédiat.

En ce qui concerne l'élitisme du Conseil d'État, la preuve lexicographique ne pourrait être plus claire en faveur de la lecture que Carvalho a faite des procès verbaux, mais nous avons aussi fait d'autres découvertes intéressantes.

**Graphique 1.2**
Fréquence de certains mots dans le discours du *Conselho de Estado* 2




Source : *Atas do Conselho de Estado Pleno* 1823-1889, format PDF, disponibles au site web du Sénat fédéral du Brésil : (http://www.senado.gov.br)

Le graphique 1.2 ci-haut montre la fréquence absolue de certaines catégories utilisées pour se référer aux habitants du pays. Ce qui saute aux yeux, bien sûr, ce sont les fréquences très élevées du mot *escravos* (esclaves) dans les actes du Conseil d'État, ce qui confirme le grand intérêt que portait le Pouvoir modérateur et la classe politique en général pour la question de l'esclavage. Dans la période 1865-1867, le Conseil a longuement discuté de cette question à l'initiative de la Couronne elle-même, de laquelle le Conseil d'État était l'organe consultatif. Dans deux sessions, la Couronne demanda sans détour à ses conseilleurs de répondre si l'esclavage devait être aboli et quand. Cela constituerait un exemple de l'implication et de l'intérêt direct de l'empereur pour cette question et confirmerait l'idée que le Pouvoir modérateur s'éloigna de sa propre base de pouvoir par sa préoccupation pour l'émancipation des esclaves. Les mots *cidadãos* (citoyens) et *súditos* (sujets) sont assez

couramment utilisés dans les discussions du Conseil d'État. Cela pourrait être significatif comme indice des valeurs associées à un ordre démocratique, même si la notion de citoyenneté était assez restreinte à l'époque. Le mot *colonos* (colons) apparait dans les discussions sur la promotion de l'immigration au Brésil pour pallier le manque de main-d'œuvre suscité par les restrictions aux importations d'esclaves et l'émancipation appréhendée des esclaves. Enfin, le mot *povo* (peuple) fait une apparition en force dans la période 1850-1857 pour décliner rapidement et presque disparaître après 1875. Nous avons essayé de trouver les raisons de cette irruption subite du mot « *povo* » dans les actes du Conseil d'État et nous avons découvert qu'elle a eu lieu dans le cadre d'une discussion autour d'une pénurie alimentaire, où il y aurait eu un « manque de viande pour le peuple ». Ainsi, « le peuple » n'apparait pas dans le discours des conseilleurs comme un sujet politique actif et ayant droit, mais plutôt comme un agent passif qui subit un malheur, de la même manière que ladite pénurie aurait pu affecter les esclaves ou même le bétail dans les fazendas. Bien évidemment, le populisme n'était pas apparu avant l'heure à l'époque de l'empire. Il reste néanmoins que l'utilisation du mot « *cidadãos* » avec une certaine fréquence serait caractéristique d'un ordre politique libéral.

Une dernière constatation concernant le graphique 1.2 est le déclin de toutes les fréquences concernant les principaux mots par lequels les conseilleurs désignaient les habitants du pays. Cela confirmerait l'affirmation de Carvalho sur l'élitisme du Conseil d'État, mais peut-être aussi du fait que cet élitisme fut exacerbé à la fin de l'empire par l'isolement d'un organisme qui, à l'instar de l'institution même de la monarchie, devenait de plus en plus contesté. En fait, dans les dernières années de l'empire, la monarchie se trouva de plus en plus isolée et le Conseil d'État se réunit très peu durant la période 1884-1889, ce qui peut être considéré comme une diminution de son pouvoir et de son prestige[7]. Quelle que soit la raison, reste incontestable le fait que « citoyens », « sujets », « colons », « peuple » et même « esclaves » furent de moins en moins discutés et mentionnés à partir de 1874, et ce fait est encore plus évident si l'on prend en considération les fréquences relatives plutôt que les fréquences absolues. En empruntant ce dernier calcul, le « peuple » disparaît

[7] Le Conseil d'État ne se réunit que 12 fois durant cette période, ce qui donne une moyenne de deux réunions par an.

complètement en tant que mot significatif après 1874 et les « citoyens » se font fort peu nombreux après cette même année. Le Conseil d'État semble alors évoluer dans une atmosphère politiquement raréfiée, qui signale probablement la distance accrue qui le sépare de la maigre « société civile » issue de l'ordre libéral naissant de l'époque. Ce changement discursif n'est donc pas accidentel. Il intervient dans un moment où des altérations politiques importantes se dessinent dans l'horizon, des altérations qui iront changer de façon décisive tout l'ordre politique établi dans l'empire.

En premier lieu, et très clairement, la république viendra bientôt remplacer la monarchie. Comme nous l'avons déjà noté, la sympathie mal déguisée du Pouvoir modérateur pour l'émancipation des esclaves coupa la monarchie de sa base d'appui politique. Sur ce point, les agissements de l'héritière du trône, la princesse Isabel, se sont avérés particulièrement néfastes. Ce fut elle qui, profitant de l'absence de son père, entérina en tant que régente la loi qui abolît l'esclave au Brésil sans compensation financière pour les oligarques en 1888, ce qui provoqua l'ire de ceux-ci contra la monarchie (Haring, 1968, p. 145). En outre, la monarchie souffrit aussi à l'époque de l'éloignement de deux institutions qui constituaient, elles aussi, des éléments importants de sa base de sustentation politique.

Il y eut d'abord une crise très grave entre la monarchie et l'Église à cause de l'influence de la franc-maçonnerie au Brésil, qui comptait parmi ses membres de grands dignitaires du pouvoir monarchique.[8] Tout commença en 1872 quand un prêtre qui était aussi membre de la franc-maçonnerie au Brésil (chose qui, semble-t-il, était assez courante à l'époque) décida de célébrer une messe en faveur de la Loi du Ventre libre, qui avait été entérinée par le gouvernement du vicomte de Rio Branco, lui aussi franc-maçon (ibid., p. 117). Son évêque et supérieur le somma d'abandonner la maçonnerie, ce qu'il refusa de faire, et le conflit entre franc-maçons et l'Église catholique explosa au pays et provoqua même des confrontations sanglantes entre les catholiques antimaçons et les promaçons (ibid., p. 118-119). Sans surprise, le gouvernement prit le parti des francs-maçons et la friction entre la monarchie et l'Église alla jusqu'à ébranler les relations entre le Brésil et le Saint-Siège. À la fin, même avec un dénouement diplomatique de la crise, la monarchie au Brésil avait perdu

[8] Parmi les francs-maçons d'influence, nous pouvons citer le vicomte de Rio Branco, qui fut président du Conseil d'État et ministre des Affaires étrangères, et l'empereur Dom Pedro I lui-même (Haring., 1968, p. 117).

un des piliers de sa base politique (ibid., p. 124-125).

Il y eut une autre crise, qui fut encore plus déterminante pour le futur de la monarchie. Cette fois, il s'agissait des relations entre l'institution de la monarchie et les militaires. Ceux-ci avaient obtenu beaucoup de prestige et profitaient d'un fort esprit de corps après la guerre du Paraguay. Se considérant comme « citoyens en uniforme », ils ne se gênaient pas pour commenter des décisions politiques du pouvoir civil, ce qui entrainait des conflits entre le gouvernement et le commandemment de l'armée. D'un côté, désireux d'une participation au débat politique et, d'un autre côté, incapable d'accepter des critiques venant heurter son honneur militaire, « le citoyen soldat » était « destiné à être un élément nécessairement dangereux et explosif, telle une bombe de dynamite ou une grenade dans la main : à la première friction, elle détonnera » (Viana, 2004, p. 124, notre traduction). Ce caractère explosif se manifesta plusieurs fois à la fin de l'empire quand les forces armées s'insurgèrent contre les punitions infligées à certains officiers qui s'étaient heurtés aux règlements relatifs à la discipline militaire, faisant en sorte que les relations entre les militaires et le gouvernement deviennent très tendues. En outre, une certaine faction de jeunes officiers, les « cadets philosophes », était acquise au positivisme d'Auguste Comte, qu'ils avaient appris à École militaire de Rio de Janeiro (ibid., p. 164). Inspirés de cette philosophie, beaucoup de ces officiers étaient des républicains et voulaient en finir avec la monarchie. Mais le facteur possiblement plus déterminant pour la rupture définitive entre les forces militaires et le gouvernement civil fut le fait que le vicomte d'Ouro Preto, le dernier premier ministre de la période monarchique au Brésil, envisagea la récréation de la défunte *Guarda Nacional*, précisément pour faire face à une probable mutinerie de l'armée contre le gouvernement (ibid., p. 143). La menace de perdre le monopole du pouvoir de force militaire fut probablement une offense de trop pour les forces armées brésiliennes.

En tout dernier lieu, la fin de l'empire marqua aussi un tournant constitutionnel très important qui aura des conséquences profondes dans toute l'histoire future du pays. Il s'agit des changements concernant les règles des élections au Brésil, lesquelles furent altérées pour exclure la participation de l'immense majorité de la population. Comme nous essayerons de l'expliquer plus loin, la Loi Saraiva, discutée par le Conseil d'État en 1878 et devenue loi en 1881, réduisit de façon draconienne le nombre d'électeurs au pays par l'exclusion des

analphabètes du processus de votation. Lors de la réunion du Conseil d'État qui décida des restrictions qui allaient accompagner les élections au Brésil pendant longtemps, tenue le 7 novembre 1878, des 7 conseilleurs présents, un seul donna une opinion contraire à l'interdit de vote aux analphabètes. Celui-ci, le vicomte de Muritiba, argumenta que « le fait de ne pas savoir lire et écrire n'exclut pas le citoyen d'avoir la discrétion et le bon sens nécessaire pour choisir qui le représente » (*Atas do Conselho de Estado, Terceiro Conselho de Estado*, 1875-1880, p. 94, notre traduction). Tous les autres manifestèrent l'opinion générale selon laquelle seulement ceux qui savaient lire et écrire avaient les connaissances requises pour pouvoir choisir de façon éclairée les représentants politiques (ibid., p. 93-107). Symptomatique de la situation, le seul conseilleur à utiliser le mot « citoyen » pour se référer à l'électeur (analphabète ou pas) fut aussi le seul à voter contre le projet de réforme électorale.

Nous restons avec l'impression que le Conseil d'État, ayant appréhendé la libération future des esclaves, décida de contrebalancer l'augmentation du nombre des citoyens par la restriction de leurs droits civiques. De cette manière, en conjuguant l'isolement croissant de la monarchie dû aux conflits avec ses bases de pouvoir, et le tournant élitiste et excluant propre au *Conselho de Estado* nous arrivons à expliquer et à donner un sens à la chute des fréquences du lexique libéral-démocratique, et nous pouvons comprendre combien le discours de cet organe du pouvoir impérial le liait à une société qu'il représentait pourtant de moins en moins.

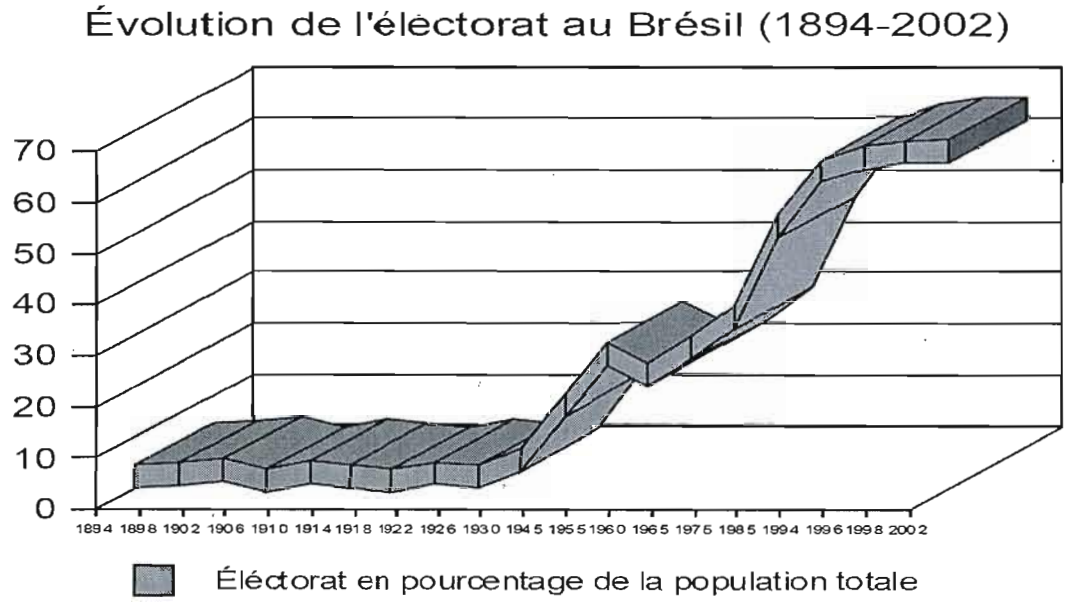
Ultimement, quand le coup d'État arriva, la monarchie avait perdu tous les piliers qui l'avaient soutenue : les grands propriétaires terriens, l'Église et les militaires. Il ne restait que les classes sociales subalternes, surtout les esclaves libérés, qui appuyaient encore la monarchie, mais ceux-ci – hélas! - n'avaient pas de représentation politique, ni ne constituaient une force organisée. La conclusion finale sur l'expérience monarchique est que l'ordre libéral démocratique qu'elle avait elle-même inauguré au pays allait mourir jusqu'à un certain point avec elle, puisque l'arrivée de la Loi Saraiva et de la république signifieront l'affirmation, sans l'opposition d'un Pouvoir modérateur, du pouvoir oligarchique. Le début de la période républicaine au Brésil ne marque donc pas, comme dans les cas de la majorité des nations du monde, un pas vers un avenir plus démocratique et inclusif. *Au contraire, la proclamation de la république au Brésil initie plutôt une période caractérisée par la*

*mainmise sans partage de l'oligarchie rurale sur les institutions politiques du pays.*

### 1.4 Exclusion politique et domination des élites patrimoniales dans la *República Velha* (1889 – 1930)

Nous pouvons avoir une idée de la très lente évolution du Brésil vers une démocratie et une citoyenneté non exclusive en observant, dans le graphique ci-dessous, l'évolution de l'électorat brésilien par rapport à la population totale du pays.

**Graphique 1.3**




Sources : Lamounier, B. (2005) et *Tribunal Superior Eleitoral*

Comme on peut le constater par un simple coup d'oeil, le niveau de participation politique mesuré par la taille relative de l'électorat est resté presque nul jusqu'à 1945. De 1894 à la fin de Deuxième Guerre mondiale la proportion de l'électorat par rapport à la population du pays n'a jamais dépassé 5 %, un taux qui est très inférieur à ceux de pays comme l'Argentine, l'Uruguay et le Mexique dans la même période (Trindade, 1991, p. 87). Bolivar Lamounier (2005, p. 84) nous rappelle que l'origine de cette situation d'exclusion

remonte à la Loi Saraiva de 1881, qui institua de nouvelles restrictions à l'accessibilité au vote, tel que nous l'avons décrit précédemment. Effectivement, cette loi baissa l'âge minimum pour le vote de 25 à 21 ans, mais, en même temps, augmenta l'exigence du revenu minimum de 100 *mil reis* à 200 *mil reis*, ce qui diminua effectivement la taille relative de l'électorat. En fait, les premières élections de la république brésilienne en 1894 ne comptèrent qu'avec 2,21 % de la population, pendent que, selon Lamounier, celles de 1872 auraient compté avec 10,8 % (ibid., p. 80). Cette affirmation est vraie seulement si l'on prend en considération le fait que, dans l'Empire, le système de votation se déroulait à deux tours. Dans le premier, les hommes de plus de 25 ans et ayant plus de 100 *mil reis* de revenu pouvaient voter, ce qui incluait une bonne partie de la population masculine puisque ce revenu n'était pas excessivement élevé. Cependant, ces *votantes* (« voteurs ») du premier tour élisaient seulement les *eleitores* (électeurs) qui, dans le deuxième tour, choisissaient en vérité les sénateurs et députes. Les *eleitores*, bien sûr, étaient beaucoup moins nombreux que les *votantes*, car ils devaient avoir un revenu deux fois plus important que celui de ces derniers.

La Loi Saraiva mit fin aux élections à deux tours, ce qui exclut automatiquement la grande masse de *votantes* du processus électoral ; mais, en introduisant les élections directes, elle augmenta significativement le nombre d'*eleitores* (Nicolau, 2002, p. 21). Malgré cela, cette loi introduisit une barrière très néfaste à l'accessibilité aux droits politiques en empêchant les analphabètes de voter et d'être élus. Dans un pays massivement illettré, la Loi Saraira exclut la vaste majorité de la population de toute représentation politique pour très longtemps, car le taux d'analphabétisme tomba très lentement au Brésil. À la fin du XIX$^{e}$ siècle, ce taux était supérieur à 80 % et resta stable pendant toute la moitié du XX$^{e}$ siècle autour de 60 % (ibid., p. 11). Ainsi, la partie plane du graphique 1.3 reflète fidèlement cette situation d'exclusion systématique de la majorité de la population, que même l'octroi du droit de vote aux femmes en 1932 ne réussit pas à changer. C'est seulement à partir des années 1950 que le taux d'analphabétisme au Brésil devint inférieur à 50 % et que nous commençons à voir une nette amélioration du taux de représentation politique. Mais même dans une année aussi proche d'aujourd'hui que 1980, le taux d'analphabétisme était encore de 26 % (ibid., p. 11). Ce ne sera qu'en 1985 que l'amendement constitutionnel n° 25

concéda le droit de vote aux analphabètes, en finissant ainsi avec plus de cent ans d'exclusion d'une large partie de la population du processus électoral. De cette manière, durant toute la *República Velha,* la vaste majorité de la population était exclue de la politique nationale.

Les dispositions des lois électorales brésiliennes n'étaient pas les seuls mécanismes qui assuraient la main mise des élites oligarchiques et patrimoniales durant la période de la *Repúblia Velha.* La « politique des gouverneurs » et le phénomène politique et social du *coronelismo* furent des arrangements politiques très efficaces pour tuer dans l'oeuf toute possibilité d'opposition politique.

La « politique des gouverneurs » fut un pacte établi entre le gouvernement fédéral et les élites politiques des États, par lequel le premier se compromettait à respecter toutes les décisions politiques prises dans les États en échange de leur appui politique. La base de ce pacte fut le *coronelismo.* Le *coronelismo* se basait sur l'autorité incontestable du *coronel* dans les municipalités de l'intérieur du Brésil. Le nom *coronel* dérive directement de la patente de colonel attribuée à l'époque de la *Guarda Nacional* aux notables locaux cooptés dans cette milice. Le *coronel* était le notable d'une municipalité qui, de par sa situation de grand propriétaire terrien, exerçait une influence très puissante sur ses subordonnés (Leal, 1997, p. 43). Il était le grand employeur de sa municipalité et il régnait sur une masse d'hommes analphabètes qui dépendaient de lui. Le *coronel* détenait aussi le pouvoir de la force physique brute dans sa localité par le contrôle d'une petite armée de *jagunços,* des hommes de main qui éliminaient les dissidences dangereuses et mataient dans l'oeuf les rebellions potentielles. Dans cette position privilégiée, le *coronel* pouvait décider pour qui ses dépendants allaient voter dans les élections. Il contrôlait le *curral eleitoral* (corral électoral) et le *voto de cabresto* (vote de harnais) de sa région et échangeait des faveurs politiques et économiques avec les pouvoirs provinciaux, et ces derniers faisaient de même avec le pouvoir fédéral. Ainsi, une courroie verticale de transmission de pouvoir s'établissait pour garantir des résultats électoraux décidés d'avance. Et quand cette courroie de transmission souffrait d'une faille dans son fonctionnement, c'est-à-dire quand un candidat qui n'était pas censé gagner une élection réussissait à l'emporter, le système avait encore une autre carte majeure dans sa manche : la *degola* (l'égorgement). Cette pratique découlait directement des dispositifs de la constitution de 1891 (la première constitution républicaine

du Brésil) qui attribuaient au Sénat et à la Chambre des Députés la tâche de vérifier le comptage des voix et déclarer les vainqueurs des élections. Avec ce privilège ancré dans la constitution, les deux chambres du Congrès brésilien purent, durant toute la *República Velha*, « égorger » tous les candidats qui ne jouissaient pas de la faveur des oligarchies au pouvoir.

Certes, le *coronelismo* était une manifestation de pouvoir patrimonial et patriarcal privé, mais, comme l'a bien signalé Victor Nunes Leal dans son étude classique sur ce phénomène, le *coronelismo* était une superposition de ce pouvoir privé présent de longue date au Brésil avec « un régime politique avec base de représentation extensive » (ibid., p. 40, notre traduction). En d'autres mots, le *coronelismo* était un mariage entre les vieilles formes patriarcales de domination et les institutions démocratiques modernes de représentation politique qui assurait la continuité de la domination incontestable des oligarchies patrimoniales sur tous les paliers de l'État. Il n'est donc pas surprenant de constater les affirmations des auteurs précités concernant le non-fonctionnement des institutions démocratiques modernes au Brésil. Les observations d'Oliveira Viana que nous avons citées sur le fait que le seul lien de solidarité sociale au Brésil était celui qui liait le grand seigneur rural à ses subordonnés et aux personnes à sa charge, par exemple, est très certainement inspiré du phénomène du *coronelismo*.

Bien sûr, le *coronelismo* est un phénomène ancien au Brésil, puisqu'il est issu directement du début de la colonisation du Brésil, elle-même réalisée par de grandes concessions de terres dans les mains de très peu de gens. Cependant, la *República Velha*, par le moyen d'une reforme constitutionnelle réalisée en 1891, a créé les conditions dans lesquelles le *coronelismo* allait fleurir comme jamais auparavant. En premier lieu, par une décentralisation du pouvoir qui donnait plus d'autonomie politique aux provinces et aux municipalités, ce qui rendait possible et peut-être même nécessaire la « politique des gouverneurs », et aussi, en deuxième lieu, par une redistribution du revenu de l'État qui enrichissait les élus locaux.

> La République n'a pas inventé le *coronélisme* mais elle lui conféré une importance qu'il n'avait pas. En donnant du pouvoir au municipe, la politique de décentralisation a renforcé le poids des chefs politiques locaux. L'évolution de la

> répartition de la contribution publique, entre les années 1868-1869 et 1910, permet de l'illustrer. Alors que le gouvernement impérial percevait 80,8 % de l'impôt, les provinces 16,7 % et les municipes à peine 2,5 %, en 1910 la part du gouvernement tombe à 59,9 %, celle des États s'élève à 21,5 % et celle des municipes à 18,6 %. (Bennassar et Marin, 2000, p. 307)

De cette manière, en ce contexte d'affaiblissement du pouvoir central et d'une exclusion politique et sociale massive, le jeu politique ne pouvait qu'être l'expression des intérêts oligarchiques régionaux qui se disputaient, ou à vrai dire négociaient, l'hégémonie du pouvoir. Ainsi, les partis politiques dans la *República Velha* ne traduisaient pas des divisions idéologiques ou de classe sociale, comme, par exemple, dans les démocraties européennes, mais plutôt faisaient valoir les aspirations économiques et politiques de chaque élite régionale. Dans les mots percutants d'un observateur anglais de la politique brésilienne de l'époque :

> Brazilians have forgotten how to think politically. It never occurs to them to form political parties to advocate ideas. [...] An illustration of this attitude is furnished by Congress, where deputies are not united in groups by political views, but merely by the regional accident of birth or up-bringing. The Chamber is divided into *bancadas*, or benches, and the occupants of one *bancada* represent one state, considered as as a political entity determined by its boundaries. [...] The "benches" in Congress form all that can be called "parties", but those parties represent not a single idea, much less any political ideal. (Hambloch, 1935, p. 70-71)

En fait, il n'y eut pas de parti d'expression nationale dans la période de la *República Velha*, mais seulement une série de partis régionaux. Les principaux partis de cette période s'appelèrent *Partido Republicano* (Parti républicain), assortis d'un dernier adjectif qui indiquait à quel État (province) il appartenait. Il y eut le *Partido Republicano Paulista* (Parti républicain paulista- São Paulo), *le Partido Republicano Mineiro* (Parti républicain mineiro – Minas Gerais) et ainsi de suite pour chaque unité de la fédération brésilienne. Le seul parti qui aspirait à une expression nationale et qui eut un caractère nettement idéologique à cette

époque, ce fut le minuscule Parti communiste brésilien, fondé par une poignée d'intellectuels et d'ouvriers en 1922, et qui ne pouvait même pas disputer des élections puisqu'il était illégal. La *República Velha* mérite donc l'épithète de « République des gouverneurs » ou « République des colonels », car elle ne fut en fait que l'expression institutionnalisée du pouvoir des oligarchies agricoles régionales. Toute son architecture politique ne fut qu'une pyramide basée sur le pouvoir patrimonial des grands propriétaires terriens, mais la solidité de cette pyramide, bien évidemment, dépendait de la prédominance démographique et économique du secteur rural sur le secteur urbain au Brésil. Au fur et à mesure que le Brésil urbain prendrait de l'ampleur, l'édifice du pouvoir de la *República Velha* serait mis en question et contesté jusqu'à son écroulement définitif.

En ce qui concerne les activités économiques, la période de la *República Velha* fut encore un temps où le Brésil dépendit totalement de l'agriculture pour ses exportations. Le café, le caoutchouc, le cacao et les cuirs furent les principales denrées produites, mais les revenus reçus oscillaient selon les humeurs d'un marché contrôlé ailleurs. Bien sûr, le café régna en maître, étant responsable de plus de 50 % des recettes d'exportation dans cette période. Il fut tellement important en fait que la politique économique de l'époque consistait principalement à soutenir la production caféière et ses exportations par l'achat des excédents de production pour que le prix du café brésilien soit toujours compétitif sur le marché international. Par un accord signé par les États producteurs en 1906, l'oligarchie du café décida une politique de « valorisation » de son produit, qui consistait à acheter les excédents de production, à payer la note de ces achats avec des emprunts à l'extérieur et, bien évidemment, à payer ces emprunts avec des levées d'impôts (Furtado, 1998, p. 150-151). Cela équivalait à socialiser le coût de la récupération des pertes des producteurs de café, et montre à quel point était forte l'emprise des oligarques caféiers sur l'appareil d'État, fédéral ou provincial, à l'époque.

Malgré la protection de l'État, les exportations agricoles faisaient du Brésil une économie vulnérable et dépendante. Les cas du caoutchouc et du cacao illustrent très bien cela. Le caoutchouc fut le responsable d'un boom économique notable en Amazonie entre la fin du XIX$^{e}$ siècle et le début du XX$^{e}$ siècle. Possédant les principales réserves mondiales d'hévéa, le Brésil profita du presque monopole de la production mondiale de caoutchouc à

une époque où la demande pour ce produit explosa sur le marché international. La ville de Manaus, ancienne bourgade sans importance au fin fond de l'Amazonie, se transforma en centre mondial de l'exportation de caoutchouc et connut un essor extraordinaire, marqué par les excès extravagants des « barons du caoutchouc », qui firent même construire un opéra ou se présentèrent de grands chanteurs européens de l'époque. Le caoutchouc arriva à représenter presque 40 % de la valeur des exportations brésiliennes en 1910 (Prado Júnior, 1945, p. 239), mais la manne fut de courte durée. Les Anglais avaient déjà amené des semences d'hévéa au Jardin botanique de Londres en 1876, d'où des plantes d'hévéa issues de ces semences furent transportées en Malaisie pour initier une exploitation beaucoup plus organisée que l'exploitation brésilienne. En peu de temps, la production asiatique de caoutchouc supplanta celle du Brésil et, bien sûr, ce fut la débâcle économique dévastatrice dans l'Amazonie brésilienne. Des villes furent à moitié abandonnées et il y eut même un certain dépeuplement de la région (ibid., p. 240).

Le cacao connut lui aussi un sort semblable, mais beaucoup moins dramatique puisque le Brésil n'eut jamais le monopole virtuel de ce produit. Il fut très important dans la région de'Ilhéus, au sud de l'État de Bahia, à la fin du XIX$^{e}$ siècle et au début du XX$^{e}$ siècle, tout comme le caoutchouc en Amazonie. Encore une fois, l'organisation d'une production très concurrentielle ailleurs par les Anglais (en Afrique) mit fin à l'essor cacaoyer bahianais et plongea cette province à nouveau dans le marasme économique qu'elle avait connu depuis la fin du « cycle du sucre » au Brésil. De cette manière, le pays restait encore une économie essentiellement agricole qui dépendait des aléas d'un marché contrôlé ailleurs pour se procurer les revenus nécessaires pour son développement.

En plus, la question de la terre, qui fut une préoccupation de l'Empire, comme nous l'avons vu ci-dessus, resta intouchée pendant tout le début du XX$^{e}$ siècle. Bien évidemment, dans un système économique et politique qui n'existait que pour servir aux intérêts des oligarchies rurales, cela n'a rien d'étonnant. Ainsi, en 1920, 71,57 % des propriétés rurales avaient moins de 100 hectares, mais elles n'occupaient que 8,97 % des terres agricoles du Brésil, en même temps que les propriétés de plus de 1000 hectares représentaient seulement

4,02 % des propriétés, mais accaparaient 63,38 % de la surface agricole totale[9].

Cependant, ce fut durant la période de la *República Velha* que le Brésil commença à s'industrialiser et à diversifier son économie. Cette industrie naquit en partie grâce à la politique tarifaire du gouvernement, qui imposa des taxes aux importations pour palier le manque de revenus, et aussi à cause d'une politique de taux d'échange qui dévalorisait la monnaie nationale pour aider les exportations, mais qui, bien évidemment, gênait à son tour les importations, d'où la nécessité de fabriquer des produits localement (ibid., p. 258-259). Nous pourrions dire qu'il s'agissait d'une espèce de politique de substitutions d'importations involontaire. Les premières industries furent surtout textiles, profitant de la présence d'une bonne production de coton dans la région Nord-Est du pays ainsi que d'une main-d'œuvre très bon marché et abondante. En 1907 le Brésil comptait déjà 3.258 usines industrielles qui employaient 150.841 ouvriers, concentrées dans les grandes villes du pays, telles que Rio de Janeiro et São Paulo (ibid., p. 260). Plus tard, avec la Première Guerre mondiale et la conséquente réduction des importations de produits manufacturiers, l'industrie brésilienne s'accrut davantage et au recensement industriel de 1920 on décomptait plus de 13.376 établissements industriels (Bennassar et Marin, 2000, p. 285).

L'industrialisation et la concomitante formation d'une classe ouvrière au pays coïncidèrent avec une très forte immigration d'origine européenne qui commença autour de 1870 et ne diminua qu'après 1934. Dans cette période, plus de 3,8 millions d'immigrants s'établirent au Brésil, ce qui changea considérablement la composition démographique du pays, surtout dans le Sud. De ce contingent, 35 % étaient des Italiens, 29 % étaient des Portugais et 14,6 % étaient des Espagnols (Fausto, 2006, p. 156). En plus, le Brésil reçut aussi des contingents importants de Japonais et d'Allemands. Venus en bonne partie pour travailler dans les fazendas de café au tournant du siècle, ces nouveaux venus ne tardèrent pas à occuper les villes du sud du pays, surtout São Paulo, où ils trouvèrent des emplois dans le commerce et dans l'industrie. Plus éduqués et débrouillards que les affranchis de l'esclavage, ils étaient une main-d'œuvre plus recherchée par les industriels brésiliens que les travailleurs locaux. Ainsi, la classe ouvrière brésilienne fut constituée surtout par les étrangers d'origine européenne et non pas par les esclaves libérés, lesquels continuèrent à

[9] Source des données : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas , visité le 11/05/2009)

occuper une position sociale très marginale, coincés dans le monde du sous-emploi et de la petite criminalité. Ceux-ci ne firent qu'agrandir le contingent de ce « peuple » exclu, invisible et ignoré à qui le Brésil devra rendre des comptes plus tard, comme nous le verrons.

Ce fut aussi pendant la *República Velha* que naquirent les premières organisations syndicales au Brésil. Concentrées à Rio de Janeiro et à São Paulo, ces organisations eurent souvent une inspiration anarchiste, surtout à São Paulo, à cause des nombreux immigrants espagnols et italiens qui formèrent le prolétariat local. La première organisation ouvrière de niveau national fut la *Confederação Operária Brasileira* (Confédération ouvrière brésilienne), fondée en 1906 par les anarchistes. Les premières grèves datent du début du XX$^{e}$ siècle et la première grève générale fut organisée à São Paulo en 1907, mais le zénith de ce mouvement ouvrier se situe dans la période 1917-1920, quand des centaines de grèves furent organisées à Rio de Janeiro et à São Paulo (Bennassar et Marin, 2000, p. 326, 2001, Fausto, 2006, p. 169). La réaction du gouvernement à l'agitation ouvrière fut la simple répression et aucune législation sociale significative ne fut promulguée pendant toute la période de la *Républica Velha*. Au contraire, l'une des législations disposait de l'expulsion des immigrants subversifs et criminalisait les « délits contre l'organisation sociale » (Bennassar et Marin, 2000, p. 328). Washington Luís, le dernier président de cette époque, aurait même prononcé la phrase emblématique « *la question sociale est un cas de police* », résumant ainsi l'attitude de l'oligarchie au pouvoir face à toute opposition à l'ordre établi.

Mais la société brésilienne, malgré le conservatisme de l'élite qui la gouvernait, changeait et l'armature rigide de l'ordre politique au Brésil commença à montrer un nombre croissant de fissures au fur et à mesure que cette société se complexifiait socialement et économiquement. La population urbaine croissait et une classe moyenne, en plus de la classe ouvrière, commençait à se former et à demander une participation plus grande dans le système très fermé des oligarques ruraux. C'est ainsi qu'en 1922 apparut au Brésil le *tenentismo*, un mouvement des jeunes officiers de l'armée brésilienne qui irait détruire la *Républica Velha* en 1930.

## 1.5 Conclusions du chapitre 1

Dans ce chapitre, nous avons essayé de peindre le visage du Brésil jusqu'aux alentours de 1930 en quelques gros traits. Pour ce faire, nous avons souligné plusieurs aspects clés de sa formation et de son développement, tels que l'économie dépendante, essentiellement rurale et tournée vers l'extérieur, le caractère patrimonial de ses institutions politiques, l'exclusion de la vaste majorité de la population des droits civiques, politiques et sociaux, et aussi le mythe de l'avenir prometteur, greffé initialement à l'imaginaire national par le regard étranger.

Économiquement, le Brésil, comme les autres pays de l'Amérique latine, fut formé pour n'être qu'un comptoir d'exportations de produits primaires bon marché vers les économies européennes. Ainsi, l'économie brésilienne évolua selon des cycles liés à la denrée ou au produit qu'elle réussit à exporter, selon les humeurs d'un marché contrôlé ailleurs. La forme que prit cette exploitation commerciale fut la grande propriété rurale et la main-d'œuvre esclave, qui marquèrent très profondément tout le développement économique et social du pays, même après l'abolition de l'esclavage. Le développement d'un capitalisme urbain au début du XX$^{e}$ siècle ne changea pas la ruralité de l'économie brésilienne et l'affranchissement des esclaves ne signifia pas non plus la prédominance des relations de production typiquement capitalistes au pays.

Politiquement, les institutions brésiliennes ne prirent pas elles non plus une forme moderne typique, telle que nous l'identifions en Europe ou en Amérique du Nord. Comme nous l'avons souligné, le développement de l'État brésilien moderne eut comme base le pouvoir local et régional des grands propriétaires terriens. De cette manière, même si la constitution brésilienne affirmait un État de droit démocratique qui ne se distinguait en rien des démocraties des pays les plus développés (puisqu'elle était la copie conforme des dispositifs constitutionnels et des lois européennes et nord-américaines), le fonctionnement réel des institutions démocratiques brésiliennes ne faisait qu'assurer la mainmise des oligarchies rurales sur l'appareil d'État. Ce dernier était aussi parasité de haut en bas par des intérêts patrimoniaux, tout comme si l'État, en plus d'être le « comité exécutif » des classes dominantes, fut aussi, en partie, une source de sinécures pour les grands propriétaires

terriens, leurs amis et leurs parentés, du moins dans une bonne partie du pays.

Socialement, le Brésil sortit de ses premières 430 années d'évolution comme un des pays les plus hiérarchisés et iniques du monde. L'héritage combiné de l'esclavage, des grandes propriétés de terre et du patrimonialisme dans l'État créa une grande masse de gens dépourvue des droits les plus fondamentaux et de moyens d'existence dignes. Pendant qu'une élite infime et une petite classe moyenne jouissaient d'une vie confortable et même très confortable, la vaste majorité de la population croupissait dans la pauvreté, l'ignorance et l'exclusion sociale et politique. En plein XX$^{e}$ siècle, le Brésil continuait à être, dans la boutade de Louis Couty, un Français qui vécut à Rio de Janeiro à la fin du XIX$^{e}$ siècle, un « pays sans peuple[10]», ou comme nous le dirions aujourd'hui, un pays avec une société civile très petite et faible, circonscrite à une petite partie du milieu social urbain brésilien. Le « peuple », ce grand personnage historique de la vie politique latino-américaine, n'avait pas encore fait son irruption dans le scénario politique du Brésil.

[10] Cité dans Carvalho, José Murilo de (2001, p. 64)

# CHAPITRE II

# L'ère du populisme et du national-développementalisme au Brésil: la construction du « peuple » par l'inclusion sociale et politique limitée et le développement par la substitution d'importations

*Le Brésil est un pays sans peuple*
Louis Couty

## 2.1 « Populisme » : vicissitudes d'un concept problématique

Il est difficile d'imaginer un concept plus variable et plus polémique que celui de populisme. Bien que largement utilisé dans la littérature académique et ailleurs, sa signification précise est le thème d'un débat long et non concluant où les préférences personnelles semblent parfois avoir l'avantage sur la rigueur intellectuelle. Selon la sauce théorique et idéologique dans laquelle il est servi, le populisme peut être un concept anhistorique, également applicable à maintes situations concrètes, malgré leurs énormes différentes politiques, sociales et économiques, ou il peut être un concept très restrictif, qui se limite à un moment historique et à une situation géographique très spécifiques. Entre ces deux extrêmes, il y a ceux qui essayent de trouver les dénominateurs communs entre les exemples supposés de populismes dans le monde, pendant que d'autres font du populisme un concept éclectique, aussi variable que les expériences populistes elles-mêmes. Il y aurait

aussi ceux qui désespèrent face à un concept tellement fluide qu'il finirait, selon eux, par être inutile à la recherche scientifique. Et cela n'est pas tout. Le populisme peut être en plus vu, à gauche ou à droite, comme un phénomène très négatif, comme quelque chose semblable à une maladie politique qui sévit surtout dans les contrées sous-développées du monde, ou, au contraire, il peut être vu comme un développement positif dans de situations de grande exclusion sociale.

Dans les prochaines pages, nous essayerons d'explorer les différentes visions du populisme pour choisir celle (ou celles) qui s'adapterait mieux aux objectifs de notre thèse, c'est-à-dire celle qui aurait plus d'intérêt heuristique pour la compréhension du Brésil contemporain. Bien sûr, nous ne prétendons pas vraiment vouloir contribuer à éclaircir la brume conceptuelle au tour du populisme, mais notre cheminement nous oblige à y trouver un point de repère. Il nous intéressera surtout d'établir l'utilité différenciée d'un concept souple, mais abstrait et déraciné du populisme vis-à-vis d'une alternative conceptuelle plus « charnue » du phénomène populiste; plus attentive à son côté historique et social, même si plus limitée et plus rigide.

Plusieurs vaillants efforts ont déjà été faits pour décrire et pour comprendre les expériences populistes à travers le monde. Margaret Canovan (1981) a essayé une approche nominaliste du phénomène populiste où une infinitude de classifications serait possible. Dans son livre elle arrive à décrire pas moins de sept types de populismes, partagés entre deux classes générales. Ainsi, les populismes pourraient être soit agraires, soit politiques. Les premiers seraient divisés entre le radicalisme paysan, les mouvements paysans et le socialisme agraire intellectuel pendent que les deuxièmes se partageraient entre le populisme dictatorial, la démocratie populiste, le populisme réactionnaire et le populisme politicien (ibid., p. 12). L'approche nominaliste de Canovan ne l'amène pas à une tentative de théorisation du populisme, mais plutôt à un catalogue de ses manifestations mondiales. Le résultat est une description fort intéressante de la richesse des dites manifestations sans pour autant arriver à leur compréhension systématique.

Dans la même veine, mais dans une approche historique et non pas nominaliste, Guy Hermet (2001) nous présente une vision plurielle du populisme, sans lancer un concept unificateur de sa variété. L'auteur reconnaît d'emblée que le populisme « présente le défaut

de s'appliquer à des situations tellement variées ou hybrides qu'un doute s'introduit sur la possibilité même de le définir » (ibid., p. 18). « Ceux qui étudient le populisme…» – ajoute-t-il - «…reconnaissent la difficulté, voire l'impossibilité de lui trouver une définition capable de couvrir ce que peuvent avoir en commun ses manifestations si diverses dans le temps et dans l'espace » (ibid., p. 19). Malgré cela, Hermet ne renonce pas à développer sa propre classification concernant les états du populisme et il arrive à en distinguer trois types selon les situations historiques distinctes, à savoir : le populisme électoraliste, le populisme de refondation et le populisme de rupture (ibid., p. 93). Cette terminologie décrit en fait les degrés plus ou moins prononcés du populisme, allant du simple calcul électoral à la rupture avec les institutions démocratiques. Hermet distingue aussi une différence entre le populisme qui fait appel au peuple-plèbe et même du peuple « tout-le-monde » et celui qui fait appel au peuple-nation (ibid., p. 111). Pendant que le premier serait, pour ainsi dire, inspiré d'une conception plus au moins « civique » du peuple et qu'il partagerait avec les démocrates et les républicains une préoccupation commune avec la représentativité populaire (ibid., p. 112), le deuxième, ou ethnopopulisme, serait le populisme en quête de la substance nationale et totalement désintéressé de la question de la démocratie et de la représentativité (ibid., p. 118). Dans les meilleurs des cas, ce populisme serait associé au nationalisme, culturel, social ou linguistique et, dans les pires situations, il serait un des avatars d'une conception raciste de la nation. Enfin, il y aurait encore le « populisme des anciens » et le « populisme des modernes », que Hermet trouve en s'inspirant de l'opposition établie par Benjamin Constant entre la liberté des anciens et celle des modernes (ibid. p. 127). Le premier populisme est celui associé à la lutte des masses déshéritées face aux privilèges des hautes classes, pendant que le deuxième est un phénomène nouveau qui traduit plutôt « l'insatisfaction, l'humiliation et même la menace ressenties par des catégories sociales nullement indigentes face aux concessions à leurs yeux imméritées que leurs gouvernements [font] aux plus démunis » (ibid., p. 127). Le populisme des anciens serait donc celui de la gauche traditionnelle, préoccupée par la justice sociale et par l'insertion des couches populaires dans la société. Le populisme des modernes serait celui de la droite xénophobe, plus encline à contrôler l'immigration et à affirmer le caractère national par rapport à la présence de l'autre qu'à concevoir « le peuple » d'une façon inclusive. Ainsi, du moins en Europe, le populisme

aurait migré de la gauche à la droite. Hermet nous offre donc une vision segmentée et multifacette du populisme mais, comme Canovan, Hermet n'avance pas non plus un concept achevé du populisme.

Continuant dans cette série d'études qui préfèrent décrire plutôt qu'expliquer le populisme, Peter Wiles (1969) affirme que le populisme est un syndrome politique qui se manifeste par pas moins de 24 « symptômes » différents. Toute cette explosion de caractéristiques qui peuvent accompagner ledit syndrome provient de la croyance fondamentale ou de la prémisse qui affirme que : « *Virtue resides in the simple people, who are the overwhelming majority, and in their collective traditions* » (ibid., 166). Quelques unes de ces caractéristiques établies par Wiles semblent évidentes, comme celle qui dit que le populisme est contre l'ordre établi, pendant que d'autres sont plus discutables, telles que sa nostalgie, son penchant religieux et son aversion à la science (ibid., p. 169-170). En fait, plusieurs des « symptômes » populistes décrits par Wiles pourraient être plus compatibles avec les populismes ruraux européens qu'avec les populismes urbains et modernes d'Amérique latine et d'ailleurs. Il est intéressant de noter que, même en décrivant le populisme comme un « syndrome » et, par conséquent, l'ayant transformé tacitement en une métaphore d'une maladie politique, l'auteur affirme néanmoins que le populisme ne doit pas être considéré comme mauvais, malgré le fait qu'il ait plus que le quota normal d'absurdité (ibid., p. 171). Bien sûr, cette énumération exhaustive des « symptômes » du populisme ne nous aide pas beaucoup dans la recherche d'une compréhension un peu plus profonde de ce phénomène, même si les symptômes en question sont la conséquence supposée (et très discutable) d'une prémisse fondamentale commune à tous les populismes.

Pour sa part, Peter Worsley (1969) reconnaît l'extraordinaire hétérogénéité des manifestations du populisme, mais il estime que le concept de populisme aurait une légitimité scientifique, puisque celui-ci se réfère à une dimension de l'action politique ou à un style politique qui réclame la préséance de la volonté du « peuple » exprimée dans une relation directe, sans intermédiaires, entre le « peuple » et un leader qui représente cette volonté (ibid., p. 244 - 248). Bien évidemment, défini de cette façon, le populisme est un idéal-type qui admettrait plusieurs formes qui lui seraient plus ou moins proches. Nous avons donc ici une autre approche nominaliste du populisme qui essaye de résoudre la question de la variété

déroutante d'un phénomène par la recherche d'un dénominateur commun à toutes ses manifestations. Ce genre d'approche peut sans doute donner des résultats probants en ce qui concerne une précision plus nette de ce qui serait et de ce qui ne serait pas un exemple de populisme, mais il reste un peu muet à la question sur le pourquoi du populisme. La réduction du populisme à un style politique peut résoudre le problème (ou peut donner l'illusion de résoudre le problème) de son hétérogénéité, mais elle laisse complètement ouverte la question d'une explication de son existence. Ainsi, réduire l'étude du populisme à sa seule dimension politique (même si celle-ci est, sans doute, sa dimension principale) pourrait équivaloir à renoncer à sa compréhension plus profonde.

Le cas extrême de réductionnisme en ce qui concerne l'étude du populisme est peut-être celui d'Ernesto Laclau (2005). Partant du déconstructivisme de Derrida et plus particulièrement de la psychanalyse d'inspiration saussurienne de Lacan, Laclau pose le problème du populisme en termes strictement linguistiques. Pour lui, toute l'objectivité du réel est constituée par le discours, à partir du libre jeu des signifiants flottants, lequel obéit aux logiques de différence et d'équivalence (ibid., p. 68-79). Dans le cas du populisme, la logique d'équivalence divise la société en deux camps opposés : « le peuple » et le reste (ibid., p. 81). Pour que cela se produise, un signifiant flottant doit acquérir la propriété de contenir ou représenter plusieurs demandes sociales différentes et les incorporer en soi, pour devenir ainsi un signifiant vide, qui trompe la logique des différences pendant un moment (ibid. p. 129-133). Le « peuple » du populisme serait donc le produit de cette agglutination de signifiants flottants (qui forment les différences) dans un signifiant vide et, certes, il serait aussi un événement politico-linguistique sans « essence » propre. Bien sûr, un marxiste serait d'accord avec Laclau en ce qui concerne l'identité trompeuse de « peuple », qui ne pourrait être qu'un mot vague et démagogique qui masquerait le conflit de classes dans la société en réunissant plusieurs intérêts antagoniques sous la même bannière. Mais dans la logique de Laclau, où toute objectivité est le résultat de la manière dans laquelle les signifiants forment et réforment les identités et les réalités à un moment donné, toutes ces identités et ces réalités sont dépourvues d'une objectivité « extradiscursive ». Par conséquent, les analyses du populisme qui privilégient les éléments « structurels » ou « objectifs » affectionnés par une sociologie ou une science politique « essentialiste » ne pourraient qu'échouer dans leur

tentative de comprendre ce phénomène, puisqu'elles cherchent toujours des contenus sociaux à la base du populisme, quand celui-ci ne serait en fait qu'une forme (ibid. p, 17). Le populisme n'aurait de fondation que dans le pur jeu des signifiants et il serait inutile et trompeur d'essayer d'expliquer, dans une métaphore imagée, les mouvements de l'eau dans les cascades par ses roches sous-jacentes.

Le problème avec cette approche profondément antiessentialiste de Laclau est que le renoncement à tout ancrage non discursif pour expliquer le populisme finit par transformer ce phénomène dans une pure logique ou une raison sans spécificité propre. Si le populisme n'est que le résultat du jeu universel des différences et des équivalences des signifiants, qui à lui seul forme notre réalité sociale et politique, en quoi serait-t-il différent d'autres phénomènes politiques? En rien, bien entendu, puisque cette logique ou cette raison est exactement la même pour tous. C'est pour cela que Laclau, cohérent jusqu'aux ultimes conséquences, affirme dans la conclusion de son livre sur le populisme que la raison populiste équivaut, en fin de compte, à la raison politique tout court (ibid., p. 225). Et de cette manière, le concept de populisme proposé par Laclau éclate en mille morceaux pour se confondre avec tout ce qui est politique. Le caractère nébuleux du populisme ne s'éclaircit vraisemblablement pas avec l'approche antiessentialiste de Laclau.

Mais la tentation de renoncer à toute conception « essentialiste » du populisme est très forte, car elle permet d'appliquer ce concept à une foule de situations historiques sans s'attarder sur les spécificités de chacune. Peut-être est-ce pour cette raison que le concept nominaliste, « déraciné » du populisme fit une percée importante il y a quelques années pour expliquer un supposé retour de ce phénomène en Amérique latine. Même si les conditions sociales et économiques qui avaient accompagné le populisme dit « classique » (Vargas, Perón, etc.) n'étaient plus présentes, certaines expériences politiques furent rapidement qualifiées de « néopopulistes », ce qui fut possible seulement dans une perspective théorique nominaliste, ou selon un certain réductionnisme ou simplification théoriques.

Alan Knight (1998) proposa justement cette approche nominaliste pour affirmer l'existence d'un néopopuliste latino-américain. Il avança une définition du populisme qui, selon ses propres mots, serait « *ruthlessly instrumental and nominalist* » (ibid., p. 225). La seule justification pour l'utilisation de ce concept serait donc les résultats obtenus et non pas

une supposée adéquation avec une réalité ou une théorie quelconque. Ainsi, le populisme n'aurait rien à voir avec les phénomènes sociaux, politiques et économiques d'une période historique spécifique, mais il serait, comme Worsley l'avait affirmé avant, un pur style politique (ibid., p. 226). Ce style se caractériserait surtout par le lien très proche entre le chef et ses partisans où le premier représenterait les deuxièmes (ibid., p. 227-227). Bien sûr, le style populiste serait souvent accompagné par certains phénomènes autres que ce lien entre un chef et ses partisans. Knight mentionne que ce style émerge en situation de crise, dans une confrontation entre certains acteurs sociaux et dans un contexte de mobilisation, mais ces co-occurrences ne définiraient pas ce qu'est le populisme. Ainsi, les accompagnements historiques du style populiste, comme, par exemple, une alliance multiclasse, une économie basée sur la substitution d'importations et la pression pour l'intégration sociale des masses urbaines dans le cas de l'Amérique latine des années 1950, ne seraient que des accidents qui auraient coïncidé avec une forme abstraite et déracinée du politique. Inspiré de cette définition quelque peu anhistorique et certainement très flexible du populisme, Knight élabore une liste des chefs politiques populistes qui inclut non seulement des présidents comme Perón et Vargas, mais aussi Adolf Hitler, Margaret Thatcher, Fidel Castro, Mahatma Gandhi, Franklin D. Roosevelt et Carlos Menem (ibid., p. 234). L'hétérogénéité géographique, historique, sociale et idéologique de cette liste peut nous laisser pantois, mais cela est à la fois l'avantage et le problème de cette approche nominaliste et réductrice: nous nous trouvons face à un concept facile à utiliser mais un peu fourre-tout du populisme. Muni de cet instrument, il est certainement facile de prouver que le populisme n'est pas mort en Amérique latine et que de présidents tels que Fujimori, Menem et Collor de Mello sont des exemples parfaits de (néo) populistes. Encore une fois, il nous semble qu'en agissant de la sorte, nous renonçons à une réflexion plus profonde sur ce phénomène.

Kurt Weyland est un autre auteur qui a essayé, dans un passé relativement récent, de clarifier le concept de populisme pour ensuite l'utiliser dans le cas de phénomènes politiques modernes en Amérique latine. Weyland (2001) distingue trois formes de conceptualisation du populisme : la forme cumulative, la forme radiale et la forme classique. La conceptualisation cumulative est restrictive, puisque le phénomène concret doit posséder plusieurs caractéristiques pour être conforme au concept. La conceptualisation radiale serait trop

ouverte et le phénomène concret devrait avoir une seule caractéristique (attribut) entre plusieurs pour mériter le concept. Finalement, le concept classique serait assez large pour ne pas être trop restreint et, en même temps, il ne se baserait pas sur un structuralisme socioéconomique qui ne respecte pas l'autonomie du politique (ibid., p. 1-3). Nous avons l'impression que Weyland voudrait ici s'opposer à la tradition des premières études sur le populisme en Amérique latine, représenté soit par les sociologues de la théorie de la modernisation, tels que Germani et Di Tella, soit par ceux qui ont été marxisants, comme Weffort et Ianni. Fuir cette tradition permettrait, encore une fois, de flexibiliser le concept de populisme pour pouvoir l'appliquer à la réalité latino-américaine actuelle, ce qui serait impossible, ou très difficile, avec un concept plus restrictif et plus daté du populisme. Ainsi, Weyland voudrait éviter l'historicisme de la théorie de la modernisation et de la théorie de la dépendance qui ont inspiré la vision du populisme des auteurs, disons, « classiques » qui ont écrit sur ce sujet. Pour le faire, Weyland propose une définition du populisme qui n'est pas « multidisciplinaire » (*multidomain*), c'est à dire qui n'est pas formée par l'addition de plusieurs attributs provenant des différentes dimensions de la réalité sociétale (économie, politique, culture, relations sociales, etc.), mais d'une seule de ces dimensions. Plus précisément, la stratégie conceptuelle de Weyland consiste à centrer l'idée du populisme sur le politique et rien d'autre.

> [...] populism is best defined as a political strategy through which a personalistic leader seeks or exercises government power based on direct, unmediated, unistitutionalized support from large numbers of mostly unorganized followers. (ibid., p. 14)

Ici, nous notons que cette définition proposée par Weyland évite le nominalisme des définitions antérieures, même si elle est plus large et plus flexible que les définitions classiques du populisme. De cette manière, Weyland tente de fuir à la fois un concept cumulatif et restrictif et un concept radial et trop vaste du populisme. L'idée est, sans doute, très astucieuse, puisqu'elle permettrait à la fois d'inclure des expériences politiques distinctes sous la bannière du populisme et aussi de pouvoir les comparer sur la base de quelque chose

de moins nébuleux qu'un style.

En appliquant sa définition du populisme, Weyland arrive à la conclusion que la différence entre le populisme classique des années 1930-1960 et le néopopulisme des années 1980-1990 serait le fait que le premier aurait été plus organisé et plus institutionnalisé (basé sur l'incorporation sociale d'une partie des masses populaires), pendant que le second serait moins institutionnalisé et plus direct dans la relation entre un leader et ses partisans. Le premier populisme aurait utilisé la mobilisation populaire pour confirmer son pouvoir; le deuxième, le néopopulisme de Menem, de Collor de Mello et de Fujimori, se serait appuyé sur les sondages d'opinion pour démontrer sa popularité (ibid., p. 15). Ainsi, la forme de la stratégie politique peut varier, mais elle est toujours dirigée par un leader personnaliste qui cherche le pouvoir par une relation directe avec le « peuple ».

Ce texte de Weyland semble constituer une importante contribution à la discussion sur le statut théorique du concept de populisme et aussi sur la continuité du populisme en Amérique latine. Toutefois, sa définition du populisme centrée sur l'idée d'une stratégie politique menée par un leader avec l'*intention* de conquérir ou de conserver le pouvoir pourrait mener à des dérapages psychologisants.

C'est exactement cela qui nous semble s'être produit dans un autre texte de Weyland (2003) qui porte sur les affinités entre le néopopulisme et le néolibéralisme. Dans ce texte, Weyland semble suggérer que le populisme est une affaire de personnalité des leaders politiques latino-américains qui, malgré les changements socioéconomiques profonds en l'Amérique latine, seraient incapables de s'adapter à cette nouvelle situation et continueraient la politique populisme dans ce sous-continent (ibid., p. 1095-1096). Il va même jusqu'à affirmer que « [...] *given the notorious opportunism of populist leaders* [...] *the common element of populist experiences in the region is the leader's insatiable quest for power* » (ibid., p. 1102). Par conséquent, dans cette phrase, Weyland n'avance pas exactement un concept du populisme qui affirme l'autonomie du politique, comme son article plus théorique cité ci-dessus le défendait, mais il semble tomber plutôt dans une compréhension psychologisante du phénomène populiste. Le populisme paraît ainsi découler primairement de cette personnalité assoiffée de pouvoir qui habite les chefs et les politiciens populistes. Si cela est vrai, nous nous demandons pourquoi la sociologie et la science politique devraient

s'occuper de cette question. Plus encore, puisque le populisme est plus commun en Amérique latine qu'ailleurs, il serait légitime de se demander si ce phénomène ne résulterait pas de la personnalité « chaude » des Latino-Américains ou des traits culturels propres à cette région du monde.

Un autre problème que nous pouvons déceler dans ce texte est la tentative de faire l'approximation entre le néolibéralisme et le populisme et de défendre cette approximation face aux critiques reçues (Lynch, 1999, entre autres). Un des arguments avancés pour répondre aux sceptiques sur le lien entre néolibéralisme et populisme est celui qui dit que les populistes néolibéraux auraient été aussi socialement inclusifs que les populistes « classiques ». Son affirmation que le populisme néolibéral « *does extend material benefits and symbolic recognition to the long-neglected poorest segments of the population* » et que ce populisme « *also advances social democratization* » (Weyland, 2003, p. 1112) est très difficile à croire. Après tout, Fujimori, Menem et Collor de Mello ne se sont pas illustrés par les bénéfices qu'ils auraient apportés aux segments plus démunis de la population de leurs pays respectifs.

D'ailleurs, il est très ironique de se souvenir que pour certains auteurs, les gouvernants néolibéraux seraient justement l'antithèse du populisme. Ainsi, Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards (1991) font un portrait du populisme où celui-ci se confond avec les gouvernements qui pratiquent systématiquement l'irresponsabilité budgétaire pour accélérer la croissance économique et la redistribution du revenu. Malgré le fait que ces auteurs reconnaissent que chaque épisode populiste est unique, ils en distinguent presque tous quatre phases identiques, qui vont de la lune de miel d'une réussite initiale de l'action économique populiste (phase 1) au presque inévitable programme d'ajustement structurel du FMI pour sortir le pays du gouffre financier créé par les largesses du gouvernement (ibid., p. 11-12). Par conséquent, le populisme économique, qui prônerait toujours une politique expansionniste et redistributive serait invariablement voué à un échec cuisant. Pire encore, en dépit des nombreux exemples historiques, les chefs populistes seraient incapables d'apprendre avec l'expérience d'autres pays et ils seraient toujours enclins à répéter les mêmes erreurs déjà commises ailleurs (ibid., p. 12).

Pour leur part, Robert R. Kaufman et Barbara Stallings (1991) complexifient un peu cette approche en introduisant l'idée que les politiques économiques du populisme latino-

américain sont associées à des objectifs politiques spécifiques, dont la mobilisation de l'appui des syndicats et de la classe moyenne basse ainsi que l'isolement de l'oligarchie rurale (ibid., 16). Mais malgré leur plus grande insistance dans les aspects politiques et même sociaux du populisme, tels que les partis politiques et les inégalités sociales, Kaufman et Stallings centrent leurs attentions sur les actions économiques des gouvernements populistes latino-américains et partent d'une position semblable à celle de Dornbusch et Edwards. Pour eux, seraient populistes les gouvernements qui font des déficits budgétaires pour stimuler la demande domestique, ainsi que pour augmenter les salaires et redistribuer le revenu national (ibid., p.16). Le réductionnisme économique demeure alors une constante dans leur analyse, néanmoins le perfectionnement relatif de celle-ci. En tenant l'irresponsabilité budgétaire au cœur de leur approche, Kaufman et Stallings mettent dans le même panier des présidents comme Allende, Perón, Sarney et Pérez (ibid., p. 29), malgré les différences idéologiques et politiques très claires entre eux. D'un autre côté, ils n'hésitent pas à exclure les supposés « néopopulistes néolibéraux » (Collor de Mello, Menem, Fujimori, etc.) de leur liste de populistes (ibid., p. 30-31), par la simple raison qu'une politique économique néolibérale ne pourrait pas être caractérisée par l'irresponsabilité budgétaire et tarifaire typique de la politique économique du populisme latino-américain.

Pour Paulo Rabello de Castro et Marcio Ronci (1991), ce qui aurait caractérisé le populisme brésilien d'un point de vue économique n'aurait pas été proprement dit l'irresponsabilité budgétaire, mais plutôt des actions basées sur un calcul politique délibéré pour saisir et se maintenir au pouvoir d'une manière autoritaire (ibid., p. 167). Ainsi, le populisme brésilien n'aurait pas laissé un héritage historique de déficits budgétaires, mais son prix se serait traduit par une centralisation du pouvoir économique dans les mains de l'État (ibid., p. 157). C'est l'interventionnisme économique et l'excès de régulation du marché qui auraient donné le ton du populisme brésilien et non pas la prodigalité étatique.

Bien évidemment, ce genre d'analyse peut bien être défini comme un réductionnisme économique du phénomène populiste, puisque les dimensions politiques, sociales et discursives y sont secondaires. Mais l'important ici serait de noter que pour tous ces auteurs, les gouvernements néolibéraux de l'Amérique latine des années 1990 étaient à l'opposé des populistes justement parce qu'ils ne dépensaient pas l'argent public sans penser et parce

qu'ils ne pratiquaient pas non plus la centralisation économique qui avait caractérisé auparavant les politiques des pays latino-américains. Après tout, leur critique du populisme a été réalisée dans la période où les réformes économiques d'inspiration néolibérale étaient à l'ordre du jour et il fallait combattre les vieilles façons d'agir et les résistances héritées des régimes « nationaux populaires » pour pouvoir imposer le paradigme de développement voulu par le « consensus de Washington ». Ainsi, le caractère nettement idéologique de ces textes saute aux yeux et leur contribution à la compréhension du phénomène populiste est très limitée.

Bien sûr, l'analyse du populisme peut-être très idéologique à droite, mais aussi à gauche. Cette dernière a souvent manifesté son dégoût pour le populisme comme une espèce d'ennemi sournois du véritable avancement des intérêts du prolétariat et comme une barrière à la révolution socialiste. Sur ce point, Kenneth P. Erickson (1977) a écrit ce qui est peut-être le texte plus exemplaire de la vision que la gauche marxisante avait, et a encore, du populisme. Pour cet auteur, le populisme a été un instrument de contrôle et de manipulation qui a empêché la classe ouvrière de développer des institutions autonomes et fortes, avec un vrai pouvoir de pression. En analysant la situation brésilienne, l'auteur en arrive à la conclusion que le populisme aurait ainsi évité que la classe ouvrière acquière une conscience de classe propre et une organisation politique dirigée par elle-même (ibid., p. 207-208). Ce contrôle conservateur de la classe ouvrière aurait été responsable du fait que le coup d'État de 1964 au Brésil n'eût pas rencontré une opposition effective des syndicats (ibid., p. 228-229). Par conséquent, le populisme serait un adversaire à combattre et non pas un allié de la classe ouvrière ou des paysans latino-américains. Pour la même raison citée ci-dessus, une vision du populisme comme instrument de domination bourgeoise n'ajoute pas beaucoup à sa compréhension.

Si, d'un côté, les nominalistes, les poststructuralistes et d'autres avancent des visions très larges du populisme qui font souvent abstraction des formations sociales où celui-ci évolue, d'un autre côté, les analyses du populisme que nous pourrions définir comme « sociostructurelles » auraient tendance à le circonscrire dans l'espace et dans le temps, parfois sans entrevoir la possibilité de sa récurrence dans des situations nouvelles. Les grands auteurs latino-américains pionniers de la littérature sur le populisme appartiennent tous à ce

« courant » qui privilégie l'analyse socio-économique pour le comprendre, malgré leurs différences théoriques et idéologiques.

Gino Germani (1962) fut l'un des premiers qui essayèrent de comprendre le populisme latino-américain d'une façon rigoureuse. Toute son argumentation est basée sur la théorie de la modernisation et particulièrement sur le constat d'un manque de synchronicité entre le processus de mobilisation et d'intégration des masses populaires dans le régime démocratique (ibid., p. 205-210). Pendant que dans les vieilles démocraties occidentales, comme l'anglaise, l'intégration sociale avait été faite de pair avec la mobilisation politique, dans un contexte où l'industrialisation avait précédé l'incorporation politique des masses par le vote, en Amérique latine, la mobilisation des masses urbaines se faisait sans que leur intégration économique et sociale fût achevée. Et parfois cette mobilisation précédait même l'industrialisation. Le populisme serait le résultat de ce problème, c'est-à-dire de l'incapacité de ces sociétés d'intégrer réellement les masses urbaines « prématurément » mobilisées (ibid., p. 210). Cela nous semble être une idée fondamentale pour la compréhension du populisme : celui-ci aurait signifié, du moins en Amérique latine, l'incorporation au processus politique des masses urbaines sans une intégration concomitante ou antérieure en ce qui concerne leurs droits civiques et sociaux. Germani fut ainsi le premier à voir l'importance de l'œuvre de T. H. Marshall (1950) pour l'analyse de ce phénomène. Le manque de synchronie entre l'intégration politique et l'intégration civique et sociale, qui diffère complètement du cheminement anglais décrit par Marshall, serait le responsable de la « pathologie » latino-américaine du populisme (ibid., p. 202-205). De cette manière, la transition d'une démocratie à participation limitée, comme celle qui connurent les pays latino-américains dominés par une oligarchie, à une démocratie de participation totale, comme l'Argentine de Perón, aurait été très difficile à cause du manque de canaux effectifs de participation et d'intégration de la population marginalisée. D'où la solution, disons, « originale » des révolutions « national-populaires », qui assurèrent cette participation, mais de façon autoritaire (Germani et Silvert, 1966, p. 236-238).

Torcuato Di Tella (1965, 1966) aurait suivi l'analyse de Germani, mais il aurait aussi apporté quelques nuances à celle-ci. Pour cet auteur le « national-populisme » serait à la fois une menace pour le système démocratique pluraliste, mais aussi une composante essentielle

de ce système parce que les forces populistes seraient les seules capables de faire une vraie opposition à l'ancien système oligarchique, où les intérêts des classes agraires n'étaient jamais contestés (1966, p. 279). Plus encore, pour Di Tella, une croissance économique aurait pu mener à une normalisation démocratique des partis et des mouvements populistes. Cela veut dire que les mouvements populistes-nationalistes auraient pu devenir réformistes et graduels, pour s'intégrer au fonctionnement routinier des institutions démocratiques si l'intégration sociale de ses participants avait accompagné leur incorporation politique, mais cela n'aurait pas été compris par les forces conservatrices et les militaires dans un contexte de guerre froide (ibid., p. 283). Ainsi, le populisme serait un phénomène tout à fait normal dans les circonstances latino-américaines et Di Tella arrive même à la conclusion (à l'époque) que le « nationalisme populaire » continuerait d'être une partie essentielle de toute structure pluraliste viable dans cette région du monde (ibid., p. 284). Pour lui, le modèle européen de développement social et politique ne pouvait pas s'appliquer aux pays latino-américains (1965, p. 47-49). Pendant qu'en Europe, comme, par exemple, au Royaume-Uni, il y avait une coalition libérale et un mouvement politique ouvrier (Labour), ces alternatives n'étaient pas attirantes ou viables en Amérique latine. Dans le premier cas, parce que l'idéologie libérale était associée au statu quo maintenu par les oligarchies et dans le deuxième cas parce qu'un mouvement comme le mouvement Labour en Angleterre requiert une longue expérience d'organisation et d'incorporation syndicales qui n'existait pas en Amérique latine à l'époque (ibid., p. 51). Par conséquent, au lieu de critiquer et nous désespérer à cause de l'existence du populisme, nous suggère Di Tella, nous ferions mieux d'accepter ce phénomène, qui au moins serait une source de changement contraire au statu quo des vieilles classes agraires.

> Probably by this time it has become clear that the present author considers populism *the only force on the side of reform in Latin America*. The problem, then, is how to adjust to the harsh realities of populism. This is no easy matter. Rejection in the name of liberal ideals is as futile as uncritical acceptance. For Latin American intellectuals a possible way out of this dilemma may be the adoption of independent attitudes allowing for the maintenance of working relationships with populist

movements. (ibid., p. 74, nos italiques)

Loin d'être une simple « pathologie » contre laquelle nous devrions lutter, le populisme apparait ici comme un phénomène tout à fait « normal » dans les circonstances latino-américaines. Plus encore, cette « pathologie » non conforme aux canons de développement des démocraties européennes et nord-américaines, serait un atout important en tant que la seule option disponible pour la réforme d'un système social et politique qu'excluait la majorité de la population.

Francisco Weffort (2003 [1978]) essaya une analyse « structurelle » d'inspiration marxiste en contrepoint à l'approche de la théorie de la modernisation qui avait inspiré Germani et Di Tella. Pour lui « [l]e populisme brésilien, dans n'importe quelle de ses formes, peut seulement être compris adéquatement comme une expression politique d'intérêts de classe déterminés » (ibid., p. 23, notre traduction). Les notions de « peuple » et « masse » seraient donc trop abstraites pour la compréhension du populisme puisqu'elles pourraient être employées pour analyser toutes les situations historiques et toutes les formations sociales.

> Il s'agit de notions abstraites, indépendantes de tout lien historico-social déterminé, prétendument adéquates à toutes et n'importe quelles formations sociales, prétendument valides tant pour l'étude de la politique de l'Antiquité que pour la société capitaliste moderne et aussi pour les pays dépendants de l'Amérique latine et pour les pays impérialistes. (ibid., p. 26, notre traduction)

Bien évidemment, nous voyons déjà ici le début de la polémique concernant les concepts trop larges de populisme par opposition ceux qui seraient plus précis, comme celui que Weffort essayait d'avancer. Pour lui, il était important de trouver les positions et les relations de classe très particulières qui étaient derrière cette manifestation de politique de masses (en fait, de classes) qui était le populisme. Le populisme, dans la perspective marxiste de Weffort, essayait de concilier les mouvements contradictoires vers la promotion d'une participation politique populaire accrue et aussi vers une assurance du pouvoir bourgeois (ibid., p. 45). Une conciliation, même temporaire, de cette contradiction était possible

seulement dans une situation très précise où une hégémonie de domination de classe n'existait pas. C'est ainsi que Weffort propose le concept d'« État de compromis », dont nous avons déjà parlé ci-dessus, pour expliquer le phénomène populiste au Brésil. L'« État de compromis » ne serait né au Brésil qu'après la révolution de 1930, dans une situation « où aucun des groupes (classes moyennes, secteur caféier, secteur agraire moins lié à l'exportation) [ne détenait] avec exclusivité le pouvoir politique » (ibid., p. 53, notre traduction). Cette situation aurait permis au gouvernement formé à l'époque par Vargas d'être capable de prendre ses distances des intérêts immédiats de ces groupes et de s'affirmer comme une entité souveraine. Dans ce contexte, la seule source de légitimité de l'État brésilien aurait été les masses populaires urbaines (ibid., p. 54). Ainsi, l'État postérieur à la révolution de 1930 était relativement indépendant de tous les intérêts de classe, mais il basait son prestige sur les masses urbaines récemment incorporées au processus politique. Pour cette raison, il était soumis aux pressions venant d'en bas, c'est-à-dire venant de la base politique qu'il avait lui-même créée par la promotion de l'inclusion politique des secteurs marginalisés auparavant par l'oligarchie agraire. Bien évidemment, si, dans un premier moment, l'« État de compromis » put gérer ses contradictions internes par la maîtrise et la manipulation de sa base d'appui, dans un deuxième moment les pressions de cette même base contribuèrent à faire exploser le populisme dans sa crise finale.

Octavio Ianni (1974) fut un autre sociologue brésilien qui excella dans l'analyse du populisme en tant que phénomène qui trouve son intelligibilité dans un contexte économique et social précis. Ianni voit la politique de masses de la période populiste de Vargas (1945-1964) comme une partie cruciale du processus de développement économique et d'industrialisation du Brésil (ibid., p. 59). Selon lui, la politique de masses aurait été un élément important de la rupture avec le processus de développement traditionnel et du commencement d'un nouveau processus de développement basé sur les substitutions d'importations. Le mélange d'intérêts de classe caractérise cette politique de masses, qui fut mise en œuvre pour pouvoir promouvoir ce nouveau modèle de développement, dont l'industrialisation, le nationalisme économique et la participation croissante de l'État dans l'économie étaient ses traits principaux. Pour garantir la participation du prolétariat dans ce processus, certaines institutions furent créées et certaines concessions furent faites (syndicats,

salaire minimum, etc.) (ibid., p. 59). Cependant, ce prolétariat était dominé par l'État et son niveau de politisation était faible à cause de son origine rurale (ibid., p. 60). Par conséquent, durant toute cette période, le prolétariat brésilien aurait eu une conscience de masse, mais pas une conscience de classe. Cette absence de conscience aurait été très importante pour ce processus de développement, puisque la politique de masses de Vargas aurait réussi à maintenir les salaires réels des travailleurs à un niveau bas (en dessous du coût de la vie), contribuant ainsi au processus d'accumulation de capital et à l'industrialisation nationale (ibid., p. 65-66).

La définition qu'Ianni donne du populisme est donc indissociable de cette nouvelle phase de développement capitaliste au Brésil, qui fut accompagnée par d'importantes transformations économiques et sociales et dont l'existence et la réussite dépendaient d'une alliance de classes. Mais, bien sûr, ce modèle de développement associé au populisme était intenable à la longue, parce qu'il essayait précisément de concilier des intérêts de classe contradictoires. À la limite, soit il devrait être abandonné pour poursuivre une intégration plus complète au capitalisme mondial (ce qui fut fait en 1964), soit il devrait marcher vers une révolution socialiste (ibid., p. 126). Déjà à la fin des années 1950, nous dit Ianni, le gouvernement du président Kubitschek avait entamé l'abandon du modèle d'accumulation nationaliste du populisme en faveur d'un modèle plus international, mais les présidents Quadros et, surtout, Goulart essayèrent de restaurer le modèle de développement de Vargas dans sa plénitude, ce qui causa la crise finale du populisme au Brésil (ibid. p. 74-75).

Une chose importante à retenir de l'analyse que fait Ianni du populisme brésilien est le fait que celui-ci ne réussit pas tout à fait à maîtriser la classe ouvrière tout au long de son existence. Au contraire, si au début les syndicats de Vargas se prêtèrent volontiers à assurer le succès économique du développement national-populiste, la politique de masses mobilisa les ouvriers et créa les conditions pour que les grèves puissent se réaliser (ibid., p. 103-104). Ainsi, la politisation des masses, partie non voulue, mais peut-être inévitable de la politique de masses, fit exploser l'« État de compromis » du populisme.

Pour Michael L. Conniff, qui d'une certaine façon reprend l'analyse du populisme là où le travail des pionniers latino-américains avait été interrompu, nous devons trouver les origines du populisme dans l'expansion capitaliste de la fin du XIX$^{e}$ siècle, laquelle fut

accompagnée par une forte urbanisation. Cependant, ce développement ne se serait pas traduit dans une augmentation de la démocratie. Au contraire, la fin du XIX$^{e}$ siècle connut une montée de l'autoritarisme, non seulement en Europe, mais aussi en Amérique latine (1984a, p. 4). Selon Conniff, le populisme fut justement une réaction à cet autoritarisme et aux obstacles qu'il posait à la représentation politique et à un meilleur niveau de vie pour les couches sociales inférieures.

> Stated simply, populism was a repudiation of those forces hindering popular representation, social mobility and rising standards of living for the masses. (ibid., p. 5)

Ainsi, une des caractéristiques essentielles du populisme aurait été la poursuite de l'intégration de masses marginalisées (ibid., p. 12). Pour Conniff, le populisme aurait été particulièrement fort en Amérique latine non pas à cause des spécificités culturelles de ce continent, mais à cause du fait que cette partie du monde aurait connu un développement et surtout une urbanisation très poussée à la fin du XIX$^{e}$ siècle, et tout au long de la première moitié du XX$^{e}$ siècle. C'est cette révolution métropolitaine qui aurait facilité l'émergence et la continuité du phénomène populiste dans la région (ibid., p. 6). Dans un premier moment, le populisme latino-américain aurait été un populisme réformateur ou consensuel à cause du grand nombre de groupes sociaux qu'il aurait attirés dans son giron. Mais après la Deuxième Guerre mondiale, le populisme latino-américain serait rentré dans sa phase plus radicale, où les gouvernements populistes auraient dépendu plus de ces alliances avec la classe ouvrière et certains secteurs de la bourgeoisie (ibid., p. 7).

En résumé, Conniff semble suivre la pensée des sociologues qui ont d'abord analysé le populisme en Amérique latine. De cette façon, lui aussi caractérise le populisme comme un phénomène multiclasse, urbain, associé à une expansion électorale et à un élan développementiste, et, bien évidemment, mené par un chef charismatique. Mais l'originalité de Conniff à l'étude du populisme se trouve, selon notre opinion, dans la dissociation qu'il fait entre le populisme et l'autoritarisme. Pour lui, le populisme ne pourrait pas être proche de l'autoritarisme et, en fait, il lui serait même antithétique, puisqu'il serait le descendant direct (du moins en Amérique latine) d'une tradition communale urbaine qui se serait

toujours opposée à l'autorité royale coloniale (ibid., p. 22). Nous ne sommes pas convaincus que cette filiation du populisme puisse être affirmée dans le cas du Brésil, qui se situe en dehors de la tradition coloniale hispanique, mais l'idée du populisme comme un mouvement politique urbain, démocratique et inclusif nous semble intéressante, du moins comme un contrepoint à la veille habitude de voir le populisme comme une maladie, comme une espèce de tare latino-américaine toujours prête à refaire surface à la moindre opportunité.

Avec une définition du populisme qui prend en compte non seulement son idéologie pro-peuple, mais aussi la relation plébiscitaire entre un leader et ses partisans, Nicos Mouzelis (1985) se croit en mesure d'éviter l'éparpillement exagéré du concept de populisme, tel que dans le cas de Laclau et Canovan, sans toutefois tomber dans une définition trop restrictive de celui-ci, comme celle offerte par les analyses « structurelles », modernisantes ou marxiennes, qui limitent le populisme au milieu urbain ou à une conjoncture de convergence « polyclasse » (ibid., p. 329-330, 341). Mais malgré le désir de s'éloigner de ces dernières, la définition que Mouzelis offre du populisme préserve un de leurs éléments cruciaux: l'importance du populisme comme phénomène d'intégration des classes subalternes au processus politique dans un contexte de développement périphérique.

> I would argue that, through its antielite, propeople ideology and through its plebiscite-patrimonial type of organizational incorporation, political populism involves drawing into the political arena people hitherto excluded from it or admitted to it only marginally. This type of political mobilization entails a radical restructuring of the prevailing relations of domination, without a concomitant radical transformation of the prevailing relations of production. (ibid., p. 344)

Défini de cette façon, le populisme serait différent du socialisme révolutionnaire, qui changerait les relations de production, et aussi de la démagogie ou de la mobilisation passagère, qui n'entraineraient pas une restructuration réelle des relations entre dominants et dominés dans une société donnée (ibid., 344-345).

Ainsi, pour les auteurs de la tendance « socio-structurelle » d'analyse du populisme, soit dans sa version modernisante, soit dans sa version marxisante, l'intégration des masses

marginalisées serait une des composantes essentielles de ce phénomène.

Nous pourrions continuer cette révision sur le populisme en ajoutant d'autres auteurs, tels que Hélio Jaguaribe (1965), Alain Touraine (1988), Danilo Martucelli (1995), Paul Piccone (1995), Pierre-André Taguieff (1997), Kenneth Roberts (1995), Jeremy Adelman (1994), Carlos M. Vilas (2003), et encore tant d'autres, mais probablement que cet exercice ne ferait qu'étendre la liste des « populistologues » sans arriver à une conclusion définitive sur le concept de populisme plus adéquat pour notre étude. Parce qu'ici il semble que ce soit la définition du concept qui donne la forme au phénomène et non pas le contraire. En fin de compte, le débat sur le populisme reste sans conclusion et il ne nous est pas possible de trancher de manière certaine et nette entre les différentes positions qui y sont représentées. Cependant, un choix plus éclairé peut être fait sans avoir besoin de trouver l'argument massue capable d'écarter toutes les positions qui ne s'y conformeraient pas. Nous pouvons commencer par écarter les positions extrêmes, qui mènent trop loin le concept de populisme dans une direction ou dans une autre, et aussi celles qui sont idéologiquement trop limitées et trop rigides. Les positions trop abstraites et anhistoriques du populisme, par exemple, ne semblent pas vraiment utiles pour l'objectif de notre recherche. Voir du populisme partout et n'importe où banalise ce phénomène et le sépare de tout contexte social, économique et historique. Or, il nous semble évident que le populisme est un phénomène qui requiert certaines conditions concrètes pour apparaître. Le populisme appartient à la modernité politique et non pas à la nature humaine ou à une logique intrinsèque au politique tout court. Le populisme est associé à la sphère politique autonome qui fait partie de l'État moderne et aussi aux formes plus ou moins démocratiques de gouvernance qui y sont associées. Il serait donc inutile d'essayer de trouver le populisme, par exemple, dans la Grèce ancienne, même si nous pouvons y trouver des exemples de démagogie. De la même manière, il nous semble douteux que la seule existence d'un leader personnaliste et charismatique puisse être suffisante pour justifier l'utilisation du qualificatif « populiste ». Si c'était le cas, Fidel Castro, Staline, Hitler, et le camarade Kim Il-sung, de la Corée du Nord, pourraient mériter cet adjectif. Toutefois, aucun de ces leaders n'eut véritablement à bâtir et à justifier son pouvoir par l'entremise d'un discours politique dans une relation dialogique avec ceux qu'il devrait représenter. Cela nous semble très important. Une des conditions de l'existence du

populisme est sans doute le discours politique. Le populisme ne pourrait exister que dans les sociétés capitalistes modernes avec des institutions démocratiques, dans lesquelles le discours politique représente la société et où les gouvernants doivent le manier de la meilleure manière possible pour ainsi gagner l'appui des électeurs. L'« appel au peuple » n'est important que dans les conditions où « le peuple » est à son tour lui-même appelé à participer du processus politique d'une manière ou d'une autre.

Gilles Bourque et Jules Duchastel (1988) ont décrit les conditions générales de l'existence du discours politique et, peut-être sans que ce soit leur intention, ils ont aussi décrit les conditions minimales de l'existence du populisme. Ils nous rappellent que dans les États démocratiques bourgeois, il y aurait eu une séparation entre l'espace économique et l'espace politique de la société ainsi qu'une séparation entre la sphère publique et la sphère privée. Dans ces circonstances :

> L'espace politique devient [...] le lieu de production de l'unité de la formation sociale capitaliste. Il condense, d'une part, l'ensemble des rapports sociaux au sein desquels la société est représentée comme se produisant elle-même. (ibid., p. 24)

La fonction de cette représentation de la société « comme se produisant elle-même » est remplie par une forme discursive particulière, qui est le discours politique. Le discours politique est donc chargé, pour ainsi dire, de représenter cette société comme une unité, malgré le fait que dans les sociétés capitalistes, plusieurs intérêts contradictoires fracturent concrètement cette unité symbolique. Pour cette raison, le discours politique possède certaines caractéristiques qui ne sont pas partagées par toutes les formes discursives. Le discours politique est, entre autres, public, de masse, stratégique, polémique, parcellisé et aussi transformationniste (ibid., p. 33-36). Il est public et de masse parce qu'il s'adresse sans distinction à tous les citoyens qui participent à la vie politique d'un État (ses électeurs); il est stratégique, polémique et parcellisé parce qu'il est bigarré et contradictoire dans sa tentative de faire d'un morcellement d'intérêts et d'idéologies une unicité organique. Enfin, il est aussi transformationniste parce qu'il doit toujours proposer un projet de changement ou d'adaptation dans une société en mutation constante.

Or, le discours populiste est un type de discours politique, et comme tel il présente ces caractéristiques. L'appel au peuple se prétend inclusif (de masse), puisque « le peuple » est une catégorie sociale très large, mais il est aussi contradictoire (polémique, parcellisé) puisqu'il pose « le peuple » en tant qu'unité, quand en fait il est tout au plus un amalgame de classes et de groupes sans une coïncidence d'intérêts ou d'idéologies. Et le discours populiste est aussi transformationniste, parce que, immanquablement, « l'appel au peuple » se fait sous le signe d'une urgence ou d'un besoin de changement. Est-ce que cela veut dire que tous les discours politiques sont aussi populistes? Nous croyons que non. Le discours populiste aurait une spécificité propre parce que sa catégorie centrale, qu'elle soit « le peuple » ou une autre forme de représentation du social, comme, par exemple, « travailleurs », couplée à son transformationnisme très poussé, auraient le potentiel d'exacerber les contradictions intrinsèques au discours politique, jusqu'à faire de celui-ci un élément d'instabilité politique et institutionnelle. Le discours populiste peut bien amener la société qu'il prétend représenter à une polarisation qui risquerait de faire éclater l'ordre démocratique institutionnel sur lequel elle s'appuie. Mais pourquoi le discours populiste aurait-il cette caractéristique de radicalité et d'instabilité? Pourquoi se centrerait-il autour d'une catégorie sociale supposément inclusive en opposition à tous les ennemis de celle-ci, à tous ceux qui ne feraient pas partie du « peuple », à tous qui n'appartiendraient pas au bas de l'échelle sociale? Cela est une question en apparence anodine, mais qui est en fait importante. De la constatation évidente qu'il n'y a pas de mouvement populiste centré sur une catégorie ou un groupe du haut de la pyramide sociale découle aussi la conclusion flagrante que le discours populiste ne peut pas s'articuler autour de catégories sociales non inclusives. Toutefois, nous sommes convaincus que cela ne résulterait pas d'une logique intrinsèquement discursive, comme le voudrait Laclau, mais plutôt d'une tendance à une inclusion sociale, politique et économique grandissante dans les sociétés avec des institutions démocratiques. L'État moderne et ses institutions politiques « phagocyteraient », pour ainsi dire, tous les acteurs sociaux et tous les pouvoirs dans la construction de l'ordre bourgeois démocratique. L'inclusion sociale et politique de tous serait ainsi le prix à payer pour la conformité sociale et politique généralisée.

> La société bourgeoise, à travers la mise en place d'appareils (d'État) et la production d'une forme discursive particulière (le discours politique), peut être saisie comme résultat d'un procès d'institutionnalisation politique tendanciellement généralisé à tous les acteurs et se soumettent progressivement tous les pouvoirs. L'histoire du suffrage universel montre comment des couches sociales de plus en plus nombreuses ont été englobées dans la démocratie représentative.[...] Le droit de vote s'est peu à peu étendu à des catégories de plus en plus larges de la population au fur et à mesure que disparaissaient les critères limitant son exercice (la fortune, le sexe, la race, la culture, l'ethnie ou la nationalité). [...] L'histoire des luttes syndicales et populaires ou celle du mouvement féministe montrent comment l'État moderne accueille la politisation de tous les pouvoirs tout en les soumettant à sa logique propre au sein d'un réseau d'appareils bureaucratique et de réglementation technocratique. (ibid., p. 24-25)

Le phénomène populiste se manifesterait, *dans certaines conditions historiques*, exactement dans l'intersection entre le discours politique et ce processus d'inclusion, de politisation et de contrôle de l'État démocratique moderne. Il n'y aurait aucune raison pour l'existence du populisme sans le mouvement de cet État vers la normalisation de la société et de ses acteurs. Le droit de vote pour tous, les droits juridiques pour tous et les droits sociaux pour tous ne signifient pas simplement des avantages, puisqu'ils impliquent en plus une éducation normalisatrice pour tous, une consommation de biens pour tous, un prélèvement d'impôts pour tous et des devoirs légaux et civiques pour tous. Ainsi, si le populisme est, certes, en partie le résultat de pressions politiques de ceux qui sont exclus des droits et des avantages accordés à d'autres, il serait aussi, du moins en certaines circonstances, un phénomène associé à la formation tardive et d'un État politiquement moderne et d'un marché capitaliste domestique plus avancé. Historiquement, ce genre de modernisation tardive, ces « douleurs » politiques et sociales liées à la naissance ou à la croissance d'un État avec des institutions démocratiques plus englobantes et un marché capitaliste plus étendu intérieurement, eut lieu dans les pays périphériques, surtout en Amérique latine. Et c'est peut-être pour cette raison que l'Amérique latine fut la terre d'élection du populisme. Là-bas, comme nulle part ailleurs, les limites d'un capitalisme agricole exportateur ne furent atteintes au même instant que la formation des classes moyennes et d'un prolétariat urbains battait à

plein régime. Cela exigea à la fois une refonte profonde de la modalité du développement économique, qui dut se tourner « vers l'intérieur », ainsi qu'une réforme politique, qui amena au giron de l'État les masses urbaines marginalisées par un mouvement d'inclusion normalisatrice. Le secret du succès et de la possible durabilité du populisme en Amérique latine pourrait se trouver dans ce mouvement d'inclusion et non pas dans un « style » démagogique, ni dans un « syndrome » nébuleux et surtout pas dans une irresponsabilité budgétaire à outrance. Bien évidemment, cette inclusion n'aurait pas pu être faite sans le concours d'un discours politique spécifique, capable d'encourager la mobilisation des exclus, mais en articulant cette mobilisation au besoin de normaliser leur participation à la vie politique et économique du pays. Par conséquent, il nous semble qu'une vraie compréhension du populisme devrait s'attarder à examiner les conditions sociales et économiques qui le rendent possible ou probable, ainsi qu'à miser sur une analyse du discours politique sur lequel il s'appuie. Nous croyons enfin, que pour fuir le « nuage conceptuel » qui entoure le populisme, nous devions échapper à la tentation de le réduire à sa seule dimension discursive ou idéologique et, en même temps, éviter de le mettre dans une espèce de « camisole de force » historique qui le rendrait inévitablement daté, usé et enterré à jamais. Sur ce point, nous devrions accepter la possibilité de sa réapparition, pourvu qu'une nouvelle intersection historique entre l'inclusion sociale et le discours politique puisse être démontrée.

Dans les prochaines sections de ce chapitre, nous essayerons de faire une analyse de ce que fut le populisme au Brésil en portant une attention particulière à l'inclusion sociale et au discours politique.

## 2.2 Le populisme historique au Brésil 1: la révolution de 1930 (interprétations générales et tendances majeures)

La mainmise patrimonialiste sur l'État brésilien suscita le mécontentement des secteurs non associés à cette domination oligarchique. Dans les années 1920, le Brésil s'industrialisait, les villes croissaient et les secteurs sociaux moyens et urbains devenaient plus importants. La résistance contre les institutions non démocratiques de la Première République se cristallisa dans l'armée et plus particulièrement dans le *tenentismo*, un

mouvement politico-militaire de jeunes officiers qui étaient majoritairement des *tenentes* (lieutenants). Ce mouvement organisa plusieurs révoltes armées contre le gouvernement fédéral, dont la révolte des 18 de Copacabana, la révolte *Paulista* et la colonne Prestes. Les deux premières furent écrasées par le gouvernement central ; la troisième joua un jeu de chat et souris avec deux gouvernements fédéraux pendent deux ans avant d'être obligée de s'exiler en Bolivie, non par les troupes fédérales, mais bien par les *jagunços* d'un *coronel* de l'État de Bahia. L'opposition aux institutions oligarchiques de la *República Velha* se précisa finalement dans la candidature de Getúlio Vargas, Gouverneur de l'État du *Rio Grande do Sul* et ancien *tenente* de l'armée, sous la bannière de l'*Aliança Liberal* (Alliance libérale), une coalition de forces opposées à la candidature de Júlio Prestes, le candidat choisi par Washington Luís, président du Brésil à l'époque, à sa propre succession.

La formation de cette alliance fut possible grâce au fait que Washington Luís avait brisé le pacte du *café com leite* (café au lait), en vertu duquel les États de São Paulo (producteur de café) et celui de Minas Gerais (producteur de lait) se relayaient à la présidence de la république. Une fois ce pacte rompu, une brèche apparut dans le front oligarchique, une brèche que Vargas et João Pessoa, candidat à la vice-présidence dans le même ticket, comptaient exploiter. Cependant, la machine électorale oligarchique du *coronelismo* restait redoutable et la défaite de Vargas et Pessoa semblait inévitable, ce qui faisait présager la possibilité d'une solution militaire à cette question. Une solution de rechange d'une troisième candidature de conciliation fut tentée, mais elle se heurta à l'obstination de Júlio Prestes, qui était sûr de sa victoire (Carneiro, 1965, p. 366). Sans surprise, Júlio Prestes gagna l'élection à la présidence de 1930 avec plus d'un million de voix contre un peu plus de sept cent mille données à Vargas (Dulles, 1967, p. 57). Après la victoire de Prestes, l'*Aliança Liberal* se divisa entre les *tenentistas* de l'armée et les politiciens qui cherchaient un accord avec le gouvernement de Washington Luís, mais l'assassinat de João Pessoa dans l'État de Paraíba fit pencher la balance en faveur de ceux qui voulaient une solution militaire (Levine, 1970, p. 4). Finalement, le 3 octobre 1930, la rébellion éclata et une junte militaire prit le pouvoir temporairement. Le 3 novembre 1930, Vargas fut assermenté comme nouveau président du Brésil.

La révolution de 1930 a été interprétée, à juste titre, comme une révolution des élites

(Martins, 1976, Skidmore, 1967), c'est-à-dire une révolution sans participation populaire menée par un segment des élites politiques et économiques du pays contre un autre. Après tout, la cause principale de cette révolution avait été la rupture du pacte oligarchique d'équilibre du pouvoir entre les élites régionales (Martins, 1976, p. 100-101). Ainsi, les interprétations marxisantes traditionnelles qui voulaient mettre cet événement historique dans la « camisole de force » d'une chronologie de la lutte de classes telle que vécue en Europe ne furent jamais très convaincantes. Dans ce sens, Boris Fausto (1997) a démontré de manière convaincante que cette révolution ne fut pas bourgeoise, comme le prétendaient certains auteurs. Au contraire, pour Fausto, la grande perdante de ce bouleversement politique et social fut la bourgeoisie caféière, qui avait monopolisé le pouvoir pendant toute la période de l'Empire et la *República Velha*. En outre, la naissante bourgeoisie industrielle n'appuya pas le mouvement révolutionnaire de 1930, préférant donner son soutien à la candidature officielle de Júlio Prestes (ibid., p. 54). En fait, aucun des leaders de cette révolution n'était lié au secteur industriel ou à l'oligarchie caféière, et presque tous étaient issus des classes moyennes et de la classe agricole traditionnelle (ibid. p. 57). Fausto ne croit pas non plus à une interprétation de la Révolution de 1930 comme un mouvement des classes moyennes, comme le font quelques auteurs, même s'il est certain que celles-ci eurent une participation très importante dans son organisation, surtout en ce qui concerne le *tenentismo* (ibid., p. 74-76, 107). Ainsi, toutes les explications socialement monistes sur la révolution de 1930 (ascension de la bourgeoisie nationale et industrielle, mouvement de la classe moyenne urbaine) sont rejetées dans l'œuvre classique de Fausto. Nous trouvons que le meilleur portrait de cet événement capital dans l'histoire du Brésil est peint avec des traits non orthodoxes ou non eurocentriques, où une supposée « révolution bourgeoise » est en fait un mouvement politique qui a lieu dans le vide hégémonique créé par la chute de l'élite caféière et son modèle de développement et de domination. Toute la constellation politique du gouvernement Vargas, qui fut l'héritier de la Révolution de 1930, devrait donc sa forme spécifique à ce vide d'hégémonie de classe.

De cette manière, nous pourrions dire que, d'un point de vue politique, l'ère Vargas, surtout dans son premier gouvernement (1930 – 1945), peut être vue comme une espèce de période bonapartiste dans l'histoire du Brésil. Vargas fut sans doute un maître dans l'art de

monter ses adversaires les uns contre les autres, mais ce bonapartisme est vu aussi, d'une façon plus sociologique, comme le résultat de l'absence d'une domination de classe claire durant cette période. Plus précisément, l'ère Vargas aurait été une période où la bourgeoisie industrielle était encore en formation et l'oligarchie rurale caféière, en crise. Telle est la proposition de Francisco Weffort (2003[1978]) qui, bien sûr, rejoint celle de Fausto. Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, pour Weffort, la Révolution de 1930 aurait été menée par un compromis entre une classe moyenne sans autonomie politique et des secteurs agricoles non liés aux exportations de café. Cependant, aucun de ces groupes n'avait des conditions réelles de constituer une nouvelle structure d'État basée sur une domination sociale de classe. Par conséquent, ce manque d'hégémonie sociale et politique aurait créé une situation où l'État, à l'ère de Vargas, aurait joui d'une autonomie relative très importante.

> En effet, nous trouvons une situation où aucun des groupes (classes moyennes, secteur caféier, secteurs agraires moins liés aux exportations) ne détient avec exclusivité le pouvoir politique. Cette circonstance de compromis ouvre la possibilité d'un État compris comme un organe (politique) qui a tendance à s'éloigner des intérêts immédiats et à s'imposer à l'ensemble de la société comme une entité souveraine. (ibid., p. 53, notre traduction)

Cette thèse sur le compromis de classes fut reprise par le Français Jacky Buffet (2000). Selon ce dernier, la révolution de 1930, qui ne fut pas une révolution industrielle-bourgeoise, instaura un État de compromis en « l'absence d'une hégémonie monoclasse » (ibid., p. 92-93). Dans cette absence d'hégémonie de classes, cet « État de compromis » obtînt une « certaine autonomie par rapport aux différents intérêts en présence », lui permettant une redéfinition de la représentation de classe dans l'État (ibid., p. 98-99) et, nous pourrions ajouter, une plus grande marge de manoeuvre.

Cependant, cet « État de compromis » n'amena pas le Brésil à une paralysie historique, bien au contraire. Pour Martins (1976, p. 96), la révolution de 1930 signifia le changement d'un État oligarchique à un État corporatif par un processus de « modernisation conservatrice ». Si le caractère conservateur de ce processus assura la continuité du pouvoir

des élites oligarchiques au Brésil, la modernisation, par contre, eut bel et bien lieu. En fait, la Révolution de 1930 et le premier gouvernement de Vargas marquent le commencement d'un interventionnisme d'État très marqué au Brésil et qui durera jusqu'à la crise du modèle de substitutions d'importations dans les années 1970. Et, bien sûr, cet interventionnisme ne fut pas seulement économique : l'État varguiste construit toute une structure syndicale et politique qui survivra à son régime pendant de longues années. C'est Vargas, par exemple, qui décréta la loi sur le syndicalisme, par laquelle les syndicats furent incorporés au ministère du Travail, lui aussi créé dans son gouvernement. Cette loi, basée sur la *Carta del lavoro* de Mussolini, assura, en principe, le strict contrôle de l'État sur les activités syndicales jusqu'à la création de la CUT (*Central Única dos Trabalhadores*) par Lula et le PT en 1983, mais les lois travaillistes de Vargas donnèrent aussi des droits fondamentaux (journée de huit heures, salaire minimum, congé de maternité, retraite, etc.) aux salariés brésiliens. Ce fut aussi Vargas qui créa un nouveau code électoral qui donna le droit de vote aux femmes et institua la votation secrète au pays. Finalement, ce fut durant les deux gouvernements de Vargas que le pays initia son industrialisation et sa transformation allant d'un pays presqu'exclusivement agraire à un pays possédant un parc industriel respectable. Le monopole étatique du pétrole et des minerais ainsi que l'industrie sidérurgique nationale furent tous des créations des gouvernements Vargas. Le *développementalisme* brésilien naquit sous Vargas.

L'interprétation de la latitude de l'État varguiste en termes de faiblesse des classes sociales est, bien sûr, discutable. Ce qui ne cause pas de polémique est le fait que dans « l'ère Vargas », l'État brésilien se solidifia et réussit à construire une nouvelle économie et des nouvelles institutions sociales et politiques par une centralisation des pouvoirs jusque-là éparpillés régionalement. Pour Lamounier (2005, p. 105), les premières quinze années de la révolution de 1930 furent dédiées à une reconstruction centralisatrice de l'État qui donna un coup fatal aux tendances féodales qui affligeaient l'ancien État patrimonialiste. Plus encore, et cela est très important, cette centralisation de l'État se fit autour de la figure du président. Ainsi, l'ancien échange de faveurs des élites oligarchiques qui caractérisa la modalité de la politique durant la *República Velha* fut substitué par la mobilisation populaire centrée sur Vargas (ibid., p. 105). Cette caractéristique de la politique durant la période Vargas est celle du pouvoir fondé directement sur le charisme du président et sur son appel mobilisateur

direct à la « masse populaire » (ibid., p. 106). De cette manière, le populisme de Vargas construisit peu à peu non seulement un nouvel État, mais aussi « le peuple » de cet État. La plainte de Louis Couty sur le pays « sans peuple » qu'était le Brésil dans l'Empire et la *República Velha* avait trouvé sa solution dans la construction de ce « peuple » par l'action de l'État corporatiste et populiste qui créa les organisations populaires (étatiques) susceptibles de fonctionner comme courroies de transmission entre le gouvernement et « le peuple ». Plus encore, puisque la politique sous Vargas se basait sur l'appel du leader charismatique à « son peuple », *le discours politique devient important et même vital pour la première fois dans l'histoire du Brésil.* Vargas assura son lien discursif avec les foules brésiliennes par la création de la *Rádio Nacional* (Radio nationale) et *le Departamento de Imprensa e Propaganda* (Département de la Presse et de la propagande), qui lui permirent de joindre même les populations éloignées dans le territoire brésilien avec une information contrôlée (De Oliveira, 2006) et de joindre aussi, nous ajoutons, beaucoup d'analphabètes qui ne lisaient pas la presse écrite. Quant aux caractéristiques de son discours, peut-être qu'il suffit de dire qu'il s'agissait d'un discours typiquement populiste par son paternalisme, déployé dans une « scénographie d'ordre » où le gouverneur était le responsable des concessions aux travailleurs et ceux-ci, en retour, étaient les responsables de son appui politique (González Daher et Vargens, 2002, p. 7).

Un autre aspect politique et idéologique de la période Vargas est l'*antilibéralisme* de toute la génération qui participa à la révolution de 1930 et de ses développements postérieurs (Trindade, 1988, p. 68-69). Cette attitude *antilibérale* était typique à une époque où l'Union Soviétique et le fascisme étaient en ascension et où les démocraties libérales étaient perçues comme faibles. Durant les premières années de son premier gouvernement, Vargas joua avec les communistes et les *integralistas*. Ces derniers étaient des fascistes brésiliens, très organisés et puissants à l'époque. L'implantation de la dictature du *Estado Novo* (1937 – 1945) par Vargas eut comme justification un supposé Plan Cohen, pure fabrication des *integralistas* qui annonçait un complot communiste pour prendre le pouvoir. Vargas utilisa les nouveaux pouvoirs que lui accorda l'*Estado Novo* pour réprimer les communistes, mais une fois débarrassé de ceux-ci, il dut aussi se débarrasser des *integralistas*. Cela fut fait en 1938, après que les *integralistas* essayèrent un coup d'État, cette fois-là bien réel, contre

Vargas. L'*antilibéralisme* de l'époque faisait en sorte que les institutions démocratiques étaient faibles et que le *golpisme* était présent partout, à la fois en dehors et dans le gouvernement, et que ce dernier perdura bien après la chute de Vargas. Une chose intéressante à noter est que trois des cinq présidents militaires qui allaient gouverner le pays dans les années 1960 et 1970 étaient des *tenentes* en 1930

Malgré le fait qu'il soit possible d'identifier les tendances majeures de l'ère Vargas, il serait erroné de croire qu'elle fut homogène. En fait, nous pouvons facilement identifier trois phases dans son premier gouvernement (1930-1945), sans compter la phase du populisme effrénée de son deuxième gouvernement (1951-1954).

La première phase est celle du gouvernement provisoire, dont la période s'étend de 1930 à 1934. Cette phase se caractérise par l'hétérogénéité du nouveau gouvernement, qui est encore influencé par les forces réformistes et plus libérales du mouvement révolutionnaire de 1930. Il s'agissait de détruire le légat élitiste et oligarchique de la *República Velha* par l'extension des droits politiques à une plus grande partie de la population et par le combat à la fraude électorale, et aussi d'initier une nouvelle relation moins conflictuelle entre les classes dominantes et les classes subalternes (Diniz, 1999, p. 21-22). Ce fut dans cette phase que les tensions entre les éléments plus libéraux et plus conservateurs dans le mouvement qui amenèrent à la *Revolução de 1930* finirent par exploser dans la *Revolução Constitucionalista* (Révolution constitutionaliste) de 1932, qui opposa l'État de São Paulo au gouvernement fédéral dans une guerre civile qui dura six mois et fit presque 1000 morts.

La deuxième phase fut celle du gouvernement constitutionnel, qui dura de 1934 jusqu'à 1937. Cette phase résulte de la constitution de 1934 qui confirma les inclinations politiques libérales de la révolution de 1930, malgré les dispositions concernant l'interventionnisme d'État dans l'économie qu'elle apporta. Entre les mesures qui visaient la libéralisation de l'ordre politique national, la constitution de 1934 instaura le vote secret dans les élections et donna le droit de vote aux femmes. Socialement progressiste, elle créa une justice du travail et détermina la journée de travail limitée à 8 heures ainsi que les vacances rémunérés. Dans ces années, Vargas fut le président élu indirectement par le Congrès national, selon la constitution, et gouverna dans un Brésil conturbé par les tensions entre les forces qui voulaient implanter une solution socialisante aux problèmes du pays (communistes

et socialistes) et ceux qui voulaient une solution fascisante (les *intégralistes*). Les tendances *antilibérales* dans et en dehors du gouvernement ne firent qu'augmenter durant cette période, laissant peu d'espoir pour une continuité démocratique libérale.

La troisième phase fut celle de l'*Estado Novo*, qui se prolongea de 1937 à 1945. À partir de 1937, un coup d'État interne consacre Vargas comme le tout-puissant dictateur du Brésil. Appuyé par une nouvelle constitution dite « polonaise » (inspirée de celle de la Pologne de l'époque), Vargas dissout le Congrès et concentre les pouvoirs exécutif et législatif entre ses mains. Gouvernant dorénavant par des « décrets-lois », Vargas nomme lui-même les gouverneurs des États, retire le droit de grève des travailleurs, admet la peine de mort et empêche les élections à tous les niveaux au Brésil. C'est peut-être à ce moment, quand ses mains sont plus libres que jamais, que la pensée de Vargas révèle le plus clairement son héritage intellectuel et politique et que son régime acquiert des contours idéologiques très nets.

Peut-être pourrions-nous aussi distinguer une quatrième petite phase, ou sous-phase, qui va de 1943 à 1945, et qui correspondrait au virage plus ouvertement populiste que prit le gouvernement Vargas après que l'issue de la guerre en Europe et l'alliance avec les États-Unis eurent annoncé sans une ombre de doute, que le modèle politique libéral finirait par s'imposer au Brésil, ce qui signifiait la réalisation prochaine d'élections démocratiques au pays. En fait, les dernières années de l'*Estado Novo* suggèrent une dynamique qui fuit l'autoritarisme très fermé de ses premières années.

Dans la prochaine section, nous nous attarderons sur les sources idéologiques de l'*Estado Novo* et leur rôle dans la formation du populisme brésilien.

### 2.3 Le populisme historique au Brésil 2 : les sources intellectuelles de l'*Estado Novo* et leur rôle dans la formation des institutions d'inclusion sociale verticale et limitée

Nous pouvons identifier trois sources intellectuelles principales qui donnèrent la forme et le contenu à l'*Estado Novo* de Vargas : le *castilhismo*, le corporatisme et le césarisme (Santos, 2007, p. 284).

Parler du *castilhismo* c'est explorer la formation politique initiale à laquelle Vargas

fut soumis dans sa jeunesse, dans son état natal. Le terme *castilhismo* provient du nom de Júlio de Castilhos, qui fut gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul à deux reprises dans les années 1890. Membre du *Partido Republicano Riograndense* (PRR), Castilhos était un opposant de la monarchie et un républicain de la première heure. Après la proclamation de la république, il fut nommé gouverneur de son état par le président Deodoro da Fonseca en 1891 et il tâcha d'écrire, presque tout seul, la constitution du Rio Grande do Sul, lourdement basée sur les idées de sa plus grande influence intellectuelle : le positivisme d'Auguste Comte. En tant que positiviste comtien, Castilhos ne croyait pas à la démocratie libérale, mais à un autoritarisme éclairé qui pouvait amener la société à se rationaliser selon les mêmes critères des sciences exactes (Vélez Rodríguez, 2000, p. 131-132). Par conséquent, la représentation populaire n'avait pas d'importance dans la pensée de Castilhos, mais seulement un État rationnel et fort, capable de promouvoir le développement industriel et l'éducation morale du peuple, intégrant ses éléments sociaux (même le prolétariat) dans une totalité harmonieuse et progressiste. Pour Castilhos, comme pour Comte, le pouvoir devait venir du savoir et non pas de la représentation de la volonté du peuple, un principe métaphysique qui ne pouvait qu'apporter le chaos social et économique. Ainsi, un État centralisateur et fort, dirigé par une élite d'esprit scientifique et désintéressé était la clé de tout bon gouvernement moderne.

De par ses caractéristiques idéologiques, le *castilhismo* annonce ce qui sera le gouvernement Vargas, une fois affranchi des restrictions que les constitutions libérales de 1891 et de 1934 lui imposaient. Un État fort, centralisateur et autoritaire, une très grande emphase sur le développement industriel et le progrès scientifique, une intervention de l'État dans l'économie, un traitement des questions politiques comme questions techniques par la création d'organismes spécialisés et finalement, une incorporation du prolétariat à la société (tel comme voulu par Comte), voilà des caractéristiques du « varguisme » qui se trouvent de façon embryonnaire dans les gouvernements *castilhistas* du Rio Grande do Sul. En examinant la constitution *castilhista* du Rio Grande do Sul, par exemple, nous pouvons voir sa similarité frappante avec celle de l'*Estado Novo* en ce qui concerne la manière de gouverner et de créer des lois. Pour tout dire, cette constitution donnait au gouverneur du Rio Grande do Sul le pouvoir de légiférer presque sans aucune opposition, accumulant ainsi le

pouvoir exécutif et législatif entre ses mains, même si les conseilleurs municipaux pouvaient opiner quant à la pertinence des lois proposées. En fait, pendant toute la période *castilhista* au Rio Grande do Sul, aucun projet de loi proposé par le gouverneur ne fut rejeté ni ne souffrit des amendements d'importance (ibid., p. 153). L'*Estado Novo* de Vargas ne fit que reproduire cette accumulation *castilhista* des pouvoirs exécutif et législatif en introduisant les décrets-lois présidentiels, par lesquels le président de la République pouvait implanter des instruments légaux sans les faire examiner par le législatif.

L'éducation politique première de Vargas fut faite dans une ambiance fortement *castilhista*. En fait, Vargas aurait même déclaré qu'il se considérait *castilhista* depuis son enfance et que Castilhos aurait été sa plus grande influence politique (Fonseca, 1989, p. 55-56). Fils d'un vétéran de la guerre du Paraguay qui était membre du PRR de Castilhos, Vargas grandit dans un Rio Grande do Sul gouverné soit par Castilhos lui-même, soit par un des héritiers politiques de celui-ci. Ce fut Borges de Medeiros, gouverneur de cet État et successeur immédiat de Castilhos, qui amena Vargas à la vie politique, premièrement en le nommant promoteur public après que Vargas eut conclu son cours de droit et, deuxièmement, en appuyant sa candidature au poste de député à l'assemblée de l'État, où il fut nommé leader du groupe des députés fidèles au gouvernement.

Mais déjà en 1906, quand encore un étudiant en droit, Vargas prononça un discours lors de la visite du président Afonso Pena dans son État natal et dans lequel quelques principes du *castilhismo* sont nettement présents. Notamment, il aurait affirmé :

> Combien de causes de stagnation pèsent sur un pays nouveau, épuisé par la captation et le fisc, qui minent le libre développement des activités industrielles ! Un résultat amer pour celui qui se voit obligé d'acheter, fabriqués à l'étranger, les produits issus de la propre matière première qui exporte. [...] La loi n'est que l'arbritage du législateur, celle qui reconnaît les nécessités générales en garantissant leur développement et en diminuant les difficultés qui peuvent nuire à leur marche progressive. (Vargas, 1906, dans Silva, H., 2004, p. 30, notre traduction).

Nous pouvons déjà noter dans ce discours très ancien de Vargas les caractéristiques

principales de ce qui sera son premier gouvernement, et même de ce qui sera la politique développementalisme brésilienne pendant longtemps. En effet, les deux premières phrases donnent un aperçu des actions futures de la politique de substitutions d'importations prônée par la CEPAL et mise en œuvre par des gouvernements latino-américains plusieurs décennies plus tard. Ainsi, le germe du développementalisme et du nationalisme économique était déjà présent dans le *castilhismo* du Rio Grande do Sul du début du XX$^{e}$ siècle! Au-delà du développementalisme, nous pouvons aussi noter l'antilibéralisme d'origine positiviste qui contribuera à façonner l'autoritarisme de l'*Estado Novo* dans la dernière phrase de la citation. Celle-ci établit clairement que le principe qui doit guider tout exercice législatif est celui des nécessités naturelles établies par la science et non pas « l'arbitrage du législateur », soit en tant que représentant de sa propre conscience ou comme porteur d'une supposée « volonté populaire ». Ce dernier principe, celui d'un État « scientifique », qui gouverne au-delà des passions politiques et des conflits de classes, sera clairement promu par Vargas dans son premier gouvernement avec la création d'une profusion d'organes techniques, chargés de donner une solution scientifique et rationnelle aux problèmes du pays, et aussi avec l'incorporation des tous les organismes de classe à l'intérieur de l'État, ce qui était la réalisation du rêve positiviste de la normalisation du prolétariat dans la société moderne. Déjà en mai 1931, à peine six mois après son arrivée au pouvoir, Vargas exprimait avec une clarté étonnante les directives *castilhistas*/positivistes concernant la construction d'un État nouveau, guidé par la science et planant au-dessus des passions politiques créées par les intérêts de classe.

> « [...] il est nécessaire de rassembler toutes les classes dans une collaboration réelle et intelligente. [...] Un objectif tellement élevé sera atteint quand nous trouverons, réunis dans une même assemblée, ploutocrates et prolétaires, patrons et syndicalistes, tous les représentants des corporations de classe, intégrés de cette manière dans l'organisme politique de l'État [...] Notre époque est celle des assemblées spécialisées, des conseils techniques intégrés à l'administration publique. L'État purement politique, dans le sens ancien du terme, nous pouvons le considérer aujourd'hui comme une entité amorphe, qui perd peu à peu de sa valeur et de sa signification. [...] La vieille formule politique qui faisait la promotion des droits de l'homme semble être en décadence. Au

> lieu de l'individualisme, synonyme d'excès de liberté, et du communisme, une nouvelle modalité d'esclavage, doit prévaloir la coordination parfaite de toutes les initiatives, circonscrites en orbite de l'État, et la reconnaissance des organisations de classe comme collaboratrices de l'administration publique. (Vargas, cité dans Paim, 1998, p. 101-102, notre traduction)

Cette recette allait être suivie à la lettre par Vargas avec la création de plusieurs nouveaux ministères et organismes spécialisés, dont le très important ministère du Travail et le ministère de l'Éducation. Le ministère du Travail régula toutes les relations entre les syndicats, le gouvernement et les associations patronales par l'incorporation de toutes les organisations de classe dans son sein. Ainsi, l'État varguiste voulut se convertir en une entité « supraclasses » capable de régler tous les conflits par leur administration et leur médiation gouvernementales. Quant aux « conseils techniques », Vargas en créa un nombre impressionnant, dont l'Institut brésilien du café, l'Institut brésilien du sucre et de l'alcool, l'Institut brésilien du cacao, etc., de même que le Conseil fédéral de commerce extérieur, le Conseil technique d'économie et finances et autres institutions similaires. Cette architecture étatique donna le ton « bonapartiste » du premier gouvernement Vargas, qui allait donner du « fil à retordre » aux politologues et sociologues du futur dans leur tentative de bien classifier cette espèce de « Napoléon III du Brésil » et son « 18 du Brumaire » qui dura presque 15 ans et changea le pays à jamais. En ce qui concerne les « conseils techniques » et les autres organes à caractère « scientifique », il ne reste aucun doute que leur rôle ne fût pas exactement celui de promouvoir une société dirigée par la « science des nécessités naturelles » comme l'auraient voulu Comte et Castilhos, mais ils donnèrent au « Progrès » de la devise positiviste nationale (Ordre et Progrès) un sens et une réalité qu'elle n'avait jamais eus auparavant : le développementalisme d'État était arrivé.

De cette manière, la philosophie *castilhista*, inspirée par celle de Comte, établit les jalons de ce que serait l'État brésilien moderne. Un État centralisateur et autoritaire, interventionniste dans sa façon de gérer l'économie et très développementiste; un État doté d'une vaste bureaucratie avec plusieurs organismes techniques spécialisés et, finalement, un État agglutinant, capable de coopter également syndicats et associations d'employeurs dans

un système qui lui donnerait un grand pouvoir organisationnel et politique. C'est l'État de l'ère Vargas qui allait moderniser le Brésil d'une façon conservatrice, mais inéluctable. Et bien au-delà des années Vargas, le développementalisme et le caractère centralisateur du nouveau Léviathan brésilien s'imposeront à répétition, portant ainsi l'héritage du *castilhismo*/positivisme tout au long du siècle dernier.

> Le *castilhismo* s'est révélé, par conséquent, comme la plus agressive et efficiente proposition d'autoritarisme républicain modernisateur, dont les effets se font sentir jusqu'à aujourd'hui. Le Brésil, à bien dire, ne serait plus le même après le long cycle *castilhista*, dont l'*Estado Novo* a été le sommet. (Vélez Rodríguez, 2000, p. 270, notre traduction).

Complémentaire au *castilhismo* et d'une importance égale en ce qui concerne l'influence intellectuelle dans Vargas et son gouvernement, nous trouvons l'œuvre d'Oliveira Viana, dont nous avons déjà parlé ci-dessus. Les thèses de ce dernier coïncidaient en quelque sorte avec celles des *castilhistas* du Rio Grande do Sul, et Vargas avait même invité Oliveira Viana à donner une conférence à Porto Alegre quand il était gouverneur de cet État (ibid., p. 259). Les arguments antilibéraux d'Oliveira Viana, qui insistait sur l'inadéquation des institutions politiques européennes transplantées dans le milieu social brésilien, séduisaient ceux qui, comme Vargas, cherchaient une sortie centralisatrice et autoritaire aux problèmes créés par le régionalisme et le libéralisme de façade épaulé par les élites agraires de la *República Velha*. L'influence d'Oliveira Viana se fit sentir dans le *Clube 3 de Outubro*, qui réunissait les officiers qui complotaient contre l'ordre oligarchique et qui plus tard allaient déclencher la révolution de 1930. Une fois que celle-ci eut triomphé, Oliveira Viana fut immédiatement invité par Vargas à faire partie du gouvernement révolutionnaire et à devenir consultant du tout nouveau ministère du Travail, où il aida à concevoir et implanter des réformes clés pour le nouvel ordre politique et social brésilien.

Bien sûr, l'invitation faite à Oliveira Viana pour œuvrer au ministère du Travail n'avait rien d'accidentel. Comme nous l'avons commenté antérieurement, la pensée d'Oliveira Viana est basée sur l'idée fondamentale que le développement colonial du Brésil

avait créé une société non solidaire, centrée sur les liens entre les individus et le grand seigneur rural et non pas sur des liens sociaux qui pourraient réunir les individus eux-mêmes, d'où le fait que les institutions politiques européennes, basées sur des liens de solidarité sociale gérés en Europe, ne pouvaient pas vraiment prendre racine au Brésil et fonctionner normalement. Pour pallier ce grave problème, la solution envisagée par Oliveira Viana était le corporatisme, c'est-à-dire la création des corporations professionnelles capables d'engendrer les liens de solidarité inexistants au pays. Cependant, étant donné qu'une société non solidaire ne pouvait générer des liens de solidarité spontanément, cette création aurait dû être le rôle de l'État, qui lui seul avait le pouvoir d'imposer cette solution à la nation. Il ne s'agissait pourtant pas de légiférer pour créer les conditions de liberté dans lesquelles les corporations pourraient exister, mais d'imposer leur existence à la société. Ainsi, sous la tutelle de l'État, les liens de solidarité manquants allaient se développer et une nouvelle culture sociale allait émerger au Brésil pour supplanter celle déterminée par plus de 400 ans de dépendance des individus vis-à-vis des grands propriétaires terriens, et le régionalisme, voire l'esprit clanique, que tout cela engendrait. Par conséquent, la tâche d'Oliveira Viana au sein du ministère du Travail était essentielle pour le nouveau Brésil que la révolution de 1930 voulait bâtir. Il s'agissait de promouvoir la naissance d'une société nouvelle par la syndicalisation, sous l'égide de l'État, des ouvriers, des patrons et des professionnels. Par cette action, le pays pourrait résoudre non seulement son problème chronique de non-solidarité, mais aussi briser l'emprise des élites régionales sous la vie nationale, vu que l'État se convertirait dans le centre de la vie économique, sociale et politique de tous ceux qui seraient obligés de vivre en coopération sociale.

Par conséquent, dans la vision d'Oliveira Viana (et de Vargas aussi), si le Brésil n'avait pas de peuple digne de ce nom, l'État avait le pouvoir, et peut-être même le devoir de le modifier, et d'une certaine manière, d'en créer un nouveau, par son action autoritaire. Et cela fut, en quelque sorte, ce que l'action du ministère du Travail réussit à faire : modifier les relations de travail au Brésil et créer des nouvelles classes urbaines organisées autour des syndicats et organisations et catégories professionnelles sous la tutelle de l'État. S'exprimant, quelques années après que son travail au sein du gouvernement fut terminé, Oliveira Viana décrivit la technique d'implantation de ces mesures et fit le diagnostic suivant de leurs

résultats.

> Que des modifications de la structure sociale, ou même de l'esprit d'un peuple, soient possibles par l'action politique de l'État, nous en avons des exemples entre nous-mêmes (et ils sont récents). C'est le cas de la syndicalisation professionnelle *urbaine*; c'est le cas de la loi sur le *service militaire;* c'est le cas de la *législation du travail;* et c'est le cas de la *loi sur les accidents* [de travail]. Ces lois ont modifié sensiblement nos vieilles attitudes ou nos vieilles traditions et elles en ont créé d'autres nouvelles, en substitution.
>
> En ce qui concerne, par exemple, *l'organisation professionnelle des classes urbaines,* il est certain que celles-ci sont en train de prendre goût à la coopération et à la solidarité. Elles sont en train d'abandonner leur atomisme traditionnel et elles marchent vers le *syndicalisme* avec une spontanéité croissante. [...] Il faut noter, cependant, que les lois citées ci-dessus présentent le même trait commun : *en toutes elles, il y a l'utilisation directe ou indirecte du principe fondamental de la technique autoritaire*. Je veux dire : il y a toujours un minimum de contrainte. Dans aucune d'elles, le législateur n'a laissé son exécution à la discrétion de la pure liberté ou de la spontanéité de ceux qui en étaient concernés. [...] Il [le législateur] ne leur a pas octroyé une faculté – la *liberté de faire*; mais il leur a créé une obligation – *l'obligation de faire* [...] (Oliveira Viana, 1999, p. 466, 467, 468, notre traduction).

Nous ne pourrions pas demander un texte plus limpide en ce qui concerne la politique sociale autoritaire d'Oliveira Viana et de l'*Estado Novo*. Ici toute la pensée antilibérale brésilienne est exprimée de façon cristalline : l'État doit être le démiurge d'une société nouvelle vu que celle-ci est totalement incapable de se réinventer par elle-même. Dans un pays où la société civile est presque inexistante et où, par conséquent, les institutions politiques libérales ne sont que des parodies de la vraie chose, il faut une stratégie de génie sociale commandée par le gouvernement afin de transformer la société. Le *castilhismo* et le corporatisme d'Oliveira Viana se retrouvent ainsi au sein de la modernisation conservatrice mise en œuvre par l'*Estado Novo* de Vargas. La différence entre les deux est que, pour Viana, l'autoritarisme progressiste, chargé de réaliser le travail de maïeutique sociale capable

d'extraire un Brésil nouveau à partir de son présent arriéré, n'était qu'un moment vers une société vraiment libérale où la culture du peuple brésilien, changée par la solidarité imposée, ne serait plus incompatible avec les institutions politiques venues d'ailleurs. Pour le *castilhismo*, tout comme pour le césarisme du droit de l'*Estado Novo,* dont nous parlerons plus loin, l'autoritarisme n'était pas simplement un moyen ou une technique de génie sociale, mais bien un principe de gouvernance moderne. Ces deux visions se trouvèrent en tension constante pendant l'ère Vargas et même après dans la vie politique brésilienne, particulièrement à l'époque de la dictature militaire. *Mais l'héritage plus permanent du corporatisme d'Oliveira Viana fut la création d'une nouvelle architecture sociale et politique qui, au lieu de jeter les bases d'un libéralisme authentique comme il le voulait, devint dans les faits l'échafaudage organisationnel du populisme brésilien.*

Finalement, la troisième source intellectuelle de l'*Estado Novo* fut le césarisme ou constitutionnalisme antilibéral de Francisco Campos, largement inspiré des idées du juriste et philosophe allemand Carl Schmitt (Santos, R. D., 2007, p. 285). La préoccupation majeure de Campos était de construire un nouvel ordre juridique national pour pallier le problème de l'affaiblissement de l'État brésilien après la chute de l'Empire, et aussi pour créer les institutions propres à ce qu'il considérait comme la politique moderne, ou la politique de masses. Suivant la pensée de Schmitt, Campos considérait que la démocratie était entrée en crise dès le moment où la société s'était complexifiée et les tensions entre les groupes d'intérêts avaient créé des polarités qui étaient réfractaires à l'agonistique rationnelle, telle que prônée par la « mythologie libérale » (Campos, 2001, p. 26). Dans cette nouvelle conjoncture sociale et politique de la société moderne, la vraie nature humaine, irrationnelle et même clanique, avait nettement ébranlé la présupposition de l'individualité libre et rationnelle, qui était la clé de voûte de la philosophie politique libérale. Ainsi, la politique contemporaine exigeait de nouvelles normes de conduite et de nouvelles manières de légitimation du pouvoir et de construction de l'ordre social qui, contrairement à la pensée libérale, n'étaient pas basées sur l'idée d'une société composée par une multitude d'individualités rationnelles, mais, bien au contraire, qui étaient basées sur la constatation de l'esprit de horde inné de l'homme et de la conséquente irrationalité immanente du politique. L'État-nation moderne ne pouvait donc pas être le résultat d'un contrat social rationnel entre

les individualités atomisées et libres, mais il devait plutôt être l'œuvre de l'identification primale des masses avec une entité symbolique qui les dépasse et qui leur donne un sens. De la même façon, la politique moderne ne pouvait pas être un exercice de discussion par l'entremise des institutions de la démocratie formelle, mais elle devrait plutôt s'organiser comme un embrigadement des foules par la force unificatrice du mythe.

> La vie politique, comme la vie morale, appartient au domaine de l'irrationalité et de l'inintelligibilité. Le plus inintelligible sera le processus politique, le plus efficace il sera. Seulement l'appel aux forces irrationnelles ou aux formes élémentaires de la solidarité humaine rendra possible l'intégration totale des masses humaines dans un régime d'État. L'État n'est que la projection symbolique de l'unité de la nation, et cette unité a été faite, à travers le temps, non pas par des éléments rationnels ou volontaires, mais par l'accumulation de résidus de nature entièrement irrationnelle [...] La politique se transforme de cette manière en théologie. Il n'y a pas de formes relatives d'intégration politique, et l'homme appartient corps et âme à la nation, à l'État, au parti. Les catégories de personnalité et de liberté sont seulement des illusions de l'esprit humain. (ibid., p. 20, notre traduction).

La démocratie formelle libérale n'était plus adéquate à la société de masses et à l'intégration de celles-ci à l'État. Une société de masses présuppose de grandes tensions politiques qui ne peuvent pas être résolues par des discussions intellectuelles dans le cadre des élections parlementaires ou présidentielles, où, d'ailleurs, les électeurs se présentent sans avoir une connaissance suffisante et approfondie des enjeux très complexes qui entourent le traitement des questions économiques, sociales et politiques nationales modernes. Plus encore, dans la société moderne, la multitude se voit multipliée par l'avènement des grands moyens de communication de masse qui éliminent la nécessité de proximité physique des individus pour créer l'émotion d'appartenance à la foule et qui rendent constants les sursauts d'émotivité et d'irrationalité qui étaient beaucoup plus circonscrits dans l'espace et dans le temps auparavant. De cette manière, à l'arrivée de la société de masses, le système démocratique libéral entre en crise et se met en contradiction avec lui-même par la soustraction des questions de grand intérêt (et passionnantes) de l'agora politique et par la

substitution de celles-ci par des méthodes émotives et irrationnelles d'intégration des masses au processus politique (ibid., p. 29). Tel est le prix de la paix et de l'unité de l'État-nation moderne. Ainsi, selon Campos, le mouvement vers le primat de l'irrationnel dans la politique moderne avait été initié au sein des démocraties libérales elles-mêmes et, par conséquent, les régimes totalitaires seraient le résultat de cette crise interne de la démocratie libérale et non pas leur cause extérieure (ibid., p. 30). Un des corollaires de toute cette analyse, ou plutôt de cette idéologie de l'État national moderne, est que le processus décisionnel dans la société de masses ne peut qu'être émotif. En plus, pour que cette émotion provoque la fusion des foules dans un projet commun capable de maintenir l'union de l'État-nation, il faut une force mobilisatrice et agglutinante semblable à l'hypnose du mythe ou de la religion sur les hommes. Pour Campos, la seule chose qui peut incarner cette force est la personnalité charismatique du chef, et pour cette raison tous les pays seraient en train de chercher « un homme charismatique ou marqué par le destin pour donner aux aspirations de la foule une expression symbolique, imprimant ainsi l'unité d'une volonté dure et puissante au chaos d'angoisse et de peur » (ibid., p. 24, notre traduction). Le César serait ainsi la salvation de l'unité nationale dans une époque de politique de masses. Et pour que le César puisse remplir son rôle de berger de la foule émotive, sa liaison avec les masses ne pourrait qu'être directe, sans l'intermédiation des institutions démocratiques libérales.

> Les masses se trouvent sous l'influence de la personnalité charismatique. Celle-ci est le centre de l'intégration politique. Plus volumineuses et plus actives sont les masses, plus l'intégration politique est seulement possible par le diktat d'une volonté personnelle. Le régime politique des masses, c'est la dictature. La seule forme naturelle d'expression de la volonté des masses c'est le plébiscite, c'est-à-dire le vote par acclamation, l'appel plutôt que le choix. (ibid., p. 23, notre traduction)

Bien sûr, les idées de Campos ne sont que la traduction brésilienne des idéologies du fascisme et du nazisme qui étaient très courantes dans les années 1930. Cependant, l'importance de Campos ne saurait être sous-estimée dans le contexte de l'histoire du Brésil du XX$^{e}$ siècle, puisque son influence dans la vie politique nationale fut considérable. Avec

Oliveira Viana et Vargas lui-même, il fut l'un des architectes de tout le nouvel ordre politique, économique et social établi par l'*Estado Novo*. En fait, il fut l'auteur de la constitution brésilienne de 1937 et ministre de la Justice dans la période la plus autoritaire du régime de Vargas. Son influence se fit sentir même après la déchéance de Vargas et fut il appelé par le régime militaire instauré en 1964 pour écrire ses premiers instruments juridiques d'exception.

*Mais l'héritage le plus permanent de Campos a été sa contribution involontaire, tout comme celle d'Oliveira Viana, à la construction du populisme brésilien.* Campos créa un présidentialisme très fort qui, allié au corporatisme d'Oliveira Viana, donna les caractéristiques principales de la dynamique populiste qui allait durer jusqu'à 1964. Nous pouvons même dire que le populisme brésilien n'eût été possible dans sa forme spécifique que par la mise en œuvre des idées de ces deux idéologues antilibéraux. Dans le cas spécifique de Campos, l'idée de démocratie plébiscitaire, où le suffrage universel devient superflu et où la relation directe du chef de la nation avec le peuple était la clé d'une démocratie qu'il appelait « substantive » (ibid., p. 80), fut un des piliers conceptuels de la politique populiste de l'ère Vargas. Pendant toute l'époque de l'*Estado Novo* et aussi dans son deuxième gouvernement, Vargas cultiva soigneusement cette relation directe entre lui et le « peuple », soit par la courroie de transmission directe qui était l'intégration des corporations et des syndicats à l'État national, soit par la machine du *Departamento de Informação e Propaganda* (Département d'Information et propagande), dont nous avons déjà parlé ci-dessus. Pour le faire, l'édifice juridique construit par Campos qui centrait tout le pouvoir politique dans la figure du président et qui mettait à sa charge la représentation de la volonté populaire, fut une contribution de grande importance, même si nous ne pouvons pas vraiment dire qu'elle fut essentielle.

De cette manière, les racines idéologiques antilibérales de l'*Estado Novo* finirent par contribuer à mettre en place une dynamique politique que l'on appelle aujourd'hui « populisme », mais insoupçonnée des intellectuels conservateurs du régime de Vargas. Sans en être conscients, ces derniers mirent en mouvement un mécanisme politique qui allait aider à générer de nouvelles formes de sociabilité, de nouvelles formes de « solidarité sociale » responsables des caractéristiques propres au populisme *tel qui s'est développé au Brésil.*

Ainsi, le populisme brésilien ne saurait être tout à fait reproduit en dehors des conditions historiques qui lui donnèrent ses caractéristiques propres, puisqu'il est étroitement associé aux institutions corporatistes de l'*Estado Novo*.

Pour donner suite à cette analyse, nous allons décrire le processus de création des nouvelles formes de sociabilité et de domination qui ont caractérisé le populisme brésilien.

### 2.4 Le populisme historique au Brésil 3 : la dissolution des formes de domination traditionnelles en milieu urbain

Nous avons décrit ci-dessus les racines idéologiques de l'Estado *Novo* de Vargas et nous avons aussi affirmé leur importance pour la formation des formes de sociabilité et de participation politique qui allaient éclore sous le populisme. Pourtant, il nous faudrait en même temps parler également des mutations sociales et politiques qui sont à l'origine du populisme brésilien. De cette manière, la description de ce phénomène inclurait aussi certaines transformations mises en place avec l'objectif de briser le monopole oligarchique du pouvoir et d'augmenter la participation populaire dans le processus politique.

Sur ce dernier point, l'œuvre de Conniff (1981, 1982a et 1982b), sur laquelle nous avons fait quelques commentaires antérieurement, est à notre avis très importante pour l'étude des changements sociopolitiques introduits par le populisme au Brésil. En réalité, nous devrions même dire qu'elle est la seule que nous connaissions à s'être occupée de façon systématique de l'examen de la transition d'une forme de domination plus traditionnelle aux formes de domination typiques de la démocratie moderne. Dans ses études sur le populisme brésilien, l'accent est mis sur la formation des mouvements populistes, ainsi que sur les acteurs sociaux et politiques engagés dans la genèse du phénomène, les relations entre les chefs et leurs partisans, etc. C'est-à-dire qu'elles contrastent fortement avec la majorité de la bibliographie de l'ère Vargas au Brésil, dont le point de mire est plutôt dirigé vers l'État et son chef charismatique.

Conniff examine cette transition en analysant l'émergence du populisme au Brésil (1982b). Il situe le berceau du populisme brésilien dans la ville de Rio de Janeiro dans les années 1920. À cette époque, la ville comptait déjà un million d'habitants et il y avait une

grande frustration créée par l'exclusion politique, économique et sociale du régime oligarchique de la *República Velha*. C'est dans ce contexte que fait apparition en 1927 le *Partido Democrático* (Parti démocratique – PD) qui essaya de gagner les votes de la classe moyenne urbaine (ibid., p. 69). La nouveauté de ce parti consistait justement dans sa forme de recrutement politique, qui était complètement différente de la manière d'agir des *coronéis* de l'intérieur du pays et de l'institution du *voto de cabresto* dont nous avons déjà parlé au chapitre antérieur. Cette mobilisation des électeurs libres de classe moyenne était l'embryon de la politique populiste future. Mais le populisme proprement dit ne surgit qu'après la révolution de 1930, dans la personne de Pedro Ernesto Baptista, un médecin qui participa au mouvement *tenentista* et qui fut récompensé de son appui aux révolutionnaires de 1930 par l'obtention de la mairie de Rio de Janeiro en 1931. Après avoir occupé ce poste, Pedro Ernesto (il était connu sous ce nom) forma le *Partido Autonomista* (parti autonomiste) et commença à recruter non seulement des électeurs de classe moyenne, mais aussi ceux d'origine ouvrière qui résidaient dans les favelas de Rio (ibid., p. 71-72). Ainsi, pour la première fois dans l'histoire du pays, un mouvement électoral qui incluait la classe moyenne et les ouvriers faisait irruption sur la scène politique. Ajoutez à ce mouvement la présence d'un chef charismatique à sa tête et vous avez la naissance du populisme dans sa forme classique au Brésil. Bien sûr, c'est exactement cela qui se serait produit avec Pedro Ernesto. Il acquit très vite la réputation de *médico bondoso* (docteur bienveillant) auprès de ses électeurs et aurait cultivé cette image par l'utilisation systématique de la radio comme moyen de communication entre lui et ses partisans (ibid., p. 72). De façon inusitée, un politicien était en train d'établir un pont discursif entre lui et des électeurs libres à une échelle massive. La radio connut une croissance explosive au Brésil et à Rio dans les années 1930 et elle avait un grand avantage sur les journaux par le fait de pouvoir rejoindre la vaste population semi-lettrée des banlieues et des favelas. Pedro Ernesto utilisa la *Escola Rádio*, créée par le Département de l'Éducation de son gouvernement, ainsi que d'autres radios sympathiques à sa cause, pour transmettre ses discours et des messages concernant les réalisations de son gouvernement à la population de Rio (Conniff, 1981, p. 104-105).

Mais la popularité de Pedro Ernesto n'aurait probablement pas été une réussite sans les programmes sociaux qu'il inaugura à l'époque. En ce qui concerne l'éducation, son

gouvernement entreprit une réforme extensive de l'enseignement et inaugura 28 nouvelles écoles, dans lesquelles plus de huit cents nouveaux professeurs furent engagés (ibid., p. 121). Ainsi, l'éducation de base put être étendue à 23 mille nouveaux étudiants du réseau public, dont une bonne partie était issue des milieux défavorisés (ibid. p. 122). En ce qui concerne la santé, Pedro Ernesto lui-même mena un programme d'expansion des soins médicaux pour les pauvres et construisit cinq nouveaux hôpitaux à Rio, en plus de plusieurs nouveaux postes de santé à cette fin. Le résultat fut une augmentation des consultations en clinique de l'ordre de 200 % ainsi qu'une augmentation du nombre d'hospitalisations de l'ordre de 100 % (ibid., p. 122). Plus encore, le gouvernement Pedro Ernesto créa l'*Instituto de Assistência Social* (Institut d'assistance sociale) chargé de mettre en oeuvre une politique d'aide pour les plus démunis de Rio (ibid., p. 123-124).

Tous ces programmes et ces actions étaient dirigés vers l'intégration, économique, sociale et aussi politique d'une masse de non-citoyens laissée pour compte dans le système oligarchique qui avait toujours dominé le Brésil. Par un mouvement double, la nouvelle politique populiste de masses urbaines incorporait sa clientèle cible à la fois par l'accès aux services d'éducation et de santé de base et par le recrutement électoral. De cette manière, par la simultanéité de ces actions d'inclusion, le nouveau politicien populiste gagnait les faveurs de sa clientèle des milieux défavorisés et cela se reflétait dans le succès électoral de son parti et de lui-même. Dans les très courues élections fédérales et municipales de 1934, le Parti autonomiste de Pedro Ernesto réussit à faire élire huit des dix postes disponibles pour représenter Rio à la chambre fédérale et 20 des 23 postes de conseiller municipal à la mairie. Très important dans cette victoire écrasante fut le fait que le nombre d'électeurs à Rio grossit de 57 % entre 1930 et 1934, en partie grâce aux efforts de recrutement de Pedro Ernesto et de son parti (idem, 1982b, p. 74-75).

Sans surprise, le succès électoral de Pedro Ernesto aurait inspiré et effrayé d'autres politiciens de son temps, notamment un certain Getúlio Vargas, qui aurait appuyé le populisme de Pedro Ernesto dans un premier moment, pour après se tourner contre ce compétiteur potentiel à la présidence de la République et aussi pour neutraliser le gauchisme au Brésil. Pour Vargas, comme nous l'avons vu ci-dessus, l'incorporation des couches populaires était un élément essentiel de l'État moderne, mais cette intégration devrait se faire

d'une manière verticale et autoritaire, et non pas de la façon électorale et démocratique que Pedro Ernesto était en train de promouvoir, du moins pas tout de suite. Ainsi, après le coup d'État raté des communistes en 1935, Vargas fit arrêter Pedro Ernesto sous l'accusation de collusion avec les conspirateurs. Il ne serait acquitté de cette accusation que deux ans plus tard, à la veille des élections présidentielles de 1937. Selon Conniff, sa libération aurait causé un tel émoi dans la population qu'elle aurait été l'un des principaux éléments déclencheurs du coup qui mena le Brésil vers l'*Estado Novo* (1981, p. 156-159). Des années plus tard, plus précisément en 1945, et cela encore selon Conniff, Vargas se serait converti à la politique de Pedro Ernesto, ce qui veut dire qu'il n'aurait pas été populiste avant cette année (1982b, p. 81). Cette conversion aurait été marquée par la création du *Partido Trabalhista Brasileiro* (Parti travailliste brésilien – PTB), qui serait le principal instrument de pouvoir dans les mains de Vargas dans la période électoraliste et démocratique de sa vie politique. Pour Conniff, tous les principaux éléments du populisme de Pedro Ernesto furent récupérés par un Vargas qui voulait être aussi populaire que lui.

> The parallel between Pedro Ernesto and Vargas's populist movements were too close to be accidental, so it must be concluded that Vargas (consciously or not) imitated the former's pioneer politics. Much of the popularity of each was based on a paternalistic image as man of the people concerned with the welfare of the masses. They both recruited voters from all sectors of society, stressing social integration and class harmony. They both utilize newly developed publicity media, which permitted them to reach less sophisticated voters than in the past. They both sponsored progressive reforms: Pedro Ernesto's in health and education; Vargas's in labor legislation. (ibid., p. 81)

Que Vargas puisse avoir été influencé par le succès de Pedro Ernesto pour lancer sa politique populiste électorale, cela ne fait pas de doute. Cependant, la notion que le populisme soit complètement antinomique par rapport à l'autoritarisme ne semble pas être tout à fait vraie si nous prenons en considération les évidences historiques, et cela même si nous restions dans le cas du populisme « classique » latino-américain. Après tout, il est manifeste que des leaders comme Vargas et Perón essayèrent de dompter le plus possible la

classe ouvrière qui les appuyait. Comme nous avons tenté d'argumenter ci-dessus, l'inclusion sociale dans les États modernes fut aussi accompagnée par un effort de normalisation et, dans le cas du populisme, cette normalisation fut probablement plus autoritaire qu'ailleurs, compte tenu des circonstances sociales et politiques d'une « modernisation tardive ». Par contre, nous sommes entièrement d'accord avec l'idée que le populisme ne peut pas vraiment exister dans des situations de franche dictature, où le discours qui fait appel au peuple n'a pas raison d'exister.

Mais l'intérêt majeur de l'analyse faite par Conniff sur la naissance du populisme au Brésil réside dans ses aspects sociologiques. Il révèle comment fut faite la transition d'une société politiquement traditionnelle (dans le sens webérien de ce terme) à une société moderne de masses par le changement des agents sociaux qui faisaient partie de la pyramide politique urbaine au Brésil. Le populisme serait né, selon Conniff, par la dissolution des liens d'assujettissement politique en milieu urbain, qui étaient similaires à ceux qui établissaient la domination des *coronéis* sur la masse des électeurs ruraux. En fait, le *coronelismo* rural se reproduisait d'une certaine façon dans les villes du Brésil et y empêchait l'existence d'un électorat indépendant par la perpétuation des liens clientélistes entre la population et les politiciens. Les agents sociaux de cette structure de domination étaient le *figurão, le chefe político* et le *cabo eleitoral*. Le *figurão* était un politicien de haute envergure qui contrôlait beaucoup de ressources au niveau provincial ou dans une grande ville (ibid., p. 65). Souvent, il était un sénateur. Nous pourrions le considérer comme l'équivalent d'un gouverneur dans la relation verticale rurale entre gouverneurs et *coronéis*, dont nous avons parlé au chapitre précédent. Le *chefe político* contrôlait seulement une zone précise d'une ville. Il était souvent un membre de la Chambre des députés et il échangeait les votes des électeurs contre des faveurs, telles que des emplois et des travaux publics dans sa zone électorale, tout à fait comme les *coronéis* des zones rurales, mais il n'exerçait pas son pouvoir par la force et l'intimidation comme ces derniers (ibid., p. 67). Enfin, le *cabo eleitoral* (le caporal électoral en traduction littérale) était chargé de recruter les électeurs du *chefe político* et d'assurer leur fidélité à celui-ci par de petites faveurs (ibid., p. 68). Il était la plupart du temps un résident local qui connaissait les électeurs par leur nom. Nous pourrions voir une similitude entre le *cabo eleitoral* et le *jagunço*, puisque les deux étaient le dernier maillon dans leur chaîne

verticale de clientélisme respective; clientélisme urbain, dans le cas du *cabo eleitoral*, et clientélisme rural, dans le cas du *jagunço*. Cependant, comme nous l'avons noté en ci-dessus, le *cabo eleitoral*, dont l'autorité découlait de sa relation avec le *chefe politico*, n'assurait pas la fidélité des électeurs par des moyens violents.

Ainsi, une structure de domination traditionnelle aurait existé aussi en milieu urbain au Brésil avant que Pedro Ernesto et d'autres leaders et réformateurs populistes ne la brisent. La chaîne qui liait l'électeur au *cabo eleitoral* et au *chefe político* fut défaite ou affaiblie par le recrutement direct d'électeurs par les partis politiques et les syndicats liés aux leaders populistes. Aussi, le rôle joué antérieurement par le *chefe político* et le *cabo eleitoral* fut accaparé ou contrôlé dans une certaine mesure par un nouvel et important acteur qui était le gérant de parti (*party manager*). Le gérant de parti, contrairement au *chefe político*, n'avait pas un domaine électoral à lui propre, car il dépendait entièrement de l'existence de la bureaucratie partisane et il était en charge de nouvelles tâches qui étaient nées avec la politique de masses, telles qu'écrire des discours pour les leaders populistes, coordonner les liaisons avec les médias et être lui-même un leader législatif du parti (ibid., p. 101). Alors, une nouvelle structure organisationnelle associée au populisme naquit au Brésil, dans laquelle la relation des cadres avec les chefs politiques était essentiellement différente.

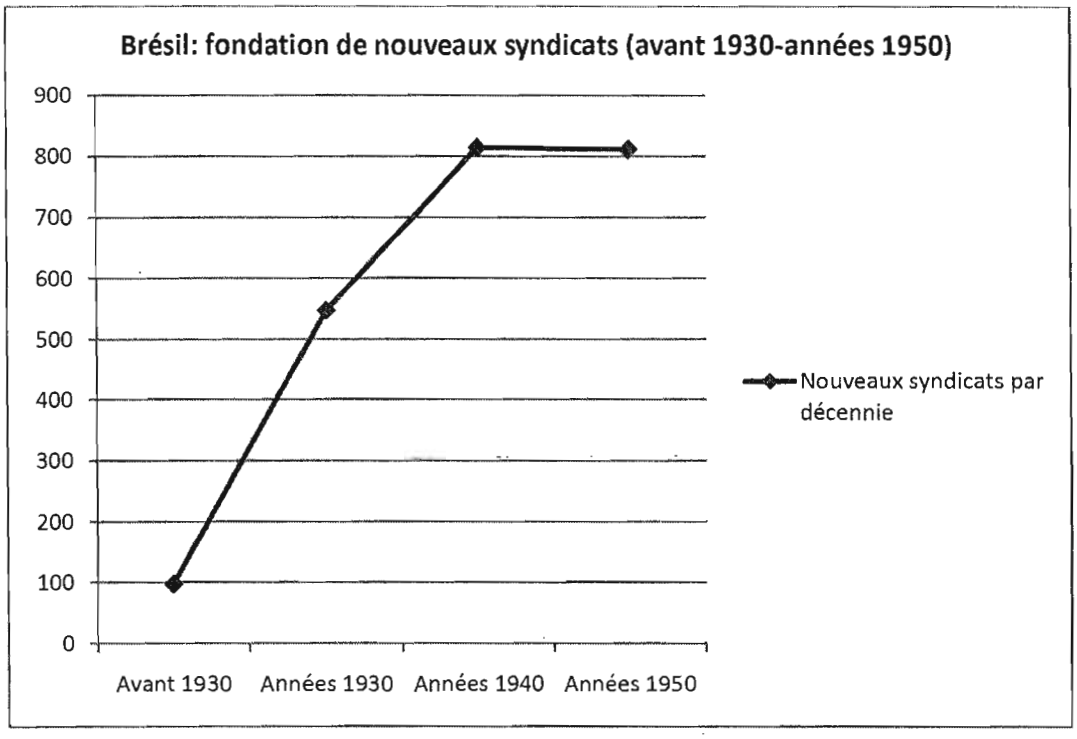
Pour Mouzelis (1985, p. 340), cette nouvelle relation mise à nu par Conniff ressemblerait à une transition entre une domination traditionnelle de type féodal et une domination traditionnelle de type patrimonial, puisque, justement, le gérant de parti n'avait pas l'indépendance du *chefe político*, qui pourrait, lui, être comparé à un petit seigneur féodal autonome. Il serait donc possible d'établir une relation analogue entre le féodalisme et le patrimonialisme et entre le clientélisme et le populisme. Cependant, cette analogie aurait de sérieuses limitations, puisque dans ce « patrimonialisme moderne » qui serait le populisme, la légitimité du chef proviendrait de son charisme et non pas d'une tradition attribuée, comme dans le patrimonialisme traditionnel (ibid., p. 340). Ainsi, avec cette nouvelle structure d'organisation politique créée par le populisme, la relation entre un leader et ses partisans aurait un caractère plébiscitaire et cela, nous le déduisons de notre lecture du texte de Mouzelis et d'autres, pour deux raisons principales. Premièrement, parce qu'il n'y aurait plus l'intermédiation entre un leader et ses électeurs exercée par des agents du clientélisme,

tels que le *chefe político* et le *cabo eleitoral*. Deuxièmement, parce que dans les pays périphériques où le populisme serait répandu (surtout en Amérique latine) il n'y aurait pas de corps intermédiaires entre la société civile et l'État pour réaliser une incorporation horizontale des masses. De cette interprétation, nous arrivons à deux conclusions. La première est que, différemment de Mouzelis, nous croyons que la transition du clientélisme oligarchique au populisme se comparerait davantage à un changement entre une domination de type féodal à une domination charismatique moderne, et non pas à une transition du féodalisme au patrimonialisme. La deuxième, qui est en désaccord avec la lecture que Conniff fait du populisme, est qu'en dépit du fait que le « populisme démocratique » de Pedro Ernesto ait pu briser les liens de dépendance politique qui liaient les masses urbaines de Rio au « *coronelismo* urbain », l'intégration sociale qu'il promut n'aurait pu être que verticale, c'est-à-dire être le résultat d'une politique d'État, comme l'attestent les programmes sociaux étatiques qu'il mit en place dans son gouvernement.

Dans le cas brésilien, il est clair que le populisme naquit des cendres des formes d'organisation sociale et politique issues de sa colonisation et de son capitalisme périphérique. Il fut un élément de dissolution des formes de domination et de dépendance qui avaient, jusqu'à son apparition, régné en maîtres dans la société brésilienne. Le populisme fut ainsi un élément de transformation et de modernisation au Brésil du XX$^{e}$ siècle. Il aurait émergé dans le vide de l'« insolidarité sociale » brésilienne décrite par Oliveira Viana justement pour s'opposer à cette « insolidarité » qui perdurait depuis des siècles. L'État brésilien n'aurait pas pu évoluer vers des formes plus modernes d'organisation et de développement sans détruire les liens de (in)solidarité et de sociabilité qui étaient à la base du pouvoir oligarchique. Cependant, nous pouvons constater que ce mouvement modernisateur qui fut le populisme brésilien « classique » eut une tâche sociale un peu paradoxale à accomplir : celle de détruire un ordre social basé sur un vide! Le manque de solidarité sociale organique et horizontale qui était la colonne vertébrale du *coronelismo* rural et urbain n'aurait pas pu être « détruit » qu'en bâtissant de nouvelles formes de solidarité. Et comme ces formes n'existaient pas tout à fait dans la « société civile », il fallait que l'État se charge de leur création, tel un démiurge de la modernité (peut-être avant qu'elles ne naissent par elles-mêmes et hors de tout contrôle).

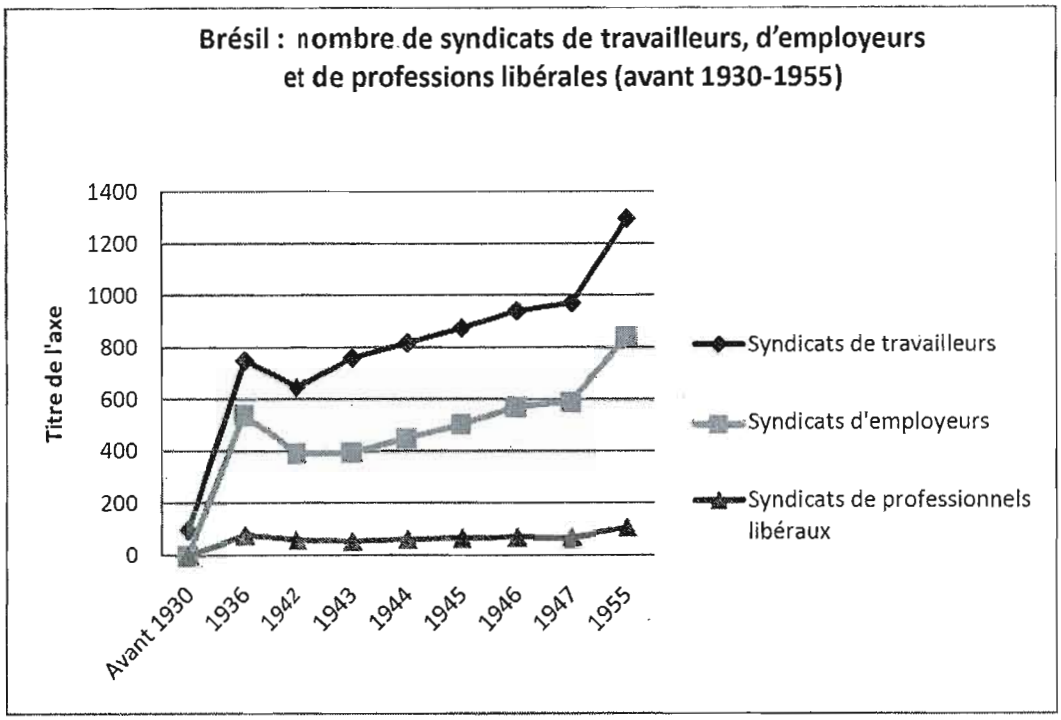
Comme nous l'avons déjà commenté, la forme choisie par l'État varguiste pour créer ces nouveaux liens de solidarité sociale fut le corporatisme syndical. Toutes les professions et tous les travailleurs devaient se syndicaliser. De cette manière, on assista à l'époque de l'Estado Novo - et même bien au-delà - à une éclosion de nouveaux syndicats qui incorporaient les professionnels brésiliens aux structures corporatives de l'État, comme le montrent les graphiques 2.1 et 2.2 ci-dessous.

**Graphique 2.1**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

**Graphique 2.2**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

De cette manière, une bonne partie de la société urbaine brésilienne se réorganisait selon le modèle voulu par les idéologues de l'*Estado Novo*. Des milliers de travailleurs acquéraient une nouvelle identité sociale et ils jouissaient de droits sociaux et politiques nouveaux. La formation du nouveau citoyen brésilien, peut-être même du nouveau « peuple » brésilien, battait à plein régime. Indiscutablement, les liens de dépendance associés aux formes de dépendance et de domination traditionnelles du « *coronelismo* urbain » étaient en train de se dissoudre. Mais l'autre côté de la médaille était le fait que les droits accordés par le nouvel État brésilien n'étaient pas à la portée de tous. Et aussi le fait que ces droits étaient justement accordés par le pouvoir étatique et, en tant que largesse bienveillante de l'État, ils pouvaient en principe être retirés, selon la volonté du Léviathan et du César en place.

## 2.5 Le populisme historique au Brésil 4 : la citoyenneté régulée

Quand l'État lui-même se charge de la création de nouvelles formes inclusives

d'organisation sociale, le caractère « normalisateur » et « dominateur » de celles-ci sera sans doute plus rehaussé. Dans ces conditions, c'est-à-dire en tant qu'œuvre d'État, le populisme brésilien n'aurait pu qu'être associé à des formes d'intégration sociale qui puissent être contrôlées politiquement, en plus d'être limitées pour éviter de trop taxer les ressources publiques. Le politologue brésilien Wanderley Guilhermo dos Santos définit cette inclusion sociale maîtrisée du populisme de Vargas comme « une extension régulée de la citoyenneté » (1987, p. 67). C'est cette « extension régulée de la citoyenneté » (ou « citoyenneté régulée ») qui aurait été à la base de tout un nouvel ordre social et d'accumulation au Brésil dans les années populistes. Cette extension de la citoyenneté aurait supposé, bien sûr, une inclusion sociale de secteurs sociaux marginalisés auparavant, mais elle fut, bien sûr, fortement limitée et dominée par l'État.

> Par *citoyenneté régulée*, je comprends le concept de citoyenneté dont les valeurs se trouvent non pas dans un code de valeurs politiques, mais dans un système de stratification occupationnelle, et que, de plus, un tel système de stratification occupationnelle est défini par la loi. En d'autres mots, sont considérés comme citoyens les membres de la communauté qui se trouvent dans n'importe laquelle des professions *reconnues* et *définies* par la loi. (ibid., p. 68, notre traduction)

Ainsi, l'inclusion sociale du populisme brésilien fut en grande partie basée sur des lois corporatistes inspirées du fascisme italien et non pas sur un concept normatif de citoyenneté qui aurait considéré celle-ci comme un droit de tous les membres de la communauté nationale. Avec cette restriction, *les droits du citoyen étaient, en large partie, une conséquence de la régulation des métiers*. Plus encore, seules les métiers reconnus officiellement ouvraient les portes de la citoyenneté, puisque les travailleurs des professions reconnues par l'État étaient les seuls à pouvoir s'organiser en syndicats et à jouir ainsi des droits tels que le salaire minimum, les vacances, etc. Et il va sans dire que cette reconnaissance supposait aussi de sérieuses limitations quant aux droits reconnus aux travailleurs. Toute organisation syndicale autonome était interdite, comme l'était aussi le droit de grève. Dans la vision corporatiste, positiviste et autoritaire qui forma

idéologiquement le populisme de Vargas, les syndicats étaient des instruments de paix sociale et contre la lutte des classes et, pour cette raison, il fallait qu'ils soient étroitement contrôlés par l'État. Par conséquent, si la politique populiste de Vargas élargit une inclusion sociale qui avait fait fort défaut au Brésil dans sa période oligarchique, elle se réalisa sous une étroite maîtrise étatique et avec de très importantes restrictions et limitations. Nous pourrions dire que, en réalité, la dimension normalisatrice prédomina largement sur la dimension inclusive en ce qui concerne le populisme autoritaire de l'*Estado Novo* de Vargas. Plus encore, cette inclusion laissa de côté tous les travailleurs urbains qui n'œuvraient pas dans les métiers non reconnus par l'État et aussi, cela est extrêmement important, tous les travailleurs du secteur rural qui formaient la majeure partie de la population économiquement active du pays à l'époque. Dans le monde rural brésilien et même dans une partie du monde urbain, celui de la marginalité citoyenne, l'« insolidarité » sociale et le manque presque total de droits continuerait à prédominer pendant longtemps. Et il y aurait un prix à payer des décennies plus tard pour cette omission, comme nous le verrons ci-dessous.

Ce large manque des droits de tout type, pendant qu'une minorité jouissait de droits sociaux relativement généreux pour l'époque, nous rappelle encore une fois que la modernisation sociale et politique en Amérique latine suivit un chemin particulier si comparé à celui des démocraties plus avancées d'Europe et d'Amérique du Nord. Sur ce point, l'œuvre classique de Thomas Humphey Marshall (1950) constitue le jalon qui nous permet d'établir l'originalité de ce cheminement latino-américain et peut-être même de comprendre en partie le phénomène du populisme dans cette région. Marshall divise la citoyenneté en trois parties: la partie civile, la partie politique et la partie sociale (ibid., p. 10). La citoyenneté civile est associée aux droits civiques fondamentaux, tels que le droit à la justice et à la liberté; la partie politique est associée aux droits politiques, notamment le droit de voter et d'être élu et, finalement, la partie sociale est liée aux droits qui font la promotion de l'équanimité sociale, tels que le droit à un salaire minimum et à la sécurité sociale (ibid., p. 10-11). Dans la formation de l'État-nation moderne et spécifiquement dans le cas anglais, qui est pris par Marshall comme modèle, les droits civiques apparurent en premier lieu, les droits politiques en deuxième et les droits sociaux en troisième. Plus précisément, les droits civiques se formèrent au XVIII$^{e}$ siècle, les droits politiques au XIX$^{e}$ siècle et les droits

sociaux au XX$^{e}$ siècle (ibid., p. 14). Cette évolution des droits citoyens n'est pas incompatible avec une société divisée en classes, mais pendant que la division de classes est un système d'inégalités, la citoyenneté est une mesure d'égalité, un statut qui serait octroyé à tous les membres de la communauté d'un pays (ibid., p. 28-29). Le statut de citoyen aurait, à travers le temps, substitué le système de statut différencié associé aux classes et aux fonctions professionnelles pour se transformer dans la base d'équité sur laquelle une inégalité acceptable pouvait être bâtie (ibid., p. 34). Il va sans dire que cette évolution n'eut pas lieu sans des heurts et des contradictions, surtout en ce qui concerne les droits politiques et les droits sociaux. Toutefois, le résultat final fut cette égalité de statut donnée par la citoyenneté qui est plus importante qu'une égalité de revenus, puisqu'elle donne l'impression que les individus sont traités comme s'ils faisaient partie d'une même classe sociale (ibid., p. 56). De cette manière, l'inégalité de classes peut survivre pourvu qu'elle devienne tolérable par l'équité citoyenne.

Dans le cas latino-américain, et plus particulièrement dans le cas brésilien, l'évolution des droits citoyens suivit un cheminement complètement différent de celui tracé par Marshall. Selon José Murilo de Carvalho (2007), les droits sociaux au Brésil auraient été les premiers à gagner de l'importance, même avec les importantes restrictions que l'on connaisse, pendant que les droits politiques auraient évolué lentement et que les droits civiques auraient été longtemps bafoués. Cette évolution inversée fut, bien évidemment, la conséquence de la politique du premier gouvernement Vargas qui mit en place la vaste législation travailliste responsable de la création de la « citoyenneté régulée » mentionnée ci-dessus. Pour Carvalho, il ne reste aucun doute que la période 1930-1945 fut « l'ère des droits sociaux au Brésil » (ibid., p. 123), malgré toutes les ambiguïtés de la politique de Vargas. Chose plus étonnante encore, les droits sociaux introduits par Vargas auraient évolué sans cesse vers le perfectionnement et l'élargissement (ibid., p. 124-125), tandis que les droits politiques et civiques connurent d'importants retards et reculs jusqu'à la constitution de 1988. Ainsi, le Brésil allait rester encore un pays de peu de privilégiés et des ayants droit et de beaucoup de marginaux.

En résumé, nous avions dans le premier gouvernement Vargas une situation où les droits citoyens continuaient d'être un privilège accordé à une minorité malgré leur

élargissement notable et inédit dans l'histoire du Brésil. L'équité citoyenne, dont les droits sociaux auraient dû être le couronnement, était encore une vague promesse qui miroitait dans un avenir lointain. Dans ce contexte, la perception que les nouveaux récipiendaires de droits sociaux avaient de leur situation était en quelque sorte encore plus proche de celle des personnes à charge rurales et urbaines des *coronéis*, qui n'avaient que de la gratitude pour les « faveurs » que ceux-ci leur avaient accordées, que de celle des citoyens des démocraties plus avancées, plus habitués à jouir de droits de toutes sortes. La popularité des leaders populistes se nourrissaient justement de cette perception que ces marginalisés nouvellement promus au rang de citoyens avaient de leurs droits.

> Le populisme au Brésil, en Argentine ou au Pérou, supposait une relation ambiguë entre les citoyens et le gouvernement. Il représentait un progrès en ce qui concerne la citoyenneté, dans la mesure où il amenait les masses à la politique. Mais, en contrepartie, il plaçait les citoyens dans une position de dépendance face aux leaders [...] L'anticipation des droits sociaux faisait de sorte que les droits ne soient pas vus comme tels, comme indépendants de l'action du gouvernement, mais comme une faveur en échange de laquelle la gratitude et la loyauté étaient dues. (ibid., p. 126, notre traduction)

Nous voyons donc qu'une des clés du succès du populisme au Brésil (et dans d'autres pays de l'Amérique latine) fut une inclusion sociale limitée de segments marginalisés de la population urbaine. Le fait qu'elle fut mise en œuvre de cette façon limitée et verticale permit à l'État de maîtriser les nouveaux intégrés dans la nation politique, c'est-à-dire les travailleurs urbains, et en même temps, elle créa aussi un puissant lien de loyauté entre ceux-ci et le chef du gouvernement. Toutefois, bien que Vargas profitât de la popularité de sa bienveillance perçue, cette inclusion était non moins nécessaire pour briser le monopole du pouvoir oligarchique et mettre une place un nouveau mode de développement, basé sur l'industrialisation et le marché domestique.

## 2.6 Le populisme historique au Brésil 5 : le discours politique de Vargas pendant l'*Estado Novo* et la crise de 1945

L'autre clé du succès du populisme pendant l'*Estado Novo* fut, bien sûr, le discours politique que Vargas adressa à ses fidèles et à la nation. Certes, dans le contexte de la dictature de l'*Estado Novo*, les discours de Vargas ne furent pas aussi fréquents ni aussi populistes que dans son deuxième gouvernement, mais au fur et à mesure que le retour du Brésil à la démocratie et aux élections se fit clair, il fallut mobiliser le support de ceux qui avaient bénéficié de sa politique d'inclusion sociale maîtrisée. Ainsi, si le discours de Vargas avait été conservateur et autoritaire pendant l'année 1930 et au début des années 1940, à partir de 1943, il prit toute une autre tournure, plus axée sur les droits des travailleurs (Fonseca, 1989, p. 313-314). C'est en 1943 que le gouvernement approuva un ensemble de mesures nommé *Consolidação das Leis do Trabalho* (Consolidation des lois du Travail), un vrai code légal qui garantissait à tous les travailleurs, entre autres, des vacances, des jours de congé et un paiement d'heures supplémentaires. De plus, exactement à la même année, Vargas commença une campagne de syndicalisation massive, dans le but évident d'élargir encore la base d'appui potentielle dont il pourrait disposer une fois les élections venues (ibid., p. 314). Encore en 1943, le ministre du Travail de Vargas, commença à proférer des leçons aux travailleurs brésiliens dans l'émission *A Hora do Brasil* (l'Heure du Brésil), qui était de retransmission obligatoire pour toutes les stations de radio du pays. Dans ces leçons, il soulignait l'importance, pour le gouvernement Vargas, des droits du travailleur brésilien, présenté comme un nouveau citoyen sorti de l'exclusion dans laquelle il était proscrit auparavant (Carvalho, 2007, p. 124-125). Vargas semblait vraiment avoir appris toutes les leçons de l'expérience populiste de Pedro Ernesto à Rio de Janeiro. Si ce dernier avait bâti sa réputation populaire autour de l'image de *médico bondoso*, Vargas construisait la sienne en tant de *pai dos pobres* (père des pauvres). Ainsi, au cours de l'*Estado Novo*, le discours de Vargas se transforma de plus en plus dans un discours axé sur sa propre personnalité et ses qualités d'homme exceptionnel. L'exemple le plus frappant de cette évolution fut la décision, prise en 1940, de faire du jour de son anniversaire, le 19 avril, un jour férié à commémorer, comme la date de l'indépendance et d'autres jours importants du calendrier national. La

personnalisation de la politique et la communication directe avec le public, surtout avec les travailleurs, acquirent une énorme importance au fur et à mesure que le régime autoritaire de l'*Estado Novo* marchait inexorablement vers une conclusion démocratique. Les discours que Vargas prononça à l'occasion des célébrations du 1er mai, jour du travail, se transformèrent en véritables pièces d'anthologie, où Vargas annonçait des mesures en faveur des prolétaires brésiliens et rappelait à son public les grands progrès sociaux réalisés dans son gouvernement. Ces discours s'ouvraient toujours par un très sonore « *Trabalhadores do Brasil* » (travailleurs du Brésil) et étaient transmis en direct par les radios du pays, en plus de se dérouler dans de très grands stades de football remplis par une foule en liesse.

Bien sûr, ce culte à la personnalité de Vargas et la propagande autour de son œuvre politique n'auraient pas pu être entretenus de façon efficace sans une forte mainmise sur les médias brésiliens. Le *Departamento de Imprensa e Propaganda* (DIP), créé par Vargas en 1939 et directement lié au bureau du président de la République, contrôlait tous les journaux et radios du pays et se chargeait de bâtir une image positive de Vargas, de son gouvernement, du Brésil et de la *brasilidade* (« brésiliennité »). Dans cette situation, 60 % des nouvelles étaient fournies aux journaux et radios par l'agence de nouvelles du DIP, les journaux rebelles furent fermés et les journalistes réticents furent cooptés (Capelato, 1999, p. 175). Le contrôle de la radio fut essentiel pour Vargas, puisque ce moyen de communication devenait de plus en plus populaire au Brésil. Dans la période de l'*Estado Novo*, le nombre de stations radio passa de 63 à 111 et le nombre d'appareils radio dans les mains de la population doubla entre 1937 et 1942 (ibid., p. 176). La relation directe de Vargas avec sa clientèle politique aurait été difficile, voire impossible, sans le DIP et la propagation massive de son discours politique sur les ondes radio nationales.

De cette manière, et malgré l'affirmation ci-dessus de l'importance du contrôle des médias, nous devons constater que l'importance du discours politique et la naissance d'un vrai populisme chez Vargas coïncident avec le déclin de l'autoritarisme comme une alternative politique viable dans le contexte de la participation du Brésil à la Deuxième Guerre mondiale à côté des forces libérales. Le besoin d'une communication directe avec ses partisans, d'une relation dialogique avec eux par l'entremise du discours, nait de la confrontation appréhendée entre le *varguisme* et les forces politiques qui s'y opposent, et qui

s'y opposeraient encore plus fortement une fois les élections rétablies. De plus, cette augmentation de l'importance du discours politique coïncide-t-elle aussi avec une accélération et un approfondissement des mesures concernant l'inclusion sociale d'une partie des masses urbaines au Brésil. Ainsi, le populisme semble se former, comme nous l'avions affirmé antérieurement, dans une intersection historique qui réunit un discours politique dirigé vers ceux qui sont au bas de l'échelle sociale et une politique d'inclusion sociale qui brise, du moins en partie, d'anciennes formes d'exclusion et de domination. Ce discours ne peut exister que dans la circonstance où la communication dialogique entre le leader et ses partisans est importante, ce qui veut dire l'existence d'institutions démocratiques minimes, et cette inclusion sociale vise l'incorporation politique et sociale de groupes jusque-là marginalisés, mais elle supposerait aussi des nouvelles formes de domination et de normalisation.

Nous ne pouvons pas, dans le cadre de cette thèse, réaliser une analyse extensive du discours de Vargas, mais une simple lecture de quelques-unes de ses pièces discursives plus connues de la fin de son premier gouvernment révèle des caractéristiques typiques d'une idéologie populiste. La première d'entre elles, certainement, est l'appel direct au peuple, ou aux travailleurs, qui constitue son interlocuteur privilégié. Ce discours établit une relation dialogique, mais aussi paternaliste, avec son public et ne cesse de souligner la bienveillance du leader envers ses partisans. Voici quelques exemples.

> Travailleurs du Brésil : je suis ici, comme dans d'autres occasions, pour participer à vos commémorations et témoigner de l'estime que j'ai pour l'homme du travail en tant que collaborateur direct dans l'œuvre de reconstruction politique et économique de la Patrie.
>
> [...] nous avons signé aujourd'hui un instrument d'une incalculable portée sociale et économique : la loi qui fixe le salaire minimum pour tout le pays. Il s'agit d'une ancienne aspiration populaire, une promesse du mouvement révolutionnaire de 1930 maintenant transformée en réalité, après de longues et précises études. (Vargas, discours du 1er mai, 1940, dans Bonavides et Amaral, 2002a, p. 406-409, notre traduction)
>
> Travailleurs : comme vous voyez, dans le régime actuel vous participez

directement à des activités organisatrices de l'État, dans un contraste flagrant avec la situation antérieure à 1930, quand vos intérêts et vos réclamations n'étaient même pas entendus et qu'ils mourraient étouffés dans les cachots étroits des postes de police. Aujourd'hui, vous avez, dans le plus grand et plus bel édifice public du pays, votre propre maison, dans laquelle vous rentrez sans aucune contrainte. (Vargas, discours du 1er mai, 1939, dans Bonavides et Amaral, 2002a, p. 402-403, notre traduction)

Nous notons aussi dans les discours d'avant 1943 une insistance sur l'ordre et sur la loi, en contraste avec le chaos des conflits entre classes. À ce moment, le discours de Vargas auprès de la classe ouvrière envoyait un message clair de paix sociale et d'union nationale, où toutes « les classes productives », fussent-elles riches ou pauvres, avaient leur place dans le processus de développement du pays. Vargas condamnait ainsi « les influences malsaines » qui « empoisonnaient le sentiment brésilien de fraternité avec l'exotisme de la lutte des classes » et faisait l'éloge des ouvriers brésiliens qui auraient su résister à l'influence « des utopies idéologiques », considérées pour lui comme « des calamités sociales ». Mais après 1943, et surtout quand une polarisation entre un camp « varguiste » et un camp « antivarguiste » se dessinait à l'horizon politique à l'approche des élections, le discours de Vargas commença à abandonner l'accent antérieur sur l'unité nationale et sur l'ordre et il passa à identifier l'opposition comme ennemie du peuple et des travailleurs.

J'ai toujours fait la politique du travailleur, la politique des hommes qui travaillent et qui produisent, dans les champs et dans les villes, dans les ateliers, dans les bureaux, dans les usines ou dans les chemins de fer, dans les bateaux, dans la mer et sur la terre, dans les guichets des banques et dans les établissements où travaille le fonctionnaire public. Partout j'ai essayé de répondre aux besoins de ceux qui travaillent.

Ce sont les profiteurs et les sybarites qui, tout en vivant dans l'abondance, ne veulent pas payer aux hommes qui travaillent une juste rémunération pour leur effort. Ce sont les bâtisseurs de monopoles et de trusts qui ne veulent pas de moi, ceux qui cherchent à désorganiser le budget du pauvre, en faisant que le coût de la vie soit plus cher et en provoquant l'augmentation des denrées de première nécessité. Contre eux, je

> serai toujours à côté des intérêts du peuple, pour faire valoir la loi. (Vargas, discours dans le Palais de Guanabara, le 30 août 1945, dans Bonavides et Amaral, 2002a, p. 602, 603, notre traduction)

Ce dernier discours de Vargas a toutes les caractéristiques de ceux qu'il allait prononcer dans son deuxième gouvernement, à l'apogée du populisme brésilien. Non seulement la relation personnelle du leader avec ses partisans est maintenue, mais elle est même radicalisée par une personnalisation accrue du discours, marquée par une augmentation de l'utilisation du « je » présidentiel, ainsi que par l'introduction d'une urgence et d'une menace par l'action subversive supposée des ennemis du chef d'État et, par conséquent, des ennemis du peuple également. De cette manière, le discours de Vargas commence à refléter l'isolement dont il était victime et il annonce déjà la crise qui mettra fin à son premier gouvernement.

L'année 1945 fut la dernière du premier gouvernement Vargas. Ce fut justement une année marquée par une polarisation politique typique du phénomène populiste, comme le dernier discours ci-dessus l'illustre. En préparation pour les élections qui devaient se dérouler cette année-là, la loi électorale de mai 1945 donna le coup de grâce avec la tradition des partis régionaux de la *República Velha* et elle détermina la création de partis d'envergure nationale. C'est ainsi qui furent créés les partis qui allaient disputer le pouvoir pendant presque deux décennies au Brésil, avant que la dictature militaire se termine avec l'expérience démocratique en 1964.

En mars 1945, le très important *Partido Trabalhista Brasileiro* (Parti travailliste brésilien – PTB), issu du mouvement syndical dominé par l'appareil d'État du gouvernement Vargas, vit le jour. En fait, le PTB fut créé par de hauts fonctionnaires du ministère du Travail de l'époque, qui choisirent Vargas comme président d'honneur du parti. Le PTB était ainsi un instrument de lutte électorale voué à la continuité de la politique travailliste de Vargas, mais par la voie démocratique des urnes et non pas par l'autoritarisme de la période plus dictatoriale de l'*Estado Novo*. La politique d'inclusion sociale allait se poursuivre par le PTB, dont le programme prévoyait une bonification des droits déjà accordés aux ouvriers, en plus de les étendre aux travailleurs ruraux. Toutefois, dans le contexte d'un État

démocratique, cet effort d'inclusion ne pourrait se faire que par une lutte politique ouverte où le discours politique aurait une importance capitale.

Le 7 avril 1945, l'*União Democrática Nacional* (Union démocratique nationale – UDN) fut fondée. Elle fut formée par les forces politiques de la société brésilienne opposées à Vargas, dont les secteurs oligarchiques qui avaient perdu leur pouvoir en 1930 ainsi que quelques libéraux. L'UDN allait se convertir dans la plus féroce opposition du « varguisme », ainsi que de toute la gauche au Brésil jusqu'au coup d'État de 1964.

Le troisième parti d'importance à être fondé en 1945 fut le *Partido Social Démocratico* (Parti social-démocratique – PSD). Le PSD fut créé par des politiciens liés à Vargas et nommés comme administrateurs des États du Brésil pendant la dictature de l'*Estado Novo*. Ainsi, le PSD était fortement lié au « varguisme », mais pas nécessairement au travaillisme. De cette manière, les forces alliées à Vargas avaient deux puissants partis politiques pour pouvoir dominer la politique brésilienne dans les années à venir. Peut-être un coup de génie de Vargas, la création de deux partis différents avec des racines politiques et sociales aussi différentes allait permettre aux forces qui l'appuyaient de créer des alliances électorales très puissantes et de perpétuer les grands traits de sa politique. Même s'il y avait quelques différences idéologiques entre les deux, le PTB et le PSD étaient en quelque sorte les faces d'une même pièce de monnaie et ils assurèrent la continuation de la politique « travailliste » et « développementiste » du « varguisme », pendant que l'UDN s'acharna à être l'alternative « libérale » à leur puissant oligopole du pouvoir.

L'année 1945 fut aussi celle de la campagne *queremista*, lancée par des partisans de Vargas voulant qu'il continue d'être au pouvoir, soit par sa candidature aux élections présidentielles qui étaient annoncées pour la fin de cette année, soit par la convocation d'une assemblée nationale constituante, qui allait redessiner les lois du pays, mais avec Vargas toujours à la présidence. Le nom *queremista* provient du slogan de cette campagne, « *Queremos Getúlio* » (nous voulons Getúlio). Le mouvement *queremista* fut appuyé par les forces du syndicalisme officiel créé par Vargas et aussi par quelques partis de gauche, dont le Parti communiste brésilien. Vers la fin de l'année, les manifestations des *queremistas* se multiplièrent et Getúlio commença à donner des signes qu'il pourrait accepter de continuer à la présidence, ce qui, bien évidemment, préoccupa les opposants de Vargas. Finalement, le

motif de la déposition de Vargas fut la nomination de son frère, Benjamin Vargas au poste de chef de la police du District fédéral. Cette nomination fut interprétée comme une manœuvre pour préparer sa continuation au pouvoir, et le 29 octobre 1945, le général Góes Monteiro, ministre de la Guerre, destitua Vargas sans aucune opposition sérieuse des alliés de ce dernier.

Mais le « varguisme », bien sûr, n'était pas vaincu, même s'il avait perdu une bataille. Vargas et ses alliés se rallièrent derrière la campagne du Général Eurico Dutra à la présidence de la République. Candidat du PSD, créé, comme on l'a vu, par des « varguistes » et naturellement appuyé par le PTB, l'autre parti du « varguisme », le général Dutra se fit élire en décembre 1945 par une très confortable majorité de 55 % des voix exprimées. Le candidat « antivarguiste » de l'UDN n'eut que 35 % des votes et le candidat communiste réussit la prouesse de ramasser près de 10 % des voix. Vargas lui-même se fit élire sénateur très facilement sous la bannière du PTB. D'ailleurs, le tout récemment créé PTB réussit à former le troisième groupe de membres du congrès national en importance, en plus de voir un de ses membres devenir ministre du Travail du président Dutra, qui payait ainsi l'appui reçu des travaillistes durant sa campagne.

Avec un tel succès électoral et une telle influence sur les institutions politiques du pays, après tout dominées par les forces « varguistes », le retour de Vargas lui-même au pouvoir n'était qu'une question de temps.

### 2.7 Le populisme historique au Brésil 6 : l'interrègne de Dutra et le deuxième gouvernement Vargas

Le gouvernement du général Dutra peut être considéré comme un interrègne de l'ère Vargas au Brésil. Timide et peu loquace, Dutra ne se fit pas remarquer tout au long de son mandat de quatre ans. Cependant, il ne fut pas non plus totalement passif. Très hostile à l'influence communiste dans la politique brésilienne, Dutra s'empressa de mettre dans l'illégalité le Parti communiste brésilien, ainsi que la *Confederação dos Trabalhadores do Brasil* (Confédération des travailleurs du Brésil - CTB), un organisme syndical indépendant créé par les communistes. En outre, il profita de l'organisation verticale et étatique du

syndicalisme brésilien pour intervenir dans 144 des 944 syndicats existants au pays, pour les nettoyer des « éléments extrémistes » (D'Araújo, 1992, p. 99). De cette manière, la structure syndicale particulière au populisme brésilien se montra utile aux dessins d'une politique plus conservatrice que celle des dernières années du premier gouvernement Vargas. Sous un gouvernement conservateur, l'assimilation des syndicats par l'État pouvait servir à mater toute velléité d'autonomie et de rébellion chez la classe ouvrière, mais sous un gouvernement qui comptait sur sa mobilisation pour se procurer de l'appui politique, les résultats pourraient être très différents.

Le gouvernement Dutra fut également celui où se déroula l'Assemblée constituante de 1946 qui élimina les dispositions autoritaires de la charte brésilienne. La nouvelle constitution issue de cette assemblée conserva néanmoins, mais sans surprise, toute l'architecture syndicale créée dans l'*Estado Novo,* de même que les lois sociales et du travail qui avaient mis en place la citoyenneté régulée au pays. Ainsi, l'échafaudage du populisme brésilien fut laissé intact.

Entretemps, la popularité de l'ancien président Vargas ne se démentait pas. Dans un pays où les partis politiques avaient été toujours chroniquement faibles et ne représentaient plus que des intérêts personnels et régionaux plutôt que des intérêts de classe (avec, bien sûr, des exceptions comme le Parti communiste et le PTB de Vargas), l'influence et le charisme de l'ex-président comptaient pour beaucoup. Il est tout à fait symptomatique que les articulations politiques en vue des élections présidentielles de 1950 se soldassent par un échec en ce qui concerne une possible candidature commune pour le PDS et l'UDN, deux partis avec des racines sociales et politiques plus traditionnelles, et par un succès en ce qui concerne l'alliance entre deux leaders populistes, Vargas et Ademar de Barros, qui comptait sur deux partis, le PTB et le PSP (*Partido Social Progressista* - Parti social progressiste), qui étaient plus modernes et s'appuyaient sur un électorat urbain et non pas sur la vieille structure du pouvoir oligarchique. L'incapacité de l'UDN de forger un front commun contre Vargas et l'association de celui-ci avec la puissante machine électorale du PSP à São Paulo lui assurèrent pratiquement la victoire. Les résultats furent éloquents, Vargas obtint 48,7 % des voix populaires, pendant que son principal adversaire, le général de l'air Eduardo Gomes, candidat de l'UDN, ne put faire mieux que 29,7%. Pour sa part, le PSD, plus enclin à

partager le butin du pouvoir avec Vargas que de former un gouvernement propre arriva en troisième avec 21,5 % des voix (ibid., p. 78).

Vargas prit de nouveau le pouvoir après un interrègne de six ans. Son deuxième gouvernement (1951 – 1954) se caractérisa par une intense polarisation nationale entre *varguistes* et *antivarguistes*. C'est l'époque où le populisme de Vargas atteignit son zénith. Sans le support de l'appareil répressif de l'*Estado Novo* après le retour du Brésil à la démocratie et une nouvelle constitution nationale libérale promulguée en 1946, Vargas dut trouver son appui sur des alliances politiques ou sur les syndicats et les partis politiques qu'il avait créés, et cela, pendant tout son deuxième gouvernement. Ce fut par conséquent un gouvernement marqué par l'instabilité et le conflit, typiques des gouvernements populistes de l'époque en Amérique latine. Ce fut aussi un gouvernement très nationaliste et, bien évidemment, très populiste. C'est à cette époque que la Petrobras fut créée et que les syndicats et le PTB eurent plus d'influence dans l'administration de Vargas, du moins à la fin de son mandat.

Le deuxième gouvernement Vargas pourrait être divisé en deux périodes distinctes. La première irait de 1951 jusqu'à la moitié de 1953 et se caractériserait par une politique de conciliation menée par Vargas ; la deuxième irait de la réforme ministérielle de juin-juillet 1953 jusqu'à août 1954 et se caractériserait par une radicalisation et un appel plus direct à la politique de masses populiste. En fait, le début du deuxième gouvernement Vargas fut marqué par la tentative de celui-ci de former un gouvernement de coalition, qui inclurait même des secteurs de la très « antivarguiste » UDN. Selon D'Araújo (ibid., p. 38), cette politique de conciliation de Vargas était vouée à l'échec, puisque le gouvernement ne jouait pas ses cartes de manière concertée. D'un côté, sa politique ministérielle reflétait l'effort de conciliation et de partage du pouvoir et, d'un autre côté, sa politique administrative, basée sur les conseils d'une équipe formée par ses assesseurs économiques et techniques plus directs, défendait sans compromis une défense des intérêts nationalistes et industrialistes du pays. En somme, pendant que dans le législatif et dans les ministères Vargas menait une politique traditionnelle de compromis, qui ne se distinguait pas d'une politique d'accommodation d'intérêts oligarchiques, dans le domaine administratif il implantait une politique de modernisation et d'industrialisation moderne et radicale, qui faisait fi des intérêts qu'il

essayait de contenter ailleurs. Pendant que ses assesseurs et ses ministres plus proches ainsi que des partis politiques, tels que le PTB et le Parti communiste, défendaient une politique nationaliste et développementiste, l'UDN prônait une formule néolibérale de croissance économique, plus en syntonie avec l'oligarchie agraire et le secteur exportateur (Skidmore, 1967, p. 87-88, 90,91). Bien évidemment, ces deux politiques étaient contradictoires et finiraient un jour par faire exploser les alliances que Vargas essayait de construire avec peine.

Maria Antonieta Leopoldi (1994), définit ce deuxième tour de Vargas au pouvoir comme un exercice précaire pour emprunter « le difficile chemin du milieu », c'est-a-dire adopter une posture non partisane et établir un gouvernement de conciliation, planant au-delà des contradictions des partis et des idéologies. Mais en faisant cela, Vargas aurait négligé d'établir de manière solide sa propre base de pouvoir, ce qui aurait affaibli politiquement son gouvernement. Sans un bloc d'appui bien défini et avec cette insistance à en emprunter ce « chemin du milieu », Vargas irait s'aliéner petit à petit une partie de ses propres partisans au Congrès, jusqu'à perdre l'appui du PSP d'Ademar de Barros, en 1954 (ibid., p. 198).

Bien que Vargas puisse compter avec l'appui des syndicats et même celui d'une partie de la bourgeoisie industrielle, réunie autour de la *Confederação Nacional da Indústria* (Confédération nationale de l'industrie – CNI), créée pendant l'*Estado Novo* comme la contrepartie patronale aux syndicats ouvriers, les forces antivarguistes n'étaient pas du tout négligeables. Premièrement, les « grands perdants » de la révolution de 1930, l'oligarchie agricole et le secteur commerçant de la bourgeoisie, s'opposaient à la politique d'étatisation et d'industrialisation de Vargas. Deuxièmement, les militaires, bien qu'en partie acquis à la cause nationaliste de Vargas, ne voyaient pas avec un bon œil son « anti-impérialisme » et la proximité de son gouvernement avec les syndicats et « les communistes ». Troisièmement, la classe moyenne, un secteur « gagnant » en 1930 et qui aurait augmenté en taille et en influence depuis, aurait été politiquement et économiquement négligée par le deuxième gouvernement Vargas, avec de très sérieuses conséquences politiques (Skidmore, 1967, p. 188-119). Quatrièmement, en ce qui concerne la conjoncture internationale, l'arrivée au pouvoir du président républicain Dwight Eisenhower le 20 janvier 1953 affaiblit la position de Vargas vis-à-vis des États-Unis, puisque le premier n'était plus disposé à financer et à

appuyer, ou du moins à tolérer, la politique brésilienne d'industrialisation et de substitution d'importations, comme Truman l'avait fait. Finalement, un point d'extrême faiblesse du gouvernement Vargas était le manque presque total d'appui dans la presse nationale. Une fois le DIP éteint en 1945, Vargas n'avait plus le pouvoir de censurer et de dominer les médias brésiliens et ceux-ci s'en donnèrent à cœur joie dans les critiques qu'ils adressaient à leur ancien ennemi. En fait, dans tous les journaux nationaux, Vargas pouvait seulement compter avec l'appui indéfectible du quotidien *Última Hora*, qui avait été fondé avec l'aide de son gouvernement, le reste était soit violemment antivarguiste, soit modérément antivarguiste (Abreu et Lattman-Weltman, 1994). L'opposition à Vargas allait se cristalliser autour de l'UDN et de quelques autres partis politiques, mais aussi autour des journaux et des radios et, plus grave encore, au sein des militaires.

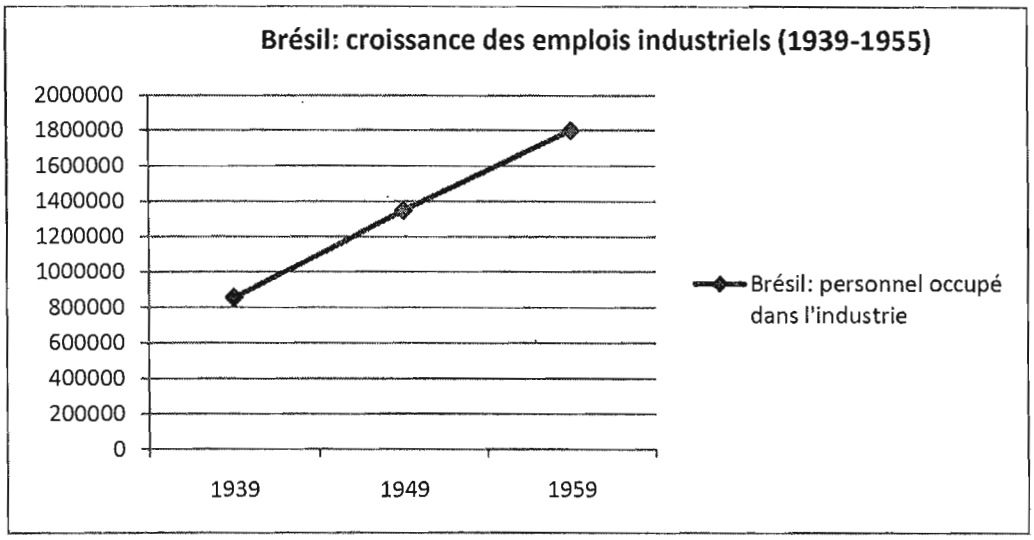
Déjà en mars 1952, à peine une année après avoir été inauguré comme président, Vargas recevait un rapport confidentiel d'un militaire à ses ordres qui narrait la rencontre de celui-ci avec le général Codeiro de Farias (Bonavides et Amaral, 2002b, p. 614-615). Selon ce rapport, le général décrivait la situation de « gravissime » à cause de l'insistance de Vargas à appuyer le général Estillac Leal, son ministre de la Guerre, un nationaliste soupçonné de sympathies syndicalistes et communistes, qui était en franc conflit avec le général Zénobio da Costa, un conservateur antivarguiste, vétéran de la Deuxième Guerre mondiale et qui jouissait d'un grand prestige dans l'armée. Vargas congédia son ministre de la Guerre le 26 mars 1952, mais l'agitation antivarguiste dans les forces armées continuerait à lui causer de problèmes.

Pendant ce temps, la politique économique du gouvernement était résolument développementiste et nationaliste et, sur ce point, elle ne se distinguait pas de la politique de développement de l'*Estado Novo*, ni de celle du *castilhismo* du Rio Grande do Sul. Vargas continua, là où l'avait laissé, le développementalisme qui l'avait toujours caractérisé. Dans son deuxième gouvernement, pour citer seulement quelques exemples, il établit en définitive le monopole étatique sur le pétrole, il créa le plan d'électrification nationale avec le projet *Eletrobrás*, il établit le *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico* (Banque nationale de développement économique – BNDE, toujours active au Brésil sous le nom de *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social* - BNDES) et il construisit les bases

nécessaires pour la création d'une industrie nationale des tracteurs, camions et automobiles. De plus, dans un geste clairement « anti-impérialiste », il limita par une loi spéciale les profits que les entreprises étrangères pouvaient envoyer à l'extérieur du pays. De cette façon, Vargas confirmait le genre d'action nationaliste et développementiste qui était en quelque sorte sa marque de commerce. Mais ce nationalisme et ce développementalisme seraient-ils les motifs du mécontentement contre lui? Il n'est pas très probable que ce soit le cas. Le développementalisme et même le nationalisme étaient des idéologies qui avaient de fortes racines au pays et même dans les forces armées. Chose intéressante, la campagne qui mena à la création de la *Petrobrás* fut tellement populaire qu'elle compta avec l'appui de nulle autre que l'UDN, pourtant le principal foyer des forces antivarguistes. Le motif principal du mécontentement grandissant envers Vargas se trouvait probablement ailleurs que dans sa promotion de l'industrialisation et de l'autonomie économique et politique du pays. Certes, ces politiques n'avançaient pas les intérêts d'une oligarchie agraire encore puissante. Toutefois, les politiques économiques de Vargas n'étaient pas exactement antiexportatrices, mais elles essayaient plutôt de limiter les importations de produits qui pouvaient être fabriqués au pays. Alors, les raisons de la montée de la contestation du pouvoir de Vargas se trouvaient probablement ailleurs que dans sa politique économique. Or, si le populisme latino-américain fut caractérisé par le nationalisme économique et aussi par la mobilisation et la relation privilégiée et directe avec les masses ouvrières urbaines, c'est dans cette relation que l'on devrait trouver l'explication de la montée antivarguiste responsable de la crise de son gouvernement.

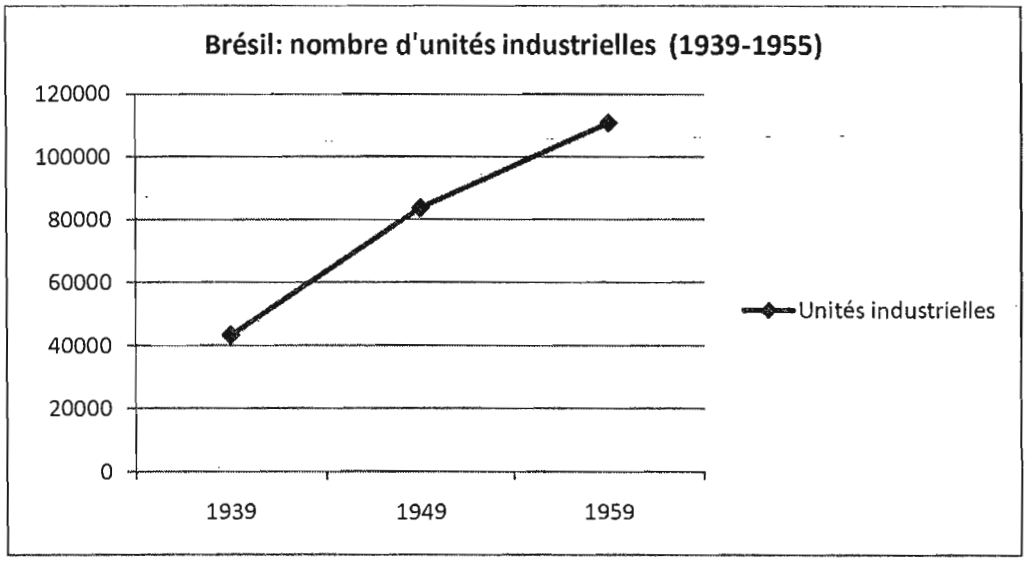
Le Brésil que Vargas retrouva en 1951 était très différent de celui qu'il commença à changer en 1930. Le principal client de sa politique sociale et le principal résultat social de sa politique de développement industriel, la classe ouvrière urbaine, avait grandi de façon spectaculaire depuis que les *tenentes* avaient pris le pouvoir. Cette classe, qui n'avait que 275.512 membres en 1920, atteignit le chiffre de 1.256.807 en 1950, et le les établissements industriels de São Paulo, qui étaient 14.225 en 1940, totalisaient 24.519 en 1950 (Fonseca, 1989, p. 431).

**Graphique 2.3**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

**Graphique 2.4**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

Le pays s'industrialisait et s'urbanisait à vue d'œil et l'importance sociale et politique du prolétariat industriel et des masses urbaines sous-employées augmentait chaque jour. Les syndicats étaient plus robustes que jamais, en grande partie à cause de la création de l'impôt syndical par Vargas en 1943, ce qui assurait un flux continu d'argent dans leurs coffres. De

plus, l'élimination du « certificat d'idéologie » pour tous ceux qui voudraient se porter candidat à un poste syndical ouvrait les portes à de syndicalistes plus combatifs et disposés à tester les limites de la structure syndicale officielle. En 1951, près de 200 grèves eurent lieu au Brésil; en 1952 le nombre de grèves monta à 300, et, en 1953, les syndicats organisèrent la plus grande grève dans toute l'histoire du Brésil jusqu'à ce moment-là, connue sur le nom de la grève des 300 mille (ibid., p. 445). Cette grève fut la plus grande réalisée cette année-là, durant laquelle le nombre de grèves atteignit 800, et cela seulement dans l'État de São Paulo. Ainsi, la structure corporative et verticale mise en place par Vargas n'empêchait pas que les syndicats se transforment en de vrais instruments de revendication et de lutte. Certes, Vargas avait dans son arsenal légal la possibilité d'interférer dans les syndicats « fauteurs de troubles » par le biais des pouvoirs que ladite structure corporative lui accordait, mais il choisit de ne pas le faire. Le mouvement syndical ne fut pas réprimé et, au contraire, Vargas nomma en 1953, Jango Goulart à la tête du ministère du Travail. Goulart, un proche de Vargas et président du PTB, pris systématiquement le parti des travailleurs et alla jusqu'à utiliser son pouvoir ministériel pour démettre de ses fonctions non pas un syndicaliste trop revendicateur, mais il le fit plutôt pour se débarrasser d'un qu'il considérait comme trop conciliateur (ibid., p. 447). Bien évidemment, cette façon d'agir, qui était non seulement favorable à l'existence des syndicats, mais qui consentait aussi à leur mobilisation, préoccupa beaucoup plus les vieilles et les nouvelles oligarchies que le nationalisme et le développementalisme de Vargas. De toute évidence, c'est là que se trouve la clé des conflits qui finirent par faire tomber ce gouvernement dans une crise insoluble avec ses opposants.

> [...] tout suggère que la mèche qui alluma la crise du deuxième gouvernement Vargas ne fut pas le résultat du « nationalisme », mais plutôt le résultat de l'inquiétude des classes dominantes vis-à-vis de l'attitude du gouvernement face aux grèves ouvrières entre 1953-1954. (ibid., p. 447, notre traduction)

Un exemple évident de cette inquiétude fut la dénonciation parue dans le journal *O Estado de São Paulo* faisant état d'une conspiration entre le gouvernement Vargas et le gouvernement Perón pour créer une espèce d'association politique entre les trois «

républiques syndicalistes » de l'Amérique du Sud, l'Argentine, le Brésil et le Chili, pour ainsi former une espèce de bloc antiaméricain et anti-impérialiste dans la région. Bien que rien ne fût jamais prouvé sur cette question, la nouvelle fit suffisamment de bruit pour mettre le gouvernement sur la défensive.

La situation de Vargas était précaire. Sans un solide bloc d'appui parlementaire constitué, sans l'appui des médias, sans l'appui des forces armées, le gouvernement Vargas ne pouvait que chercher une sustentation politique là où elle se trouvait : chez les syndicats et chez les nouveaux citoyens crées par la structure corporative verticale érigée par l'*Estado Novo*, mais qui manifestait une indépendance et une combativité que les architectes de cet édifice conservateur n'avaient ni prévues ni désirées. L'échafaudage non voulu du populisme avait mis la dynamique de confrontation en marche.

L'année 1954 marqua le paroxysme de la crise qui allait finir avec le gouvernement. Pris dans une situation qu'il peinait à maîtriser, Vargas opta pour une fuite en avant dans sa stratégie pour faire face à une opposition grandissante. Il ne pouvait simplement pas s'aliéner la seule base solide de sustentation dont il disposait. Déjà au début de cette année, la presse notifiait l'intention du ministre du Travail de donner une augmentation du salaire minimum de 100 %, ce qui provoqua de réactions antivarguistes très vives. En février, un manifeste signé par les colonels de l'armée fut publié dénonçant les bas salaires des officiers des forces armées et dénonçant sans équivoque le fait que, si l'augmentation de 100 % eût été accordée aux travailleurs, cela ferait de sorte que le salaire minimum serait presque le même que celui « d'un officier gradé », ce qui résulterait dans une « subversion aberrante de toutes les valeurs professionnelles » (Bonavides et Amaral, 2002b, p. 649-654). Les militaires ne toléreraient pas qu'un simple ouvrier puisse jouir d'un revenu similaire à celui d'un officier de l'armée, mais Vargas réagit en accordant quand même l'augmentation annoncée (même après avoir dû congédier son controversé ministre du Travail). De plus, Vargas radicalisa son discours à la classe ouvrière et commença à ressembler à son ministre du Travail déchu. Ce qu'il concédait d'une main, il le reprenait avec intérêt d'une autre. Le 1er mai 1954, jour du Travail, Vargas parla pour la dernière fois à sa base d'appui ouvrière. Ce discours marqua le zénith de sa rhétorique populiste et plaça Vargas dans une claire position de choc frontal avec tous ceux qui s'opposaient à sa « république syndicale ».

> Ceux qui voulaient me voir insensible devant les faibles et injuste avec les humbles ne me pardonnent pas. Je continue, pourtant, à être de votre côté. Ce que vous avez déjà obtenu n'est pas tout. Il reste encore à conquérir la plénitude des droits qui vous sont dus et la satisfaction des revendications imposées par la nécessité. Vous devez poursuivre votre lutte pour que l'effort commun en faveur de la réforme sociale ne soit pas ruiné et pour que celle-ci soit consolidée et perfectionnée.
>
> Pour cela, il ne faut pas hésiter devant le choix du chemin qui s'ouvre devant vous. Vous n'avez pas d'armes, ni de trésors, ni pouvez compter avec les influences occultes qui meuvent les grands intérêts. *Pour vaincre les obstacles et réduire les résistances, il est nécessaire que vous vous unissiez et que vous vous organisiez*. Union et organisation doivent être votre devise.
>
> Il y a un droit que personne ne peut vous enlever : le droit de vote. Et par le vote vous pouvez non seulement défendre vos intérêts, mais aussi influencer les destins de la nation. En tant que citoyens, votre volonté aura un poids dans les urnes. En tant que classe, vous pouvez imprimer au suffrage la force décisive du nombre. *Aujourd'hui, vous êtes dans le gouvernement. Demain, vous serez le gouvernement*. (Vargas, discours du 1er mai 1954, dans Bonavides et Amaral, 2002b, p. 677, notre traduction, nos italiques)

Avec ce discours, Vargas avait franchi un Rubicon duquel il s'était toujours éloigné auparavant. Si dans l'époque de l'*Estado Novo*, Vargas avait toujours dissocié son gouvernement de la lutte des classes, se posant en fait comme une alternative conservatrice à l'anarchie de la lutte des classes, maintenant il n'hésitait pas à inciter les travailleurs à s'organiser et à revendiquer davantage. Pire encore, il disait sans détour qu'ils devaient former le gouvernement futur, ce qui ne faisait que confirmer les craintes d'une « république syndicale », alliée à celle de Perón. Et pour constituer un double affront, ce discours de Vargas annonçait aussi des mesures à caractère social qui visaient une extension très ambitieuse de la couverture dont jouissaient les travailleurs brésiliens. En effet, Vargas faisait savoir qu'il avait envoyé au Congrès un projet de loi qui incluait les professions libérales, les travailleurs autonomes et, en plus, les travailleurs ruraux dans le filet de protection sociale, lequel favoriserait uniquement les travailleurs syndiqués urbains à ce moment-là. Cela

signifiait d'étendre la citoyenneté régulée créée dans l'*Estado Novo* à la vaste majorité, voire à la totalité des travailleurs brésiliens, incluant une partie de la classe moyenne, les employés domestiques et le vaste contingent des travailleurs ruraux qui vivaient encore sous le joug de l'oligarchie agraire. Bien évidemment, cette prétention était inacceptable pour les classes aisées urbaines et rurales et aussi pour la majorité des militaires. Premièrement, parce que les coûts associés à cette nouvelle inclusion sociale diminueraient les profits des entreprises et des fazendas. Deuxièmement, parce que sous le couvert de la protection sociale gouvernementale, les travailleurs ruraux et plusieurs catégories de travailleurs urbains s'affranchiraient de la domination patrimoniale de leurs employeurs et, troisièmement, la popularité que la mise en œuvre de cette mesure assurerait au gouvernement « syndicaliste » une longue continuation au pouvoir, avec ou sans Vargas. Le gouvernement s'était ainsi mis dans un cul-de-sac politique dont la seule issue était un recul qui le viderait de toute crédibilité. L'autre alternative serait de continuer dans la fuite en avant jusqu'à l'inévitable choc final.

La goutte d'eau qui fit déborder le vase de la crise du deuxième gouvernement Vargas fut un incident très grave avec le journaliste Carlos Lacerda, le leader de l'UDN et aussi le plus virulent des adversaires du président. Le 5 août 1954, Lacerda fut victime d'une tentative d'assassinat ratée, mais qui malheureusement résulta dans la mort d'un major de l'armée de l'air qui l'escortait à sa maison. Sans surprise, la réaction à cette bourde fut très vive, particulièrement au sein des forces armées et dans le journal *Tribuna da Imprensa*, qui était dirigé par Lacerda. Les officiers de l'armée de l'air commencèrent une investigation sur l'assassinat de leur camarade et arrivèrent à la conclusion que Gregório Fortunato, un garde du corps de Vargas, avait été le mandataire du crime. Plus encore, cette investigation démontra que plusieurs des gardes des proches de Vargas étaient associées à des criminels et qu'ils avaient profité de leur position de pouvoir pour s'enrichir. Vargas lui-même aurait dit à cette époque qu'il se sentait « dans une mer de boue » (Skidmore, 1967, p. 139). Après cela, l'opposition antivarguiste demanda de plus en plus fortement que le président démissionnât de ses fonctions. Vargas refusa, mais après un « manifeste à la nation » signé par les principaux officiers généraux des forces armées et un ultimatum présenté au président le 24 août 1954, Vargas comprit que ses jours au pouvoir étaient comptés. Coincé, il se suicida

juste après avoir reçu l'ultimatum en question, mais en ayant le soin d'écrire auparavant une très théâtrale et politiquement explosive lettre-testament au peuple brésilien.

La réaction populaire à la mort de Vargas prit tous ses opposants par surprise. Attristées par la disparition de Vargas et galvanisées par sa lettre posthume, les foules sortirent dans les rues des principales villes du pays et commencèrent des émeutes difficiles à maîtriser. À Rio de Janeiro, la foule en colère attaqua le siège des journaux de l'opposition, *Tribuna da Imprensa* e *O Globo*, en plus de brûler systématiquement toutes les affiches que l'opposition avait placées en vue des élections législatives (Ferreira, J., 1994, p. 73). Dans le *Palácio do Catete,* la résidence du président, une foule estimée à un million de personnes aurait essayé de voir sa dépouille, avant qu'elle ne soit transportée à São Borja, terre natale de Vargas (ibid., p. 76). À Belo Horizonte, une foule enragée détruisit complètement le siège de l'*Instituto Brasil-Estados Unidos* (ibid., p. 90). À São Paulo, un groupe de manifestants fit face aux tirs de la police, mais au lieu de reculer, elle continua à avancer jusqu'à prendre d'assaut les voitures policières et les brûler (ibid., p. 80-81). À Porto Alegre, capitale de l'État de Vargas, le siège de l'UDN fut attaqué et complètement dévasté (ibid., p. 84). En somme, le geste ultime de Vargas avait changé complètement le climat politique au Brésil. Si auparavant les partisans de Vargas se trouvaient dans la défensive, maintenant les antivarguistes étaient en déroute. Carlos Lacerda, la cible de l'attentat du 5 août dut partir en exil pour attendre que la situation se calme et pour pouvoir retourner au Brésil (Skidmore, 1967, p.142). De cette façon, ce qui aurait dû être un coup d'État des militaires avec l'appui de l'UDN ne put se concrétiser et le vice-président, Café Filho, assuma le pouvoir en toute légalité après la disparition de Vargas.

Une grande partie de cette réussite posthume de Vargas, qui déjoua les aspirations de ses ennemis, fut certainement due à la lettre-testament mentionnée ci-dessus. L'un des documents politiques les plus connus et les plus cités du Brésil, la lettre en question, associée au suicide de son auteur, fut le dernier coup de maître du génie politique de Vargas. Maintes fois analysée, son impact émotionnel était assuré non seulement par le geste fatal de Vargas, mais aussi par le langage très bien choisi dans lequel elle était écrite et qui établissait l'identification immédiate et directe entre le leader et ses partisans.

> [...] J'étais l'esclave du peuple et aujourd'hui je me libère pour la vie éternelle. Mais ce peuple duquel j'étais l'esclave ne sera plus l'esclave de personne. Mon sacrifice restera pour toujours dans son âme et mon sang sera le prix de sa rançon.
>
> J'ai lutté contre l'exploitation du Brésil. J'ai lutté contre l'exploitation du peuple. J'ai lutté à cœur ouvert. La haine, les infamies, la calomnie n'ont pas réussi à me décourager. Je vous ai donné ma vie. Maintenant, je vous offre ma mort. Je ne crains rien. Avec sérénité, je fais mon premier pas dans le chemin de l'éternité et je sors de la vie pour rentrer dans l'Histoire. (Lettre-testament de Vargas, dans Bonavides et Amaral, 2002b, p. 699-700, notre traduction).

Vargas avait disparu, mais il s'était assuré de rester dans la mémoire des classes populaires brésiliennes. Plus important encore, les institutions sociales, politiques et économiques créées par Vargas restaient intouchées après son départ. Si l'homme n'était plus là, l'architecture du populisme brésilien continuait à être solide. Le dernier chapitre du populisme brésilien n'avait pas encore était écrit.

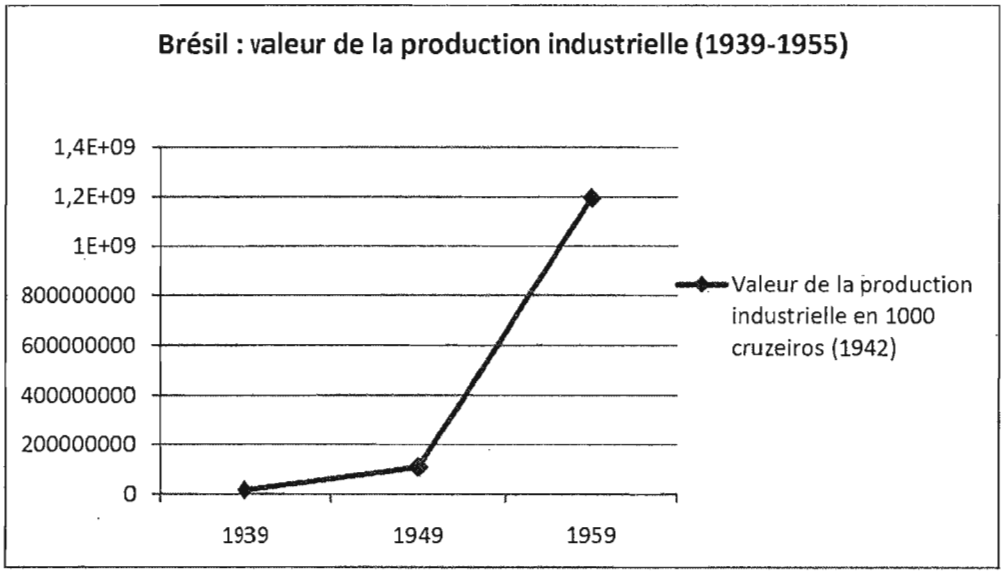
## 2.8 Le populisme historique au Brésil 7 : zénith du développementalisme avec Kubitschek, le gouvernement Quadros et la crise finale du populisme avec Goulart

La première élection après le suicide de Vargas eu lieu en octobre 1955 et le candidat de la coalition PSD/PTB, les deux partis créés par Vargas, Juscelino Kubitscheck, fut élu. La gestion du président, connu par les initiales de son nom (JK), fut la plus modernisante et la plus développementiste que le Brésil n'ait jamais connue. Le centre de tout son gouvernement (1956 – 1961) fut le *Plano Nacional de Desenvolvimento* (Plan national de développement), aussi connu comme le *Plano de Metas* (Plan de buts), qui songeait à faire « cinquante ans [de développement] en cinq ». Les buts de ce plan étaient, bien sûr, très ambitieux et ils incluaient l'augmentation de la production d'énergie électrique, de pétrole, d'acier, d'aluminium et d'autres ressources naturelles, l'amélioration de tout le réseau de transports au pays et, pour couronner le tout, l'implantation d'une industrie automobile et d'une industrie navale au Brésil (Sikkink, 1991, p. 136-137). Le grand bailleur de fonds de ce plan a été l'*Export-Import Bank* qui offrit une assistance 151 millions de dollars américains

pour financer ses principaux buts (ibid., p. 141). Le plus étonnant de cette politique de JK fut le fait que, malgré le pari d'apparence irréaliste de croire en la capacité du pays à atteindre des cibles très ambitieuses, son plan fut un succès presque total dans tous les domaines auxquels il s'attaqua. En se basant sur un rapport de Carlos Lessa, président du *Banco Nacional de Desenvolvimento* (Banque nationale de développement), concernant les résultats du plan, Kathryn Sikkink va jusqu'à affirmer que le plan peut être considéré comme un succès formidable (ibid., p. 152).

L'effet le plus visible de ce plan ambitieux fut la nette augmentation de la production industrielle au pays, qui presque doubla pendant le gouvernement Kubitschek. En fait, à la fin de ce gouvernement, la partie du PIB représentée par l'industrie dépassait pour la première fois celle de l'agriculture (Cohen, 2005, p. 119). Ce changement dans un pays qui avait toujours été un pays agricole équivalait sans doute à une révolution économique, et aussi symbolique, d'importance.

**Graphique 2.5**

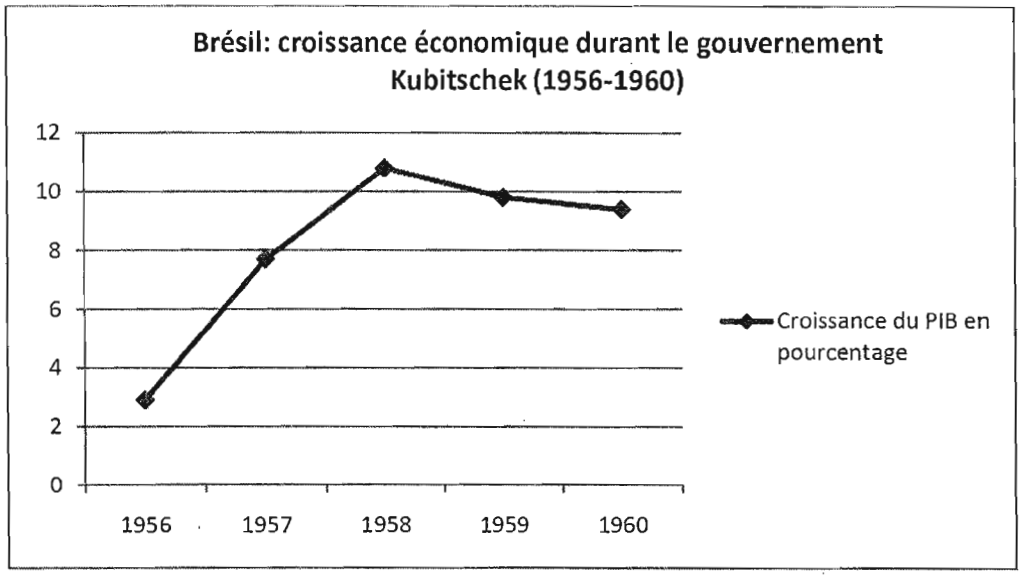



Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

Ce succès du développement industriel se traduisit aussi par une croissance marquée du développement économique, lequel, mesuré par l'augmentation du PIB du pays, se fit

dans une moyenne de plus de 7 % pendant tout le gouvernement Kubitschek.

**Graphique 2.6**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

Sans surprise, « les années JK » furent caractérisées par un optimisme sans bornes qui contamina tout le pays. En plus d'une industrialisation et d'une croissance économique remarquables, la consommation augmenta et le Brésil commença, grâce à l'œuvre de Kubitschek, à fabriquer ses propres biens de consommation durables, comme, par exemple, les voitures, qu'il fallait importer auparavant. Le Brésil semblait bien vouloir entrer dans la modernité. La preuve concrète fut la construction de la nouvelle capitale nationale, Brasília, dans un temps record de 42 mois durant le gouvernement JK. Œuvre majeure du modernisme urbanistique et architectural, Brasília donnait l'impression que le futur, ce futur tant rêvé par la psyché nationale, était enfin arrivé. Là, où avant il n'y avait rien, maintenant les édifices ultramodernes de l'architecte Oscar Niemeyer paradaient comme des ovnis futuristes qui s'étaient posés dans les lointaines hauteurs du plateau central du Brésil. Pour combler encore plus l'optimisme des Brésiliens, l'équipe nationale de football avait enfin remporté son premier championnat mondial en 1958, où elle avait été victorieuse contre plusieurs équipes des pays développés.

Les « années JK » furent aussi une période d'une relative paix politique, en large mesure par la capacité du président à faire des alliances, et cela malgré la rafale de projets et de changements qu'il proposa. L'habileté politique de Kubitschek joua certainement pour beaucoup dans la construction d'un consensus en ce qui concerne la mise en œuvre de son plan extrêmement ambitieux. Le *Plano de Metas* n'aurait été possible que par le fait qu'il jouit d'un grand appui de tous les secteurs de la société brésilienne, incluant les industriels, les travailleurs, les militaires et les deux principaux partis au Congrès (PSD et PTB) (Sikkink, 1991, p. 154-160).

Certes, un plan tellement dispendieux eut aussi des conséquences négatives pour le pays. L'inflation augmenta et la dette extérieure aussi. Au milieu de son mandat, JK dut faire face à un plan de stabilisation du FMI pour contrer l'instabilité macroéconomique que son plan créa, mais il n'hésita pas à rompre les négociations avec cette institution financière pour continuer à mener son plan sans encombrements (ibid., p. 146-147). Les coûts de la mise en œuvre de ce plan sont à l'origine de l'inflation brésilienne moderne qui se trouvera sans contrôle plus tard; mais le climat d'optimisme vécu dans le pays pendant le gouvernement JK suscite, encore aujourd'hui, la nostalgie des développementistes de toutes sortes et même dans l'imaginaire populaire. Le gouvernement Lula, par exemple, n'hésite pas à faire référence à l'époque JK pour construire un discours autour de sa propre stratégie de développement et du destin de son gouvernement[11].

Au gouvernement JK succéda le gouvernement JQ, du nom de Jânio Quadros, élu avec une majorité écrasante de voix en octobre 1960 sous la bannière du petit *Partido Democrata Cristão* (Parti démocrate chrétien) et avec l'appui de l'UDN. Jânio Quadros fut un phénomène dans l'histoire de la politique brésilienne. Cet avocat de São Paulo, fervent chrétien et de droite, sut séduire l'électorat brésilien par une campagne basée sur la lutte contre la corruption qui avait eu comme symbole une simple vadrouille. Son succès est difficile à expliquer puisqu'il ne fut jamais une étoile d'un parti politique important, n'eut jamais d'argent et ne fut jamais lié à un groupe économique fort. De plus, il ne contrôla jamais un journal ou une station de radio pour pouvoir mousser sa popularité. La seule

[11] Le journal Folha de São Paulo a fait plusieurs fois (22/03/06, 26/09/06, 03/03/06) mention du fait que Lula se compare à JK dans ses discours.

explication que nous pouvons trouver d'un tel phénomène de puissance électorale est l'écho que trouva son discours anticorruption et populaire chez les pauvres et les classes moyennes. Néanmoins, sa présidence se trouva fragilisée dès le début de son mandat, puisque la coalition des partis qui l'avaient appuyé comptait à peine 26 % des sièges dans la Chambre des députés (Mainwaring, 1977, p. 13).

Jânio Quadros renonça à la présidence le 25 août 1961, à peine sept mois après avoir inauguré ses fonctions. Il allégua dans sa lettre de démission que des « forces terribles » œuvraient contre lui et il s'exila au Royaume-Uni. Son vice-président, Jango Goulart, qui avait été élu sous la bannière du PTB et de façon indépendante de Quadros, comme la législation de l'époque le permettait, était parti pour prendre le pouvoir. Les militaires s'opposèrent à ce que Goulart fût le président de la République, car, comme nous l'avons noté ci-dessus, il était l'héritier du populisme gauchiste du deuxième gouvernement Vargas, duquel il avait été ministre du Travail. Pour que Goulart puisse être assermenté, le Congrès vota une loi constitutionnelle qui instaura le parlementarisme comme nouveau régime politique au Brésil. Malgré cela, Goulart réussit à récupérer ses pouvoirs de président effectif du Brésil par un référendum qui approuva le retour au système présidentialiste en janvier 1963. La victoire de Goulart, avec l'appui des partis de sa base politique et des forces syndicales, fut écrasante, le camp du « non » (contre le système parlementaire) obtint 9,5 millions de votes dans un total de 12,5 millions de votes (Fausto, 2006, p. 251).

Le gouvernement Goulart était similaire à celui du deuxième gouvernement Vargas, mais il comportait aussi certaines différences importantes. En ce qui concerne les similitudes, la dynamique populiste partisane et polarisante était certainement au rendez-vous, avec un gouvernement qui s'appuyait sur sa base syndicale plus encore que sur sa base politique et aussi avec une opposition centrée sur les partis conservateurs (mais surtout l'UDN), les militaires et une bonne partie de la presse. Également, comme dans tous les cas antérieurs de populisme au Brésil et en Amérique latine, un mouvement vers une inclusion sociale, économique et politique s'était mis en marche comme source de légitimation et de mobilisation autour du nouveau gouvernement. Cette fois, toute l'action du gouvernement était dirigée vers la mise en œuvre des « réformes de base ». Avec ce nom, Goulart et ses partisans voulaient, entre autres, étendre le droit de vote aux analphabètes et aux sous-

officiers des forces armées (deux catégories encore privées de droits politiques), étendre les droits de la « citoyenneté régulée » aux travailleurs ruraux (tel que Vargas avait essayé de faire), réaliser une ample réforme agraire afin de garantir l'accès à la propriété rurale à des millions de Brésiliens et continuer les réformes nationalistes dans l'économie, notamment par l'étatisation de certains secteurs (ibid., p. 246). En ce qui concerne les différences, il est important de signaler les suivantes :

1) La relation entre Goulart et ses partisans n'était pas celle qui avait eu lieu entre Vargas et les travailleurs. Le paternalisme de cette relation avait disparu et Goulart n'était pas un leader charismatique et personnaliste qui dictait la conduite à suivre à ses ouailles.
2) Le mouvement syndical était beaucoup plus organisé et radicalisé qu'avant. Les centrales ouvrières officielles continuaient à être l'épine dorsale de l'organisation ouvrière, mais celles-ci étaient allées au-delà des lois et des normes mises en place par la politique populiste et corporative de Vargas pour créer des organisations autonomes dans les marges de la légalité, notamment le *Comando Geral dos Trabalhadores* (CGT), fondé en 1962, qui aurait un rôle extrêmement important à jouer dans les événements qui menèrent à la déroute du populisme au Brésil.
3) Un mouvement de travailleurs agricoles et de paysans s'était organisé depuis les événements de 1954 et il posait une nouvelle menace au vieil ordre de domination de l'oligarchie rurale brésilienne. Étroitement liés au gouvernement Goulart, les *Ligas Camponesas* (Ligues paysannes) et les syndicats ruraux exigeaient une réforme agraire et la concession des droits sociaux au prolétariat rural, créant ainsi une nouvelle source de conflit politique qui n'existait pas de façon nette dans les gouvernements Vargas.

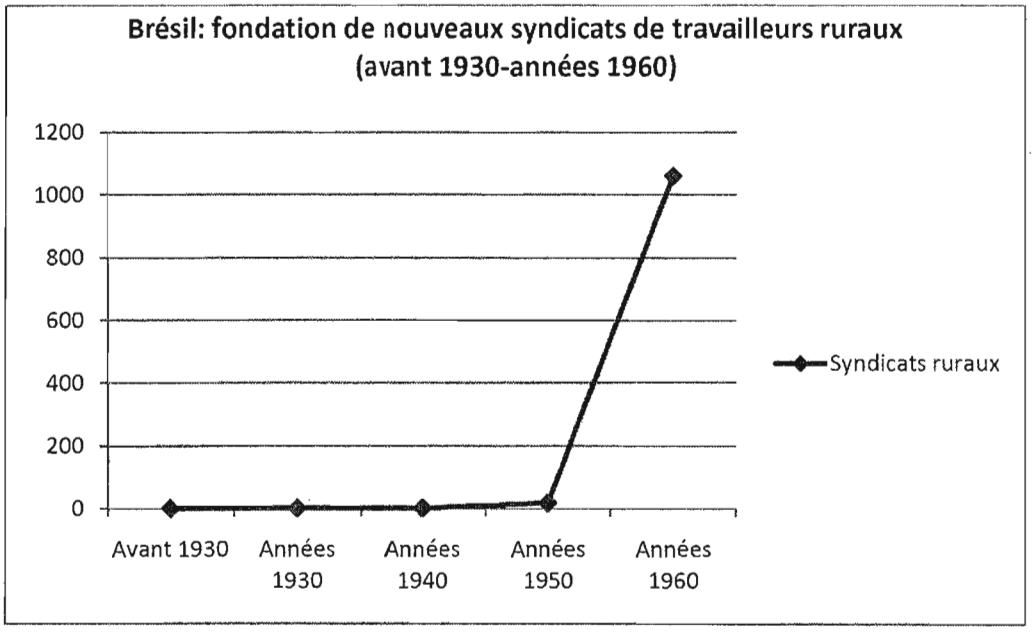
La signification politique de ces différences est que la politique populiste de l'inclusion avait atteint sa limite, puisque les segments de la population qui formaient la base d'appui du gouvernement étaient plus radicalisés et plus indépendants qu'avant et ses

revendications étaient difficilement supportables par les forces conservatrices du pays. L'extension des droits politiques aux sous-officiers des armées risquait de promouvoir la politisation de ce « prolétariat militaire », qui s'inclinait naturellement vers la gauche. L'extension de ces mêmes droits aux analphabètes pourrait faire pencher l'équilibre politique du pays résolument vers la gauche. Laisser la « citoyenneté régulée » faire tache d'huile dans le milieu rural résulterait dans une augmentation de la base sociale et politique du populisme. Ainsi, la confrontation entre les forces favorables et contraires aux réformes sociales et politiques promues par le populisme était inévitable et elle devrait se solder par la défaite de l'un de ces deux camps.

Cette confrontation finale entre populistes et antipopulistes était de plus inévitable à cause d'un changement majeur dans la dynamique qui avait caractérisé auparavant les relations entre l'État populiste et sa clientèle. L'inclusion contrôlée et verticale de Vargas avait cédé la place à des mouvements sociaux qui poussaient le gouvernement à l'action. D'une certaine façon, l'initiative se trouvait chez ceux qui avaient toujours été les cibles quelque peu passives d'une politique qu'ils n'avaient pas même formulée. Le pôle plus actif de la dualité populiste avait migré, du moins en partie, du haut vers le bas. Tout l'édifice de la « citoyenneté régulée » et de l'inclusion contrôlée servait maintenant de socle à des organisations beaucoup plus actives et autonomes. Les syndicats légaux étaient à la base du CGT, damant le pion à ceux pour qui les lois du travail inspirées de la *Carta del Lavoro* de Mussolini assureraient « la paix sociale » au Brésil. De leur côté, les associations légales de paysans avaient été les embryons des *Ligas Camponesas*, organisations irrégulières ou extra-légales, qui – ô comble de l'ironie – voudraient cette fois se transformer en syndicats ruraux reconnus par le ministère du Travail, fermant ainsi un cercle légal-illégal-légal qui, du moins en apparence, menait un mouvement social autonome à s'intégrer dans la structure étatique verticale crée par Vargas. Pourquoi? Parce que l'intégration à la structure étatique de Vargas apportait le grand bénéfice d'avoir accès à des ressources pécuniaires (assurées par un impôt syndical) et aussi parce que, de toute évidence, la dynamique populiste était beaucoup plus riche qu'une relation univoque et dominatrice entre l'État et les travailleurs. Alors, une fois que Goulart ouvrit la voie de la syndicalisation rurale par une nouvelle loi promulguée en mars 1963, le nombre de syndicats ruraux simplement explosa, comme le graphique ci-

dessous l'illustre.

**Graphique 2.7**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

Le fait est que cette même structure qui permettait à l'État de contrôler les syndicats s'était transformée en une rue à double sens, où l'influence se manifestait autant du bas vers le haut que du haut vers le bas. C'est là que nous voyons toute l'étendue de l'affirmation que nous avions faite ci-dessus concernant le fait que la structure d'inspiration fasciste mise en place dans l'*Estado Novo* avait à la fin servi d'échafaudage insoupçonné au populisme brésilien, tant pour que l'État puisse mobiliser la base d'appui du gouvernement que pour que la base mobilisée puisse faire pression sur le gouvernement. À la fin du gouvernement Goulart, le trafic dans les deux sens n'avait jamais été aussi intense.

Les dernières années du gouvernement Goulart furent celles de la crise finale du populisme au Brésil. Le modèle populiste de développement s'essoufflait et commençait à générer une pression inflationniste sur les prix et, en même temps, les travailleurs exigeaient de meilleurs salaires (Ianni, 1974, p. 210). Pour Ianni, la crise du modèle de substitutions d'importations alliée à une politique extérieure indépendante devait se résoudre, comme nous

l'avons déjà mentionnée, soit par une sortie amenant à une réintégration du Brésil au capitalisme mondial, soit par une révolution socialiste (ibid., p. 126). Cette affirmation, qui certes reflète une théorie radicalisée de la dépendance, a nonobstant la vertu de nous rappeler le climat de la Guerre froide à l'époque. Une fois la stratégie des substitutions d'importations épuisée, il ne restait à Goulart et au populisme que deux alternatives : faire marche arrière et perdre l'appui de ses électeurs populaires et syndicalistes, ou accélérer tout droit dans une fuite en avant, comme Vargas l'avait fait auparavant, vers la radicalisation de son programme de gouvernement. Certes, la deuxième alternative fut choisie par Goulart, qui commença par la mise en œuvre du plan des réformes de base mentionnée ci-dessus.

Le gouvernement Goulart ne fit pas dans la dentelle à la fin de son mandat. Coincé par les radicaux dans son propre camp, Goulart fut de plus en plus poussé à une radicalisation qu'il n'affectionnait pas. Selon Jaguaribe (1965, p. 178-181) les forces qui appuyaient Goulart étaient divisées entre une gauche développementiste et « positive » et une gauche étatisante et « négative ». Pendant que la gauche dite « positive » mettait l'accent sur une coalition incluant la bourgeoisie nationale et la classe moyenne par une politique de développement avec justice sociale, la gauche « négative » insistait sur la nationalisation des moyens de production et sur l'augmentation du pouvoir de consommation des masses au-delà de la capacité d'investissement du pays (ibid., p. 180). Cette dernière gauche était celle des syndicats, du CGT, des *Ligas Camponesas*, du Parti communiste et des radicaux du PTB, réunis autour de Leonel Brizola, membre de la Chambre des députés et beau-frère du président Goulart. L'insistance de Goulart à mener à bon terme les « réformes de base » lui aurait fait perdre l'appui de la bourgeoisie nationale et de secteurs de la classe moyenne, en plus d'attiser une opposition féroce des militaires et des secteurs conservateurs. Sans l'appui de forces importantes autres que celles constituées par la « gauche négative », Goulart se fit prendre dans un jeu de lutte pour le leadership de cette dernière avec Brizola, ce qui le poussa à se radicaliser.

> In his quest for popular support, without the compass of a party discipline, without the chart of an ideology to guide him, President Goulart was forced to be always farther to the Left than Brizola in a sterile and doomed attempt which rapidly overtaxed

his powers of endurance. (ibid., p. 181)

Goulart marchait vers le choc frontal avec toutes les forces antisocialistes et antipopulistes du pays et, apparemment, il était incapable d'appuyer sur les freins. Au début de 1964, il prit une décision qui allait lui couter cher. Sachant très bien qu'il n'avait pas suffisamment d'appuis dans le Congrès pour voter ses « réformes de base », Goulart décida de les faire approuver par un décret présidentiel, ce qui contournait le processus normal d'approbation des nouvelles lois par le législatif (Fausto, 2006, p. 253). En plus, il décida d'annoncer cette décision lors d'une manifestation populaire à Rio de Janeiro, dont l'organisateur principal était le CGT.

Le 13 mars 1964 eut lieu un des événements politiques les plus importants de l'histoire du Brésil au XX$^{e}$ siècle. Près de 150.000 personnes s'étaient réunies dans la Gare Centrale de Rio pour écouter, entre autres, le président Goulart parler. Conscient de qui l'avait invité à cette manifestation et de la foule de syndicalistes et d'étudiants qui formaient le nombre plus important des assistants, Goulart fit ce qui fut peut-être le discours le plus radical de sa présidence. Sans détour, il défendit son programme de réformes et annonça les mesures qui allaient permettre de les mettre en œuvre, en plus de fustiger les ennemis du peuple et des travailleurs. C'est une pièce rhétorique populiste que nous pourrions considérer comme exemplaire par le constant appel au peuple, par l'attaque frontale et constante aux ennemis du gouvernement, mais aussi par la promesse d'intégration sociale comprise dans les mesures gouvernementales annoncées.

> Je dois remercier les organisations syndicales qui ont promu cette grande manifestation et je dois remercier le peuple brésilien pour cette démonstration extraordinaire à laquelle nous assistons émus, ici dans cette ville de Rio de Janeiro.
>
> [L'annonce des réformes pour l'intégration de tous]
>
> Aujourd'hui, avec le haut témoignage de la nation et avec la solidarité du peuple réuni dans la rue qui, elle, appartient seulement au peuple, le gouvernement, qui appartient au peuple lui aussi, réaffirme son intention inébranlable de lutter avec toutes

ses forces pour la réforme de la société brésilienne. Non seulement pour la réforme agraire, mais aussi pour la réforme de la fiscalité, pour une réforme électorale ample, pour le droit de vote des analphabètes, pour l'éligibilité de tous les Brésiliens, pour la pureté de la vie démocratique, pour l'émancipation économique, pour la justice sociale et pour le progrès du pays. [...] Le chemin des réformes, c'est le chemin du progrès et de la paix sociale. Réformer, travailleurs, c'est résoudre pacifiquement les contradictions d'un ordre économique et juridique caduc, entièrement surpassé par la réalité du moment où nous vivons. [La réforme agraire] sera le complément de l'abolition de l'esclavage pour des dizaines de millions de Brésiliens qui vivotent à l'intérieur du pays dans une misère révoltante.

[L'attaque aux ennemis du peuple]

Ce qu'ils veulent c'est une démocratie avec le peuple bâillonné, un peuple étouffé dans ses aspirations, un peuple étouffé dans ses revendications. La démocratie qu'ils veulent nous imposer c'est la démocratie de l'antipeuple, la démocratie de l'antiréforme, la démocratie de l'antisyndicat, c'est-à-dire celle qui puisse mieux servir à leurs intérêts ou aux intérêts des groupes qu'ils représentent. La démocratie qu'ils ambitionnent c'est la démocratie des privilèges, la démocratie de l'intolérance et de la haine. La démocratie qu'ils veulent, travailleurs, c'est pour en finir avec la Petrobrás, c'est la démocratie des monopoles nationaux et internationaux, la démocratie qui puisse lutter contre le peuple, la démocratie qui mena le président Vargas au sacrifice extrême.

[La récupération de la mémoire de Vargas]

[J]e voudrais faire un hommage respectueux à celui qui a toujours été présent dans les sentiments de notre peuple, le grand et immortel président Vargas.

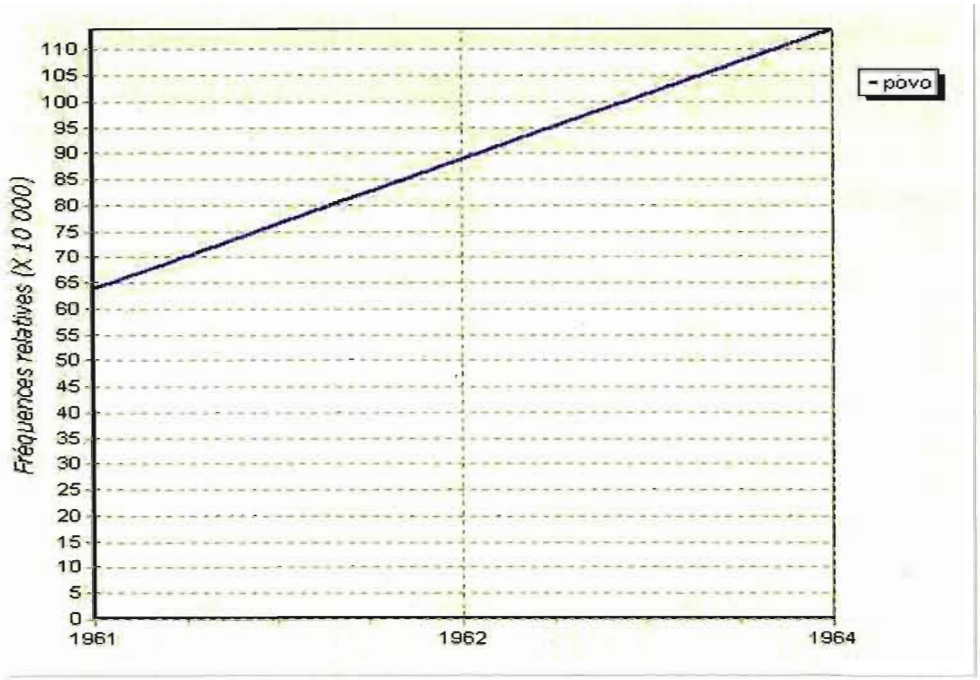
L'immortel et grand patriote est tombé, mais le peuple continue à marcher, guidé par ses idéaux. Et moi, particulièrement, je vis aujourd'hui un moment de profonde émotion par le fait de pouvoir dire qu'avec cet acte [la nationalisation de toutes les raffineries de pétrole], j'ai su interpréter le sentiment du peuple brésilien. (Discours du président João Goulart le 13 mars 1964, dans Bonavides et Amaral, 2002b, p. 840-

850, notre traduction).

Ce discours est la culmination de l'affrontement qui causa la crise finale du populisme historique au Brésil. Par sa délimitation limpide de deux camps opposés et irréconciliables, celui du peuple et celui de l'antipeuple, il reflète une situation politique exacerbée et radicalisée où le gouvernement ne peut que recourir à la mobilisation populaire pour trouver l'appui politique dont il a besoin. Sans l'appui du Congrès, sans l'appui de la majorité des médias, sans l'appui de la bourgeoisie nationale, sans l'appui d'une grande partie de la classe moyenne et, bien sûr, sans l'appui des militaires, le gouvernement de Goulart se trouvait exactement là où Vargas se trouva dix années auparavant, mais avec l'importante différence que cette fois-ci, la mobilisation populaire et syndicale semblait être au rendez-vous. Bien évidemment, en jouant la carte de la mobilisation comme recours ultime, avec l'aide du discours, le discours lui-même se transforme dans l'arme finale du populiste coincé et il doit être utilisé avec toute sa vigueur. Et n'ayant rien à perdre, il devient osé et limpide. Nous pouvons dire que Vargas et Goulart furent deux populistes qui eurent recours à des discours ultimes, des discours de la dernière chance, pour ainsi dire. Avec la différence que Vargas essaya d'atteindre ses ennemis par l'association entre un discours ultime et un geste ultime, laquelle réussit à galvaniser un appui politique posthume, pendant que Goulart joua la carte de la mobilisation populaire comme dernier geste pour défendre son gouvernement.

Si nous prenions quelques discours de Goulart par ordre chronologique, nous pourrions voir comment il montre des signes de radicalisation et d'augmentation des appels au peuple au fur et à mesure qu'il marche vers sa fin. Nous avons fait cette expérience avec l'exemple de quatre discours que nous avons choisis : son discours d'inauguration, en 1961, un discours aux travailleurs, le 1er mai 1962, le discours du 13 mars 1964 et celui qui fut son dernier discours public, le 30 mars 1964, un jour avant le coup d'État. Nous avons encore utilisé le logiciel d'analyse du discours LEXICO. Même si les limites de cet exercice sont très évidentes, puisque notre corpus est très restreint, il produit néanmoins des données intéressantes, que nous voyons ci-dessous.

**Graphique 2.8**
Fréquence du mot « *povo* » dans le discours de Goulart

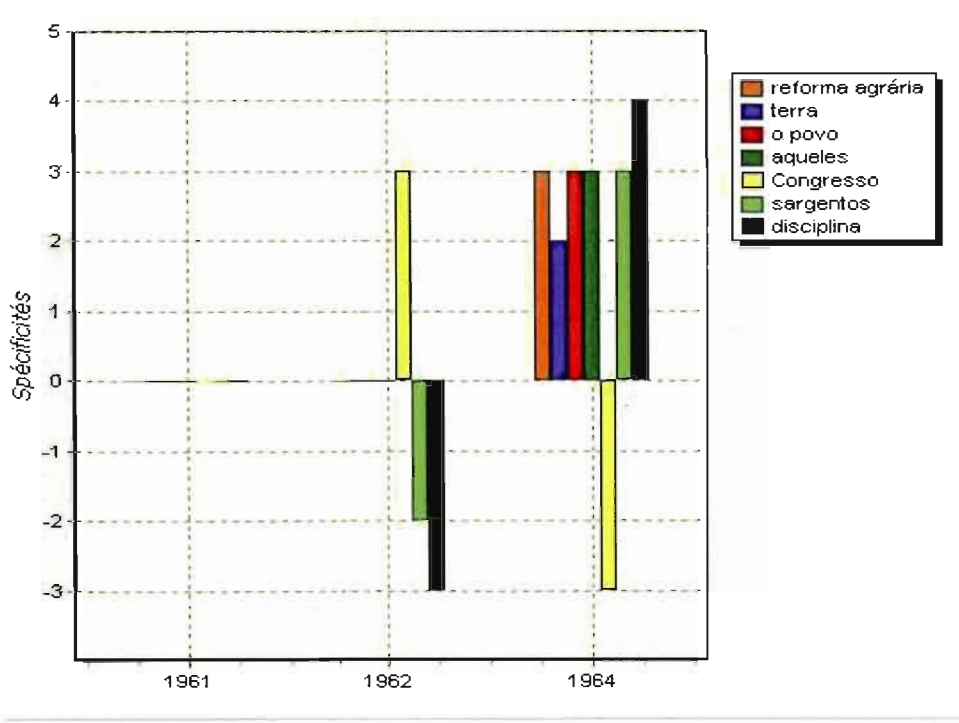



Source : Bonavides et Amaral (2002b)

Si nous excluons les prépositions, les articles et les conjonctions du discours de Goulart, le premier mot significatif qui apparait est le mot « *povo* » (peuple). En fait, « *povo* » est plus fréquent dans le discours de Goulart que toutes les formes verbales qui nous y trouvons, en incluant les formes plus communes de l'indicatif des verbes « *ser* » (être) et « *ter* » (avoir). Son discours est clairement dirigé vers le peuple et les fréquences relatives, déjà très élevées en 1961 et 1962, au début de son gouvernement, atteignent son zénith en 1964, quand le mot « *povo*» comprend plus de 1 % de tous les mots utilisés, ce qui est très significatif.

Et si nous considérons les discours de 1964 en tant que sous-corpus, nous pouvons constater que ce sous-discours reflète la situation de crise qui vivait le gouvernement Goulart et dévoile aussi les enjeux qui avaient contribué à créer cette même crise.

**Graphique 2.9**
Fréquence de certains mots dans le discours de Goulart




Source : Bonavides et Amaral (2002b)

Le graphique 2.9 montre la spécificité (positive ou négative) des fréquences de certains mots trouvés dans chaque sous-discours (années) par rapport aux autres. C'est en fait une comparaison interne du corpus formé par les discours de Goulart qui nous avons choisis. Ce qui saute aux yeux, c'est la fréquence plus significative de certains mots dans les sous-corpus de l'année 1964. Nous avons délibérément sélectionné les mots plus fréquents dans ce sous-discours (ainsi qu'un mot beaucoup moins fréquent dans ce sous-discours) pour révéler la nature de la crise finale du populisme historique au Brésil. Et le discours nous montre de manière claire que cette crise est le résultat, du moins en partie, du projet d'intégration sociale de Goulart par la mise en place de ses « *réformes de base* », mais surtout à cause de sa réforme agraire. La « *reforma agrária* » (réforme agraire) et la « *terra* » (terra) semblent être les enjeux majeurs de la confrontation qui oppose les partisans du gouvernement et ses ennemis. D'ailleurs, l'augmentation significative de la fréquence du pronom « *aqueles* » (ceux) est une indication que ce discours identifie deux camps : celui du peuple, clairement

délimité par la fréquence de « *o povo* » (le peuple) et celui des opposants au peuple, « *aqueles* » (ceux) qui ne sont pas le peuple ou « nous ». Comme dans le cas de Vargas, les racines de la crise populiste se trouvent dans les projets d'intégration sociale, politique et économique et dans l'élargissement des droits des moins nantis. Les fréquences relativement négatives du mot « *Congresso* » (Congrès) par rapport aux autres années dénotent le fait que Goulart avait renoncé à trouver son appui auprès des partis politiques et aussi le fait qu'il avait pris la décision de mettre en œuvre les réformes par décret, sans passer par la Chambre des Députés et le Sénat. Ainsi, la seule source de légitimité qui lui restait pour le faire était l'appel direct au peuple et la mobilisation populaire. Enfin, la surreprésentation relative des mots « *sargentos* » (sergents) et « *disciplina* » (discipline) illustre le fait que Goulart avait une source importante d'appui au sein des forces armées dans le rang des sous-officiers, auxquels il parlait assez fréquemment, mais il le faisait en les exhortant à la discipline militaire, puisque l'anarchie et la rébellion dans les rangs des armées pourraient signifier la fin de son gouvernement, comme ce fut en fait le cas.

Après le discours du 13 mars 1964, la droite militaire et civique se mobilisa pour faire tomber le gouvernement Goulart. Le 19 mars 1964 se réalisa la *Marcha da Família, com Deus e pela Liberdade* (Marche de la Famille, avec Dieu et pour la Liberté) qui réunit, selon les journaux de l'époque, autour de 500.000 personnes à Rio de Janeiro (ibid., p. 134). Cette marche montre, comme l'affirme Otávio Ianni, la pénétration d'un populisme de droite chez les classes moyennes brésiliennes, incarnée dans les figures politiques de Carlos Lacerda, Jânio Quadros et Adhemar de Barros (ibid., p. 133), lesquels étaient présents. Quelques jours plus tard, le 31 mars 1964, les militaires se mobilisèrent pour renverser Goulart. Celui-ci essaya de s'accrocher au pouvoir en téléphonant au général Amaury Kruel, commandant de la Deuxième armée, pour se procurer son appui, mais le général Kruel imposa comme condition de son appui que Goulart rompît avec le CGT, ce qui Goulart refusa de faire (Skidmore, 1988, p. 3). La dictature militaire que s'en suivit allait durer 21 ans et mettrait fin au cycle du populisme historique au Brésil, mais pas au développementalisme.

**2.9 La dictature militaire au Brésil**

Il y eut cinq présidences militaires au Brésil entre 1964 et 1985 : celle du Maréchal Castello Branco, entre avril 1964 et mars 1967 ; celle du général Costa e Silva, entre mars 1967 et août 1969 ; celle du général Médici, entre octobre 1969 et mars 1974; celle du général Geisel, entre mars 1974 et mars 1979 et celle du général Figueiredo, entre mars 1974 et mars 1985.

Castello Branco avait été un *tenente* en 1930 et était aussi un vétéran de la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle le Brésil avait participé aux côtés des alliés en Italie. Il jouissait d'un grand prestige dans l'armée et il fut le leader « naturel » du coup d'État de 1964. Ses premières actions au pouvoir furent dirigées contre toutes les organisations de gauche, ou soupçonnées de gauchisme, partout au pays. Par l'*Operação Limpeza* (Opération nettoyage) il réprima et mit dans l'illégalité les organisations catholiques de gauche et les divers partis marxistes-léninistes actifs au Brésil (ibid., p. 24). Aussi, il élimina le *Comando Geral dos Trabalhadores* (CGT), l'*União Nacional dos Estudantes* (Union nationale des étudiants) et les ligues paysannes du Nord-Est du Brésil. En ce qui concerne l'organisation politique du pays, Castello Branco mit fin aux multiples partis brésiliens et créa un système de deux partis : l'ARENA (*Aliança Renovadora Nacional* – Alliance rénovatrice nationale), pour appuyer le nouveau gouvernement, et le MDB (*Movimento Democrático Brasileiro* – Mouvement démocratique brésilien), pour accommoder l'opposition.

Le général Costa e Silva, un autre *tenente* de 1930, succéda à Castello Branco par une élection indirecte au Congrès national contrôlé par les militaires. Ce fut dans son gouvernement qui commença la phase plus dure de la dictature militaire au Pays. Face à une opposition de plus en plus active des syndicalistes, des étudiants et des mouvements armés qui commençaient à agir à l'époque, Costa e Silva promulgua, le 13 décembre 1968, le notoire AI-5 (*Ato Institucional 5*, Acte institutionnel 5), par lequel le gouvernement se donna le pouvoir de fermer le Congrès à sa guise et de suspendre les droits politiques de toute personne considérée dangereuse par le régime. Bien sûr, cet instrument fut conçu pour être utilisé et c'est ainsi que commença au Brésil la période appelée « *os anos de chumbo*» (les années de plomb). Costa e Silva utilisa le AI-5 immédiatement après sa création pour fermer

plusieurs législatures régionales et suspendre les droits politiques de 86 membres du Congrès national. Parallèlement à ces actions ouvertes, le régime commença aussi ses actions plus sombres de torture systématique et brutale d'opposants politiques liés à la lutte armée, aux partis politiques clandestins de gauche et à la résistance étudiante. Costa e Silva mourut avant la fin de son mandat, victime d'un infarctus, en 1969. Une junte militaire gouverna le pays durant trois mois avant que le général Médici eût été choisi pour lui succéder.

Le gouvernement Médici fut le plus sombre de toute la période de la dictature militaire, puisque la répression y atteignit un niveau jamais égalé dans l'histoire du Brésil indépendant. Médici était aussi un *tenente* de 1930, mais il était identifié à la période la plus antidémocratique de « l'ère Vargas ». Ce ne fut pas par hasard qu'il fit de Filinto Müller[12], le chef de la police politique de Vargas durant l'*Estado Novo,* le nouveau chef du parti politique du gouvernement (l'ARENA) et le nouveau président du Congrès. Si l'image du Brésil fut endommagée par l'orgie de violations des droits de l'homme durant son gouvernement[13], Médici obtint un certain succès commercial international par les politiques économiques introduites par son ministre des Finances, Delfim Netto, lesquelles assurèrent l'ouverture du marché interne pour les investissements financiers externes et réussirent à faire en sorte que l'économie du Brésil croisse à un taux très élevé pendant les quelques années du soi-disant « miracle économique ». En fait, pendant la période 1969 – 1973, l'économie brésilienne crût à un taux moyen de presque 11 % par an (ibid., p. 140), mais cette croissance se fit au prix d'une forte concentration des richesses qui augmenta l'iniquité sociale du pays. À cette époque, Delfim Netto aurait déclaré qu'il était nécessaire de « créer le gâteau avant de le partager ». Des années plus tard, les gouvernements démocratiques allaient devoir faire face au défi de finalement partager un « gâteau » que, depuis longtemps, l'économie nationale ne réussissait plus à produire.

Le gouvernement du général Geisel, qui fut aussi un *tenente* de 1930, se caractérisa par une ouverture politique timide et une politique économique plus nationaliste et plus développementalisme que celle de ses prédécesseurs. Geisel dirigea la compagnie pétrolière

---

[12] Filinto Müller avait été le chef de la police de Rio qui introduisit la pratique des décharges électriques pour obtenir les confessions d'opposants du régime de Vargas (ibid., p. 126).

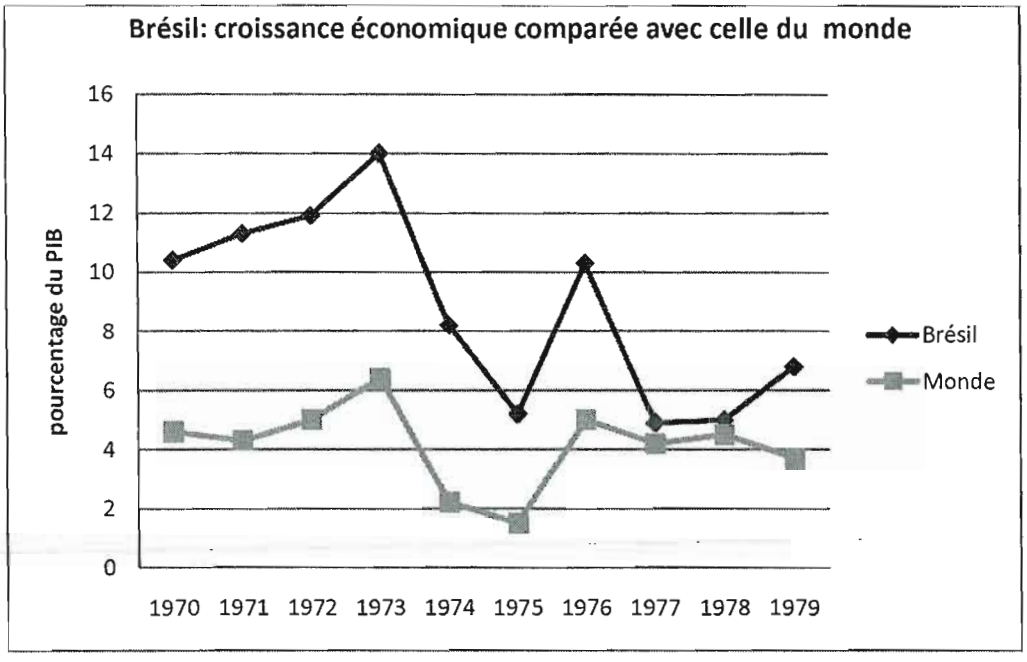
[13] En 1972, l'organisation Amnistie internationale dénonça plus de 1.076 cas confirmés de torture et plus de 472 tortionnaires recensés au Brésil (ibid., p. 126).

Petrobras entre 1969 et 1973 et, semble-t-il, était un enthousiaste des sociétés d'État. En réalité, son penchant pour l'économie étatique était tellement prononcé qu'il nationalisa la seule industrie pétrochimique du pays (*Petroquisa*), augmenta la participation de l'État dans les investissements productifs et, à cause de ces péchés, son gouvernement fut accusé de mener une nationalisation de l'économie et d'introduire le capitalisme d'État au pays (Gaspari, 2004, p.56-61). Chose remarquable pour un gouvernement de droite et anticommuniste, sa politique extérieure fut très indépendante et sous son gouvernail, le Brésil rétablit les liens diplomatiques avec la Chine et fut le premier à reconnaître le nouveau gouvernement de l'Angola quand le MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) prit le pouvoir en 1975, dans une situation encore très incertaine.

Le programme économique de son gouvernement fut un développementalisme classique basé sur la substitution d'importations et de grands investissements en infrastructure avec un financement extérieur (Lamounier, 2005, p. 150-151). La construction de la grande centrale hydroélectrique d'Itaipu, le programme nucléaire brésilien et le programme d'éthanol combustible furent initiés sous son mandat. Bien sûr, un plan de substitutions d'importations et un investissement étatique massif avec du capital importé a des limites structurelles, mais, à l'époque, il y avait une abondance de capital bon marché et le Brésil était le plus grand récipiendaire des capitaux de l'OCDE parmi les pays en développement (ibid., p. 152). Cependant, le gouvernement Geisel montra des signes clairs de ce que Peter Evans (1979) appelle « développement dépendant », c'est-à-dire un mode de développement qui requiert des importations massives qui sont plus importantes que les exportations générées et, cela, même quand les multinationales coopèrent dans la promotion de l'accumulation locale », puisqu'elles exportent plus de capital de retour au centre que le capital qu'elles n'y investissent (ibid., p. 307). Ainsi, pour Evans, le développement dépendant brésilien était inévitablement basé sur un système d'importations massives de biens en capital (ibid., p. 315), ce qui amenait ce système à avoir un problème chronique de balance de paiements et à des difficultés croissantes concernant une dette extérieure qui s'accumulait (ibid., p. 316). Quelques années plus tard, les contradictions de cette modalité de développement feraient exploser la crise de la dette et la fin de la stratégie de substitutions d'exportations, non seulement au Brésil, mais partout en Amérique latine. À l'époque

cependant, la stratégie développementiste traditionnelle semblait donner les fruits escomptés, surtout si l'on comparait la croissance nationale à celle du reste du monde, comme le montre le graphique ci-dessous avec les pourcentages de la croissance du PIB brésilien et du PIB mondial.

**Graphique 2.10**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)
et FMI (http://www.imf.org/external/ft/weo/1999/01/data - visité le 13-05-2009)

En ce qui concerne la timide ouverture politique mentionnée ci-dessus, elle fut bel et bien un processus que Geisel lui-même décrivit comme « lent, graduel et sécuritaire ». En apparence, le plan de Geisel et de son chef de cabinet politique, le général Golbery do Couto e Silva, était d'allier une ouverture politique avec la croissance économique, mais le choc du pétrole de 1974 et la fin de la période du « miracle brésilien » mit cette stratégie en grande difficulté. Le système bipartisan mis en place par la dictature militaire avait transformé les élections brésiliennes en référendums *de facto*, puisque les seuls choix disponibles étaient de voter pour ou contre le gouvernement. Or, ce fut exactement cela qui se produisit dans les élections générales de 1974, quand le parti du gouvernement essuya une cuisante défaite. Le

MDB gagna à cette occasion 16 des 22 places disponibles au sénat et augmenta sa représentation à la chambre des députés de 87 à 122 (Lamounier, 2005, p. 164). Devant la montée de l'opposition politique, le gouvernement opta pour des mesures qui firent reculer la très lente ouverture politique qui avait été amorcée. En 1975, le Parti communiste brésilien fut durement réprimé, et le même sort fut réservé au Parti communiste du Brésil (maoïste) en 1976. De plus, le gouvernement ferma le Congrès national en avril 1977, suspendit les droits politiques de plusieurs parlementaires de l'opposition et décréta un groupe de mesures pour garantir son contrôle sur le législatif. Ce groupe de mesures, intitulé le *Pacote de Abril* (le forfait d'avril), permettait, entre autres, au gouvernement de nommer un sénateur sur trois, ce qui valut à ces élus indirects le surnom populaire de « sénateurs bioniques ». Malgré cela, un retour en arrière aux « années de plomb » ne se concrétisa pas et à la fin 1978 un nouveau président fut choisi pour continuer l'ouverture politique initiée par Geisel.

Le dernier des présidents militaires brésiliens, João Figueiredo, arriva au pouvoir en mars 1979 et affirma dans son discours inaugural sa volonté de faire du Brésil une démocratie. En fait, le général Figueiredo amnistia les prisonniers politiques et permit du même coup le retour des exilés politiques en août 1979. À la même occasion, bien sûr, il amnistia aussi les militaires responsables de la torture et d'autres violations des droits de l'homme. Dans la même année, il abrogea le système bipartisan et libéra ainsi le gouvernement du poids croissant des élections à caractère plébiscitaire. Six nouveaux partis furent créés après cette nouvelle norme électorale, dont le *Partido dos Trabalhadores* (Parti des travailleurs), dirigé par un certain Luiz Ignácio da Silva, dit Lula, déjà célèbre pour les grèves qu'il avait récemment organisées dans la région de São Paulo. Cela n'empêcha pas l'opposition de s'unir pour voter contre certains projets du gouvernement au Congrès. Le gouvernement Figueiredo réagit par un autre *pacote*, celui-ci de novembre 1982, par lequel il était interdit à un électeur de voter en faveur des candidats de partis différents pour des postes différents. Ainsi, l'électeur ne pouvait pas, par exemple, voter pour un maire d'un parti et un conseiller municipal d'un autre parti. Les votes étaient désormais « liés » les uns aux autres (ibid., p. 173). Mais même cela ne put pas freiner les victoires de l'opposition dans les urnes. Après les élections générales de 1982, l'opposition avait obtenu la presque moitié des députés au Congrès et elle contrôlait les États les plus importants du Brésil, tels que São

Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais. Ce scénario politique fut aggravé par une récession économique qui n'aidait pas la popularité très chancelante du gouvernement Figueiredo. En plus, en essayant de s'accrocher au pouvoir par les manoeuvres casuistiques, le gouvernement forçait l'opposition à chercher dans la mobilisation des masses l'outil pour faire pression sur lui. En 1984 fut lancé le mouvement *Diretas Já* (élections directes maintenant!), lequel avait comme objectif que la prochaine élection pour la présidence de la république, prévue pour 1985, fut faite par la voie directe et non pas par un collège électoral au Congrès. Ce mouvement fut l'un des plus rassembleurs de toute l'histoire du pays et il arriva à réunir des millions de personnes dans les rues des principales villes brésiliennes.

En ce qui concerne le discours politique, il est intéressant de noter que, selon l'étude de Danielle Forget (1992) sur le discours démocratique au Brésil, c'est à cette époque que le discours politique de la dictature militaire abandonne sa rigidité *monologique* pour faire place à un *dialogisme* interne qui révélerait la force de l'opposition politique et qui, par conséquent, ne pouvait plus être ignorée. En fait, le gouvernement semblait tellement préoccupé par la montée en puissance de l'opposition qu'il chercha des contacts secrets à haut niveau avec les leaders du MDB, afin de conclure un accord qui puisse calmer la situation (Gaspari, 2004, p. 89-93). Cependant, en dépit de toute cette mobilisation, le projet de loi électorale qui devait changer le mode de scrutin ne fut pas approuvé par le Congrès national, soumis à une forte pression de la part du gouvernement. Mais cette défaite marqua le début de la fin de la dictature militaire au Brésil, puisque des membres du propre parti du gouvernement, le *Partido Democrático Social* (Parti démocratique social), le successeur de l'ARENA, commencèrent à abandonner le bateau du gouvernement autoritaire. Le 15 janvier 1985, le candidat de l'opposition à la succession du général Figueiredo, le sénateur Tancredo Neves, fut élu président du Brésil, en finissant ainsi avec 21 ans de gouvernements militaires au Brésil.

## 2.10 Conclusions du chapitre 2

Dans notre petite exploration de la littérature sur le populisme, nous avons rejeté les notions anhistoriques et fourre-tout de ce phénomène et nous nous sommes penchés en

faveur des analyses plutôt « socio-structurelles » du même phénomène, surtout en ce qui concerne la coïncidence entre populisme et inclusion sociale. Cependant, nous avons pris soin de ne pas tomber dans une conception du populisme en tant que phénomène daté et non reproductible dans les circonstances actuelles. Aussi, nous avons souligné l'importance du discours politique comme élément distinctif du populisme, duquel il ne saurait pas être dissocié. Nous avons avancé que le populisme semble se produire, du moins en Amérique latine, avec le concours simultané des politiques d'inclusion sociale et d'une forme de discours politique faisant appel au peuple ou à une autre catégorie sociale large. Le fait que l'Amérique latine fut en quelque sorte la terre d'élection du populisme ne pourrait pas être imputé à une quelconque tare culturelle de ce sous-continent, mais aux caractéristiques de son développement capitaliste périphérique qui créa un ordre social et politique très excluant et rétrograde dont la réforme exigea la mise en place de politiques très conflictuelles, même si, après tout, dans la plupart de cas, le sens de cette réforme n'allait pas plus loin que de moderniser une société arriérée et l'amener au niveau de celles de l'Europe et de l'Amérique du Nord en ce qui concerne l'inclusion sociale, politique et économique de sa population moins nantie.

Dans le cas particulier du Brésil, nous avons vu que le régime de Vargas mit en place une structure corporatiste d'inclusion sociale inspirée d'idéologies très conservatrices et autoritaires. L'inclusion sociale que cette structure permit fut très limitée et elle laissa de côté, pendant tout l'*Estado Novo*, la vaste majorité des déshérités du Brésil, lesquels vivaient dans le milieu rural et n'avaient pas une profession reconnue par l'État. Cependant, cette même structure fut le lieu d'une dynamique qui, à la longue, échappa en partie au contrôle vertical qui était sa raison d'être. Les syndicats et les associations permis par Vargas furent capables d'acquérir une certaine autonomie et, de leur intérieur, émergèrent des organisations extra-légales, autonomes et très influentes, comme le CGT et les *Ligas Camponesas*.

La résistance aux réformes voulues par les leaders populistes brésiliens et leur incapacité de créer une base d'appui politique plus large les amenèrent à chercher le soutien dont ils avaient besoin exclusivement auprès des bénéficiaires de leurs politiques d'inclusion, ce qui les poussa à une radicalisation de leurs objectifs et de leurs discours. Comme nous avons essayé de le montrer, les crises populistes de 1954 et de 1964 eurent en commun une

fuite en avant vers une confrontation politique où Vargas et Goulart firent une surenchère à la fois de leurs plans de réforme sociale et de leurs rhétoriques populistes. Cette coïncidence de réformes inclusives plus ambitieuses et d'un appel au peuple exacerbé dans les moments de crise confirmerait, selon notre avis, l'idée que le populisme latino-américain ne pourrait pas être compris dans l'absence de ces deux éléments clés. Après tout, le populisme ne fut jamais aussi populiste que dans ces moments de crise.

Une chose est certaine : après plusieurs années de réformes, l'inclusion sociale et politique promue par le populisme n'avait pas été complète. Loin de là, à l'aube de la dictature militaire au Brésil, la vaste majorité de la population rurale au Brésil n'avait pas les mêmes droits que les travailleurs urbains syndicalisés, même si quelques progrès avaient été faits. Plus encore, les exclus étaient très nombreux aussi en milieu urbain. Une bonne partie de cette population habitait dans les favelas et vivotait dans le sous-emploi. Et les analphabètes, qui étaient encore très nombreux au Brésil, continuaient à ne pas avoir le droit de vote. Plus grave encore, dans les années de la dictature, l'inclusion sociale fut presque complètement oubliée et la politique économique se préoccupa exclusivement de la croissance en oubliant tout effort de distribution équitable de revenu. Ainsi, si en 1960, les 20 % des Brésiliens plus pauvres avaient 3,9 % du revenu national, en 1980, ils n'avaient que 2,8%[14]. L'index de Gini, qui était de 0,500 en 1960, ce qui est déjà très élevé, grimpa jusqu'à 0,608 en 1970 (Cardoso et Helwege, 1995, p. 241), plaçant le Brésil dans la très douteuse situation de (presque) champion mondial des inégalités sociales. Une situation dont jusqu'à aujourd'hui il peine à se sortir. De cette façon, l'exclusion et la marginalité sociale persistaient dans le pays et constituaient le potentiel pour un retour du populisme dans le futur. *Répondre affirmativement ou négativement à la question sur le retour du populisme dans le Brésil d'aujourd'hui exigera de prouver où d'infirmer une nouvelle coïncidence historique entre des efforts d'inclusion sociale et un discours populiste.*

L'ère populiste au Brésil fut aussi l'ère du développementalisme nationaliste fondé sur les substitutions d'importations et l'industrialisation. Et cette dernière survit au populisme tout court pour régner encore sur la politique économique d'une partie de la dictature militaire, notamment pendant le gouvernement Geisel. En vérité, la croissance économique

[14] Donées de l'IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009)

au pays entre 1930 et 1964 fut tout à fait exceptionnelle et le Brésil se transforma profondément. D'un pays essentiellement rural en 1930, le Brésil de 1964 était déjà un pays avec une population majoritairement urbaine et une économie beaucoup plus diversifiée, où la production industrielle représentait plus de valeur que celle de la production agricole, comme nous l'avons noté ci-dessus. Cependant, contrairement aux politiques d'inclusion et au discours qui fait « appel au peuple », le développementalisme ne saurait être une caractéristique essentielle du populisme au Brésil, puisqu'il aurait survécu au coup militaire de 1964, comme nous en commenterons plus loin (à moins d'accepter la thèse du populisme comme une irresponsabilité budgétaire). Toutefois, la nostalgie du développementalisme de Vargas, de Kubitschek et d'autres pourrait être un élément exploité dans un nouveau discours populiste. Après tout, la mystique du progrès ne risque pas de mourir dans « le pays du futur ». Par conséquent, le développementalisme devra être un autre élément que nous chercherons à déceler dans les discours politiques que nous analyserons dans le dernier chapitre de cette thèse.

Mais avant de nous tourner vers le discours politique nous essayerons d'analyser de quelle façon le processus de mondialisation de l'économie, encouragé par le « consensus de Washington », aurait changé les pouvoirs attribués depuis toujours à l'État-nation, en nous penchant, dans le cas des pays latino-américains, sur la manière dont ceux-ci se seraient ajustés à cette nouvelle réalité, notamment en ce qui concerne la promotion de leur développement.

# CHAPITRE III

# Le développement et la mondialisation : la transformation du monde et le paradigme de l'État-nation

## 3.1 Objectifs du chapitre

Comme nous l'avons noté dans l'introduction de ce travail, la toile de fond de notre recherche se rapporte clairement à toute une discussion sur la mondialisation et les effets économiques, politiques, sociologiques, et même théoriques, que son irruption aurait provoqués dans les deux dernières décennies. À ce sujet, nous allons nous référer dans le présent chapitre aux principales tendances dans le débat sur la mondialisation ainsi qu'aux racines historiques de celui-ci dans la question du développement et des relations centre-périphérie. À partir d'une récapitulation théorique du débat historique concernant le développement et de celui, plus contemporain, autour de la mondialisation, notre premier objectif important est celui de déterminer dans quelle mesure les transformations apportées par la mondialisation auraient déterminé une nouvelle manière de promotion du développement dans les pays à la périphérie où à la « semipériphérie » du capitalisme mondial, notamment en ce qui touche l'Amérique du Sud et le Brésil en particulier. Notre

second objectif important est celui de clarifier les bases théoriques de notre perspective d'analyse de l'État-nation contemporain, que nous appelons « transformationalisme critique ».

En ce qui concerne la question du développement, nous essayerons de montrer comment, malgré leurs différences, presque toutes les théories engagées dans la polémique autour du développement et de la dépendance fonctionnaient avec le paradigme de l'État-nation en tant que cadre d'analyse et contenant effectif de l'économique, du social et du politique. Nous passerons en brève revue l'approche de la modernisation (Weber, Rostow, Germani), les théories de la dépendance (Prebisch, Furtado, Baran, Frank, Cardoso et Faletto, dos Santos, Marini, Amin) et la théorie du système-monde (Wallerstein, Arrighi).

En ce qui concerne le débat sur la mondialisation, notre intention est de montrer la relative rupture paradigmatique que celui-ci a apportée par le questionnement de l'importance l'État-nation dans une époque où la toile des processus économiques et des relations politiques, sociales et culturelles dépasserait de plus en plus les cadres conventionnels des États-nations. Nous aborderons plus en profondeur les différentes tendances dans ce débat, à savoir : 1) les *hyperglobalistes* (Ohmae, Fukuyama, Albrow, Hardt et Negri), les *globalosceptiques* (Wallerstein, Amin, Hirst et Thompson) et finalement ceux à qui nous nous intéressons de plus près, les *transformationalistes* (Giddens, Castells, Sklair, Beck, Habermas).

Nous allons aussi réaliser une exploration des effets concrets de la mondialisation en Amérique latine. Notre but ici sera celui de montrer comment ce sous-continent aurait été affecté par la crise de la dette et par l'ouverture des marchés domestiques à la concurrence étrangère à la fin du dernier siècle, mettant fin au cycle de développement par la substitution d'importation et inaugurant une période de dépendance économique et de reculs sociaux importants. Plus encore, nous essayerons d'éclairer la stratégie d'insertion économique du Brésil dans cette nouvelle phase d'accumulation de capital que l'on nomme souvent « mondialisation ».

Finalement, nous examinerons brièvement la question de la promotion du développement dans une économie mondialisée, en concentrant notre attention sur la formation d'alliances régionales stratégiques, notamment en Amérique du Sud, et aussi dans

l'activisme développementiste de la nouvelle diplomatie brésilienne.

### 3.2 Le débat sur le développement

Le débat sur le développement avait fait rage après la Deuxième Guerre mondiale jusqu'aux années soixante-dix, surtout dans les pays qualifiés en ce temps de « sous-développés ». Ce débat a suscité une importante littérature dans les pays du Sud à l'époque, et il renaît aujourd'hui face aux grandes questions posées par la mondialisation.

Le contexte historique et politique de l'émergence de ce débat est celui de la Guerre froide, c'est-à-dire de la confrontation idéologique et politique entre le bloc capitaliste, mené bien sûr par les États-Unis, et celui des pays socialistes, l'Union Soviétique en tête. C'est dans ce climat que les positions dans ce débat se sont forgées, chacune essayant de « montrer le chemin du progrès » aux pays qui n'étaient pas encore développés, soit les pays latino-américains, indépendants de longue date, et les pays récemment décolonisés d'Afrique et d'Asie. Dans ce contexte politique international extrêmement tendu, des événements tels que la Conférence de Bandung, en avril 1955, qui avait indiqué la voie du développement nationaliste aux nouveaux pays sortis du colonialisme, et la Révolution cubaine de 1959, qui avait laissé entrevoir la possibilité de l'alternative socialiste pour les pays du Sud, ne restèrent pas sans une réponse politique et idéologique. Ainsi, toute une lignée de pensée sur le développement, qui a survécu jusqu'à aujourd'hui, a été créée et disséminée un peu partout dans le monde.

De façon générale, trois positions politiques et idéologiques ont été représentées, grosso modo, par trois grands groupes de « théories » ou de perspectives: les « théories » de la modernisation, les « théories » de la dépendance et la perspective du système-monde. Les coïncidences entre ces théories et les positions politiques dans le débat sur le développement n'ont pas été totales, puisque les courants nationaliste et socialiste du développement sont présents dans les « théories » de la dépendance, tandis que la perspective du système-monde est associée plutôt au courant socialiste.

### 3.3 La modernisation

Les « théories » de la modernisation appartiennent sans doute à la pensée libérale sur la question du développement. De manière générale, comme on l'a souligné plus haut, il s'agissait de donner une idéologie du développement aux nations pauvres; un chemin à suivre différent de l'option socialiste du développement et de l'option du nationalisme protectionniste, toutes les deux hostiles aux intérêts américains ou européens. Les « théories » de la modernisation sont « étapistes » dans toutes leurs versions. N'importe quel auteur de cette mouvance fera toujours le contraste entre une société traditionnelle, rurale, arriérée ou sous-développée et une société urbaine, développée, industrielle ou moderne. Ainsi, les auteurs « modernisateurs » qui sont intervenus dans le débat sur le développement affichaient plutôt un optimisme débordant sur les avantages d'arriver aux étages supérieurs de l'évolution sociétale supposée.

La pensée de Germani (1962), le grand représentant de la sociologie de la modernisation en Amérique latine, affiche cet optimisme en ce qui touche au développment. La montée de la rationalité dans la société moderne est vue, contrairement à Weber, comme un développement positif et souhaitable. Selon Germani, la transition de la société traditionnelle à la société moderne se fait: « 1) par le passage des actions normatives aux actions basées sur le choix rationnel; 2) de l'institutionnalisation de la tradition à l'institutionnalisation du changement; et 3) d'un groupe d'institutions peu différenciées à leur spécialisation et différentiation croissantes » (ibid., p.94, notre traduction). Le changement à un rythme inégal des institutions peut amener à des pathologies conflictuelles (comme le populisme) au cours du processus de modernisation, mais l'issue finale est une société plus rationnelle et développée.

W. W. Rostow, le plus connu des idéologues de la modernisation, publia en 1960 son classique *The Stages of Economic Growth: a Non-Communist Manifesto*, dont le sous-titre ne laissait aucun doute sur ses allégeances politico-idéologiques. L'année de la publication, un an après la révolution de Fidel Castro à Cuba, n'aurait pu être plus opportune: il s'agissait, bien entendu, de fortifier le credo libéral dans les pays du Sud, qui auraient pu être tentés par l'expérience castriste, ou même par celle prônée par la Conférence de Bandung. Sa vision

était d'une simplicité extrême: tout ce que les pays « sous-développés » devaient faire c'était de suivre le modèle américain ou européen de la société dite « moderne » et le développement se ferait presque automatiquement.

Ses fameuses étapes de croissance économique, conçues comme une « alternative à la théorie de l'histoire moderne de Karl Marx » (Rostow, 1960, p. 1) constituaient un schéma linéaire de cinq niveaux de développement, à savoir: 1) la société traditionnelle, 2) les conditions préalables, 3) le démarrage ou « *take-off* », 4) la marche vers la maturité et 5) l'âge de la consommation de masse (ibid., p. 4-16). Selon cette conception, le développement devait donc se faire en suivant le modèle de son niveau le plus avancé: celui de la société de consommation de masse telle que trouvée aux États-Unis et en Europe occidentale.

Pour rendre justice à Rostow, il faudrait signaler qu'il reconnaissait que ses étapes du développement économique étaient des idéaux types arbitraires et qu'ils donnaient une façon limitée de regarder l'histoire (ibid. p.1). Pourtant, il faudrait aussi ajouter que son livre était certainement beaucoup plus qu'un exercice académique désintéressé et qu'il s'inscrivait dans la stratégie plus large du Département d'État américain en ce qui concerne sa politique pour les pays du « Tiers-Monde ».

Ici il nous faudrait éviter de faire l'erreur de penser que ce genre de manifeste appartient à une époque révolue de grandes tensions idéologiques, puisque comme nous essayerons de le montrer plus tard, ces actions académiques-politiques en faveur de l'idéologie libérale ont trouvé une continuité dans le débat sur la mondialisation.

### 3.4 La dépendance

On donne le nom de « théories » de la dépendance à un corpus de travaux sur la problématique du développement des pays du Sud qui a connu un essor très important dans les années soixante et soixante-dix, surtout en Amérique latine. Contrairement aux théories de la modernisation, l'abordage des *dépendantistes* était beaucoup plus critique en ce qui concerne l'accès des pays sous-développés à la croissance économique et au développement. Pendant que les *modernisateurs* croyaient qu'atteindre le développement était une simple question d'éliminer les barrières culturelles et politiques à son essor, ce qui en fait impliquait

l'adoption d'une politique économique de laissez-faire, les *dépendantistes* voyaient l'insertion des pays du Sud dans le capitalisme mondial comme *le* problème et *la* barrière à leur développement. Ainsi, les termes de la problématique du développement se trouvaient inversés chez les théoriciens de la dépendance, puisque pour eux c'était la position des pays « sous-développés » dans le capitalisme qui les empêchait de se développer. Ouvrir les portes de façon acritique à la voie capitaliste de développement et suivre le modèle des pays avancés tout en croyant que la loi des avantages comparatifs finirait par tirer les pays vers l'avant était donc une indicible sottise aux yeux des *dépendantistes*.

Les principales hypothèses de ces théories ou perspectives étaient les suivantes: 1) contrairement aux nations riches, qui ont un développement autocentré basé sur un marché intérieur fort, le développement des nations du « Tiers-Monde » serait subordonné et projeté vers l'extérieur; 2) par conséquent, souvent les nations pauvres présenteraient un développement interne maximum durant la période où leurs liens avec les nations avancées seraient plus faibles et 3) logiquement, quand les liens de ces pays avec le capitalisme avancé se resserreraient, la dépendance et l'instabilité économiques pourraient augmenter aussi.

Il nous paraît que nous pouvons diviser la production intellectuelle hétérogène des théoriciens de la dépendance en deux grands courants : 1) le courant structuraliste ou *mou* et 2) le courant socialiste ou *dur*. La principale différence entre les deux est que la version *molle* de la dépendance admet la possibilité du développement dans le système capitaliste, pendant que la version *dure* propose (ou proposait) une déconnexion de ce système pour ouvrir la voie au socialisme.

Le courant structuraliste est né avec les travaux réalisés dans la CEPALC (Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) par Raúl Prebisch, Celso Furtado, Osvaldo Sunkel, Aníbal Pinto et d'autres. Prebisch a été le premier à utiliser les mots « centre » et « périphérie » pour se référer à la relation inégale entre les pays développés et sous-développés dans le système du marché mondial (Prebisch, 1950). Pour Prebisch, la loi des avantages comparatifs ne fonctionnait pas pour les pays latino-américains (Larrain, 1989, p. 102-104), ce qui signifiait que la sortie pour ces pays était l'adoption des politiques économiques hétérodoxes, plus précisément une politique de « substitution d'importations », par laquelle les pays exportateurs de produits avec peu de

valeur ajoutée devaient imposer de lourdes taxes d'importation aux produits industrialisés du centre pour ainsi forcer leur propre industrialisation. Cette recette a été adoptée par beaucoup de pays latino-américains et a été une caractéristique de leurs économies jusqu'à l'émergence du néolibéralisme comme idéologie hégémonique dans les années 1980.

Une autre position de la dépendance *molle* a été celle du « développement dépendant associé », présentée par Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto dans leur classique *Dépendance et développement en Amérique latine* (1978). L'approche historico-structurale de Cardoso et Faletto était très critique de la façon abstraite et mécaniste dont la dépendance était comprise par plusieurs auteurs, ces derniers croyant qu'une seule loi globale pouvait expliquer les situations concrètes de dépendance partout dans le continent (ibid. p. 16). Pour ces auteurs, il était donc très important de prendre en considération la situation concrète et historique de chaque pays, surtout en ce qui concerne la lutte de classes interne et la « convergence d'intérêts entre les classes dominantes d'un pays donné et les classes internationales » (ibid., p. 17). De cette manière, par l'optique de la lutte de classes, on passerait d'une analyse abstraite à une connaissance concrète des situations de dépendance.

Il s'ensuit que, dans cette optique la dépendance ne pourrait pas être comprise comme un inévitable « effet » structurel imposé par les lois générales du capitalisme. C'est la collusion entre les intérêts des classes dominantes nationales et ceux des classes internationales qui déterminerait, dans chaque cas, un degré plus au moins important de dépendance structurelle. Par conséquent, il y aurait possibilité pour les pays latino-américains de se développer sans sortir du capitalisme.

Par conséquent, il n'y avait pas dans la pensée de la CEPAL, ni dans celle du « développement dépendant associé », une barrière infranchissable au développement des pays périphériques. Les *dépendantistes* version *molle* étaient donc, à un degré plus au moins important selon le cas, des développementistes. Bien sûr, quelques-uns étaient plus pessimistes que d'autres. Celso Furtado (1984), par exemple, croyait plutôt que le développement des pays périphériques était hypothéqué par les limites structurelles de l'expansion capitaliste, en vue desquelles le mode de consommation des pays du centre ne pouvait pas être étendu aux pays du « Tiers-Monde », mais le développement économique

n'était, en aucun cas, une impossibilité absolue, bien qu'il nécessitât des réformes en profondeur.

Le courant « dur » de la perspective de la dépendance a des racines historiques plus anciennes que celles de la version « molle ». On trouve ses origines dans les théories sur l'impérialisme développées au début du dernier siècle par Hilferding, Rosa Luxemburg et Lenine et retravaillées plus tard par Paul Baran (Larrain, 1989, chapitre 2). Alors que pour les classiques de la théorie de l'impérialisme, l'expansion capitaliste au niveau international apportait le développement aux pays « précapitalistes », dans l'optique de Baran les caractéristiques « arriérées » de ces pays étaient elles-mêmes le résultat du capitalisme (ibid., p. 80). Par conséquent, le sous-développement ne pouvait pas être vaincu dans le capitalisme puisqu'il était l'un de ses effets. Pour le vaincre, il fallait nécessairement aller vers le socialisme (Baran, 1973).

André Gunder Frank a été le représentant le plus cité de cette mouvance initiée par Baran. Pour la première fois, une théorie du développement nous donnait une vision holistique du capitalisme comme un système global qui intègre toutes ses parties (centre et périphérie) dans un ensemble régi par des lois uniques. Pour Frank « [L]es pays développés d'aujourd'hui n'ont jamais été sous-développés, même s'ils ont été un jour non développés » (Frank, dans Cockcroft, Frank et Johnson, 1972, p. 3). C'étaient les relations entre métropoles et satellites dans le système capitaliste mondial qui expliquaient la situation de sous-développement des pays « périphériques » (ibid., p. 6-7). Pour illustrer cela, Frank nous donne l'exemple du Brésil, dans lequel, tour à tour, différentes régions ont été choisies par les métropoles (le Portugal, l'Angleterre et les États-Unis) pour être incorporées au capitalisme mondial. Ainsi, à chaque instant de son histoire une région du Brésil a connu *une apparence de développement* pour après tomber dans l'oubli (ibid. p.7). Ces régions abandonnées ont été considérées parfois comme étant des exemples d'économies précapitalistes ou même féodales, mais rien ne pourrait être plus erroné que cela, puisque ces régions, telles que le Nord-Est brésilien, ont été façonnées par le capitalisme mondial dès le début de leur existence.

Samir Amin a été probablement celui qui a développé le plus la pensée de cette mouvance. Pour lui aussi, le capitalisme est beaucoup plus que la simple juxtaposition

d'économies nationales : il serait un système international dans lequel il y a des échanges inégaux entre centre et périphérie, basés sur leurs différents taux de plus-value (1988, p. 39-55). « Nier cette éclatante évidence [dit-il] conduit nécessairement à rejoindre Rostow : le capitalisme périphérique serait alors seulement une étape vers le capitalisme achevé » (ibid., p. 55). Comme pour Frank, les régions qui furent jadis très développées seraient aujourd'hui pauvres à cause de leur « périphérisation » précoce, pendant que celles d'autres régions, comme la Nouvelle-Angleterre et le Japon, qui furent « laissées pour compte » au début de la mondialisation du système, seraient les centres du développement contemporain (idem, 1985, p. 58). Pour sortir de cette situation, Amin voit dans la déconnexion du capitalisme et de sa loi de la valeur l'alternative pour les pays du « Tiers-Monde », puisque les lois de ce système s'opposeraient à la création de nouveaux centres autonomes de développement, tel qu'ils s'étaient développés dans son centre par le passé (ibid p. 35). Dans la vision d'Amin, l'esprit de Bandung, qui prônait le développement des pays périphériques par une bourgeoisie nationale, n'aurait été qu'une illusion, car la réalité des pays du Sud après la décolonisation serait celle de l'implantation d'un État compradore semi-industrialisé, nécessairement dépendant et par conséquent incapable d'assurer la maîtrise du processus interne d'accumulation, comme dans l'État bourgeois des pays avancés (ibid. 36-37). Le développementalisme de style « cépalien », basé sur la politique de substitution d'importations et l'industrialisation nationale n'aurait donc pas donné les résultats escomptés, ni le pourrait le faire, puisque la stratégie du capital dominant serait d'exploiter la vulnérabilité des tentatives de « constitution de l'État national à la périphérie du système » par des mécanismes divers, tels que « la dette et la domination d'un système financier mondialisé » et « la pénétration du modèle occidental de consommation de gaspillage dans les larges fractions des couches moyennes et mêmes populaires » des pays « sous-développés » (ibid., p. 36-37).

Comme on peut le constater, le fil conducteur de cette pensée critique sur le développement qui va de Frank à Amin, en passant par Marini (1991), dos Santos (1970) et d'autres, est une interrogation sur la possibilité du progrès pour les pays du Sud dans le cadre d'un capitalisme conçu comme un système mondialisé où les périphéries sont exploitées par un échange inégal de valeurs, soutenu par des mécanismes divers. De ces prémisses se

dégage une vision extrêmement pessimiste sur le développement périphérique dans le cadre de l'économie capitaliste.

Nous pouvons ajouter à la liste des sceptiques du développement ceux qui, aujourd'hui, s'inspirent de l'oeuvre de Michel Foucault pour mettre en évidence le savoir sur le développement et les structures de domination qu'il engendre. Dans ce courant, l'oeuvre maitresse est celle d'Arturo Escobar (1995), laquelle a inauguré une nouvelle façon de penser la problématique du développement. Comme le signale Jan N. Pieterse (2001, p. 34) c'est cette mouvance post-moderne qui est responsable de la crise des théories du développement aujourd'hui, puisqu'elle rejette l'idée du développement dans sa totalité. Cependant, le débat sur la mondialisation et les théories qui lui sont associées, comme nous verrons, ont donné un souffle nouveau à la notion de développement.

### 3.5 Le système-monde: le tout ou rien

La perspective du système-monde, créée par Immanuel Wallerstein, semble avoir été inspirée en partie par la vision *dure* sur le développement et aussi, et peut-être surtout, par la vision de l'histoire sociale de Fernand Braudel et le concept de longue durée (1997, p. 85-263). Pour Wallerstein, la clé de l'étude du développement c'est la détermination correcte de l'unité d'analyse. L'erreur souvent commise, même par les marxistes, a été, selon Wallerstein, de penser le développement au niveau des États-nations ou des régions, au lieu d'analyser le système capitaliste en tant qu'une totalité (2000, p. 73). C'est ce type d'erreur qui mena à penser, par exemple, qu'il y aurait eu des économies féodales en Amérique latine, ce qui fut vivement dénoncé par Frank. Selon Wallerstein, le seul niveau d'analyse possible c'est celui des systèmes sociaux considérés dans leur totalité. Il y aurait eu dans l'histoire seulement deux types de systèmes sociaux : les microsystèmes sociaux, soit ceux des sociétés dites primitives de chasseurs, cueilleurs et agriculteurs - aujourd'hui disparus - et les systèmes mondiaux, subdivisés en empires mondiaux et économies mondiales (ibid. p. 75). Or les empires mondiaux, tels que le chinois, l'égyptien et le roman, étant aussi disparus, il ne resterait donc aujourd'hui que l'économie mondiale moderne pour être étudiée, c'est-à-dire l'économie capitaliste qui s'est formée autour du seizième siècle et qui aurait mondialisé

les échanges de marchés, seul système social en existence dans le monde contemporain. Par conséquent, le seul niveau d'analyse possible pour penser le développement moderne (soit après l'année 1500) est celui du système capitaliste mondial. Ce système se développe comme un tout et, dans ce sens, il n'y aurait pas vraiment de « développement national », même si les États-nations constituent les unités de ce système et qu'ils y jouent un rôle important (ibid., 78-85).

Dans la perspective du système-monde, il y aurait aussi, en plus des «centres» et des « périphéries », les « semipériphéries », ce qui veut dire que la théorie des systèmes- monde est « trimodale » et non « bimodale » comme la théorie de la dépendance. Cette différence n'est pas un détail sans importance, car les pays semipériphériques auraient un rôle non négligeable à jouer pour la stabilité de tout ce système, en donnant l'llusion que l'ascension au centre du système est possible à tous. En fait, pour Wallerstein, « le système ne pourrait pas fonctionner sans être trimodal » (1979, p. 68). Dans la perspective du système-monde, il y aurait eu des changements très importants dans le statut (central, périphérique ou semiphériphérique) des pays dans le système au cours de son histoire, ce qui implique une mobilité historique pour les pays dans l'économie mondiale. Giovanni Arrighi, un autre auteur qui s'insère dans la perspective du système-monde, a pour sa part identifié quatre pays hégémoniques dans l'histoire du capitalisme: la cité-nation de Gênes, la Hollande, la Grande-Bretagne et les États-Unis (Arrighi, 1994), ce qui implique une mobilité historique de statut pour les pays dans l'économie mondiale, selon des cycles longs d'accumulation. Cependant, malgré cette élasticité de la position des unités (les États-nations) dans le système, le *résultat de la mobilité intrasystémique serait toujours un jeu à somme nulle,* puisque les ascensions seraient nécessairement compensées par des rétrogradations (Wallertstein, 1979, p. 73). Il n'y aurait pas de place pour tout le monde au sommet. Dans ce contexte, il est bien évident qu'un développement national généralisé ne peut être qu'un mythe.

### 3.6 Bilan du débat sur le développement

Le débat sur le développement a été mené sous la polarité idéologique de la Guerre froide et il en porte ses marques. Pourtant, il y aurait eu deux éléments communs à

l'imaginaire de presque tous ses intervenants. Le premier aurait été la croyance dans le développement lui-même, malgré le désaccord général sur la façon de l'obtenir et sur sa nature. Le deuxième aurait été la conception du monde en tant qu'un réseau d'États-nations, même si les conceptions sur ce réseau avaient aussi été différentes.

Sur le premier élément, il me semble que l'on pourrait identifier une correspondance entre les positions plus ou moins holistiques et les positions plus ou moins sceptiques vis-à-vis la notion de développement. Ainsi, la question de l'unité d'analyse (l'État-nation ou le système capitaliste comme une totalité) et les relations entre les unités du système (les États-nations) et le système lui-même seraient déterminantes pour établir la possibilité du développement. D'une façon simple, l'on pourrait décrire cette différence en la croyance plus ou moins grande dans l'autonomie des États face aux lois générales d'un système, ce qui leur permettrait ou les empêcherait d'établir et poursuivre avec succès un programme de développement national. De cette manière, les différents intervenants dans le débat sur le développement pourraient être vus de la façon suivante :

a) les théories de la modernisation, très optimistes concernant le développement, centreraient toute leur attention dans l'État-nation en tant qu'agent du développement;

b) la position national-développementiste de la CEPAL le ferait aussi, mais en regardant les obstacles à ce développent imposés par des échanges inégaux d'ordre international, lesquels pourraient néanmoins être changés par les actions des États-nations moins favorisés;

c) la version « dure » des « théories » de la dépendance serait très pessimiste concernant la possibilité du développement périphérique, puisque développement et « sous-développement » ne seraient que les deux côtés du capitalisme international, mais, après tout, il y aurait la possibilité de la déconnexion et la sortie socialiste pour le développement des États;

d) la perspective du système-monde, la vision la plus holistique et systémique dans le débat sur le développement, qui n'admettrait même pas l'alternative de la déconnexion, puisque tout changement vraiment significatif devrait se faire par un changement de système et non pas par ses unités. C'est-à-dire qu'un développement non

capitaliste devrait se faire par la construction d'un nouveau système social et économique mondial non basé sur la logique du profit.

En ce qui concerne le deuxième élément, il est clair que même la vision du système-monde de Wallerstein, la plus holistique de toutes, conçoit le réseau d'États-nations comme un élément essentiel de ce système. Certes, comme nous l'avons signalé en haut, la façon de concevoir le degré d'autonomie de l'État-nation varierait selon la position plus ou moins holistique d'analyser la question du développement, *mais le paradigme d'un monde essentiellement divisé par des entités politiques et économiques appelées États-nations n'a pas été questionné dans ce débat à l'époque où il était à son apogée.*

### 3.7 La mondialisation et la remise en question du paradigme de l'État-nation

Le débat sur la mondialisation a commencé après la chute du mur de Berlin et avec le triomphe du camp libéral dans la Guerre froide. Cet événement, comme l'a bien remarqué Wallerstein (1999), avait marqué (avec les événements de 1968) une rupture avec « le consensus libéral et l'espoir qu'il donnait pour l'amélioration graduelle du sort des classes laborieuses du monde », et cela avait provoqué un retour en force du conservatisme sous forme d'idéologie néolibérale et de son programme « conçu pour supprimer les contraintes qui pesaient sur le marché, permettant ainsi de faire un zoom arrière en ce qui concerne la redistribution par l'État-providence pour la première fois de façon aussi spectaculaire depuis un siècle » (ibid., p. 79-81). Bien entendu, les gouvernements de Thatcher et de Reagan ont été marqués par un renouveau des politiques économiques libérales ultraorthodoxes et par des politiques sociales dignes d'un roman de Charles Dickens et ce virage, même s'il n'a pas été aussi radical partout ailleurs, s'est fait bien sentir internationalement. Cela s'est produit parce qu'à cette époque (les années quatre-vingt), les institutions de Bretton Woods, contrôlées majoritairement par les États-Unis et la Grande-Bretagne, on changé leur cap keynésien et ont commencé à imposer des programmes d'ajustements structurels et d'ouverture des marchés internes à tous les pays en développement et à ceux qui, peu après, sont sortis de l'autre côté du rideau de fer. Joseph Stiglitz, ancien vice-président de la Banque mondiale, a bien décrit cette révolution :

> Le bouleversement le plus spectaculaire dans ces organismes internationaux a eu lieu au cours des années quatre-vingt, quand Ronald Reagan et Margareth Thatcher prêchaient l'idéologie du libre marché aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le FMI et la Banque mondiale sont alors devenus les nouvelles institutions missionnaires chargées d'imposer ces idées aux pays réticents, mais qui avaient souvent le plus grand besoin de leurs prêts et de leurs dons. [...] Il [le FMI] est donc devenu un acteur permanent dans la vie de la majorité d'entre eux. Puis la chute du Mur de Berlin lui a ouvert un nouveau champ d'action : gérer la transition vers l'économie de marché dans l'ex-Union soviétique et les pays de l'ancien bloc communiste en Europe. (Stiglitz, J., 2002, p. 42 et 44).

C'est ainsi que les forces néolibérales ont eu le champ libre et les instruments nécessaires pour imposer leurs politiques mondialement. C'est ainsi, en grande partie, que la mondialisation s'est construite: par le concours du grand événement historique qui a été l'effondrement du bloc soviétique combiné avec l'action politique mondiale des institutions de Bretton Woods et des pays du G7 (mais surtout des États-Unis) pour l'ouverture des marchés des pays du Sud et de l'ancien Deuxième-Monde. *La mondialisation, bien sûr, a été le fruit d'un acte de volonté politique.*

Le débat sur la mondialisation est mené dans trois camps différents que l'on pourrait appeler celui des *hyperglobalistes*, celui des *sceptiques* et celui des *tranformationalistes* (Held et al., 1999). Cette classification est pourtant impressionniste, basée plutôt sur les attitudes plus au moins enthousiastes des auteurs pour la mondialisation. La classification de Jens Bartelson (2000) qui se base plutôt sur la signification de la mondialisation chez les auteurs qui traitent cette question semble apporter une contribution très intéressante, puisqu'elle s'applique bien à ce qui est peut-être le principal noyau conceptuel de toute la discussion autour de la mondialisation: *l'État-nation et sa pertinence actuelle*. Bien sûr, la question de l'État-nation n'est pas la seule dans les discussions sur la mondialisation, mais notre analyse des auteurs nous a suggéré qu'elle était la plus importante et la plus constante.

### 3.8 Les hyperglobalistes

Les *hyperglobalistes* seraient ceux qui voient la mondialisation comme une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité, où un marché mondial dominerait effectivement le monde et les États-nations n'auraient plus de fonctions importantes. Pour les hyperglobalistes il y aurait une gouvernance mondiale par des institutions supranationales et leur discours serait aussi caractérisé par une vision eschatologique de la nouvelle période historique où nous vivons. Les hyperglobalistes parlent de « la fin de l'État », de « la fin de la modernité », de « la fin de l'histoire », etc. Ils seraient surtout intéressés par les aspects politiques de la mondialisation, puisqu'ils compareraient le marché globalisé à un nouveau pouvoir (Hoogvelt, 2001). Il y aurait des hyperglobalistes néolibéraux, dont on pourrait citer Francis Fukuyama et Kenichi Ohmae, mais il y aurait aussi ceux issus de la gauche, tels que Michael Hardt et Antonio Negri.

Kenichi Ohmae est de ceux qui ne croient plus que l'État-nation ait un rôle important à jouer de nos jours à cause des transformations qui ont eu lieu dans l'économie mondiale (1996). Celle-ci a permis de plus en plus la circulation de ce que Ohmae appelle les quatre « I » : l'investissement, l'industrie, les technologies de l'information et les individus (ibid., introduction). C'est le libre mouvement des ces quatre « I » qui aurait rendu « obsolète le rôle d'intermédiaire de l'État-nation » (ibid., p. 5). Pour lui, « l'État-nation est de plus en plus une fiction pour nostalgiques » (ibid., p. 13). À sa place, l'unité qui a de l'importance aujourd'hui serait l'État-région, plus grand qu'une ville, mais beaucoup plus petit qu'un pays, tels que le nord de l'Italie, le Bade-Wurtemberg, la Silicon Valley et la Bay Area en Californie, Osaka et la région de Kansai au Japon, etc. Les États-régions, contrairement à l'État-nation « ... renoncent sans regret aux jeux et aux pompes de la souveraineté en échange d'une aptitude à exploiter les quatre « I » planétaires en fonction de leurs besoins propres » (ibid., p. 81). L'État-nation lui, pris avec ses velléités souverainistes qui le poussent à vouloir contrôler un marché qui échappe aux frontières cartographiques, ne serait aujourd'hui qu'un encombrement pour le développement dans une économie globalisée.

Francis Fukuyama (1992) a pour sa part construit une nouvelle eschatologie modernisatrice qui a l'originalité d'être basée dans la philosophie de l'histoire de Hegel.

Fukuyama affirme que nous assistons à la fin de l'histoire parce qu'il n'y aurait pas aujourd'hui aucune alternative crédible aux sociétés capitalistes libérales, après que le communisme ait été discrédité. Pour le prouver, il met de l'avant deux thèses: une thèse économique et une thèse politique. La thèse économique voit le capitalisme comme le meilleur pourvoyeur du développement économique, tandis que la thèse politique voit dans les démocraties libérales la résolution de la question de la reconnaissance politique pour surmonter la dialectique du seigneur et de l'esclave, telle que décrite par Hegel.

L'oeuvre de Fukuyama est très intéressante parce qu'elle démontre la survie des questions du débat sur le développement dans le débat sur la mondialisation. En fait, Fukuyama écrit comme quelqu'un qui est encore dans le débat sur le développement. Il écrit pour clore ce débat après la « victoire » du capitalisme et des démocraties libérales et la fin de la Guerre froide et s'en prend à ses rivaux idéologiques. Dans un chapitre de son livre symptomatiquement intitulé « La victoire du magnétoscope », Fukuyama accuse le « Tiers-Monde » et les théories de la dépendance d'avoir donné un second souffle au marxisme et au communisme. Selon lui, « ...it is safe to say that were not for the Third World, Marxism would have died a much quicker death in this century » (ibid., p. 99). Ce qui aurait sonné le glas pour le communisme et le « marxisme renouvelé » de la théorie de la dépendance aurait été la réussite des tigres asiatiques, ayant comme résultat un changement des mentalités autant en Chine qu'en Amérique latine. Dans la vision de Fukuyama, les « nouvelles démocraties latino-américaines » des années quatre-vingt auraient adopté des politiques néolibérales non parce que ces politiques leur auraient été en quelque sorte imposées ou fortement recommandées par le FMI, mais parce qu'elles-mêmes auraient compris que «...uderdevelopment was not due to the inhertent inequities of capitalism, but rather to the insufficient degree of capitalism that hab been practiced in their countries in the past » (ibid., p. 42). Exactement comme les théoriciens de la modernisation, pour Fukuyama les causes du retard des pays « périphériques » seraient culturelles et politiques et non pas structurelles ou systémiques. Le problème principal des pays sous-développés serait donc l'élimination de ces obstacles au développement et l'adoption de mesures d'ouverture des marchés et d'encouragement au « libre-échange ».

Du côté politique, Fukuyama nous présente une idée pour une gouvernance mondiale basée sur les institutions interétatiques, telles que l'OTAN, l'Union européenne, l'OCDE, le G7 et le GATT , qui réuniraient des « pays libres » dans la défense commune des principes libéraux , (ibid., p. 283). Son idée pour le « dépassement » des États-nations serait donc une espèce de renouvellement du projet kantien pour la paix mondiale. Un projet qu'imposerait un « hyperglobalisme » d'en haut, au lieu d'un « hyperglobalisme » populiste, venu d'en bas, tel que préconisé par Michael Hardt et Antonio Negri.

L'œuvre de Michael Hardt et Antonio Negri est surprenante, car il s'agit d'un hyperglobalisme « de gauche ». D'une certaine façon, on peut voir leur pensée comme une continuation de l'eschatologie marxienne adaptée à un pouvoir et à un mode de production mondialisés, puisque c'est cette mondialisation elle-même qui aurait créé la possibilité d'un monde nouveau. Comme chez Marx, c'est le capitalisme le plus achevé, le plus mature qui a le potentiel de transformation pour générer une nouvelle société. La différence ici est que cette évolution nous aurait conduits à un monde post-industriel, ou la production immatérielle serait la forme économique hégémonique. Cela impliquerait que le pouvoir disciplinaire de la société fordiste aurait été substitué par un autre type de domination, le biopouvoir, qui, « au lieu de produire les conditions pour la vie sociale, produirait la vie sociale elle-même » (2004a, p. 146). Cependant, par la production de la vie sociale elle-même, l'Empire, la forme politique du biopouvoir, aurait en quelque sorte signé son propre arrêt de mort, puisqu'il en aurait créé aussi les conditions pour les pratiques biopolitiques de la multitude, une espèce de nouveau prolétariat mondial qui incarnerait le contre-pouvoir dans le monde d'aujourd'hui.

En plus de cette continuation de l'eschatologie marxienne, Hardt et Negri nous font un portrait d'une réalité complètement nouvelle, apportée par la réalisation d'un marché vraiment mondial et la formation de la forme de domination qui l'accompagne. Dans leur vision, l'Empire « c'est un pouvoir en forme de réseaux où il n'y a pas un centre unique » (2004b, p. 1). Paradoxalement, la naissance de l'Empire, cette hydre à plusieurs têtes, signifierait donc la mort de l'impérialisme traditionnel, caractérisé par des centres territoriaux de pouvoir, puisque « ...[l]a réalisation complète du marché est nécessairement la fin de l'impérialisme » (2000, p. 404). Contrairement à l'impérialisme, l'Empire ne s'établirait pas

dans un centre territorial du pouvoir et son appareil de gouvernement serait donc « décentralisé et déterritorialisé » (ibid., p. 17). L'Empire serait donc un pouvoir mondialisé, dont la constitution aurait sonné le glas pour le pouvoir des États-nations. Il serait donc cette nouvelle entité de la gouvernance mondiale, par laquelle on passerait de la souveraineté des États-nations au «...plan de l'immanence [...] avec la réalisation du marché mondial et la subsomption réelle de la société mondiale par le capital » (ibid., p. 403).

Plus encore, ces auteurs affirment qu'il y aurait aujourd'hui une forme de production hégémonique (le travail immatériel) qui s'est installée un peu partout dans le monde. En raison de cela, l'économie mondiale de l'Empire ne serait plus caractérisée par les divisions de jadis, au point ou les clivages entre Nord et Sud n'auraient plus de place aujourd'hui. Ainsi, pour Hardt et Negri «.[l]e déclin du pouvoir des États-nations et la dissolution de l'ordre international entraînent avec eux la fin définitive de l'efficience de l'expression 'Tiers-Monde'» (ibid., p. 404). Et ils ajoutent que «.[s]i le premier-monde et le Tiers-Monde, le Nord et le Sud, le centre et la périphérie ont été naguère réellement séparés par des frontières nationales, ils se mêlent aujourd'hui les uns aux autres, répartissant les inégalités et les obstacles le long de lignes multiples et fractionnées » (ibid., p. 406).

Par conséquent, il n'est pas surprenant de constater que les idées de Hardt et Negri soient en conflit avec celles des auteurs des théories de la dépendance et de la perspective du système monde, puisqu'ils ne voient plus le monde divisé par des clivages de richesse et de pouvoir entre les nations du Nord et du Sud. En fait, Hardt et Negri jettent un regard condescendant sur les stratégies de développement suggérées par certains penseurs de la dépendance. Même s'ils reconnaissent l'importante des contributions faites dans le passé « par les théories du sous-développement et de la dépendance », ils les critiquent sévèrement à cause de leur proposition quant à la possibilité du développement dans le Sud par le relatif isolement ou la déconnexion de leurs économies, ce qui pour eux se révélerait être un syllogisme (ibid., p. 347). Pire encore, cette idée aujourd'hui serait encore plus absurde, puisque « [...] toute tentative d'isolement ou de séparation ne se traduira que par un type de domination plus brutale par le système mondial, une réduction à l'impuissance et la pauvreté » (ibid., p. 348). De cette façon, Hardt et Negri ajoutent leur voix au chœur de ceux qui prêchent le caractère inéluctable, et peut-être même désirable, de la mondialisation. Pour

eux, on ne changera pas le monde en essayant de « retourner en arrière » à une époque où le marché mondial n'était pas encore formé et où l'Empire n'était pas la forme de domination hégémonique.

En somme, la perspective de Hardt et Negri correspond tout à fait à ce que Bartelson qualifie de « mondialisation comme transcendance » (2000, p. 189). La « transcendance » implique un changement du paradigme du système d'États-nations, et donc de la façon dont on a regardé le monde depuis le traité de Westphalie. Comme l'aurait bien remarqué Bartelson, il est très difficile d'envisager un système sans unités (ibid. p. 187). C'est pour cela que quand on annonce que les jours des États-nations sont comptés, on rentre dans une nouvelle ontologie sociale; et puisque le système dont on croyait le monde constitué se dissout, l'on doit le repenser avec de nouveaux paramètres. Nous pensions le monde comme un bricolage de nations, mais voilà maintenant que nous le pensons comme une sphère « globale », lisse et sans centre. Une fois que les unités disparaissent de notre imaginaire, il est à peu près inévitable que le système disparaisse aussi et qu'en son lieu une nouvelle entité émerge. En plus d'annoncer la nouvelle entité mondiale qui serait le substitut du système d'États-nations, Hardt et Negri, comme nous l'avons vu, croient aussi que ce nouvel état des choses œuvre la possibilité pour une émancipation mondiale, ce qui les rapproche davantage du paradigme de la « transcendance ». Finalement, il faudrait aussi remarquer que leurs idées s'engagent dans le débat sur le développement par leur contestation de la stratégie des théories de la dépendance concernant les alternatives à suivre pour les pays du Sud. Sur ce point particulier, ils s'efforcent de prouver que la gauche se trompe à vouloir corriger les inégalités sociales par des stratégies antimondialistes nationales ou régionales. La mondialisation, pour eux, est là pour de bon (et pour libérer le monde!). Par conséquent, les auteurs d'*Empire* et *Multitude* méritent bien l'adjectif d'hyperglobalistes.

Martin Albrow (1997) croît que nous assistons à l'émergence d'un nouvel âge dans l'histoire de l'humanité qui remplacerait la modernité. Dans la modernité, nous dit Albrow, il y avait une coïncidence entre nation, peuple, société, gouvernement et culture, qui étaient censés exister et fonctionner dans les frontières établies par les États-nations (ibid., p. 118). Mais la mondialisation aurait montré que cette coïncidence n'était pas essentielle et nécessaire, mais plutôt contingente et historique. Aujourd'hui, la sociabilité, la gouvernance

et la culture dépassent les cadres des États-nations et, par conséquent, nous serions sortis de l'Âge moderne pour rentrer dans l'*Âge global.*

L'essentiel de l'argumentation d'Albrow repose sur la déchéance de l'État-nation en tant que contenant du social et du politique, et aussi comme l'horizon de signification de la vie des citoyens contemporains (ibid., p. 106). Le projet de la modernité aurait imposé la rationalité pratique et le mécanisme du marché par l'action centralisatrice de l'État-nation. La modernité imposait donc sa logique par l'action formatrice et directrice de l'État-nation et son expansion était étroitement liée à l'expansion de celui-ci (ibid., p.33). Mais aujourd'hui le projet de la modernité ne peut plus continuer son expansion parce que les États-nations se sont heurtés à leurs propres limites dans un monde gouverné par des réseaux sociaux et politiques globaux. La sociabilité contemporaine dépasserait les frontières nationales et nous vivrions dans une ère nouvelle qui voit se former une société mondiale. *Le social serait devenu autonome vis-à-vis de l'État-nation et c'est ce changement sociologique qui serait fondamental pour la naissance de la nouvelle ère*, et non pas, comme le veulent les postmodernistes, le changement philosophique et idéologique apporté par le supposé épuisement du projet philosophique des lumières.

> The real break, rupture with the modern, shift to a new epoch, comes not with the victory of the irrational over the rational, but when the social takes meaning outside the frame of reference set by the nation-state. This happens when the state is no longer able to control new forms of social organization. Only when the state has to bow to the autonomy of the social has the Modern Age run its course. (ibid., p.58)

En fait, même les États eux-mêmes auraient été déracinés dans l'Âge global, devenant des réseaux de pratiques globales (ibid., p. 64). Et pour cela Albrow voit dans l'Âge global une « dé-liaison » (*delinkage*) des idées d'État et de nation (ibid., p. 199). État et nation étaient liés par une coïncidence historique dans la modernité, mais cette liaison n'est pas nécessaire et elle serait en train de se défaire à l'aube de l'Âge global. Ni l'État ni la nation n'auraient besoin de leur contrepartie dans ce nouvel âge. Il suggère aussi que l'ancienne définition weberienne de l'État comme une institution définie par son monopole de la

violence dans des frontières établies ne tient plus la route dans un monde de relations sociales et politiques globalisées (ibid., p. 172). Par conséquent, il affirme que l'État contemporain doit être re-conceptualisé pour être pensé hors des balises qui le liaient à la nation et son territoire (ibid., p. 172,173).

Cette reconstruction du concept de l'État sur de nouvelles assises théoriques permet à Albrow de penser à la possibilité de l'émergence d'un État mondial, qui, en plus de n'être plus limité par les frontières nationales, incarnerait aussi un changement du caractère traditionnel de l'État, puisque celui-ci, dans sa nouvelle mouture mondiale, deviendrait coopératif au lieu de compétitif (ibid. p. 173). La construction de cet État mondial serait en train de se faire par les actions des « citoyens du monde » et des O.N.G., concernés par des questions qui demandent une solution globale, telles que l'environnement, les droits de l'homme, etc. L'État mondial serait donc un État généré et opéré par une action civile mondialisée, formée par les actions de « citoyens performatifs », ce qui le distinguerait de l'État-nation moderne et son autorité verticale (ibid., p. 178).

De cette manière, les idées de Albrow s'encadrent très bien dans la vision de Bartelson de la mondialisation comme transcendance, puisqu'il conçoit la mondialisation comme le démiurge d'un possible nouvel âge libérateur (élément émancipateur) où il y aurait aussi une émergence d'entités vraiment globales qui se substitueraient à l'État-nation. Son hyperglobalisme pourrait être défini donc comme un historicisme non déterministe (puisqu'il n'est pas téléologique - l'âge global arrive par accident, pas par nécessite) qui nous amène à une conception « postweberienne » ou « postnationale » de l'État.

### 3.9 Les sceptiques de la mondialisation: une fois sceptiques, toujours sceptiques

Compte tenu de leur vision holistique du capitalisme en tant que système gouverné par une logique stable, il n'est pas surprenant de constater que le camp des *sceptiques* de la mondialisation soit représenté, entre autres, par les penseurs des « théories » de la dépendance et de la perspective des systèmes-monde. Ainsi, les sceptiques du développement seraient aujourd'hui devenus les sceptiques de la mondialisation. Pour les sceptiques, la mondialisation ne serait pas quelque chose de nouveau, mais tout au plus la radicalisation

d'un vieux processus amorcé il y a des siècles par le capitalisme. En ce qui concerne l'importance des États-nations dans l'ordre mondial, les pays capitalistes avancés seraient toujours les centres du pouvoir qui mèneraient la mondialisation. Wallerstein, par exemple, affirme qu'il « [...] ne pense pas qu'il existe une nouvelle version du capitalisme, ni en mieux ni en pire... [et]... qu'il existe même quelque chose de nouveau au sein du système capitaliste qu'on pourrait appeler mondialisation » (2002, p. 1). La « mondialisation » à laquelle nous assistons aujourd'hui ne serait que le résultat d'une phase B d'un cycle Kondratieff, c'est-à-dire d'une stagnation ou régression de l'économie mondiale qui aurait commencé autour de 1970 (ibid., p. 2-3). Dans ces conditions, les coûts de production dans les pays centraux augmentent, ce qui provoque « une fuite d'entreprises productives hors des pays centraux [...] vers des pays semi-périphériques [...] où les coûts de production sont moindres » (ibid., p. 2-3). C'est dans cette perspective, par exemple, que le développement des tigres asiatiques pourrait s'expliquer, au lieu de penser que la croissance économique obéit à des lois anhistoriques liées à la modernisation technique et culturelle et à l'ouverture de leurs marchés.

Comme nous l'avons vu plus haut, dans la perspective du système-monde le capitalisme a toujours été une économie mondialisée. En plus, la « mondialisation » actuelle n'aurait même pas réussi à provoquer une ouverture des marchés inédite, puisqu'il n'existerait pas aujourd'hui « une ouverture plus grande que celle de la période 1900-1913 » (ibid., p. 6), ce qui est un argument utilisé par d'autres sceptiques de la mondialisation (Hirst et Thompson, 1999, Boyer, 2000) contre ses enthousiastes. D'autres *globalosceptiques,* comme Michael Mann (1997), considèrent que les États-nations ne sont pas plus faibles aujourd'hui qu'hier.

En ce qui concerne le système interétatique, qui n'est pas exogène au capitalisme, il continuerait bel et bien à être une partie fondamentale de cette économie-monde « dans sa course à l'accumulation illimitée de capital », puisqu'il ne serait que « son expression au niveau de l'arène politique » (Wallerstein, 2000, p. 263). Par conséquent, la position hyperglobaliste qui croit à un monde nouveau à cause de la décadence politique et ontologique des États-nations ne pourrait être plus erronée aux yeux de Wallerstein et des adhérents de la perspective du système-monde, à moins de croire que ce système-monde et,

en conjonction, toute l'organisation politique qui l'aide à fonctionner (le système interétatique) soient en train de s'effriter.

Mais s'il n'y a rien de nouveau dans le monde que l'on puisse appeler « mondialisation », pourquoi ce mot ferait-il tellement de bruit aujourd'hui? La réponse pour Wallerstein se trouverait dans le caractère idéologique de ce mot et dans la fonction qu'il jouerait dans le système-monde lui-même. Ainsi, la « mondialisation » ne serait qu'un « slogan à l'intention de tous les hommes politiques, surtout ceux des pays moins forts [pour les convaincre de] démanteler tout ce qui gêne l'entrée et la sortie de capitaux, et tout ce qui gêne l'entrée des biens dans leurs pays » (2002, p. 6).

Pour sa part, Samir Amin, un autre sceptique de la mondialisation, affirme que ce que l'on appelle « mondialisation » ne serait qu'un symptôme d'une nouvelle phase d'accumulation capitaliste qu'il définit comme « capitalisme sénile » (2003), et qui se caractérise par son impossibilité « de produire d'autre chose qui ne soit pas l'exclusion » (ibid., p. 6, notre traduction). Selon Amin l'impérialisme serait toujours là, puisqu'il est la « phase permanente » du capitalisme (ibid., p.6), mais cette fois il s'agit d'un capitalisme qui n'intègre pas les régions qu'il touche et qui détruit sans rien créer en retour. En plus, alors que l'impérialisme antérieur était en fait un groupe d'impérialismes nationaux qui se faisaient compétition, aujourd'hui il s'agit d'un impérialisme de groupe géré par la triade États-Unis-Japon-Europe, avec les États-Unis à sa tête (ibid., p. 7).

Ainsi, pour Amin, la « mondialisation » à laquelle nous assistons présentement n'est qu'une radicalisation de l'exploitation des périphéries par le centre. Sa vision reste donc celle des théories de la dépendance plus radicales, mais avec le changement significatif selon lequel l'autonomie du processus d'accumulation liée à un développement souverain serait aujourd'hui le monopole de la seule superpuissance du monde, ce qui nous amène à dire que pour lui la « dépendance » serait devenue vraiment planétaire, au lieu de reculer dans un développement plus inclusif. Pour les pays du Sud, les portes vers le développement seraient définitivement fermées, puisqu'ils ne pourraient plus reproduire les conditions de l'expansion du capital dans le Nord à cause des changements technologiques de la production capitaliste qui épargne (ou a moins besoin) la main-d'œuvre aujourd'hui. Avec un diagnostic tellement sombre, il n'est pas surprenant de constater qu'Amin s'accroche à la même solution proposée

par le passé : c'est-à-dire aller au-delà de la logique du capitalisme par la transition vers le socialisme mondial (ibid., p. 13).

En ce qui concerne la question de la décadence des États-nations, il est clair que pour Amin *il n'y aurait pas une décadence des États-nations plus puissants*, puisque les États-Unis d'Amérique seraient le pouvoir hégémonique dans le monde. En fait, pour lui « [l]'hégémonie des États-Unis s'articule sur cette exigence objective du nouvel impérialisme collectif, qui a besoin de contrôler la contradiction croissante centre/périphéries en utilisant plus fréquemment la violence » (ibid., p. 13). Par contre, l'on pourrait penser au recul du pouvoir de beaucoup d'États face à l'hégémonie américaine, mais cela, certes, ne toucherait pas à la conception d'un système d'États-nations en tant que niveau politique du capitalisme mondial. Tout au contraire, l'hégémonie politico-militaire américaine serait le corollaire logique de sa puissance économique.

Enfin, autant pour Wallerstein que pour Amin, la toile des États-nations et ses fonctions auraient été préservées dans le cadre de la mondialisation, même si sa géométrie avait aussi subi des transformations. En plus de cela, la mondialisation en tant que projet imposé politiquement par certains États n'aurait pas pu se produire en dehors de cette géométrie inégalitaire du système interétatique. En somme, pas d'États-nations impliqués dans des relations verticales, pas de mondialisation.

### 3.10 Le transformationalisme: la sociologie de la mondialisation

La thèse transformationaliste sur la mondialisation préfère regarder ce phénomène d'un point de vue social, plutôt qu'économique ou politique. Ainsi, les *transformationalistes* seraient les plus « sociologiques » de ceux qui étudient la mondialisation (Hoogvelt, 2001, p. 1). Dans leur vision, la mondialisation serait en train de changer le monde par l'introduction des nouvelles technologies et dans la production et dans nos vies. Pour ces auteurs, la mondialisation, loin d'être un épiphénomène sans importance, serait la force principale derrière les changements sociaux, politiques et économiques dans les sociétés modernes (Heldet al., 1999). Tout comme les effets de la mondialisation ne seraient pas homogènes partout dans le monde, puisque le capitalisme se développe de façon inégalitaire, les

interprétations concernant les effets des impacts sociaux, culturels et économiques varieraient selon les auteurs. De cette manière, certains transformationalistes, tels que Castells, garderaient une vision critique de la mondialisation, même s'ils ne la considèrent pas comme une simple continuation sans signification spéciale des vieilles pratiques d'accumulation et d'exploitation capitalistes. D'autres, comme Giddens, la verraient d'un oeil plutôt positif.

En ce qui concerne la situation des États-nations aujourd'hui, les transformationalistes se trouveraient à mi-chemin entre les hyperglobalistes et les sceptiques. Pour les transformationalistes le pouvoir des États-nations ne serait ni au point de disparaître ni resterait inchangé.

Le point crucial de la mondialisation pour les transformationalistes semble être l'interconnexion croissante des sociétés à tous les points de vues (aussi bien culturel et social qu'économique) avec les changements que cela apporte (Held et McGrew, 2003, p. 3-4). Ainsi, le caractère non économiciste et non déterministe de leur façon de voir la mondialisation semble être un point commun important des transformationalistes.

En fait, les transformationalistes, en général, analysent la mondialisation de façon non holistique, c'est-à-dire sans une théorie globalisante qui la réduirait à un épiphénomène du capitalisme, comme le font les sceptiques de gauche. Dans ce sens, tous les auteurs dont nous parlons ci-dessous, sauf un, sont postmarxistes en ce qui concerne leur dépassement de l'opposition infrastructure/superstructure. Cela, par contre, ne les empêche pas d'être, au moins dans certains cas, des « postweberiens » ou « postclassiques », vu leur volonté d'aller au-delà du cadre d'analyse du social circonscrit aux frontières de l'État-nation. Ce « postweberianisme » ou « postclassicisme sociologique » est étroitement lié à la notion d'une rupture au sein de la modernité qui aurait affaibli ses institutions traditionnelles et même transformé la logique qui gouverne le social dans notre contemporanéité. Ainsi, si dans un premier moment la modernité obéissait à une logique de structures, où des institutions stables prédéterminaient le rôle que les individus devraient suivre, aujourd'hui la société moderne semblerait obéir à une logique de flux (Lash, 2003 p. 49), où les institutions auraient été en quelque mesure remplacées par des réseaux, beaucoup moins stables que les premières, laissant aux individus le choix de, pour ainsi dire, « tisser » leurs propres destins, leurs propres biographies dans l'entremêlement des connexions réseautiques. Par cette

mutation, nous serions passés d'une modernité où les structures prédominaient sur l'action individuelle à une autre modernité où l'action individuelle prédominerait sur les structures.

Nous serions aussi passés d'une modernité plus au moins structurée à une modernité plus incertaine. Cet élément d'indétermination est exprimé de façon très nette dans la théorie de la modernisation réflexive, prônée par deux des transformationalistes dont nous allons parler.

Chose certaine, les transformationalistes accordent une importance capitale aux changements sociaux apportés par la mondialisation. Il n'est donc pas surprenant de constater que plusieurs sociologues (et pas n'importe lesquels!) se trouvent parmi les transformationalistes, tels que Anthony Giddens (la modernité tardive ou radicalisée), Ulrich Beck (la Deuxième Modernité), Manuel Castells (la société en réseaux) et Leslie Sklair (le système global). Enfin, certains transformationalistes auraient une vision très critique de la mondialisation telle que promue par les institutions officielles internationales, pendant qu'autres auraient vraisemblablement moins de choses à lui reprocher.

Pour Giddens, la mondialisation est « le phénomène le plus fondamental de notre temps », mais la mondialisation n'est pas allée « [...] aussi loin que les hyperglobalistes l'affirment » (1998 p.18, notre traduction). Aussi, selon lui, la mondialisation ne devrait pas être « comprise comme un phénomène entièrement économique, ou simplement comme un développement dans le système-monde...[mais comme] ...une inter-pénétration entre la vie individuelle et les caractéristiques globales.» (ibid., p. 19, notre traduction). De cette manière, la principale erreur commise et par les sceptiques et par les hyperglobalistes serait d'analyser la mondialisation d'un point de vue purement économique (2003, p. 10). Au contraire, la mondialisation serait le résultat de plusieurs processus et pas d'un seul, et, en plus, ces processus seraient souvent contradictoires, ce qui nous empêcherait de l'analyser d'une seule tendance (ibid., p. 12-13).

En fait, pour Giddens, la mondialisation serait la mondialisation de la modernité, c'est-à-dire le processus de propagation de ses quatre dimensions institutionnelles à l'échelle planétaire (1990, p. 52). Ces quatre dimensions seraient le capitalisme (accumulation de capital), le pouvoir militaire (contrôle des moyens de violence), l'industrialisme (transformation de la nature) et la surveillance (contrôle de l'information) (ibid., p. 59). Par

conséquent, il y aurait aussi quatre dimensions dans la mondialisation qui correspondraient aux quatre dimensions institutionnelles de la modernité, à savoir : l'économie capitaliste mondiale, l'ordre militaire mondial, la division internationale du travail et le système d'États-nations (ibid., p. 71). Il est donc facile de déduire que pour Giddens l'analyse de la mondialisation doit être nécessairement multidimensionnelle, faute de quoi l'on aurait une impression fausse de ses vraies caractéristiques. De cette façon, il n'hésite pas à critiquer ceux qui étudient la mondialisation à travers le seul prisme du système d'États-nations, comme le font les auteurs liés aux études des relations internationales, ainsi que ceux qui, plus proches de la tradition marxiste, comme Immanuel Wallerstein, ne le font que sous l'angle de l'économie capitaliste (ibid., p. 65-69).

Cette façon « multidimensionnelle » de penser la mondialisation amène Giddens à avoir des positions que l'on pourrait, de prime abord, trouver contradictoires. D'un côté, il affirme, contrairement aux sceptiques, que les échanges économiques (surtout financiers) sont aujourd'hui maintes fois supérieurs à ceux d'hier (2003, p. 9), et d'un autre côté, il affirme aussi, contrairement aux hyperglobalistes, que la mondialisation aurait donné plus de pouvoir à certains États-nations (malgré le fait qu'elle aurait aussi enlevé le pouvoir à beaucoup d'autres) (1990, p. 67).

Mais les conséquences de la modernité (et de sa radicalisation), qui sont donc aussi celles de la mondialisation (et de sa radicalisation), se trouvent dans les sources de son dynamisme. Giddens identifie ces trois sources comme étant : 1) la *séparation du temps et de l'espace*, 2) *le développement de mécanismes de dés-encastrement des activités sociales* et 3) *l'appropriation réflexive de la connaissance* (ibid. p. 53). Comme on peut le constater, aucune de ces sources de dynamisme n'est essentiellement économique ou même politique : ce sont plutôt des processus culturels et sociaux qui affectent profondément l'organisation de la société moderne. Par exemple, la modernité présente des mécanismes qui dés-encastrent les activités sociales de leur contexte immédiat, comme c'est le cas de l'argent, qui est un moyen de *« bracketing time and so of lifting transactions out of a particular milieux of exchange »* (ibid., p. 24), un élément de la modernité qui a vu son influence « dés-encastratrice » exacerbée par les transactions chaque fois plus extensives dans la mondialisation. En plus, l'appropriation réflexive de la connaissance dans la modernité a

comme résultat « [...] *that social practices are constantly examined and reformed in the light of incoming information about those very practices, thus constitutively altering their character* » (ibid. p. 38). De cette manière, la modernité serait par inhérence instable, puisque la production constante de connaissance sur la société contribuerait à la transformer en permanence. Cela, bien évidemment, signifierait qu'elle serait en quelque sorte imprévisible, ce qui introduit la dimension du risque comme un élément essentiel de la modernité. La connaissance immédiate de tout ce qui se passe dans le monde, possibilité par la mondialisation aujourd'hui, aurait comme conséquence une intensification et une mondialisation du risque, et nous nous trouverions dans une modernité réflexive ou tardive.

En plus, puisque la modernité, malgré le lot d'incertitudes qu'elle introduit dans la vie sociale, est aussi un véhicule de libération par la destruction des traditions, la mondialisation, en tant que processus d'extension de la modernité, aurait des caractéristiques plutôt positives que négatives pour Giddens. Ainsi, pour lui, la mondialisation serait derrière « l'expansion de la démocratie » (ibid., p. 5), et ses effets économiques seraient bénéfiques. Les pays africains, nous dit Giddens, « [...] *have experienced problems not because of the effects of globalisation, but on the contrary because they have been left out* » (2003, p. xxviii).

Le transformationalisme de Giddens concernant la mondialisation pourrait ainsi être vu comme méthodologiquement empiriste (puisqu'il renonce à une théorie unificatrice pour expliquer tous les différents aspects de la mondialisation) et, politiquement, plutôt « globaloenthousiaste » que « globalocritique ». Des caractéristiques générales des transformationalistes il retiendrait l'accent sur les aspects sociaux de la mondialisation ainsi que la persistance d'une importance relative des États-nations.

Manuel Castells, un autre transformationaliste d'envergure, nous présente une analyse de la mondialisation qui ressemble en quelque sorte à celle de Giddens, mais qui présente aussi des différences importantes. La similitude se trouverait dans le caractère postmarxiste de son analyse de la mondialisation, qui s'éloignerait de l'holisme d'une théorie unificatrice qui expliquerait ce phénomène par les lois générales de l'accumulation de capital. La différence pourrait être vue dans son point de vue un peu plus critique de la mondialisation, avec une emphase sur les inégalités créées par la restructuration du capitalisme.

En ce qui concerne le premier point, la similitude, on peut constater que Castells étudie deux processus distincts, mais historiquement liés dans son *opus magnum* (*L'ère de l'information)*, à savoir : un nouveau type sociétal basé sur l'organisation en réseaux, et un nouveau mode de développement qui aurait émergé à partir d'une restructuration du capitalisme permise par les nouvelles technologies de l'information (2001, p. 37).

Chez Castells, on doit distinguer la société informationnelle du capitalisme informationnel, même si les deux sont intimement *associés*. C'est cette séparation logique, mais pas historique, entre un processus spécifiquement social et un autre spécifiquement économique, qui identifie le postmarxisme de Castells, qui ne partage pas « [...] la conception traditionnelle de la société composée de niveaux superposés, avec la technique et l'économie au sous-sol, le pouvoir au premier étage et la culture au grenier. » (ibid., p. 51). La perspective théorique de Castells suppose « [...] que les sociétés s'organisent autour de processus humains structurés par les relations historiquement déterminées entre la *production, l'expérience* et le *pouvoir*. » (ibid., p. 38), sans qu'il y ait une préséance d'une de ses dimensions sur les autres. Dans ce sens, son approche de la mondialisation serait similaire de celle de Giddens et de celle de David Held (1999), qui conçoivent les dimensions économiques, sociales et politiques de la mondialisation comme des processus autonomes, bien qu'historiquement liés.

D'un autre côté, la vision critique de la mondialisation chez Castells repose sur l'idée que si le capitalisme est aujourd'hui informationnel au lieu d'être industriel, il n'est pas pour autant moins capitaliste qu'avant. Et le capitalisme, nous dit, Castells, « [...] tend à la maximisation du profit : il cherche à accroître la quantité d'excédent que s'approprie le capital par la gestion privée des moyens de production et de la circulation des marchandises, [et] les relations sociales de production déterminent l'appropriation et l'utilisation de l'excédent » (ibid., p. 39). Ce qui aurait changé, c'est le rôle central des technologies de l'information dans sa nouvelle manière de fonctionner, lesquelles auraient contribué à sa restructuration substantielle à la fin du siècle dernier (ibid., p. 42).

Ainsi, la vision que Castells nous apporte sur la mondialisation met l'accent sur une dynamique que créent à la fois le développement et l'exclusion, exactement de la même façon que les théoriciens de la dépendance le faisaient dans les années 1960 et 1970. Pour

Castells, le développement du capitalisme informationnel et sa mondialisation auraient entraîné « [...] une polarisation et une augmentation de ceux qui vivent dans la misère » (1999b, p. 101). Par conséquent, « [...] la montée en puissance du capitalisme informationnel mondialisé est bel et bien caractérisée par la simultanéité du développement et du sous-développement, de l'intégration sociale et l'exclusion sociale » (ibid., p. 102). En plus, la restructuration du capitalisme qui a amené à la mondialisation a été aussi un processus politique qui a imposé cette dernière partout dans le monde. De cette manière, cela aura été « [...] sous la pression de certains gouvernements et de la coalition FMI/Banquemondiale/OMC que la plupart des pays du monde ont fini par se plier au processus de mondialisation » (2001, p. 179).

Certes, cette rhétorique de Castells pourrait nous amener à croire qu'il est tout à fait d'accord avec la vision sceptique et critique de la mondialisation, telle que proposée par Wallerstein et Amin. Toutefois, et différemment des théoriciens de la dépendance et des « globalosceptiques », la mondialisation est aussi pour Castells un phénomène effectivement nouveau, ce qui le place dans les rangs des transformationalistes. Pour lui, il y aurait aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, une économie véritablement *globale*, distincte d'une économie simplement *mondiale*.

> L'économie mondiale - c'est-à-dire une économie dans laquelle l'accumulation du capital s'effectue dans le monde entier - existe en Occident depuis au moins le XVI$^{e}$ siècle, comme nous l'ont enseigné Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein. L'économie globale est distincte de l'économie mondiale : c'est une économie capable de fonctionner comme unité en temps réel à l'échelle planétaire. (ibid., p. 135-136).

Bien sûr, cela ne signifierait pas que toute l'économie du monde soit tout à fait *globale*, mais il y aurait un noyau global dans chaque pays (plus grand dans les pays développés et plus petit dans les pays « sous-développés ») qui serait en réseaux avec les autres. Ce réseau réunirait les éléments centraux de la nouvelle économie informationnelle,

tels que les marchés financiers, le commerce international, la production transnationale et la haute technologie.

Un autre point qui rapprocherait Castells des autres transformationalistes (et même dans ce cas, des hyperglobalistes), a trait aux États-nations aujourd'hui. Selon Castells, ceux-ci sont en train de perdre effectivement leur pouvoir, même s'ils conservent encore leur influence (1999a, p. 296). Sous l'assaut de ce qu'il appelle les trois mondialisations (celle des activités économiques, celle des médias et celle de la criminalité), les États-nations n'auraient plus le pouvoir de contrôler des processus et dynamiques qui étaient naguère nationaux (ibid., p. 296). Ainsi, ils ne seraient plus capables d'être souverains en ce qui concerne leurs politiques économiques (surtout les pays sous-développés), ni d'empêcher que les communications par satellites et l'internet fassent fi de leurs réglementations nationales en matière de médias et de circulation de l'information. Bien sûr, les États-nations ne seraient pas en train de disparaître, mais seraient de plus en plus « [...] des noeuds de pouvoir dans un réseau plus large de pouvoir » (ibid., p. 367). Dans ce sens, Castells nous dit que sa position coïncide avec celle de David Held, pour qui il y aurait un nouveau système de pouvoir dans le monde, dans lequel les États-nations ne seraient qu'une des sources (ibid., p. 366).

Ainsi, le transformationalisme de Castells serait un transformationalisme critique si on le compare à celui de Giddens et de David Held. Pendant que ceux-ci analysent la mondialisation dans une perspective empiriste, l'approche de Castells, bien que postmarxiste dans son rejet d'une théorie holistique de la société, garde la vision critique marxienne du capitalisme, et par cela s'approche des « globalosceptiques », et surtout de la vision du développement inégal de ces derniers.

Leslie Sklair est à notre avis l'un des auteurs les plus intéressants en ce qui concerne l'analyse de la mondialisation. Sa position est un peu particulière. Si, d'un côté, il manifeste sa sympathie pour les globalosceptiques (2000), d'un autre coté, le fait qu'il focalise son analyse de la mondialisation sur les pratiques transnationales et pas dans l'État-nation, et qu'il voit en plus la formation d'une classe capitaliste transnationale qui prendrait les décisions systémiques importantes (1995, p. 71-72), le rapprocherait, à notre avis, des transformationalistes, puisque son angle d'analyse serait nettement sociologique et reconnaîtrait les transformations sociales importantes apportées par la mondialisation.

L'approche de Sklair du phénomène de la mondialisation est basée sur la théorie du système global, qui présente des similitudes et des différences importantes par rapport à la perspective du système-monde d'Immanuel Wallerstein. Comme dans la perspective du système-monde, il s'agit d'examiner un système qui est à la fois global et capitaliste. Toutefois, la similitude s'arrête là, puisque la mondialisation à laquelle Sklair fait référence serait un phénomène nouveau qui aurait émergé dans la deuxième partie du vingtième siècle (2001, p. 4). La mondialisation de Sklair est celle des sociétés transnationales et de l'économie globale coordonnée qu'elles ont contribué à créer (ibid., p. 34). Cette mondialisation serait un processus mené par des sociétés qui n'ont pas d'allégeances nationales (donc transnationales) et qui viseraient la formation d'un marché vraiment global, libre des contraintes étatiques. Il s'agirait, par conséquent, de quelque chose qui n'existait pas auparavant: l'émergence d'une économie vraiment globale (tout comme le suppose Castells) au-delà du système d'États-nations, menée et dominée par des sociétés transnationales, et non pas d'une économie-monde dont les États seraient des parties essentielles. Ainsi, si le holisme tient bon dans la perspective de Sklair, sa vision sur le rôle des États dans la nouvelle économie l'approcherait des transformationalistes.

En fait, Sklair est de ceux qui voudraient rompre avec le paradigme de l'État-nation, qui aurait dominé toutes les études sur le capitalisme jusqu'aux années 1980 et qu'il juge dépassé par les événements actuels (ibid., p. 4-5). Il propose donc de passer de ce qu'il appelle la « portée globale » (*global reach*) à la notion de « mutation globale » (*global shift*). La notion de « portée globale » serait associée à la vision de la mondialisation en tant qu'internationalisation, liée aux pratiques du colonialisme et de l'impérialisme « classique ». Cette notion serait propre aux théories de la dépendance et à leurs études sur l'impérialisme et le sous-développement (ibid., p. 81). La notion de « mutation globale » (*global shift*) serait une façon de regarder la mondialisation qui distinguerait l'internationalisation d'une part, et la mondialisation d'autre part. L'internationalisation impliquerait des pratiques transfrontalières par institutions et acteurs nationaux au bénéfice des États et sociétés nationales, tandis que la mondialisation se référerait aux pratiques transfrontalières menées par des acteurs transnationaux au bénéfice des sociétés transnationales (ibid., p. 83). Ainsi,

l'accent de la « portée globale » se ferait sur l'État-nation, pendant que la « mutation globale » abandonnerait cette perspective étatiste.

> Whereas global reach theories see the state (particularly the hegemonic core state) as the main force driving the capitalist system forward, global shift has a much more nuanced conception of the ways that governments and corporations (or, more abstractly, states and markets) interact to drive capitalist forward. (ibid., p. 83)

Cependant, si le paradigme de l'État-nation est mis en question dans son oeuvre, Sklair essaye aussi de préserver la théorie de la dominance de classe dans un contexte où le locus du pouvoir de cette classe n'y serait plus (ibid., p. 15). De cette manière, si l'agent économique du processus de mondialisation, ce sont les sociétés transnationales (1995, p. 94), son agent social et politique est ce que Sklair appelle la *classe capitaliste transnationale.*

> The transnational capitalist class is the main driver of a series of globalizing practices in the global economy. It is therefore the leading force in the creation of a global capitalist system. (2001, p. 3)

En raison de sa position privilégiée dans l'économie mondiale, la classe capitaliste transnationale contrôlerait la majeure partie des moyens de production de la planète (ibid., p. 16). Les intérêts économiques de cette classe seraient donc globaux et, à cause de cela, elle ferait la promotion de la mondialisation partout dans le monde. Ainsi, cette nouvelle classe capitaliste serait politiquement responsable de l'organisation du capitalisme mondialisé (ibid., p. 298), et peut-être plus que jamais l'on pourrait parler d'un vrai « comité exécutif » du capitalisme.

En plus de cette préservation de la perspective d'une classe dominante au-delà du paradigme de l'État-nation, l'œuvre de Sklair conserverait aussi d'autres aspects d'une vision critique du processus de mondialisation qui la rapprocheraient des « globalosceptiques ». En premier lieu, et contrairement aux hyperglobalistes et à quelques transformationalistes, Sklair ferait une analyse systémique de la mondialisation qui avancerait une explication

économique ou structurelle pour les actions de la classe capitaliste transnationale et la mise en œuvre de tout ce processus. Pour lui la raison ultime de la mondialisation serait la pression que subissent les compagnies transnationales pour réaliser une accumulation continue de richesse privée sur la contrainte d'une polarisation de classes et de la crise écologique (ibid., p. 108-109).

Ainsi, autant pour Sklair que pour Wallerstein ou Samir Amin, l'intelligibilité du processus de mondialisation se trouverait dans la logique d'accumulation du capitalisme, qui serait un besoin systémique ou structurel et, donc, sa cause la plus profonde.

En deuxième lieu, pour Sklair, cette même logique d'accumulation serait responsable de l'exploitation de la main-d'œuvre, de la violation des droits de l'homme et de la dégradation de l'environnement (ibid., p. 299), ce qui nous amène encore à sa vision critique de la mondialisation, une vision qui ne prend pas cette mondialisation comme souhaitable et ni même inévitable. Ainsi, même s'il reconnaît qu'il n'y a pas aujourd'hui un mouvement social qui soit capable de renverser les piliers fondamentaux du capitalisme (les sociétés transnationales, la classe capitaliste transnationale et l'idéologie du consumérisme) (ibid., p. 296), Sklair souhaite clairement que les mouvements sociaux soient capables de défier le capitalisme global et de stopper les effets néfastes de cette logique d'accumulation (ibid., p. 297-301).

En conclusion, le cas de Sklair confirme la constatation que nous avions faite ci-dessus sur l'hétérogénéité théorique et idéologique des transformationalistes. Il aurait démontré que l'on peut tout à fait accepter la déchéance relative des États-nations face à la montée de la mondialisation sans pour autant renoncer à une vision critique de celle-ci. Une vision critique qui, d'ailleurs, dans son cas, se nourrit de la vision systémique que le marxisme a du capitalisme et qui, jusqu'à un certain point, est celle qui anime les « globalosceptiques » de gauche. De cette manière, Sklair pourrait être considéré comme un transformationaliste critique néomarxiste.

Pour Ulrich Beck la mondialisation nous aurait amené de la première modernité à la deuxième modernité. Dans la première modernité, l'économie, la société et la politique étaient conçues dans une optique nationale, pendant que dans la deuxième modernité cette optique aurait été ébranlée sous l'impact des crises écologiques et économiques globales

(2003, p. 20). Aujourd'hui, selon Beck, il se produirait « une autodestruction créatrice » de l'ordre mondial dominé par les États-nations qui pourrait ou non déboucher sur la formation d'un « État cosmopolite » (ibid., p. 16).

Tout comme pour Albrow, son analyse des changements apportés par la mondialisation est centrée dans la déchéance ontologique de l'État-nation, qui n'est plus l'entité constante et absolue que la pensée moderne avait cru. Pour Beck, « [...].les États ne constituent plus à eux seuls le théâtre de l'action collective, ils ne fixent plus l'espace ni les systèmes de règles de l'agir politique » (ibid., p. 28). En d'autres mots, dans le monde globalisé qui est le nôtre, il y a des nouveaux agissements sociaux, politiques et, bien sûr, économiques qui se déroulent en dehors du cadre des États nationaux et qui ne peuvent pas être contrôlés par ceux-ci. Cette impuissance des États-nations est le résultat du pouvoir accru du capital dans l'espace mondial, qui est aujourd'hui beaucoup plus mobile qu'avant et dispose du « meta-pouvoir » de l'« *option exit* » (option de retrait) face à l'État-nation et à la société civile nationale. Il y aurait donc « une asymétrie de pouvoir » dans les relations entre le capital, les États, et la société civile (ibid., p. 48). Par conséquent, pour faire jeu égal avec le capital, les États doivent abandonner les vieilles pratiques nationalistes intra-frontières et transnationaliser ses pratiques, s'organiser collectivement par de nouvelles alliances pour « se constituer politiquement dans le champ d'action global » (ibid., p. 49). Cela serait la seule manière d'aboutir « à une reconquête de l'indépendance nationale face au pouvoir d'une économie mondiale trop mobile » (ibid., p. 18). Les sociétés civiles nationales ne suffiraient pas non plus à se constituer en un contre-pouvoir au capital. Le contre-pouvoir social face aux acteurs économiques serait donc mené par la « société civile mondiale », constituée par les consommateurs mondialisés (acheter c'est voter, diraient quelques-uns) et les ONG qui défendent les droits de l'homme partout sur la planète (ibid., p. 33 et 141). Toutes ces pratiques transnationales s'encadrent dans ce que Beck appelle le « méta-jeu de la politique mondiale », où les anciennes règles de la politique centrée sur l'État-nation se mêlent à celles du cosmopolitisme politique, comme si les acteurs et joueurs mondiaux jouaient à la fois aux dames et aux échecs dans l'échiquier global (ibid., p. 25-28).

Étant donné ce changement majeur en ce qui concerne le centralisme économique, politique et social de l'État-nation, le cadre d'analyse de notre contemporanéité devrait aussi

se renouveler et abandonner le carcan du « nationalisme méthodologique », qui aurait été, jusqu'à maintenant, le paradigme dominant dans les sciences sociales (ibid., p. 51). Le nationalisme méthodologique est la « conception de la société et de l'État centrée sur l'État national dans la pratique politique comme dans la science politique » (ibid., p. 65). À la place de celui-ci nous devrions placer le « cosmopolitisme méthodologique », qui serait une « [...] critique cosmopolitique de la société et de la politique, de la sociologie et de la politicologie centrées sur l'État-nation » (ibid., p.65). Ce cosmopolitisme, à la fois normatif et méthodologique, constituerait le fondement d'une « Nouvelle Théorie Critique » de la société (ibid., p. 65). Seulement par le cosmopolitisme méthodologique nous pourrions à la fois comprendre le monde d'aujourd'hui et constituer la vision normative d'une société cosmopolite comme alternative aux inégalités et étroitesses de la mondialisation de facture néolibérale.

Cette désestructuration de l'État-nation marque pour Beck le passage entre la Première modernité et la Deuxième Modernité. Pendant que le passage de la société traditionnelle à la société moderne avait signifié, à la fin de ce processus, au moins en Europe et en Amérique du Nord, l'émergence d'institutions telles que l'État-providence, les partis politiques de masse et la famille nucléaire, ancrées dans le cadre supposément stable de l'État-nation, dans la Deuxième Modernité on assisterait à l'éclatement de tout cet arrangement. Puisque l'État-nation, le locus par excellence de tout ce que l'on entend par « société moderne », serait en train de s'effriter, celle-ci le serait elle aussi. Mais la fin de la « société moderne » de la Première Modernité ne se traduit pas par une restructuration d'institutions stables dans la Deuxième Modernité. Au contraire, le caractère réflexif de la Deuxième Modernité confirme la métaphore de Marx, empruntéé par Marshall Berman, selon laquelle « tout ce qui est solide se dissout dans l'air » (Berman, 1982). La réflexivité de la Deuxième Modernité c'est justement la réponse permanente et de la société et des individus à ces effets collatéraux non voulus, provoqués par les risques et les dangers produits dans la société industrielle, tels que les déchets radioactifs et les changements climatiques (Beck, 1992). Ainsi, la Deuxième Modernité serait « l'âge des effets collatéraux », où le moteur du changement social ne serait plus le conflit de classes ou la rationalité instrumentale appliquée à la société, mais l'invisible, l'imprévisible et l'inconnu

qui découlent des effets incontrôlables des actions humaines (Beck, 1997). La deuxième modernité serait aussi l'âge de la réflexivité, une radicalisation de la modernité où la connaissance des risques amènerait à un constant besoin d'auto correction de la société (Beck, Bonss et Lau, 2003).

Bien évidemment, le caractère éminemment déstructurant de la Deuxième Modernité implique que celle-ci, en contraste avec la Première Modernité, serait non linéaire ou en permanence instable, sans ancrage dans des structures plus ou moins équilibrées (Lash, 2003). Par conséquent, la pensée sociale devrait, elle aussi, pour comprendre cette nouvelle réalité, se débarrasser du carcan « marxien-weberien » du consensus sociologique sur la modernité, qui identifie celle-ci avec la société industrielle, ses institutions et sa structure de classes (Beck, 1997, p. 21-22). Voila encore un argument « postweberien » ou « postclassique » contre le « nationalisme méthodologique ».

Ne nous échappera pas le fait que l'incertitude de la Deuxième Modernité, où la réalité s'approche plus que jamais de la métaphore à la fois libératrice et terrifiante de Marx, constitue un sérieux défi à la tentative de construction de la gouvernabilité cosmopolitique et démocratique tant souhaitée par Beck. Toutefois, il faut aussi reconnaître qu'il n'y a aucune nécessité pour le contre-pouvoir au capital de se cimenter en institutions stables pour être efficace. Le pouvoir de quelque chose aussi incertaine et volatile qu'une « opinion publique mondiale » peut être aussi redoutable, sinon plus, que celui des institutions supranationales. L'important à retenir ici est la motivation critique de la vision que Beck a sur la mondialisation. De autre part, il est aussi clair que cette vision critique est portée par un effort de bâtir une nouvelle manière de concevoir une société profondément transformée par la mondialisation elle-même. Dans ce sens, nous pouvons le considérer comme un transformationalisme critique « postweberien » ou « postclassique ».

Une dernière question sur Beck : pouvons-nous considérer son idée de Deuxième Modernité comme étant aussi *eurocentrique* que la néomodernisation de Giddens? Certainement que oui, puisque Beck lui-même n'hésite pas à dire que cette idée s'applique seulement aux constellations historiques qu'ont connues la Première Modernité. Par conséquent, la différence établie entre le Première Modernité et la Deuxième Modernité, nous dit-il, est « complètement eurocentrique » (Beck, Bonss et Lau, 2003, p. 7). Cependant,

il ajoute que « *Different non-European routes to and trough second modernity still have to be described, discovered, compared and analysed* » (ibid., p. 7). Ainsi, en ce qui concerne, par exemple, l'Amérique latine, il faudrait trouver un passage spécifique vers la Deuxième Modernité.

Jürgen Habermas manifeste le même intérêt critique et politique de Beck concernant les enjeux de la mondialisation. Sa préoccupation première est la construction d'un ordre démocratique propre à ce qu'il appelle l'État social (l'État-providence) au-delà des frontières nationales, comme contre-poids aux pratiques néolibérales qui prévalent aujourd'hui (2000, p. 9). La mondialisation, nous dit-il, a fini avec le compromis de l'État social qui avait été bâti à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par lequel l'État menait une politique régulatrice de transferts sociaux qui était essentielle pour une démocratique inclusive (ibid., p. 27). En plus, elle aurait aussi aggravé des problèmes mondiaux anciens, tels que les disparités économiques entre le Nord et le Sud et la destruction de l'environnement (ibid., p. 28). Ainsi, si auparavant l'État, surtout celui des pays du Nord, était « [...] en mesure d'agir sur les conditions générales de la production et de la distribution, dans le but de favoriser la croissance, la stabilité des prix et le plein emploi » (ibid., p. 28), aujourd'hui nous assisterions à la « [...] transformation et le démontage de l'État social [...] visant à la fois à déréguler les marchés, à réduire les subventions et à améliorer les conditions d'investissement » (ibid., p. 28). Comme conséquence, nous aurions une désagrégation de l'ordre social établi, caractérisé par « [...] l'augmentation de la pauvreté et de la précarité sociale », où « [...] plusieurs types d'exclusion sociale accumulent leurs effets », menant au surgissement « [...] de nouvelles 'classes inférieures' (ibid., p. 29). Pour sa part, cette désintégration sociale, laissée sans traitement « [...] détruira inévitablement, à plus long terme, la culture politique libérale sans laquelle les sociétés à Constitution démocratique ne peuvent guère développer l'universalisme qui les caractérise » (ibid., p. 29).

La crise sociale et politique créée par la mondialisation est donc grave, et il faudrait y trouver des solutions, faute de quoi les pays développés avanceraient vers une convulsion sociale et politique certaine. Mais comment le faire si les transformations structurelles de l'économie mondiale ont limité « [...] le rayon d'action des acteurs de l'État-nation, à tel point que la liberté qui leur reste ne suffit pas à assurer la compensation des effets

secondaires indésirables du point de vue social et politique, qu'engendre un marché devenu transnational » (ibid., p. 31)? Comment le faire dans un contexte où « le keynésianisme dans un seul pays » est devenu impossible? La réponse que donne Habermas à ces questions est très similaire aux positions de Beck concernant l'affaiblissement de l'État-nation et le besoin d'un renouveau cosmopolitique. Pour Habermas, comme pour Beck, les fonctions régulatrices de l'État social, qui ne fut nulle autre chose qu'un État-nation pourvu de grands pouvoirs de contrôle sur son économie intérieure, « [...] ne peuvent plus être remplies que si elles sont transférées de l'État-nation à des unités politiques qui se portent en quelque sorte à la hauteur d'une économie devenue transnationale » (ibid., p.32).

En d'autres mots, il faudrait que la fonction régulatrice de l'État-nation soit reproduite à un niveau supranational. Cependant, cela dit, il faudrait ajouter qu'il ne suffirait simplement pas de transférer la souveraineté étatique vers les institutions supranationales, surtout si elles ne sont que des alliances économiques, telles que l'ALENA et l'APEC. Il faudrait donc que ce transfert de compétence de l'État national au niveau supranational se fasse avec un changement de cap idéologique, où les intérêts sociaux soient considérés prioritaires face aux impératifs économiques. Bien sûr, cela signifie une gouvernance mondiale de caractère cosmopolitique pour changer la mondialisation et dompter ses effets nocifs.

Mais cette gouvernance cosmopolitique peut-elle naître de la coopération entre États? Non, nous dit Habermas, puisque « [...] l'interdépendance asymétrique entre pays développés, pays à industrialisation récente et pays sous-développés semble déboucher sur des conflits d'intérêts *irréconciliables* » (ibid., p. 35). Avec la voie étatique exclue, la solution habermasienne au problème de l'intégration coopérative mondiale est conçue comme un mouvement qui doit trouver son impulsion dans les sociétés civiles nationales pour ensuite gagner les instances gouvernementales.

> Il ne faut pas attendre que les élites gouvernantes opèrent un tel changement de perspective, qui consiste à passer des 'relations internationales' à la mise ne place d'une politique à l'échelle de la planète; il faut plutôt que les populations elles-mêmes, dans leur propre intérêt bien compris, encouragent ce changement. (ibid. p. 37)

Le changement de mentalités qui nous amènera à une solidarité régulatrice transnationale se fera donc par les sociétés civiles, les mouvements sociaux et les O.N.G et non pas par l'action des États, même si ce changement devra à la fin modifier aussi les paramètres de la culture politique qui gouverne les relations entre États (ibid., p. 38). Ainsi, pour Habermas, la possibilité d'un contre-pouvoir à la mondialisation d'inspiration néolibérale se trouve dans un changement culturel vers le cosmopolitisme, porté par la société civile et ses acteurs politiques. Sa position en ce qui concerne l'évaluation critique de la mondialisation et la réaction contre ses effets néfastes est par conséquent pratiquement identique à celle de Beck, ou peut-être que nous devrions dire que celle de Beck est presque identique à celle de Habermas.

La position de Habermas concernant l'État-nation après l'impact de la mondialisation est aussi proche de celle de Beck. Pour Habermas aussi, le temps de l'État-nation en tant que contenant exclusif des processus démocratiques et de l'économie politique est révolu. L'État-nation ne serait selon Habermas qu'une constellation historique spécifique, et par conséquent contingente, appelée à disparaître face au vent de la mondialisation.

> [...] l'État territorial, la nation et l'économie politique constituée dans les frontières nationales ont formé une constellation historique dans laquelle le processus démocratique a pu donner lieu à une configuration institutionnelle plus ou moins convaincante. Jusqu'ici, l'idée qu'une partie d'une société démocratique puisse agir de manière réflexive sur cette société dans son ensemble n'a pu se traduire dans la pratique que dans le cadre de l'État-nation. Or, aujourd'hui, cette constellation est remise en cause par une tendance évolutive qui suscite déjà une large attention sous le nom de 'mondialisation'. (ibid. p. 46-47)

Bien sûr, cette constellation centrée dans l'État-nation serait en train d'être substituée par une nouvelle constellation : une constellation qu'Habermas n'hésite pas à appeler *postnationale*. Mais l'émergence de cette *constellation postnationale* suscite des problèmes divers qui semblent insurmontables pour plusieurs, nous dit Habermas. Habitués à ne penser

le politique et la démocratie que dans le cadre de l'État national, les conflits et problèmes suscités par la mondialisation et l'affaiblissement des fonctions étatiques ne nous apparaissent pas comme traitables par la politique (ibid., p. 47). Ainsi, puisque l'« idée qu'une société puisse agir démocratiquement sur elle-même n'a connu, jusqu'ici, de mise en oeuvre crédible que dans un cadre national; la constellation postnationale suscite des réactions modérément alarmistes » (ibid., p. 47). Tout comme Beck, Habermas aussi semble croire que notre « nationalisme méthodologique » nous empêcherait de voir les alternatives et les ouvertures que se dessinent dans la *constellation postnationale*. « C'est une erreur – nous dit-il – de penser que l'ordre démocratique requiert par nature un ancrage mental dans la 'nation » (ibid., p. 70).

Pour lui, il nous faudrait chercher et identifier les possibilités d'une reconstruction du processus démocratique et d'une nouvelle fermeture du politique au niveau transnational, menant à une ré-régulation du marché, que de céder au désarroi et à l'impuissance d'un imaginaire cerné par les limites de l'État-nation.

> Ce qui m'intéresse, c'est la question de savoir si une nouvelle « fermeture » politique de cette société mondiale est souhaitable et, le cas échéant, comment elle est possible. Bref, comprendre en quoi pourrait consister une réponse *politique* aux défis de la constellation postnationale. (ibid. p. 48)

De la même façon qu'au XIX$^{e}$ siècle la construction imaginaire des peuples, des communautés d'origine , avait transformé les États territoriaux issus du Traité de Westphalie en États-nations, complétant ainsi le renferment du politique au niveau national, pour ensuite, déjà au XX$^{e}$ siècle, trouver une nouvelle fermeture face au marché mondial par l'ordre économique établi par le système de Bretton Woods, aujourd'hui nous aurions besoin d'une nouvelle « grande transformation » pour aboutir à un nouvel ordre régulateur et politique, faute de quoi nous risquerions des catastrophes (ibid., p. 52, 83-85). L'objectif de cette « re-fermeture » politique est donc de faire face aux abus d'une société déchaînée au plan économique avant que, tel que le décrit Karl Polanyi (1983) concernant l'éclosion du

fascisme, les réactions au marché mondial incontrôlé ne prennent pas de formes « pathologiques ».

Ainsi, Habermas cherche les contours possibles d'un renouveau du politique à l'échelle transnationale, au lieu de, soit insister sur la coïncidence des limites de l'État-nation et des limites du politique, soit renoncer au politique purement et simplement, comme le font, d'ailleurs, ceux qu'il appelle les « postmodernes ». Il n'est donc pas surprenant de le voir dénoncer une convergence entre les postmodernes et les néolibéraux, puisque tous les deux, certes pour des raisons différentes, nient le bien-fondé de toute tentative d'établissement d'un ordre politique dans l'espace transnational. Pour les postmodernes, dont les hyperglobalistes de gauche, cette construction ne serait pas possible parce que la société mondiale serait désormais un tissu de réseaux anarchiques; pour les néolibéraux ce renouveau ne serait même pas souhaitable, puisqu'il mènerait à un contrôle du marché avec intérêt social (ibid. p. 88). De cette manière, la tâche de penser à la structuration d'un nouveau cadre transnational pour le politique échoue, pour ainsi dire, aux nouveaux « sociaux-démocrates transnationaux », qui sont des penseurs comme Habermas et Beck.

Bien sûr, les penseurs de l'école de la régulation, comme Robert W. Cox (2002, p. 83), se plaignent eux aussi de l'absence d'une autorité politique pour l'économie globale aujourd'hui. Ce même constat est réalisé par Susan Strange (1996), qui voit un déclin généralisé de l'autorité étatique par la création d'une économie de marché mondiale. Pour sa part, Ronaldo Munck (2002) croit que les syndicats ont appris à se réinventer dans l'économie mondialisée et joueront un rôle important dans une nouvelle régulation internationale. Mais Habermas va au-delà de la plainte et de la constatation de ce manque de régulation pour envisager les possibilités de cette nouvelle fermeture du politique dans la création d'institutions supranationales appuyées au niveau national par de citoyens avec une conscience de solidarité cosmopolite (ibid., p. 122, 123).

En somme, nous avons en Habermas un autre exemple d'un transformationalisme critique qui repense le social au-delà du cadre traditionnel de l'État-nation et qui peut-être mériterait aussi le qualificatif de « postweberien » ou « postclassique ». En ce qui concerne l'*eurocentrisme*, il est clair aussi que Habermas n'échapperait pas à ce trait identifié chez Giddens et Beck. Toutefois, force est de constater que l'analyse de Habermas est de toute

façon centrée sur l'exemple européen. Pour lui, la solidarité cosmopolitique devrait d'abord se construire au sein de l'Europe pour ensuite gagner le monde. Ainsi, s'il n'évite pas l'*eurocentrisme*, puisque c'est encore à l'Europe de donner l'exemple aux autres, au moins il affirme tacitement que le devoir de la solidarité échoit en premier lieu aux mieux nantis.

### 3.11 La persistance des clivages idéologiques et l'affaiblissement du paradigme de l'État-nation

Comme nous l'avons vu, *l'hyperglobalisme*, le *transformationalisme* et même le *scepticisme* (puisqu'il l'aurait aussi un courant *néoconservateur sceptique*) admettent des positions idéologiques différentes et parfois opposées, malgré leur trait commun concernant la question de l'État-nation dans le monde d'aujourd'hui.

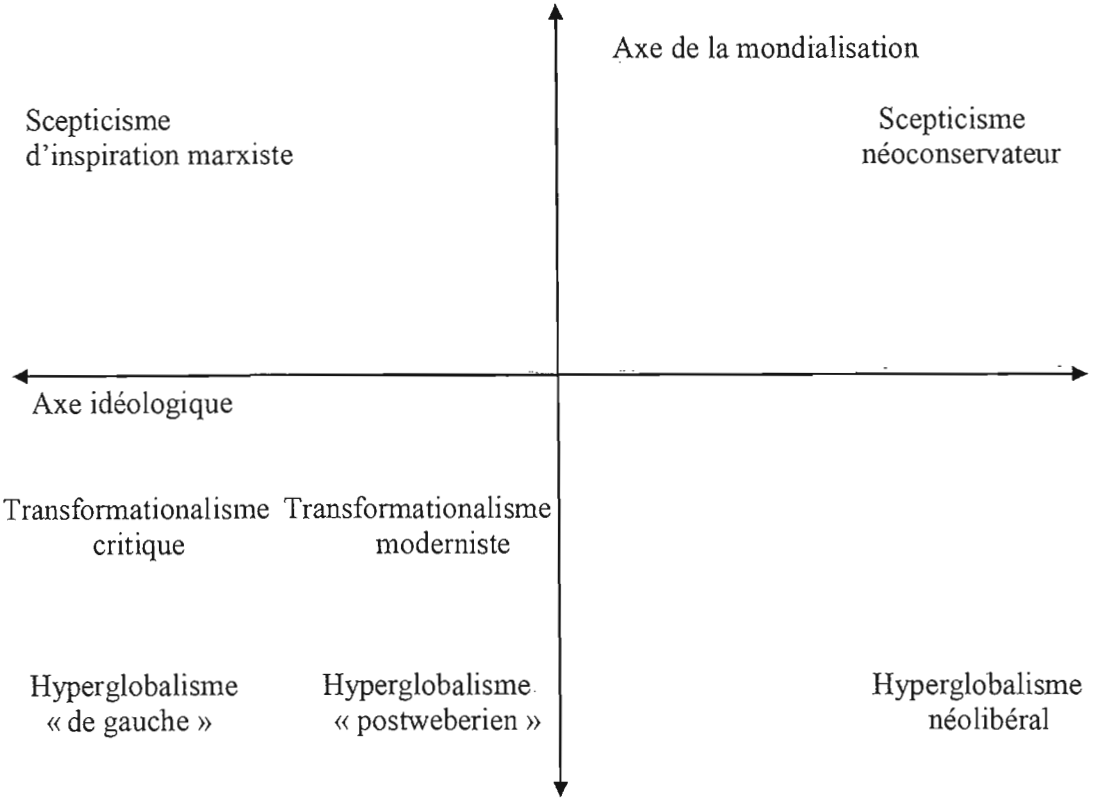
Si cela est vrai, c'est parce que le débat sur la mondialisation entretient des liens étroits avec d'autres questions, d'autres débats, qui vont au-delà de la mondialisation en elle-même. La question du développement, par exemple, reste intacte dans le débat sur la mondialisation, même si elle n'est pas sa question centrale. Malgré la fin de la Guerre froide, les questions comme l'accès au développement pour les pays du Sud, leur souveraineté face aux instituions internationales et les inégalités sociales créées par l'avancée du capitalisme mondial sont plus importantes que jamais, peut-être justement à cause de la mondialisation. *Ainsi, le débat sur la mondialisation n'a jamais été une simple discussion sur le rythme et l'étendue de celle-ci, mais aussi un débat sur ses impacts économiques, sociaux, politiques et écologiques.*

Ironiquement, la vision critique de l'économie mondiale associée aux théories d'inspiration marxienne, qui avait été donnée comme morte après l'effondrement du Deuxième-Monde, renaît aujourd'hui sous l'impulsion des réflexions sur une mondialisation qui, en tant que mouvement idéologique aussi bien qu'économique, était supposée l'enterrer. Ainsi, les enjeux et questions qui étaient typiques du débat sur le développement, tels que l'accès à la distribution de richesses et au pouvoir dans le monde et la persistance des inégalités sociales et économiques dans les pays et entre pays, se voient renouvelés dans le débat sur la mondialisation.

Dans la figure 3.1 nous pouvons mieux voir la distribution des différents courants dans ce débat à partir de leurs positions sur l'axe idéologique (qui prend comme référence l'opposition traditionnelle gauche-droite) et sur l'axe de la mondialisation (qui prend comme référence principale l'opposition « État-nation/monde globalisé »). Les néoconservateurs, tels que Samuel Huntignton et les représentants de l'école réaliste des réalations internationales, se trouvent dans le côté droit supérieur de la figure.

**Figure 3.1**

Distribution des courants dans le débat sur la mondilisation

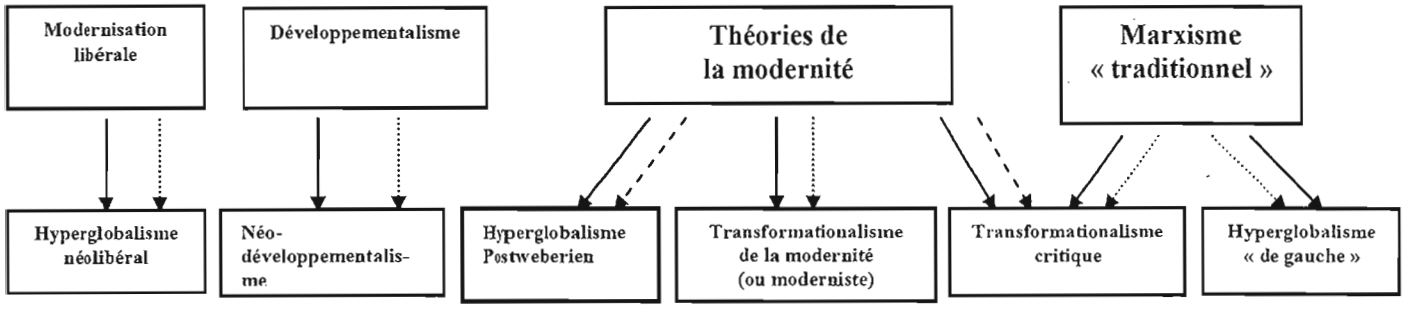



En ce qui concerne la nouveauté apportée par le débat sur la mondialisation, c'est-à-dire la mise en question de la pertinence de l'État-nation dans un monde unifié par des processus qui fuient les contrôles nationaux, il faut admettre que cela s'est effectivement produit. De Fukuyama à Sklair, en passant par Hardt et Negri, Giddens, Albrow, Beck, Habermas et Castells, pour n'en nommer que ceux-ci, nous voyons que beaucoup de ceux qui

étudient les effets de la mondialisation sont en accord relativement à l'idée que le monde aurait changé de manière significative dans les dernières décennies à cause de la diminution des pouvoirs des États nationaux. Dans ce sens, le débat sur la mondialisation aurait apporté la possibilité de ruptures ou de changements vis-à-vis le paradigme de l'État-nation dans certaines avenues théoriques et idéologiques ayant aussi contribué à façonner le débat sur le développement. La figure 3.2 ci-dessous illustre ces lignes de continuité idéologique et de rupture paradigmatique.

**Figure 3.2**

Continuités et ruptures dans le débat sur la mondialisation




⟶ = continuité idéologique ou politique

⤍ = rupture ou affaiblissement du paradigme de l'État-nation

La remise en question du paradigme de l'État-nation a donné naissance à de nouvelles approches illustrées dans les figures 3.1 et 3.2, lesquelles tendent à confirmer l'hypothèse de Bartelson sur la fertilité du « champ discursif » inauguré par les réflexions sur la mondialisation. L'évolution future de ces nouvelles approches nous dira si cette fertilité est accompagnée d'une rigueur qui leur permettra de passer le test du temps ou si le prétendu caractère idéologique de l'idée même de mondialisation les condamnera à la disparition. Cependant, la diminution de l'importance de l'État-nation dans l'imaginaire des théoriciens qui étudient la mondialisation n'est pas un détail sans importance, puisqu'il s'agit de la façon de concevoir le monde et les relations de pouvoir qui y existent.

Bien sûr, l'exercice descriptif que nous avons réalisé ne se prétend pas exhaustif, puisque seulement quelques auteurs qui ont traité du sujet de la mondialisation ont été examinés. Cependant, nous croyons que leurs positions respectives sont représentatives de la palette théorique et politique que nous pouvons trouver dans ce débat. De cette manière, nous pensons que les résultats que nous avons obtenus dans notre démarche ne sont pas invalidés par les limitations de celle-ci. Aussi, nous sommes conscients que les discussions sur la mondialisation ont beaucoup perdu de leur actualité dans les dernières années. Par contre, nous croyons que l'impact idéologique, théorique et réel que cette nouvelle phase d'accumulation capitaliste appelée « mondialisation » aurait apporté n'a rien perdu de sa relevance et de sa pertinence. Et cela, pour les raisons que nous essayerons de rendre évidentes dans les prochaines pages, lesquelles concernent l'impact réel de la mondialisation sur les pays latino-américains et le Brésil en particulier.

### 3.12 La mondialisation et les pays latino-américains

Au-delà de l'impact théorique et politique que le débat sur la mondialisation a suscité, nous devons considérer les conséquences que la mondialisation aurait eues concrètement sur le monde et sur les pays de l'Amérique latine en particulier. Pour commencer, nous pouvons affirmer avec une certaine assurance que nul ne doute sérieusement que les pays du Sud furent les plus affectés par les transformations économiques que la mondialisation aurait apportées. Également, nous ne croyons vraiment pas que l'on puisse douter que la mondialisation fut beaucoup plus qu'un simple processus commercial et financier spontané, engendré par les seules forces du marché ou par l'accumulation de capital. La mondialisation eut lieu, en grande partie, par la promotion d'une politique d'ouverture des économies internes des pays du Sud, laquelle fut avancée par les institutions et les pays qui dirigèrent l'économie mondiale dans les dernières décennies du vingtième siècle. Alors, si cela est vrai, nous devons nous demander pourquoi les pays du Sud, qui, après tout, étaient déjà à l'époque les plus vulnérables aux résultats potentiels des expériences de « libre-marché » que l'on voulait leur imposer, consentirent à servir de cobayes au néolibéralisme.

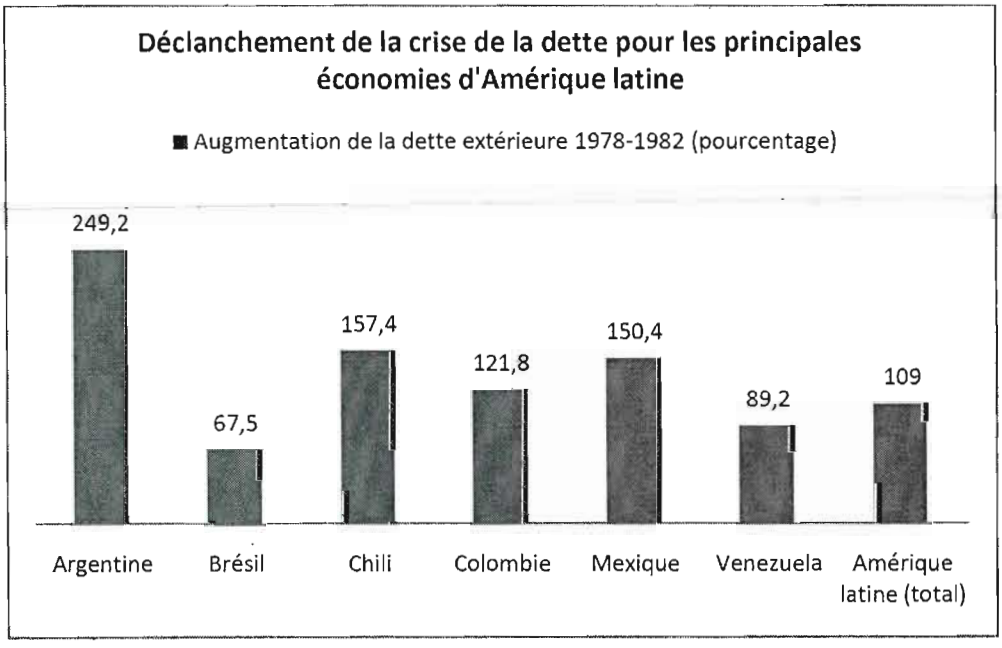
La réponse à cette question se trouverait dans le fait que les pays avancés et les institutions de Bretton Woods avaient dans leur arsenal un argument de taille qui leur conférait un pouvoir auquel il était très difficile de s'opposer. Cet argument ou cette autorité découlait du fait que la vaste majorité des pays du Sud à l'époque avaient contracté une dette extérieure très importante avec ces mêmes institutions et pays, ce qui les forçait, en bonne mesure, à se plier à leurs diktats et leurs « suggestions ». Ces pays étaient dans une crise du fait qu'ils n'étaient plus capables de rembourser les prêts qu'ils avaient faits, ce qui handicapait très sérieusement leur capacité à se développer et à diriger leurs économies.

La crise de la dette des pays en développement eut ses origines dans les années soixante-dix, quand un surplus d'argent et de crédit fut mis à leur disposition par les pays européens et nord-américains suite au premier choc du pétrole. À cette époque, les pays exportateurs de pétrole, surtout arabes, avaient décidé de placer leurs énormes rentes dans les banques occidentales qui se trouvèrent ainsi avec une grande quantité de pétrodollars qu'il fallait faire fructifier. De cette manière, la première chose que nous pouvons affirmer sur cette crise est le fait qu'elle ne résultât pas d'un emprunt exagéré de la part des pays débiteurs, mais plutôt d'un prêt trop important de la part des pays créanciers. Sur ce point, l'économiste chilien Salvador Valdés (1989) est assez éloquent quand il affirme que l'endettement des pays du Sud ne saurait pas être expliqué, comme essayent de le faire certains économistes, par l'imprudence irrationnelle des gouvernements des pays débiteurs. Au contraire, les raisons profondes de cette crise se trouveraient dans le laxisme des autorités financières des pays créanciers qui se portèrent garantes de prêts à haut risque (ibid., p 135-141). Force est de constater que cette explication sonne extrêmement familière dans le contexte de la crise que nous vivons aujourd'hui (2008-2009) et qui est entièrement expliqué par la cupidité et la dérégulation du système bancaire international, et américain en particulier. Toutefois, la crise de la dette fut souvent imputée à l'irrationalité des pays débiteurs, incapables de gérer leurs économies selon les jalons administratifs des pays riches et accusés de pratiquer constamment le populisme économique à l'intérieur de leurs frontières.

Quoi qu'il en soit, le fait indéniable est que les pays en développement se firent offrir des prêts dans des conditions très alléchantes dans les années soixante-dix à une époque où

les taux d'intérêt pratiqués étaient très bas, pour ensuite devoir faire face à une augmentation radicale de ceux-ci, ce qui les mit dans une position très fâcheuse. Au milieu des années soixante-dix (1975 - 1976), les taux d'intérêt Prime-rate (États-Unis) et LIBOR (Royaume-Uni) ne dépassaient pas, respectivement, 7,75 % et 7,50 %. Or, en 1980, ces mêmes taux avaient grimpé en flèche, pour se situer à 20,18 % dans le premier cas, et 18,03 % dans le deuxième (Cerqueira, C., 2003, p. 143). Dans les cas de l'Amérique latine, les pays endettés se virent dans l'incapacité de payer leurs créanciers sans devoir recourir à des emprunts supplémentaires, même si les nouveaux taux d'intérêt n'étaient pas du tout intéressants. Cela fit en sorte que l'endettement de ces pays crut de façon exponentielle au début des années 1980 et que la crise de la dette s'installât pour de bon.

**Graphique 3.1**




Source : CEPALC (http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp visité le 23-05-2009)

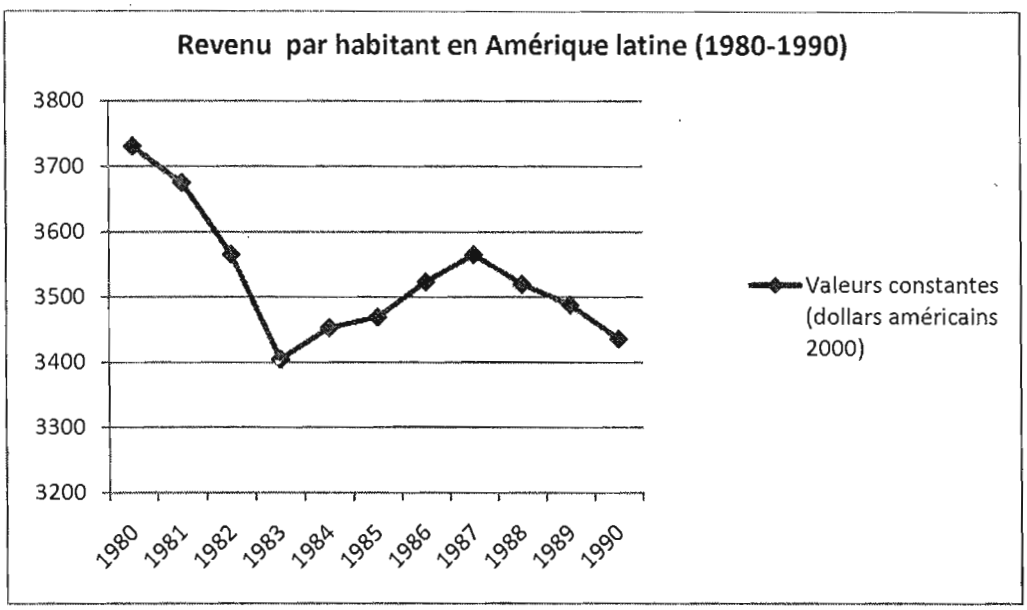
Bien sûr, les nouveaux prêts destinés à aider les pays latino-américains à payer leurs dettes étaient accordés avec des préalables, notamment concernant les dépenses étatiques qui devaient être diminuées de sorte qu'un surplus primaire suffisamment important puisse être

produit, lequel serait destiné au service de la dette. Ainsi, ces pays se mirent à sabrer leurs dépenses, diminuant la taille et les services prêtés par l'État à une population majoritairement pauvre. Et cela, dans une situation de crise économique où de nouveaux emplois n'étaient pas créés. Le résultat social de cette nouvelle conjoncture, née du surendettement avec des taux d'intérêt abusifs, d'une rétraction économique mondiale (1981-1982) et des réductions des dépenses de l'État, fut presque catastrophique. Selon les données de la CEPALC (Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes), le taux de pauvreté en Amérique latine grimpa de 40,5 % de la population, en 1980, à 48,3 %, en 1990, pendant que le taux d'indigence s'éleva de 18,6 % à 22,5 % dans la même période[15]. Le revenu par habitant subit, lui aussi, un recul net par rapport aux années antérieures. Dans le cas de l'Argentine, le revenu par habitant mesuré en valeurs constantes recula de 7586,70 $ US, en 1980, à 5832,70 $ US, en 1990. Un recul réel de 23,11 % !! Au Brésil et au Mexique, le recul fut beaucoup moins important, mais le revenu par habitant dans ces deux pays (les deux plus grandes économies d'Amérique latine) avait baissé dans la même période.

---

[15] Source: *Panorama Social de América Latina* – 2006, p. 59 - Estimation basée sur 19 pays latino-américains : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay et Venezuela. Le pourcentage de pauvres inclut celui des indigents. La définition de pauvreté inclut ceux qui ne sont pas capables de satisfaire leurs besoins essentiels. La définition d'indigence inclut ceux qui ne sont même pas capables de satisfaire leurs besoins en ce qui concerne la nourriture.

**Graphique 3.2**

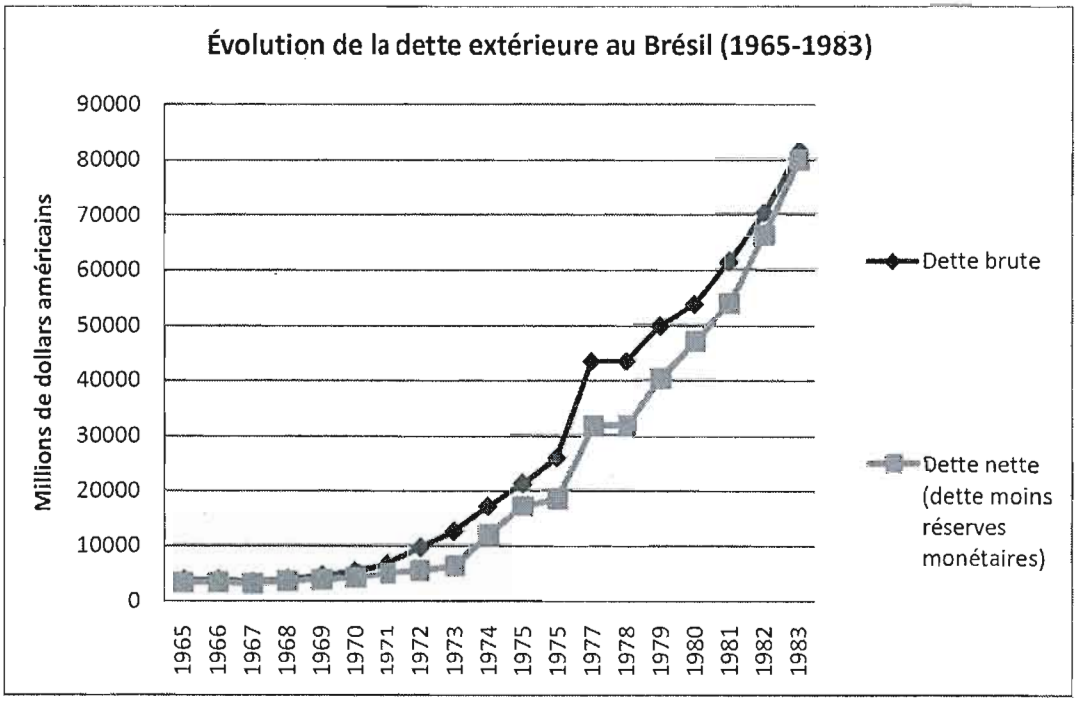



Source : CEPALC CEPALC (http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp visité le 23-05-2009)

Cela montre à quel point les années 1980 méritent d'être qualifiées d'« années perdues » dans cette région du monde. Sauf quelques exceptions, l'Amérique latine régressa socialement et stagna économiquement dans cette période où le choc de la dette, les politiques d'ajustement du FMI et la fin de la viabilité du développement basé sur la substitution d'importations donnèrent un coup de massue aux ambitions développementistes du Sud.

Dans le cas spécifique du Brésil, l'effet de l'augmentation de la dette se fit sentir de manière forte. S'étant déjà endetté de façon significative à partir des années 1960 et même avant (construction de Brasília, etc.), le pays profita de l'apparente source d'argent bon marché des années 1970 pour financer plusieurs œuvres et plans un peu pharaoniques du gouvernement militaire de l'époque (construction de l'usine hydroélectrique d'Itaipu, route transamazonienne, etc.), s'endettant davantage et s'exposant à la hausse brutale des taux d'intérêt du début des années 1980. Quand la crise arriva, la dette qui était déjà inquiétante se transforma dans un énorme boulet que le pays semblait être condamné à traîner pour le reste de ses jours.

**Graphique 3.3**




Source : *Banco Central do Brasil* (BCB), citée dans Batista (1987, p. 4, 16 et 34).

Le graphique 3.3 ci-dessus ne montre pas seulement la spectaculaire évolution de la dette brute ou absolue, mais aussi l'augmentation inquiétante de la dette nette, qui est un indicateur encore plus important pour déterminer l'impact de la dette sur les finances publiques d'un pays. Ce que nous voyons ci-dessus est à la fois la progression géométrique de la dette et la réduction de la capacité du pays de l'honorer, suite à la perte de ses réserves monétaires. Pendant que dans les années 1970 le Brésil disposait encore d'une marche de manœuvre pour pouvoir payer le service de la dette, le début des années 1980 marque le moment où cette latitude n'existe plus et où le pays doit recourir à l'aide financière du FMI, ce qu'il fit en 1982.

Bien évidemment, le Brésil ne fut pas le seul à devoir recourir au FMI pour pouvoir honorer ses compromis financiers. En 1982-1983, la crise de solvabilité au Mexique est encore plus grave qu'au Brésil, et elle atteint aussi l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, l'Équateur et le Pérou. En 1984, ce sera le Mexique à nouveau, en plus de la Jamaïque, du

Venezuela, de l'Équateur et de l'Argentine à nouveau. Dans la période 1985-1989, l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, l'Uruguay et le Venezuela devront réaliser des accords avec le FMI pour rééchelonner leurs dettes ou pour avoir de l'aide financière, et plusieurs de ces pays devront le faire plus d'une fois.

Ainsi, les pays latino-américains et le Brésil se trouvèrent un peu à la merci des grands bailleurs de fonds internationaux, dont notamment le FMI et la Banque mondiale. Cela ne devrait pas constituer un problème en-soi, puisque ces organismes avaient été conçus pour aider les pays à se développer et à grandir leurs économies. Après tout, le père spirituel des institutions de Bretton Woods avait été Keynes et non pas Hayek ou Milton Fridman. Malheureusement, c'est exactement à cette époque où la crise de la dette explosait que les gouvernements Reagan et Thatcher changèrent définitivement l'orientation originelle du FMI et de la Banque mondiale pour les transformer dans l'avant-garde du néolibéralisme, avec pour mission non pas la promotion du développement, mais la réduction de l'État et l'imposition de mesures d'austérité (Stiglitz, 2002, p. 42).

> Le FMI et la Banque mondiale sont alors devenus les nouvelles institutions missionnaires chargées d'imposer ces idées aux pays pauvres réticents, mais qui avaient souvent le plus grand besoin de leurs prêts et de leurs dons. Pour obtenir des fonds, leurs ministres des Finances étaient prêts à se convertir s'il le fallait, même si l'immense majorité des gouvernants de ce pays et – plus important – de leurs populations restait souvent sceptique. (ibid., p. 42)

C'est ainsi que la mondialisation - ou encore la « nouvelle vague de mondialisation » - commença pour l'Amérique latine. Ce fut un processus politique qui, dans une conjoncture de crise financière et économique, les obligea à adopter une nouvelle économie politique basée sur le crédo idéologique néolibéral. Les nouvelles politiques résultèrent à la fin dans l'abandon définitif des politiques développementistes et expansionnistes des décennies antérieures et dans l'adoption de politiques de contraction de l'économie, de réduction de l'État et d'ouverture des marchés internes à la compétition internationale. Bien évidemment,

cela signifia une perte nette de souveraineté par l'incapacité de mener une politique économique autonome.

Bien entendu, cette situation de dépendance et de vulnérabilité relativement aux pressions du Bretton Woods néolibéral ne se limita pas dans le temps aux années 1980. Au contraire, les pressions s'intensifièrent au tournant de la décennie 1990, quand l'idée du « consensus de Washington » fit son apparition dans les relations entre les débiteurs et les créanciers. Si les années 1980 avaient été les années du choc de la dette, elles avaient été aussi, en quelque sorte, les années de résistance et d'indignation par rapport à la perte d'autonomie que cette situation créait. La conversion des décideurs latino-américains n'était pas tout à fait réalisée. En 1987, par exemple, le Brésil déclara un moratoire unilatéral sur le payement de la dette, ce qui lui valut d'être déclaré comme mauvais payant par les autorités financières internationales. Dans les années 1990, la conversion, ou du moins la soumission, aux idées néolibérales se fit sentir dans la région, peut-être non pas à cause du pouvoir de persuasion intrinsèque de ces idées, mais plutôt à cause de l'impossibilité de retourner aux vieilles politiques de promotion du développement par la substitution d'importations (qui impliquerait une forme de protectionnisme) et par la croissance du marché interne (qui impliquerait une politique d'expansion économique par des taux d'intérêt bas et des salaires plus généreux). La source des capitaux internationaux qui avait toujours été très importante pour le financement d'un mode de développement basé sur l'expansion du marché intérieur était complètement tarie. Il n'y avait plus d'argent pour construire des usines hydroélectriques ou sidérurgiques, et encore moins pour bâtir des villes entières... Enfin, les circonstances étaient mûres pour l'adoption d'une série de mesures économiques en accord avec les idées néolibérales qui prédominaient dans les capitales des pays avancées, et plus particulièrement à Washington. Les pays qui subissaient l'étranglement économique de la dette devraient maintenant se soumettre une fois pour toutes aux diktats de leurs créanciers.

En 1990, les attentes de Washington (le gouvernement américain, le FMI, la Banque mondiale et d'autres), vis-à-vis des changements que les pays débiteurs latino-américains devraient implanter dans leurs économies s'ils voulaient recevoir de l'aide financière, furent clairement épelées dans le papier très connu de John Williamson, intitulé « *What Washington*

*Means by Policy Reform* ». L'objectif de ce papier est décrit de façon crystalline dans son premier paragraphe.

> No statement about how to deal with the debt crisis in Latin America would be complete without a call for the debtors to fulfill their part of the proposed bargain by « setting their houses in order », « undertaking policy reforms », or « submitting to strong conditionality». The question posed in this paper is what such phrases mean, and especially what are generally interpreted as meaning in Washington. *Thus the paper aims to set out what would be regarded in Washington as constituting a desirable set of economic reforms*. An important purpose in doing this is to establish a baseline against which to measure the extent to which various countries have implemented the reforms being urged on them. (ibid., p. 1, nos italiques)

Certes, ce papier n'était pas un document officiel du gouvernement américain ou du FMI, mais il traduisait d'une manière assez fidèle la pensée prédominante à Washington concernant les réformes que les pays endettés d'Amérique latine devraient implanter pour qu'ils continuent à bénéficier des programmes du FMI et de la Banque mondiale (« *submitting to strong conditionality* »).

L'article de Williamson énumérait 10 points considérés importants pour les décideurs washingtoniens, à savoir :

1) Les déficits budgétaires n'étaient plus acceptables. Le populisme économique devrait prendre fin en Amérique latine. Ceux qui croyaient encore à la stimulation keynésienne de l'économie étaient « une espèce en extinction ».
2) Pour éliminer les déficits de l'État, il était préférable de sabrer les dépenses que d'augmenter les impôts. Les subsides pour certains secteurs de l'économie étaient à éviter, puisqu'ils déformaient le marché et coûtaient cher.
3) Une réforme du système de taxation avec l'objectif d'augmenter les revenus de l'État pourrait être envisagée par les pays latino-américains qui avaient un déficit budgétaire, même si cette option n'était pas favorisée par les décideurs politiques de Washington. Dans ce cas, les pays devraient donner la priorité à une taxation

plus large de la masse de revenus qu'à une taxation plus élevée des franges plus élevées de revenus.

4) Les taux d'intérêt pratiqués dans ce pays devraient être déterminés par le marché et non pas par l'État. Aussi, les taux réels d'intérêt devraient être positifs pour éviter la fuite de capitaux.
5) Les taux de change devraient être compétitifs.
6) Les pays latino-américains devraient abandonner leurs politiques protectionnistes et ouvrir leurs portes aux produits importés.
7) Les politiques qui limitaient l'entrée d'investissements directs étrangers devraient, elles aussi, être abolies. Des échanges de capitaux propres pour des titres de la dette pourraient être envisagés comme une manière d'apporter des investissements directs de capitaux en Amérique latine.
8) Les pays endettés devraient penser à privatiser leurs entreprises d'État. Premièrement, parce que cela pourrait diminuer leurs déficits. Deuxièmement, parce que les entreprises privées seraient mieux administrées que celles appartenant à l'État. Troisièmement, parce que la privatisation encouragerait la concurrence entre les entreprises.
9) Les pays latino-américains devraient déréguler leurs économies. Un des défauts des économies de ces pays était l'excès de régulation, qui suffoquait le marché et encourageait la corruption.
10) Les droits de propriété devraient être assurés. En Amérique latine, ces droits n'étaient pas suffisamment protégés.

Nul besoin de dire que tous ces points, avec la possible exception du cinquième, étaient en contradiction avec la politique développementiste de substitution d'importations et d'industrialisation que les pays latino-américains avaient pratiquée antérieurement pour améliorer leur sort (et le sort de leurs populations). Dorénavant, ces pays devraient se mettre au pas dicté par le renouvellement des vieux principes du libéralisme mis en œuvre par les gouvernements Reagan et Thatcher. Cela voulait dire qu'ils devraient renoncer au « développement tourné vers l'intérieur » prôné par le courant *mou* de la dépendance et

laisser le marché international dicter la forme de leurs économies domestiques, même si cela supposait une désindustrialisation et un retour à leur ancienne « vocation » agricole. Bien entendu, la nouvelle priorité était la diminution de la taille et des dépenses étatiques afin de générer un surplus primaire destiné non pas à l'amélioration de la qualité de vie de la population de ces pays, mais bien au payement de la dette elle-même. En fait, la crise de la dette avait rendu possible un changement politique qui commandait une nouvelle forme d'insertion des pays en développement de l'Amérique latine dans l'ordre économique international. Si auparavant ces pays avaient pu se donner le luxe de se payer (et de financer) une forme de développement qui leur laissait une certaine marge de manœuvre par rapport au marché international, maintenant ils étaient d'une certaine façon rappelés à l'ordre. Leur autonomie relative et leurs velléités d'industrialisation étaient fortement ébranlées et remises en doute. Pour pouvoir sortir du gouffre financier où ils s'étaient mis, il leur faudrait se départir d'une bonne partie de leur souveraineté économique (et politique) et se soumettre aux « lois du marché », selon certains, ou aux « diktats du FMI », selon autres. En ce qui concerne les pays latino-américains, c'était concrètement cela la mondialisation, c'est-à-dire une réouverture de leurs marchés internes aux « lois » et à la concurrence du marché international et une nouvelle soumission politique aux pays avancés.

En 1989, le secrétaire au Trésor américain, Nicholas Brady, mit en place un plan pour venir à la rescousse des pays très sérieusement endettés. Ce plan consistait à donner un répit en ce qui concerne le service de la dette aux pays obérés en échange de nouvelles garanties de payement et avec la conditionnalité de réaliser certaines réformes économiques à l'échelle domestique. Les pays en question échangeraient leurs dettes pour des titres commercialisés dans le marché financier, mais, en même temps, ils devraient aussi ouvrir leurs secteurs financiers au marché international. Ainsi, les idéalisateurs du plan espéraient, d'un côté, que les créditeurs puissent réduire les risques de défaut de payement par la négociation de ces titres dans le marché financier et, d'un autre côté, ils s'attendaient à que les pays puissent financer et rétablir leur développement interne par l'afflux de capitaux (investissements étrangers directs IED) résultant de l'ouverture du marché financier. Ce plan était en apparence l'application de l'item 7 du consensus de Washington, mais en fait il allait plus loin en prônant l'ouverture du système financier des pays endettés aux aléas du marché

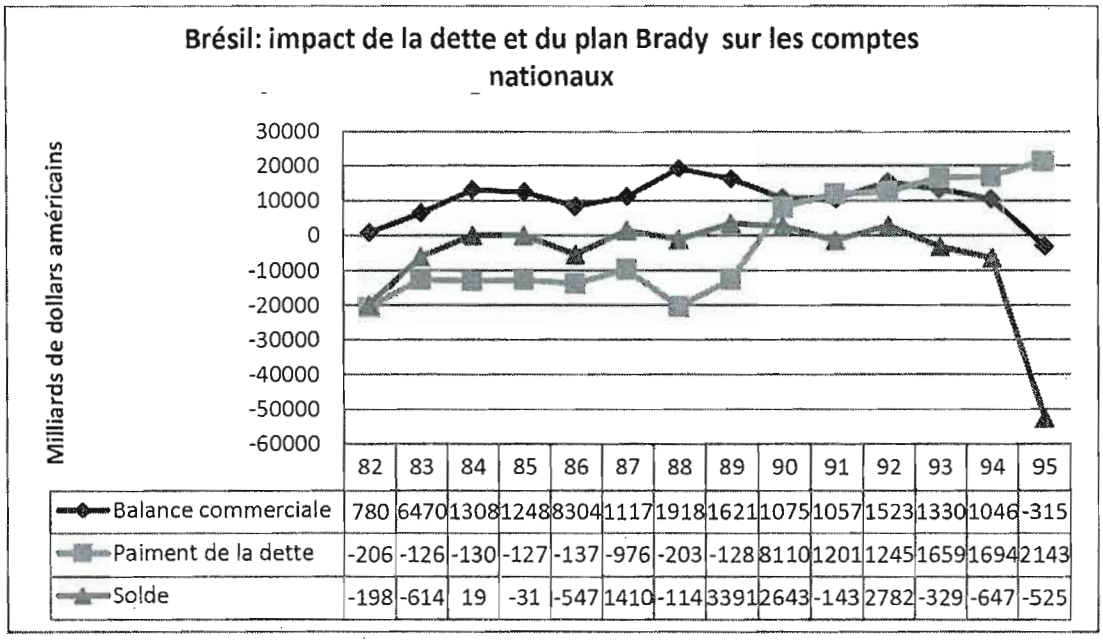
international. Cela allait avoir des conséquences néfastes pour les pays couverts par le plan Brady.

Bien entendu, faute d'une alternative crédible pour les sortir de leur fâcheuse situation, les pays latino-américains (et plusieurs autres pays ailleurs qu'en Amérique latine) suivirent les conseils washingtoniens dans l'espoir de pouvoir redresser leurs économies affaiblies par une dette accablante et plusieurs autres maux (haute inflation, incapacité d'investissement, etc.). Comme dans le cas de la crise de la dette, les réformes mises en œuvre suite au « consensus de Washington » et le plan Brady eurent des résultats pour le moins mitigés pour les cobayes latino-américains et les autres. Berr et Combarnous (2004) signalent que les politiques du « consensus de Washington » peuvent avoir eu un impact négatif sur l'IDH (Indice de Développement humain) et le revenu par habitant des pays endettés dans la période 1985-1990, et sur leur IDH seulement dans la période 1995-2000 (ibid., p. 12). Ainsi, les objectifs des réformes préconisés par les experts du FMI et de la Banque mondiale n'auraient pas atteint les objectifs escomptés. Pour ces auteurs, l'échec du « consensus de Washington » se trouverait dans une « trop grande confiance accordée au fonctionnement des marchés » et à un oubli du souci d'équité (ibid., p.13). La politique économique pro-marché aurait été mise en œuvre sans préoccupations pour les conséquences néfastes potentielles que l'ouverture du marché intérieur peut avoir d'un point de vue économique et que la réduction du pouvoir de dépense de l'État peut avoir en ce qui concerne la protection des plus démunis. Le résultat aurait été la constatation, à partir de 1998, « [...] que le consensus de Washington soulevait beaucoup plus de problèmes qu'il n'en réglait » (ibid., p. 15), et la nécessité de se diriger vers un « post-consensus de Washington », où l'État serait de nouveau à l'honneur, ainsi que la population des pays en développement.

En ce qui concerne le Brésil, Bresser Pereira (2003a, 2003b) dénonce l'ouverture du secteur financier prônée par ce qu'il nomme « le deuxième consensus de Washington » (en fait, le plan Brady et ses conséquences) comme la responsable de la quasi-stagnation économique du pays dans les années 1990. L'argumentation de cet auteur est très claire : le développement économique ne pourrait pas se faire avec l'épargne étrangère, mais seulement avec l'épargne domestique et l'investissement productif, et non pas par les investissements spéculatifs que cette ouverture du marché financier domestique aurait promus. Les raisons

sont relativement simples. Pour que les capitaux affluent aux pays endettés, ceux-ci doivent maintenir des taux d'intérêt élevés. Or, ces taux d'intérêt élevés n'encouragent pas les investissements productifs et ils sont aussi responsables d'un taux d'échange qui maintient la monnaie locale surévaluée. Cela favorise les importations et pénalise les exportations, provoquant ainsi un problème de déficit commercial chronique. Avec un problème de déficit commercial chronique, la seule manière que ces pays ont d'honorer leurs dettes est de maintenir et même d'augmenter davantage les taux d'intérêt pour continuer à attirer les capitaux étrangers..., et ainsi de suite. En plus, toute tentative de diminuer le taux d'intérêt pour diminuer aussi le taux d'échange pourrait faire en sorte que l'inflation revienne au pays. Dans le plan intérieur, la monnaie survalorisée favorise la consommation de biens importés par une élite et la non-industrialisation ou désindustrialisation de l'économie domestique à cause de la non-compétitivité des produits nationaux. Le résultat de cette situation peut être illustré comme ceci :

**Graphique 3.4**




| | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Balance commerciale | 780 | 6470 | 1308 | 1248 | 8304 | 1117 | 1918 | 1621 | 1075 | 1057 | 1523 | 1330 | 1046 | -315 |
| Paiment de la dette | -206 | -126 | -130 | -127 | -137 | -976 | -203 | -128 | 8110 | 1201 | 1245 | 1659 | 1694 | 2143 |
| Solde | -198 | -614 | 19 | -31 | -547 | 1410 | -114 | 3391 | 2643 | -143 | 2782 | -329 | -647 | -525 |

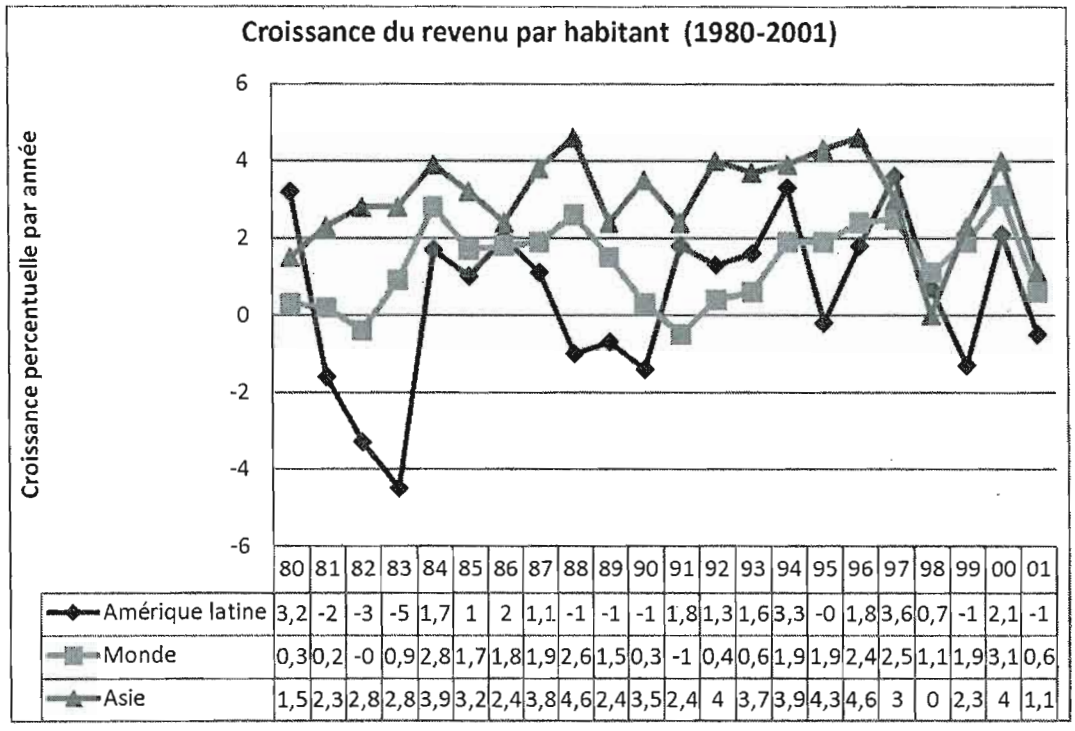
Source : Cerqueira (2003, p. 141, 150)

Comme le montre le graphique ci-dessus, les comptes nationaux du Brésil étaient déjà déficitaires dans les années 1980 à cause du service de la dette extérieure, mais le pays

arrivait encore à produire un surplus commercial qui améliorait la situation. Cependant, après l'ouverture du secteur financier (1994), le surplus commercial se convertit en déficit et le solde des comptes nationaux plongea de façon vertigineuse. Tout comme les années 1980, les années 1990 ne seraient pas les meilleures pour l'économie brésilienne, et non plus pour le développement national.

Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2003* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) confirme dans presque tous ces points le diagnostic et l'analyse que Bresser-Pereira fait dans le cas brésilien, mais cette fois-ci pour l'ensemble de l'Amérique latine. Plus encore, ce rapport approfondit l'idée que l'économie de l'Amérique latine ait subi une transformation dans les deux dernières décennies du siècle dernier pour se désindustrialiser et se retransformer dans une économie d'exportation de produits avec une moindre valeur ajoutée, en flagrant contraste avec l'Asie de l'Est (ibid., p. 119-139). Les seules industries à avoir prospéré dans les années 1980 et 1990 en Amérique latine auraient été les *maquiladoras* et les industries fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, deux types d'activités « de valeur ajoutée nationale relativement faible » et incapables de permettre « aux échanges commerciaux de devenir un moteur de la croissance » (ibid., p. 131, 132). En revanche, les pays de l'Asie de l'Est se seraient industrialisés et auraient crû beaucoup plus que les pays latino-américains dans les deux dernières décennies du dernier siècle. Leurs économies ne seraient pas dépendantes des afflux de capitaux externes et leurs taux d'intérêt seraient aussi beaucoup plus bas et plus souples que ceux des pays latino-américains, ce qui leur permettrait de s'adapter mieux aux crises cycliques mondiales (ibid., p. 11). Sans surprise, ce contraste dans la performance économique se traduirait aussi dans la croissance du revenu par habitant de ces régions. Sur ce point, le rapport nous rappelle que si, en 1950, le revenu moyen par habitant de l'Amérique latine était trois fois supérieur à celui de l'Asie de l'Est, à la fin des années 1990 « les revenus en Asie de l'Est étaient deux fois supérieurs à ceux en Amérique latine » (ibid., p. 119).

**Graphique 3.5**




| | 80 | 81 | 82 | 83 | 84 | 85 | 86 | 87 | 88 | 89 | 90 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 | 00 | 01 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Amérique latine | 3,2 | -2 | -3 | -5 | 1,7 | 1 | 2 | 1,1 | -1 | -1 | -1 | 1,8 | 1,3 | 1,6 | 3,3 | -0 | 1,8 | 3,6 | 0,7 | -1 | 2,1 | -1 |
| Monde | 0,3 | 0,2 | -0 | 0,9 | 2,8 | 1,7 | 1,8 | 1,9 | 2,6 | 1,5 | 0,3 | -1 | 0,4 | 0,6 | 1,9 | 1,9 | 2,4 | 2,5 | 1,1 | 1,9 | 3,1 | 0,6 |
| Asie | 1,5 | 2,3 | 2,8 | 2,8 | 3,9 | 3,2 | 2,4 | 3,8 | 4,6 | 2,4 | 3,5 | 2,4 | 4 | 3,7 | 3,9 | 4,3 | 4,6 | 3 | 0 | 2,3 | 4 | 1,1 |

Source : Maddison (2003, p. 237)

Le graphique 3.5, construit avec les données statistiques de Maddison, montre clairement qu'à partir de 1981 la croissance des revenus en Asie fut nettement plus importante que celle en Amérique latine, et encore supérieure à celle du monde pris dans son ensemble. En contraste, la croissance des revenus en Amérique latine, en plus d'être inférieure à celle de l'Asie, fut aussi inférieure à celle du monde dans la période 1980-2001.

En fait, la mondialisation aurait fait des gagnants et des perdants, mais les gagnants seraient concentrés en Asie de l'Est, pendant que les perdants seraient éparpillés un peu partout dans le reste du monde. Sur ce point, il ne fait aucun doute que les inégalités entre pays ont augmenté depuis 1980, à l'aube de la crise de la dette. Les statistiques sont claires. Un exemple : si en 1980 le revenu moyen dans les pays entre les 10 % plus riches divisé par le revenu moyen dans les pays entre les 10 % plus pauvres donnait un ratio de 86,2, ce même ratio atteignait 148,8 en 1999 (Weller et Hersch, 2002, p. 17). Une augmentation de 72,62 %!! Les habitants des pays plus riches sont aujourd'hui nettement plus riches par

rapport à ceux des pays plus pauvres qu'auparavant. Les données avancées par Bourguignon et Morrison (2002) vont dans la même direction, mais elles confirment aussi que la croissance des inégalités ne se fait pas seulement entre les pays, mais à l'échelle de toute la population mondiale. Même s'ils considèrent que l'explosion des inégalités se fit au XIX$^{e}$ siècle, ces auteurs montrent qu'entre 1980 et 1992 l'indice Gini mondial aurait grimpé de 0,657 à 0,663 et l'indice de Theil au niveau mondial serait passé de 0,824 à 0,864 (ibid., p. 21). Plus important encore, les augmentations des inégalités depuis 1820 seraient plus fortement liées à l'augmentation des inégalités entre les pays qu'à n'importe quel autre facteur (ibid., p. 24). Cela suggère que cette augmentation des inégalités dans les pays serait alimentée surtout par des facteurs externes et non pas internes, c'est-à-dire par le processus de mondialisation lui-même et la redistribution des richesses qu'il commande. Selon Bensidoun (2004), on aurait assisté dans les dernières décennies à une augmentation des inégalités entre les pays ainsi qu'à une augmentation des inégalités internes des pays. La seule amélioration admise aurait été celle des inégalités internationales, c'est-à-dire du calcul pondéré des revenus mondiaux, qui prend le revenu moyen dans chaque pays comme le revenu réel de chaque habitant dans ce pays, ce qui est, bien évidemment, une déformation de la réalité puisque les inégalités internes ne sont pas prises en considération (ibid., p. 93-100). De plus, ce changement positif serait causé en grande partie par l'augmentation des revenus en Chine, la grande gagnante de la mondialisation récente.

Encore, les données de Weller et Hersch (2002, p. 17) confirment cette dernière affirmation et montrent que si l'on exclut la Chine du calcul des inégalités mondiales, celles-ci deviennent beaucoup plus importantes. Pour ces derniers auteurs, il n'y aurait pas d'ambigüités à ce sujet. Si le monde entier n'était qu'un seul pays, ses citoyens riches seraient devenus encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres par rapport aux riches. Pourquoi? Justement parce que, comme nous l'avons suggéré ci-dessus, la dérégulation mondiale des afflux financiers aurait apporté de l'instabilité macro-économique aux pays les plus pauvres, ce qui aurait empêché l'augmentation des revenus dans ce pays (ibid., p. 9). Cela pourrait paraître paradoxal, mais malgré le fait que l'afflux de capital financier aux pays en développement ait augmenté d'un exceptionnel 6.000 % entre 1980 et 1997 (ibid., p. 4), en réalité toute cette manne aurait causé plus de mal que de bien à ses prétendus

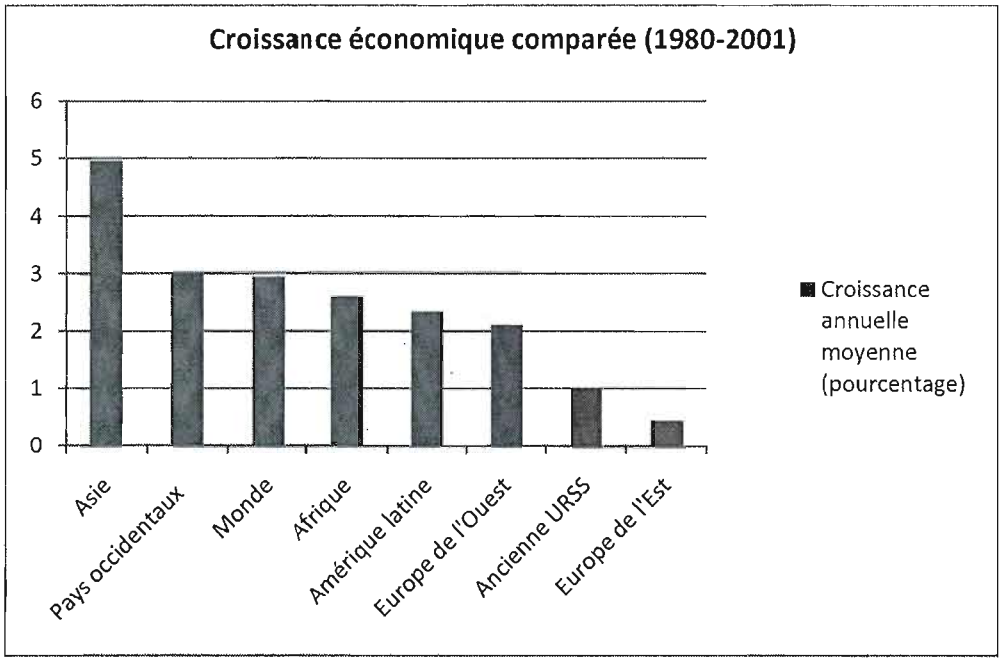
bénéficiaires, puisque ceux-ci seraient devenus très vulnérables aux aléas de la finance internationale. Par contre, les pays émergents de l'Asie de l'Est, dont l'économie était plutôt basée sur la production et l'exportation de biens industrialisés, surent mieux s'adapter aux crises financières récurrentes causées par la dérégulation des marchés.

Bien sûr, il y a ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec l'idée que la mondialisation serait responsable non seulement de l'augmentation des inégalités entre pays, mais aussi des inégalités mondiales. C'est le cas de Sala-i-Martin (2002) et de Bhalla (2002), qui trouvent que l'indice de Gini mondial aurait diminué dans les années 1990. Pour Milanovic (2006, p.14-15), l'indice de Gini mondial aurait connu des hausses et des baisses entre 1988 et 1998 et ainsi l'on ne pourrait pas affirmer avec certitude s'il y avait une tendance lourde à ce sujet. Cependant, Milanovic signale aussi qu'indépendamment des différentes opinions sur la direction qui prennent les inégalités dans le monde, celles-ci sont incontestablement immenses et pourraient poser un problème politique de taille dans un monde de plus en plus mondialisé, contrairement à ceux qui pensent que seulement l'amélioration absolue de pauvreté serait importante (ibid., p. 25-27). De plus, Milanovic signale aussi que, selon ses recherches, une ouverture plus grande aux marchés internationaux aurait l'effet d'augmenter les inégalités dans les pays pauvres (ibid., p. 21). En fait, même les pays les mieux servis par la mondialisation auraient expérimenté une augmentation de leurs inégalités internes. L'indice de Gini en Chine, par exemple, serait passé de 0,26 en 1983, à 0,41 en 2003, ce qui signifie que si les Chinois les 10 % plus riches n'étaient que 6 ou 7 fois plus nantis que les 10 % plus pauvres dans les années 1980, aujourd'hui cette différence monterait à 15 ou 16 fois (Chaudhuri et Ravallion, 2006).

Quoi qu'il en soit, il est clair que nous avons assisté, depuis quelques décennies, à un changement géographique et technique du processus d'accumulation de capital à un niveau mondial. Le changement géographique est très évident : la production manufacturière s'est délogée vers le Sud et plus particulièrement vers l'Asie, et notamment vers la Chine. La croissance économique y est fortement concentrée, ainsi que la croissance du revenu par habitant, même si la distribution de celui-ci est moins qu'idéale. Par contre, l'Amérique latine (ainsi que l'Afrique et l'Europe de l'Est) ne peut pas être considérée tout à fait comme une gagnante de la croissance économique du marché mondialisé moderne. Elle n'est pas,

certes, la pire des régions perdantes de la mondialisation récente, mais elle est loin d'être celle qui a le plus bénéficié de la délocalisation des activités manufacturières et des services. L'Amérique latine non seulement ne croît plus à la vitesse d'autrefois, mais sa croissance se situe souvent en bas de la croissance mondiale.

**Graphique 3.6**




Source : Maddison (2003, p. 236), nos calculs. Les « Pays occidentaux » sont les pays « occidentaux » hors Europe (États-Unis, Canada, Australie, etc.)

Mais il y a encore quelque chose de plus important que la croissance économique tout court. Et cela est la façon dont le pays et ses activités économiques sont liés à l'économie mondiale. Depuis toujours, les pays liés à l'économie de marché peuvent se diviser entre ceux qui occupent la partie supérieure de la division du travail mondial et ceux qui se trouvent à la base de cette division. Comme nous l'avons vu auparavant, les théoriciens du capitalisme, soit ceux attachés à la « dépendance » où au « système-monde », ont fortement souligné le fait que les activités plus rentables, plus développées en ce qui concerne l'accumulation de capital et du profit, se concentraient au centre du système et non pas à ses « marges ». Nous avons montré, par exemple, comme l'exploitation du sucre au Brésil

profitait beaucoup plus aux marchands de Lisbonne et surtout d'Amsterdam qu'aux « seigneurs » des moulins à sucre brésiliens. À l'époque de l'industrialisme, l'Europe et les États-Unis fabriquaient des produits à grande valeur ajoutée que l'Amérique latine consommait. Certes, celle-ci prit des mesures pour s'industrialiser à son tour, mais les secteurs les plus performants et profitables sont restés l'apanage des pays « centraux ». Bien sûr, cette division entre pays périphériques et pays centriques ne serait pas rigide, puisqu'il y aurait du « centre » à la « périphérie » et de la « périphérie » dans le « centre », surtout aujourd'hui, où l'économie et la division du travail sont plus mondialisées que jamais. Cependant, même dans la foulée des délocalisations vers le Sud et l'intensification des échanges marchands, la vieille constatation que les activités plus rentables du capitalisme se concentrent dans les pays plus développés n'est qu'une évidence. La classe ouvrière est en bonne partie déménagée au Sud, surtout en Chine, mais le travail plus payant est resté là où il était déjà auparavant. Le travail de conception, le travail intellectuel, le travail immatériel, le travail lié à la haute technologie et à la science, reste plutôt « au centre » de l'économie mondiale. Nous ne vivons plus dans l'époque du capitalisme industriel fordiste, où le profit majeur se trouvait dans la production des biens de consommation, mais bien dans l'ère de ce que Castells appelle « le capitalisme informationnel » (2001). Ce « capitalisme informationnel » serait né dans la mouvance de la réorganisation de l'économie mondiale depuis les années 1980 qui imposa le paradigme de production basée sur la technologie informationnelle à l'échelle planétaire. Les nouvelles technologies de l'information auraient créé un nouveau « type sociétal » (le réseau) et cela aurait permis au capitalisme de se rajeunir et de se reconstituer par une organisation mondialisée de la production (ibid., p. 42-42). Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le capitalisme informationnel n'est pas la même chose que la mondialisation, mais la mondialisation est la condition nécessaire à la réalisation du plus grand profit.

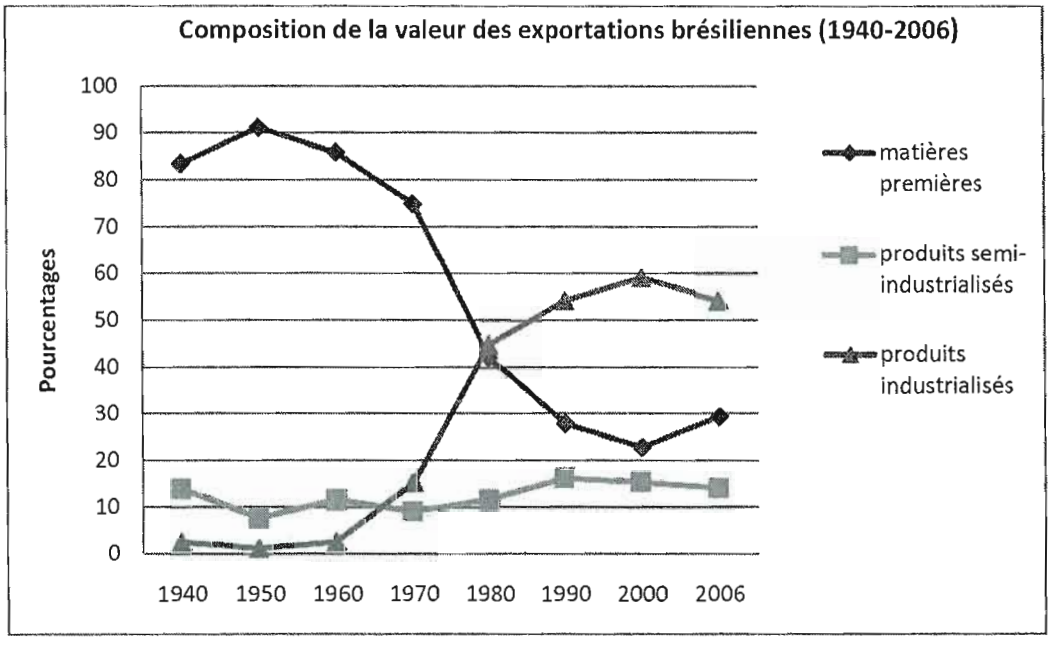
> Les entreprises les plus profitables sont celles qui recourent le plus aux technologies de l'information, mais aussi celles qui répartissent mieux leurs fonctions de manière hiérarchique entre divers types de pays : les activités les plus directes de production de masse dans les pays à bas salaire, les opérations plus complexes dans les

> pays plus développés, et la prise de décision le plus souvent (sauf dans le cas des grandes entreprises situées dans les petits pays) dans le pays d'origine... (Touraine, 2001, p. 11)

Le réseau au service du profit. Voilà la définition la plus succincte que nous pouvons donner à cette nouvelle phase d'accumulation de capital où le travail immatériel est devenu hégémonique et n'a plus besoin de partager les mêmes lieux physiques que la production de masse. Plus besoin de se préoccuper des relations avec les ouvriers quand ils sont à des milliers de kilomètres de distance et quand la pratique de l'« option exit » est toujours possible. Certes, cette situation qui profite au capital ne fut pas le résultat d'une évolution économique spontanée, puisque la mondialisation, comme nous l'avons déjà remarqué, fut aussi, et peut-être surtout, la conséquence d'une action politique qui força la disparition des murailles qui défendaient la régulation mise en place par l'État keynésien, particulièrement au Sud, mais également au Nord.

La question est donc celle-ci : quelle est la place de l'Amérique latine, et plus spécifiquement du Brésil, dans l'économie du savoir et dans l'ordre politique qui gouverne ce « capitalisme informationnel »? Le cas du Brésil, que nous connaissons mieux et qui pourrait être extrapolé dans une certaine mesure à d'autres économies de la région et ailleurs, nous montre une évolution et une adaptation de ses activités productives à la mondialisation, qui ne pourrait pas être interprété ni comme une simple stagnation qualitative de sa capacité productive, ni comme un bond en avant vers un régime d'accumulation qui le placerait au-delà de sa condition de pays semi-périphérique. L'analyse de ses exportations nous donne des indications à ce sujet.

**Graphique 3.7**




Source : MDIC (http://www.mdic.gov.br, visité le 27/03/2010), nos calculs

L'examen superficiel du graphique 3.7 nous donne la nette impression que la mondialisation aurait suscité, ou du moins accéléré, une transformation profonde de l'industrie et de l'économie brésiliennes. Nous y voyons clairement qu'à partir de 1960 le pays commença à exporter des produits industrialisés et que l'année 1980 fut celle qui vit le Brésil cesser d'être un pays qui exportait principalement des matières premières pour devenir un pays exportateur de produits industrialisés, avec une plus grande valeur ajoutée. Cela est absolument exact. Jusqu'à 1960, le Brésil était un grand exportateur de café, de coton, de sucre et pas grande chose de plus que des matières premières. Seulement après son industrialisation (une réalisation de l'État keynésien développementiste), il devint capable de diversifier ses exportations avec quelques produits issus de son parc manufacturier. Petit à petit, il devint même capable d'exporter des produits sophistiqués, comme de la machinerie et des voitures. Le summum fut atteint avec le début de l'exportation des avions EMBRAER

pour le transport des passagers dans les années 1990[16]. Cependant, si nous examinions plus attentivement l'activité exportatrice du Brésil, nous verrions que plus de 40 % de ses exportations sont liées à l'agriculture, à l'extraction minérale, à la fabrication d'aliments ou de produits dérivés des activités d'exploitation de ressources naturelles[17]. Plus encore, la participation de ce genre de produits dans les exportations serait passée de 40 % en 1996 à presque 50 % en 2008. (Nakabashiet al., 2008, p, 455), ce qui amène certains à penser que le Brésil devient de plus en plus dépendant de ses ressources naturelles et de son agriculture, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour le futur de son économie (ibid., p. 455-456).

Pour Palma (2005), le Brésil ainsi que les pays du cône Sud (Argentine, Chili et Uruguay) auraient subi un processus de « désindustrialisation prématurée » au cours des années 1990. Pendant que la désindustrialisation est un phénomène normal pour les pays qui atteignent un certain niveau de revenu par habitant, la désindustrialisation latino-américaine serait arrivée beaucoup trop tôt dans cette région du monde et aurait été provoquée par les politiques néolibérales d'ouverture des marchés qui les auraient éloignés des politiques de substitution d'importations. Selon cet auteur, cette volte-face en termes de politique économique les aurait amenés à leur « position ricardienne originaire » d'exportateurs de matières premières (ibid., p. 20), tout en les éloignant d'une transition vers une forme plus mature et autosuffisante d'industrialisation (ibid., p. 24). Pour soutenir cette idée, Palma cite le fait que la participation de l'emploi industriel dans la totalité des emplois dans ces quatre pays aurait baissée de 16,6 % à 11, 8 % entre 1990 et 1998, soit une baisse de 29 % en termes absolus (ibid., p. 4).

Ocampo et Parra (2006) suivent la même ligne de pensée que Palma et remarquent que la croissance économique des pays en développement aurait été déterminée grosso modo par des cycles de croissance mondiale ou systémique, mais qu'il existerait aussi des grandes différences de croissance entre ces pays et que celles-ci seraient le résultat de leur spécialisation plus ou moins grande dans la production de moyenne et haute technologie. Ces

---

[16] Il faudrait préciser que dans une certaine mesure cela ne fut qu'une apparence de succès, puisque la majeure partie de la valeur de ces avions provenait (et provient toujours) des fabricants américains de ses turbines et ses composantes électroniques.

[17] Données de 2004 du MDIC (hhtp://www.mdic.gov.br, visité le 27/03/2010)

auteurs notent que beaucoup de pays modifièrent leurs économies depuis 1980, mais que les pays asiatiques le firent plus vite et eurent plus de succès dans leur spécialisation dans la fabrication et l'exportation de produits de moyenne et haute technologie (ibid., p. 12-13). C'est cette spécialisation qui expliquerait les différences de croissance après le choc de la dette des années 1980.

> Economic growth in the developing world is negatively correlated with continued reliance on the exports of primary goods and natural resource-intensive manufactures, but positively correlated with diversifying into mid- and high-tech manufactures [...] (ibid., p. 16)

Une conclusion similaire fut présentée par Hausmann, Hwang et Rodrik (2005), qui montrèrent que la qualité des exportations des pays, c'est-à-dire le « niveau de revenu » de ces exportations, était la responsable de leur croissance économique.

De cette manière, même si nous ne pouvons affirmer avec certitude qu'il y eut une vraie désindustrialisation en Amérique latine et au Brésil en particulier, il semble y avoir des évidences quant à une certaine accommodation de ces pays dans une position de joueurs de deuxième ordre dans le nouvel ordre international qui se serait installé après la crise de la dette des années 1980. La croissance mondiale depuis ces années est clairement concentrée en Asie de l'Est et surtout en Chine, où la production et les exportations se sont tournées vers les produits industrialisés et même vers ceux de technologie plus intensive. En Amérique latine, la seule expansion industrielle significative qu'il y eut dans la période fut celle des *maquiladoras* au Mexique et en certains pays d'Amérique centrale, mais ce genre d'industrialisation ne contribue vraisemblablement pas à la capacitation technologique de ces pays. Quant au Brésil, il est vrai que depuis le processus de substitution d'importations, l'importance relative du secteur agricole et des exportations de matières premières serait beaucoup diminuée, mais nous pouvons noter néanmoins une augmentation de la participation des activités agricoles dans le PIB national depuis 1990, ainsi qu'une croissance de la valeur des exportations basées sur les ressources naturelles depuis 1996. Les premières sont passées de 6,9 % du PIB, en 1990, à 9,7 %, en 2004, pendant que les deuxièmes ont

augmenté de 32,7 % des exportations industrielles du Brésil, dans 1996, à 40,1 %, en 2004. Plus encore, le poids de l'industrie générale dans le PIB brésilien a diminué de 31,3 %, en 1980 à 23 % en 2004, même s'il a eu une amélioration entre 2000 et 2004[18].

Tout cela veut dire que l'Amérique latine et le Brésil n'ont pas réussi à s'insérer dans l'économie mondiale depuis 1980 dans une situation qui leur donnerait des avantages compétitifs pour atteindre les niveaux plus avancés de l'accumulation de capital. Si nous étions encore dans l'ère du capital industriel et du fordisme, les pas de géant que ces pays firent avant 1980 auraient peut-être été suffisants pour faire d'eux des économies avancées et compétitives, mais cela n'est pas le cas. Le capitalisme informationnel aurait laissé un peu derrière les pays latino-américains et aurait, d'une certaine façon, remis les économies latino-américaines à leur place. Non pas, bien entendu, celle d'exportateurs de matières premières, mais toujours celle d'une spécialisation dans la production et l'exportation de marchandises moins avancées en ce qui touche à la technologie et moins profitables quant aux retombées économiques. Par conséquent, les questionnements que les « dépendantistes », à commencer par Prebisch, avaient faits concernant les termes d'échange du commerce mondial, sont encore, d'une certaine manière, toujours actuels, malgré, ou plutôt à cause, de la mondialisation. La promesse d'un futur meilleur, d'un futur qui est encore celui de l'autre, pour revenir au thème d'Octavio Paz, est toujours à l'ordre du jour en Amérique latine et aussi, il va sans dire, au « pays du futur ».

### 3.13 Le « néodéveloppementalisme » ou « nouveau développementalisme » au Brésil

La question du développement continue donc à être bien vive dans les pays du Sud, puisque tous les problèmes qui par le passé ont nourri une discussion sur ce sujet perdurent, et dans certains cas, semblent même s'être aggravés. La modernité, avec son grand lot de promesses non remplies, continue à être importante pour ceux qui n'ont pas encore goûté à ses bénéfices. Par conséquent, il ne fut pas surprenant de voir un renouvellement des efforts vers le développement et la croissance économique, malgré le contexte de domination

[18] Les données sur le PIB brésilien sont de l'IBGE et ceux sur les exportations sont de Nassif (2006, p. 25).

mondiale de l'idéologique néolibérale et de la faiblesse étatique relative des pays moins nantis.

Les efforts pour redémarrer le développement après l'échec des politiques prônées par le « consensus de Washington » peuvent être qualifiées de « néodéveloppementalisme » ou « nouveau développementiste ». Le « néodéveloppementalisme » ou « nouveau développementiste » pourrait être défini comme une politique d'actions développementistes dans le contexte de l'affaiblissement de l'État-nation du Sud. Plus précisément, le « néodéveloppementalisme » se construit sur les cendres de l'État du développement qui avait caractérisé les efforts développementistes des pays latino-américains après la Deuxième Guerre mondiale. C'est l'État du développement qui avait fait des recettes économiques de la CEPAL une politique d'État par la stratégie de substitutions d'importations et de construction d'une industrie nationale forte. Comme nous l'avons vu ci-dessus, cet État a commencé à fléchir à la fin des années soixante-dix, quand il a perdu la capacité de soutenir le capital national et qu'il a fini ses jours par l'imposition du « consensus de Washington » dans les années quatre-vingt.

Il y aurait plusieurs façons de définir ce renouvellement des politiques développementistes postnéolibérales. Une d'elles est plutôt économique, une autre est plutôt philosophique et une troisième pourrait être considérée comme principalement politique.

Pour Bresser-Pereira (2006), le « nouveau développementalisme » serait exactement une réaction aux effets néfastes des stratégies néolibérales de stabilisation macroéconomique. Par la mise en œuvre de ces stratégies, les pays en développement avaient renoncé à avoir une politique nationale de développement, telle qu'elle existait à l'époque du national-développementalisme et jusqu'aux années 1970. La domination idéologique et politique néolibérale empêcha ces pays de contrôler leurs propres économies, les assujettissant aux aléas du marché et à l'idée erronée que leur développement pourrait se faire exclusivement par l'épargne externe, c'est-à-dire par la seule contribution des investissements étrangers directs (ibid., p. 9). Le « nouveau développementalisme » serait ainsi une claire réaction au néolibéralisme, mais, par contre, il s'opposerait aussi au discours antinéolibéral de la « gauche bureaucratique », qui proposerait un retour aux anciennes politiques des années dorées de la croissance économique centrée dans les marchés domestiques des États-nations.

Bresser-Pereira définit le « nouveau développementalisme » comme un troisième discours entre le discours dominant néolibéral et le discours populiste de la vieille gauche. S'il s'oppose au néolibéralisme par l'assaut de celui-ci à la possibilité même du développement national, il nie la possibilité de renouveler avec la croissance économique par la fermeture du marché domestique et par la création de la demande par les dépenses étatiques (ibid. p, 12). Le « nouveau développementalisme » de Bresser-Pereira serait en fait, et voilà l'importance de la chose, une *nouvelle stratégie de développement national adaptée aux réalités de la mondialisation*.

En fait, la proposition de Bresser-Pereira, ainsi que d'autres économistes (Magalhães, 2005), ressemble beaucoup à la stratégie qui aurait amené les tigres asiatiques à la croissance et au succès dans l'économie mondialisée. Il s'agirait de diriger les efforts de l'État et de la nation vers une économie exportatrice efficace et compétitive. Bresser-Pereira nous rappelle que pendant que les pays latino-américains restèrent fermés dans leur modèle de substitution d'exportations et du développement du marché domestique, les pays asiatiques bâtirent un modèle exportateur déjà dans les années 1960, ce qui leur aurait donné un net avantage une fois la mondialisation arrivée. Premièrement, parce que les pays qui réussissent à exporter ont un marché beaucoup plus vaste pour leurs produits et, deuxièmement, parce que les exportations exigent des industries compétitives, ce qui n'est pas le cas des industries qui évoluent dans le marché protégé créé par la politique de substitutions d'exportations (2006, p. 15).

De cette manière, il y aurait des différences importantes entre le vieux et le « nouveau développementalisme ». Le « vieux développementalisme » serait protectionniste, enclin à une certaine irresponsabilité budgétaire et tolérant en ce qui concerne l'inflation; le « nouveau développementalisme » serait exportateur, partisan d'une rigueur budgétaire comme assurance d'un État agile et ne ferait pas de concession à l'inflation (ibid., p. 16). Mais le « nouveau développementalisme » ne serait pas pour autant néolibéral dans quelque façon qui se soit, puisqu'il ne croit pas à l'autorégulation du marché. Au contraire, pour le « nouveau développementalisme » les structures sociales et les institutions politiques sont absolument nécessaires pour que le développement puisse avoir lieu (ibid., p. 18), ce qui ferait que cette pensée économique serait réformiste et régulatrice et aussi, nous ajoutons,

transformationaliste en quelque sorte, puisqu'il s'agirait de changer les économies et les institutions des pays latino-américains pour qu'elles soient capables de promouvoir à nouveau le développement national dans une économie mondialisée. Pour sa part, Magalhães (2005, p. 158-159) propose une nouvelle stratégie pour le développement du Brésil basée sur une mondialisation assise sur de nouvelles règles, où les économies des pays en développement seraient plus intégrées entre elles, permettant ainsi une augmentation de leurs marchés.

Bien sûr, ce « nouveau développementalisme post-néolibéral » n'est pas une pensée exclusive aux auteurs brésiliens, car la déception causée par les expériences encouragées par le consensus de Washington fut générale en Amérique latine et ailleurs. Bresser-Pereira affirme que sa démarche est partagée par plusieurs autres économistes latino-américains, tels que Osvaldo Sunkel, Aldo Ferrer, Ricardo Ffrenh-Davis et Roberto Frenkel, en plus de Roberto Lavagna, ministre des Finances du gouvernement Kirchner en Argentine (2006, p.22). Ainsi, ce changement de politique économique, malgré ses différences nettes par rapport au développementalisme ancien, retiendrait de ce dernier au moins une caractéristique essentielle : le souci de sauvegarder la souveraineté nationale face à l'imposition d'un ordre mondial inique. *Ce « nouveau développementalisme » pourrait par conséquent être considéré comme un renouveau du nationalisme économique latino-américain, dans un contexte de mondialisation.*

Pour Veiga (2006), le « néodéveloppementalisme » serait une évolution conceptuelle de l'idée même de développement et de progrès qui prend en compte les contributions apportées par les notions de « développement humain », « développement durable » et « postdéveloppement » à la discussion de ce sujet. Mais pendant que le « développement humain » et le « développement durable » auraient donné une bonne contribution pour aller au-delà de l'idée du développement comme simple croissance économique, la notion de « postdéveloppement » avancée par le réseau ROCADe ferait de la décroissance économique un remède difficile à avaler pour les pays du Sud, où le mythe du développement est encore fort (ibid., p. 91). Au radicalisme anti-croissance du « post-développement », Veiga propose le « néodéveloppementalisme » à la sauce de Celso Furtado, qui, lui, aurait critiqué vertement l'idée même de développement économique, sans pour autant renoncer au

développement tout court (ibid., p. 92). Le « néodéveloppementalisme » ne serait pas encore dans la vision de Veiga une idée toute prête, comme le « postdéveloppement » ou le « nouveau développementalisme », mais il serait une idée en formation orientée par les balises du « développement humain », du « développement durable » et la pensée critique de Furtado (1984). Le « néodéveloppementalisme » de Veiga se distinguerait du « nouveau développementiste » de Bresser-Pereira par la négation de l'identité du développement avec la croissance économique, mais il nierait en même temps le radicalisme un peu puéril du « postdéveloppement ».

Le sociologue brésilien Hélio Jaguaribe apporte une définition plus politique du « néodéveloppementalisme ». Pour lui, le « néodéveloppementalisme » serait « [...] un terme qui prend en considération que les conditions pour le développement dans ce début du vingt-et-unième siècle sont différentes de celles du milieu du siècle dernier. Fondamentalement, il s'agit de ce qui suit : les pays émergents ont perdu la capacité de se développer de façon isolée » (2004, notre traduction). C'est-à-dire que le développement, de nos jours, peut être recherché seulement par des alliances stratégiques internationales. De cette manière, l'on pourrait voir la création des groupes comme le G-3 (Brésil, Inde et Afrique du Sud) et le G-20, ainsi que la formation des blocs commerciaux, tel que le Mercosul, comme des initiatives « néodéveloppementistes » du Sud par rapport à la mondialisation et au « consensus de Washington ». Nous assistons peut-être à la naissance d'un nouveau type de développementalisme adapté aux nouvelles circonstances créées par la réduction effective des pouvoirs des États en tant qu'agents du développement national. Une fois le mécanisme de la dette installé et leur manque d'autonomie vis-à-vis des institutions de Bretton Woods confirmé, il ne restait aux États qu'à construire des marchés régionaux et à former des fronts communs face aux pays avancés pour essayer de se garantir une croissance économique et un développement social minimal.

La naissance de l'idée du « néodéveloppementalisme » conçu comme une alliance d'États confirme l'idée de Beck concernant le « nouveau réalisme cosmopolitique », par lequel les États et d'autres agents retrouvent un pouvoir national en établissant un réseau de « dépendances transnationales » (2003, p.18). En d'autres mots, le « néodéveloppementalisme » en tant que stratégie politique pourrait aussi constituer un

changement de paradigme, un changement d'optique similaire à celui qui serait en train de se faire sentir dans les sciences sociales par l'instigation du débat sur la mondialisation. Certes, les motivations de tous les pays qui se prêtent à ce genre d'exercice sont liées à leurs intérêts nationaux particuliers (les États n'agissent pas par « cosmopolitisme désintéressé »), mais nous ne devons pas confondre « nationalisme normatif » et « nationalisme méthodologique » (ibid., p. 62). Ce qui semble vrai est que dans plusieurs pays du Sud le nationalisme est exercé dans un jeu d'alliances politiques et économiques internationales. L'essentiel à comprendre sur ce point est que les États doivent aujourd'hui se « décentrer » pour mener à bout leurs ambitions, contrairement à une époque pas si lointaine où la politique intérieure se distinguait nettement de la politique extérieure. En d'autres mots, nous pouvons dire jusqu'à un certain point que la politique extérieure est devenue la clé de la politique du développement pour certains pays. Il ne s'agit pas du « cosmopolitisme méthodologique » rêvé par Beck, mais peut-être pouvons-nous l'appeler « cosmopolitisme pragmatique ».

L'analyse de la diplomatie brésilienne, par exemple, nous permet de voir comment celle-ci dut s'adapter aux nouvelles réalités imposées par la mondialisation en changeant non seulement sa politique (plus grand accent sur les alliances régionales), mais aussi sa propre façon de s'organiser. Sur ce point, une étude (Puntigliano, 2008) montre comment la structure du ministère des Affaires étrangères du Brésil aurait changé depuis le début des années 1990 pour s'adapter au processus de mondialisation. En fait, depuis la signature du Traité d'Asunción, qui créa le Mercosul en 1991, la politique extérieure du Brésil s'est progressivement régionalisée, au point où les responsables de celle-ci ne pouvaient plus, par exemple, distinguer les relations avec le Mercosul des relations bilatérales avec l'Argentine (ibid., p. 43). La création d'un sous-secrétariat général responsable de l'Amérique du Sud en 2006 marquerait l'importance capitale des relations régionales pour le Brésil. Plus encore, ce nouveau secrétariat unit pour la première fois le traitement des dimensions bilatérales, multilatérales, politiques et économiques de la politique étrangère brésilienne (ibid. p. 44), presque comme si l'Amérique du Sud était devenue l'objet d'un nouveau ministère dans le ministère. En fait, les questions nationales inhérentes aux relations bilatérales seraient maintenant conduites au niveau multilatéral (ibid., p. 50), de façon similaire, nous ajoutons, à

ce qui se passe dans l'Union européenne (en respectant, bien évidemment, les différents niveaux d'intégration en Europe et dans l'Amérique du Sud).

Cette place de choix du Mercosul dans la structure de la diplomatie brésilienne montrerait que l'intégration régionale est prise avec beaucoup de sérieux par le gouvernement brésilien, lequel verrait la convergence des pays sud-américains comme une espèce de « mini-mondialisation » sans les risques de la mondialisation majeure. Une sorte de *mondialisation maîtrisée,* où les entreprises de la région pourraient se concurrencer sans être balayées de la carte, avant de commercer à jouer plus gros dans le commerce international, et les États pourraient coopérer en intégrant leurs économies et leurs politiques dans le scénario international (ibid., p. 43). Dans les mots d'un diplomate brésilien :

> Brazil sees regionalism as a kind of globalization in miniature, which reproduces, in a limited space, certain characteristics of globalization such as the multinationalization of productive processes, the intertwining of economies and convergence of values and cultural patterns[19].

Nous devons ajouter que cette importance accordée à l'intégration régionale et au Mercosul en particulier aurait sa raison d'être au-delà des principes et des idées qui lui donnent sa forme. Cette « mondialisation régionale » n'est pas « seulement » un cadre institutionnel et juridique indicatif d'un projet prometteur, mais aussi une réalité qui se reflète déjà et depuis un certain temps dans le commerce des pays qui en font partie. En examinant les statistiques commerciales du Brésil avant et après son entrée dans le Mercosul, nous voyons que la valeur des échanges commerciaux avec ce bloc régional fut multipliée par plus de 10 entre 1985 et 1997, passant de 1,7 milliard de dollars à 18,5 milliards dans la période[20]. Le Brésil, qui était un pays qui commerçait surtout avec l'Europe et les États-Unis, se convertit dans un pays qui a un commerce très important avec ses partenaires régionaux dans un espace de temps très court.

---

[19] Déclaration de l'ambassadeur Rubens Antônio Barbosa dans Puntigliano (2008, p. 43)
[20] Données du ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur du Brésil

D'autres aspects de l'adaptation de la diplomatie brésilienne à la mondialisation se trouveraient, selon la même étude de Puntigliano, dans la grande importance accordée aux organismes internationaux dans la politique étrangère du Brésil depuis quelque temps et aussi dans le traitement de choix qui y est maintenant réservé à la diaspora brésilienne. En ce qui concerne le premier point, le Brésil aurait opté pour une participation très proactive dans les négociations de l'OMC, ce qui aurait forcé les ministères des Affaires étrangères à former un groupe spécifique de 20 diplomates pour les tractations économiques avec cet organisme (ibid., p. 40-41). En ce qui concerne le deuxième point, la diplomatie brésilienne commença à attribuer une grande importance à la nombreuse diaspora nationale dans les années 1990. La création d'un sous-secrétariat spécifique pour coopérer avec les communautés brésiliennes à l'extérieur du pays témoigne d'un changement radical dans la politique étrangère brésilienne, qui auparavant n'avait pas cru important de soutenir les Brésiliens à l'étranger (ibid., p. 47).

Tous ces changements structurels et de politique montrent que la diplomatie brésilienne aurait essayé de s'adapter à une mondialisation à la fois économique, politique et sociale. L'État brésilien aurait ainsi subi une métamorphose lui permettant en quelque sorte de se projeter au-delà de ses frontières plus intensivement que jamais, soit par l'intégration régionale, soit par l'activisme dans le domaine des organismes internationaux, et même par la promotion des liens avec ses citoyens à l'étranger. Cela marquerait le changement de paradigme auquel nous faisions allusion ci-dessus, c'est-à-dire le passage d'une conception centripète de l'État, où celui-ci est solidement ancré dans les limites de ses frontières, à une vision un peu plus élastique et « déterritorialisée » de son environnement, que nous pourrions appeler « post-westphalienne » et de l'échiquier international. *Le « néodéveloppementalisme », surtout dans la version plutôt politique avancée par Jaguaribe, serait alors une manifestation concrète des mutations théorisées par les penseurs « transformationalistes » de la mondialisation.*

### 3.14 Conclusions du chapitre 3

La revue du débat sur le développement et sur la mondialisation nous aura permis d'établir un cadre théorique très général pour l'analyse contextuelle de la société latino-américaine, et plus précisément pour l'analyse de la société brésilienne.

De cet exercice, trois conclusions principales s'imposent pour nous. Premièrement, la mondialisation actuelle ne serait pas qu'une simple idéologie qui gonflerait une vieille réalité et qui n'aurait pas d'effets « concrets » sur le présent. Deuxièmement, le vrai élément idéologique dans le débat sur la mondialisation est la négation des anciens clivages idéologiques présents dans le débat sur le développement. Troisièmement, la question de la promotion du développement continue à être très pertinente et actuelle dans le pays du Sud, et surtout au Brésil, où la promesse d'un futur épanoui est encore un mythe puissant que les revers des dernières décennies n'auraient pas réussi à effacer de l'imaginaire national.

En ce qui concerne la première conclusion, il nous semble malavisé de croire que la mondialisation des dernières décennies n'aurait apporté aucun changement économique ou social significatif. Bien sûr, nos ambitions ici étaient très minces sur le sujet d'une constatation des conséquences de la mondialisation dans toute sa portée, mais l'examen des « effets réels » de la mondialisation sur les économies latino-américaines suggère clairement que leur insertion dans le capitalisme *global* aurait fermé les anciennes voies vers le développement, les forçant ainsi à trouver des chemins nouveaux vers le progrès et la croissance. De cette manière, les mutations subies par ces pays au cours des trente dernières années semblent s'encadrer dans la perspective « transformationaliste » de la mondialisation, laquelle pose la réalité d'un changement significatif dans la forme d'accumulation de capital au niveau mondial, ainsi que des changements dans les formes de sociabilité dans le capitalisme informationnel. Plus particulièrement, l'idée « transformationaliste » sur les ajustements des États-nations à une nouvelle situation exigeant un infléchissement centrifuge de leurs fonctions anciennement circonscrites aux limites des murailles westphaliennes serait très pertinente pour la situation présente des pays du Sud. Sur ce point, nous croyons avoir réussi à montrer comment la mondialisation aurait transformé l'État brésilien, forçant celui-ci, ou une partie de celui-ci, à s'ajuster à un monde changé.

En ce qui concerne la deuxième conclusion, il nous semble clair que l'idée d'un monde post-idéologique après l'écroulement du bloc soviétique ne serait que la dernière tentative de l'idéologie libérale de conquérir l'hégémonie dans sa confrontation continuelle avec des propositions politiques qui prônent des alternatives à l'économie de marché. La persistance des mêmes clivages idéologiques présents dans le débat sur le développement et dans le débat sur la mondialisation serait suffisante pour prouver ce point. Plus encore, la continuité de la polémique concernant les voies vers le développement constituerait la preuve que, d'une certaine façon, le débat sur la mondialisation ne serait que le prolongement du débat sur le développement et que certains questionnements posés à l'époque de la Guerre froide continuent d'être actuels et pertinents. Bien évidemment, ni la disparition des anciens régimes socialistes autoritaires ni la mise en question du marxisme n'auraient effacé la nécessité de trouver une voie vers un monde plus juste, libéré des immenses inégalités sociales et entre pays que le capitalisme a créé et récréé continuellement. Dans ce contexte, nous avons privilégié une approche critique de la mondialisation qui n'efface pas les effets néfastes de celle-ci, comme l'idéologie néolibérale le fait clairement, sans pour autant vouloir nier, d'une façon aussi idéologique, les nouvelles réalités que la mondialisation aurait apportées.

En ce qui concerne la troisième conclusion, notre bref examen du « néodéveloppementalisme » au Brésil aurait suffi à dévoiler la continuité de l'importance de l'idée même du développement dans le sempiternel « pays du futur ». La recherche tenace et sans fin du Saint Graal du progrès, promis dans la devise nationale, n'aurait fait que se renouveler encore une fois, malgré les durs coups que le rêve national dût subir depuis 1980. La persistance de ce mythe devra être montrée aussi dans le discours présidentiel de Fernando Henrique Cardoso et dans celui de Lula, mais avant cet exercice final de notre travail, nous passerons à une revue historique de ces deux présidences, essayant de dévoiler leurs natures politiques et leurs impacts respectifs sur la société brésilienne et l'État brésilien.

# CHAPITRE IV

# Le gouvernement Cardoso : l'affirmation d'un nouveau paradigme d'État

## 4.1 Rédémocratisation et premiers gouvernements civils (1985 – 1994)

La nouvelle démocratie brésilienne commença par un événement tragique : le président élu, Tancredo Neves, tomba gravement malade à la veille de son assermentation. Dans ces circonstances, son vice-président, le sénateur José Sarney, ancien leader de l'ARENA au sénat, fut assermenté dans la fonction de président du Brésil à la place de Trancredo Neves. Ironie du sort, la rédémocratisation du Brésil allait commencer avec un ancien membre civil de la dictature militaire au pouvoir. À la tête d'une coalition entre le PMDB (ancien MDB) et le *Partido da Frente Liberal* (PFL-Parti du Front Libéral), formé par les dissidents de la dernière minute du PDS, Sarney ne semblait pas avoir la légitimité pour faire un gouvernement fort. La méfiance contre Sarney se manifestait surtout à gauche, dans les rangs du PT et des syndicats, qui le voyaient comme un membre de l'élite qui avait gouverné le pays depuis toujours (Lamounier, 2005, p. 185), mais aussi à droite où il avait l'opposition de son ancien parti, le PDS. Quant au centre, bien qu'il pouvait compter en une certaine mesure sur l'appui du PMDB, le grand parti au Congrès, il en avait toujours été un ennemi politique à l'époque de la dictature militaire. Et ses difficultés politiques ne

s'arrêtaient pas là, puisque le pays se faisait politiquement plus complexe avec la légalisation des partis de gauche clandestins et le retour en force d'anciens leaders populistes tels que Leonel Brizola et Jânio Quadros. Dans les élections aux mairies conduites en 1985, le PFL, parti de Sarney, n'eut pas de succès, tandis que le *Partido Democrático Trabalhista* (PDT-Parti démocratique travailliste), de Leonel Brizola, élut les maires de Rio de Janeiro et de Porto Alegre (Skidmore, 1988, pp. 264 – 265). Toujours surprenant, l'ex-président Quadros réussit à capturer la très convoitée mairie de São Paulo dans les mêmes élections, pendant que le PT de Lula gagna celle de Fortaleza, capitale de l'État de Ceará.

Le sort du gouvernement Sarney n'allait pas se jouer dans les corridors du pouvoir, mais plutôt dans les difficiles chemins de l'économie du pays à l'époque. Affligée par une récession qui avait duré trois ans (1981 – 1983) et par une inflation croissante, l'économie brésilienne n'allait pas bien. La stratégie des substitutions des importations s'était complètement tarie et la crise de la dette s'était installée pour de bon. La dette brésilienne était la plus grande du monde à l'époque (95 milliards de dollars) et le pays avait dû se soumettre à des programmes d'ajustement structurel pour recevoir l'aide financière du FMI et continuer de l'honorer. Mais le problème le plus urgent pour Sarney et pour le pays était sans doute celui de l'inflation. Depuis le début des années 1980, elle était devenue un phénomène sans contrôle que personne ne réussissait à maîtriser. En 1985, dans la première année du gouvernement Sarney, elle atteignit 222 % et, au début de 1986, elle monta à 360 % (ibid., p. 279). Agir contre ce fléau était devenu indispensable. Dilson Funaro, ministre des Finances, réunit une équipe de jeunes économistes et lança le *Plano Cruzado* (Plan cruzado), du nom de la nouvelle monnaie nationale qu'il créa. Ce plan finit avec l'indexation des salaires et des prix et, en plus, il ordonna un contrôle étroit des prix aux consommateurs. Le plan fut ainsi un succès immédiat auprès de presque toutes les couches de la population, fatiguées de voir leurs salaires maigrir, pendant que les prix se gonflaient presque tous les jours. La popularité du gouvernement Sarney, bien sûr, monta en flèche et les consommateurs, libres des tenailles de l'inflation, se mirent à acheter de nouveau. Hélas, ce fut cette fièvre de la consommation après de longues années de disette qui finit par tuer le plan qui l'avait rendu possible. L'inflation inertielle, contenue de façon paradoxale par le manque de consommation causé par l'inflation ouverte, chauffa une économie qui, sortie de

la récession depuis 1985, se mit à croître à un bon rythme et les prix commencèrent à monter de nouveau. Sarney tenta, en vain, de sauver sa politique antiinflationniste avec le *Plano Cruzado 2* et sa popularité chuta de la même manière que l'inflation monta.

Entre-temps, le pays avait élu une Assemblée constituante qui commença ses travaux au début de 1987. Cette assemblée allait rédiger la septième constitution du Brésil depuis son indépendance en 1822[21]. Grandement influencés par le récent passé dictatorial et l'iniquité économique et sociale du Brésil, une bonne partie des membres de cet organisme voulurent rédiger une Charte généreusement démocratique et sociale. En somme, les droits individuels et collectifs allaient être primés après de longues années d'autoritarisme. Par contre, en ce qui concerne l'ordre économique, les constituants regardèrent supposément aussi vers le passé pour s'inspirer, et la vieille politique de substitutions d'importations et la protection du marché national furent enchâssés dans le texte de la nouvelle *magna carta* brésilienne (Lamounier, 2005, p. 189-190). Le 5 octobre 1988, le nouveau texte fut voté, et naquît ainsi la « Constitution citoyenne », selon l'expression utilisée par Ulysses Guimarães, président de l'Assemblée constituante. Ce mélange des droits individuels et sociaux et de nationalisme économique allait être soumis à une dure épreuve avec l'arrivée en force de la « vague néolibérale » au Brésil et l'élection de Fernando Collor de Mello.

En 1989, le Brésil eut ses premières élections démocratiques à la présidence de la république depuis l'élection de Jânio Quadros en octobre 1960. Plus encore, cette fois l'électorat était devenu beaucoup plus important et populaire qu'il ne l'avait jamais été auparavant. La constitution brésilienne avait finalement assuré le droit de vote aux analphabètes et, en plus, elle avait concédé le même droit aux jeunes de plus de 16 ans. Le résultat, bien sûr, fut une explosion de l'électorat qui allait choisir le président de la République. Ainsi, pendant que l'élection de Quadros se réalisa avec un électorat qui représentait 22,1 % de la population totale, l'élection qui choisit Collor de Mello se réalisa avec un électorat qui avoisinait 60 % de celle-ci. Plus de 82 millions d'électeurs brésiliens participèrent au premier tour des élections de 1989, soit un taux de participation de 88 % de

[21] Les autres furent celles de 1824 (*Império*), de 1891 (*República Velha*), de 1934 (*Revolução de 1930*), de 1937 (*Estado Novo*), de 1946 (*Redemocratização*) et de 1967 (*Ditadura Militar*).

l'électorat total[22]. Deux candidats passèrent au deuxième tour, selon les nouvelles normes électorales établies par la constitution de 1988 : Fernando Collor, avec 28,52 % des voix valides, et Lula, avec 16,08 % des voix valides. La dispute entre les deux candidats fut très serrée, mais Collor compta avec l'appui du tout-puissant Roberto Marinho, directeur de la plus grande chaîne de télévision du pays. Celle-ci fit la diffusion d'une interview avec une ex-amoureuse de Lula qui affirma qu'il avait tenté de la convaincre d'avorter quand il sut qu'elle était enceinte. Cette diffusion eut l'effet d'une bombe et ébranla la campagne de Lula à la présidence. Au deuxième tour, Collor obtint 42,75 % des voix de l'électorat total et Lula obtint 37,86 %.

Malgré son succès électoral, Collor fut élu sous la bannière du minuscule *Partido da Renovação Nacional* (PRN-Parti de la Rénovation nationale), fondé par Collor lui-même, qui ne comptait que 2,6 % des sièges de la Chambre des députés et n'avait aucun sénateur dans ses rangs. Cela allait lui coûter cher en ce qui concerne l'obtention d'une base d'appui au Congrès pour pouvoir gouverner le pays.

Le système de gouvernement du Brésil a déjà été défini comme un présidentialisme de coalition (Abranches, 1988), c'est-à-dire comme un système présidentialiste qui ne compte jamais avec une majorité du parti du président de la République au congrès et qui, par conséquent, requiert la réalisation d'une coalition pour gouverner. Or, Collor, fort de son élection majoritaire, crut apparemment qu'il pouvait gouverner sans l'appui d'une coalition au Congrès et il ne consulta pas les partis politiques avant de former son cabinet ministériel, comme le voulait la coutume (Mainwaring, 1997, p. 39). Collor tenta de gagner de la popularité avec un plan pour en finir avec le fléau de l'inflation « avec un seul tir ». Ce plan consistait à retirer de la circulation une grande partie de la masse monétaire du pays en empêchant toutes les personnes physiques et morales de retirer plus de 50.000 cruzeiros de leurs comptes bancaires. Bien sûr, cela eut comme effet une réduction radicale de l'inflation, mais seulement parce qu'une grande partie de la liquidité aux mains des particuliers ne circulait plus. Sans surprise, les classes moyenne et aisée n'aimèrent guère cette solution non orthodoxe au problème de l'inflation. Plus grave encore, ce fut ce style de gouvernement, assurément autocratique, que Collor adopta dans son gouvernement. Sans vouloir compter

[22] Source : Tribunal Superior Eleitoral (http://www.tse.gov.br/eleições/, visité le 06/07/2006

avec l'appui du Congrès, Collor gouverna avec l'adoption de mesures provisoires[23], ce qui l'aliéna du pouvoir législatif. Quand un scandale de corruption éclata au sein de son administration, après la débâcle de son plan de combat à l'inflation, le Congrès n'hésita pas à initier un processus d'*impeachment* et Collor fut obligé de renoncer à son mandat en octobre 1992.

À part son cuisant échec politique, la période présidentielle de Collor fut aussi celle du début d'un sérieux questionnement du paradigme étatique de développement qui avait été hégémonique depuis l'arrivée de Vargas au pouvoir, c'est-à-dire le national-développementalisme centré autour d'un État qui fonctionnait comme le moteur principal du développement du pays. Son plan économique, responsable de la tentative de contrôle de l'inflation, inclut aussi une ouverture unilatérale aux produits importés, qui soumit l'industrie nationale, protégée par de fortes barrières douanières, à un choc de compétitivité. Finalement, le Plan Collor implanta une série de privatisations de sociétés étatiques, surtout dans le secteur de la sidérurgie.

Ces aspects de la politique économique de Collor pourraient être considérés comme l'ascendance d'une idéologie néolibérale au sein de son gouvernement, mais il se pourrait aussi que cette première vague de privatisations et d'ouverture du marché intérieur à la compétition internationale soit aussi, du moins en partie, une réaction à la faillite de l'État national en tant que promoteur du développement, comme il a été signalé (Schneider, 1992, p. 17). Cette interprétation est renforcée par la constatation que le programme de privatisation de Collor fut présenté comme une série de mesures techniques et non pas comme une question politique. En fait, les privatisations furent réalisées à la marge de toute discussion politique, loin du Congrès national et de l'opinion publique (ibid., p. 18), ce qui témoigne du manque d'appui potentiel pour un virage franchement néolibéral dans la politique brésilienne. En somme, les réformes initiées par Collor semblent plutôt avoir été une réponse pragmatique à la crise de l'État national-développementiste que le résultat d'une nouvelle hégémonie libérale dans la société brésilienne. Cependant, ces premiers pas de Collor vers une politique économique moins étatiste montreraient, d'une façon encore

[23] Les mesures provisoires sont des édits présidentiels qui n'ont pas besoin d'être approuvés par le Congrès pour avoir force de loi.

hésitante, la direction d'une nouvelle voie pour le développement national. Mais, enfin, le désastre autocratique du gouvernement Collor empêcha toute solution de continuité en ce qui concerne les innovations qu'il essaya d'introduire dans la politique nationale. Les vrais changements, plus durables, devraient venir sous la direction d'un politicien plus ouvert aux négociations politiques et aux compromis sociaux.

### 4.2 Fernando Henrique Cardoso devient le leader d'un pays en difficulté

Le vice-président, Itamar Franco, fut le successeur de Collor dans un gouvernement qui semblait se diriger ver une fin en queue de poisson. Cependant, en avril 1993, Franco invita son ministre des Relations extérieures, Fernando Henrique Cardoso, à assumer le ministère des Finances et à diriger l'économie du pays. Le triomphe ou l'échec de ce politicien hors normes déciderait de son futur politique. Le triomphe pourrait l'élever au rang de sauveur de la nation; l'échec le conduirait directement au rang de ceux nombreux qui s'étaient cassé les dents en essayant de juguler le fléau économique du pays.

Mais qui était, en fin de compte, ce nouveau ministre de l'économie qui n'était même pas économiste, mais sociologue? Certes, il n'était pas exactement un nouveau venu en politique, mais sa trajectoire personnelle était loin d'être celle d'un politicien type au Brésil. Né le 18 juin 1931 d'une famille de militaires, Cardoso passa une bonne partie de son enfance à Rio pour ensuite s'installer à São Paulo, en 1940. Chose étonnante, malgré le fait qu'il était un étudiant brillant, Cardoso échoua à son examen d'entrée à la Faculté de Droit de São Paulo, ce qui le dirigea par défaut à une carrière dans les sciences sociales (Leoni, 1997, p. 41). Pris sous l'aile de Florestan Fernandes, le maître incontesté de la sociologie brésilienne dans les années 1950, Cardoso fit des études brillantes et, en 1961, défendit sa thèse de doctorat intitulée *Capitalisme et esclavage dans le Brésil méridional : la condition noire dans la société esclavagiste du Rio Grande do Sul*. Dans cette thèse, il avança une idée qui anticipa certaines des principales caractéristiques de la pensée de la dépendance, dont il sera l'un des principaux ténors un peu plus tard. Pour Cardoso, l'esclavagisme brésilien n'était pas, comme même le marxisme traditionnel le suggérait, un élément archaïque précapitaliste et dépassé. Au contraire, il faisait partie du développement capitaliste du pays.

Ainsi, le capitalisme brésilien et latino-américain suivait un chemin différent de celui de l'Europe, et donc, le « sous-développement » ne serait que le trait particulier de ce chemin « anormal ». À cette époque, ses affirmations concernant l'esclavage étaient très originales, comme en témoignent plusieurs intellectuels qui côtoyèrent Cardoso (ibid., p. 65-67).

La pensée de Cardoso poursuivit ce cheminement non orthodoxe dans ses études sur le rôle de la bourgeoisie brésilienne dans le développement national. Ici, encore une fois, Cardoso prit une position qui allait contre la croyance de la gauche dans le rôle potentiellement progressiste des entrepreneurs nationaux. Dans ses recherches, Cardoso trouva plutôt des entrepreneurs très conservateurs et hostiles à toute initiative concernant une réforme agraire pour moderniser le secteur agraire brésilien et permettre ainsi une accélération du développement du pays. Cela allait à contre-courant de la pensée de l'ISEB, le *think tank* de la gauche nationaliste qui faisait la promotion de l'idée de l'union entre les entrepreneurs, les syndicats et l'État pour faire la révolution bourgeoise nationale (ibid., p. 71-72). Et cela révèle peut-être aussi, nous ajoutons, un penchant critique de Cardoso concernant l'idée d'un État *supraclasses* et nationaliste, capable par lui seul de promouvoir à la fois le développement et les transformations sociales dont le pays avait besoin. La croyance *varguiste* dans l'État en tant que démiurge d'une société nouvelle ne semblait pas couler dans ses veines. Cette inclination idéologique ne serait peut-être pas étrangère à son initiative de réforme de l'État des décennies plus tard...En fait, il y a ceux (Mattos, 2006, p. 150-151) qui affirment exactement cela, voyant dans le démantèlement de l'État planificateur et centralisateur réalisé par Cardoso comme président le reflet de sa vision négative de l'autoritarisme intrinsèque de l'État hérité de l'ère Vargas.

Après le coup d'État de 1964, Cardoso dut s'exiler. Il partit pour l'Argentine et ensuite pour le Chili, où il développa avec Enzo Falleto, son œuvre la plus connue *Dépendance et développement en Amérique latine*, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre antérieur. L'originalité de ce travail, comme nous l'avons remarqué auparavant, consiste à poser une alternative à la proposition dure sur la dépendance, qui n'admettait pas une autre solution pour le développement et l'affranchissement des pays dépendants que la révolution socialiste et la déconnexion du marché international capitaliste. Pour Cardoso et Falleto, il y avait la possibilité d'un développement dépendant et associé basé sur

l'internalisation du marché domestique. Pour que cela se fasse, il fallait que les intérêts dans les pays dépendants soient alignés sur une alternative politique pour la promotion du développement et de l'industrialisation, ce qui voulait dire que les intérêts étrangers n'étaient pas les seuls, loin de là, à dicter les termes du développement des pays du Sud. Cela amenait à deux conclusions fondamentales. Premièrement, le développement n'était pas impossible pour les pays latino-américains dans le système capitaliste international. Deuxièmement, les possibilités pour que ce développement se réalise se trouvaient en bonne mesure dans le contexte politique et des classes sociales dans les pays latino-américains eux-mêmes, et non pas dans les lois immuables et dictatoriales d'un système supranational. Cette croyance dans la possibilité du développement dans le système capitaliste international ne serait-elle pas apparentée à la décision du président Cardoso de profiter de la vague de la mondialisation et de sa croissance économique pour relancer la prospérité brésilienne? Peut-être que oui.

Après un périple de professeur expatrié qui l'amena au Chili et en France, Cardoso retourna au Brésil en 1968, en pleine effervescence politique des universités brésiliennes. Malgré l'intense répression qui s'ensuivit à l'Acte institutionnel n° 5, en décembre 1968, Cardoso décida de rester au pays et il fonda, en 1969, le CEBRAP (*Centro Brasileiro de Análise e Pesquisa)*, un centre de recherche dont il fut le directeur pendant de nombreuses années. Ce furent les recherches que ce centre entama sur la réalité brésilienne au début des années 1970 qui attirèrent l'attention d'Ulysses Guimarães, le chef politique de l'opposition légale au régime à l'époque (c'est-à-dire, le président du MDB). En 1974, Guimarães demanda au CEBRAP et à Cardoso en particulier d'écrire le programme du MDB lors des élections législatives de 1974 (ibid., p. 134). À partir de cette occasion, les liens entre le CEBRAP et le MDB furent resserrés et les liens d'amitié personnelle et de complicité politique entre Guimarães et Cardoso furent construits (ibid., p. 135-136). C'est avec le support de cette proximité avec le chef de l'opposition légale que Cardoso décida de faire le saut vers la politique, à l'occasion des élections législatives de 1978. Il décida de briguer le poste de sénateur, un poste pratiquement assuré à Franco Montoro, un vieux routier du MDB. Sans chances réelles de gagner, il se présenta de toute façon et reçut l'appui du milieu intellectuel, mais aussi d'une partie des ouvriers de São Paulo, grâce à l'engagement de nul autre que Luiz Inácio Lula da Silva, le nouveau leader du syndicat des métallurgistes.

Comme prévu, Cardoso ne gagna pas l'élection, mais étant arrivé en deuxième place (les partis au Brésil peuvent présenter plus d'un candidat au même poste), il devint automatiquement le suppléant de Montoro. Quand celui-ci réussit à se faire élire gouverneur de l'État de São Paulo en 1982, il dut quitter son poste de sénateur et, contre toute attente, Cardoso hérita ainsi d'un précieux siège à la plus haute chambre législative du pays.

Si jusque-là Cardoso était en essence un intellectuel qui faisait de la politique, sa rentrée au sénat, en janvier 1983, fera de lui un politicien à part entière, avec peu de temps pour les activités académiques. Certes, il ne sera jamais un politicien typique. Il est un intellectuel et non pas un politicien professionnel qui aurait commencé sa carrière dans la politique municipale pour ensuite monter petit à petit les marches qui mènent au pouvoir. Il fait partie d'un club très restreint d'élus qui ont un doctorat et qui sont plus à l'aise dans une salle de cours que de parler aux foules qui n'ont jamais mis les pieds dans une université. Cependant, Cardoso est respecté et admiré par plusieurs figures influentes au sein du PMDB[24] et il s'adapte vite à la politique de coulisses au Congrès. En 1986, il se présente comme candidat de son parti à la mairie de São Paulo, mais il est battu par le toujours surprenant Jânio Quadros qui renaît des cendres de l'ancien populisme pour lui infliger une défaite difficile à avaler. Même s'il perd cette élection par peu de voix, sa confrontation avec un politicien chevronné met à nu ses déficiences en tant que chasseur de votes auprès de la population plus pauvre et moins éduquée. Cardoso est un intellectuel un peu bourgeois et n'a pas du tout les maniérismes et les habilités des renards qui savent « parler au peuple ». En plus, il ne sait pas encore mentir ou du moins éviter de dire la vérité quand il le faut. Ainsi, il va admettre publiquement durant sa campagne qu'il ne croit pas en Dieu et qu'il ne connaît pas le prix du kilo de haricots noirs (la denrée de base pour beaucoup de Brésiliens). Ces maladresses lui coûtent l'élection, malgré l'appui de la puissante machine politique du PMDB à São Paulo. Il ne lui resta qu'à retourner à son ancien poste et à continuer de faire de la politique au Congrès.

Mais cette défaite n'arrêta pas les ambitions politiques de Cardoso. Après avoir perdu tout contrôle sur le PMDB de São Paulo, Cardoso et d'autres politiciens décidèrent de fonder leur propre parti, le *Partido da Social Democracia Brasileira* (PSDB – Parti de la Social-

[24] Le MDB dut ajouter le mot « partido » à son nom pour obéir à une loi du régime militaire de 1979.

démocratie brésilienne), qu'ils formèrent en 1988 avec 102 dissidents du PMDB.

Pour ceux qui doutent de l'importance de l'analyse du discours politique, qui la considèrent une perte de temps compte tenu de la « langue de bois » des politiciens professionnels, la lecture du premier programme du parti de Cardoso, publié en juillet 1988, longtemps avant que celui-ci arrive au pouvoir, devrait les faire réfléchir. Les dix courtes pages de ce programme étalaient de façon cristalline la vision du pays que ce parti proposait aux Brésiliens et qui annonçait tout ce que Cardoso essaierait de faire des années plus tard. Ce programme affirmait que pour que le Brésil renouât avec le développement qui lui faisait gravement défaut, il fallait initier les « réformes urgentes » d'un « État dans lequel le ciment du passé s'entête à résister à la rénovation[25]». Ce parti se positionnait clairement non seulement contre l'héritage de la dictature militaire, mais aussi contre l'héritage plus long du patrimonialisme et surtout de l'étatisme du national-populisme au Brésil.

> Différemment des populistes d'hier et d'aujourd'hui, nous pensons que la préoccupation avec la distribution juste du revenu et de la richesse exige une définition claire des priorités des politiques publiques et de la stimulation de l'efficience dans la production, sans quoi il n'y a pas de mesures distributives soutenables. Différemment des autoritaires, nous affirmons que les réformes désirées ne viendront pas comme un cadeau providentiel d'un État fort ou d'une chefferie autocratique, mais plutôt comme le résultat du libre exercice des pressions et de la négociation des conflits dans le milieu de la société civile. (Programme du PSDB, p. 2-3, notre traduction)

En somme, la lecture de ce programme révèle la proposition d'un nouveau paradigme d'État en substitution au national-développementalisme qui avait prévalu sur l'alternative libérale au Brésil depuis le temps de Vargas. Le PSDB proposait l'allégement d'un État trop lourd et incapable de générer par lui-même la croissance économique qui avait abandonné le Brésil depuis presque une décennie. Il affirmait sans détour, contrairement au PT, que « la propriété privée des moyens de production constitue la base du système économique brésilien » et qu'il fallait « chérir l'action innovatrice des entrepreneurs comme un facteur de

[25] Programme du PSDB du 6 juillet 1988, notre traduction.

développement » (ibid., p. 6, notre traduction). Plus encore, ce programme envisageait déjà la nécessité « d'une intégration souveraine au système économique international », déclarant aussi que la souveraineté ne pouvait pas être un « synonyme d'autarcie » (ibid., p. 6, notre traduction). Ainsi, l'option pour l'initiative privée comme moteur principal de l'économie et surtout la nécessité de compétitionner dans une économie mondialisée étaient clairement exprimées dans un contexte politique où le national-développementalisme et l'étatisme étaient encore en quelque sorte hégémoniques dans la pensée nationale. Certes, le contenu social-démocrate n'avait pas été oublié, dont une réforme agraire et la justice sociale (sans paternalisme). Cependant, l'accent sur un nouveau modèle d'État, capable de promouvoir le développement économique sans tomber dans l'étatisme et « le protectionnisme futile » et capable aussi de construire une société plus juste sans savoir recours aux politiques populistes était au centre de la nouvelle proposition du PSDB. De cette manière, plusieurs initiatives qui auraient lieu pendant le gouvernement Cardoso étaient déjà annoncées en 1988.

Mais à cet instant, le PSDB n'était qu'un nouveau parti dans la scène nationale, même s'il était déjà un parti prometteur, notamment à cause du prestige de plusieurs de ses membres. Dans les élections présidentielles de 1989, le candidat du parti (Mário Covas) ne put faire mieux qu'arriver en quatrième place, malgré une votation importante, et dans les élections législatives fédérales de 1990 le parti réussit à élire 38 députés, ce qui était assez bien pour un nouveau parti, mais en ce qui concerne le sénat, il ne put faire plus qu'élire un seul nouveau membre.

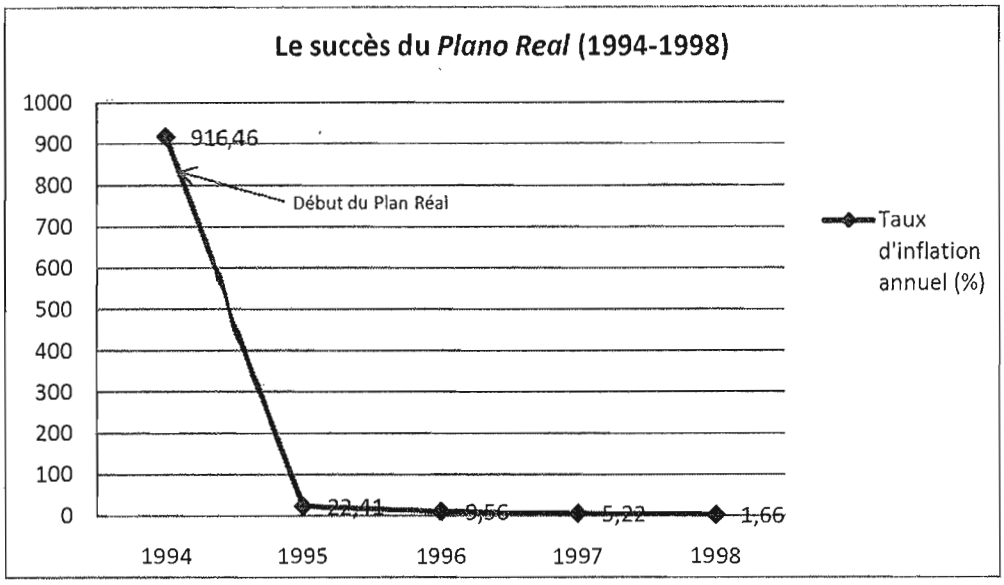
Entretemps, Cardoso continuait son action au sénat, ponctuée par quelques discours et quelques projets de loi, mais aussi par de nombreuses absences pour pouvoir participer à des séminaires et des conférences à l'extérieur du pays. Par conséquent, nous ne pourrions pas dire que son action au sénat présageait le futur remarquable qui l'amènerait à la présidence de la république. Bien au contraire, son travail au sénat n'avait pas été exceptionnel et ne lui ouvrait pas les portes du pouvoir présidentiel.

Ce ne fut rien de plus que la chance qui changea le destin politique de Cardoso. La démission de Collor de Mello et l'arrivée d'Itamar Franco au pouvoir changèrent toute la donne de son cheminement politique. Initialement invité à la direction du ministère des

Relations extérieures (un poste qu'il convoitait apparemment), il se vit propulsé par la volonté d'Itamar Franco à un poste qui pouvait lui donner du prestige, mais qui probablement irait vraisemblablement détruire sa carrière politique, compte tenu de la persistance intraitable de l'inflation brésilienne. En fait, Cardoso ne voulut pas accepter ce poste et ce fut plutôt Itamar Franco qui le nomma à son insu, profitant de son absence lors d'un voyage de Cardoso aux États-Unis (Leoni, 1997, p. 229-230). Et c'est ainsi que ce politicien-intello, avec un parcours hors normes et un futur politique quelque peu incertain, traversa à son insu un large Rubicon sans qu'il eût même le temps de prononcer son « *alea jacta est* ». Cependant, une fois sa nomination annoncée officiellement, Cardoso n'eut le choix que d'accepter « l'invitation » de Franco et de se préparer à relever un défi d'une taille gigantesque.

En 1993, année dans laquelle Cardoso prit les rênes du ministère des Finances, l'inflation atteignit presque 2.000 % par an et une solution, n'importe laquelle, était nécessaire. Sans être lui-même un économiste, Cardoso dut s'entourer des meilleurs spécialistes sur la question de l'inflation au Brésil, notamment de Pérsio Arida, André Lara Resende, Edmar Bacha et Pedro Malan, qui concoctèrent une nouvelle solution pour ce pénible problème national (Cardoso, 2006, 137-201). Ainsi, quelques mois après avoir été titularisé ministre des Finances, en février 1994, Cardoso annonça un nouveau plan de stabilisation monétaire appelé *Plano Real*. C'était encore un autre plan non orthodoxe, mais cette fois il était plus graduel et moins violent. Il s'agissait de créer une parité de la monnaie nationale avec le dollar américain par l'établissement d'une *Unidade Real de Valor* (Unité réelle de valeur) ou URV. À la surprise de plusieurs, le plan marcha et l'inflation se réduisit de façon très significative pour atteindre à peine 3 % par mois, ce qui était une vraie délivrance pour les gens habitués à un taux d'inflation qui corrodait les salaires en moins de 30 jours. L'impact, certes, fut énorme. Pour la première fois depuis des années, les gens retrouvèrent un pouvoir d'achat qui avait disparu.

**Graphique 4.1**




Source : IPEA (http://www.ipeadata.gov.br – visité le 24-05-2009)

Le Plan cruzado eut un effet direct et positif sur le niveau national de pauvreté et il évita une détérioration des inégalités sociales dans les années subséquentes à son implantation (David, 2004, p. 283). Cardoso était devenu un homme très populaire au Brésil, tellement populaire en fait qu'il avait surpassé la cote de popularité de Lula, qui, avant le succès du Plano Real, était considéré largement favori pour gagner les élections présidentielles prévues en octobre 1994 (Lamounier, 2005, p. 196). Le 3 octobre 1994, à la tête d'une coalition de son parti, le PSDB, le PFL (Partido da Frente Liberal – Parti du front libéral), un parti de droite, et le PTB (l'ancien parti de masses au Brésil, mais reconverti en un parti sans liaisons avec la classe ouvrière et les paysans), Cardoso fut élu au premier tour avec 54,27 % des voix valides, pendant que Lula dut se contenter d'un score relativement maigre de 27,04 %. Le résultat n'aurait peut-être pas été aussi mauvais pour Lula si le PT n'avait pas eu l'idée suicidaire de se positionner contre le *Plano Real*. L'ère Cardoso avait commencé au Brésil.

### 4.3 La réforme de l'État sous Cardoso : néolibéralisme ou antipatrimonialisme ?

En ce qui concerne le style de gouvernance, le gouvernement Cardoso fut remarquable pour des raisons inverses à celles qui caractérisèrent le gouvernement Collor. Pendant que ce dernier essaya de gouverner sans l'appui du Congrès, Cardoso réalisa une très ample coalition qui lui permit d'approuver plus de 30 amendements constitutionnels dans ses deux gouvernements (ibid., p. 213).

Ce que Cardoso réalisa, surtout dans son premier mandat, fut la déconstruction de tout l'appareil constitutionnel qui empêchait l'ouverture de l'économie et les réformes pro-marché qu'il envisageait de faire. Certes, le climat était très propice pour cela à l'époque. Premièrement, des réformes « néolibérales » avaient déjà été introduites en Argentine et au Chili avec un succès relatif, mais convaincant. Deuxièmement, la chute du Mur de Berlin avait sapé de beaucoup la crédibilité des options « étatisantes » et développementistes qui, jusqu'aux années 1980, étaient encore les préférées de beaucoup des responsables politiques au Brésil. Bien sûr, Collor de Mello avait commencé à mettre en place une politique de libre-échange et antiétatique dans son gouvernement, mais il n'avait pas pu toucher à tout le cadre législatif qui maintenait l'option nationaliste et étatique en place. Troisièmement, Fernando Henrique Cardoso jouissait d'une telle popularité après le succès du *Plano Real* que le moment fut très propice à la tentative d'approbation des réformes économiques. De cette manière, la voie était libre pour mettre en œuvre le programme du PSDB relativement au nouveau modèle de développement économique « post-varguiste ».

Fort d'une coalition qui ne laissait que le PT et quelques autres petits partis de gauche en dehors et qui faisait plus de 70 % des sièges des deux chambres du Congrès (ibid., p. 210), Cardoso obtînt les voix nécessaires pour approuver les amendements constitutionnels qui permirent la flexibilisation des monopoles d'État concernant le pétrole, les télécommunications et la distribution de gaz, en plus de réviser le concept de société nationale et permettre, entre autres, la navigation commerciale étrangère dans les eaux brésiliennes (ibid., p. 210). En plus, le gouvernement Cardoso nationalisa avec succès les banques des États brésiliens, qui jusque-là servaient les intérêts des politiciens régionaux par le financement de leurs campagnes politiques, et se trouvaient souvent, pour cette raison,

déficitaires et endettées. Ainsi, Cardoso mena avec de bons résultats sa lutte contre ce qu'il a lui-même appelé le « national-étatisme », un « vieux fantôme idéologique et sentimental » et qui avait fait en sorte que le Brésil manquât ses opportunités de croissance économique dans les années 1970 et 1980 (Cardoso, 2006, p. 447).

Mais la motivation pour une refonte de l'État brésilien n'était apparemment pas circonscrite à un diagnostic concernant l'inefficacité de l'étatisme économique à outrance : elle se nourrissait aussi d'une analyse critique de l'héritage historique luso-portugais et de la prise en considération des nouvelles conditions pour le développement dans une économie mondialisée. Cardoso lui-même fut l'un de ceux qui voyaient dans l'empreinte du colonialisme portugais, à la manière de Faoro et de Holanda, une des raisons de l'omniprésence de l'État et de la faiblesse de la société civile au Brésil (ibid., p. 499-503).

Le diagnostic de la société « sans peuple » dans la période coloniale était partagé par Cardoso, mais pas la solution d'Oliveira Viana, qui voulait que l'État se charge de le construire, et non plus celle d'une partie de la gauche brésilienne, pour qui l'État serait la clé maitresse du développement économique et social du pays. Pour lui, la rupture de l'isolement commercial, politique et culturel du Brésil dans l'ère de l'Internet aurait transformé l'idée de la nécessité de la tutelle de la société civile par l'État, un anachronisme (ibid., p. 505). Aujourd'hui, nous dit Cardoso, les anciens groupes d'intérêt liés à l'État continuent d'exister, mais les classes moyennes, contrairement à l'époque de Vargas, sont majoritairement liées au marché et ont des aspirations de modernité (ibid., p. 510). Avec l'indépendance de cette classe moyenne, qui n'est plus l'employée de l'État, mais aussi celle des syndicats beaucoup plus indépendants qu'auparavant et des ONG et d'autres groupes de la société civile, le populisme paternaliste de Vargas n'aurait plus de place au Brésil (ibid., p. 511). Gouverner dans ces conditions signifierait trouver « des nouvelles formes d'articulation entre l'État et la société », avec la participation croissante de la dernière dans les décisions du premier en ce qui concerne les dépenses publiques (ibid., p. 512-513), ce qui supposerait l'élimination où la minimisation des vices de l'héritage du patrimonialisme, dont le clientélisme, le népotisme, le corporatisme et toute intrusion d'intérêts particuliers qui puissent nuire à la *res publica*. En somme, la *perestroïka* proposée par Cardoso n'avait pas seulement, ou même principalement, comme objectif manifeste une réduction de l'État pour favoriser l'économie de marché, mais

elle viserait plutôt un contrôle accru sur celui-ci pour permettre l'essor des forces vives de la société, soient-elles économiques ou autres.

Le portrait que fit Cardoso des réformes qu'il essaya d'implémenter est celui d'un *aggiornamento* de l'État brésilien, pour l'adapter à une ère nouvelle, où le Brésil aurait une société civile plus vibrante et plus indépendante (le pays aurait en fin de compte un peuple!) et où la promotion du développement dépendrait de la souplesse d'un État non encombré par l'appropriation privée de ses moyens financiers (combat au patrimonialisme et au clientélisme). L'État hérité du colonialisme portugais et du développementalisme autoritaire ne serait plus compatible avec une société où de vrais citoyens existent et où la mort du vieil État patrimonialiste permet l'essor du nouveau citoyen brésilien.

> Dans se sens, la réforme de l'État réalisée dans les années 1990 n'aurait pas été seulement une réponse sur le plan technique et économique à la crise budgétaire de l'État, mais elle serait le résultat d'un clair mouvement de transformation du fonctionnement de la bureaucratie étatique, ayant comme fondement un mouvement intellectuel d'interprétation du Brésil mise en œuvre à partir de l'élection de Fernando Henrique Cardoso à la présidence. (Mattos, 2006, p. 151, notre traduction)

Ce diagnostic est partagé par celui qui fut le responsable de la réforme de l'État brésilien dans le premier mandat du président Cardoso, l'économiste Luiz Carlos Bresser-Pereira. Celui-ci occupa, de 1995 à 1998, le poste nouvellement créé de ministre de l'Administration fédérale et de la réforme de l'État, ce qui témoigne de l'importance accordée à l'action de la construction d'un État plus moderne dans le gouvernement Cardoso. Pour Bresser-Pereira, la réforme de l'État brésilien n'eut jamais pour but la réduction de celui-ci à un État minimaliste, à la sauce néolibérale. Son *Plano Diretor da Reforma do Aparelho do Estado* (Plan directeur de la réforme de l'appareil d'État) aurait visé plutôt un meilleur contrôle de l'État par la société civile afin que l'administration publique puisse mieux servir le citoyen (1998, p. 17). Pour ce faire, il aurait fallu non pas réduire nécessairement la taille de l'État, mais plutôt le rendre plus performant et plus attentif aux besoins de la société. L'ennemi n'était pas donc l'État lui-même, mais le patrimonialisme et

le manque d'une culture et d'une pratique de gestion saine de ses ressources. Et ainsi décrivait Bresser-Pereira la situation au Brésil, pendant qu'il était encore dans ses fonctions de ministre d'État :

> La dimension culturelle de la réforme [de l'État] signifie, d'un côté, en finir une fois pour toutes avec le patrimonialisme et, d'un autre côté, passer de la culture bureaucratique à la culture de gestion. [...] Le patrimonialisme, présent aujourd'hui sous la forme de clientélisme et ou de *physiologisme*[26], continue à exister au pays, même s'il est toujours condamné. Pour compléter l'éradication de ce type de *culture précapitaliste,* il n'est pas suffisant de la condamner, il faudra la punir. D'un autre côté, le pas en avant, représenté par la transition vers une culture de gestion, est un processus complexe, mais qui est en train de se réaliser. (ibid., p. 25, notre traduction, nos italiques)

De cette manière, dans la pensée de Bresser-Pereira, la réforme proposée par le gouvernement Cardoso serait une modernisation inévitable et nécessaire de l'État et non pas le résultat d'une conversion à l'idéologie néolibérale. Selon lui, l'État moderne aurait connu trois types d'administration : la patrimonialiste, typique des régimes précapitalistes, mais qui survivrait encore au Brésil, la bureaucratique, responsable de l'implantation de l'État moderne et, enfin, l'administration gestionnaire ou managériale, qui fut une réponse à la crise de solvabilité de l'État moderne dans une situation de mondialisation. Comme toujours, la transition vers cette nouvelle forme d'administration avait déjà était réalisée dans ce qu'il appelle « les pays centraux », c'est-à-dire dans ceux où il avait prévalu un jour un État-providence, et plus notamment au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais aussi aux États-Unis, en Suède, en Italie et en France (ibid., p. 47-68). La crise de l'État avait était donc générale, mais les pays développés avaient déjà entamé les réformes nécessaires pour adapter leurs administrations publiques aux nouvelles réalités, pendant qu'un pays comme le Brésil non seulement n'avait pas fait le saut vers une administration gestionnaire des ressources étatiques (financières et humaines), mais il traînait encore le boulet du

[26] Le mot « physiologisme » est employé au Brésil pour dénommer la pratique de l'appropriation des ressources d'État par des intérêts privés sous la forme d'une espèce de parasitisme dans la fonction publique et dans le pouvoir législatif.

patrimonialisme précapitaliste, d'où l'urgence d'agir.

Certes, ce genre de réformes réalisées un peu partout furent aussi, du moins dans un moment initial, d'inspiration néolibérale, surtout dans les années 1980. Dans ces cas, il ne s'agissait pas de réformes pour améliorer la gestion de l'État, mais d'une simple réduction de sa taille, comme ce fut le cas de l'Argentine de Menem, du Chili de Pinochet et du Brésil de Collor de Mello (ibid., p. 68-70). Ce premier moment aurait été celui d'une hégémonie néolibérale, soutenue par le consensus de Washington et le plan Baker, mais le deuxième moment, celui des années 1990, aurait été celui d'une alliance ou d'un consensus « social-libéral » où les gouvernements sociaux-démocrates et progressistes condamnèrent la folie du retour à l'État libéral du XIX$^{e}$ siècle et proposèrent à sa place une reconstruction de l'État pour un nouveau cycle de développement (ibid., p. 39). Seulement l'État « social-libéral », qui accepte l'importance du marché, mais qui voit la nécessité de *protéger les droits sociaux* et de *promouvoir le développement* pourrait maîtriser ce nouveau cycle de développement et pour cela il serait l'État du XXI$^{e}$ siècle (ibid., p. 40). L'État « social-libéral » serait ainsi l'héritier de l'État social-démocratique, sous une forme plus efficiente d'administration. Même après avoir quitté le gouvernement Cardoso, Bresser-Pereira insista sur ce point.

> La thèse que je soutiens aujourd'hui est que cet État social-démocratique commence à faire place, non pas à un État néolibéral ni ultra libéral, comme a pu laisser présager la récente vague de conservatisme, mais à l'État social-libéral. Au vingt-et-unième siècle, la démocratie ne sera ni néolibérale, ni sociale-démocratique, mais bien sociale-libérale.
>
> En affirmant cela, je prétends qu'à mesure que progressera la démocratie, l'État s'intéressera davantage, et non moins, à la justice et à l'équité sociale et que, pour la première fois de l'Histoire, il se préoccupera d'offrir des services de façon efficiente. (2001, p. 9)

En ce qui concerne le Brésil, pour Bresser-Pereira le problème de l'État n'était pas donc exactement sa taille, mais son inefficience par rapport aux ressources accordées et son inefficacité par rapport aux objectifs de développement du pays (1998, p. 183). Par conséquent, le gouvernement aurait dû se confronter aux principales sources d'inefficience et

de gaspillage d'argent dans le secteur public. Une des principales fut la rémunération des fonctionnaires du gouvernement et leur régime de retraite. Peut-être peu de gens en dehors du Brésil savent cela, mais le régime de retraite des fonctionnaires du gouvernement fédéral brésilien est probablement le plus généreux du monde. À l'époque du gouvernement Cardoso, il n'y avait même pas d'âge minimal pour prendre sa retraite et il y avait des cas de fonctionnaires qui prenaient leur retraite avant 50 ans. Plus encore, tous les fonctionnaires avaient le droit à une retraite en *général supérieure* au dernier salaire reçu dans leurs carrières[27]. C'est-à-dire que le montant de la retraite n'était pas proportionnel (*et il ne l'est pas encore aujourd'hui!*) aux contributions faites lors de leurs vies professionnelles actives, ce qui, bien sûr, oblige l'État à réaliser des dépenses très disproportionnées par rapport aux contributions reçues. De plus, les salaires et les retraites moyens du secteur public fédéral étaient, et ils le sont encore, supérieurs à ceux et celles du secteur privé. Ainsi, les fonctionnaires du pouvoir exécutif fédéral recevaient un salaire 28,9 % supérieur à celui de leurs collègues du secteur privé, pendant que dans le cas des employés du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, cette différence était de 55,9 % (ibid., p. 188). Et en ce qui concerne les retraites, les fonctionnaires de l'exécutif recevaient une retraite moyenne huit fois supérieure à celle du secteur privé et ceux du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif recevaient respectivement une retraite moyenne 18,7 fois et 19,4 fois supérieure à celle du secteur privé (ibid., p. 199). Tout cela, bien sûr, faisait en sorte que les fonctionnaires et les retraités des différents paliers de l'État constituaient une élite qui profitait des privilèges dont la vaste majorité de la population était exclue. Ainsi, selon les données de 1997, les retraités de l'État formaient à peine 14,5 % de tous les retraités, mais ils accaparaient 51,3 % des ressources financières nationales destinées au paiement des pensions[28]. C'est en partie à cause des ces largesses que le système de sécurité sociale brésilien a été et continue d'être déficitaire, et que sa réforme est toujours urgente, même avec les changements introduits par Cardoso et Lula. Selon une étude de l'*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* – IPEA (Institute de Recherche économique appliquée), le déficit annuel du système de sécurité

---

[27] Bresser-Pereira parle d'une retraite moyenne de 120 % par rapport au dernier salaire avant sa gestion et d'une retraite moyenne de 112 % par rapport au dernier salaire en 1998 (ibid., p. 199).

[28] Source : *Ministério da Fazenda* (http://www.fazenda.gov.br) et *Ministério da Previdência Social* (http://www.previdenciasocial.gov.br ), visités le 21/09/2009

sociale au Brésil a atteint 2 % du PIB en 2005 et devra subir une accumulation dangereuse si rien n'est fait (Varsano et Mora, 2007, p. 328).

Au vu de ces caractéristiques, le système de retraite des salariés de l'État ne pourrait pas être considéré comme tel, puisqu'il serait largement déficitaire et les pensions ressembleraient plutôt à des sinécures payées par le contribuable brésilien qu'à de justes rétributions d'un système autosuffisant, maintenu par les contributions versées par ses bénéficiaires. Il constituerait ainsi une continuation de la tradition patrimonialiste brésilienne d'appropriation des ressources de l'État par une élite de statut qui, comme l'homme cordial d'Holanda mentionné précédemment, ne fait pas la distinction entre le public et le privé. Pour aggraver les choses, ces privilèges n'étaient pas seulement perçus comme des droits par ceux qui sont favorisés par ces largesses, mais ils étaient effectivement des droits acquis par cette minorité et des droits protégés constitutionnellement comme tels. Pour cette raison, tout changement dans le régime de retraite exigeait un changement de la constitution brésilienne de 1988, qui avait était très généreuse en ce qui concerne les droits sociaux après 21 ans de dictature militaire où ces droits avaient été bafoués ou ignorés.

Ainsi, quand l'équipe de Cardoso arriva au pouvoir avec l'intention de modifier l'État brésilien, les écueils politiques et les défis légaux pour le faire étaient de taille. Mais en raison du sérieux du problème du système de sécurité sociale, notamment de celui des fonctionnaires publics du gouvernement fédéral, Cardoso décida d'agir tout de suite. Il envoya au Congrès national, lors de sa première année en fonction, une proposition d'amendement constitutionnel (PEC n° 33/95) qui avançait un changement radical de tout ce système de protection sociale et de retraite pour en finir avec, ou du moins diminuer, ses déficiences financières chroniques. Plus particulièrement, cet amendement proposait un âge minimum et un temps minimum de contribution pour avoir accès à la retraite, une retraite proportionnelle au temps de contribution, un toit maximum pour les bénéfices reçus et plusieurs autres mesures pour l'assainissement du système. Bien sûr, compte tenu des intérêts touchés, la résistance politique à cet amendement fut très forte. Menée par le PT, l'opposition à tout changement au système de sécurité sociale qualifia la proposition du gouvernement Cardoso de « néolibérale », « insensible » et même « méchante ». Même les arguments comptables les plus clairs furent balayés du revers de la main dans un débat polarisé par la

rivalité politique entre le PT et ses alliés et le PSDB et ses alliés. Alors, les appréciations de la proposition de réforme de la sécurité sociale ne furent pas tendres, malgré le fait que beaucoup des membres de l'opposition reconnaissaient la nécessité de changer le système de la sécurité sociale au Brésil. La sénatrice Júnia Marise du PDT, proche politiquement du PT à l'époque, s'exprimait ainsi sur le sujet :

> La Proposition d'amendement constitutionnel n° 33 n'a rien d'une vraie réforme. Il s'agit d'un leurre. Il s'agit d'une série de mesures coercitives qui briment les droits des contribuables avec un seul et même accent : la réduction des bénéfices et l'ampliation du temps de contribution. Le reste ce sont des détails. [...]*Tolérante avec les entreprises qui ne payent pas ou qui fraudent le système,* [cette réforme] *se transforme en un bourreau des innocents : les salariés, les fonctionnaires publics et les retraités, auxquels il ne reste que le droit de protester.* (Anais do Senado Federal, Julho de 1997, p. 399, notre traduction, nos italiques)

Dans la même veine, la sénatrice Benedita da Silva, du PT de Rio de Janeiro, exprimait ainsi la position de son parti sur la réforme de l'État et la réforme de la sécurité sociale voulue par le gouvernement Cardoso :

> Cet à quoi nous assistons aujourd'hui au Brésil c'est exactement ceci : la décision politique de passer à une réforme de l'État issue de la vision des détenteurs actuels du pouvoir, *syntonisés avec ce que l'on pourrait dénommer comme « le pouvoir économique mondial »*. [...] Dans le cas brésilien, nous avons dans l'ordre du jour la question de la réforme du système de sécurité sociale. Voilà un exemple concret de comment une question d'une répercussion tellement large, puisqu'elle touche directement la vie de millions de personnes, *se voit traitée avec le langage froid des chiffres et avec un manque de sensibilité qui agresse la conscience de nous tous*. Je ne crois pas qu'il y ait un doute concernant le besoin que la sécurité sociale soit modifiée. [...] Ce que je ne peux pas accepter [...] c'est le fait que les règles du jeu soient changées au long du match. *Ce que je ne peux pas admettre est le fait que le blâme pour le désastre administratif et la mauvaise gestion de la sécurité sociale au long des années soit jeté sur les fonctionnaires publics*. (Anais do Senado Federal, Junho de 1997, p. 64,

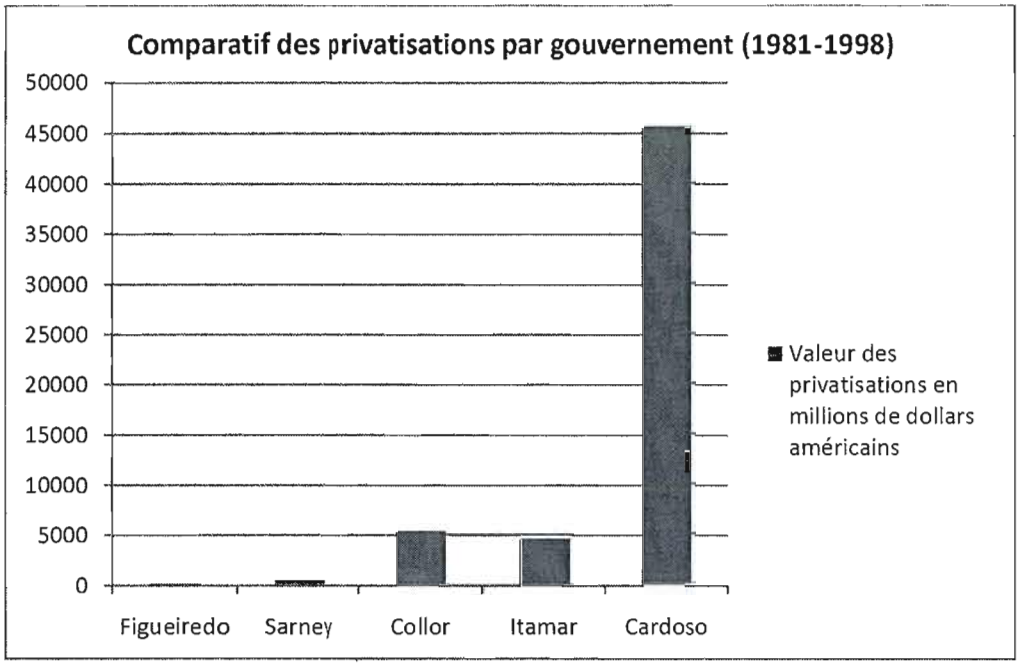
notre traduction, nos italiques)

La stratégie de l'opposition était alors claire : il s'agissait de dénoncer la syntonie entre le gouvernement Cardoso et le néolibéralisme international et de blâmer la mauvaise administration publique et les entreprises privées pour le déficit de la sécurité sociale au Brésil. Les fonctionnaires publics et les travailleurs n'étaient que des « victimes » dans tout cela. Et cette stratégie fut victorieuse. Les propositions contenues dans le projet de loi du gouvernement n'étaient pas, pour des raisons évidentes, très populaires et les membres de l'opposition n'eurent pas beaucoup de difficulté à convaincre une bonne partie des députés et sénateurs alliés au gouvernement que voter pour la réforme était une mauvaise affaire électorale (Melo et Anastasia, 2005, p. 321). Le résultat fut le bris de la discipline de vote de la base alliée à Cardoso dans le Congrès, pendant que l'opposition présenta un front uni contre la réforme proposée. Une sorte de réforme fut finalement approuvée, mais elle était très loin de la proposition initiale. Les normes pour la retraite furent changées, mais elles touchèrent principalement le secteur privé, où le déficit de la sécurité sociale était beaucoup moins important que dans le secteur public. Dans ce dernier, le gros des privilèges ne fut pas vraiment touché, notamment le manque de proportionnalité entre les contributions et les retraites. La réforme de la sécurité sociale fut une défaite politique très nette pour le gouvernement Cardoso.

Par contre, Cardoso eut beaucoup plus de succès en ce qui concerne les privatisations d'entreprises d'État. En fait, Cardoso réussit à privatiser 46 sociétés d'État entre 1995 et 2000, dont 44 seulement dans son premier mandat, beaucoup plus que n'importe quel autre président avant lui[29]. Plus encore, il réussit à privatiser des sociétés qui étaient considérées autrefois comme intouchables par la législation brésilienne, notamment celles du secteur des télécommunications, du secteur de l'exploration minière, du secteur de la sidérurgie, du secteur de la pétrochimie et du pétrole et du secteur de la navigation. La magnitude inédite de ce processus de privatisation peut s'apprécier dans le graphique ci-dessous, qui compare la valeur des privatisations dans les gouvernements Figueiredo, Sarney, Collor, Itamar et Cardoso (premier mandat seulement).

[29] Source : BNDES (http://www.bndes.gov.br, visité le 03/11/2009)

**Graphique 4.2**




Source : BNDES (http://www.bndes.gov.br, visité le 03/11/2009)

Comme l'on peut constater dans le graphique 4.2 ci-dessus, les privatisations dans le gouvernement Cardoso signifièrent une véritable explosion dans un timide mouvement vers une relative déséstatisation de l'économie brésilienne qui avait commencé au début des années 1980. Pour faire cela, il dut présenter et approuver plusieurs amendements constitutionnels et projets de loi qui furent approuvés par un Congrès généralement et modérément aligné avec les idées nouvelles de Cardoso sur la participation de l'État dans l'économie. Depuis 1991, il semblerait que l'opinion hégémonique dans le Congrès national penchait vers un changement du *statu quo* en ce qui concerne cette question et que seulement 22,4 % des membres du corps législatif défendaient encore une forte participation de l'État dans l'économie (Velasco Junior, 2006, p. 240).

Il est clair aussi que le processus de privatisation des sociétés d'État avait déjà commencé, bien que très timidement, à la fin de la dictature militaire, quand la crise de la dette extérieure obligea le gouvernement à contrôler mieux ses dépenses. Dans les années

1970, les compagnies d'État étaient pratiquement autarciques en ce qui concerne leur administration et elles étaient très rarement soumises à des audits pour vérifier leur comptabilité. Mais quand les premières fissures dans l'État national-développementiste apparurent, le gouvernement Figueiredo essaya de mettre fin à cette incurie administrative par la création d'un organisme spécial qui les contrôlerait de plus près (Almeida, M. H. T., 1999, p. 6). À partir de ce moment, le secteur de l'économie étatique cessa de croître et il s'initia un lent mouvement de l'État vers la privatisation de son patrimoine. En 1985, le gouvernement Sarney créa le *Programa de Privatização*, mais très peu de sociétés étatiques furent privatisées par la suite. Par contre, le gouvernement Collor fit de la privatisation un élément important de sa politique économique et il mit en œuvre le *Programa National de Desestatização* (Programme national de déséstatisation), par lequel plusieurs industries du secteur sidérurgique et du secteur pétrochimique furent privatisées (ibid., p. 8). Le gouvernement Itamar Franco constitua une légère inflexion dans cette tendance, mais l'arrivée de Cardoso marqua son franc essor.

Alors, quand Cardoso arriva au pouvoir, d'une certaine manière, la table était déjà mise pour qu'un changement plus radical de modèle de développement économique se fasse. Le *modus operandi* basé sur la substitution d'importations et la promotion du développement par l'État était épuisé et la vague de privatisations en Amérique latine facilitait le déclenchement d'un programme de privatisations plus ambitieux qu'auparavant. Aussi, Cardoso était à la tête d'une formidable coalition de partis politiques que lui donnait, en principe, 80 % des sénateurs et 62 % des députés fédéraux, un nombre suffisant pour approuver la majeure partie de ses privatisations. Plus encore, le capital politique du dompteur de l'inflation était très élevé à l'époque, comme nous l'avons déjà mentionné. Cependant, les privatisations ne faisaient pas l'unanimité dans le Congrès et encore moins dans la société civile en général, surtout en ce qui concerne les syndicats et d'autres organisations proches du PT. Il y eut des grèves dans les secteurs affectés et quelques discours enflammés dans le Congrès, mais la volonté du gouvernement prévalut. Pourquoi?

L'explication se situerait dans le changement d'opinion mentionné ci-dessus et aussi dans la conduction politique du processus de privatisation. Si Cardoso réussit à faire les privatisations qu'il voulait, surtout celles des vrais « joyaux dans la couronne » qui étaient la

société minière *Vale do Rio Doce*, qui avait le monopole de la prospection des minerais au Brésil, et de TELEBRAS, le système de télécommunications national, ce fut à cause de la capacité de son gouvernement de négocier avec le législatif la manière de conduire les privatisations en question, contrairement à ce qu'avait fait Collor avant lui. L'approbation des privatisations, ce fut seulement le premier moment d'un processus plus complexe, qui impliquait, en deuxième lieu, les règles de vente des sociétés d'État. C'est dans ce deuxième moment que l'influence du Congrès se fit sentir, par des amendements qui encadraient et qui disciplinaient la vente de ces entreprises, avec la connaissance et l'acceptation tacite du pouvoir l'exécutif (ibid., p. 10-11). Enfin, ce fut le fait que Cardoso avait compris et accepté les règles du jeu inhérentes au présidentialisme de coalition que son programme de privatisations put se réaliser sans trop de heurts.

Certes, la négociation et l'approbation de toutes ces privatisations épuisèrent en bonne partie le capital politique dont Cardoso et son gouvernement jouissaient au début de son mandat. À l'arrivée de la votation de la réforme de la sécurité sociale, il lui fut beaucoup plus difficile de faire passer une législation aussi polémique et électoralement coûteuse que l'annulation de certains droits perçus comme acquis par des millions de personnes.

En fait, l'appui politique à Cardoso s'effrita au long de son deuxième mandat. Si dans ses quatre premières années de son gouvernement, Cardoso fut capable de faire pratiquement tout ce qu'il voulait avec l'accord du Congrès, la même chose ne peut pas se dire de son deuxième mandat et surtout de ses deux dernières années. Le pays fut pris d'une « fatigue réformiste » et le prestige du président déclina pour une série de raisons, surtout économiques, que nous étalerons plus loin. La preuve la plus tangible de sa perte de prestige et de pouvoir fut l'approbation en 2001 d'un amendement constitutionnel qui limitait le pouvoir du président de gouverner par l'édition de « mesures provisoires », des simples édits du pouvoir exécutif qui avaient force de loi avant même d'être discutés par le Congrès. Cela permettait au président de gouverner sur des questions dites « urgentes » sans l'accord du législatif. Si la « mesure provisoire » n'était pas rejetée ou même examinée par le Congrès, elle pouvait être reconduite plusieurs fois et ainsi devenir une loi *de facto* sans jamais être approuvée par le pouvoir législatif. Or, ce nouvel amendement constitutionnel limitait le pouvoir présidentiel d'émettre ce genre de mesures sur plusieurs points et il limitait la

possibilité de réédition ou de reconduction à seulement une mesure. Le fait que cet amendement fut approuvé était un signal sans équivoque que l'appui à Cardoso dans le Congrès s'était considérablement affaibli (Couto et Abrucio, 2003, p. 295).

L'époque des grandes réformes de Cardoso était finie. Il ne put rien approuver de plus relativement à l'État nouveau qu'il avait envisagé. Il ne put pas, par exemple, en plus de la réforme du système de sécurité sociale, approuver une réforme de la fiscalité brésilienne pour l'augmentation équitable de la fiscalité et des ressources à la disposition de l'État et il dut renoncer à l'intention même de réaliser une réforme dans le système politique brésilien, qui aurait pu finir avec le dilemme du présidentialisme de coalition. Par conséquent, le bilan de Cardoso en ce qui concerne l'implantation d'un nouveau modèle de développement économique par la refonte de l'État devrait être considéré comme mitigé. Il fut capable d'alléger significativement la participation des compagnies d'État dans l'économie, mais il échoua à mater le déficit de l'État lui-même. L'idée d'un État « social-libéral », à la fois favorable au marché, mais actif aussi dans la promotion de la justice sociale, était lancée, mais sa réalisation n'était pas tout à fait accomplie.

La raison de ce succès mitigé, on la trouverait justement dans le présidentialisme de coalition (même si Cardoso fut un vrai maître dans la matière) qui présente à l'exécutif le paradoxe suivant : d'un côté, la gouvernabilité doit se faire par la construction d'une coalition la plus large possible, mais, d'un autre côté, une coalition très large amène forcement à une diversité d'intérêts qui affaiblit la gouvernabilité qu'elle procure (Castro Santos, 1997, p. 14). Le cas du gouvernement Cardoso est emblématique de ce paradoxe de gouvernabilité vu la nécessité qu'il avait d'une coalition très large pour approuver les amendements constitutionnels qui étaient les préalables pour les réformes voulues. Si la large coalition fut un succès au début, elle finit par tisser une toile d'intérêts politiques qui mena à l'immobilisation du gouvernement (Chagas, 2002, p. 332).

### 4.4 : La politique sociale du gouvernement Cardoso : l'universalisme

Le gouvernement Cardoso connut aussi un certain succès en ce qui concerne la question sociale au Brésil, une autre obsession de Cardoso, selon son propre aveu (2006, p.

448). Des réformes dans l'éducation et dans la santé furent bénéfiques. De la même manière, il créa les premiers programmes de transfert de revenus aux démunis qui allaient être unifiés dans le gouvernement Lula sous le nom de *Bolsa Família*. En fait, le gouvernement Cardoso fut le premier à initier des programmes de transfert de revenus à la population plus pauvre du Brésil.

Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, la citoyenneté au Brésil et tout le système de protection sociale qui l'accompagnait étaient restreints à ceux qui avaient une profession reconnue et qui étaient liés à un syndicat professionnel ou qui travaillaient pour le gouvernement. La grande masse des travailleurs ruraux ou précaires n'avait jamais eu un système de sécurité sociale qui leur vienne en aide. Le gouvernement Sarney avait déjà fait un pas important par l'attribution d'un droit à la retraite pour les travailleurs ruraux, mais il restait beaucoup à faire. La constitution de 1988 institua le droit social de tous les Brésiliens indifféremment de leur condition d'emploi, avec une forte participation de l'État en ce qui concerne la sécurité sociale. L'assurance-emploi fut introduite, le système de santé fut réformé pour profiter à tous les Brésiliens, mais sa réforme resta sur papier. La même chose peut être dite du réseau d'assistance sociale, lui aussi une promesse plutôt qu'une réalité. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas un système de sécurité sociale digne de ce nom au Brésil. Il existait bel et bien et il consommait 18 % du PIB national, mais il était aussi extrêmement inefficace, centralisé, élitiste et gaspilleur.

Un an après son arrivée à la présidence, Cardoso définit la politique sociale de son gouvernement par un document intitulé *Uma estratégia de desenvolvimento social* (Une stratégie de développement social – Gouvernement fédéral 1996). Dans ce document, il annonçait l'inspiration social-démocrate de la politique sociale du gouvernement et il déclarait l'ambition de celui-ci de se diriger vers une société du bien-être social (ibid., p. 3). Pour ce faire, il proposait de réformer tout le système de protection sociale national hérité de l'État national-développementiste dont « l'épuisement du modèle de croissance [...] avait aggravé les dysfonctions » (ibid. p. 2, notre traduction). Il s'agissait encore de changer l'État par une restructuration de son système de protection sociale, incluant sa décentralisation, une rationalisation de ses dépenses, une élimination de ses gaspillages, une participation publique accrue dans son contrôle, une amélioration des services dispensés et, surtout, une ampliation

de sa couverture pour qu'il devienne vraiment universel. Cela voulait dire qu'une société vraiment juste pourrait exister seulement par la construction d'un nouveau modèle d'État et de développement économique. De cette manière, une protection sociale universelle serait possible uniquement par la stabilité macroéconomique (procurée, bien sûr, par le *Plano Real*) et par la réforme de l'État et de ses services sociaux.

C'était un projet avec un objectif très ambitieux, surtout si l'on tient compte que la situation économique du Brésil n'était pas très reluisante à l'époque, et il se morcelait en plusieurs actions dont l'expansion et la démocratisation de l'accès à l'enseignement, l'universalisation effective du système de santé, une ample réforme agraire, le combat aux discriminations de tous genres et, enfin, le combat direct à la pauvreté et la misère par des transferts directs de revenu aux plus démunis. Enfin, il s'agissait d'améliorer et d'universaliser les programmes et les actions gouvernementales déjà existants et d'implanter des nouveaux programmes de combat à l'exclusion et à la pauvreté. Le programme phare de toutes ces actions s'appela *Comunidade Solidária* (Communauté solidaire) et fut dirigé par Ruth Cardoso, nulle autre que l'épouse du président Cardoso, mais aussi une anthropologue renommée de l'Université de São Paulo.

En ce qui concerne l'universalisation des services de l'État, le gouvernement Cardoso réussit à améliorer la qualité et l'accès à l'enseignement primaire et secondaire et, surtout, à éteindre la couverture effective des services de santé à la population (Draibe, 2003, p.77-83). Ceux-ci profitèrent largement de l'introduction d'un nouvel impôt sur les transactions bancaires qui était destiné à financer le système de santé au Brésil.

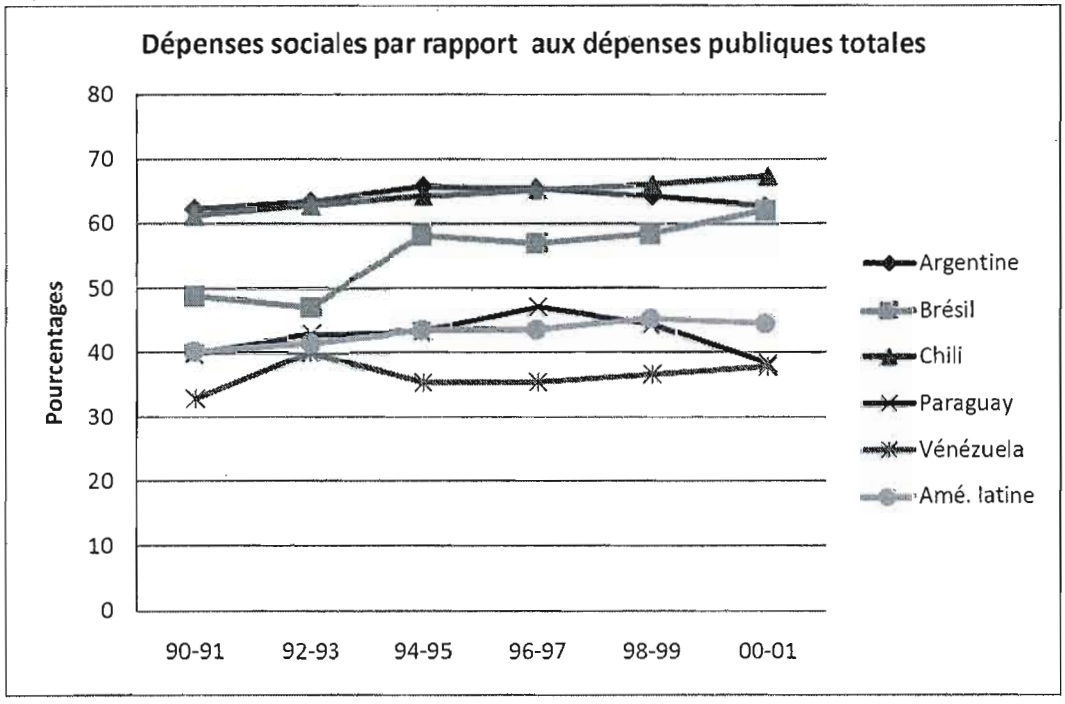
En ce qui concerne les programmes de combat à l'exclusion et à la pauvreté, le gouvernement Cardoso créa la *Rede Social Brasileira de Proteção Social* (Réseau brésilien de protection sociale), composé de 13 programmes de transfert de revenus profitant aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux chômeurs et aux familles pauvres en général. Ce réseau fut, de toute évidence, le précurseur du programme *Bolsa Família*, le programme social « omnibus » du gouvernement Lula.

Les résultats concrets de la politique sociale du gouvernement Cardoso ne furent pas minces. Le taux de mortalité infantile fut réduit de 43 % entre 1994 et 1997, le taux d'hospitalisation d'enfants fut réduit de 25 % et le taux de mortalité d'enfants diminua de

35 %. Aussi la proportion d'enfants en dehors des écoles diminua de 13,4 % en 1992 à 8,8 % en 1996 et le taux d'analphabétisme des personnes de 10 ans ou plus fut réduit de 16,5 % à 13,8 % dans la même période[30].

Ainsi, la politique sociale semble avoir été prise au sérieux dans le gouvernement Cardoso, ce qui ne correspond pas au profil d'un gouvernement réellement néolibéral. Au contraire, si l'on examine les dépenses sociales du gouvernement Cardoso, c'est-à-dire les dépenses en santé, en éducation, en assistance sociale, en habitation, etc., on voit que ce gouvernement est loin d'être le plus pingre des dernières années en Amérique latine, même en le comparant avec les gouvernements de la « vague rose » de la région.

**Graphique 4.3**




Source : CEPALC (*Panorama social de América Latina* – 2005, p. 131)

Comme l'on peut voir dans le graphique ci-dessus, l'augmentation plus prononcée des dépenses sociales dans les années 1990 fut réalisée par le gouvernement Cardoso et à la

[30] Source: *Comunidade Solidária : Três Anos de Trabalho*, p. 14, dans www.2.mre.gov.br (visité le 06-08-2009)

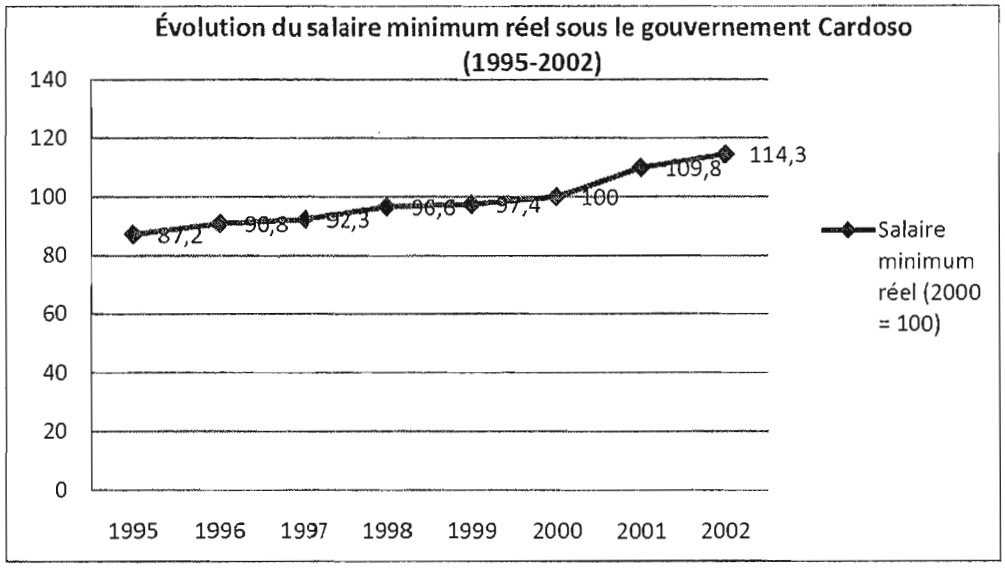
fin du gouvernement Itamar Franco, quand Cardoso était le ministre des Finances et presque le président *de facto* du Brésil. Au début du premier mandat de Cardoso, les dépenses sociales avaient grimpé d'un significatif 11 %, l'augmentation la plus prononcée selon les données du rapport sur lequel le graphique est basé. Plus encore, à la fin de son deuxième mandat, son gouvernement dépensait dans cette rubrique presque 15 % de plus que son prédécesseur immédiat. Aussi, la différence entre les dépenses du Brésil par rapport à la moyenne de l'Amérique latine avait augmenté de 5,6 % à 17,5 %. Mais le plus étonnant est le fait que dans les deux premières années du gouvernement Lula (2003-2004) celui-ci dépensait 1,3 % de moins dans la rubrique des dépenses sociales que dans les deux dernières années du gouvernement Cardoso (2001-2002). Mesurée par personne, cette baisse signifiait le passage d'une dépense de 1.004,25 réals à 991,00 réals[31], et tout cela, malgré la mise en œuvre du programme *Bolsa Família*, qui ne fut pas suffisant pour compenser les baisses des dépenses dans la santé, l'habitation et même dans la protection aux travailleurs. Certes, il y a des explications économiques partielles pour cette baisse. La première année de Lula ne fut pas particulièrement reluisante sur ce plan, mais le fait qu'il n'eut pas recours à une augmentation du déficit public démontre que, après tout, le gouvernement « populaire » de Lula ne fut pas très différent sur ce point que le gouvernement « néolibéral » de Cardoso. En fait, il serait très difficile d'expliquer comment un gouvernement vraiment « néolibéral » aurait pu opter pour une augmentation assez significative des dépenses sociales publiques comme le fit le gouvernement Cardoso, malgré le contexte d'une dette publique imposante.

En plus, le gouvernement Cardoso eut aussi un impact positif sur les rajustements du salaire minimum au pays, même si les hausses du barème salarial national ne firent en quelque sorte que compenser en partie les pertes souffertes par les travailleurs pendant l'époque d'hyperinflation et l'époque de la politique de compression salariale de la dictature militaire.

---

[31] Source : Pochmann, 2005, p. 7

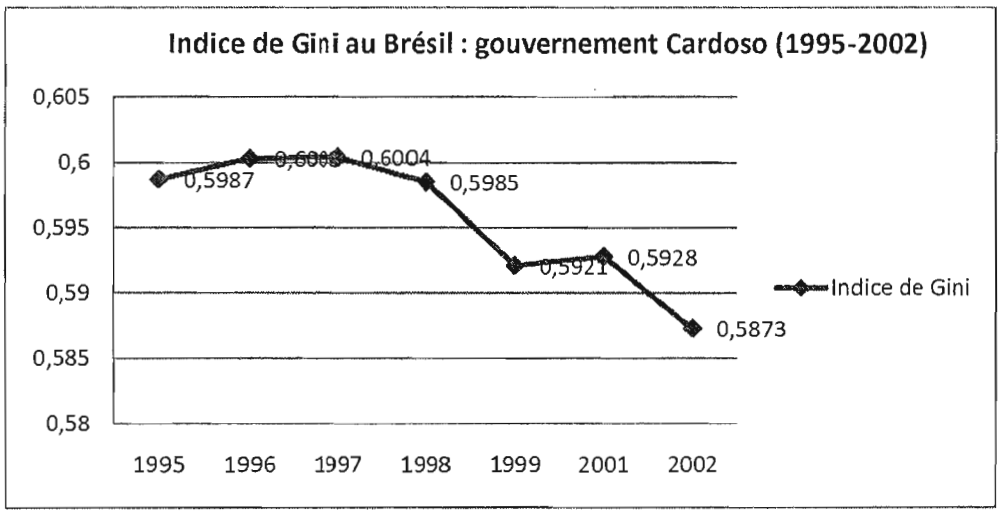
**Graphique 4.4**




Source : CEPALC (http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp visité le 23-05-2009)

Quoi qu'il en soit, peut-être que la meilleure mesure du succès du gouvernement Cardoso de redresser un peu les inégalités sociales au Brésil se trouve dans les mensurations de la concentration du revenu dans l'index de Gini, qui montre une légère, mais nette amélioration à la fin de la période de Cardoso au pouvoir.

**Graphique 4.5**




Source : IPEA (http://www.ipeadata.gov.br – visité le 24-05-2009 - année 2000 non disponible)

Enfin, l'examen de la politique sociale du gouvernement Cardoso suggère fortement que le projet de changement de modèle d'État et de promotion du développement est loin d'être celui de l'État minimum des vrais « néolibéraux », puisqu'il réservait à l'État la tâche de redresser activement les énormes inégalités sociales du pays.

*Ce que nous voyons ici nous semble un renouvellement des anciennes tentatives d'inclusion sociale des personnes socialement marginalisées, mais dans le cadre d'un modèle d'État et de développement économique différent.* En fait, nous pourrions dire que Cardoso reprit ce processus d'inclusion sociale là où il s'était estompé, c'est-à-dire à la frontière entre les employés syndicalisés et la grande masse de Brésiliens exclus de toute reconnaissance légale par le ministère du Travail. Parce que pendant que dans l'ère du populisme de Vargas et d'autres cette insertion se faisait, comme nous l'avons vu, par la reconnaissance légale et la syndicalisation des professions, les programmes du gouvernement Cardoso se dirigeaient justement à cette grande masse d'exclus qui ne fut jamais la cible de l'élargissement de la citoyenneté entamé après 1930.

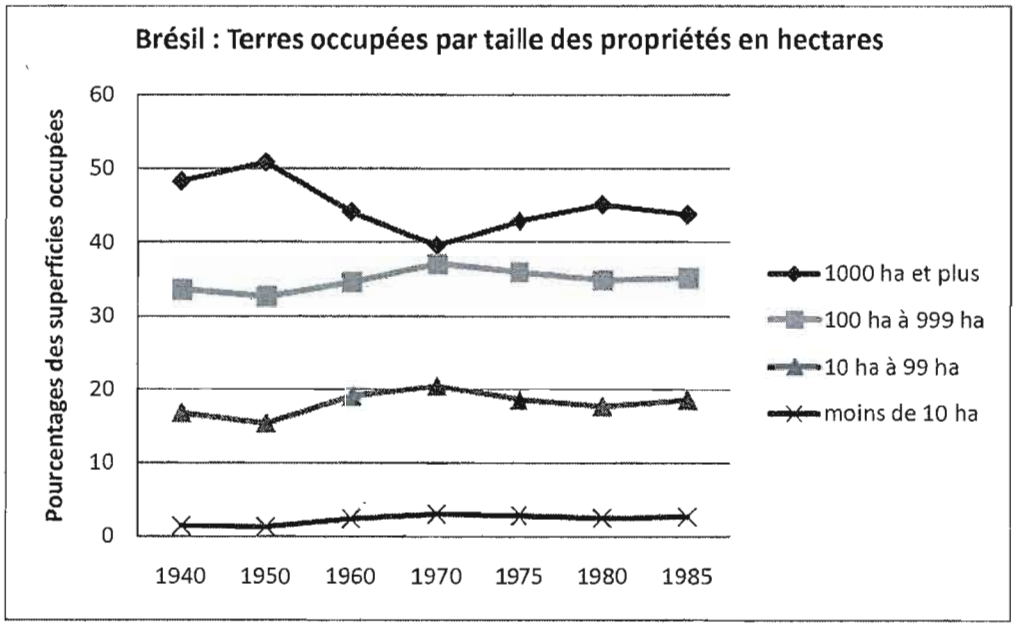
Cela est encore plus net quand nous regardons l'action du gouvernement Cardoso en ce qui concerne la très vieille question de la distribution des terres au Brésil.

### 4.5 La réforme agraire et les relations difficiles avec le MST

La structure de la propriété agricole au Brésil a toujours été extrêmement inégale et injuste. Depuis le début de la colonisation, la concentration de beaucoup de terres dans les mains d'une petite élite fut la règle, confirmée après par la loi des terres de 1850, qui empêcha l'accès à la terre aux petits agriculteurs et aux esclaves affranchis, préparant ainsi le pays à l'arrivée d'une économie capitaliste par la création d'une cohorte de prolétariens sans terre. Cette situation ne changea pas avec l'arrivée de Vargas au pouvoir et son inclusion sociale limitée qui ne toucha pas le Brésil rural; et la tentative de Goulart de le faire fut brutalement interrompue par le coup d'État de 1964. Durant la dictature militaire, l'idée d'une réforme agraire fut contemplée, mais seulement en tant qu'une manière d'éviter des débordements et une tension sociale dans le milieu agricole. Les distributions de terres se

limitèrent à des projets agricoles dans l'Amazonie, comme une manière d'occuper un territoire dépeuplé et elles eurent comme résultat, encore là, la création d'une main-d'œuvre disponible sur place pour les grandes entreprises agricoles qui suivirent ces projets agricoles de peuplement de l'Amazonie. Ainsi, quand la démocratie revint au Brésil, ses iniquités rurales restaient largement intouchées, et elles avaient même augmenté depuis 1970.

**Graphique 4.6**




Source : IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/ - visité le 11-05-2009 pourcentages calculés l'auteur)

La concentration de la propriété agricole au Brésil saute aux yeux dans le graphique ci-dessus. Les propriétés de plus de 1000 hectares dominent amplement dans les terres cultivables au Brésil, pendant que les petites propriétés de moins de 10 hectares, propres à la petite agriculture familiale sont une peau de chagrin dans l'ensemble de la structure agraire du pays. Les grands projets d'occupation de l'Amazonie dans les années 1970 ne firent qu'aggraver les choses, concentrant encore plus les surfaces agricoles aux mains des propriétaires des grands latifundiums, notamment ceux dédiés à l'élevage des bœufs. Pire encore, si nous considérons non seulement les terres utilisées en agriculture, mais aussi toutes les terres exploitées dans le milieu rural brésilien (exploitations minières, exploitations

forestières, etc.), l'inégalité de la distribution des terres au Brésil est plus importante que le graphique que nous avons présenté la décrit. Les statistiques du *Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária* (Institut national de colonisation et de réforme agraire – INCRA), qui prennent en considération toutes les propriétés rurales (agricoles ou non), révélaient pour l'année 1992 un indice de Gini rural, c'est-à-dire de concentration de propriétés rurales, de 0,831, très élevé même en tenant compte de la grande concentration de propriétés rurales en Amérique latine[32].

Ainsi, la « dette sociale » dans le milieu rural brésilien continuait à être presque entièrement impayée quand Cardoso arriva au pouvoir, puisqu'aucune réforme agraire digne de ce nom n'avait jamais été réalisée au pays. Bien sûr, le Brésil n'était plus depuis longtemps un pays principalement rural. Démographiquement et économiquement l'importance du secteur rural avait décliné rapidement depuis la révolution de 1930 et cela amenait à penser que, en fin de compte, une réforme agraire n'avait plus la même urgence qui lui avait été attribuée dans les années 1950 et 1960. Cette pensée était renforcée par le fait que le milieu rural brésilien s'était modernisé, adoptant une machinerie moderne et des méthodes d'administration plus pointues pour améliorer sa productivité. Par conséquent, il y aurait relativement peu de raisons économiques pour entamer une réforme agraire, par comparaison au temps où les grandes propriétés peu productives étaient la règle.

Cependant, les raisons pour une réforme agraire ne se limitaient pas à la supposée supériorité productive des petites propriétés, ni au fait que la petite agriculture était plus adaptée à la production d'aliments pour le marché domestique. Les raisons plus lourdes en faveur d'une réforme agraire étaient plutôt sociales et politiques qu'économiques. La misère d'une bonne partie de la population rurale et les tensions grandissantes entre les grands propriétaires terriens et les mouvements sociaux dans le milieu agricole justifiaient par elles seules un programme de distribution des terres aux agriculteurs et aux travailleurs ruraux plus démunis.

Mais il y avait encore une autre raison politique qui pouvait amener un gouvernement

---

[32] Source : *O Brasil Desconcentrando Terras – Índice de Gini*, dans www.incra.gov.br. Quelques pays de l'Amérique centrale et des caraïbes montraient à l'époque un indice de Gini rural plus inique que le brésilien, selon les statistiques de la FAO

qui avait l'intérêt de réformer l'État à réformer aussi le milieu agricole brésilien. Et cette raison était la vieille influence du patrimonialisme issu de la structure agraire inique sur la politique brésilienne. Affaiblir la vieille oligarchie rurale brésilienne était une façon de diminuer la pression conservatrice contre toute tentative de maintenir le vieux statu quo et d'empêcher les réformes envisagées. Celles-ci auraient été les vraies raisons pour que l'administration Cardoso se jette tête première dans l'aventure d'une réforme agraire (Martins, 2003, p. 167). Cardoso se serait ainsi lancé dans une guerre contre le Brésil archaïque de la vieille oligarchie rurale de la même manière qu'il attaquait l'archaïsme du patrimonialisme encastré dans l'État national.

D'autres auteurs (Comparato, 2001, Ondetti, 2007), ne partagent pas cette vision d'un gouvernement Cardoso poussé par un élan de progressisme audacieux et ils signalent plutôt que ce gouvernement fut en quelque sorte forcé d'entreprendre une réforme agraire à cause de deux massacres de militants du MST et de paysans sans terre commis par la police brésilienne[33]. Le deuxième de ces massacres fut filmé par l'équipe d'une émission de télévision et ces images firent le tour du monde, ayant même été montrées sur le réseau américain CNN. Bien évidemment, le scandale fut énorme et l'initiative politique tourna complètement à la faveur du MST et de ses demandes pour une réforme agraire au Brésil. L'image du gouvernement Cardoso comme socialement responsable dépendait maintenant d'une réponse favorable aux dépossédés du Brésil rural. Après cela, Cardoso remercia son ministre de l'Agriculture, lui même un propriétaire terrien lié au conservateur PTB, et il lança son programme de distribution des terres (Ondetti, 2007, p. 13).

Sur ce sujet des motivations qui poussèrent Cardoso à la réforme agraire, il nous semble qu'il ne n'y aurait pas de doute sérieux concernant le fait que la répercussion nationale et internationale de ces deux incidents aurait eu un effet de catalyseur sur la décision du gouvernement de mettre en œuvre une fois pour toutes la réforme agraire. Cependant, il nous semble qu'il ne faudrait pas oublier non plus que celle-ci figurait déjà dans le programme de gouvernement de Cardoso avant son élection et que la loi qui

[33] La police locale fut responsable du massacre de neuf paysans sans terre en Corumbiária, dans l'état de Rondônia, en août 1995 et de 19 autres à Eldorado de Carajás, dans l'état de Pará, en avril 1996. Le gouvernement Cardoso ordonna une investigation, mais les coupables ne furent jamais punis.

autorisait le gouvernement à exproprier de façon sommaire les terres des latifundiums improductifs fut approuvée bien avant le tollé provoqué par les massacres mentionnés ci-dessus[34].

Quelle que fût sa motivation première, le gouvernement Cardoso fit quelque chose de très atypique pour un gouvernement souvent accusé de « néolibéral » : il entama la plus extensive réforme agraire que le pays jamais n'avait connue jusqu'à ce moment-là. Plus précisément, avant le gouvernement Cardoso, 218.033 familles avaient bénéficié des réformes agraires dans toute l'histoire du pays, pendant que durant ce gouvernement, 608.655 familles auraient reçu des terres dans le cadre d'une nouvelle réforme agraire[35]. En d'autres mots, le gouvernement Cardoso aurait fait en huit années beaucoup plus qu'auparavant au Brésil.

**Tableau 4.1**

| **Gouvernement (s)** | **Terres obtenues par expropriation ou d'autres moyens pour la réforme agraire (hectares)** | **Nombre de familles favorisées par la réforme agraire** |
|---|---|---|
| Sarney (1985 – 1989) | 10.537.245 | 89.950 |
| Collor (1990 – 1992) | 789.475 | 38.425 |
| Itamar (1993 – 1994) | 1.567.103 | 21.763 |
| Cardoso (1995 – 2002) | 19.863.572 | 608.655 |

Source : *Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agária* – INCRA (http://www.incra.gov.br, visité le 08/01/2010)

Bien évidemment, ces chiffres furent chaudement contestés par l'opposition du gouvernement Cardoso et notamment par le PT. Le gouvernement fut accusé de gonfler les chiffres des familles effectivement assistées par la réforme agraire en y incluant les familles

[34] Le gouvernement Cardoso envoya au Congrès le projet de loi PLP-37/1995, en juin 1995, pour discipliner la manière d'expropriation des terres destinées à la réforme agraire. Ce projet de loi fut approuvé et devint la Loi complémentaire n° 88, du 23 décembre 1996, qui simplifiait l'expropriation des terres prévue par la Loi 8629, de 1993.

[35] Source : INCRA (http://www.incra.gov.br, visité le 08/01/2010)

simplement inscrites dans le programme ou celles aidées auparavant par d'autres gouvernements. Aussi, le nombre de colonies aurait été exagéré, ainsi que la surface des terres expropriées, dont la taille aurait été augmentée par l'inclusion des terres de l'État. Encore plus grave, les familles des colonies créées par le gouvernement n'auraient souvent pas d'accès à une eau potable de qualité, à l'électricité et au crédit nécessaire pour démarrer leur production. De plus, le Parti des travailleurs critiquait aussi le fait que le gouvernement dépensait beaucoup de ressources pour compenser les expropriations subies par les grands propriétaires terriens, gaspillant de l'argent qui pourrait être investi directement au bénéfice des familles paysannes sans terre[36].

En dehors des joutes politiques directes entre l'opposition et le gouvernement Cardoso, des études académiques ont aussi critiqué les chiffres et la méthode de la réforme agraire au Brésil. Bergamasco (1997) signale une « territorialisation de la réforme agraire », c'est-à-dire sa concentration délibérée dans l'Amazonie et dans les États pauvres du Nord-est, afin d'éviter des conflits dans les régions où la lutte pour la terre serait plus intense, tels que l'avaient fait les gouvernements militaires auparavant (ibid., p. 40). Une étude très étendue de Sparovek (2003) sur la réforme agraire réalisée sous Cardoso révèle que les chiffres officiels sur la réforme agraire ne correspondraient pas à la réalité sur le terrain. Cette étude montre que les familles favorisées par la réforme agraire de Cardoso n'étaient que 328.825 à la fin de l'année 2001, distribuées sur une aire totale de 17.528 hectares (ibid., p.44). À son tour, la banque de données DATALUTA, du Département de Géographie de l'*Universidade Estadual Paulista* (Université de l'État de São Paulo) avance un chiffre de 389.959 familles favorisées par la réforme agraire dans les deux mandats de Cardoso et un total de 18.002.794 hectares destinés à cette réforme dans la même période. L'article d'Ondetti cité ci-dessus met la réforme agraire de Cardoso dans le contexte de l'Amérique latine et montre que celle-ci fut une réforme aux dimensions très modestes si comparée aux réformes agraires plus importantes de la région, comme celles de la Bolivie (1952-1970), du

[36] Discours des députés Marina Silva (PT-Acre) et Eduardo Suplicy (PT-São Paulo), respectivement en juin et en juillet de 1997. Source : *Anais do Senado*, juin p. 287 et juillet, p. 191-193, disponible dans www.senado.gov.br

Guatemala (1952-1954), du Mexique (1934-1940) et de plusieurs autres pays (2007, p. 20)[37]. Toutefois, malgré toutes les déficiences de la réforme agraire du gouvernement Cardoso et les critiques qu'il dirige contre elle, cet auteur reconnaît que ses résultats sont importants compte tenu de ce qui avait été fait auparavant au Brésil.

> As the data I have presented suggest, many of the criticisms of Cardoso's land reform are essentially correct. [...] In my opinion, however, the most realistic standard by which to judge this reform is in comparison what other governments have done, since this standard takes into account the considerable political obstacles to land reform. Compared with previous Brazilian presidents, Cardoso's superiority is clear. Without a doubt he settled more families than all of his predecessors combined. (ibid., p. 23)

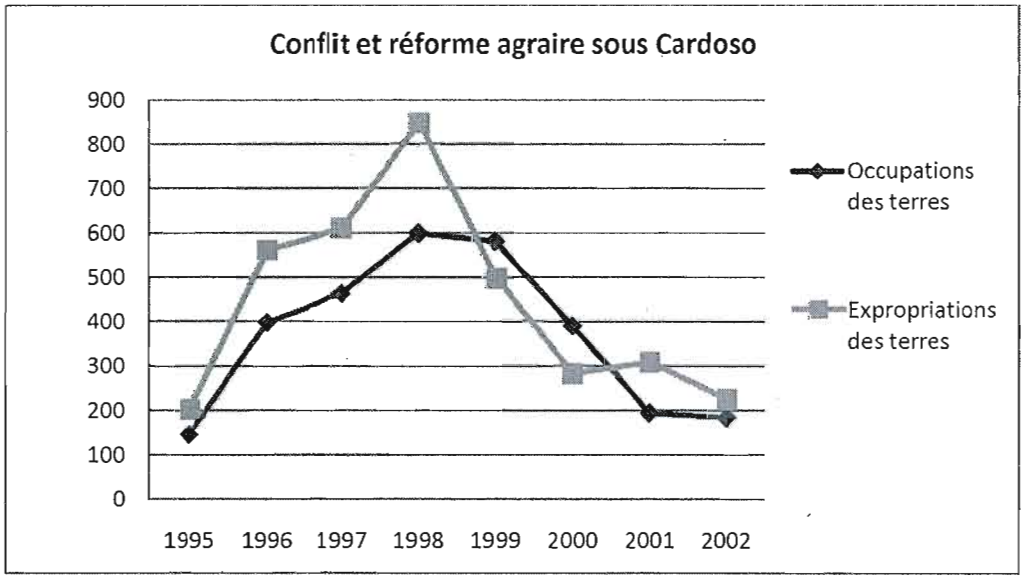
Dans ce contexte, c'est-à-dire celui des obstacles politiques à la réforme agraire mentionnés par Ondetti dans la citation ci-dessus, on aurait pu s'attendre à une violente opposition des groupes de droite, intégrés et financés par de grands propriétaires terriens contre cette initiative du gouvernement Cardoso. Pourtant, la principale opposition à cette politique ne partit pas de la vieille droite agricole du pays, mais de la gauche, justement elle, qui avait pour une de ses bannières la réalisation d'une réforme agraire extensive dans un pays connu pour l'iniquité de sa structure de propriété rurale.

En fait, la question de la réforme agraire et la distribution des terres au Brésil fut le foyer de la confrontation entre le gouvernement Cardoso et les forces associées au PT et aux secteurs à gauche de l'Église catholique au Brésil et ses répercutions furent internationales. À cet égard, si nous examinions les données sur le phénomène de l'occupation des terres par les mouvements sociaux et celles sur les expropriations de terres destinées à la réforme agraire par le gouvernement dans le graphique 4.8 ci-dessous, il serait facile de constater une coïncidence significative entre les deux durant le gouvernement Cardoso. Plus encore, si nous prenions en considération les chiffres des occupations par rapport aux gouvernements antérieurs, illustrés dans le graphique 4.8, nous arriverions à la conclusion inéluctable que les mécanismes de pression utilisés par le MST et ses alliés se sont intensifiés entre 1995 et

[37] Cardoso distribua 5,6 % des terres agricoles au Brésil, favorisant 7,6 % des familles paysannes, ces mêmes chiffres pour la réforme agraire du Guatemala, par exemple, sont de 33,6 % et de 33 % (Ondetti, 2007, p. 20)..

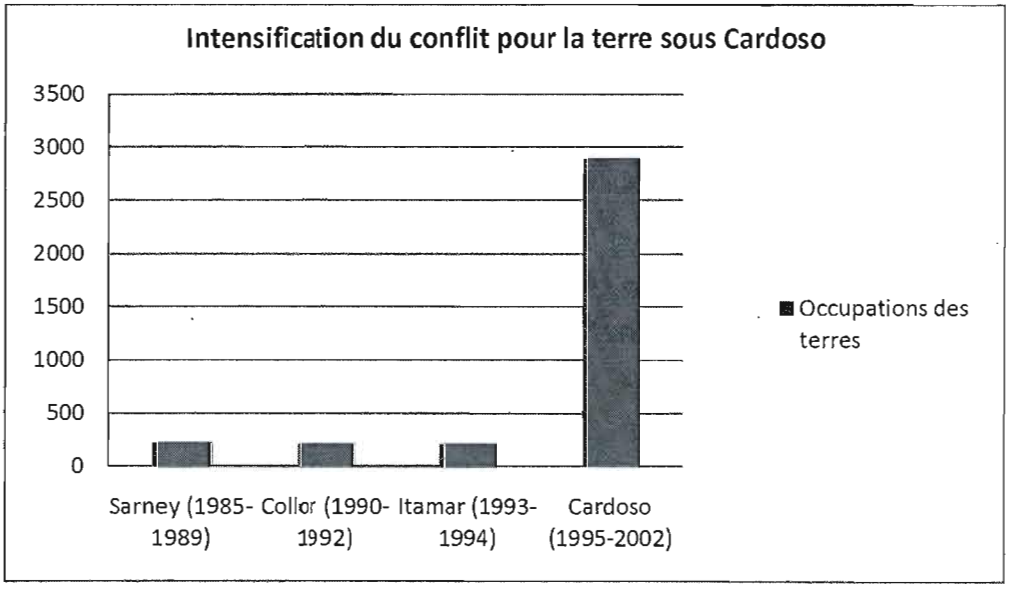
2002, malgré la réforme agraire en train de se réaliser.

**Graphique 4.7**




Sources :*Comissão Pastoral da Terra* (CPT) (occupations, dans http://www.cptnacional.org.br, visité le 21/09/2009) et *Ministério do Desenvolvimento Agrário* (MDA) (annulation de titres, dans http://www.mda.gov.br, visité le 23/09/2009)

**Graphique 4.8**




Source : CPT (http://www.cptnacional.org.br, visité le 21/09/2009)

Selon le chercheur José de Souza Martins, auteur d'un document qui servit de base à la politique de l'Église catholique du Brésil relativement à la question de la terre[38], le PT et le MST décidèrent de faire opposition à la politique de réforme agraire du gouvernement Cardoso, malgré le fait qu'ils « avaient été invités, de façon réitérée, à participer de l'élaboration de la politique agraire d'un gouvernement qui était disposé à viabiliser leurs propositions et à les incorporer largement », préférant à la place « exercer une modalité de contestation agressive adverse à leur propre cause » (2003, p. 168, notre traduction). Certes, cette accusation pourrait être contestée avec l'argument que Martins, en dépit de son expérience et ses qualifications académiques, est quelqu'un qui aurait été trop proche du gouvernement Cardoso pour faire une évaluation neutre de l'opposition du PT/MST à celui-ci[39]. Cependant, Martins fut aussi très proche de l'Église qui, après tout, est la matrice du MST et d'une bonne partie du PT. Martins n'est pas tendre envers l'attitude du PT/MST, mais il met le doigt sur la plaie en révélant la contradiction de l'opposition de ses deux organisations à une politique qui faisait partie de leurs propres revendications. Plus encore, Martins dénonce l'usage politique que le PT aurait fait du MST pour faire une opposition par intermédiation au gouvernement Cardoso.

> En dehors du pouvoir, le PT s'est largement prévalu du MST en tant que pièce de son action pour produire une image négative du gouvernement Fernando Henrique Cardoso, niant et insultant la réforme agraire qui était en exécution. [...] Le PT s'est prévalu encore du MST pour se faire une image de parti de la salvation, orienté par une mystique messianique et même millénariste [...] (ibid. p., 162, notre traduction)

En somme, le PT n'aurait pas compris le caractère non partisan de la réforme agraire, oubliant les intérêts urgents des travailleurs ruraux et adoptant une vision mineure et électoraliste de la question (ibid., p. 169). Cardoso, par contre, aurait compris l'importance

---

[38] Le document en question s'appelle *Igreja e problemas da terra* (1980) et il fut approuvé par la CNBB (*Conferência Nacional dos Bispos do Brasil*), la plus haute autorité de l'Église brésilienne.

[39] Martins fut l'assesseur du gouvernement Cardoso sur la question du travail infantile et esclave au Brésil pendant deux ans (2001-2002).

de ne pas faire de la réforme agraire une politique de parti, mais plutôt une politique d'État, d'autant plus que son propre parti n'était pas très à l'aise avec une réforme agraire étendue (ibid., p. 170). Ce serait d'ailleurs pour cette raison que Cardoso nomma Raul Jungmann, le responsable de la conduite de la réforme agraire, ministre extraordinaire de la Réforme agraire, soumis directement à l'autorité de la présidence, et non pas au ministre de l'Agriculture, une position assujettie aux interférences des partis politiques au Congrès. C'était la manière de distancer tout le processus du jeu de la politique des partis et de vendre l'idée de la réforme agraire comme un problème social ayant besoin d'un traitement « technique ».

Mais cette stratégie ne fonctionna clairement pas, puisque pendant tout leur passage au pouvoir, Cardoso et Jungmann durent faire face à l'opposition systématique du PT et surtout à celle du MST, qui multiplia les invasions et les actions directes qui ébranlèrent l'image publique de ce gouvernement. Maître dans ce genre d'actions, le MST multiplia les « interventions » contre Cardoso et sa réforme agraire, dès le début du premier mandat de celui-ci et culminant avec pas moins de 599 occupations des terres en 1998, justement l'année où le gouvernement émit le plus grand nombre de décrets annulant les titres de propriété de latifundiums pour pouvoir ainsi distribuer leurs terres. Bien évidemment, il y a des observateurs plus sympathiques à la cause du MST qui ne partagent pas la vision de Martins sur ce sujet. L'un d'entre eux (Fernandes, B. M., 2008), affirme que la coïncidence entre les expropriations et les occupations révélerait plutôt la stratégie gagnante du MST et d'autres organisations de forcer la réalisation de la réforme agraire par les occupations. « Sans la lutte pour la terre, point de réforme agraire », nous dit-il (ibid., p. 78). Quoi qu'il en soit, la réalité est que la réforme agraire sous Cardoso se fit sous le signe du conflit permanent.

Comme l'on a pu facilement le voir dans le graphique 4.8 ci-dessus, la coïncidence entre la valse des occupations et les annulations de titres de propriété des terres fut claire pendant tout le gouvernement Cardoso, illustrant peut-être l'effort du PT et du MST de désavouer la réforme agraire de ce gouvernement et leur volonté d'ébranler sa crédibilité. Bien sûr, le MST ne fut pas responsable de toutes les occupations, mais il fut responsable de beaucoup d'entre elles. En fait, selon les données de DATALUTA, le MST aurait été le

responsable de 54,63 % de toutes les occupations des terres dans la période 2000-2007 et ce pourcentage n'aurait vraisemblablement pas été très différent avant cette période[40]. De plus, plusieurs autres organisations qui pratiquèrent des occupations sous le gouvernement Cardoso, comme le *Movimento de Liberação dos Sem Terra* (MLST) et la propre *Comissão Pastoral da Terra*, étaient très proches du MST[41]. Ainsi, le gouvernement Cardoso fut mis constamment en échec par les actions concertées du MST et leurs alliés, surtout parce qu'elles étaient très médiatisées et qu'elles avaient une forte répercussion en dehors du pays, compte tenu du capital de sympathie dont le MST jouissait auprès d'un public international conquis d'avance. Le moindre faux pas du gouvernement aurait pu lui coûter très cher auprès de l'opinion publique internationale, déjà chauffée par les bavures de la police brésilienne que nous avons déjà mentionnées. De plus, les liens entre l'Église et le MST donnaient à ce mouvement un appui à Rome, même si le pape n'était pas particulièrement sympathique aux thèses de la théologie de la libération.

Dans ses mémoires, Fernando Henrique Cardoso affirme que le Pape Jean-Paul II s'intéressait très étroitement à la question agraire au Brésil, mais qu'il craignait les actions du MST appuyées par les secteurs plus radicaux de l'Église brésilienne, ce qui aurait amené des rencontres fréquentes entre le nonce apostolique du Vatican au Brésil et le ministre de la Réforme agraire à l'époque (2006, p. 535-536). Cela est un signe éloquent de l'importance de l'influence de l'église dans le PT et surtout dans le MST lui-même, qui, après tout, fut créé avec le concours fondamental de la *Comissão Pastoral da Terra* (Commission pastorale de la terre – CPT) (Comparato, 2001, p. 114). L'expérience personelle du leader du MST, João Pedro Stédile, ne laisse aucun doute sur ce point[42]. Cette étroite relation entre l'Église et le MST est aussi celle entre le PT et l'Église, qui fut présente dès la création de ce parti en 1980 (Löwy, 2003, p. 82, Mendes, 2004, p. 17). Bien sûr, l'association entre l'Église, le PT et un mouvement social de l'ordre du MST, donnait à la « mouvance PT » un pouvoir de

---

[40] Source : DATALUTA, dans www.fcf.unesp.br/nera

[41] Selon les données de DATALUTA, il y eut entre 14 et 17 mouvements qui occupèrent des terres dans la période 2000-2002, mais il ne fait aucun doute que le MST était le principal.

[42] Dans une interview réalisée de 27 août 1997 et publiée dans la revue *Estudos Avançados* vol. 11 n° 31, Stédile révèle qu'il avait toujours été très catholique depuis son enfance et qu'il était entré dans la *Comissão Pastoral da Terra* en 1978 après que l'Église fit une option pour la théologie de la libération. La *Comissão Pastoral da Terra* du Rio Grande do Sul, qui mena les premières luttes pour la terre lesquelles culminèrent en 1984 avec la création du MST.

mobilisation très grand, un pouvoir capable d'ébranler un gouvernement, comme ce fut le cas pour le gouvernement Cardoso. En fait, le défi le plus grand pour ce gouvernement ne vint pas de l'opposition politique au Congrès, mais de la confrontation avec les mouvements sociaux contrôlés, jusqu'à un certain point, par une mouvance « antinéolibérale » qui s'agglutinait autour du PT. Il est possible que la principale différence entre le gouvernement Cardoso et celui de Lula réside justement dans la relative absence ou l'affaiblissement de ce « front antinéolibéral » aujourd'hui, puisque, même avec une politique macroéconomique très semblable, Lula n'eut pas jusqu'à maintenant à faire face à une opposition aussi serrée et unie de la part des mouvements sociaux.

Mais nous croyons que le plus important à retenir ici est le fait que la réforme agraire mise en œuvre par le gouvernement Cardoso fut l'effort le plus important que le pays connut, de ses origines jusqu'à la fin du XX$^{e}$ siècle, pour corriger la gravissime concentration des propriétés terriennes dans le milieu rural brésilien. Dans ce sens, Cardoso reprit là où un autre président avait été obligé d'arrêter un processus d'inclusion sociale qui allait au-delà des limites de l'inclusion professionnelle varguiste. Comme nous l'avons vu, le coup d'État de 1964 avait mis fin à la tentative de Goulart d'élargir l'inclusion sociale (et politique) vers le milieu rural brésilien, interrompant ainsi le redressement d'une grave injustice héritée du colonialisme et de l'esclavagisme au Brésil. La réforme agraire du gouvernement Cardoso semble avoir été un premier effort important pour faire face à cette injustice séculaire. *Le seul fait que cet effort eut été réalisé en dehors du cadre d'un État national-développementiste et par un gouvernement qui ne fut vraisemblablement pas populiste devrait soulever des questions concernant la nécessité de la liaison historique entre l'inclusion sociale et le populisme en Amérique latine.*

Finalement, nous devons considérer aussi que si Cardoso fut capable de toucher sérieusement à la vieille structure de la propriété agricole au Brésil, cela serait possiblement une indication du déclin du pouvoir de l'ancienne oligarchie agricole au pays. Nous utilisons ici l'adjectif « ancienne » pour ne pas confondre la grande propriété terrienne traditionnelle, très peu productive, et l'*agrobusiness* moderne, très productif et très bien intégré à l'économie mondialisée. La réforme agraire de Cardoso toucha la première, mais pas la seconde. Les propriétés productives ne furent jamais envisagées en tant que cibles d'une

réforme agraire. Ainsi, l'hégémonie de l'oligarchie agricole héritière de l'esclavagisme et des grands latifundiums traditionnels peut être vue comme définitivement brisée, mais l'influence politique de l'économie capitaliste rurale, des entrepreneurs de l'éthanol et d'autres produits exportés, est, bien sûr, très considérable [43].

### 4.6 La politique extérieure du gouvernement Cardoso

Un autre aspect important de la gestion de Cardoso qui, à notre avis, s'inscrit dans le phénomène de la mutation de l'État, fut sa politique extérieure. Cette politique extérieure émergea dans une période de crise où le paradigme de la politique extérieure qui accompagnait le développementalisme basé sur le modèle de substitutions d'importations prit fin. Ce paradigme avait été le *globalisme*, lequel prônait une politique extérieure indépendante, caractérisée par la diversité des relations du Brésil avec l'extérieur pour maximiser son influence et sa capacité de négociation (Cerqueira, 2005, p. 48). Dans le vide laissé par ce paradigme et par la stratégie nationaliste des substitutions d'importations, la politique extérieure brésilienne adopta durant le premier gouvernement Cardoso une diplomatie « présidentielle ». C'est-à-dire une politique internationale très active, basée en partie sur les nombreux voyages internationaux du président lui-même. L'idée aurait été de promouvoir à l'extérieur du pays les changements internes menés à partir du *Plano Real* ou, en d'autres mots, de vendre l'image d'un pays stabilisé et ouvert aux affaires et aussi de profiter du prestige d'un président très connu dans le monde pour promouvoir les intérêts brésiliens (ibid., p. 54-58).

En fait, Cardoso fut le premier président brésilien à voyager fréquemment en dehors du pays. Il partit du pays pas moins de 92 fois pour réaliser 150 voyages officiels, ce qui constitua un record absolu. Avant Cardoso, les voyages présidentiels étaient rares et même rarissimes. Dans la *República Velha*, un seul président, Campos Salles, réalisa une visite à l'extérieur du pays, pendant que tous les autres ne sortirent jamais du Brésil. Vargas ne le fit que rapidement deux fois et même Juscelino Kubitschek, le président moderne par

[43] Il existe au Congrès un groupe très puissant appelé « Bancada Ruralista » ou « Front ruraliste » qui beaucoup d'influence dans les décisions concernant les politiques agricoles au Brésil.

excellence, ne fit que deux voyages dans d'autres pays pendant sa période présidentielle[44]. Bien évidemment, l'augmentation vertigineuse des voyages du chef d'État ou du gouvernement n'est pas un phénomène brésilien, mais international, et il pourrait être lié au besoin d'entamer des nouvelles ou de renforcer d'anciennes relations commerciales et politiques dans le cadre des bouleversements suscités par la mondialisation.

Bien sûr, en ce qui concerne le Brésil, cette stratégie d'une diplomatie présidentielle d'affaires s'ajusterait plutôt à la vague néolibérale, qui avait frappé le sous-continent sud-américain dans les années 1990 qu'au nationalisme « néodéveloppementiste » de la politique extérieure de Lula, mais selon certains auteurs (Cervo et Bueno, 2002), la politique extérieure du deuxième gouvernement Cardoso fut différente de celle de son premier gouvernement. La première était ajustée à une conception de l'État dit « normal », nommé ainsi par Domingo Cavallo, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Argentine (ibid., p. 457), où l'État est vu de façon libérale, c'est-à-dire comme un État qui doit être minimal pour ne pas gêner le progrès économique; la deuxième était ajustée à un État dit « logistique », c'est-à-dire un État « qui renforce le centre national, transférant à la société des responsabilités d'entrepreneuriat et l'aidant à agir à l'extérieur, pour équilibrer les avantages de l'interdépendance par un type d'insertion mature dans le monde mondialisé » (ibid., p. 457, notre traduction). Alors, il y aurait eu deux périodes distinctes du gouvernement Cardoso, une plutôt néolibérale, d'ouverture des marchés et de réduction de la taille et des fonctions de l'État, et une autre plutôt nationaliste, avec une ouverture vers l'extérieur plus mesurée et avec une action vers l'intérieur moins antiétatique.

Il y a cependant une autre interprétation sur la politique extérieure de la période Cardoso qui voit cette politique, depuis son début, comme une unité et non pas comme deux moments contradictoires au sein d'une même administration. Selon cette interprétation, la politique étrangère de Cardoso cherchait à s'adapter à la mondialisation et à l'inévitabilité d'une plus grande interdépendance entre les États. Si auparavant, la diplomatie brésilienne se basait sur le principe de l'autonomie par la distance, qui était le complément diplomatique à la politique économique de substitutions d'importations, l'arrivée de Cardoso à la présidence

[44] Source des données sur les voyages : *A Nova Democracia, 13 de Agosto de 2009*, disponible dans www.anovademocracia.com.br

marqua une inversion fondamentale de cette ancienne politique. Ainsi, de *l'autonomie par la distance*, le Brésil serait passé à la recherche de *l'autonomie par l'intégration* (Vigevani, Oliveira et Cintra, 2003, p. 31-32). Cela voulait dire que le pays devrait dorénavant chercher du pouvoir, du prestige et même du développement en se projetant sur la scène internationale, au lieu de se replier sur lui-même et se développer *intra-muros*. Dans la pratique, cela signifia, comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre précédent, un fort compromis avec le Mercosul pour bâtir un marché régional qui servirait d'entrée en douce dans la compétition sur le marché international, et aussi d'adhésion ou d'activité plus intense dans les organismes internationaux (ibid., p. 34-35).

Cette vision des choses est confirmée par l'ambassadeur Luiz Felipe Lampreia, qui fut le ministre des Affaires étrangères pendant presque tout le gouvernement Cardoso. Selon lui, la politique extérieure du gouvernement Cardoso serait une réponse au moment historique international caractérisé par la mondialisation, avec, entre autres nouveautés, « une forte tendance à l'organisation par régions de l'espace économique mondial », une « plus grande influence du milieu international, des règles, des traités et des régimes multilatéraux régionaux dans le quotidien des pays et des gens » et « une plus forte restriction à l'autonomie de décision des autorités nationales » (1998, p. 5-6, notre traduction). Dans ces circonstances, « les temps de l'isolationnisme et de l'autosuffisance sont finis » et « ni une plus grande autonomie, ni une augmentation de notre capacité d'influence ne pourront être conquises par l'isolationnisme ou par la prétendue autosuffisance » (ibid., p.8-9, notre traduction). Ces déclarations révèlent une réflexion dans le ministère des Affaires étrangères du Brésil sur la manière dont la mondialisation aurait affecté l'autonomie de l'État conduisant à une nouvelle manière de promouvoir le développement par la construction d'un marché régional et la projection du pays sur la scène internationale. Peut-être pourrions-nous même parler d'un transformationnalisme étatique. Après tout, l'« autonomie par l'intégration » correspond de très près à la notion d'une « souveraineté centrifuge » que nous avons commentée antérieurement dans le chapitre sur la mondialisation.

Les discours de Cardoso qui traitent de la politique extérieure de son gouvernement sont aussi révélateurs d'une réflexion sur le thème de la mondialisation et les conséquences de celle-ci sur la souveraineté nationale, ainsi que sur la forme de développement et sur le

combat à la pauvreté et l'exclusion. Lors de ses voyages à l'extérieur, Cardoso était souvent invité à proférer des discours et des conférences sur les questions internationales et dans ces occasions, il en profitait pour décrire sa vision du processus de mondialisation, justement à un moment où le débat sur ce phénomène commençait à faire rage. En tant que président et sociologue d'envergure spécialisé dans les questions du développement et de la démocratie, Cardoso offrait une vision très structurée et très informée du monde contemporain où les questions politiques se mélangeaient sans rupture à des questions théoriques.

Ainsi, Cardoso n'avait aucune difficulté à décrire comment la mondialisation aurait changé et affecté les souverainetés nationales. Pour lui « la mondialisation signifie que les variables externes ont une influence croissante dans les agendas domestiques, réduisant ainsi l'espace disponible pour les choix nationaux ». Économiquement, cela aurait provoqué un changement radical de « [...] l'accent de l'action gouvernementale, qui maintenant est dirigée presque exclusivement pour donner aux économies nationales les conditions structurelles de compétition dans une échelle globale » (Conférence à New Delhi, 26/01/96, notre traduction).

Mais les raisons de ce déclin relatif de la souveraineté étatique et le besoin de diriger l'économie et les efforts développementistes au-delà du marché domestique sont aussi expliqués théoriquement.

> Quand Enzo Faletto et moi travaillions dans la construction de la Théorie de la Dépendance, la base du développement à la périphérie du capitalisme, spécialement en Amérique latine, était l'internationalisation des marchés. Cependant, à ce moment-là, un autre phénomène était en train de se dessiner, mais il était encore difficile de l'apercevoir dans tous ses aspects sous l'optique conceptuelle des années 1960 : de façon concomitante à l'internationalisation des marchés, ce qui était en train de se produire, dans l'Amérique latine et dans l'occident développé, c'était l'internationalisation de la production [...] (Conférence à Mexico, 20/02/96, notre traduction)

De cette manière, Cardoso introduit dans son discours le même thème du changement de la production capitaliste au niveau international, cher à des analystes tels que Sklair et

Castells dans leur traitement de la question de la mondialisation, approchant sa pensée, qui est celle d'un chef d'État, à celle des « transformationalistes de la mondialisation ». Le discours politique et le discours académique se confondent… et se complètent aussi puisque l'analyse théorique a des conséquences directes sur les options politiques. En ce qui concerne la politique économique, l'internationalisation de la production (une des conséquences du capitalisme informatisé) aurait sonné le glas pour tous les anciens projets de développement par la substitution des importations, dont « l'épuisement se produisit à la base par le fait que le contenu national de la majorité des biens diminua et que les phases de leurs productions s'internationalisèrent » (ibid., notre traduction). Puisque la production domestique est elle-même internationalisée, nous dit Cardoso, mettre des tarifs à l'importation ne ferait que nuire à la production nationale.

Plus intéressantes encore, sont les parties proprement politiques de ce discours académico-politique. Ici, Cardoso dénonce le fait que les élites internationales ne voient pas les inégalités et l'exclusion sociale créées par la mondialisation comme un phénomène historique, mais plutôt comme le résultat de l'incapacité des « perdants » de la mondialisation à s'adapter à la nouvelle situation internationale. « Ce déclin de l'explication, économique, sociologique, historique ou éthique de l'inégalité – nous dit Cardoso – amène à la croissance de l'indifférence et de l'intolérance en ce qui concerne les 'perdants', qui sont vus comme les seules responsables de leur propre retard » (ibid., notre traduction). De cette manière, cette vision mène à la perversion de considérer les inégalités et les exclusions comme des données « naturelles », évacuant toute notion « de solidarité, de protection des faibles et des laissés pour compte ». Par conséquent, poursuit Cardoso, le défi pour palier les problèmes de la mondialisation, il serait « indispensable de renouer avec des valeurs communautaires et de recréer une *éthique de la solidarité* », même si cela n'est pas une tâche facile considérant qu'il faudrait « réorganiser les instruments et les institutions qui ont la capacité de traiter l'inégalité et l'exclusion » (ibid., notre traduction). Alors, Cardoso semble se rapprocher de l'idée de la nécessité d'un nouveau « cosmopolitisme » qui pourrait nous conduire à une nouvelle régulation solidaire pour nous sortir du « vide éthique que l'idolâtrie du marché a généré » (ibid., notre traduction).

Après avoir lu les opinions de Lampreia et de Cardoso lui-même, nous pourrions dire

sans exagération que la politique extérieure de Cardoso, telle que décrite par ses principaux acteurs, constitue dans une certaine mesure une traduction de la vision des analystes « transformationalistes » de la mondialisation. À certains moments, on croirait lire des extraits de Giddens, de Castells ou de Beck sur le sujet. Cette proximité ne saurait pas être complètement accidentelle. Elle pourrait être, du moins en partie, le résultat de l'assimilation ou de l'extension au niveau étatique du débat académique sur la mondialisation que nous avons décrit au chapitre antérieur. Bien évidemment, seulement une analyse plus systématique du discours de Cardoso pourrait confirmer ou infirmer cet apparent penchant pour une vision quelque peu « altermondialiste » de l'ordre économique.

Toutefois, indépendamment d'une l'analyse du discours plus pointue, la politique extérieure du gouvernement Cardoso pourrait être considérée comme la première à être adaptée à l'ère de la mondialisation et au changement de paradigme étatique qui aurait sorti le Brésil du national-développementalisme pour l'amener à un État plus « centrifuge » qu'auparavant, c'est-à-dire un État qui doit promouvoir le développement et défendre les intérêts nationaux dans l'arène internationale. Ce fut dans la présidence de Cardoso, que le « néodéveloppementalisme » se serait implanté au Brésil, faisant de la politique extérieure un instrument de choix pour le développement national.

### 4.7 La politique économique du gouvernement Cardoso

La pensée derrière la politique économique du gouvernement Cardoso a déjà été décrite comme un « interdépendantisme » issu d'une évaluation réaliste du processus de mondialisation (Abu-El-Haju, 2007, p. 95). Pour ces « interdépendantistes réalistes », la politique des substitutions d'importations avait protégé la bourgeoisie nationale de toute compétition pour le marché domestique, ce qui aurait permis dans un premier moment la construction d'une industrie domestique robuste. Cependant, cette même politique aurait empêché l'augmentation de la productivité de l'industrie nationale dans l'absence du besoin d'investir dans l'innovation technologique, amenant ce secteur à la stagnation et à des retours financiers toujours moins importants. Pour pallier ce problème et pour inaugurer une nouvelle ère de développement national, ces économistes recommandaient une ouverture de

l'économie nationale vers l'extérieur, afin que les compagnies multinationales étrangères puissent amener au Brésil de nouvelles technologies plus compétitives, et cela, même s'ils étaient critiques de la vision néolibérale qui accompagnait souvent les propositions antiprotectionnistes (ibid., p. 95-96).

Pour Winston Fritsch et Gustavo Franco, les deux principaux représentants de cette tendance qui était très proche du PSDB de Cardoso, la nouvelle stratégie de développement du Brésil se basait sur la croissance accélérée de la production industrielle, et celle-ci était possible seulement par l'augmentation de la productivité industrielle apportée par l'investissement direct étranger (1989, p. 5). Fritsch et Franco en étaient arrivés à cette conclusion par l'examen des mutations dans la production industrielle mondiale des dernières années. En observant les exportations des *newly industrialized countries* (NICs) en Asie, ces auteurs avaient remarqué que celles-ci étaient caractérisées, dans un premier moment, par un taux peu élevé de contenu technologique, pour ensuite passer à des produits technologiquement plus sophistiqués. Par un processus d'imitation et de graduation, des pays comme Taiwan, la Corée du Sud et d'autres avaient réussi à s'industrialiser sans rester coincés dans une situation où ils n'étaient que des fournisseurs d'une main-d'œuvre bon marché pour la production de marchandises avec peu de valeur ajoutée (ibid., p.13-17). Alors, ci les pays asiatiques avaient réussi à faire cela, il n'y avait aucune raison de croire que le Brésil, avec son parc industriel très développé, son marché domestique important et sa main-d'œuvre abondante et relativement bon marché, ne pourrait faire la même chose. La mondialisation avait délocalisé une partie de l'industrie du Nord dans le Sud et le Brésil était un candidat fort pour recevoir ce genre d'investissement pour moderniser son parc industriel et pour ramener le pays à la croissance, même si le pays n'allait recevoir, dans un premier moment, que des technologies qui étaient un pas en arrière de celles des industries des pays développés. Dans les mots très colorés de ces auteurs :

> Il s'agit, par conséquent, dans la pire des hypothèses, *de monter dans le tramway du progrès technologique, mais en s'asseyant sur le banc arrière.* Poursuivie de façon soutenue, cette stratégie était à même de permettre éventuellement un saut vers la frontière des nouvelles technologies, comme ce fut le cas au Japon. (ibid., p. 17, notre

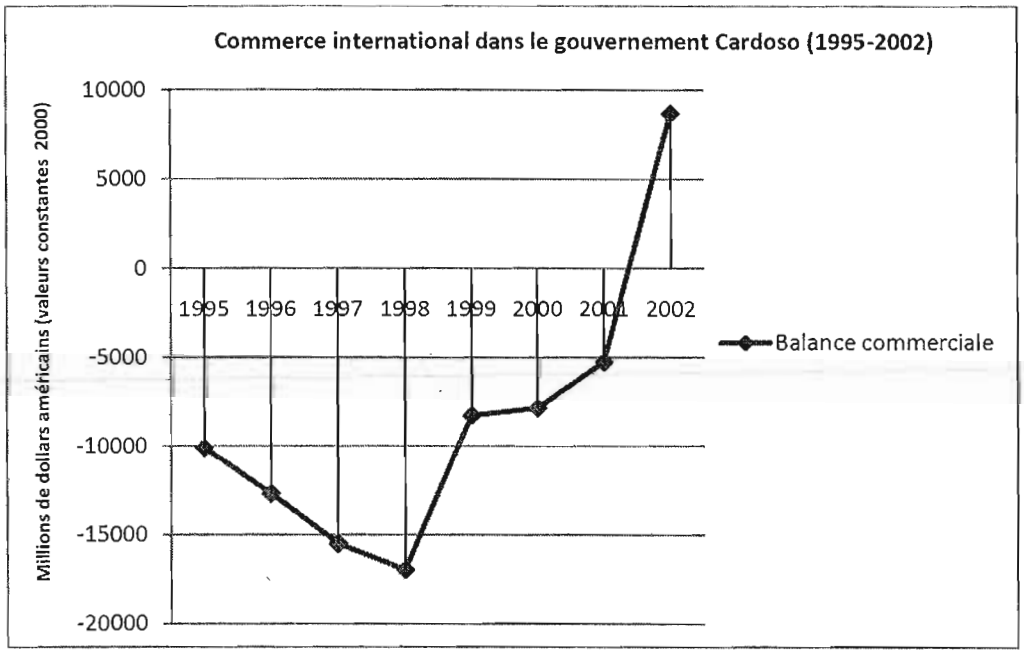
traduction, nos italiques)

De cette manière, des économistes qui allaient contribuer à dessiner la politique économique de Cardoso (Franco, fut Président de la *Banque centrale* brésilienne sous Cardoso, un poste de grande importance) voyaient l'insertion du pays dans le processus de mondialisation en cours comme une nouvelle stratégie nationale de développement. C'est sous ce prisme que nous pouvons comprendre en partie la politique « néolibérale » de Cardoso pour le développement du pays. L'ouverture du marché domestique aux investissements externes devrait, dans leur croyance optimiste et peut-être un peu naïve, permettre au Brésil de renouer avec le progrès et la croissance économique. Malheureusement, cette ouverture n'a pas permis au Brésil d'atteindre un nouveau seuil de développement industriel et technologique. Les investissements directs étrangers (IDEs) se firent non pas dans le domaine de la production industrielle, mais dans le secteur du capital financier, favorisant plutôt des bulles spéculatives nourries par un taux d'intérêt élevé et qui n'étaient pas du tout compatibles avec le rêve d'une économie industrielle revigorée. Complètement obnubilé par le besoin de contrôler l'inflation, dont la réussite lui avait, après tout, ouvert les portes du pouvoir, le gouvernement Cardoso se trouva impuissant face au taux d'intérêt que cette politique exigeait et qui en fait désindustrialisait le pays. Ainsi, au lieu de promouvoir une politique de développement robuste, le Brésil tomba dans le piège du Plan Brady et du « deuxième consensus de Washington », tel que dénoncé par Bresser-Pereira lui-même, comme nous l'avons mentionné à la fin du chapitre 3 de cette thèse.

Pour tout dire, si le contrôle de l'inflation fut un énorme succès du gouvernement Cardoso, nous ne pourrions pas dire la même chose sur le reste de sa politique économique. L'obsession du contrôle des prix qui lui donna initialement un grand dividende politique, fut aussi la raison d'une mauvaise performance économique qui finit par lui coûter la popularité permise par le Plan Réal. La peur d'un retour de l'inflation dans un système d'ancrage de la monnaie nationale à une monnaie étrangère amena à une politique de taux de change très élevé pendant tout son premier mandat, ce qui empêcha que les exportations brésiliennes gagnent du terrain. Aussi, ce besoin d'éviter le retour de l'inflation ainsi que le besoin de maintenir un climat propice aux investissements financiers étrangers face à une dette

extérieure très importante (que nous avons décrit au chapitre antérieur) fit en sorte que les taux d'intérêt, eux aussi, restèrent très élevés tout au long du gouvernement Cardoso, ce qui fut un désastre pour les finances publiques. De cette manière, le prix à payer pour une inflation maîtrisée fut l'instabilité macroéconomique, ce qui amène certains à décrire le premier mandat de Cardoso comme « une période de stabilisation avec un déséquilibre » (Oliveira et Turolla, 2003, p. 197). Et, en fait, les déséquilibres du premier mandat se sont prolongés dans le second, jusqu'à un certain point.

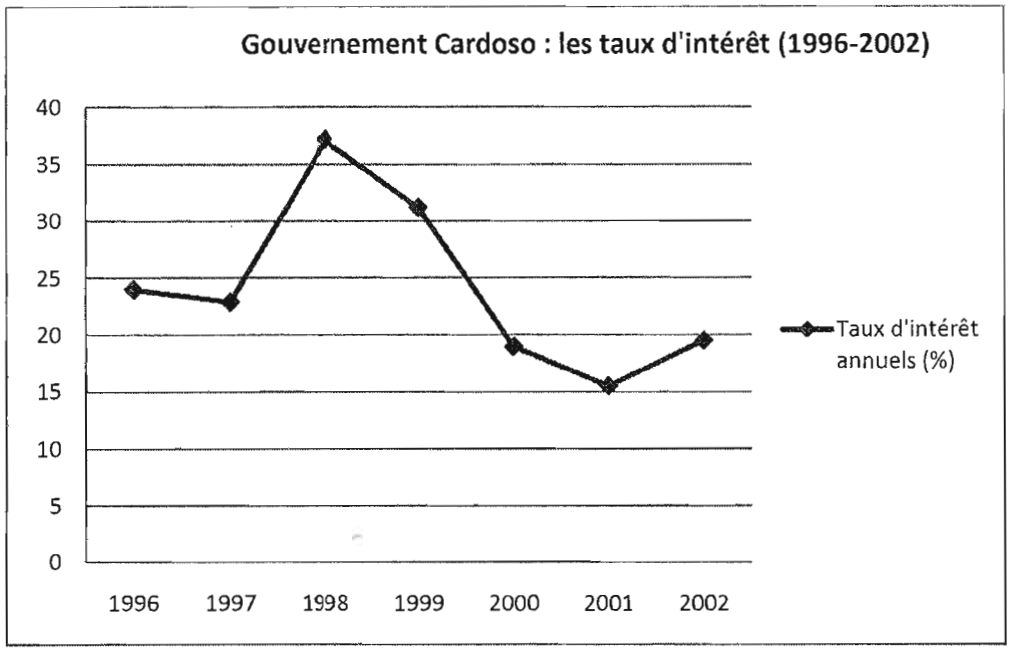
**Graphique 4.9**




Source : CEPALC (*Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean* – 2007, tableau 2.2.1.14)

Il est évident dans le graphique ci-dessus que les exportations brésiliennes furent nettement inférieures aux importations durant presque tout le gouvernement Cardoso, sauf dans sa dernière année. À son tour, la balance commerciale négative exigeait des taux d'intérêt faramineux pour attirer les investissements financiers étrangers directs et redresser ainsi ce déséquilibre.

**Graphique 4.10**




Source : BCB (*Boletins do Banco Central, janeiro 2003, janeiro 2000, fevereiro 1999* et *fevereiro 1997*, disponibles dans http://www.bcb.gov.br – visité le 20/10/2009 - taux d'intérêt en janvier de chaque année)

Les taux d'intérêt représentés ci-dessus étaient les plus élevés du monde à l'époque. En mars 1999, le taux d'intérêt de la Banque centrale brésilienne atteignit 44,95 % par an, ce qui constitue un record difficile à briser même dans un pays connu pour ses taux d'intérêt ahurissants. Le résultat le plus direct et le plus néfaste de cette politique fut l'augmentation explosive de la dette intérieure du Brésil, gonflée par le taux directeur de la Banque centrale. Ainsi, la dette intérieure qui était de 108,6 milliards de réaux en janvier 1995 s'éleva à 328,7 milliards de réaux en 1998, une augmentation de 202,63 % en quatre ans! Dans la même période, la dette nette du secteur public passa de 20,77 % à 35,53 % du PIB du pays[45].

En résumé, les choses allaient mal dans le premier mandat de Cardoso, mais, malgré cela, le gouvernement ne changea pas sa politique de survalorisation du réal qui était à la base de la mauvaise performance économique du pays. Cardoso fut accusé de pratiquer « un

[45] Données dans Couto et Abrucio, 2003, p. 281

populisme de taux de change », puisque la valeur élevée de la monnaie nationale favorisait la consommation de la classe moyenne et les voyages à l'extérieur, ce qui rendait le gouvernement très populaire auprès de ce secteur de la société brésilienne.

Mais la fête de la classe moyenne devrait finit un jour, ce qui fut fait une fois Cardoso réélu en novembre 1998. Le pays ne pouvait plus avoir une monnaie qui avait une valeur égale à celle du dollar américain s'il voulait recommencer à exporter et à réduire le taux d'intérêt qui le handicapait. De plus, la crise asiatique qui sévissait à l'époque avait provoqué une fuite majeure de capitaux au Brésil, entrainant une augmentation automatique des taux d'intérêt et suscitant un déficit de la balance de paiement encore plus élevé. Le modèle adopté ne tenait plus. Alors, au début de son deuxième mandat, Cardoso prit la décision d'en finir avec le régime d'un taux de change fixe lié au dollar américain et laisser la valeur du réal être ajustée par le marché financier, malgré la peur d'un possible retour de l'inflation. De plus, le gouvernement introduisit une politique de génération d'un surplus budgétaire pour pouvoir honorer la dette publique. Ces changements furent bénéfiques pour le pays, l'inflation ne revint pas et le taux de change fut beaucoup plus avantageux, créant les conditions pour que le pays recommence à exporter. Toutefois, ces changements ne firent pas de Cardoso un président populaire. La valeur du réal tomba rapidement ainsi que la consommation effrénée de la classe moyenne qui avait adoré la période d'une monnaie nationale extrêmement forte. Plus encore, le pays fut affecté par de nouvelles crises pendant le deuxième mandat de Cardoso. En 2000, il y eut la crise de la panne d'électricité au niveau national, provoquée par le manque de pluies et la conséquente baisse du niveau des réservoirs hydroélectriques brésiliens, ce qui ne contribua pas à la performance économique du pays ni à la popularité du gouvernement. En 2001, il y eut la crise argentine et le ralentissement de l'économie nord-américaine qui affectèrent négativement le climat économique au Brésil. Enfin, en 2002, les incertitudes quant à la succession de Cardoso ne contribuèrent pas non plus à une performance économique très bonne. Néanmoins, à la fin du deuxième mandat de Cardoso, le pays montra une stabilité économique remarquable si comparée aux années précédentes. Il résistait mieux aux chocs externes et il avait une croissance économique stable, même si celle-ci était faible.

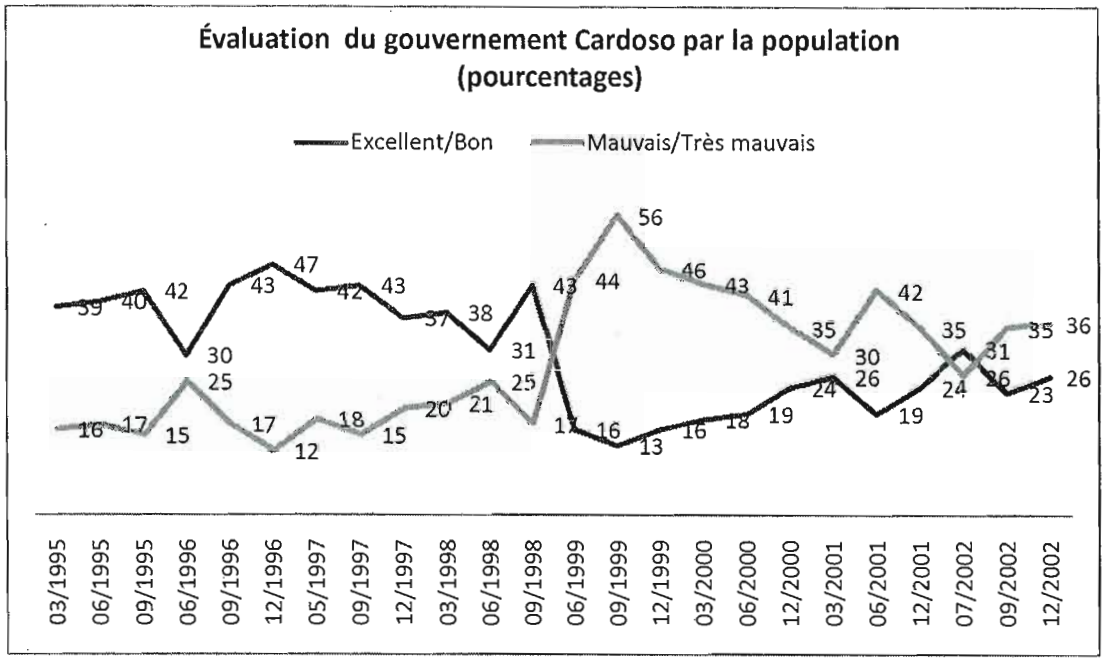
En conclusion, le gouvernement Cardoso réussit à contrôler le fléau de l'inflation et il

lança les bases d'une stabilité économique pour le pays, mais il échoua dans la tentative cruciale de relancer la croissance économique à laquelle les Brésiliens s'attendaient. Dans les deux mandats de Cardoso, la croissance du PIB brésilien fut inférieure à la croissance mondiale et très inférieure à la croissance des pays en développement (incluant ici la Chine). Pire encore, dans le premier mandat la croissance nationale fut inférieure à celle de l'Amérique latine. Pour tout dire, le développement ne fut pas au rendez-vous. La tentative de trouver une nouvelle insertion du pays dans l'économie mondiale capable de l'amener à la prospérité échoua et les premières années du « néodéveloppementalisme » furent maigres. Certes, il y eut des raisons externes pour cela, mais l'opinion publique le jugea pour les résultats concrets. Adoré au début de son gouvernement, Cardoso finit son deuxième mandat avec une popularité très chancelante. En fait, presque tout au long de son deuxième mandat, la popularité de Cardoso l'abandonna, contrairement à ce qui s'était passé pendant son premier mandat, et les opinions négatives sur son gouvernement prédominèrent nettement sur les positives (voir graphique 4.11 ci-dessous).

Plus encore, cette baisse de popularité se traduisit politiquement par une désertion de sa « base d'appui » au Congrès. Son parti, le PSDB, qui avait 99 députés à la chambre fédérale après les élections de 1998, s'est vu réduit à seulement 70 avant les élections de 2002[46]. Les rats commençaient à abandonner le navire.

[46] Données de *Câmara dos Deputados* (www.camara.go.br). Une pratique courante des députés brésiliens consiste à changer de parti avant les élections pour augmenter leurs changes de réélection.

**Graphique 4.11**




Source : Datafolha (http://datafolha.folha.uol.com.br/po/ver_po.php?session=21, visité le 01/10/2010)

Bien sûr, l'économie morose du pays ne fut pas la seule raison de son manque de popularité final, loin de là, la crise du manque d'électricité ainsi que les changements des régimes de retraite et certaines privatisations laissèrent aussi leur goût amer dans certains secteurs de la population. Même les chefs d'entreprises, qui pourtant devraient être les plus contents de la politique pro-marché de Cardoso, se plaignaient à la fin du premier mandat de celui-ci concernant le fait que la politique d'ouverture vers le marché international avait provoqué une « dénationalisation » de l'économie brésilienne, menant beaucoup d'entreprises locales à la faillite et « désindustrialisant » le pays (Diniz et Boschi, 2003). Pour le deuxième mandat, ils voudraient une politique économique plus nationaliste et plus développementiste que celle qui avait caractérisée le gouvernement Cardoso jusqu'à 1998 (ibid., 25). Certes, comme nous l'avons commenté ci-dessus, Cardoso essaya de corriger le tir de sa politique économique dans son deuxième mandat et il eut un certain succès dans ses dernières années à la présidence. Cependant, il reste l'ironie que le grand théoricien de la dépendance, qui avait toujours cru que le développement était possible pour les pays comme

le Brésil dans le cadre du capitalisme international, n'avait pas été en mesure de démontrer que l'optimisme de sa pensée était justifié. Il avait apporté, enfin, la tranquillité après des années de chaos économique, mais pas la prospérité. Le « pays du futur » avait recommencé à voir la lumière au bout du tunnel, mais le tunnel semblait encore très long.

### 4.8 Conclusions sur le gouvernement Cardoso

En résumé, que pourrions-nous dire de toute l'administration Cardoso? Fut-elle « néolibérale », comme le croient certains, ou fut-elle quelque chose de différent, tel un projet social-démocrate sud-américain ou périphérique dans une époque de mondialisation? Fut-elle plus « antipatrimoniale » que « néolibérale », ou fut-elle un mélange des deux?

Nous croyons qu'un bilan juste de la période Cardoso au pouvoir ne devrait pas utiliser l'adjectif « néolibéral » sans d'autres considérations que celle de décrire ce que fut son gouvernement. Certes, une des caractéristiques principales de son gouvernement, sinon la principale, fut la mise en question du développementalisme étatique qui avait été hégémonique dès les années 1930 au Brésil. En fait, nous pourrions dire que le « gétulisme » ou le « varguisme » est mort avec l'arrivée de Cardoso au pouvoir (ou peut-être même avant, avec l'arrivée de Collor). Toutefois, comme nous l'avons vu, l'assaut à l'État centralisateur de Vargas de la part du gouvernement Cardoso n'aurait pas été motivé seulement par des raisons liées à la défense du libre marché et de l'État minimum, mais aussi, et peut-être principalement, par une vision nouvelle sur comment organiser l'État pour qu'il n'étouffe plus les forces vives de la société civile et pour qu'il soit capable de conduire le pays à nouveau vers le développement. De cette manière, il semble qu'il y aurait eu aussi la mise en question d'une chose plus profonde au Brésil qui n'a rien à voir avec la vague néolibérale qui avait englouti le continent dans les années 1990 et qui concerne la façon de concevoir la citoyenneté ainsi que la façon d'utiliser les ressources de l'État pour la défendre, et plus encore la façon de promouvoir le développement du pays dans un contexte d'un capitalisme avec un processus de production mondialisé. Concrètement, il y aurait eu des actions du gouvernement Cardoso qui prouveraient que celui-ci n'était pas tout à fait aligné idéologiquement avec ceux qui proposaient un État minimum et un « libre marché ».

Comme nous croyons l'avoir démontré, le gouvernement Cardoso augmenta les dépenses sociales de l'État brésilien et il mit en œuvre une série de programmes qui cherchaient à élargir l'inclusion sociale au Brésil. Plus encore, la réforme agraire réalisée par le gouvernement Cardoso dépassa largement tout ce qui avait été fait au pays à ce sujet auparavant. Ces deux exemples suffiraient à mettre sérieusement en doute toute classification du gouvernement Cardoso comme étant simplement « néolibéral ». En fait, ces actions du gouvernement Cardoso auraient constitué plutôt une réponse à l'idée que le développement économique devait se faire avant la distribution des richesses, une idée qu'avait préconisée le gouvernement de la dictature militaire des années auparavant. Ainsi, comme une réponse à la droite et non pas comme une affirmation des politiques néolibérales, cette nouvelle attitude affirmait le droit de tous aux retombées du développement économique et elle n'acceptait plus l'exclusion sociale et économique au pays. Sur ce point, est parfaitement juste l'affirmation d'Alain Rouquié du fait que «...il existe au Brésil depuis la fin des années quatre-vingt-dix un consensus, impensable à l'époque de Kubitschek ou sous les militaires, sur la nécessité impérieuse de mettre fin au dualisme du pays et d'en corriger les injustices » (2006, p. 161). Plus subtilement, mais cette fois comme une réponse à la gauche révolutionnaire, la mise en place des programmes sociaux aurait défié la vieille notion selon laquelle la résolution des problèmes sociaux passait nécessairement et uniquement par l'implantation d'un régime socialiste au pays et que, en l'absence de celui-ci, toute mesure adoptée ne serait que palliative et destinée en dernière instance à l'échec. Ainsi, l'implantation des programmes sociaux constituerait la preuve incarnée de la possibilité d'une alternative social-démocrate à la gauche plus traditionnelle au Brésil.

Il y aurait aussi des raisons de croire qu'à un niveau plus profond qui atteint la culture brésilienne, l'attaque réalisée par Cardoso aux dépenses étatiques (continuée dans une certaine mesure par Lula) aurait touché aussi aux privilèges de ceux qui, héritage patrimonialiste oblige, se croiraient dans le droit de recevoir les ressources très généreuses de l'État. Rien n'illustre mieux cela que les difficultés que Cardoso trouva sur son chemin pour implanter une réforme de la sécurité sociale qui finisse avec les distorsions incompréhensibles profitant aux plus nantis dans la fonction publique.

Finalement, nous devons aussi considérer que toutes les actions du gouvernement

Cardoso en ce qui concerne la réforme de l'État brésilien s'inséraient dans une stratégie de développement national. Cardoso et les économistes « interdépendantistes » que nous avons mentionnés ci-dessus voulaient vraisemblablement renouer avec la croissance économique par une nouvelle insertion dans l'économie de marché internationale. Ce fut une nouvelle manière de penser le développement qui abandonna la substitution d'importations comme moteur principal, mais elle ne fut pas pour autant nécessairement moins développementiste que les autres. D'ailleurs, comme nous l'avons vu lors de l'examen de l'œuvre de Cardoso lui-même, le « développement dépendant » avec une insertion dans l'économie internationale fut une possibilité qu'il n'écarta pas, contrairement aux théoriciens « durs » de la dépendance.

Bien évidemment, une analyse systématique du discours du président Cardoso pourra aider à confirmer ou à infirmer le bilan de sa présidence à ce sujet, mais nous pensons qu'il serait très surprenant que le discours présidentiel soit en contradiction frontale avec les actions concrètes de son gouvernement.

Mais le point le plus important que nous avons essayé de souligner dans ce compte rendu du gouvernement Cardoso fut le fait qu'il aurait implanté avec un relatif succès un nouveau modèle d'État au pays. Un modèle qui en aurait fini une fois pour toutes avec celui de Vargas et qui serait caractérisé par un retrait des activités économiques de l'État et aussi par une régulation plus soutenue en ce qui concerne les actions sociales de ce dernier, d'où l'aspect qui peut sembler un peu paradoxal à certains de ce nouveau *modus operandi* étatique. Peut-être que certaines analyses qui voient deux gouvernements Cardoso différents (l'un « néolibéral », l'autre « social », le premier « libéral », le deuxième « développementiste ») naissent de l'incapacité de voir la possibilité même d'un modèle d'État autre que le « néolibéral » et le « national-développementiste » ou « social ». Devant l'impossibilité de concevoir un troisième type d'État en Amérique latine, qui ne soit ni l'État minimum « néolibéral » ni l'État « développementiste », réformateur et progressiste des « trente glorieuses » du Sud, la seule alternative serait celle de voir un gouvernement comme celui de Cardoso comme une bizarrerie pratique et idéologique, une espèce de mi-figue mi-raisin historique vouée à un éclatement inévitable vers la gauche ou vers la droite. Sur le plan de la politique, cette incapacité de voir quelque chose de nouveau se manifeste par la

tendance à qualifier les gouvernements latino-américains soit comme des « néolibéraux », soit comme des « néopopulistes » ou, dans les meilleurs des cas, comme un mélange ou quelque chose à mi-chemin entre les deux. Pour plusieurs dans la gauche, tout ce qui n'est « national-développementiste » serait inévitablement « néolibéral » et pour la droite tout ce qui n'est pas « libéral » aurait tendance à être vu comme « néopopuliste ». Or, ce que nous cherchons à établir de plus profond avec notre travail de recherche est justement le fait qu'il aurait quelque chose de nouveau en Amérique latine, et plus particulièrement au Brésil, qui ne peut pas être saisie par la vieille dichotomie entre l'alternative « libérale » (associée à l'oligarchie rurale et à une bourgeoisie non nationaliste) et le développementalisme populiste et progressiste (associé à un syndicalisme dépendant et à une classe moyenne employée par l'État, et supposément appuyé par un secteur nationaliste de la bourgeoisie locale).

Dans le Brésil d'après les années 1980, ce schéma de pensée ne tient plus. La mondialisation aurait changé l'économie mondiale et nationale et sonné le glas de l'État qui faisait la promotion du développement national par la substitution des importations et par un rôle très proactif dans l'économie du pays. Il s'ajoute à cela le fait qu'il y eut une décentralisation du pouvoir gouvernemental central à partir de la constitution de 1988, avec un renforcement des pouvoirs législatif et judiciaire par rapport à l'exécutif, accompagné aussi d'un pouvoir fiscal accru des États. Cette décentralisation aurait suscité un nouveau système d'équilibre des pouvoirs (*checks and balances*) où le pouvoir de dépenser du développementalisme traditionnel ferait défaut (Castro, M. F. et Carvalho, M. I. V., 2003). Plus important encore, les changements sociaux advenus dans le pays auraient affaibli la base traditionnelle d'appui politique de l'État national-développementalisme. Le syndicalisme brésilien n'est plus dépendant de l'État et les mouvements sociaux le sont moins encore; la classe moyenne s'est élargie en dehors de l'orbite étatique et a moins d'intérêt à soutenir politiquement un État très présent dans les affaires économiques. De plus, la bourgeoisie nationale est plus internationaliste qu'auparavant. Enfin, le pays est plus intégré à l'économie mondiale qu'auparavant et les dynamiques sociales et politiques à l'intérieur sont moins dépendantes des interventions étatiques.

L'État « social-libéral » ou « libéral-développementiste » de Cardoso ne serait qu'une adaptation à ces nouvelles réalités et, par conséquent, il ne saurait pas être décrit comme un

mélange de deux vieilles formes d'État décrites auparavant et encore moins comme un retour au libéralisme de la *República Velha*, où l'État ne représentait que les intérêts de l'oligarchie agricole. Cet État économiquement et politiquement quelque peu excentré par la mondialisation, mais actif dans l'inclusion sociale des segments plus marginalisés de la population est une forme d'État nouvelle dans une formation sociale changée. Ce n'est pas l'État national-développementiste initié par Vargas ni l'État libéral de l'époque postcoloniale, et si nous ne prenons pas cette nouvelle réalité en considération, nous ne trouverons pas les mots justes pour la décrire.

Nous tenons à souligner que l'évaluation que nous avons présentée sur ce que fut la principale caractéristique du gouvernement Cardoso est aussi partagée par d'autres auteurs. Encore pour Mattos (2006), Cardoso aurait réussi à établir un nouveau modèle d'État régulateur qui ne serait plus l'État national-développementiste de Vargas, mais il ne serait pas non plus un modèle d'État néolibéral (puisque, bien évidemment, il est régulateur). Ce nouveau modèle étatique aurait réussi à évacuer l'autoritarisme intrinsèque à l'État « varguiste » par la diminution de l'intrusion de l'État dans la société civile et par « une claire décentralisation du pouvoir du président de la République et de ses ministres, en même temps qu'il aurait tenté de créer de nouveaux mécanismes institutionnels de participation des différents secteurs de la société civile dans le contrôle démocratique dans le processus de la régulation des secteurs de l'économie brésilienne » (ibid., p. 151). Mattos fait référence ici au fait que le gouvernement Cardoso créa plusieurs *agências* (agences) pour la régulation de certains secteurs de l'économie brésilienne (télécommunications, électricité, etc.) ouvertes à la participation de la société civile, au lieu de laisser la majorité du contrôle de l'économie directement aux mains de l'État, comme auparavant. Ainsi, la nouvelle régulation étatique serait plus démocratique et moins invasive que « l'État en tant que démiurge de la société » de Vargas. Plus encore, et peut-être dans une évaluation un peu optimiste de la réussite de Cardoso, cet État se serait imposé avec succès au Brésil.

> Dans la dispute des interprétations du Brésil, le modèle d'un *nouvel* État régulateur offert par Fernando Henrique Cardoso [...] semble être victorieux jusqu'à présent. Non seulement parce que le groupe d'intellectuels qui s'est organisé autour des

> élections de Fernando Henrique s'est appuyé sur une interprétation alternative à la pensée autoritaire, mais essentiellement parce que ce groupe réussit à articuler un modèle juridico-institutionnel pour donner une forme légale à ce *nouvel* État régulateur [...] (ibid., p. 153, notre traduction)

Dans un ton moins optimiste et plus critique, mais qui reconnaît cependant le changement de modèle étatique apporté par le gouvernement Cardoso, Sallum Jr. (2003) qualifie de « libéral-développementiste » le nouvel État établi par Cardoso au Brésil. Pour cet auteur, la « transformation plus distinctive » introduite par le gouvernement Cardoso en ce qui concerne « la relation État/économie » fut le fait que les sociétés d'État cessèrent leur rôle de support principal de la gestion économique gouvernementale (ibid., p. 46). Bien entendu, cela se produisit parce que ces sociétés furent privatisées. Cependant, nous dit Sallum Jr., ce fait ne veut pas dire que l'État brésilien aurait renoncé à ses fonctions de régulateur de l'économie. Au contraire, « l'État aurait augmenté ses fonctions normatives et de contrôle par le moyen des agences régulatrices sectorielles » et il aurait aussi « maintenu une grande partie de sa capacité de former l'activité économique par le financement à long terme des entreprises privées et par l'achat des biens et services » (ibid., p. 47, notre traduction). Ainsi, l'interventionnisme de l'État dans l'économie n'aurait pas cessé d'exister, mais il aurait été largement modifié, passant d'une intervention directe par les sociétés d'État qui accaparaient une bonne partie des activités économiques à une fonction de régulation à distance accrue. La vision plus critique de Sallum Jr. relativement à ce nouveau modèle étatique découle du fait qu'il ne le voit pas comme une alternative moins autoritaire que le paradigme d'État de Vargas. Pour lui, le modèle étatique mis en place par Cardoso, qu'il appelle « libéral-développementiste », est le résultat d'une hégémonie idéologique libérale auprès de la bourgeoisie nationale et du gouvernement Cardoso, surtout dans son premier mandat, et non pas d'une vision cohérente et unifiée de ce que devrait être l'alternative à l'État « national-développementiste ». Pour cette raison, l'adjectif « libéral-développementiste » utilisé par Sallum Jr. nous semble être le qualificatif d'une entité hybride et contradictoire, une manière de voir que nous avons critiquée ci-dessus. Cette interprétation est peut-être confirmée par le fait que cet auteur, comme d'autres, voit le

premier mandat et le deuxième mandat de Cardoso comme idéologiquement distincts, le premier étant plus libéral, et même libéral de type fondamentaliste, et le deuxième étant beaucoup plus développementiste que le premier, malgré son libéralisme (ibid., p. 45).

Nous insistons sur le fait que nous ne sommes pas, en principe, d'accord avec cette interprétation dualiste de ce que fut le gouvernement Cardoso. Il nous semble que le projet d'État nouveau, esquissé avant l'élection de Cardoso dans le programme de création du PSDB, suggère plutôt un projet mûri d'avance et doté d'une certaine cohérence intellectuelle, mais nous ne serons en mesure de contester ce genre d'interprétation dualiste qu'après avoir réalisé une analyse du discours politique des deux présidences de Cardoso. Pour l'instant, nous pensons que les différences d'opinions et les débats internes dans le gouvernement Cardoso ne sont pas une preuve concluante sur le caractère contradictoire ou hybride du projet politique de nouvel État avancé par Cardoso et son équipe. Nous croyons que le nouveau modèle d'État introduit au pays par le gouvernement Cardoso représente une rupture paradigmatique concernant la relation entre l'État et l'économie et même entre l'État et la société civile, en plus de concevoir une nouvelle manière de promouvoir le développement qui n'est pas simplement « néolibéral » dans sa conception. Il s'agirait, donc, nous répétons, de quelque chose d'apparemment nouveau et non pas d'un bricolage idéologique. Peut-être que nous pouvons même parler d'une espèce d'ordolibéralisme périphérique, dans le sens où l'État implanté par Cardoso est d'inspiration libérale, mais il est aussi un État régulateur qui prend en charge l'assurance d'un marché concurrentiel par un cadre juridique et qui corrige aussi les distorsions sociales qu'il cause inévitablement. Tout comme l'ordolibéralisme allemand fut une réaction à l'autoritarisme de l'État naziste, le projet d'État de Cardoso peut être considéré comme une réaction à l'autoritarisme de l'État varguiste. Dans ce sens, l'adjectif néolibéralisme ne s'appliquerait pas au modèle d'État de Cardoso, du moins si nous faisons une différence entre ordolibéralisme ou « néolibéralisme allemand » et le « néolibéralisme américain », comme le fait, par exemple Foucault (2004, p. 245-270). Ainsi, cet État « social-libéral » constituerait une nouveauté dans le scénario politique brésilien par le fait de combiner un antiautoritarisme qui rompt avec le modèle d'État de Vargas avec un élan pour la justice sociale qui récupère en quelque sorte les réformes qui avaient été interrompues par la dictature militaire.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe pas de continuités idéologiques plus profondes entre le passé et le présent. Le développementalisme, par exemple, pourrait s'avérer un pont connectant le Brésil d'aujourd'hui et celui du passé et l'analyse du discours pourra révéler la mesure de cette continuité et d'autres choses encore. Nous croyons néanmoins avoir démontré que *l'hypothèse de la simple conversion au néolibéralisme est trop grossière* pour tenir le cap, si l'on prend en considération toutes les données sur les huit ans au pouvoir de Cardoso. Quant à l'hypothèse de la dualité interne, elle mérite, comme nous l'avons mentionnée, un examen plus détaillé.

Finalement, avant de conclure ce chapitre, nous aimerions souligner ce que sont, à notre avis, les deux points plus importants en ce qui concerne le gouvernement Cardoso. Premièrement, ce gouvernement fut le premier à adapter l'État national aux nouvelles réalités apportées par la mondialisation. Mais une adaptation à la mondialisation ne saurait pas être une simple reddition où une acceptation non critique de l'idéologie néolibérale, comme semble avoir été le cas de Collor de Mello. Une adaptation signifie ici pour nous de changer le pays pour pouvoir continuer à le développer dans le contexte d'une nouvelle phase d'accumulation de capital et de croissance économique. Cela paraît avoir été le cas des actions du gouvernement Cardoso, soit par la réforme d'État visant à rendre celui-ci plus agile et à réduire le poids des intérêts patrimonialistes dans son intérieur, soit par la politique étrangère qui se transforma dans un instrument de développement national par la construction d'un marché régional et par la formation d'alliances politiques stratégiques pour agir dans les instances décisoires supranationales. Cardoso commença à implanter au Brésil ce que nous pourrions appeler « le développementalisme centrifuge » ou « néodéveloppementalisme ». Deuxièmement, et ceci est peut-être plus intéressant encore, le gouvernement Cardoso semble avoir été le premier qui fit la promotion des politiques d'inclusion sociale importantes sans les accompagner d'un discours populiste. L'inclusion sociale sans populisme serait un nouveau phénomène au Brésil qui indiquerait un changement profond au pays. Lequel? Peut-être que la réponse se trouve dans le fait que le contexte social et politique qui avait permis au populisme historique de s'établir et de se développer au pays n'étant plus là. La « société civile » presque inexistante qui avait permis à Vargas de façonner l'État comme faiseur et directeur de celle-ci s'est aujourd'hui émancipée en large partie du tutorat de l'État. Comme

nous montre Touraine (1978, p. 153), l'État en dehors des pays capitalistes centraux eut le double rôle d'être à la fois agent de changements et aussi chargé des forces sociales. L'État *national-populaire*, typique de l'Amérique latine, aurait été étroitement associé à la manipulation et à l'éclosion des forces sociales, telles que les syndicats et les mouvements sociaux divers. Mais nous ajoutons que la période dictatoriale au Brésil et ailleurs aurait favorisé l'affranchissement de ceux-ci par rapport à l'État, ce qui, à son tour, aurait fait disparaître en partie la conjoncture spécifique qui vit naître le populisme en Amérique latine, ou du moins au Brésil. Ainsi, il pourrait sonner un peu ironique pour certains de l'énoncer comme ceci, mais peut-être que le succès et l'indépendance des mouvements sociaux et des syndicats issus de la lutte contre la dictature, dont le PT est une expression politique, aient rendu la possibilité même du populisme au Brésil plus réduite.

Par conséquent, l'association entre l'État et les mouvements sociaux sera un des éléments que nous devrons examiner pour essayer d'établir le caractère plus ou moins « populiste » du gouvernement Lula, souvent associé à un supposé « néopopulisme » au Brésil. Dans le prochain chapitre, nous essayerons aussi de voir si les supposées différences idéologiques entre le PSBD de Cardoso et le PT de Lula auraient été suffisantes pour mettre en échec ce nouveau modèle de fonctionnement de l'État mis en place par Cardoso ou si ce nouveau modèle étatique serait une manifestation d'une tendance plus lourde, plus durable qui se serait imposée au Brésil. En outre, nous devrons établir plus tard si l'inclusion sociale chez le gouvernement Lula est accompagnée ou non d'un discours populiste.

# CHAPITRE V

# Le gouvernement Lula : nouveauté et continuité au Brésil du XXI$^{e}$ siècle

## 5.1 Le président improbable

Après trois tentatives ratées, Lula, le chef historique et incontestable du Parti des travailleurs, fut élu président du Brésil en octobre 2002 avec une confortable majorité. Son élection, la première d'une personne d'origine populaire au Brésil, marqua pour plusieurs une rupture avec l'oligarchie économique, sociale et politique qui avait gouverné le pays depuis toujours. Lula fut le premier président d'origine populaire jamais élu au Brésil et la portée symbolique de son élection ne saurait être sous-estimée. Si Vargas et Goulart furent des leaders populistes et populaires, ils ne furent pas capables d'avoir l'identification immédiate avec leur population cible. Cela reste le privilège de quelqu'un qui est issu « du peuple », quelqu'un qui parle comme « lui », qui pense comme « lui » et qui connaît « ses » besoins et « ses » aspirations pour avoir partagé la même vie que « lui ».

Né le 27 octobre de 1945 dans un bled perdu au fin fond de l'État de *Pernambuco* (Pernambouc), près de la petite ville de Garanhuns, Lula eut une trajectoire de vie initiale exactement comme celle des Brésiliens les moins nantis, vraiment moins nantis. Lula ne naquit pas dans la pauvreté : il naquit dans la plus sombre misère du Nord-Est brésilien, dans

une cabane de fortune sans électricité et sans eau courante. Enfant, il n'alla pas à l'école, n'avait pas de souliers et il buvait de l'eau stagnante dans les mares laissées par les rares pluies dans le *sertão;* sa nourriture consistait d'un mélange de fèves et de farine de manioc, et la viande, quand elle était présente, était celle des petits mammifères et des oiseaux que ses frères réussissaient à chasser (Paraná, 2002, p. 46-47)[47]. Son déménagement à São Paulo avec sa mère et ses frères, et son ascension d'humble travailleur à président de la République est une légende incroyable et invraisemblable dans un pays très hiérarchique où, comme nous l'avons écrit antérieurement, un petit nombre a toujours eu des privilèges et où la majorité peine à avoir de droits réels.

Toutes les chances étaient contre lui. Non seulement il était misérable quand il est né, mais il n'avait même pas de père, puisque celui-ci avait abandonné sa mère et tous ses frères avant sa naissance. C'est quand Lula avait déjà 7 ans que sa mère décida de partir de Garanhuns avec toute la marmaille en direction de São Paulo, où le mari disparu s'était installé. Le père de Lula était bien là, mais il vivait avec une autre femme et la famille monoparentale dut se débrouiller toute seule pour survivre dans un milieu étrange et nouveau. Lula lui-même commença à travailler dès l'âge de 7 ans, faisant toutes sortes de menus services, tels que vendeur de cacahuètes et cireur de chaussures, dans les rues de la grande métropole nationale.

Le sort de Lula commença à changer à 15 ans quand il réussit à suivre un cours de mécanicien-tourneur offert par le SENAI (*Serviço Nacional da Indústria*), une école créée à l'époque de Vargas qui formait de la main-d'œuvre pour les industries. Ce cours au SERNAI, ce fut la porte d'entrée pour une carrière dans la florissante industrie métallurgique de la São Paulo des années 1960. Lula se trouva un emploi dans l'aciérie Villares dans la municipalité de São Bernardo do Campo, dans la banlieue de São Paulo, une des quatre villes qui forment l'ABCD[48], appelé aussi le « Détroit brésilien » à cause de la grande concentration d'industries de l'automobile.

---

[47] Si l'on veut comprendre l'obsession de Lula avec la nécessité d'en finir avec la faim au Brésil, il suffit de lire les interviews réalisées par Denise Paraná sur son enfance et sa jeunesse, où les références répétées au manque de nourriture abondent.

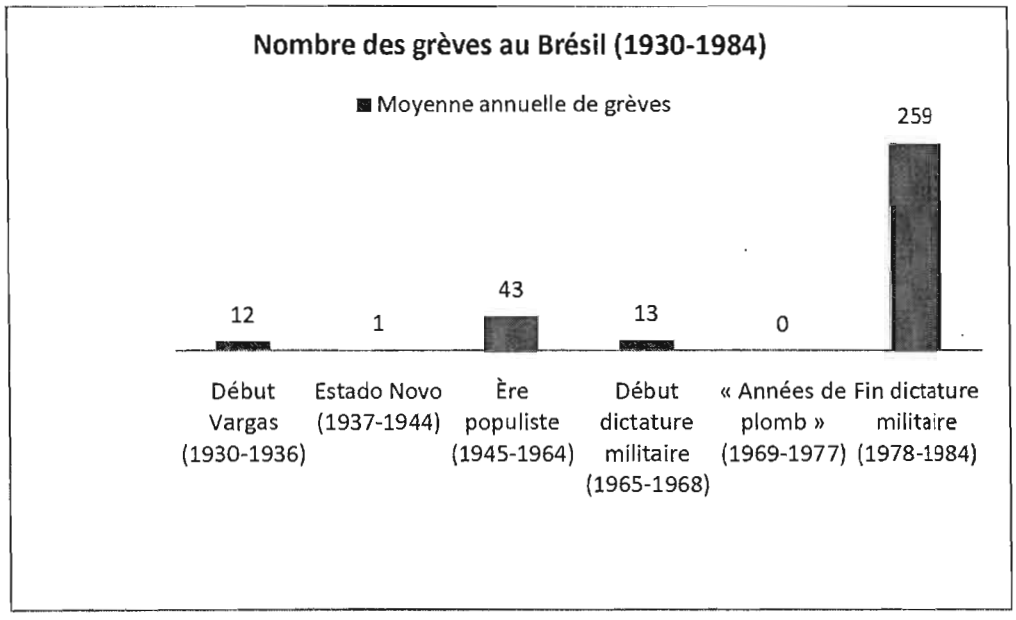
[48] L'ABCD est la région de la grande São Paulo formée par les municipalités de Santo André, São Bernardo do Campo, Contagem et Diadema.

La vie de Lula en tant qu'ouvrier était tout à fait ordinaire et rien ne paraissait le destiner à la direction syndicale. Au contraire, Lula, de son propre aveu, ne s'intéressait pas à la vie syndicale, pendant qu'un de ses frères, Frei Chico, lui aussi ouvrier, était membre du Parti communiste brésilien. Quand celui-ci invitait Lula à participer aux réunions du syndicat des ouvriers métallurgistes, Lula préférait plutôt jouer au foot ou regarder un feuilleton à la télé (ibid., p. 98). Son entrée dans le monde syndical fut due au hasard. Son frère ne put pas se présenter à l'élection du syndicat en 1969, mais il présenta son frère à sa place et Lula fut élu représentant syndical suppléant, poste qu'il occupa jusqu'à 1972. Après 1972, il occupa un poste dans le département juridique du syndicat et, en 1975, il fut élu pour la première fois président du syndicat des ouvriers métallurgistes de São Bernardo do Campo et Diadema. À partir de ce moment, Lula et le syndicat lui-même commencèrent à se politiser. Anciennement dirigé par des *pelegos*, c'est-à-dire par des ouvriers soumis à la direction patronale, le syndicat de São Bernardo et Diadema initia un travail de recrutement et de conscientisation auprès des ouvriers afin d'avoir l'appui nécessaire aux revendications de sa catégorie.

Ce travail finit par porter fruit et, en 1978, avec Lula comme président, le syndicat des ouvriers métallurgistes réussit à organiser une série de grèves dans plusieurs usines de São Paulo. C'était la première fois depuis 1968 que des grèves s'organisaient dans le milieu ouvrier et son impact politique fut énorme. Cette série de grèves et celles qui allaient suivre en 1979 étaient le début de ce que certains au Brésil appellent le « *novo sindicalismo* » (le « nouveau syndicalisme »), par opposition à tout le syndicalisme brésilien d'avant 1964, où les syndicats étaient supposément des alliés objectifs du pouvoir étatique et même de la bourgeoisie, en plus d'être, comme nous l'avons expliqué au chapitre 2 de cette thèse, une extension légale de l'État lui-même. Cette vision de rupture radicale entre le syndicalisme d'après 1978 et celui d'avant 1964 est, bien sûr, contestable et contestée (Santana, 1999), puisqu'elle est basée sur une interprétation très partisane de l'action du Parti communiste brésilien au sein des syndicats au Brésil. Toutefois, il n'y a pas l'ombre d'un doute quant à l'importance historique de ce véritable retour à la vie du mouvement ouvrier brésilien en 1978, au centre duquel se trouvait ce jeune leader syndical appelé Lula. Plus important encore, les grèves de 1978 ne furent que le début d'une période très riche en confrontations

ouvrières au pays. Le prolétariat, le sujet mythique de la gauche, faisait une rentrée fracassante dans la politique brésilienne.

**Graphique 5.1**




Source : Noronha, Gebrin et Elias Jr. (1998, p. 7)

En tant que leader de ce « nouveau syndicalisme » qui faisait un retour très remarqué dans le scénario national, Lula fut vite au centre de l'attention des médias, des chefs politiques, des intellectuels de gauche et de droite, des dirigeants des organisations patronales et, bien sûr, du gouvernement dictatorial en place.

En mai 1978, Lula fit sa toute première apparition dans une émission de télévision et en juin de la même année il accorda une longue interview à un magazine brésilien de prestige[49]. Déjà à l'époque, Lula montrait, à notre avis, certains traits ou penchants idéologiques et idiosyncrasiques qui lui restèrent jusqu'à aujourd'hui, et dont nous retenons en particulier son pragmatisme et son indépendance.

Dans son interview à *Vox Populi*, Lula mit l'accent sur l'indépendance du nouveau

[49] L'émission s'appelait *Vox Populi*, du canal *TV Cultura* de l'état de São Paulo, et le magazine s'appelait *Senhor Vogue*.

syndicalisme brésilien, qui, selon ses mots, « n'a pas de compromis politique avec personne ». Sur ce point de l'indépendance, toujours réitéré dans l'interview, Lula affirma, entre autres, que le syndicalisme d'avant 1964 était manipulé par des forces politiques et qu'il n'y avait pas encore d'autonomie syndicale dans le pays. Pour que l'autonomie syndicale existât, disait-il, il fallait couper le cordon ombilical avec le ministère du Travail. Plus intéressant encore, Lula croyait que les ouvriers devraient se rendre compte de leur force et se préparer à briguer des élections, non seulement celles des syndicats, mais aussi celles de tous les paliers de l'administration nationale, c'est-à-dire la chambre des députés fédéraux, le sénat, les assemblées législatives des États et même au niveau municipal. Cette nécessité de s'assurer eux-mêmes leur représentation politique adviendrait du fait que les ouvriers connaissaient mieux que personne les problèmes qui les affligeaient. Pour cette raison, les travailleurs, disait Lula, devraient s'arrêter de penser qu'ils avaient besoin d'avocats ou d'intellectuels pour les représenter. De cette manière, la notion de l'autonomie organisationnelle et de l'indépendance politique des travailleurs était mise de l'avant au long de toute cette première sortie médiatique du nouveau leader populaire du Brésil. Est-ce que l'idée d'un parti constitué principalement par des travailleurs germait déjà dans la tête de Lula et ses compagnons? Il semblerait que oui.

Dans l'interview du magazine *Senhor Vogue*, le thème de l'indépendance de la classe ouvrière revient, mais il y a aussi un autre thème qui fait surface et qui témoigne plutôt de l'idéologie politique de la personne interviewée. En ce qui concerne cet aspect de la pensée de Lula, sa vision sur les aspirations des travailleurs comme lui révèle plutôt un désir d'ascension sociale qu'une volonté révolutionnaire. Il déclare, par exemple, qu'un ouvrier «[...] devrait gagner suffisamment d'argent pour avoir un beau costume, pour avoir une voiture, pour avoir une télé couleur, pour avoir, enfin, ce qu'il produit[50]». Ensuite, Lula se plaint des préjugés que les gens, même ceux de gauche, ont sur les conditions de vie des ouvriers et il raconte l'épisode savoureux d'une rencontre qu'il avait eue avec un journaliste qui lui avait dit à cette occasion qu'il n'admettait pas « qu'un ouvrier s'habille avec un beau costume ». À ce commentaire, Lula aurait répliqué de la façon suivante :

[50] Tous les extraits de cette interview ont été trouvés dans http://delmanto.blogspot.com, les traductions de ces extraits ont été réalisées par nous et les soulignements sont les nôtres.

> Cherchez-vous une bagarre avec moi? Parce que, premièrement, je ne suis pas un travailleur qui gagne un salaire minimum; deuxièmement, si je pouvais, je m'habillerais beaucoup mieux que je le faisais cette journée-là. Et je peux vous garantir qu'il y a beaucoup de travailleurs dans ma profession qui gagnent beaucoup plus que vous, qui êtes journaliste. Et alors, vous voulez avoir le droit d'avoir une voiture pendant que moi je devrais me nourrir dans une auge pour bêtes de trait? Il faudrait en finir avec cette idée.

Enfin, dans ce qui serait le moment le plus révélateur de toute cette interview, Lula répondit à une question directe sur les avantages comparatifs entre le capitalisme et le socialisme.

> Intervieweur : Laisse-moi te demander d'une façon plus précise : crois-tu que le régime libéral-capitaliste est plus intéressant pour le travailleur que le régime socialiste? Permait-il que le travailleur atteigne plus facilement ses buts?
>
> Lula : Je dirais que le syndicalisme est fort seulement là où il existe l'envie du pouvoir, l'envie de gagner bien sa vie, l'envie de participation. Il [le syndicalisme] est fort dans les pays capitalistes. »

Ainsi, l'image qui ressort des premières apparitions médiatisées de Lula correspond plutôt à celle d'un fordiste que d'un socialiste. Malgré le fait que Lula ne soit pas un *pelego*, mais plutôt un ouvrier combatif, les objectifs qu'il semble vouloir atteindre, pour lui et pour ceux de sa classe, seraient ceux d'un meilleur partage des gains dans la société « libérale-capitaliste » et non pas ceux d'accomplir le destin historique du prolétariat et d'implanter le socialisme dans le monde. Le Lula de 1978 voulait que tous les travailleurs, même ceux qui gagnaient le salaire minimum, soient capables de s'acheter une voiture, d'avoir une belle maison et de parader dans les rues du Brésil habillées avec un beau costume. Cela est loin d'être le cas de tous ceux qui iraient rejoindre le parti que Lula et ses *companheiros* allaient fonder deux ans plus tard, et cette différence allait exploser un jour, causant une surprise à ceux qui n'avaient peut-être jamais fait vraiment attention à ce que Lula disait depuis le

début. Le leader de celui qui serait le plus grand parti de gauche du Brésil et peut-être de l'Amérique latine montrait déjà le visage d'une personnalité plutôt pragmatique et conciliatrice. Qu'est-ce qui allait être plus important à la longue, l'idéologie du parti ou la personnalité de son leader charismatique?

Aujourd'hui, nous pensons le savoir, mais en 1978 tout cela était encore très loin. En 1978 Lula était encore le leader du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo et de Diadema et rien de plus. Cependant, les choses changent vite dans un pays qui a hâte de retourner à la démocratie et où ses citoyens sont fatigués d'être réprimés pour simplement vouloir que leurs droits soient respectés. En 1979, Lula et ses *companheiros* organisèrent une nouvelle grève des métallurgistes, mais cette fois celle-ci était unifiée et générale réunissant tous les ouvriers métallurgistes de São Paulo. La dictature militaire n'était pas disposée à accepter ce défi à son autorité et à l'ordre public une nouvelle fois et elle décida d'intervenir. La grève fut déclarée illégale et le ministère du Travail intervint auprès du syndicat des métallurgistes et suspendit toute sa direction, Lula inclus, pendant deux mois. De chouchou des médias et même du patronat (qui le voyait comme un leader « non idéologique »), Lula commença à être aperçu comme un radical. La friction de Lula avec le gouvernement militaire et le patronat allait augmenter davantage en 1980, quand, encore une autre fois, les métallurgistes de São Paulo organisèrent une grève générale. Celle-ci s'étendit sur tout l'État de São Paulo et compta la participation de 270.000 ouvriers (Paraná, 2002, p. 28). La dictature militaire réagit en appliquant la *Lei de Segurança Nacional* (Loi de sécurité nationale) contre Lula et son syndicat. Toute la direction de celui-ci fut déchue de leur poste et Lula alla en prison pendant 31 jours, en plus d'être condamné à trois ans de prison en vertu de la loi dictatoriale citée ci-dessus. Cette sentence de prison fut finalement annulée, mais la brève lune de miel de tolérance entre ce nouveau leader syndical et le pouvoir constitué et le patronat s'était terminée de façon brutale. Dorénavant, Lula et le syndicalisme qu'il représentait devraient faire face à la confrontation et le conflit pour avancer et conquérir plus d'espace politique.

Ainsi, dans le Brésil de 1980, le citoyen Luiz Inácio da Silva, qui allait incorporer le sobriquet « Lula » à son nom légal plus tard, était vraiment très loin de la présidence de la république. Non seulement parce que le pays vivait encore sous une dictature militaire ou les

présidents n'étaient pas élus de façon démocratique et directe, mais aussi parce que son leadership, malgré son charisme indéniable, se limitait aux ouvriers métallurgistes de São Paulo. Plus encore, l'idée qu'un simple ouvrier puisse arriver au plus haut poste de l'État national était encore complètement farfelue dans un pays où les inégalités sociales étaient au sommet de la liste des plus importantes du monde (et elles le sont encore). Lula lui-même allait dire en décembre 1993, c'est-à-dire neuf ans avant qu'il devienne président, qu'il était déjà arrivé où il n'avait jamais espéré arriver (ibid., p. 148). Et cependant..., aujourd'hui Lula peut déjà être considéré comme l'un des présidents les plus populaires et appréciés que le pays n'ait jamais connu et il a fini son deuxième mandat avec des taux d'approbation astronomiques. Pour comprendre cela, nous devons examiner brièvement les forces politiques qui ont aidé ce président très improbable à arriver au pouvoir.

### 5.2 Création, croissance et modération du PT

Après une expérience uniquement syndicaliste, Lula et d'autres *companheiros*, avaient finalement décidé de fonder un nouveau parti pour défendre les intérêts des travailleurs brésiliens. Les discussions qui avaient précédé cette décision avaient aussi envisagé la possibilité de création d'un parti populaire, sans une emphase sur la classe ouvrière, et même un renouvellement du MDB, le seul parti d'opposition avant le changement de la loi sur les partis, le 20 décembre 1979. La proposition d'un parti populaire était défendue par Almino Afonso, celui qui avait été le ministre du Travail dans la période la plus turbulente du gouvernement de João Goulart; le renouvellement du MDB était avancé par certains politiciens de ce parti ayant à sa tête nul autre que Fernando Henrique Cardoso et, bien sûr, le parti ouvrier était prôné par Lula et plusieurs autres syndicalistes (Keck, 1986, p.75). Quelques réunions pour trouver un chemin commun à ces trois propositions résultèrent dans un échec et les syndicalistes savaient que la dictature militaire allait bientôt changer la loi qui permettait l'existence de seulement deux partis et qui transformait les élections dans un référendum sur leur système de gouvernement, une donnée qui faisait pression pour la création sans délai du nouveau parti (ibid., p. 76-77). Alors, le 14 octobre 1979, deux mois avant l'abrogation de l'ancienne loi sur les partis politiques, les leaders de la mouvance pour

la création du PT décidèrent de former une commission nationale pour structurer la proposition du futur parti et le 10 février 1980, le Parti des travailleurs fut formellement créé, par ironie du sort dans un amphithéâtre du très huppé *Colégio Sion* à São Paulo.

Peut-être un cas unique dans son genre, le PT réunissait dès ses tous débuts un invraisemblable amalgame de syndicalistes, de militants catholiques de la théologie de la libération, d'intellectuels indépendants et de quelques petits groupes trotskystes. Par conséquent, il était plutôt un front qu'un vrai parti politique. Cela posa au PT depuis le début le problème épineux d'une homogénéité idéologique très difficile à obtenir. Plus encore, le caractère bigarré de ce nouveau parti enfermait une contradiction interne entre la proposition d'une représentation politique pour les ouvriers et les déshérités de la société brésilienne et la lutte directe et sans intermédiaires pour leurs droits. De cette manière, la vie politique du PT allait commencer avec une confrontation entre les « pragmatistes » et les « radicaux » qui exprimait le déchirement interne d'un parti qui cherchait à la fois la mobilisation sociale de sa base d'appui et la représentation politique de ses partisans (ibid., p. 90). Pendant que le premier volet de son action politique méprisait le jeu normal de la démocratie et de la représentation politique pour se concentrer sur les luttes sociales des ouvriers et des autres couches inférieures de la société brésilienne, le deuxième volet dirigeait le parti vers une action électorale « ordinaire » qui consistait à gagner le plus grand nombre de votes possible, comme n'importe quel autre parti. Concilier et traduire la mobilisation sociale dans l'arène de la représentation politique serait le dilemme du PT depuis ses premiers succès électoraux significatifs (ibid., p. 90-91).

Dès le berceau du PT, la table était donc mise pour un bras de fer entre une conception du parti comme l'avant-garde d'une lutte révolutionnaire vers le socialisme et une idée du PT en tant que défenseur des intérêts des moins nantis dans le cadre d'une démocratie représentative. L'issue de cette confrontation était incertaine jusqu'à la formation de la tendance appelée *Articulação* (Articulation), à laquelle appartenait Lula lui-même et qui prit les rênes du parti en 1983. Cette tendance plus pragmatique que les partis politiques marxistes (surtout les trotskystes) donna le « ton » du PT jusqu'à 1993, et même après sous d'autres noms (Freire de Lacerda, 2002). L'histoire de la confrontation entre les « pragmatiques » et les « radicaux » du PT montre la domination nette des premiers sur les

deuxièmes et l'évolution du parti vers une conception du socialisme démocratique où la démocratie a plus de poids que le socialisme, sans que cela veuille dire que les « radicaux » n'eurent pas d'influence sur le parti et ses résolutions.

Dans le tableau 5.1 ci-dessous, l'on peut voir que, à l'exception de la 8e Réunion nationale, la « gauche » du PT, associée aux partis politiques marxistes, n'a jamais eu la majorité politique et idéologique dans ce parti. Aussi, la croissance d'une « droite » pragmatique, dans laquelle on trouve un nouveau courant appelé *Democracia Radical* (Démocratie radicale), allié au courant *Articulaçao Unidade de Luta* (Articulation unité de lutte), dont Lula était le principal représentant, suggère que la tendance hégémonique dans le PT s'était éloignée davantage des thèses des partis politiques marxistes plus radicaux bien avant les élections de 2002.

**Tableau 5.1**

| **Poids du pouvoir politique par tendances à l'intérieur du PT (1984-1999)** | | | |
|---|---|---|---|
| **Réunion/congrès/année** | **« Gauche »*** | **« Centre »*** | **« Droite »*** |
| **3e réunion nationale 1984** | **34,2% des délégués élus** | **65,8% des délégués élus** | --- |
| **4e réunion nationale 1986** | **27,8% des délégués élus** | **72,2% des délégués élus** | --- |
| **5e réunion nationale 1987** | **40,6% des délégués élus** | **59,4% des délégués élus** | --- |
| **7e réunion nationale 1990** | **27,0% des délégués élus** | **56,0% des délégués élus** | **17,0% des délégués élus** |
| **8e réunion nationale 1993** | **55,59% des délégués élus** | **3,47% des délégués élus** | **40,92% des délégués élus** |
| **10e réunion nationale 1995** | **46,21% des délégués élus** | **5,87% des délégués élus** | **47,92% des délégués élus** |
| **11e réunion nationale 1997** | **37,82% des délégués élus** | **11,09% des délégués élus** | **51,1% des délégués élus** |
| **2e congrès national 1999** | **32,77% des délégués élus** | **12,71% des délégués élus** | **54,49% des délégués élus** |

Source: 5 tableaux dans «*O PT e a Unidade Partidária como Problema*», de Alan Daniel Freire de Lacerda , 2002 dans DADOS - Revista de Ciências Sociais, vol. 45, n° 1, 2002, p. 39-76.
**Nota bene*: Je reprends ici la classification de «gauche», «centre» et «droite» donnée par l'auteur de l'article.

En fait, dès sa première convention nationale, en 1981, la définition du socialisme voulu par le PT est intentionnellement floue et ambiguë. Cette ambiguïté était peut-être le

résultat de l'hétérogénéité idéologique dans le parti (ibid., p. 53), mais son pragmatisme semblait aussi ouvrir la voie à l'évolution idéologique pragmatique subséquente du PT.

> Le socialisme que nous voulons sera défini pour tout le peuple, comme l'exigence des luttes populaires [...] Le socialisme que nous voulons se définira dans les luttes quotidiennes, de la même façon que nous construisons le PT. (REC114 - Résolution 114 de la convention, notre traduction).

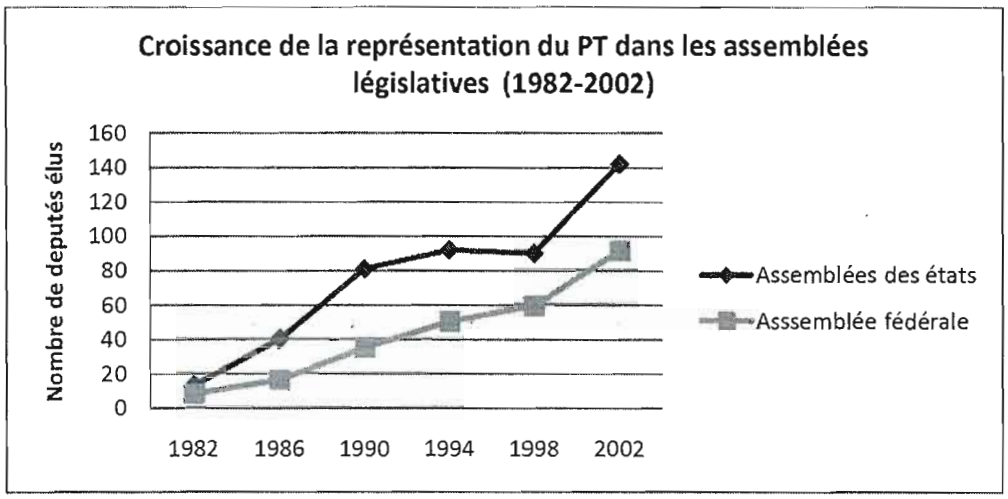
Cette façon de voir le socialisme l'éloigne des définitions programmatiques des partis marxistes de gauche et laisse à « tout le peuple » la tâche de le définir. Laisse-t-elle aussi au peuple le choix de l'adopter? Nous dirions probablement que oui. Si l'on examine l'évolution politique des résolutions du PT, on voit que ce parti se décharge progressivement d'un possible compromis avec la construction du socialisme au nom de la démocratie. Ainsi, le PT, lors de sa 7e Réunion nationale, en 1990, réaffirme sa valorisation de la démocratie qui « [p]our nous est, en même temps, un moyen et une fin, instrument de transformation et un but à être atteint » (REC 429, dans Freire de Lacerda, p. 54, notre traduction). Et en 1991, lors de son premier congrès national, le PT rejette la dictature du prolétariat, confirmant la démocratie comme une valeur universelle et valorisant l'État de droit. Le type de conception de socialisme approuvé à cette occasion prévoit son implantation dans un contexte démocratique, avec « [...] la légitimation majoritaire du pouvoir politique, le respect des minorités et la possibilité de l'alternance de pouvoir » (Résolution du PT dans Silva, A. O. da 2003). En plus, ce même congrès admet la possibilité de la continuité d'une société de marché dans le socialisme « [..].sous contrôle de la planification démocratique et stratégique et orientée socialement [...]» (REC 502, dans Freire de Lacerda, p. 54, notre traduction).

L'adoption de ces résolutions indique qu'au cours des années, les pragmatiques du PT, qui mettaient l'emphase sur l'importance de la lutte institutionnelle et démocratique, avaient pris largement le dessus dans leur conflit contre les « gauchistes » du PT, qui préféraient centrer leurs efforts dans les luttes sociales au dehors des institutions démocratiques, sans pourtant ne jamais contrôler les principaux mouvements sociaux alliés au PT, comme le MST et la CUT. Il est significatif aussi de noter qu'après cette prise de

direction vers une lutte politique selon les règles de la démocratie libérale, les groupes trotskistes plus radicaux, *Causa Operária* et *Convergência Socialiste*, peu enclins à respecter l'ordre politique « bourgeois », furent expulsés du PT, respectivement en 1990 et 1992. Cela ne veut pas dire que les radicaux anti-bourgeois et anticapitalistes n'eurent plus une présence importante dans le PT, mais leur influence diminua significativement après 1995 (Singer, 2001, p. 86). Alors, d'une certaine façon, la tension interne du PT entre son penchant pour l'action mobilisatrice directe et son élan électoral s'est résolue en faveur du deuxième, ce qui, bien évidemment, laissa le terrain dégagé pour l'action des « pragmatiques » dans ses rangs.

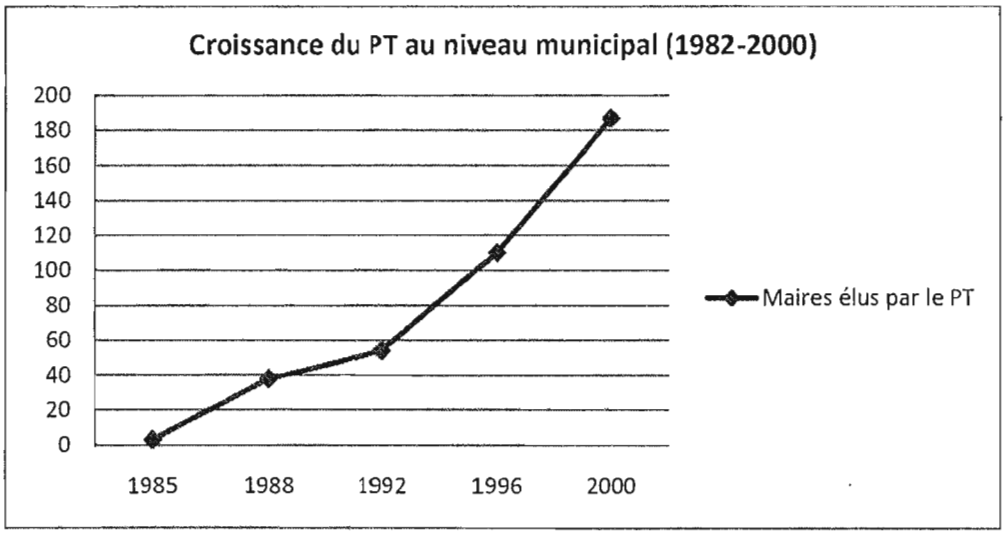
Si nous examinons l'évolution de ce duel entre « pragmatistes » et « radicaux » au sein du PT, il n'est pas difficile de voir que l'ascension et la victoire des premiers sont étroitement associées au succès électoral du parti. Après un début décevant dans les élections de 1982, le PT commence à croître dans la préférence des électeurs à partir des élections municipales de 1985, où le PT conquit la mairie de l'importante ville de Fortaleza, dans l'État de Ceará, renforçant la position des « électoralistes » d'*Articulação* dans le parti (Singer, 2001, p. 54). Alors, initiée dans l'exercice démocratique, la « droite » du PT commença à réaliser des triomphes électoraux de plus en plus significatifs et, petit à petit, le parti s'institutionnalisa.

**Graphique 5.2**




Source : *Tribunal Superior Eleitoral* (TSE) (http://www.tse.gov.br/eleiçoes/ - visité le 10/10/2009)

**Graphique 5.3**




Source : TSE (http://www.tse.gov.br/eleiçoes/ - visité le 10/10/2009)

De cette manière, au fur et à mesure que le PT acquérait l'expérience de gouverner et de briguer des élections, son pragmatisme et sa modération augmentaient aussi. D'un côté, les élus avaient besoin d'une bonne dose de pragmatisme et de réalisme pour gouverner les villes et les États conquis et, d'un autre côté, la modération politique était électoralement payante. Avec le temps, plusieurs leaders radicaux se seraient convertis à la modération après leurs expériences au pouvoir, changeant ainsi la face du parti (Samuels, 2004a, p. 1015). L'ascension des modérés du PT était de plus inévitable à cause des ressources (financières et autres) que ses élus – presque toujours les moins radicaux – étaient capables d'apporter au parti. Les élus du PT pouvaient embaucher des membres du parti dans la bureaucratie des villes et des États qu'ils contrôlaient, en plus d'apporter pour le parti des emplois dans le congrès national et dans l'administration fédérale. Ainsi, les membres du PT en dehors de la bureaucratie du parti lui-même, c'est-à-dire ceux qui occupaient une position dans les gouvernements municipaux et autres, devinrent plus nombreux dans le parti. Et en embauchant des gens politiquement proches, les élus modérés du PT ne pouvaient que faire grandir l'influence et le nombre de ceux identifiés à la faction plus pragmatique de ce parti. Ainsi, dans l'année 2000, 80 % des membres du PT qui travaillaient dans une des

administrations gouvernementales contrôlées par le parti ou qui étaient des politiciens élus appartenaient à la même faction politique que Lula (ibid., p. 1017).

Plus encore, le pragmatisme et la modération progressifs du PT peuvent être mesurés par les alliances que ce parti réalisa avec d'autres pour disputer les élections municipales. Une pratique très courante au Brésil, les alliances pour les élections municipales permettent aux partis qui ne sont pas hégémoniques dans certaines régions et villes de gagner les élections par l'addition de leurs efforts politiques pour déloger le parti au pouvoir. Dans les élections municipales de 2000, par exemple, le PT disputa la mairie dans 2.732 municipalités, mais se présenta tout seul dans à peine 770 d'entre elles (28,2 %). Dans tous les autres cas, le PT forma des alliances avec toutes sortes de partis, même ceux lui étaient idéologiquement opposés. Il n'hésita pas à former une alliance avec le PMDB, pourtant un parti conservateur, dans 25,9 % des municipalités qu'il disputa. Il fit de même avec le PSDB, le parti de Cardoso, dans 16,6 % de ces municipalités et ne dédaigna même pas l'appui du PFL, un parti clairement de droite, dans 193 municipalités (7,1 %) (Miguel et Machado, 2007, p. 763, 767). Force est de constater qu'en 2000 le PT, ce parti qui auparavant se considérait tellement « pur » et différent des autres au point de nier son appui à l'élection du candidat de l'opposition à la Présidence de la République en 1985 et au point de rejeter l'appui de Ulysses Guimarães à la candidature de Lula à la Présidence de la République en 1989, n'était plus aussi « pur » et intransigeant qu'à ses débuts héroïques[51].

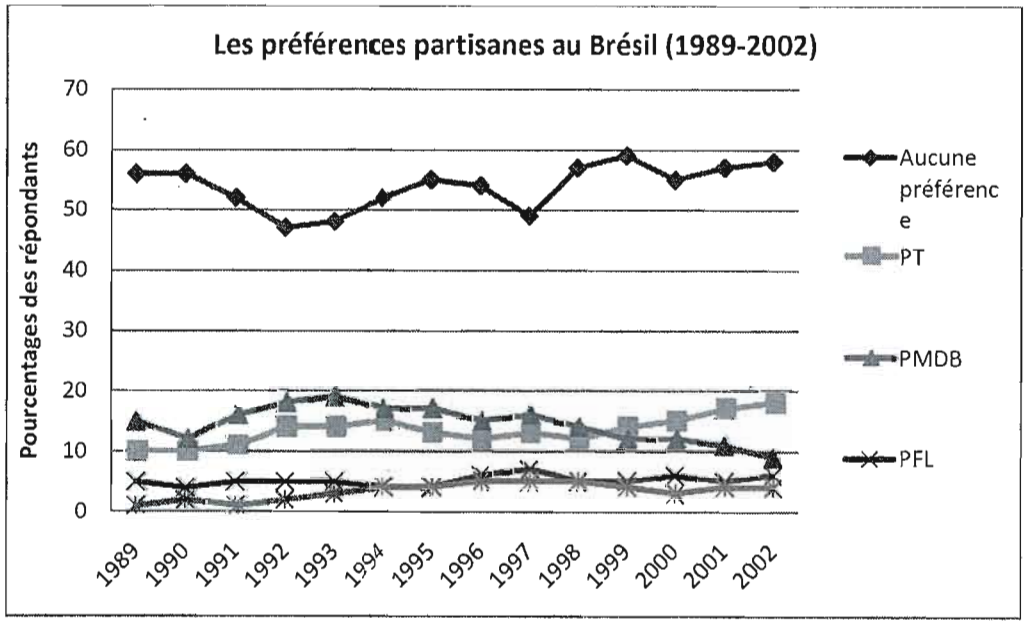
Le succès électoral du PT aurait alors non seulement contribué à la modération politique du PT, mais aussi à une mutation de sa composition sociale par la création d'un large groupe d'« apparatchiks » employés dans des fonctions administratives gouvernementales du pays (employés ou élus de toute sorte). À cet égard, il est très intéressant de constater que dans le congrès du PT de 2001, près de 75 % des délégués étaient des cadres institutionnels (congrès national, gouvernements des États, mairies, etc.), ce qui évidemment signifie que seulement 25 % des délégués présents dans ce congrès étaient des militants de base des mouvements sociaux (Sader, 2003). Nous sommes forcés d'admettre que les bases sociales du PT de 2001 (et même avant) n'étaient plus les mêmes que celles du

[51] Le PT nia son appui à Tancredo Neves, dont la candidature allait finir avec la dictature militaire en 1985 et il interdit à ses 4 députés de voter pour lui. Quand ceux-ci désobéirent aux ordres du parti, ils en furent expulsés.

PT du début des années 1980, quand le parti était encore un parti de base ouvrière.

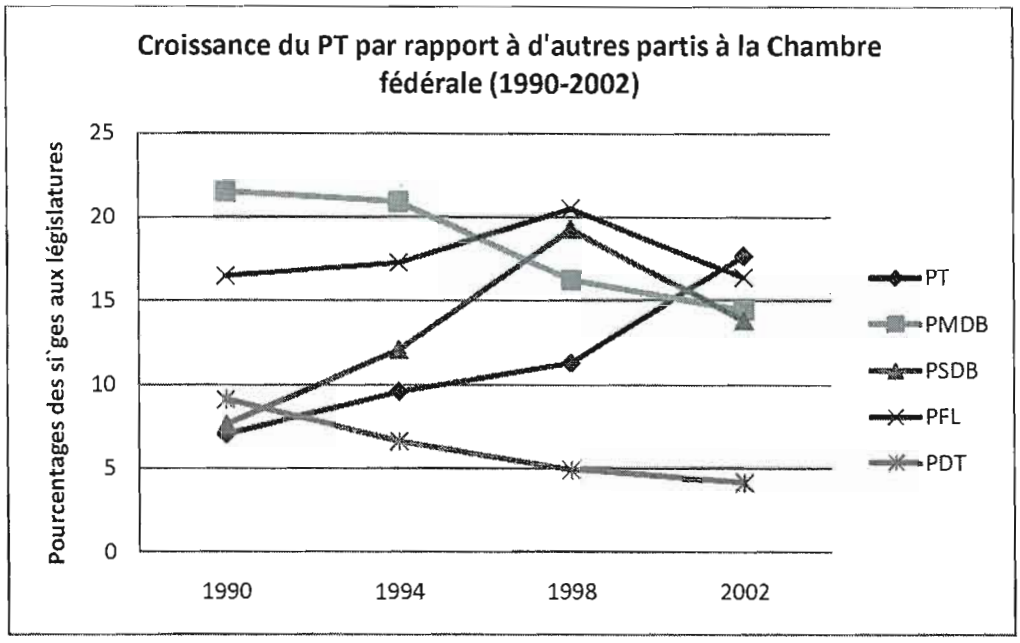
Cela ne veut pas dire pour autant que le PT cessa d'être un parti populaire, bien au contraire. Le PT s'est bel et bien modéré au fil des années, mais il réussit aussi à bâtir une base de soutien populaire qu'aucun autre parti politique brésilien ne possède. Sur ce point, les données sont claires. Les résultats d'une enquête d'opinion publique sur les partis politiques menée par l'Université de Campinas en 2002 montraient que bien que la majorité de l'électorat brésilien était non-partisane (56 % ne s'identifiaient à aucun parti), le PT comptait avec 23 % d'appui entre ceux qui manifestaient une préférence pour un parti, ce qui le plaçait loin devant le deuxième parti préféré (le PMDB, avec seulement 4 %) (Paiva, Braga et Pimentel Jr., 2007, p. 393). Une autre recherche menée par l'Université de São Paulo dans la même année confirma ces résultats et montra que 30,6 % des électeurs brésiliens préféraient le PT, encore une fois devançant de beaucoup le deuxième parti dans la préférence populaire (le PMDB, avec 6,1 %) (Kinzo, 2005, p. 70). Plus encore, cette même recherche montra aussi que 80 % des répondants disaient connaître le PT ou au moins avoir déjà entendu son nom, ce qui plaçait ce parti au premier rang des partis connus (ibid., p. 71).

**Graphique 5.4**




Source: Kinzo, 2005, p. 69

**Graphique 5.5**



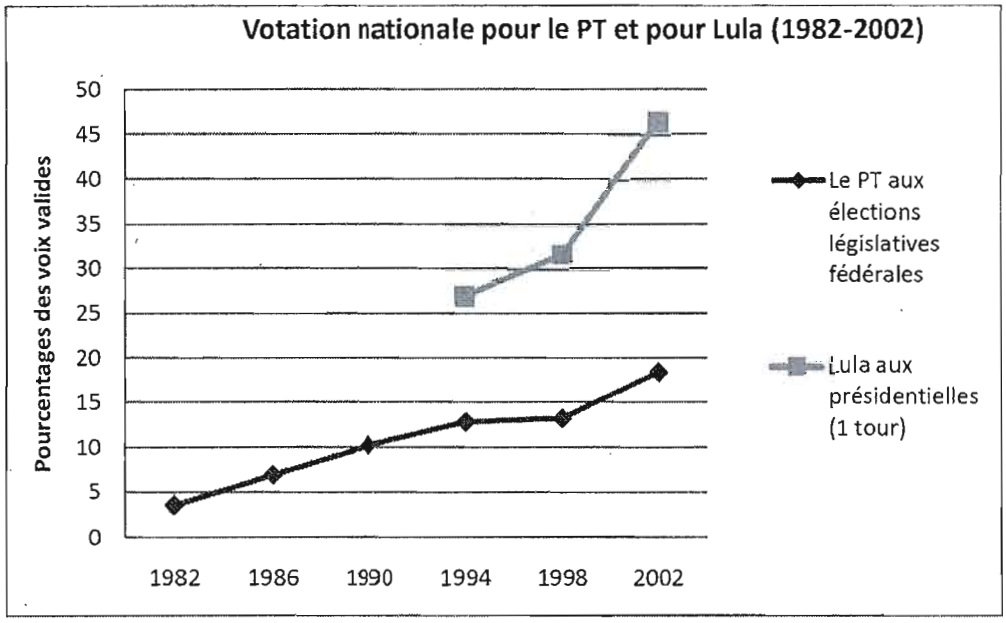

Source : TSE (http://www.tse.gov.br – visité le 10/10/2009)

Comme l'on peut constater dans le graphique 5.4 ci-dessus, le PT réussit au long des années à se hisser au premier rang dans les préférences des électeurs brésiliens, devançant le PMDB, le populaire héritier du MDB, à la fin du siècle dernier. Par conséquent, il est clair que le PT réussit à former une base partisane d'appui électoral plus grande que celles des autres partis politiques, même si le vote partisan est encore minoritaire au Brésil, ce qui suggère que le PT serait vraiment le parti brésilien le plus proche d'un parti politique moderne de masses et non pas un autre parti traditionnel d'élite, dont le succès électoral serait expliqué par des manœuvres populistes ou par d'autres sortes d'expédients liés au *coronelismo* rural ou urbain d'autrefois. Le graphique 5.5 montre que le PT réussit aussi à conquérir la première place dans la chambre des députés fédéraux qui avait appartenu au PMDB et au PFL, après avoir augmenté sa représentation de façon constante au cours des années.

Par contre, ce qui, dans une certaine mesure, contrevient à l'idée du PT comme un parti différent et moderne dans le contexte brésilien, est le fait que le leader du PT semble depuis longtemps être plus populaire que son propre parti. Si nous examinons le vote

historique et pour Lula et pour le PT, cela saute aux yeux. En 1989, Lula eut 17 % des voix valides au premier tour des élections présidentielles pendant que le PT ne put faire mieux que 6,9 % des voix valides aux élections fédérales de 1986 et 10,2 % en 1990. Dans les élections présidentielles de 1994, malgré le succès du Plan Réal et de la popularité de Cardoso, Lula réussit à avoir 27 % des voix valides au premier tour, plus du double que le pourcentage des voix valides reçues par le PT dans les élections législatives fédérales de la même année (12,8 %)[52]. Depuis cela, la popularité de Lula ne fit qu'augmenter, toujours à un rythme plus accéléré que celui du PT. Plus encore, une analyse réalisée par Samuels (2004b) des mêmes données colligées par l'Université de Campinas en 2002 révèle que le vote du PT n'est pas associé à aucune catégorie sociale (classe sociale, genre, profession, race ou ethnie) et que *le facteur le plus étroitement associé au vote pour le PT serait une opinion favorable à Lula.*

**Graphique 5.6**




Source : TSE (http://www.tse.gov.br – visité le 10/10/2009)

Est-ce que cette popularité du leader du PT serait un signe d'un populisme caché dans ce parti considéré comme différent des autres au Brésil? Surtout dans cette Amérique latine

[52] Source : TSE (http://www.tse.gov.br – visité le 10/10/2009)

où les *caudillos* ont souvant donné le ton à la politique locale? Selon Levitsky (2001), les partis populistes de masse seraient typiques de l'Amérique latine et ils se distingueraient des partis de masse bureaucratisés européens (communistes et socialistes) par un niveau faible d'institutionnalisation. De plus, les partis de masse latino-américains, contrairement aux partis européens, auraient été créés « du haut » par des leaders dominants qui auraient façonné ces partis selon leur image à un point tel que plusieurs d'entre eux n'auraient pas survécu au départ de ses fondateurs (ibid., p. 36). Vraisemblablement, cela n'a pas été le cas du PT, qui a été créé par des forces politiques et sociales diverses et non pas par le choix arbitraire d'un leader populiste. Le PT de Lula n'est clairement pas le PTB de Vargas, créé et contrôlé par la volonté du Président de la République. Selon Samuels (2004a, p. 1001), si nous suivions la nomenclature avancée par Levitsky, nous devrions considérer le PT comme un parti bureaucratique de masses, mais cette classification serait en contradiction avec le fait que le PT se serait modéré notablement depuis sa fondation, puisque les partis bureaucratiques de masse seraient notoirement rigides, réfractaires aux mutations idéologiques et par conséquent changeraient très lentement. Pour expliquer cette migration (ou supposée migration) du PT d'un radicalisme à une modération politique, Samuels propose une classification alternative, basée sur le degré d'autonomie de la direction des partis et sur le degré de leur ancrage organisationnel (*organizational entrenchement*) (ibid., p. 1009)[53].

Encore selon Samuels, le PT serait caractérisé à la fois par un bas niveau d'autonomie de décision de sa direction et par un bas niveau d'ancrage institutionnel (malgré le fait qu'il serait un parti bien organisé et très institutionnalisé), ce qui le placerait aux côtés du Parti travailliste hollandais et du Parti travailliste britannique dans sa classification (ibid., p. 1009-1010). Comparé aux partis populistes de masse latino-américains, le PT se distinguerait donc par le bas niveau d'autonomie de sa direction, ce qui l'éloignerait non seulement des partis populistes traditionnels, comme le Partido Justicialista de Perón ou le PTB de Vargas, mais aussi de certains partis modernes d'Amérique latine que Levitsky qualifie de partis

[53] Les variables qui définiraient le niveau d'ancrage organisationnel d'un parti seraient la relation entre le nombre de membres du parti/votes, la possibilité de disposer de ressources publiques, la taille de la bureaucratie du parti et le degré de pluralisme idéologique interne.

électoraux personnalistes (*Personalistic Electoral Parties*) (2001, p. 37), tels que les partis qui portèrent Fujimori et Collor de Mello au pouvoir. Ainsi, la popularité de Lula ne serait d'aucune façon en elle-même une indication d'un possible populisme au sein du PT.

Cependant, le fait que le PT ne fut jamais un parti populiste qui dépendait totalement de son leader ne signifiait pas que la popularité de Lula ne fut pas importante pour ses ambitions électorales. Lula est loin d'être la raison d'être du PT, mais en ce qui concerne la dispute pour le pouvoir au niveau fédéral il pourrait être considéré, pour ainsi dire, comme la « vache à lait » du PT. En d'autres mots, s'il est évident que la croissance du PT fut un phénomène qui ne peut pas être simplement imputé au charisme de Lula, par contre le charisme de Lula ne peut pas être dissocié du succès du PT en tant que parti qui aspirait à briguer la présidence de la République, comme nous le verrons ensuite.

### 5.3 Lula arrive au pouvoir

À la veille des élections présidentielles et législatives de 2002, il y avait donc au Brésil un parti politique qui avait fait des gains significatifs au cours des années grâce à sa croissante modération, sans pour autant que ses secteurs plus radicaux n'en soient (sauf les groupes trotskystes extrêmes) écartés. Ce parti pouvait compter avec le leader politique le plus populaire du pays, lequel, malgré trois défaites successives, était le seul qui pouvait lui ouvrir les portes de la présidence de la République. Il pouvait aussi compter sur l'aide indéfectible de la plus puissante centrale syndicale du pays, ainsi que sur celle du plus actif mouvement social au Brésil et, plus important encore, sur l'appui d'une bonne partie de l'Église Catholique qui lui était, comme d'habitude, assuré. Ce qui manquait au PT, pour éviter les insuccès des années 1989, 1994 et 1998, c'était l'appui de la classe moyenne et celui des grandes entreprises, c'est-à-dire du marché. Le PT devait se préparer à gouverner le pays par l'élargissement de sa base électorale. L'appui sur lequel il avait compté historiquement s'était stabilisé autour de 30 % de l'électorat, mais il avait besoin, selon les dires de Lula lui-même, de « 50 % plus un » (Fausto Neto et Verón, 2003, p. 10).

Le charisme de Lula était énorme et le parti le savait; le seul problème était l'image du PT comme parti socialiste et radical, alimenté par une presse conservatrice, qui était déjà

responsable de sa défaite en 1989. Il fallait donc que le parti change son image et qu'il rassure un électorat disposé à voter pour un changement, mais encore craintif. Ce fut dans ces circonstances que le PT fit appel aux services d'un très brillant spécialiste du marketing politique brésilien, Duda Mendonça, qui prit les rênes de la campagne présidentielle de Lula et transforma l'image du vieux syndicaliste radical dans celle d'un politicien modéré et expérimenté. La campagne présidentielle de Lula, sous le slogan « *Lulinha paz e amor* » (Le petit Lula paix et amour), a présenté Lula comme un homme conciliant, capable de réaliser des compromis avec ses opposants et pas du tout radical. Toujours impeccablement habillé, Lula n'était plus un *descamisado*, pour utiliser l'adjectif utilisé pour décrire les ouvriers péronistes.

Mais ces changements, comme nous l'avons signalé précédemment, étaient plus que cosmétiques. La Direction nationale du PT, constituée majoritairement des membres *Articulaçao* et *Democracia radical* , était déjà, semble-t-il, une organisation de centre-gauche, disposée à former un gouvernement socialement juste, mais financièrement « responsable ». Plus important encore, Lula et le PT avaient savamment cherché l'appui des entrepreneurs brésiliens en invitant José de Alencar, un homme d'affaires et un sénateur du conservateur *Partido Liberal* (Parti libéral – PL), à être le candidat à la vice-présidence dans le ticket du PT. Ce choix signalait, sans ambiguïté, le désir du PT d'augmenter l'étendue de l'appui qu'il recevait, afin d'inclure une classe sociale qui auparavant était perçue comme la principale ennemie des travailleurs. Aussi, le choix de José Alencar comme vice-président assurait au PT l'appui de la *Igreja Universal do Reino de Deus*, la plus puissante des églises pentecôtistes au Brésil. L'accord entre le PT et au moins une partie de la bourgeoisie nationale est devenu très clair par l'apparition de plusieurs hommes d'affaires connus au Brésil dans les annonces télévisuelles de la campagne présidentielle de Lula (Miguel, 2006, p. 132). Le discours du PT lui-même pendant la campagne avait changé par rapport aux élections antérieures, car il soulignait le besoin d'une entente nationale au lieu de la nécessité d'une lutte entre ceux qui étaient exploités et ceux qui avaient de moyens (ibid., p. 133). Aussi, ce discours serait différent dans un niveau plus profond, puisqu'il aurait abandonné l'idée d'une équité substantive, chère à la gauche, pour une notion d'égalité d'opportunités pour tous, plus proche des valeurs libérales (ibid., p. 136-138).

De cette manière, le PT aurait réalisé une transformation qui allait bien au-delà des apparences pour toucher à sa moelle osseuse idéologique : le passage du socialisme (même avec des hésitations et des ambivalences) à la social-démocratie aurait été achevé sur le plan du discours (ce qui est loin d'être une simple question d'image ou style). Dans les mots de Duda Mendonça lui-même : « Lula a changé parce que le PT a changé[54]». S'il y avait encore des doutes à ce sujet, ils auraient dû disparaître lors de la publication de la fameuse *Carta ao povo brasileiro* (Lettre au peuple brésilien) que Lula a fait publier partout dans le pays, le 22 juin 2002. Cette lettre, vue aujourd'hui comme une trahison dans la gauche du PT, révéla clairement ce que serait le gouvernement du PT à la présidence de la République : un gouvernement d'union nationale, disposé à faire des réformes, mais démocratique et qui, surtout, n'allait pas fuir les obligations financières internationales et domestiques du gouvernement antérieur.

En fait, ce document, cette lettre au peuple brésilien peut aussi être vue comme une « lettre aux marchés »; telle était la préoccupation d'une réaction négative des banques et du secteur productif à son élection, qui pourrait plonger le pays dans une grave crise dès le début de son mandat. Le ton de cette lettre est déjà donné dans sa première page quand Lula affirme qu'il y a « [...] un sentiment prédominant dans toutes les classes [...] que le modèle actuel a atteint sa fin [...] » et que « [...] quantité d'hommes d'affaires viennent adhérer à notre projet. Il s'agit d'une vaste coalition, au-dessus des partis en plusieurs de ses aspects, qui cherche de nouveaux horizons pour le pays ». Le peuple brésilien, continue Lula, « [v]eut marcher dans le chemin de la réduction de notre vulnérabilité externe par l'effort combiné d'exporter plus et de créer un grand marché interne de consommation. » Pour cela, « [...] sera nécessaire une transition lucide et sélective entre ce que nous avons aujourd'hui et ce que la société revendique. » [...] « Le nouveau modèle ne pourra pas être le produit de décisions unilatérales du gouvernement, comme ce qui se passe aujourd'hui, ni ne sera mis en place par décret, de façon volontariste. Il sera le fruit d'une grande négociation nationale, qui doit conduire à une alliance authentique pour le pays, à un nouveau contrat social, capable d'assurer la croissance avec stabilité. La prémisse de cette transition sera naturellement le respect des contrats et des obligations du pays. Les turbulences récentes du

[54] Cité dans Rubin, 2003, p. 54

marché financier doivent être comprises dans ce contexte de la fragilité actuelle de ce modèle et de la clameur populaire pour le surpasser ». (*Carta ao povo brasileiro*, nos soulignements, notre traduction).

Lula n'aurait pas pu être plus clair que cela. Il parle d'un gouvernement d'union nationale qui inclut « la bourgeoisie », il parle d'un projet pour exporter plus et pour créer un vaste marché interne, il dit qu'il y aura un nouveau contrat social pour assurer la croissance économique et qu'il va falloir respecter les obligations financières que le pays a contractées. Le caractère « bourgeois » et « néolibéral » de son futur gouvernement était déjà clairement exprimé avant qu'il soit élu, mais la même gauche qui le critique aujourd'hui pour faire exactement ce qu'il avait dit qu'il allait faire avait laissé passer cette lettre sous silence, possiblement pour savoir très bien qu'une zizanie publique du parti à l'aube d'une élection aussi importante équivaudrait à le condamner à un autre échec. Cette gauche voit aujourd'hui la *Carta ao povo brasileiro* comme l'adieu du PT au socialisme, mais en fait cet adieu fut amorcé, comme nous l'avons remarqué, bien avant sa publication. Peut-être qu'il aurait pu venir de façon plus explicite avant 2002, mais il nous semble que le PSDB, le parti du président Fernando H. Cardoso, occupait déjà l'espace du centre-gauche et de la social-démocratie et que le PT devait, comme tout parti d'opposition, affirmer une identité propre. Si la conjoncture politique du Brésil avait été différente, peut-être que le PT aurait disputé l'élection présidentielle de 1998 déjà comme un parti ouvertement « réformiste » ou social-démocrate.

Alors, aux élections de 2002, le PT avait réussi à réaliser deux choses fondamentales pour avoir les « 50 % plus un » si chers à Lula. Premièrement, le pont avec la « bourgeoisie » avait été solidement établi avec la lettre mentionnée ci-dessus et le compromis très explicite de « respecter les règles du jeu » en ce qui concerne le fonctionnement du marché. Deuxièmement, l'image publique de Lula avait été savamment refaite dans une campagne qui avait éliminé toutes les aspérités de son ancienne représentation prolétarienne et radicale, ce qui allait sûrement plaire à l'électorat de classe moyenne qui pourrait encore avoir des réticences à appuyer le candidat du PT.

Le troisième facteur qui allait contribuer à la victoire de Lula était celui qui avait été responsable de l'impopularité de Cardoso à la fin de son mandat : l'économie n'allait pas très

bien. Le pays était endetté et la croissance économique n'était pas vraiment au rendez-vous. Plus encore, comme nous l'avons aussi noté au chapitre antérieur, les privatisations de certains pans de l'économie brésilienne et les changements des règles du jeu en ce qui concerne les retraites du secteur public n'avaient pas seulement fait des amis pour Cardoso et son parti. Le candidat du PSDB, José Serra, le dauphin désigné de Cardoso, avait donc un sérieux problème du fait d'être perçu comme la continuité d'un gouvernement pas très populaire. En désespoir de cause, il avait adopté pour sa campagne l'invraisemblable slogan *continuidade sem continuísmo* (quelque chose comme une « continuité sans continuité partisane »)[55], pour prendre ses distances avec un gouvernement dont, pourtant, il avait été un des ministres les plus en vue (Rubin, 2003, p. 58). La victoire de Lula, sauf un faux pas majeur, était pratiquement assurée. Avec les jeux ainsi faits, l'ascension finale de Lula à la présidence de la République ne fut une surprise pour personne.

### 5.4 La politique économique du gouvernement Lula : stabilité et développementalisme

Au 1er janvier 2003, le discours de la cérémonie d'assermentation de Lula confirme le contenu de la lettre adressée aux Brésiliens six mois auparavant. Dans ce discours, Lula parle de changement, mais d'un changement graduel et continuel et pas d'« un simple acte de volonté, une pulsion volontariste ». Particulièrement révélateur est le passage où il dit que « [n]ous devrons maintenir sous contrôle nos nombreuses et légitimes anxiétés sociales pour qu'elles puissent être résolues à un rythme adéquat et au moment approprié ». En plus, il admet en public la contribution très importante de l'industrie agricole pour l'économie du pays qui constitue « un immense patrimoine productif brésilien », et dont il faut prendre soin. La réforme agraire, elle, devra se faire sur les « terres inutilisées » et il parle encore du besoin d'un pacte social et « d'une alliance qui joigne objectivement le travail et le capital productif » (Discours inaugural de Lula, nos soulignements, notre traduction). Alors, la table est mise pour un gouvernement économiquement conservateur, même s'il se disposait aussi à être socialement progressiste.

---

[55] Le message que ce slogan voulait passer serait le fait que Serra était l'homme pour maintenir la continuité économique du *Plano Real*, mais sans la continuité politique de l'héritage de Cardoso.

La prudence ou la timidité de Lula était de mise pour plusieurs raisons. En premier lieu, à cause de la prépondérance de la tendance pragmatique et social-démocrate mentionnée antérieurement et à cause de tous les signes et les messages sans équivoques qui avaient été envoyés avant l'élection de Lula. En deuxième lieu, parce que, comme nous l'avons déjà noté au cours de cette thèse, le système de gouvernance brésilien est un présidentialisme de coalition qui oblige tout gouvernement à partager son pouvoir avec d'autres partis. En troisième lieu, parce que le Brésil était en difficulté économique et qu'il avait besoin de l'appui du marché international et de ses institutions financières pour renégocier encore sa dette extérieure et se doter d'un minimum de stabilité économique. Finalement, par le fait que le Brésil est aujourd'hui une démocratie pleine avec une presse libre et des mouvements sociaux et des organisations de toutes sortes très actifs et que, dans ce contexte, les changements radicaux sont extrêmement difficiles à mettre en oeuvre, à moins de compter sur un appui massif des diverses forces politiques et de la population. Ainsi, la préparation de Lula et du PT à l'exercice du pouvoir présidentiel n'incluait certainement pas des actions controversées et déstabilisantes.

En ce qui concerne l'économie du pays, Lula devait faire face à l'héritage de plusieurs années de croissance économique faible, un chômage élevé et une dette extérieure qui dévorait les finances publiques. Les années Cardoso, comme nous l'avons vu, avaient été bonnes pour le contrôle de l'inflation, mais chancelantes pour la croissance économique et la création d'emplois et, à court terme, le gouvernement Lula devait faire face à un tableau pas très reluisant de la situation économique et financière nationale.

**Tableau 5.2**

| Dette extérieure, dette du secteur public, croissance eu P.I.B. et chômage au Brésil (1994-2002) | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Année** | **Dette extérieure brute (US$ milliards)** | **Dette nette du secteur public (% do PIB)** | **Croissance du P.I.B. (%)** | **Taux de chômage réel (%)** |
| 1994 | 148,3 | 29,2 | 5,9 | 14,3 |
| 1995 | 159,3 | 30,5 | 4,2 | 13,2 |
| 1996 | 179,9 | 33,3 | 2,2 | 15,2 |
| 1997 | 200,0 | 34,5 | 3,4 | 15,7 |
| 1998 | 241,6 | 42,7 | 0,0 | 18,2 |
| 1999 | 225,6 | 48,7 | 0,3 | 19,3 |
| 2000 | 216,9 | 48,8 | 4,3 | 17,6 |
| 2001 | 209,9 | 52,6 | 1,3 | 17,6 |
| 2002 | 210,7 | 56,5 | 2,7 | 19,0 |

Sources : BCB (*Boletim do Banco Central do Brasil – Relatório Anual 2003* et *Relatório Anual 1998*, disponibles dans http://www.bcb.gov.br – visité le 05/05/2005 – dettes et croissance) et DIEESE (http://turandot.dieese.org.br , visité le 07/112009 - chômage)

Un chômage réel très élevé, une croissance économique erratique, une dette extérieure très importante et une dette du secteur public qui dépassait la moitié du P.I.B. de la nation, voilà les réalités auxquelles le nouveau gouvernement fut confronté dans l'immédiat.

Déjà dans les premiers mois de son gouvernement, Lula dut négocier le renouvellement de l'accord du Brésil avec le FMI et faire preuve d'austérité au niveau interne pour ne pas effrayer davantage les marchés qui étaient passablement inquiets depuis son élection et qui attendaient un signal « responsable » du nouveau chef de l'Exécutif. Perçu comme un homme de gauche, Lula dut faire preuve d'une surenchère d'austérité pour ne pas provoquer une panique des marchés financiers du pays qui s'attendaient peut-être à un moratoire sur la dette et au retour d'une inflation galopante provoquée par les dépenses d'État et de la volonté, au moins rhétorique du PT de redresser les énormes inégalités sociales du pays. Par la suite, il suivit une stratégie économique interne de centre-gauche, tout à fait similaire à celle du gouvernement antérieur, c'est-à-dire : une politique monétaire prudente qui met l'accent sur le contrôle de l'inflation; la continuation de la réforme de l'État, dont une réforme fiscale et une réforme de la sécurité sociale pour, respectivement,

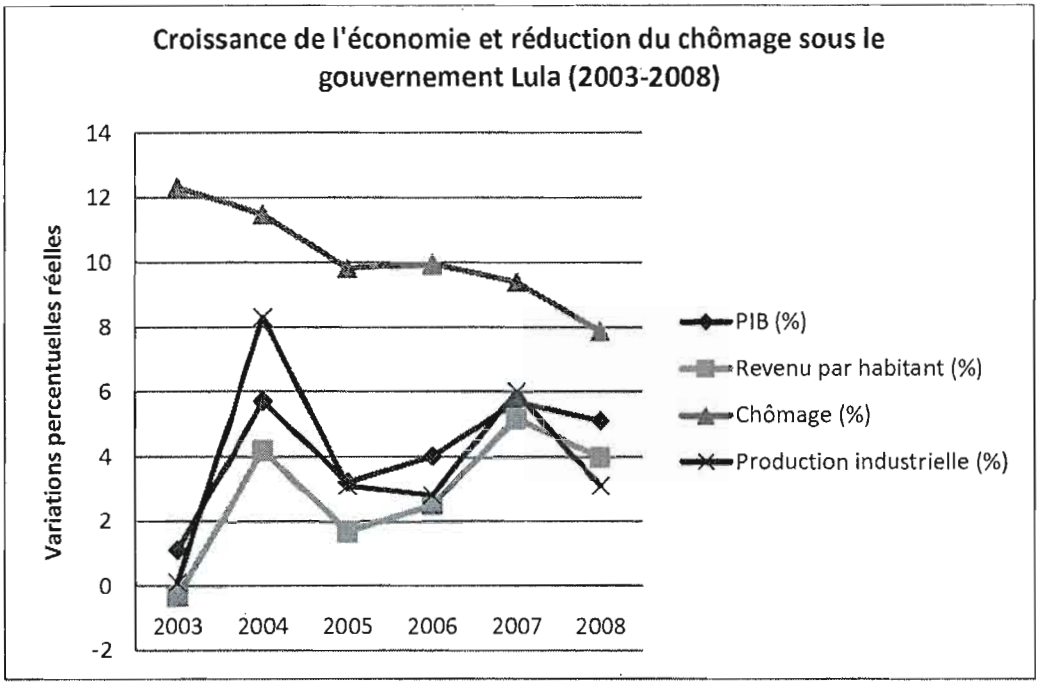
augmenter ses recettes et diminuer ses dépenses; la génération d'un excédent primaire important pour le paiement de la dette et, en général, pour la création d'un climat de stabilité économique et politique comme condition à l'investissement privé comme moteur principal de la croissance économique et la création d'emplois.

La prudence du gouvernement Lula se montra payante. Si dans la première année les résultats furent plutôt modestes, à partir de 2004 le pays se mit à croître à une bonne vitesse, des emplois furent créés et même l'épineux problème de la dette extérieure, qui semblait être un boulet perpétuel que le pays était condamné à traîner, commença à se résorber. Les exportations explosèrent et le pays initia un cycle d'excédents commerciaux robustes et, pour clore les bonnes nouvelles, les taux d'intérêt les plus élevés du monde commencèrent à décliner compte tenu de la robustesse de la monnaie nationale et de la stabilité économique.

Dans les premières trois années du gouvernement Lula, 3.442.700 emplois formels furent créés, ce qui est supérieur à tous les emplois créés entre 1985 et 2002 (2.634.000), et à ce chiffre il faudrait aussi ajouter les emplois informels dans la même période (Marques et Nakatami, 2007, p. 56). Le taux de chômage officiel baissa de 10,5 %, en décembre 2002, à 8,3 %, en décembre 2005, et le taux d'intérêt de base de la Banque centrale baissa d'un stupéfiant 25 % à 11,1 % de décembre 2002 à avril 2006 (ibid.; p. 52). Le PIB d'origine industrielle prit de l'expansion et crut de 6,2 % en 2004, pour ensuite maintenir un taux de croissance de 2,5 % en 2005 et 2006 et retourner à une croissance très robuste en 2007 et 2008 (4,7 % et 4,3 %). De sa part, le PIB d'origine agricole, gonflé par des exportations volumineuses de soja et d'autres produits, crût de 4,5 % par année de 2003 à 2008[56]. Enfin, l'économie brésilienne entra dans un cycle vertueux de croissance productive et stable qu'elle n'avait pas connue depuis de longues années.

[56] Source : BCB (http://www.bcb.gov.br, visité le 10/10/2009)

**Graphique 5.7**



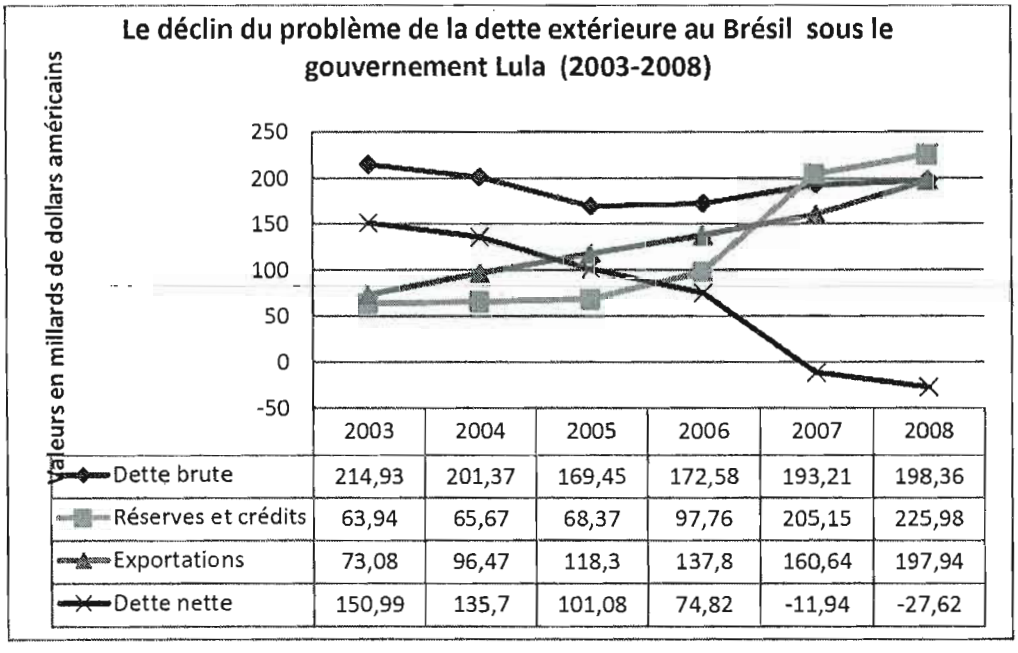

Sources : BCB (*Boletim do Banco Central do Brasil – Relatório Anual 2008,* disponible dans http://www.bcb.gov.br – visité le 10/10/2009 – PIB et Revenu) et IBGE (http://www.ibge.gov.br/series_estatisticas/, visité le 11/05/2009)

Ce que l'on voit dans le graphique ci-dessus ne se voyait pratiquement plus depuis la croissance spectaculaire des années 1970. Certes, le niveau de la croissance ne peut pas être comparé, mais au moins le pays commença à expérimenter une expansion économique soutenue, avec une augmentation de la production industrielle et un taux de chômage plus réduit. Même la crise de 2009 n'aurait pas réussi à causer une récession sérieuse au Brésil. Dans une déclaration faite en novembre 2009, le ministre des Finances du Brésil, Guido Mantega, un fidèle écuyer de Lula, affirma que l'économie brésilienne devrait enregistrer une croissance nominale de 8 % à 10 % dans le troisième trimestre de 2009 et que la croissance réelle de cette année devrait se situer autour de 1 %, ce qui ne serait pas mal dans une année de décroissance économique dans les principales économies du monde. En outre, la croissance du PIB national devrait atteindre entre 4 % et 5 % l'année suivante (2010), encore

selon le ministre Mantega[57], ce qui fut en fait largement dépassé[58].

Mais peut-être que la cerise sur le gâteau de la situation économique du pays se trouve vraiment dans le déclin du sempiternel problème de la dette extérieure du Brésil, un vrai mécanisme d'assujettissement économique et politique du pays que nous avons décrit avec un certain détail dans le chapitre 3 de cette thèse. Dans le gouvernement Lula, contre toute attente, ce piège qui semblait inaugurer une nouvelle et durable phase d'un développement strictement dépendant pour le Brésil commença à décliner, comme l'illustre le graphique suivant.

**Graphique 5.8**




| | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette brute | 214,93 | 201,37 | 169,45 | 172,58 | 193,21 | 198,36 |
| Réserves et crédits | 63,94 | 65,67 | 68,37 | 97,76 | 205,15 | 225,98 |
| Exportations | 73,08 | 96,47 | 118,3 | 137,8 | 160,64 | 197,94 |
| Dette nette | 150,99 | 135,7 | 101,08 | 74,82 | -11,94 | -27,62 |

Source : BCB (*Boletim do Banco Central do Brasil – Relatório Anual 2008*, disponible dans http://www.bcb.gov.br , visité le 10/10/2009)

Le plus étonnant dans cette situation est le fait que le Brésil se transforma en un pays créditeur et non pas débiteur, comme le destin paraissait le condamner. En 2007, le crédit du pays surpassa ses dettes et le Brésil se vit dans le rôle de créancier extérieur pour la première

[57] Source : *Folha de São Paulo*, 10/11/2009

[58] La croissance économique du Brésil en 2010 se situa autour de 7,5% (source : *Ministérioda Fazenda* www.fazenda.gov.br)

fois dans son histoire. Plus encore, Lula décida d'acquitter toute la dette brésilienne avec le FMI, en décembre 2005. Ce ne fut pas une mesure strictement financière, puisque les taux d'intérêt du FMI étaient inférieurs à ceux du marché international, mais la portée hautement symbolique de ce geste illustra la volonté du gouvernement de récupérer la souveraineté nationale que le mécanisme de la dette imposée par le « consensus de Washington » avait, dans une certaine mesure, soustraite au pays.

Ainsi, avec une politique économique assez orthodoxe qui continuait le travail commencé avec Cardoso et son *Plano Real*, Lula avait réussi à stabiliser l'économie nationale et à l'amener dans une nouvelle période de progrès. Mais le vieil esprit du développementalisme n'était pas très loin de Lula. En mars 2006, la démission de son premier ministre des Finances, Antonio Palocci Filho, provoquée par un scandale politique, ouvrit les portes de l'intimité de Lula à un ministre des Finances moins orthodoxe, Guido Mantega, déjà mentionné ci-dessus, et surtout à Dilma Rousseff, la très efficace ministre des Affaires intergouvernementales[59], deux développementistes convaincus. Sous l'impulsion de ceux deux néokeynésiens, mais surtout par Dilma Rousseff, Lula lança au début de son deuxième mandat le *Plano de Aceleração do Crescimento* (Plan d'accélération de la croissance - PAC), un ambitieux programme d'investissements étatiques conçu pour augmenter la demande domestique et maintenir ainsi le rythme de la croissance économique, en plus de commencer à remettre en état et à moderniser les infrastructures du pays, presque abandonnées après les années développementistes. Ce programme prévoyait un total de dépenses de l'ordre de 504 milliards de réaux jusqu'à la fin du gouvernement Lula, mais la crise à la fin de 2008 força le gouvernement à augmenter ce total à 646 milliards de réaux pour ainsi renforcer le caractère anticyclique du PAC. Jusqu'à septembre 2009, les investissementas du PAC totalisaient 210 millards de réals, dont 98,5 millards furent dépensés dans la seule année de 2009[60].

Il est difficile de dire ici si ce programme aurait vraiment eu un impact substantiel sur la croissance économique du pays, puisque nous ne connaissons pas d'études indépendantes

---

[59] Le titre de la ministre Dilma Rousseff est celui de *Chefe da Casa Civil da Presidência da República*. En tant que telle, elle coordonne les relations entre la présidence et les ministères et d'autres instances et organismes du gouvernement.

[60] Source : *8º Balanço do PAC – maio a agosto de 2009*, p. 1

sur ce sujet qui pourraient confirmer ou infirmer les déclarations optimistes du gouvernement. Cependant, il reste que l'idéologie du développementalisme s'est vue fortement revigorée sous le gouvernement Lula, même si cela ne veut pas dire que Lula aurait dévié du paradigme de politique économique défini dans le gouvernement antérieur. Bien au contraire, il aurait maintenu le cap macroéconomique établi par Cardoso. De plus, la présence de l'État dans l'économie ne pourrait pas être comparée à ce qu'elle était dans les années dorées du développementalisme. De cette manière, ce sursaut développementalisme du gouvernement Lula ne signifierait pas, à notre avis, une négation de l'État « social-libéral » de Cardoso et un retour réel à la politique économique de Vargas ou même de Geisel dans un Brésil avec une économie domestique ouverte aux marchés internationaux. Cela, bien entendu, serait un contresens.

### 5.5 La politique sociale du gouvernement Lula : l'attaque directe et massive contre la misère et les inégalités

La continuité entre le gouvernement Lula et le gouvernement Cardoso se fit aussi en ce qui concerne les programmes d'inclusion sociale. Ici le mérite de Lula se résumerait à avoir fait en sorte que les programmes initiés par Cardoso prennent de l'expansion pour inclure un nombre plus grand de personnes. Initialement, Lula essaya de s'attaquer au problème de la faim dans le pays par la mise en œuvre du programme *Fome Zero* (Faim zéro), par lequel il voulait en finir avec la honte nationale de ce fléau. Il avait même dit dans son discours inaugural que « si, à la fin de mon mandat, tous les Brésiliens ont la possibilité de déjeuner, de dîner et de souper, j'aurai accompli la mission de ma vie » (Discours inaugural de Lula, notre traduction). Ce programme fut la plus grande partie de toute la politique sociale du gouvernement Lula pendant la totalité de la première année de son premier mandat et il mérita même la création d'un ministère extraordinaire, celui de la Sécurité alimentaire et de combat à la faim, pour le gérer. Malgré cela, ce programme ne connut pas le succès escompté et, au début de 2004, le gouvernement créa le *Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome* –MDS (ministère du Développement social et du combat contre la faim) en substitution au ministère extraordinaire cité ci-dessus. Aussi, le

programme *Fome Zero* prit fin et il fut absorbé par celui qui allait devenir le principal programme d'inclusion sociale du gouvernement Lula : le *Bolsa Família* (Bourse famille). Ce nouveau programme ne faisait en fait que réunir sous un même nom les programmes de transfert de revenus créés par le gouvernement Cardoso (*Bolsa Escola, Bolsa Alimentação, Auxílio Gás* et *Cartão Alimentação*), ainsi que quelques initiatives du *Fome Zero*. En fait, le *Bolsa Família* aurait profité de l'existence d'un registre unifié des personnes aidées par le programme *Bolsa Alimentação* (Bourse alimentation) du gouvernement Cardoso pour démarrer ses actions (Costa, 2009, p. 702). En bref, ce programme fut conçu pour aider les Brésiliens très pauvres à se libérer de leur sort. Les personnes éligibles étaient les familles qui avaient un revenu mensuel par personne jusqu'à 140 réaux par mois, si elles avaient des enfants, ainsi que les familles qui avaient un revenu par personne jusqu'à 70 réaux, même si celles-ci n'avaient pas d'enfants. Le bénéfice de base était de 68 réaux par mois et le bénéfice variable incluait 22 réaux par mois pour les jeunes enfants (maximum de trois) et 33 réaux par mois pour les adolescents, soit un maximum variable de 66 réaux dans les deux cas. Le programme avait des conditionnalités, comme celle de maintenir les enfants à l'école et celle de les faire vacciner. Ainsi, surtout en ce qui concerne l'école, les concepteurs de ce programme espéraient que les familles aidées par ce programme pourraient briser le cycle de la pauvreté chronique.

Très rapidement, le programme *Bolsa Família* prit la priorité du gouvernement Lula et absorba la plupart des ressources financières du ministère du Développement social brésilien. Ainsi, si en 2003 le *Bolsa Família* n'accapara que 17,77 % des valeurs transférées à la population pauvre du Brésil, en 2004 il monopolisait 61,93 % de tous les transferts de revenus et en 2007 ces mêmes valeurs équivalaient à 94,15 % de la totalité des transferts[61]. Bien sûr, le nombre de familles qui bénéficièrent de ce programme monta en flèche, pendant que celles incluses dans les autres programmes diminuèrent en chute libre.

[61] Source : MDS (http://www.mds.gov.br, visité le 08/02/2010)

**Tableau 5.3**

| Le programme *Bolsa Famíla* 2004-2008 | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Année** | **Ressources financières allouées au *Bolsa Família* (en monnaie nationale)** | **Pourcentage des ressources des programmes de transferts alloué au *Bolsa Família*** | **Familles bénéficiaires du *Bolsa Família*** | **Familles bénéficiaires d'autres programmes** |
| **2004** | **3.791.785,00** | **61,93** | **3.615.861** | **10.980.762** |
| **2005** | **5.691.667,00** | **79,12** | **6.572.060** | **8.077.196** |
| **2006** | **7.524.661.322,00** | **94,15** | **8.644.196** | **5.111.940** |
| **2007** | **8.965.499.608,00** | **99,43** | **10.908.452** | **322.202** |
| **2008** | **10.606.500.193,00** | **99,69** | **11.007.829** | **240.998** |

Source : *Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome* (MDS) (http://www.mds.gov.br, visité le 08/02/2010)

Ainsi, le *Bolsa Família* devint l'enfant chéri de la politique sociale du gouvernement Lula. Au moment où ces lignes sont écrites, ce programme atteint déjà (octobre 2010), selon les informations du gouvernement, 12.769.155 familles représentant plus de 20 % de la population brésilienne. Son envergure est, certes, considérable.

Cependant, il y a un paradoxe dans la politique sociale du gouvernement Lula, puisque si d'un côté, il augmenta les dépenses en ce qui concerne les transferts directs de revenu à la population pauvre, d'un autre côté, comme nous l'avons déjà noté dans le chapitre antérieur, il diminua les dépenses sociales du gouvernement par rapport à la gestion Cardoso (du moins dans son premier mandat). Dans son deuxième mandat, Cardoso dépensa l'équivalent de 1,11 % du PIB national en éducation et de 1,84 % en santé, pendant que dans le premier mandat de Lula ces mêmes pourcentages tombèrent respectivement à 1 % et 1,76 %. Alors, il semblerait que la création d'un programme de l'importance du *Bolsa Família* eut affecté négativement les dépenses du gouvernement en éducation et en santé (ibid., p. 704) et que, d'une certaine manière, le gouvernement Lula eut été en train d'enlever avec une main ce qu'il donnait avec l'autre. En fait, il y aurait une différence d'accent entre le gouvernement Lula et celui de Cardoso relativement à leurs politiques sociales. Le gouvernement Cardoso aurait mis plus de poids dans l'universalisme de la santé et de

l'éducation pour tous, pendant que le gouvernement Lula aurait centré ses efforts dans des programmes qui ciblent directement les plus pauvres. Selon certains (Kerstenetzky, 2009, p. 70-72), il serait important qu'il y ait un penchant universaliste dans le *Bolsa Família* lui-même, puisque la discrimination de ceux qui ne sont pas très pauvres risque de distancer les contribuables (même les pauvres) de ces programme, mettant en difficulté son acceptation politique. En outre, la situation pénible de l'éducation et de la santé publique demanderait de nouveaux investissements si l'on espère développer le pays.

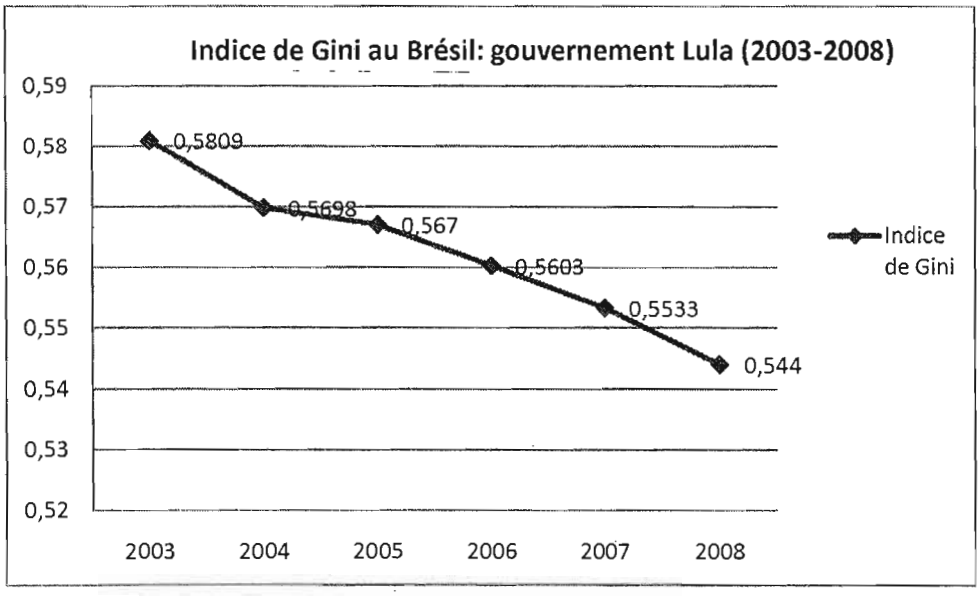
Malgré cela, il ne reste aucun doute que l'effet du *Bolsa Família* fut vraiment palpable en ce qui concerne la diminution de l'extrême pauvreté au Brésil. En fait, après quelques années du programme *Bolsa Família*, une étude menée sous l'égide du PNUD au Brésil et de la *Fundação Getúlio Vargas* a montré que les plus pauvres étaient ceux qui se seraient le plus « enrichis » depuis le commencement du gouvernement Lula[62]. Selon cette étude, leurs revenus se seraient accrus de plus de 14 % entre 2001 et 2004 (mais surtout en 2004), pendant que le revenu général de la population ce fut accru d'à peine 3,6 % (FGV/*International Poverty Centre*, 2006, p.2). Ainsi, peut-être pour la première fois dans toute l'histoire du Brésil, la croissance économique a profité plus aux pauvres qu'aux riches, grâce aux politiques de redistribution de revenus du gouvernement. Cette même conclusion est partagée, de façon plus nuancée, par d'autres études sur la pauvreté au Brésil menées par l'*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* - IPEA (2006) et par des économistes de la Banque mondiale (Ferreira, Leite et Litchfield, 2006). L'étude de l'IPEA montre que les inégalités de revenu familial en 2004 étaient les plus basses depuis 30 ans et que le revenu des 10 % plus pauvres a augmenté de 7 % de 2001 à 2004 (2006, p. 3-4). En plus, cinq millions de Brésiliens seraient sortis d'une condition d'extrême pauvreté dans la même période, ce qui n'aurait pas été possible sans programmes d'aide et de sécurité sociale, qu'à la condition de pouvoir compter avec une croissance économique de 6 % par année (ibid., p. 3-4). L'étude de la Banque mondiale, qui s'étale de 1981 à 2004, montre que le coefficient de Gini pour cette période s'est réduit de 10 % et que la partie plus importante de cette réduction

[62] L'étude en question s'appelle *Crescimento Pró-Pobre : O Paradoxo Brasileiro* (Croissance pour les pauvres : le paradoxe brésilien), menée conjointement par la Fundação Getúlio Vargas et l'*International Poverty Centre*, du PNUD.

s'est produite de 1993 à 2004, c'est-à-dire dans la période inaugurée par le *Plano Real*, avec la fin de l'hyperinflation et le commencement des programmes d'aide sociale et de sécurité sociale sous le gouvernent Cardoso, suivis avec plus de force par le gouvernement Lula (Ferreira, Leite et Litchfield, 2006, p. 2-31).

Enfin, les politiques de transfert de revenus de Lula auraient accéléré un processus de diminution des inégalités sociales qui avait déjà commencé sous le gouvernement Cardoso. Certes, la décision du gouvernement Lula de cibler les plus pauvres entre les pauvres aurait fait de sorte que l'impact sur les indicateurs de mauvaise distribution du revenu national eut été le maximum possible compte tenu des investissements directs réalisés. Ainsi, la remarquable diminution de l'indice de Gini très élevé du Brésil, illustrée dans le graphique ci-dessous, peut être considérée comme l'une des plus grandes réussites sociales du gouvernement Lula.

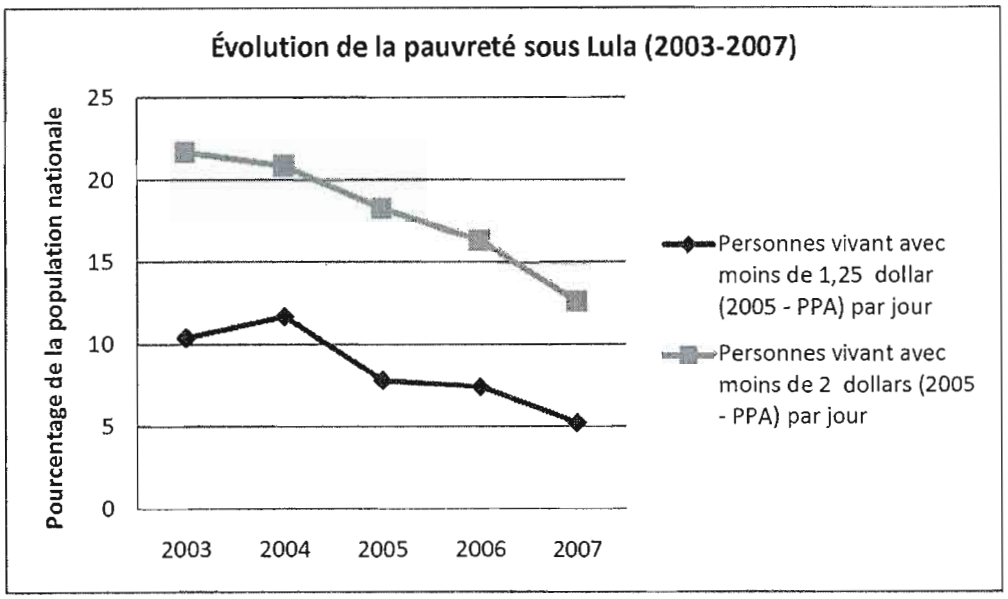
**Graphique 5.9**




Source : IPEA (http://www.ipeadata.gov.br – visité le 24-05-2009)

Aussi, cette politique ciblée du gouvernement Lula, contribua à sortir des millions de personnes de la pauvreté extrême, comme le montre le graphique suivant.

**Graphique 5.10**



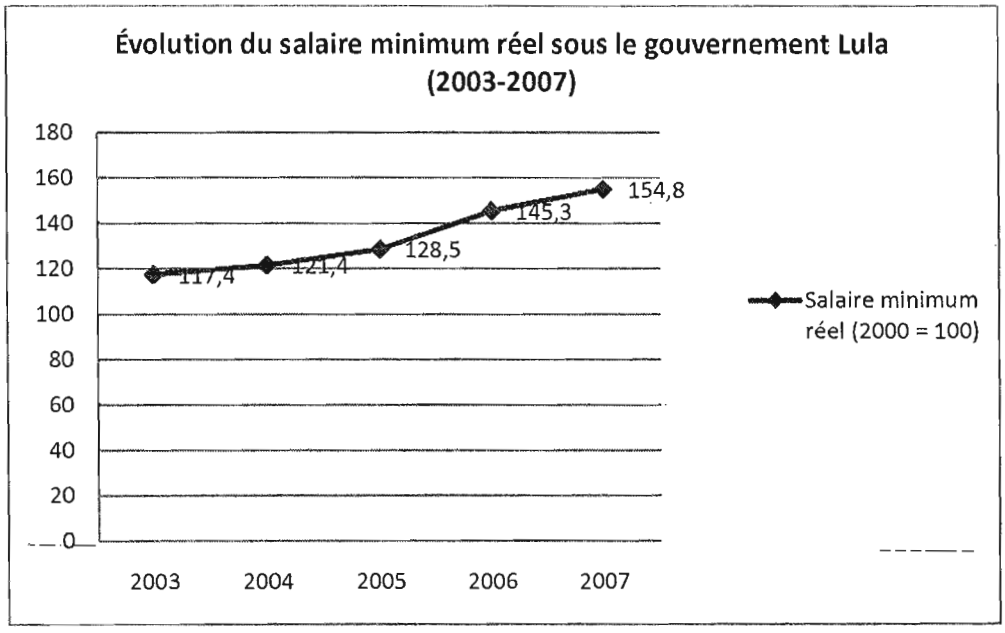

Source : Banque mondiale (http://data.worldbank.org/, visité le 08/06/2011)

Cependant, il ne faudrait pas oublier que la contribution des programmes de réduction de la pauvreté nationale, tel que le *Bolsa Família*, pour l'amélioration du sort des moins nantis au Brésil n'aurait pas été aussi importante que l'augmentation du revenu de la population par le travail et l'emploi. Sur ce point, Rocha (2008, p. 87) nous rappelle que plusieurs études montrent que le revenu dû au travail aurait été responsable de 68 % de la réduction de l'indice de Gini au Brésil entre 2001 et 2004 et que le revenu dû à d'autres sources, comme l'assistance sociale, aurait contribué avec 35 % de cette réduction.

Pour cette raison, il est important de souligner que la politique salariale du gouvernement Lula aurait probablement elle aussi contribué de façon non négligeable à une meilleure distribution du revenu national, spécialement parce que Lula ordonna des augmentations très substantives du salaire minimum national, favorisant ainsi les couches moins nanties de la société brésilienne. Selon une étude qui analysa la contribution des augmentations du salaire minimum sur l'indice de Gini au Brésil (Firpo et Reis, 2007), les majorations de ce salaire de base auraient contribué dans 36 % de toute la réduction de l'indice de Gini entre 2001 et 2005. Considérant que les augmentations du salaire minimum

furent plus importantes encore dans les années plus récentes, il ne serait pas farfelu de croire que l'impact d'un salaire minimum encore plus robuste aurait contribué davantage à l'amélioration des iniquités de revenus au Brésil.

**Graphique 5.11**




Source : CEPALC (http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp visité le 23-05-2009)

Selon des informations du *Ministério do Trabalho e Emprêgo* (ministère du Travail et de l'Emploi), l'augmentation réelle du salaire minimum brésilien depuis 2003 et jusqu'à novembre 2009 aurait été de 46,05 %, apportant ainsi un bénéfice important pour plus de 43,4 millions de personnes[63]. Pour sa part, le *Departamento Intersindical de Estudos e Estatísticas do Emprego* (Département intersyndical d'Études et de statistiques sur l'emploi – DIEESE) révèle que la valeur du salaire minimum à prix constants d'octobre 2009 au municipe de São Paulo était de 281,33 réaux en janvier 2003, c'est à dire à l'arrivée de Lula au pouvoir, et que, en février 2009, cette même valeur aurait été de 478,10 réaux[64]. Or, cela représente une augmentation effective d'un étonnant 69,9 % en six ans! Cette augmentation

[63] Dans www.mte.gov.br, visité le 07/08/2010)
[64] Dans www.dieese.org.br, visité le 07/08/2010)

généreuse aurait eu un impact important dans l'achat de biens de consommation de la part des travailleurs et sur la masse des impôts perçus par le gouvernement[65]. Enfin, la politique salariale de Lula, qui, dans un sens, suivait celle de Cardoso en ce qui concerne la récupération du pouvoir d'achat du salaire minimum, aurait apporté des bénéfices palpables non seulement aux travailleurs brésiliens, mais aussi, indirectement, au gouvernement lui-même.

Le résultat combiné des politiques sociales et salariales du gouvernement Lula aurait été un bouleversement majeur de la structure des classes de revenu dans la société brésilienne. Les données de la dernière recherche sur le niveau de revenu des domiciles brésiliens (PNAD 2009) auraient montré que, entre 2003 et 2008, pas moins de 19,4 millions de personnes seraient sorties de la classe pauvre (classe E) pour rentrer dans une classe de revenu plus élevée (D, C ou AB)[66]. D'un autre côté, la classe C aurait augmenté de 25,9 millions de personnes et la classe AB aurait vu ses effectifs augmenter de 6 millions de personnes dans la même période. En termes relatifs, cela aurait signifié des réductions de 43,04 % et de 8,9 % des classes E et D, respectivement, ainsi que des augmentations de 31,05 % et de 37,12 % des classes C et AB, respectivement.

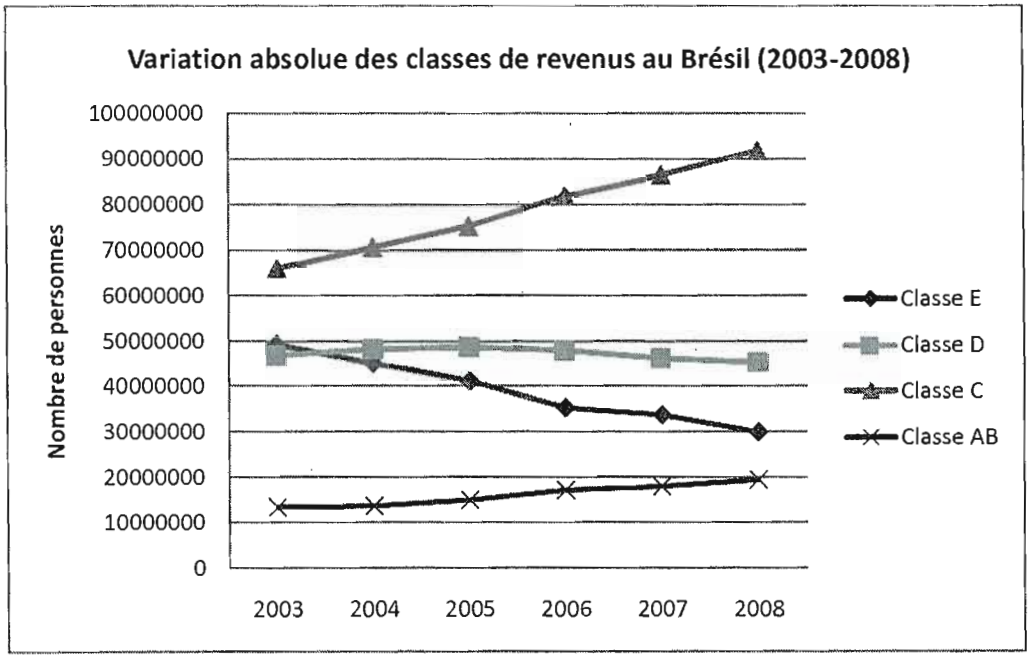
En termes absolus, les changements sont illustés dans le graphique ci-dessous.

---

[65] Selon les déclarations de Quintino Severo, secrétaire général de la CUT, dans www.cut.org.br

[66] La *Fundação Getúlio Vargas* définit cinq grands groupes de revenu au Brésil, à savoir E, D, C, B et A. Parfois, deux ou trois de ces groupes sont réunis dans un seul, tel que dans le cas de la recherche de Neri (2009), qui pris les classes A et B comme un seul groupe. À prix constants de décembre 2008, ces groupes sont identifiés dans le travail de Neri de la façon suivante : : la classe E (revenus entre 0 et 804 réaux par mois), la classe D (revenus entre 804 et 1115 réaux par mois), la classe C (revenus entre 1115 et 4807 réaux par mois) et la classe AB (revenus de plus de 4807 réaux par mois). La *Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílio* (PNAD) est réalisée périodiquement par l'IBGE et constitue un instrument très important pour les politiques publiques au Brésil.

**Graphique 5.12**




Source : données de la FGV dans Neri (2009, p. 18).

Il est facile de constater dans ce graphique que nous ne pouvons pas attribuer ce revirement dans la structure des revenus au Brésil aux seuls programmes sociaux de Lula, malgré le fait qu'ils ont certainement contribué à sortir des millions de Brésiliens de la misère. L'accession de millions de personnes aux classes de revenu plus élevé, notamment aux classes C et AB, ne pourrait pas être expliquée par les très faibles prestations du *Bolsa Família* et d'autres programmes. Ainsi, nous apercevons indirectement dans le graphique ci-dessous l'importance de la politique salariale de Lula et l'importance d'une politique économique de croissance et de création d'emplois œuvrant en complémentarité aux programmes sociaux pour la réduction de la pauvreté et de la misère.

Mais les politiques sociales du gouvernement Lula ne se limitèrent pas à concentrer leurs efforts sur les pauvres, mais aussi sur les minorités nationales. Sur ce point, des politiques spécifiques pour améliorer le sort des Noirs brésiliens méritent quelques commentaires.

Nous avons dit brièvement dans le premier chapitre de cette thèse que les anciens

esclaves brésiliens furent laissés pour compte et discriminés après leur affranchissement en 1889. Depuis lors, leur situation est restée pratiquement inchangée jusqu'à tout récemment. Les premières actions gouvernementales mises en place pour étudier et pour concevoir des politiques spéciales pour les Noirs du Brésil virent le jour en 1995, c'est-à-dire déjà dans le gouvernement Cardoso, avec la formation du *Grupo Interministerial para Valorização da População Negra* (Groupe interministériel pour la valorisation de la population noire), créé suite à une marche du *Movimento Negro* (Mouvement noir) qui célébrait le trois-centième anniversaire de la mort du grand leader des esclaves marrons brésiliens, Zumbi dos Palmares (Jaccoud, 2008, p. 142). Après la création de ce groupe, plus précisément en 2001, plusieurs ministères mirent en œuvre des programmes d'action affirmative pour la population noire brésilienne, dont le *Ministério do Desenvolvimento Agrário* (ministère du Développement agraire), qui créa un quota de 20 % pour l'embauche de Noirs dans ses cadres, le *Ministério da Justiça* (ministère de la Justice), qui prît une mesure équivalente en plus de créer un autre quota de 20 % pour l'embauche de femmes, et aussi le *Ministèrio das Relações Exteriores* (ministère des Affaires étrangères), qui créa des bourses pour les étudiants noirs désirant suivre la carrière diplomatique (Moehlecke, 2002, p. 2009)[67].

Sous le gouvernement Lula, ces premières actions affirmatives pour les Noirs prirent de l'ampleur avec la création de la *Secretaria Especial de Políticas de Promoção da Igualdade Racial* (Secrétariat spécial des politiques de promotion de l'égalité raciale – Seppir) et la mise en œuvre de certains programmes, comme le *Programa de Combate ao Racismo Institucional* (Programme de lutte contre le racisme institutionnel), le *Programa de Promoção da Igualdade de Oportunidade Para Todos* (Programme de promotion de l'égalité d'opportunités pour tous) et les actions affirmatives dans les universités (Jaccoud, 2008, p. 140-141). De tous ces programmes et actions, ceux qui suscitèrent plus de polémique furent les actions affirmatives en milieu universitaire, c'est-à-dire la création de quotas pour les étudiants issus des minorités ethniques (au Brésil, les Noirs et les indigènes), ainsi que pour les pauvres.

---

[67] Ce dernier ministère, connu couramment par le nom d'*Itamaraty*, avait toujours été très réfractaire à l'embauche de Noirs dans son personnel diplomatique. Sous Cardoso, il songea sérieusement à admettre des Noirs comme diplomates pour la première fois dans son illustre histoire.

Les actions affirmatives dans les universités ne sont pas imposées par le gouvernement Lula : les établissements d'enseignement supérieur au Brésil font la mise en œuvre de ces actions sur une base strictement volontaire. Malgré cela, 38 institutions publiques d'enseignement supérieur décidèrent d'implanter des actions affirmatives, dont 33 créèrent des quotas pour des groupes cibles (pour les minorités ethniques, mais aussi pour les pauvres en général). Suite à la mise en marche de ces actions, l'on estime que 7.850 places réservées aux Noirs furent créées par année dans les universités publiques au Brésil, un nombre considérable, mais encore relativement réduit si l'on prend en considération que 331.000 places sont offertes annuellement dans ces établissements (ibid., p. 148, 149). Tout de même, les quotas dans les universités publiques ont déjà changé le visage des étudiants universitaires au Brésil qui reflètent de plus en plus les couleurs de la population comme un tout.

Pour sa part, le gouvernement Lula s'attaqua au problème de l'accès à l'enseignement supérieur par la création, en 2005, du *Programa Universidade para Todos* (Programme université pour tous - PROUNI), qui distribue des bourses pour les étudiants sans ressources financières pour qu'ils puissent étudier dans une des nombreuses universités privées au Brésil. Compte tenu du nombre de ces dernières, l'envergure de ce programme est réellement importante. Après deux ans de sa création, le ProUni comptait avec la participation de plus de 1.200 établissements d'enseignement supérieur privés et il donnait des bourses à plus de 100.000 étudiants. Ce programme n'était pas dirigé vers les minorités ethniques, mais le seul fait de permettre à des étudiants pauvres d'avoir accès à l'enseignement supérieur signifiait que, compte tenu de la surreprésentation des Noirs dans la population pauvre, un nombre important de Noirs était aidé par ce programme. Effectivement, les données du ProUni révélaient qu'entre 2005 et 2008 un total de 171.660 étudiants noirs (*pretos* et *pardos*, selon les catégories censitaires brésiliennes) avaient bénéficié d'une bourse de ce programme[68].

Dans une évaluation générale de la situation des Noirs au Brésil, nous pouvons dire que celle-ci continue à être très désavantageuse quand elle est comparée à celle des Blancs, puisque les premiers, pour ne citer qu'une seule donnée, perçoivent toujours moins de la moitié des revenus des deuxièmes. Cependant, il est révélateur du fait que justement à partir

[68] Données disponibles dans http://prouni-inscricao.mec.gov.br/ProUni

de 2001, l'année où les actions affirmatives décrites ci-dessus commencèrent, cette même différence commença à diminuer, allant d'une moyenne qui jusque-là oscillait autour de 2,4 fois à 2,06 fois, soit une réduction de près de 25 % (Soares, 2008a, p.119-120). Bien sûr, cela ne veut pas dire que les actions affirmatives dirigées spécifiquement vers les Noirs eurent comme conséquence cette amélioration notoire de leur revenu. Ces données signifieraient plutôt que les politiques ciblées pour les pauvres, telles que le *Bolsa Família,* eurent un effet très positif pour les Noirs à cause de leur surreprésentation parmi les pauvres (ibid., p. 122). Toutefois, il se pourrait que dans un futur pas très lointain, le sort d'une partie des Noirs brésiliens s'améliore à cause de leur accès à l'enseignement supérieur et aux meilleures opportunités dans le marché du travail que cela pourrait leur apporter.

En somme, la politique sociale du gouvernement Lula semble avoir porté des fruits en mettant l'accent sur des programmes qui ciblent les plus pauvres, en plus de créer des programmes spécifiques plus musclés pour les Noirs, qui après tout, constituent la majorité des plus démunis au Brésil et seraient même en train de devenir majoritaires tout court au pays[69].

Il va sans dire que cet accent sur les pauvres et les minorités ne signifierait pas que le gouvernement Lula eut changé le paradigme d'État « social-libéral » en ce qui concerne les améliorations sociales au pays. Le gouvernement Lula continua à miser sur le développement d'une économie de marché pour la création d'emplois et pour la captation des taxes nécessaires pour financer le fonctionnement de l'État, dont les programmes sociaux, en fin de compte, dépendent. De plus, comme nous l'avons vu, le programme *Bolsa Família* et même les programmes d'action affirmative avaient leurs racines dans le gouvernement Cardoso.

Ce que nous pouvons dire sur ce changement d'accent dans la politique sociale de Cardoso, plus portée par un universalisme citoyen, et celle de Lula, plus penchée vers le sort immédiat des plus pauvres, est le fait que la dernière réussit plus vite à réduire de façon significative les énormes inégalités sociales brésiliennes, ce qui semble prouver l'utilité de ce genre de programme dans un pays comme le Brésil.

---

[69] Les dernières données sur ce sujet (PNAD 2007), montrent que la population noire au Brésil formerait 49,8 % de la population nationale, une hausse de 6,8 % par rapport à 2001 (43 %). L'explication de cette augmentation soudaine serait le fait qu'un nombre de plus en plus important de Brésiliens n'hésitent plus à se qualifier de *pretos* ou *pardos*, les deux catégories censitaires qui correspondraient à « Noir » (Soares, 2008b).

Plus important encore, l'aide directe aux démunis peut donner des dividendes en matière de popularité et en remerciements électoraux au gouvernement qui l'implante. Le gouvernement Lula a déjà cueilli les fruits de sa politique sociale dans les élections présidentielles de 2006, où il y a eu une forte corrélation entre le nombre de bénéficiaires du *Bolsa Família* et le vote pro-Lula (Hunter et Power, 2007). Cela fut en soi-même un phénomène électoral important, mais la coïncidence entre la distribution directe des bénéfices provenant de l'État et le vote populaire aurait peut-être une signification encore plus large qui mérite que nous nous y attardions pour faire quelques commentaires.

Une mutation très importante concernant le comportement de l'électorat brésilien aurait eu lieu après l'implantation du *Bolsa Família*, puisqu'aujourd'hui beaucoup de l'appui de Lula vient des régions du Brésil où l'indice de développement humain est le plus bas, notamment dans les régions du Nord et du Nord-Est. Auparavant, Lula était plus populaire dans les zones urbaines des régions brésiliennes du Sud et du Sud-Est, plus développées et plus modernisées. De prime abord, cela semblerait donner crédit à l'hypothèse d'un nouveau populisme qui se baserait sur un clientélisme des Brésiliens les plus pauvres à charge de l'assistance sociale de l'État, mais nous croyons que l'inclusion des plus démunis dans la toile de protection de l'État pourrait avoir plutôt un effet de dissolution des liens sociaux d'un clientélisme plus traditionnel encore présent au Brésil. Nous avons expliqué dans le chapitre 2 de notre thèse comment la création de programmes sociaux par Pedro Ernesto dans la ville de Rio de Janeiro aurait dissous les relations de dépendance qui liaient les pauvres de cette ville aux *cabos eleitorais* et à toute la structure oligarchique du *coronelismo urbano* qui contrôlait le vote des pauvres. Or, l'aide directe de l'État dans les zones rurales les plus pauvres du Brésil pourrait avoir eu chez une population extrêmement pauvre le même effet de libération du besoin de recourir aux faveurs des notables locaux en échange de leur fidélité politique. Il nous suffit d'un seul exemple pour illustrer de quoi nous parlons.

L'État du Maranhão, dans le Nord-Est du Brésil, est l'un de plus pauvres du pays et il est celui où l'indice de développement humain est le plus bas (IDH de 0,64 comparé à la moyenne nationale de plus de 0,80). Comme le *Bolsa Família* est distribué prioritairement dans les régions où l'IDH est le plus petit, cet État fut dès le début de ce programme l'une de

ses cibles de choix. En fait, cet État est aujourd'hui celui qui reçoit relativement plus d'aide du *Bolsa Família*, puisque près de 50 % de toute sa population en bénéficie[70].

Mais le Maranhão a encore une autre caractéristique qui est très importante pour ce que nous voulons présenter. Comme c'est souvent le cas dans le Nord-Est brésilien, cet État est la proie du *caciquismo*[71], c'est-à-dire le phénomène politique d'un homme ou d'une famille qui contrôle toutes les ficelles du pouvoir politique dans son intérieur. Le *caciquismo* ne serait qu'une version plus moderne de l'ancien *coronelismo* qui avait dominé complètement et pour longtemps toute la région. Comme le *coronelismo*, le *caciquismo* se perpétue par les liens de dépendance savamment tissés avec la population plus pauvre et par les faveurs que le monopole du pouvoir permet d'octroyer en échange de l'appui politique et des votes. Dans le Maranhão, le *cacique político* depuis 1966 était nul autre que José Sarney, l'ancien président de la République et puissant membre du PMDB. Sarney fut sénateur de cet État pendant plusieurs années et fut son gouverneur entre 1971 et 1985. Sa fille, Roseana Sarney, fut aussi gouverneure du Maranhão de 1994 à 2002. Le moins que l'on puisse dire est que la famille Sarney était bien installée au pouvoir dans le Maranhão quand Lula fut élu et qu'il décida d'envoyer de l'aide directe en argent comptant à des nombreuses familles misérables de cet État. On aurait pu s'attendre à que la famille Sarney reçoive un peu de la manne des voix reçues par Lula, surtout parce que Lula s'était converti en allié de la famille Sarney au Maranhão à cause de l'appui politique du PMDB de Sarney à son gouvernement, allant jusqu'à participer à des comices avec Roseana Sarney à l'occasion des élections de 2006. Or, cela ne se produisit pas. Au contraire, pendant que Lula reçut au Maranhão une manne de votes inédite qui lui assura presque 90 % des voix dans certaines municipalités, Roseana Sarney fut battue par un candidat de gauche du PDT, Jackson Lago, mettant fin à 40 ans de domination politique des Sarney dans cet État. Pire encore, dans les élections municipales de 2008, le clan Sarney perdit 29 des 45 municipalités du Maranhão qui leur étaient encore fidèles.

---

[70] Selon les données du *Ministério do Desenvolvimento Social e Combate à Fome*, 753.000 familles du Maranhão reçoivent l'aide du *Bolsa Família*.

[71] Le mot *caciquismo* vient du mot *cacique*, qui a la même signification en portugais qu'en français (chef amérindien).

Ainsi, le *Bolsa Família* récompensa Lula, mais il ne fit pas la même chose avec les Sarney. Pourquoi? Une explication possible serait que la prise en charge par l'État des plus démunis les libéra dans une certaine mesure de leur vulnérabilité face à la manipulation clientéliste des *caciques políticos*. La structure même du *Bolsa Família* favoriserait l'indépendance de sa clientèle parce que la relation entre ce programme et les individus qui en sont bénéficiaires se fait directement avec une banque de l'État brésilien (*Caixa Econômica Federal*) et non pas par l'intermédiation des autorités politiques locales ou provinciales. Il est vrai cependant que les maires aident à dresser la liste des bénéficiaires potentiels de chaque municipalité, mais avec la participation directe du gouvernement fédéral. Les gouverneurs, eux, sont pour ainsi dire « court-circuités » dans ce processus et ils ne peuvent pas ni contrôler la direction ou le débit des ressources ni par conséquent demander des faveurs en échange de l'« ouverture des robinets ». C'est de cette manière que l'inclusion sociale promue par les programmes de transfert direct de revenus du gouvernement Lula pourrait être en train de miner les bases des dernières poches de *coronelismo* et de *caciquismo* au Brésil[72].

Bien évidemment, nous parlons ici d'une manière hypothétique quand nous établissons un lien de causalité entre le transfert direct de revenu aux démunis et les récents résultats électoraux au Brésil, mais il n'y a pas de doute quant au fait que la structure du *Bolsa Família* favoriserait l'autonomie de sa clientèle cible et les autorités politiques locales. Sur ce point, une étude sur le *Bolsa Família* (Hevia, 2008) réalisée sous l'égide du PNUD révèle exactement ce que nous avons dit ci-dessus. L'étude visait à savoir quelles étaient les relations entre les bénéficiaires et le programme et aussi quel était le niveau de participation citoyenne dans celui-ci. En résumé, la conclusion de l'auteur est celle-ci :

[72] Cette dernière affirmation mérite un sérieux bémol. Dans les dernières élections aux gouvernements des états (octobre 2010), le Parti des travailleurs a appuyé Roseana Sarney au gouvernement de l'État du *Maranhão,* ce qui aurait permis à celle-ci d'emporter la victoire par une petite marge sur les autres candidats (0,8 % des votes). Ainsi, même si les politiques sociales du gouvernement Lula semblent saper les bases du *caciquismo*, les alliances politiques que le PT tisse au nom de la gouvernabilité contribuent aussi à maintenir au pouvoir certaines vieilles oligarchies politiques au Brésil. D'une certaine façon, nous pouvons dire que Lula enlève d'une main ce qu'il donne de l'autre.

> El diseño del Programa Bolsa Familia privilegia el establecimiento de relaciones directas con los beneficiarios, inhibiendo la presencia de intermediarios, sin por ello eliminar la participación colectiva. [...] En este sentido, la relación de BF con sus beneficiarios puede caracterizarse como *relaciones directas*, no mediadas, que generan como principal efecto intencional bajos niveles de clientelismo político de compra y coacción de voto, pero que también genera como efectos no intencionales la dificultad para defenderse de abusos de poder e irregularidades de manera colectiva. (ibíd., p.1, nos soulignements)

Comme l'auteur lui-même le reconnaît (ibid., p. 9), le bas niveau de clientélisme politique ne veut pas nécessairement dire qu'il n'y a pas d'usage politique du programme, mais la relation distanciée que le bénéficiaire du *Bolsa Família* entretient avec les autorités politiques dans le cadre de son fonctionnement le libère des coercitions et des séductions typiques du *coronelismo* et peut-être même d'autres relations de dépendance.

Nous disons « d'autres relations de dépendance » parce qu'il y eut un autre changement politique important qu'il faudrait noter concernant les élections de 2006. Ce changement fut la grande perte d'influence politique des courants néopentêcotistes au Congrès national, où leur présence s'est réduite de moitié. Effectivement, des 67 députés et sénateurs évangéliques avant ces élections il n'en resterait que 30[73], ce qui constitue un coup très dur pour le controversé mélange de religion et de politique au Brésil. Pourtant, il y a quelques années l'ascension du néopentêcotisme politique au Brésil semblait irrésistible, comme le montraient plusieurs travaux sur ce sujet (Freston, 1994, Corten et al., 2000, 2003), surtout en ce qui concerne la très organisée Église universelle du royaume de Dieu (IURD). Celle-ci, qui comptait avec 21 congressistes avant les dernières élections, n'en a que quatre maintenant.

Les raisons de ce déclin marqué semblent être liées, du moins en partie, à la participation de plusieurs députés évangéliques dans les scandales politiques du premier gouvernement Lula. Des 49 congressistes évangéliques qui n'ont pas été réélus en 2006, 16

[73] Source : *Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar* - DIAP ( http://www.diap.org.br, visité le 11/11/20006)

avaient vu leurs noms mêlés à des scandales de corruption[74]. En outre, il semble qu'il y aurait eu une démobilisation politique de l'IURD dans les dernières élections. Mais il se peut aussi, selon nous, que le désastre électoral des évangéliques préannonce une tendance plus lourde à long terme causée par le succès des politiques de redistribution des revenus mises en place par les gouvernements Cardoso et Lula. Cela, bien sûr, n'est qu'une intuition qu'il faudrait vérifier, mais il est possible que le « clientélisme » du gouvernement autour des programmes tels que le *Bolsa Família* soit en train de miner le clientélisme néopentêcotiste créé par ses oeuvres caritatives. En fait, si la culture des acteurs politiques néopentêcotistes se caractérise par la mise en place de structures clientélistes (Machado, M. D. C., 2003), nous pouvons envisager qu'à long terme, le succès des programmes étatiques complètement dissociés des églises puisse affaiblir les racines du succès électoral des candidats de cette mouvance religieuse. Ironiquement, le même gouvernement qui s'est allié au courant évangélique par son partenariat avec le *Partido Liberal* du vice-président José Alencar, aurait peut-être lancé la semence de l'affaiblissement d'une des sources du pouvoir politique des ses alliés[75].

Enfin, cette politique redistributrice accusée de « populiste régressif » par certains pourrait, par la rupture des liens de dépendance des Brésiliens les plus misérables vis-à-vis des structures de domination économiques et sociales plus archaïques, créer une situation qui saperait les sources du pouvoir patrimonialiste et populiste au Brésil. À la limite, ne serait-il pas la construction d'un État-providence embryonnaire, mais moderne qui pourrait tarir la sève dont le patrimonialisme et la démagogie populiste se sont toujours nourris au Brésil et partout ailleurs en Amérique latine? Le succès du modèle d'État « social-libéral » de Cardoso et Lula pourrait moderniser les relations sociales et politiques au Brésil tout comme l'ère de Vargas et du national-populisme le fit auparavant. Le défi serait de maintenir une croissance économique suffisamment importante dans une économie mondialisée pour continuer, par la création d'emplois et par la distribution de revenus, le processus d'inclusion sociale de ceux

[74] Source : DIAP (http://www.diap.org.br, visité le 11/11/2006)

[75] Nous devons souligner que les élections de 2010 ont détruit cette intuition, puisque les candidats évangéliques ont récupéré presque tous les sièges qu'ils avaient perdus en 2006 et ils sont maintenant 63 députés et 3 sénateurs. La raison de cette renaissance a été attribuée (*O Estado de São Paulo*, 7 octobre 2010) à une mobilisation contre des projets du gouvernement Lula pour la décriminalisation de l'avortement et pour la protection des homosexuels. Sur ce point, il faut préciser que l'électorat brésilien est plus conservateur qu'on ne le pense et que, par exemple, 70 % des électeurs brésiliens s'opposent à la décriminalisation de l'avortement (Source : Datafolha).

qui furent pendant longtemps les laissés-pour-compte du développement brésilien. Cela est à la fois un pari risqué considérant les aléas de l'économie globale et aussi une tâche colossale compte tenu des imposantes inégalités sociales du « pays du futur ». Toutefois, les résultats de la politique sociale de Cardoso et surtout ceux de la politique sociale de Lula auraient au moins suggéré qu'une élimination des « déficits de citoyenneté » au Brésil (et ailleurs) n'est pas une impossibilité absolue, même dans ces conditions.

Bien évidemment, pour pouvoir croire à la plausibilité de la construction d'une société plus juste et d'une citoyenneté inclusive dans le contexte d'un pays « dépendant », qui s'insère d'une façon « périphérique » ou « semipériphérique » dans l'économie mondiale il faut mettre en veilleuse le paradigme de pensée qui créa ces mots entre guillemets. Sans cela, toutes les politiques de l'État « social-libéral » seront considérées, dans les meilleurs des cas, comme de vains efforts voués à l'échec, ou, dans les pires des cas, comme des complots sournois pour approfondir les conditions de la « dépendance » nationale et perpétuer les inégalités internes.

La manière dont un secteur de la gauche brésilienne reçut les politiques économiques et sociales de Lula, telle que nous la décrivons ci-dessous, illustre bien ce point.

### 5.6 La déception de la gauche et l'hypothèse du « populisme régressif »

Malgré tous les signes avant-coureurs concernant un gouvernement prudent, l'arrivée de quelqu'un comme Lula à la présidence suscita des attentes en ce qui concerne la correction des injustices historiques au Brésil. En tant que personnage populaire et leader du plus grand parti de masses de l'Amérique latine, Lula portait en lui les espoirs d'un renouveau social pour beaucoup de ses partisans. Les attentes étaient très élevées et bien évidemment, une fois le gouvernement commencé, ses politiques furent très décevantes pour ceux qui s'attendaient à ce que Lula réalise des changements plus radicaux contre la conduite « néolibérale » des affaires publiques imposée depuis l'élection de Collor de Mello en 1989.

Au sein du Parti des travailleurs, le bilan de la première année du gouvernement de Lula fut très critique et on a même assisté à une scission dans le parti. À l'occasion du vote au Congrès de la réforme de la Sécurité sociale, qui a imposé des changements importants

concernant le régime de retraite du service public, la sénatrice Heloísa Helena, élue par le PT dans l'État d'Alagoas, et plusieurs autres membres de ce parti se sont rebellés contre le gouvernement et ont refusé de voter en faveur de ce projet de loi, pourtant considéré fondamental par le gouvernement Lula. Cette rébellion a culminé dans l'expulsion du Parti des travailleurs de Heloísa Helena et trois autres parlementaires, qui ont formé un nouveau parti : le *Partido Socialismo e Liberdade* (Parti socialisme et liberté - PSol).

L'amertume de la gauche traditionnelle face à la « trahison » de Lula fut palpable et certains ne se gênèrent pas pour lui coller l'étiquette de néolibéral et même de l'accuser d'avoir introduit au pays un « néopopulisme régressif », destiné à amadouer les mouvements sociaux et les masses oppressées pour mieux collaborer avec le projet d'accumulation de capital des élites brésiliennes et étrangères (Marques et Mendes, 2004, Boito Jr., 2003a, 2003b).

Ainsi, exactement comme à l'époque du populisme de Getúlio Vargas, nous aurions aujourd'hui au Brésil un gouvernement qui essayerait de contenir et de manipuler le mouvement de masse organisé. La différence entre les deux se trouverait dans le fait que :

> [à] l'époque de Getúlio, le populisme se fondait sur les mouvements organisés et contre les directions traditionnelles, en faisant des syndicats les agents de soutien de son projet national. Le "nouveau populisme" ne peut pas s'appuyer sur le mouvement organisé et il est au service des intérêts du capital international, et spécialement du capital financier. (Marques et Mendes, 2004, p. 12, notre traduction).

Le populisme de Lula serait donc un populisme de facture néolibérale, qui aurait abandonné le développementalisme étatique de Vargas et qui attaquerait les droits citoyens créés par le « populisme progressiste » des années 1950 (Boito Jr., 2003b, p. 34-35).

Dans la pratique, ce néopopulisme se manifesterait par l'amadouement et l'assujettissement des masses par l'expansion des programmes d'inclusion sociale hérités du gouvernement Cardoso, dont le fameux *Bolsa Família*, et par la cooptation d'une importante fraction de la classe ouvrière dans le giron d'une nouvelle hégémonie bourgeoise au Brésil, basée sur le discours et la pratique « du modèle capitaliste néolibéral dépendant » (idem,

2003a, p. 4).

Selon Francisco de Oliveira (2006, p. 29), un *petista* de la première heure, Lula, contrairement à Lénine, aurait décidé de ne pas traverser le Rubicon pour oser amener le pays vers le socialisme et aurait préféré à la place tourner vers la droite et faire un gouvernement qui essaye de faire plaisir aux Grecs et aux Troyens en même temps. Pire encore, au lieu d'avancer les luttes sociales au Brésil, le charisme de Lula aurait un « effet anesthésiant » qui paralyserait les mouvements sociaux au pays (ibid., p. 30).

Mais les critiques d'Oliveira et d'autres auteurs marxistes ou marxisants ne s'arrêtent pas là, c'est-à-dire dans la constatation de la « trahison » de Lula. Elles vont bien au-delà pour essayer de comprendre en termes d'analyse du capitalisme au Brésil et de sa lutte des classes pour expliquer pourquoi le Parti des travailleurs ne défendrait plus, selon eux, les intérêts de cette classe. Pour Oliveira, le changement idéologique au sein du PT serait lié aux changements économiques et sociaux causés par l'évolution du capitalisme mondial et au Brésil. Le zénith du PT en tant que parti de classe serait situé à l'apogée du « fordisme » brésilien à la fin des années 1970 et au début des années 1980, justement à l'époque héroïque de ce parti où les grèves fourmillaient un peu partout (ibid., p. 31) ; mais après cela, il y eut un déclin des syndicats et même un déclin de la classe ouvrière elle-même qui vit son importance relative diminuer dans le processus de mondialisation qui affecta le capitalisme périphérique de l'Amérique latine. Aujourd'hui, la classe sociale plus étroitement liée au PT ne serait plus la classe ouvrière traditionnelle, mais « une nouvelle classe sociale » qui administrerait les gigantesques caisses de retraite des compagnies étatiques et des travailleurs au Brésil, dont plusieurs de ses membres seraient issus du PT lui-même (ibid., p. 44). Cette « nouvelle classe sociale » aurait été générée par la « financiarisation » du capitalisme, un phénomène international, mais qui au Brésil aurait eu la caractéristique particulière d'être une « création de l'État », par l'entremise de ces caisses de retraite (ibid., p. 34).

Au-delà de l'ironie de proposer qu'au Brésil nous aurions une espèce de « néolibéralisme d'État », l'analyse d'Oliveira affirme aussi que le PT, vu la relative absence de son ancien centre de gravité (la classe ouvrière, bien sûr), aurait été absorbé par le centre de gravité du capitalisme financier brésilien lui-même, c'est-à-dire par l'État. Cette absorption aurait été réalisée après l'arrivée de Lula au pouvoir, par l'embauche de plus de

20.000 *companheiros* dans la machinerie étatique à plusieurs niveaux, dans la « pire tradition du patrimonialisme brésilien » (ibid., p. 39). Cette migration massive de militants vers l'appareil du pouvoir aurait signifié la dissolution du parti dans l'État et non pas le contraire, ce qui veut dire que les raisons d'État se seraient imposées à celles du parti dans le système politique (ibid. p. 40). À la limite, toute cette nouvelle situation amène au fait que le PT est présentement simplement « une courroie de transmission du gouvernement » et non plus un parti de représentation politique d'une classe dans le gouvernement. C'est la politique elle-même qui serait absente du PT et de ses relations avec le reste de la société dans l'ère Lula. Et dans cette relation désincarnée avec son ancienne base d'appui politique, le seul lien possible serait tissé par un nouveau populisme caractérisé par l'exclusion des classes subalternes de la politique.

> [...] ce qui est en train d'être construit c'est le *petismo-lulismo*, la version brésilienne du nouveau populisme qui cette fois n'est plus la forme autoritaire d'inclusion du prolétariat dans la politique [comme à l'époque de Vargas], mais bien son contraire : c'est la forme démocratique (?) de son exclusion de la politique. (ibid., p. 45, notre traduction)

Dans le vide laissé par l'absence d'une représentation substantielle de classe, il ne resterait que la communication directe du président Lula avec les masses, plus particulièrement par des annonces concernant sa politique sociale dans les médias (ibid., p. 38).

De la même manière que Oliveira, Boito Jr., un autre *petista* déçu de la direction prise par le PT, essaye d'analyser le virage conservateur du gouvernement Lula sous le prisme de l'appui que celui-ci reçoit en termes de classes ou de fractions de classes, ainsi que par un examen du développement capitaliste au Brésil et ailleurs, et non pas seulement par une simple constatation de la « conversion » des dirigeants du PT au néolibéralisme. Pour cet auteur, la base d'appui politique du PT, c'est-à-dire les ouvriers métallurgistes ainsi que plusieurs autres professions et leurs syndicats, aurait adhéré au néolibéralisme à condition que celui-ci stimule la croissance économique et crée des emplois (2003, p. 7). Cette

adhésion ne serait pas du tout surprenante si l'on prend en considération que le modèle de syndicalisme des ouvriers métallurgistes était depuis ses débuts un syndicalisme « économiciste » et « corporatiste », qui visait avant tout l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et non pas une transformation radicale de la société. Ce furent la répression violente des grèves à la fin des années 1970 et la participation de certains courants de gauche dans le mouvement ouvrier qui l'auraient politisé et amené par-delà de simples revendications salariales et de travail (ibid., p. 8-9). Même après leur naissance dans une ambiance politisée, nous dit Boito Jr, la CUT et le PT ont toujours voulu la construction au Brésil d'un État-providence et non pas, comme leur image publique suggérait, le socialisme (ibid., p. 9). Pire encore, après avoir conduit le mouvement ouvrier à des victoires importantes dans les années 1980, le syndicalisme lié au PT serait retourné dans les années 1990, après la défaite de Lula en 1989, dans l'isolement du corporatisme de son début, ne cherchant plus des changements sociaux, mais seulement des meilleures conditions de travail (ibid., p. 9-10).

Ce retour à une espèce d'égoïsme de classe ne serait pas tout à fait surprenant, puisque les ouvriers métallurgistes du « Détroit brésilien » seraient une vraie « aristocratie du prolétariat » (ainsi que les travailleurs de l'industrie du pétrole et des banques). Encore selon Boito Jr., 90 % d'entre eux auraient leurs propres maisons (de bonne qualité) et 70 % gagneraient plus de 1.300 réaux par mois, ce qui est trois fois le salaire minimum au Brésil (ibid., p. 6). Leur repli sur soi et leur oubli des besoins des autres seraient donc typiques d'une fraction de classe privilégiée, surtout après l'arrivée de Lula et du PT au pouvoir, avec la participation et l'absorption directe de milliers de *companheiros* dans des postes importants de l'administration fédérale.

Nous n'adhérons pas aux thèses de Boito Jr. (ni, d'ailleurs, à celles d'Oliveira ou de Marques et Mendes), mais quand nous parlions ci-dessus du discours de Lula au début de sa carrière de syndicaliste, nous faisions référence au fait qu'il soulignait que lui et ses compagnons n'étaient pas des « travailleurs à salaire minimum » et qu'il voulait que les ouvriers au Brésil soient capables d'acheter ce qu'ils produisaient eux-mêmes. Quand nous faisions allusion au « fordisme » de Lula auparavant, c'est exactement de cela qu'il s'agissait : les syndicalistes comme Lula ne voulaient apparemment pas une révolution, mais

un système plus généreux pour les travailleurs brésiliens. Si une partie de la gauche avait déposé son espoir de transformation radicale du pays sur les épaules du prolétariat de São Bernardo do Campo et d'ailleurs, il semblerait que celui-ci avait d'autres plans en tête. Contrairement aux révolutionnaires marxistes, pour les ouvriers brésiliens la social-démocratie et même un simple État « social-libéral », comme celui mis en œuvre par Cardoso, aurait été suffisant pour assouvir leur soif politique, pourvu qu'ils leur livrent la marchandise d'une vie meilleure. Plus encore, l'ouverture de l'État à cette fraction des travailleurs brésiliens aurait eut l'effet de modérer davantage un groupe qui été déjà relativement bien nanti par rapport au grand nombre de démunis qui vivotaient dans des conditions précaires au Brésil.

Alors, dans une perspective marxiste, quelle serait aujourd'hui la classe ou la fraction de classe qui n'aurait pas adhéré à l'hégémonie néolibérale au Brésil? Certes, les exclus, cette masse de sous-employés et de misérables ne profiteraient pas du système, mais leur rébellion potentielle aurait été tuée dans l'œuf par le « populisme régressif » du gouvernement Lula, qui anesthésie les misérables avec ses programmes d'aide aux démunis, lesquels ne seraient qu'« une aide insuffisante, incertaine et éphémère que le néolibéralisme offre aux travailleurs paupérisés en échange des droits de l'État-providence » (ibid., p. 17, notre traduction). Tout comme les autres critiques marxistes du gouvernement Lula mentionnés ci-dessus, Boito Jr. voit dans le nouveau « populisme néolibéral » au Brésil un recul important par rapport au populisme historique de Vargas et Goulart.

> Ce nouveau populisme, comme tout populisme, c'est un appel du leadership politique, préférablement à partir de l'État, aux masses politiquement désorganisées. [...] Cependant, si nous parlons d'un populisme d'un type nouveau c'est parce que, différemment du vieux populisme réformiste de la période d'avant 1964, ce populisme-ci, que nous pourrions qualifier de régressif, augmente les inégalités sociales et renforce la dépendance économique du pays. [...] C'est un populisme qui ne dérange pas l'impérialisme; au contraire, il est dirigé et encadré par les agences du capital financier international. (ibid., p. 16, notre traduction)

Dans ce contexte où les travailleurs et leurs syndicats auraient décidé de s'accommoder de l'ordre imposé par le capitalisme financier et où les misérables se seraient convertis par la force du « populisme régressif » dans une « classe d'appui » du néolibéralisme, le seul lieu de résistance serait occupé par les mouvements sociaux tels que le MST ou le *Movimento dos Trabalhadores Sem-Teto* (Mouvement des travailleurs sans-toit – MTST) (ibid. p. 14-15). Ce serait ceux-ci qui pourraient former une nouvelle avant-garde de lutte contre le capitalisme au Brésil et non plus le « nouveau syndicalisme » de la CUT ou le parti des masses qui aurait été un jour le PT.

Au sein du PT lui-même, ceux qui ne sont pas aussi radicaux que la gauche plus marxisante notèrent une contradiction entre le gouvernement du PT et les luttes et aspirations historiques menées par ce parti, et ils insistèrent sur la nécessité que celui-ci ait une relation à la fois d'appui et d'opposition face au gouvernement (Sader, 2003, Arruda, 2004). Ainsi, des membres plus que « respectables » du PT furent – et ils le sont encore - très inquiets du tournant « néolibéral » de Lula.

Marcos Arruda, tout en étant l'un des membres historiques du *Parti des travailleurs*, n'hésita pas à proclamer haut et fort qu'il y avait deux *Parti des travailleurs* : un parti réel, qui était celui qui a des racines profondes dans la société civile, et un parti abstrait, formé par ses dirigeants au pouvoir, qui voudraient transformer cette abstraction dans la courroie de transmission d'un gouvernement de coalition qui ne représente pas les objectifs historiques du PT. Selon lui, il était nécessaire « [...] que le PT qui a ses racines dans la société civile, participe de façon dialectique dans la construction d'un contre-pouvoir populaire. Il est nécessaire qu'il [le PT] apprenne à garder l'équilibre sur la <u>lame de rasoir</u> qui est le fait d'être à la fois société civile et État ». Faute de quoi « [...] il se sera transformé en un parti bourgeois de plus, déguisé en parti représentatif du monde du travail » (2004, notre traduction, notre soulignement).

Emir Sader, un des intellectuels les plus importants dans le PT, partagea aussi cette vision du rôle historique de son parti et il affirma que : « Le PT devrait assumer le rôle de médiateur entre les mouvements sociaux - tous mécontents des orientations qui dominent au sein du gouvernement jusqu'à maintenant - et le gouvernement et, en même temps, assumer aussi le rôle d'instrument d'élaboration d'une stratégie de rupture avec le néolibéralisme. [Le

PT] doit aider le gouvernement à sortir du cul-de-sac selon lequel "il n'y a pas d'autre politique économique" ». Sinon, il pourrait être en train de « commettre un suicide politique en s'encadrant dans un gouvernement qui jusqu'à maintenant a continué et, dans certains aspects, approfondi les politiques néolibérales » (2004, notre traduction).

En novembre 2009, quand s'est déroulée l'élection pour choisir le nouveau président du parti, certains candidats ont parlé de « renouer les relations entre le parti et les mouvements sociaux » et de réaliser « un virage à gauche » pour abandonner la politique néolibérale et renouer avec le socialisme[76]. Même ceux qui défendaient sans réserve le gouvernement Lula dans cette élection ont admis que le néolibéralisme ne devrait pas être l'idéologie du parti et ils reconnaissaient que les mouvements sociaux avaient un rôle très important dans le PT. Le candidat « officiel » de Lula, le très développementiste José Eduardo Dutra, du ticket *O Partido que muda o Brasil* (Le parti qui change le Brésil), a affirmé que l'orientation du gouvernement Lula fut tout à fait contraire au néolibéralisme, puisqu'il aurait renforcé l'État, et qu'il a accentué l'importance des mouvements sociaux pour la construction du parti et pour l'« oxygénation » de ses idées[77].

Ainsi, nous avons deux courants critiques de gauche concernant la direction prise par le gouvernement Lula : l'un à l'extérieur du parti, qui insiste sur la « trahison de classe » et la construction d'un « néopopulisme régressif » et l'autre à l'intérieur du parti, qui voit un divorce entre les traditions du PT et sa politique réelle. Toutefois, nous pouvons observer que pour ces deux courants, la solution du mal néolibéral qui afflige le gouvernement pourrait se trouver dans l'activation des mouvements sociaux, soit par la combativité de ceux qui n'ont pas été cooptés par le gouvernement Lula, soit par l'augmentation de l'influence de ceux qui sont ou auraient été les alliés historiques du PT à l'intérieur de celui-ci. Pour les critiques de gauche du gouvernement Lula, les mouvements sociaux seraient la clé du progressisme au Brésil, soit comme des adversaires directs d'un gouvernement vendu au capital financier international, soit comme une espèce de sève revigorante dans le PT lui-même, qui forcerait le gouvernement à atteindre ses objectifs politiques originels. Pour les plus radicaux, le

---

[76] L'élection à la présidence du PT avait 6 tickets en dispute, dont 3 étaient plus critiques de la direction du gouvernement Lula et du parti en général.

[77] Les informations sur le ticket *O Partido que muda o Brasil* se trouvaient sur www.joseeduardodutra.com.br

gouvernement Lula aurait réussi à contrôler et bâillonner la majorité des mouvements sociaux et des syndicats dans ce nouveau « populisme régressif »; pour les plus modérés, ce gouvernement aurait seulement cessé de les écouter comme auparavant, mais le remède pour le mal du conservatisme politique serait en fin de compte le même.

Comme les critiques du gouvernement Lula, nous croyons aussi dans l'importance des mouvements sociaux et des syndicats vis-à-vis du gouvernement Lula, mais pas exactement comme la clé du progressisme au Brésil, du moins en ce qui concerne les enjeux de cette thèse. Nous croyons plutôt que ce que le discours de ces auteurs révèle de façon indirecte, spécialement celui des critiques internes du PT, serait une nouvelle dynamique qui se serait installée entre le gouvernement et ces mouvements. Nous estimons aussi que cette nouvelle dynamique serait inédite dans l'histoire du pays et ne s'accorderait ni avec l'ordre populiste installé historiquement au Brésil, ni avec l'idée d'un « néopopulisme régressif ». C'est cette hypothèse que nous essayerons de défendre dans la section suivante.

### 5.7 La dynamique « post-populiste » avec les mouvements sociaux

Nous avons établi une hypothèse concernant le caractère « post-populiste » des relations entre le PT et les mouvements sociaux et entre le gouvernement Lula et les mouvements sociaux qui les éloigneraient d'une façon très significative du populisme traditionnel latino-américain. Le noyau de cette hypothèse serait la dynamique particulière que le PT et le gouvernement Lula entretiennent avec les mouvements sociaux qui ont depuis longtemps fait partie de la mouvance politique au tour du PT, notamment la CUT et le MST. Nous pensons que même si les liens entre le PT et ces organisations ont été caractérisés comme étroits, les relations entre ce parti et la CUT et surtout les relations entre le PT et le MST n'eurent jamais la « verticalité » et la « porosité » des relations entre le PTB de Vargas et les syndicats. Cela constituerait une nouveauté dans le scénario politique et social du Brésil qui ne pourrait être adéquatement décrit par des concepts forgés dans une autre époque. En examinant l'histoire de la création de la CUT et du MST et leurs relations avec le PT depuis leurs débuts, nous pourrions en constater les différences frappantes avec l'époque du national-populisme au Brésil.

La CUT est née en 1983 du même mouvement syndicaliste qui créa le PT. Elle est l'expression de la force du nouveau syndicalisme brésilien dont nous avons fait mention ci-dessus et ses dirigeants sont passées par les mêmes syndicats que Lula et les autres leaders qui fondèrent le PT. Cependant, malgré la proximité évidente ente la CUT et le PT, cette centrale syndicale aurait montré une certaine indépendance relativement à son proche allié politique. En 2002, son président aurait même manifesté son appui à l'idée du président Cardoso de réduire les privilèges des fonctionnaires du secteur public (Samuels, 2004a, p. 1007), certainement une hérésie aux yeux de beaucoup de *petistas* qui avaient combattu ardemment la politique « néolibérale » du gouvernement Cardoso.

Plus encore, la CUT ne fut pas la seule centrale syndicale existante au pays depuis la création du PT. Certes, elle se montrait comme la seule qui avait vraiment coupé les liens avec le vieux *peleguismo* qui avait toujours sacrifié les vrais intérêts de la classe ouvrière pour des miettes données par le gouvernement et par les industriels au Brésil. Mais, comme nous avons mentionné brièvement ci-dessus, cette idée est contestable et a déjà été contestée (Santana, 1999). Autrefois, le Parti communiste brésilien (PCB) organisait des bases syndicales et ne pratiquait pas, contrairement à la pensée du *novo sindicalismo*, un syndicalisme d'État mièvre et soumis (ibid., p. 110). Depuis le retour du pays à la démocratie, les mouvements syndicaux non liés au PT et plus proches d'autres forces politiques existantes au Brésil se sont multipliés[78]. Celui qui était plus proche du PCB, par exemple, culmina, en 1991, avec la création de la centrale *Força Sindical*, avec autour de 300 syndicats, 2 confédérations et 20 fédérations travaillistes, et qui réunit aujourd'hui 2.100.000 travailleurs au Brésil. Or, si le PT prétendait, selon sa charte, représenter tous les travailleurs du Brésil, il ne pourrait, surtout une fois arrivé au pouvoir, ignorer les centrales syndicales non affilées à la CUT. Cela est une toute autre dynamique que celle qui entretenait le gouvernement de Vargas avec les syndicats, tous ceux-ci liés à l'État par force de loi. Le ministère du Travail était en fait la seule et unique centrale syndicale au Brésil, selon la structure très particulière créée par Vargas. La constitution de 1988 avait abrogé cette loi et

[78] Le Brésil compte aujourd'hui avec 6 centrales syndicales d'envergure : la CUT, la *Força Sindical*, le CTB, l'UGT, le CGTB et la *Nova Central*. La CUT est la plus grande avec 3.500.000 affiliés, la Força Sindical est la deuxième avec ses 2.100.000 affiliés et l'UGT est la troisième avec 1.350.000 affiliés.

*l'unicité de la représentation syndicale était devenue presque impossible*. Dans ce nouveau contexte de pluralité et d'indépendance des organisations syndicales, aspirer au monopole de la représentation syndicale par la CUT aurait signifié et pour le PT et pour la CUT de reproduire à la fin les mêmes relations vicieuses entre le gouvernement et le syndicalisme qu'ils avaient pourtant tellement critiquées. De cette manière, les relations entre un éventuel gouvernement du PT et les syndicats, et par syndicats nous comprenons toutes les forces syndicales et pas seulement la CUT, ne pourraient pas être de la même nature que celles unissant l'État, le PTB et les syndicats. Reproduire cet élément central du populisme traditionnel brésilien serait non seulement un blasphème idéologique pour la mouvance du PT, mais aussi un contre-sens historique pour le mouvement syndical brésilien. Impossible de faire un retour en arrière dans une situation où les syndicats ne faisaient plus partie de l'État et où la pluralité organisationnelle et idéologique du mouvement syndical était devenue la norme.

En ce qui concerne le MST, le contraste entre la dynamique populiste traditionnelle et ses relations avec le PT peut être considéré comme encore plus frappant. En premier lieu, le MST n'est pas issu du syndicalisme, mais de l'Église catholique brésilienne (avec le concours de l'Église Luthérienne aussi) et plus spécifiquement de la *Comissão Pastoral da Terra* (CPT), dont le nom avait déjà été mentionné dans le chapitre antérieur de cette thèse. Ce fut la CPT qui, en 1979, commença à articuler les luttes des travailleurs sans terre au Brésil. Après quelques rencontres nationales, le MST fut officiellement créé en 1984 dans la ville de Cascavel, au sud du pays. Depuis cela, le MST réussit à se propager en peu partout au Brésil par un processus continu d'occupation des terres et d'établissement d'*assentamentos* (colonies), décrit comme une « spatialisation et [une] territorialisation de la lutte pour la terre » (Fernandes, B. M., 1999, p.162). Le *modus operandi* du MST pour réussir cette « territorialisation » est la formation d'une *Frente de Massa* (front populaire, en traduction libre) dans chaque État ou région, une espèce d'avant-garde qui recrute des nouveaux membres pour le mouvement. Cette « avant-garde » apprend la praxis des occupations aux nouveaux membres du MST, en plus de leur donner aussi une formation politique théorique ou idéologique (ibid., p. 163). Tout le succès politique et médiatique du MST est dû à cette stratégie de la lutte sans répit pour l'avancement de sa cause. La

mobilisation constante et indépendante est donc la caractéristique principale du MST. La logique de son fonctionnement est celle de la praxis de confrontation continuelle, ce qui, bien évidemment, l'éloigne totalement de la dynamique entre le gouvernement populiste et les syndicats de l'ère Vargas, où les derniers étaient souvent manipulés et matés par le premier.

Pourtant, malgré son indépendance et sa combativité, le MST eut depuis sa création une relation étroite avec le PT. Le point commun de cette relation fut l'Église catholique et ses institutions. Plus spécifiquement la CPT pour le MST et les « communautés ecclésiastiques de base » (*Comunidades Eclesiásticas de Base* ou CEBs, en portugais) pour le PT. Pendant que la CPT fut la matrice à l'origine du MST, les CEBs furent en partie responsables de l'« intériorisation » du PT au Brésil. Dans les dires d'un spécialiste sur le PT et sur la croissance de ce parti :

> L'incorporation des chrétiens fut décisive parce qu'elle donna de la pénétration au parti. Où l'on s'y attendait le moins, dans les coins les plus reculés, un groupe d'appui pour le PT apparaissait comme par magie. C'était des militants anonymes de l'Église. (Singer, 2001, p. 25, notre traduction)

Ainsi, le front politique de la théologie de la libération, dont la CPT et le MST font partie, aurait plus aidé le PT que le contraire. Le PT put avoir de la pénétration au-delà des grandes métropoles brésiliennes grâce aux mêmes activistes qui aidaient les paysans sans terre. De plus, comme nous l'avons vu dans le chapitre antérieur, la mobilisation constante du MST contre le gouvernement Cardoso aurait créé un sérieux problème pour ce gouvernement et elle aurait profité au PT dans son rôle de principal parti d'opposition à l'époque. De cette manière, les rôles s'étaient un peu inversés. Si dans le passé le PTB et l'État eurent leur rôle à jouer dans la syndicalisation rurale dans le dernier gouvernement populiste du pays (Goulart), cette fois c'était un mouvement social rural qui prêtait main-forte à un parti qui s'apprêtait à gouverner le Brésil. Il restait à savoir si, une fois au pouvoir, le PT serait prêt à aider ses compagnons de route dans les chemins ruraux du Brésil. Les relations entre un gouvernement du PT et le MST seraient-elles non-conflictuelles et même complémentaires comme le furent celles entre les gouvernements Vargas et Goulart et les

syndicats? Dans un contexte « post-populiste », où les syndicats et surtout les mouvements sociaux sont vraiment indépendants de l'État, cela n'était plus une certitude, même si le MST et le PT étaient depuis leur naissance sur des longueurs d'onde politiques et idéologiques très proches.

Comme nous l'avons vu, la gauche marxiste plus radicale voit le gouvernement Lula comme un contrôleur efficace des mouvements sociaux. Ainsi, les mouvements qui se sont développés historiquement avec le PT se trouveraient dans une position de servilité face à l'État. Cependant, ce qui se dégage du discours des mouvements sociaux qui ont des liens historiques solides avec le PT est la contrepartie du côté « société civile » de la position « lame de rasoir », des critiques à l'intérieur du PT que nous avons citées brièvement ci-dessus. Cela veut dire que, s'ils donnent un appui au gouvernement Lula, cet appui n'est pas pour autant inconditionnel, puisqu'ils se gardent le droit de faire des mobilisations pour « donner la bonne direction » à ce gouvernement.

Ainsi, si nous prenons le discours des mouvements sociaux les plus historiquement associés au PT, nous voyons qu'il montre les signes d'une vision ambivalente par rapport au gouvernement qu'ils seraient censés appuyer. Dès le début de l'administration Lula, après la déception du « virage à droite » du gouvernement, la CUT et le MST firent des déclarations où l'insuffisance de l'arrivée du PT au pouvoir et la nécessité d'une mobilisation populaire pour influencer la direction qui serait donnée au pays étaient clairement soulignées.

De cette façon, la CUT affirma que l'élection de Lula en 2002 aurait augmenté [...]

> [...] les possibilités d'une effective démocratisation de l'État : la construction d'une démocratie participative et d'une citoyenneté de fait. Le projet politique et la mobilisation populaire qui ont vaincu la peur et le conservatisme sont la force pour que la dispute de l'hégémonie et la construction d'une société socialiste, démocratique, juste et égalitaire atteignent un autre niveau. Dans ce sens, la CUT luttera pour des conceptions, des politiques et des projets dans les environnements sociaux - dans l'État, dans la relation avec le capital et les entrepreneurs, et avec les autres centrales syndicales, établissant un cadre d'alliances avec la société civile organisée dans le champ démocratique et populaire » (Résolutions du 8e Congrès national de la CUT, - juin 2003, notre traduction, nos soulignements).

De son côté, le MST, le baromètre des mobilisations sociales au Brésil, décida dans un premier moment de donner un appui critique au gouvernement Lula. Son leader, João Pedro Stédile, affirma même que le gouvernement Lula, « terrorisé par toutes sortes de chantages et de spéculations, a soutenu une politique économique qui a les mêmes fondements néolibéraux que le gouvernement antérieur » (Stédile, Joao Pedro, 2004, notre traduction, notre soulignement). Pour contrecarrer cela, le MST proposa l'élaboration d'un projet national de développement avec consultation populaire, sans lequel le gouvernement du PT aurait continué à marcher « entre la croissance et la crise.» (ibid.).

Cette mouvance, majoritaire au sein des mouvements sociaux, forma en avril 2003 la *Coordenação dos Movimentos Sociais* (Coordination des mouvements sociaux - CMS), qui inclut, en plus du MST et de la CUT, des mouvements tels que l'*União Nacional dos Estudantes* (Union nationale des étudiants - UNE), la *Central dos Movimentos Populares* (Centrale des Mouvements populaires - CMP), le *Movimentos dos Trabalhadores Desempregados* (Mouvement des Travailleurs au chômage - MTD), le *Movimento dos trabalhadores sem teto* (Mouvement des travailleurs sans toit - MTST), le *Grito dos Excluídos* (Cri des exclus), la *Pastoral Operária* (Pastorale ouvrière) et plusieurs autres. Le but de ces organisations, et surtout de la CMS et de l'*Assembléia Popular*, un forum de mouvements sociaux lié à l'Église Catholique crée en 2005, serait celui de « constituer un espace permanent de participation populaire pour la construction d'un programme commun pour influencer les décisions macropolitiques dans le pays »[79].

La CMS aurait comme objectif l'unification des luttes des mouvements sociaux, mais elle n'avance pas de propositions pour la déstabilisation du gouvernement actuel. Au contraire, le rôle de cette coordination serait de donner une impulsion aux luttes sociales et, en même temps, de fortifier le gouvernement de Lula dans la direction des changements sociaux et économiques souhaités. Dans un document du CMS, le ton de ses relations avec le gouvernement est donné:

---

[79] Selon les déclarations de Paulo Maldos, membre de l'*Assembéia Popular*, publiées dans l'agence *Carta Maior* en mars 2005.

> La victoire de Lula en 2002 a été possible seulement parce que le peuple brésilien, fatigué après 500 ans de souffrances [...] veut changer le Brésil et a rejeté l'option néolibérale. C'était une grande victoire, mais une victoire partielle qui n'a pas clos la lutte contre le néolibéralisme. Pour changer le pays, il est nécessaire d'avoir beaucoup plus que l'élection du gouvernement (*Campanha Pela Valorização do Trabalho*, 2003, p. 20, notre traduction).

Par conséquent, la dynamique qui s'est installée entre ces mouvements sociaux et le gouvernement Lula dès le début de celui-ci pourrait être décrite comme une relation contradictoire de symbiose et de conflit qui exclut à la fois un conflit ouvert entre les mouvements sociaux et le gouvernement et l'immobilisme total des mouvements sociaux face aux politiques « néolibérales » de ce même gouvernement[80].

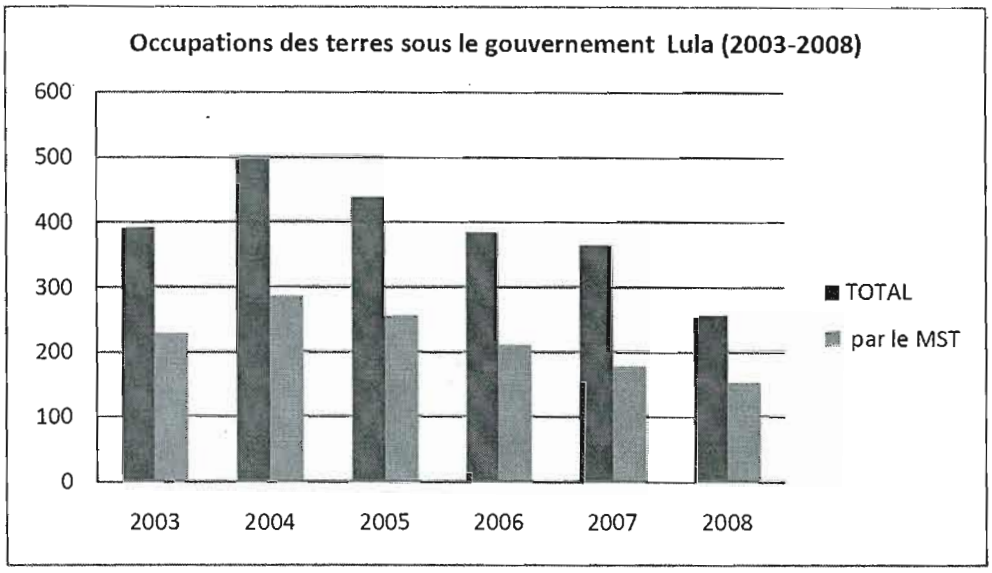
Cette dynamique a donné naissance à des situations très particulières en ce qui concerne la relation entre les mouvements sociaux et le gouvernement. La CUT, par exemple, en même temps qu'elle appuya et qu'elle dialogua avec le gouvernement, participa aussi aux mobilisations organisées par le CMS et alla même jusqu'à promouvoir des occupations de terres dans la région Centre-Ouest du pays[81]. Le cas du MST est encore plus déroutant, puisque qu'il continua à envahir les terres à un rythme effréné, mais il évita une critique plus dure et directe du gouvernement, préférant s'attaquer au capitalisme international et ses institutions, comme le font aussi les autres mouvements sociaux de cette mouvance. Juste à titre d'illustration, à l'occasion de la signature d'un autre accord entre le Brésil et le FMI, le CMS organisa une manifestation au Congrès brésilien contre le FMI, mais pas contre le gouvernement Lula, qui était en train de négocier cet accord. S'il s'agissait d'un autre gouvernement, il aurait certainement été aussi la cible de cette manifestation.

---

[80] Outre cette mouvance liée de longue date au PT et qui fait une opposition nuancée au gouvernement Lula, il y a aussi, bien sûr, ceux qui ont définitivement rompu tous liens avec ce gouvernement. Il s'agit du PSOL et du *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado* (Parti socialiste des travailleurs unifié – PSTU), ainsi que les mouvements sociaux qui leur sont associés. Cette opposition radicalisée contre Lula s'agglutine autour de la *Coordenação Nacional de Lutas* (Coordination nationale de luttes – *Conlutas*) et de l'*Intersindical* (l'Intersyndivale).

[81] Selon la banque de données sur les conflits ruraux, DATALUTA (www.fct.unesp.br/nera), la CUT aurait promu 70 occupations de terres entre 2000 et 2007.

**Graphique 5.13**




Source : CPT (http://www.cptnacional.org.br, visité le 21/09/2009)

Comme l'on voit ci-dessus, le MST ne ralentit pas ses attaques frontales à l'iniquité foncière au Brésil sous le gouvernement Lula. Le nombre d'occupations est comparable à celui des occupations sous Cardoso et le MST continue d'être le principal responsable de la lutte pour la terre au Brésil, puisque plus de 50 % des occupations lui reviennent (sauf pour l'année 2007). Cependant, toute cette mobilisation n'est pas dirigée contre le gouvernement fédéral, mais contre le « capital financier », l'« agrobusiness », le « modèle de développement capitaliste », les « transgéniques » ou, tout au plus, contre des « secteurs dans le gouvernement ».

La capacité presque schizophrénique qu'ont les mouvements alliés du PT de divorcer le gouvernement Lula, et surtout Lula lui-même, des politiques adoptées par celui-ci donne lieu à des déclarations presque surréalistes. En août 2006, jusqu'avant la réélection de Lula à la présidence, João Pedro Stédile donna une interview à l'agence internationale Reuters où il déclara qu'au deuxième mandat de Lula, le Brésil serait « comme une marmite sociale prête à exploser ». Et il ajouta : « Nous, du MST, participerons de cette marmite pour que le gouvernement abandonne les mesures néolibérales qu'il a adoptées et pour qu'il adopte à la

place des mesures qui reconduisent [le pays] vers un autre projet de développement national[82]». Mais cette initiative du MST -voilà le surréalisme! – ne serait pas conçue pour ébranler le gouvernement Lula, mais, bien au contraire, pour le rendre plus fort! Cette tactique viserait en fait à relier Lula à sa base populaire et éviter ainsi le possible *impeachment* duquel il pourrait être victime à tout instant! « *Cela*, continue Stédile, serait une barbarie. C'est pour cette raison que nous ferons la mobilisation populaire, puisque nous voulons que Lula, sous pression, se rapproche de nous[83]». Donc, le MST serait disposé à transformer le pays dans une espèce de cocotte minute sociale pour ainsi aider le gouvernement! En mars 2009, Stédile publia un article dans la revue trimestrielle de la CPT où il affirma que le gouvernement Cardoso avait une réforme agraire de marché et qu'il a réprimé les sans-terre pour ensuite dire que sous le gouvernement Lula « les forces du capital » avaient augmenté leur domination sur l'agriculture brésilienne, mais sans blâmer Lula et le PT pour cela[84]. D'une manière tacite, le leader du MST avance donc l'idée que le gouvernement Cardoso serait responsable de ce qui se passa sous son règne pendant que dans le gouvernement Lula, cette responsabilité aurait été en quelque sorte usurpée par les « forces du capital ». Tout récemment, en avril 2010, le MST déclencha un mouvement nommé « avril rouge », qui consistait à organiser une nouvelle vague d'occupations des terres avec la fin avouée de forcer celle qui était à l'époque la candidate du PT aux présidentielles, Dilma Rousseff, à définir sa position sur la réforme agraire[85]. Par la même occasion, le MST déclara qu'il ne ferait campagne pour aucun des candidats à la présidence au premier tour des élections, mais que néanmoins, il *ferait campagne contre Serra*, bien évidemment le grand rival du PT et de Dilma dans ses élections. Tout cela montre de façon éloquente l'ambivalence du MST face au PT et au gouvernement fédéral.

L'ambiguïté du MST et aussi d'autres mouvements et organisations qui appuient le gouvernement Lula face à ce même gouvernement se voit aussi dans ses alliances conjoncturelles avec certaines forces politiques qui pratiquent une franche opposition à celui-

---

[82] Source : http://noticias.uol.com.br/ultnot/reuters/2006/08/28/ult1928u2519.jhtm
[83] Source : Ibid.
[84] Source : *Pastoral da Terra*, janvier – mars 2009, p. 4, disponible dans www.cptnacional.org.br, visité le 06/05/2010
[85] Source : Folha Online du 12/04/2010, « MST usa invasões para provocar Dilma », disponible dans http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u719428.shtml

ci. En avril 2007, une réunion des mouvements sociaux lança un manifeste contre la politique économique du gouvernement Lula qui appelait tous les travailleurs à une journée nationale de lutte pour la réforme agraire et pour une santé et une éducation publiques de qualité. Cette initiative politique fut menée par les mouvements sociaux liés au PSTU et au PSol (*Intersindical*, *Conlutas* et autres), des adversaires farouches du PT, mais compta aussi avec l'appui du MST de la CUT et de la UNE (toujours réunis sous la *Coordenação dos Movimentos Sociais*), des alliés solides du gouvernement Lula. Cette alliance aurait causé un choc au sein du PT, au point que José Dirceu, une de ses figures politiques les plus influentes, aurait dit qu'il était surpris de voir le MST s'associer à des courants politiques qui n'avaient pas hésité à s'unir à la droite pour attaquer le gouvernement Lula et que cela était un « événement très préoccupant[86]».

Pour sa part, le MST, par la voix de José Batista de Oliveira, l'un de ses leaders dans l'État de São Paulo, déclara que le capital avait « imposé au gouvernement Lula la manutention du modèle antérieur » et que l'unité que le MST était en train de construire avec d'autres mouvements ne se faisait pas autour du choix de défendre ou d'attaquer le gouvernement Lula[87]. Ainsi, l'alliance avec les organisations d'opposition au gouvernement était pleinement justifiée puisqu'il ne s'agissait pas en fait d'attaquer le gouvernement Lula, mais plutôt de s'opposer au modèle capitaliste qui avait été imposé à ce gouvernement, comme si les décisions de celui-ci pouvaient et même devraient être séparées de lui-même.

Encore une fois, l'ambiguïté politique de cette posture d'être à la fois allié et opposant du gouvernement en place est frappante et peut être difficile à comprendre si nous ne tenons pas en compte qu'il s'agit d'une nouvelle forme de relation entre le gouvernement et les mouvements sociaux. Celle-ci ne reproduit pas la verticalité de la relation entre les syndicats et le gouvernement dans le populisme historique et elle échappe aussi à la distance et à l'hostilité continuelle de la relation entre les mouvements sociaux et les gouvernements d'avant Lula. Dans cette nouvelle forme de relation, les mouvements sociaux alliés du gouvernement sont en même temps alliés et opposants du gouvernement et cela, nous

---

[86] Source : Article de Verena Glass, journaliste, dans le siteweb du MST : http://www.mst.org.br/node4052 , visité le 07/07/2007)
[87] Ibid.

croyons, pour deux raisons.

La première et la plus importante est le fait que l'État ne phagocyte plus les syndicats et n'est pas non plus le démiurge de la société civile au Brésil, comme dans l'époque de Vargas et du national-populisme. Maintenant, nous avons dans le gouvernement Lula une relation de proximité politique entre un gouvernement, des syndicats et des mouvements sociaux, mais c'est une relation proche entre un gouvernement et certaines organisations sociales et non pas une relation ombilicale entre l'État et les organisations créées par lui-même. La dynamique serait ainsi substantiellement changée parce que l'autonomie des syndicats et des mouvements sociaux, même de ceux qui sont proches du gouvernement, serait incomparablement plus importante que celle que les syndicats pouvaient avoir auparavant vis-à-vis de l'État. Pour cette raison, nous qualifions cette dynamique de « post-populiste », puisqu'elle permet des situations de conflit et de contradiction qui seraient impensables dans le cadre beaucoup plus restrictif du populisme de Vargas.

La deuxième raison serait le fait que le gouvernement Lula, comme beaucoup d'autres gouvernements avant lui, est lui aussi un « présidentialisme de coalition », c'est-à-dire un gouvernement qui doit composer et faire des alliances avec d'autres forces politiques et d'autres partis pour être en mesure de contrôler sans trop de heurts l'agenda législatif au pays. Le gouvernement Lula, tout comme le gouvernement Cardoso avant lui, dut conclure des accords avec certaines forces politiques que l'on aurait jugées impossibles avant l'élection de Lula en 2002. Aujourd'hui, le parti le plus influent qui fait partie de la coalition qui soutient Lula au Congrès est le PMDB, un parti très fort, mais aussi très conservateur et même corrompu, ou « physiologiste », comme l'on dit au Brésil. Lula, ne dédaigna même pas l'appui de Fernando Collor de Mello qui réussit à faire son retour à la politique après des années dans le désert et qui maintenant fait partie de la « base d'appui politique » du gouvernement au Congrès. Tout récemment, Lula déclara dans une interview à un journaliste de la *Folha de São Paulo*[88] que « si Jésus Christ été au Brésil, il serait obligé de conclure un accord avec Judas », une déclaration qui, certes, provoqua un tollé, mais qui reflète aussi, encore une fois, l'esprit pragmatique et conciliateur de l'homme fort du PT. Dans les dernières élections à la chefferie du PT (novembre 2009), plusieurs candidats plus à gauche

[88] Source : http://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u641276.shtml

mirent en cause cette alliance avec le PMDB et d'autres partis dans ses plateformes politiques. Dans ce contexte, il est facile de comprendre que plusieurs mouvements sociaux ne s'identifient pas avec la composition politique qui habite le gouvernement Lula et qu'ils se réservent le droit de critiquer celui-ci, même s'il est clair que les décisions les plus importantes sont prises par l'exécutif et plus particulièrement par la présidence de la République.

Ce qui est important de comprendre dans cette relation est le fait que, d'une certaine façon, le gouvernement Lula est aussi le gouvernement de tous les mouvements sociaux qui ont suivit le même chemin que le PT dès les temps de la dictature militaire. Eux aussi, en quelque sorte, sont arrivés au pouvoir. Si la CUT donne son soutien au gouvernement, c'est parce qu'elle y a une pénétration qui était inexistante auparavant. Si le MST ne fit pas, dans un premier moment, d'attaque frontale contre Lula, c'est parce que Lula n'envoya pas (et n'envoie pas encore) la police afin de réprimer les envahisseurs des fazendas[89]. Le MST a même été reçu de façon officielle par Lula le 2 juillet 2003, ce qui aurait été impensable dans n'importe quel gouvernement antérieur.

Cette étrange « symbiose non exempte de conflit » se manifeste aussi en ce qui concerne le financement des mouvements sociaux. Le MST, par exemple, reçoit depuis plusieurs années un financement indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de certaines O.N.G. dédiées à l'amélioration de la vie des paysans. Selon un reportage de la revue *Veja,* publiée le 9 mars 2005, deux de ces O.N.G., la *Confederação das Cooperativas de Reforma Agrária no Brasil* (CONCRAB) et la *Associação Nacional de Cooperação Agrícola* (ANCA) auraient reçu 18,5 millions de réaux du gouvernement Lula, dont le tout ou une bonne partie auraient été repassés au MST[90]. Le reportage rappelle aussi que le gouvernement Lula n'aurait pas été le seul à financer de cette manière les mouvements sociaux et que le MST aurait reçu de l'argent indirect des mêmes O.N.G. à l'époque du gouvernement Cardoso, bien que celui-ci aurait stoppé la manne des contributions après

---

[89] Dans une interview après les élections présidentielles de 2006, Gilmar Mauro, membre de la Coordination nationale du MST a durement critiqué la performance de Lula dans son premier mandat, mais il a ajouté que «[d]'un autre côté, Lula n'a pas criminalisé les mouvements sociaux [comme Cardoso] et au moins il a maintenu le dialogue avec nous» (Carta Maior, 01/11/2006, notre traduction traduction).

[90] Source : *Veja online* http://veja.abril.com.br/090305/p_042.html

avoir investigué la comptabilité douteuse de la CONCRAB et de l'ANCA. Pour le sociologue Zander Navarro, spécialiste de la question agraire au Brésil et ancien collaborateur du MST, ce mouvement social aurait trouvé la nécessité de chercher des fonds auprès de l'État après que les églises européennes, qui le finançaient généreusement, eurent dirigé leurs efforts de financement vers les pays de l'Est européen[91]. Pour cette raison, ce sociologue n'hésite pas à qualifier le MST comme d'« organisation paraétatique » qui vit des ressources de l'État et qui est, d'une certaine façon, associée à lui. Toutefois, à cause de la mobilisation constante et de l'agressivité du MST qui fait partie de sa logique interne, Navarro voit cette organisation comme une gêne politique pour le gouvernement[92].

Cette vision du MST à la fois comme « organisation paraétatique » et comme « gêne politique » nous semble tout à fait juste, puisqu'elle va à l'encontre de notre façon de concevoir les relations entre le gouvernement Lula et certains mouvements sociaux, mais surtout une vision du MST comme une union quelque peu contradictoire entre la complémentarité et le conflit. Bien sûr, le degré de complémentarité et de conflit varie beaucoup selon le mouvement social en question. La CUT serait plus proche du gouvernement que le MST, mais la CUT ferait aussi des siennes, comme nous avons vu ci-dessus.

D'un autre côté, les mouvements sociaux et les syndicats plus proches des partis qui se sont scindés du PT, et réunis sous la Conlutas, feraient une opposition très vive contre le gouvernement Lula. Par conséquent, la situation de la relation entre l'État, les mouvements sociaux et les syndicats se serait complexifiée beaucoup et ne correspondrait plus ni à l'idée d'une relation de complémentarité presque ombilicale, ni à celle d'une conflictualité irréconciliable. Après tout, la CUT n'est pas la seule centrale syndicale qui existe au Brésil et le MST et ses alliés ne sont pas les seuls mouvements sociaux actifs dans ce pays.

Nous avons donc une conjoncture politique nouvelle au Brésil où les mouvements sociaux ne sont ni l'extension de l'État, comme c'était le cas des mouvements ouvrier et paysan dans l'époque du populisme, ni tout à fait extérieurs à l'État, comme dans le temps

---

[91] Source : Interview dans le journal *O Estado de São Paulo* reproduite dans http://www.brasilnews.com.br/News3.php?CodReg=764&edit=Agrobusiness&Codnews
[92] Ibid.

des dictatures militaires et des gouvernements de facture plus conservatrice (Collor de Mello et Fernando H. Cardoso), et c'est cette conjoncture inédite qui définit le mieux, à notre avis, le gouvernement Lula en ce qui concerne sa politique intérieure. Dans cette situation inédite, le gouvernement ne mobilise pas les mouvements sociaux pour affirmer son pouvoir face aux élites, ni les réprime non plus, pour ne pas perdre sa base traditionnelle de soutien politique. Nous n'avons pas encore un concept sociologique précis (autre que le mot « post-populisme ») pour cette conjoncture et cette dynamique, peut-être que nous pourrions commencer par les appeler « symbiose et friction », mais celles-ci ne sont pas typiques ni d'un gouvernement populiste ni d'un gouvernement conservateur ou « néolibéral ».

C'est exactement cette conjoncture et cette dynamique qui constituent ce qu'il y a de nouveau ou d'inédit dans le gouvernement Lula : une accommodation entre l'État, les syndicats et les mouvements sociaux qui n'avait pas été observée au pays auparavant. Serait-elle suffisamment stable et forte pour persister au-delà du gouvernement Lula et s'encastrer d'une manière durable au pays? Probablement pas, puisque tout cet arrangement est le fruit d'un pacte politique et non le résultat d'une architecture étatique stable comme celle créée par Vargas. Il aurait suffi que la candidate de Lula aux élections présidentielles de 2010 ne soit pas élue pour que toute la donne change et que l'on assiste à des confrontations plus acrimonieuses entre le gouvernement et les mouvements sociaux dans un futur proche. Comme cela n'a pas été le cas, nous pouvons attendre à que cette dynamique se reproduise dans les années à venir.

Au fond, la question qui démeure irrésolue est celle de l'inclusion sociale et économique d'un nombre très grand de gens que le développement capitaliste brésilien n'aurait pas réussi à incorporer de manière productive. Pendant que dans les années 1950, 1960 et 1970, l'industrialisation au Brésil permetta d'absorber un énorme contingent de gens venus des zones rurales, dont Lula et sa famille, dans les années qui suivirent au zénith du national-développementalisme le grand contingent de « sous-citoyens » sous-employés et entassés dans les *favelas* ne fit que grandir. Il y a donc un défi de grande taille à relever, celui d'achever l'inclusion sociale de la population brésilienne dans un contexte où, malgré tous les progrès faits récemment, le développement au Brésil se fait principalement avec le concours des exportations à peu de valeur ajoutée. Ce ne sera probablement pas

l'agrobusiness et le secteur minier qui créeront les emplois requis pour que la marginalité sociale devienne le souvenir d'une époque ingrate au Brésil, d'où la constante nécessité des programmes d'insertion sociale et d'aide à la croissance du marché domestique et de l'industrie nationale. Le paradigme de l'État « social-libéral » essaye justement de répondre à ce besoin de développement avec inclusion.

### 5.8 La politique extérieure du gouvernement Lula

Le 23 juillet 2002, Lula rendit public le programme de gouvernement de son parti, intitulé *Compromisso com a soberania, o emprego e a segurança do povo brasileiro* (Compromis avec la souveraineté, l'emploi et la sécurité du peuple brésilien). Dans ce document se dessinait une nouvelle façon d'aborder la question de l'insertion du Brésil dans le monde, caractérisée par un accent plus grand sur l'autonomie du pays et dans un projet national qui voit son destin comme celui d'une puissance régionale qui ne doit pas se plier aux diktats d'un ordre mondial inique.

Ainsi, on lit dans ce programme que: « [...] le peuple brésilien n'accepte plus la dépendance actuelle et l'attitude subalterne du gouvernement. Partout où je vais, je sens que la fierté nationale renaît. Et il n'y a rien d'une xénophobie ni d'un nationalisme étroit, sectaire [dans cela]. La population exige que nous récupérions la souveraineté pour décider de façon autonome la politique économique et les destins du pays » (Programme de gouvernement, 2002). Et pour faire cela « [...] il est nécessaire de rajeunir le Mercosul et, à partir de celui-ci, de négocier l'intégration plus ample des Amériques. Le leadership actif du Brésil en Amérique du Sud est vital pour que le continent traverse la crise et ne se désagrège pas » (ibid.). La critique de la façon selon laquelle les États-Unis mènent la globalisation est claire dans la mention que le document fait en rapport à la ZLÉA, en considérant que, telle que proposée, elle « [...] représente moins une véritable intégration, mais plutôt une forme d'annexion » (ibid.).

Par ce document, le ton général de la politique extérieure de Lula était donné : un nationalisme plus actif et revendicateur, axé sur des allégeances régionales et en vue de la construction d'un ordre économique mondial plus juste pour les pays du Sud.

Cette nouvelle politique extérieure semblerait se construire à partir d'une analyse différente de la conjoncture internationale et du rôle joué par les États-Unis. La diplomatie dans le gouvernement de Fernando H. Cardoso aurait été guidée par une vision du monde unipolaire où les États-Unis jouaient un rôle prépondérant, mais plutôt bénin (Soares de Lima, 2003, p. 98). Dans le cas de Lula, la compréhension de l'ordre international serait basée sur une vision multipolaire du monde, où, dans une situation forcément moins homogène et plus compétitive, il y aurait de l'espace pour un mouvement contre-hégémonique à partir de l'Europe, de la Russie, et aussi des pays comme la Chine et l'Inde (ibid., p. 98). Dans ce contexte, il y aurait aussi des brèches à l'affirmation internationale d'un pays comme le Brésil, une possibilité qui nécessairement devrait s'explorer par une politique externe plus active dans sa recherche d'alliances et plus agressive contre le *statu quo* imposé par les États-Unis.

De cette manière, la politique extérieure de Lula ne serait pas seulement la manifestation d'un gauchisme volontariste au niveau international, en substitution à l'absence d'un volontarisme similaire dans sa politique intérieure, mais aussi le résultat d'une vraie conception différente des possibilités réelles d'agissements de la diplomatie nationale. Certes, le choix de Lula, au niveau domestique, d'aller dans le sens de calmer les marchés pour éviter une crise et assurer la gouvernabilité du pays, a été une grande déception pour beaucoup de ses partisans et l'a peut-être poussé à la radicalisation discursive de sa politique extérieure pour compenser sa perte de popularité et de crédibilité dans certains secteurs. Cependant, les différences entre les politiques diplomatiques du gouvernement antérieur et de celui de Lula semblent être plus que rhétoriques et elles se traduisent dans des actions concrètes.

Le diplomate et sociologue Paulo Roberto de Almeida, auteur de plusieurs livres et articles sur la diplomatie brésilienne, a réalisé une étude comparative sur les politiques extérieures de Fernando H. Cardoso et de Lula et il a illustré de façon claire les différences entre l'une et l'autre. Dans le tableau 5.4 ci-dessous, ces différences sont mises en relief en ce qui concerne 13 questions importantes pour la diplomatie nationale.

**Tableau 5.4**

| Différences dans les politiques extérieures de Cardoso et de Lula | | |
|---|---|---|
| Points chauds de la politique extérieure | Fernando Henrique Cardoso (1995-2002) | Luiz Inácio «Lula» da Silva (2003-2004) |
| Multilatéralisme, Conseil de sécurité de l'ONU | Multilatéralisme modéré, emphase dans le droit international, mais acceptation des différences entre les pays | Multilatéralisme fort, souveraineté et égalité pour tous les pays |
| OMC, négociations commerciales et coopération Sud-Sud | Activisme modéré, pas de coordination réelle avec les autres pays du Sud | Activisme fort, articulation d'alliances stratégiques avec le G-20 et le G-3 |
| Terrorisme | Le combat au terrorisme doit se faire aussi par le combat aux inégalités qui donnent les conditions pour son apparition | Même message, mais plus emphatique |
| Globalisation et volatilité des capitaux | Acceptation implicite du consensus de Washington; FHC n'est jamais allé à Porto Alegre | Oui à Porto Alegre, non à Davos (mais il est allé). Refus explicite du consensus de Washington, consensus de Buenos Aires à la place. |
| FMI et conditions de la dette | Abordage non idéologique, relations de coopération | Acceptation du FMI avec réticence et méfiance silencieuse |
| Le Brésil comme leader | Leadership vu comme le résultat de l'importance du Brésil dans la région | Leadership non limité à la région. Activisme fort dans la recherche d'alliances pour augmenter ce leadership |
| Amérique du Sud | Emphase rhétorique dans les relations avec les autres pays de la région, mais peu d'initiatives réelles | Initiatives pour transformer la rhétorique en réalité. |
| Mercosul | Une des plus grandes priorités de la diplomatie brésilienne | La plus grande priorité de la diplomatie brésilienne |
| Argentine | Un partenaire stratégique | Le partenaire stratégique |
| Europe | Liens historiques, le plus important partenaire | Alliance stratégique contre l'unilatéralisme des États-Unis |
| Relations avec les États-Unis | Définies comme essentielles, coopératives | Importantes, mais pas essentielles |
| ZLÉA | Pas d'enthousiasme, mais pas d'opposition réelle non plus | Opposition initiale, acceptation avec réticence et négociations dures |
| Caractéristiques générales | Intégration au monde globalisé, dialogue à la recherche d'une ambiance de coopération pour le développement | Participation dans un monde globalisé avec préservation de la souveraineté nationale, leadership régional et international pour changer le monde de façon substantielle |

Tableau extrait, traduit, reproduit partiellement et modifiée de *Um Exercício Comparativo de Política Externa: FHC e Lula em Perspectiva*, de Paulo Roberto de Almeida, 2004

Pour d'autres auteurs (Vigevani et Cepaluni, 2007), les différences entre la politique extérieure de Lula et celle de Cardoso seraient aussi importantes pour justifier une appellation qui refléterait un changement de paradigme. Ces auteurs considèrent que la diplomatie brésilienne aurait connu trois stratégies de recherche d'autonomie vis-à-vis des autres pays. Dans l'époque du national-développementalisme, il y aurait eu l'« autonomie par la distance »; dans le gouvernement Cardoso et même avant, le Brésil serait passé au modèle de l'« autonomie par la participation » ; et finalement, avec Lula, la diplomatie brésilienne

aurait adopté la stratégie de l'« autonomie par la diversification » (ibid., p. 284-292). La notion d'une « autonomie par la diversification » rejoint l'idée que la politique extérieure de Lula qui essaye de préserver et même d'augmenter la souveraineté nationale par la diversification des rapports diplomatiques et économiques, fuyant ainsi la dépendance et la vulnérabilité face aux pays développés, notamment les États-Unis. Par conséquent, la partie essentielle de la stratégie de l'« autonomie par la diversification » serait la construction d'alliances politiques et économiques Sud-Sud qui pourraient briser le monopole du pouvoir international des pays riches.

Sous le gouvernement Lula, le Brésil aurait ainsi commencé à chercher activement à augmenter son rôle mondial par le tissage d'alliances stratégiques avec d'autres pays non-hégémoniques comme manière d'accroître son pouvoir et sa projection internationale afin de défendre ses intérêts. Il y aurait donc eu des initiatives qui distinguent la diplomatie Lula, centrée sur l'affirmation nationale et les alliances stratégiques pour un nouvel ordre mondial, et celle de Fernando H. Cardoso, plus pragmatique et moins hostile aux États-Unis.

La formation d'un G-3, avec l'Inde et l'Afrique du Sud, connu aussi par l'acronyme IBAS, formé par les initiales de chacun de ces pays, est un exemple de cet activisme diplomatique du gouvernement Lula. Créé en 2003, l'IBAS réunit trois pays émergents qui veulent changer la façon dont la globalisation et le commerce international se font, et pour cela ils ne cachent pas leur intention de réformer les institutions internationales pour y obtenir plus de pouvoir. Dans la *Déclaration de Brasília*, signée le 6 juin 2003, il est clair que ces pays se sont entendus pour chercher une place permanente dans le Conseil de sécurité de l'ONU et qu'ils cherchent aussi une globalisation plus équitable pour les pays du Sud, notamment par la réforme du système du commerce international, de manière à garantir les prix des produits exportés par le Sud selon des règles de commerce transparentes. En plus, un contrôle sur la volatilité des capitaux financiers serait souhaitable (Déclaration de Brasília - points 4, 13, 14 et 15).

Plus importante encore fut la création du G20, ou groupe des pays en développement au sein de l'OMC, lors de la cinquième conférence ministérielle de cette organisation à Cancún, en 2003. À cette occasion, ce groupe de pays opérant sous le leadership du Brésil et aussi de l'Inde et de la Chine, fit échouer la stratégie des pays développés visant à obtenir des

concessions en ce qui concerne le commerce des produits industrialisés et des services sans avoir à réviser leur politique de forts subsides à leur agriculture et ses exportations. La formation du G20 et le rôle de leader que le Brésil joua dans ce groupe pourraient être considérés comme la plus grande victoire de la diplomatie du gouvernement Lula, puisque ce groupe changea de façon substantielle la manière dont les négociations au sein de l'OMC était conduites, passant d'une situation où la voix des pays en développement n'était pas vraiment prise en considération à un état de fait où cette même voix ne pouvait plus être ignorée. Dans les dires du ministre des rélations internationales de Lula :

> En 2003, nous avons créé le G20 à Cancún, quand les États-Unis et l'Union européenne essayaient d'imposer un accord injuste, qui ne laissait pratiquement intouchés leurs subsides agricoles et qui n'offrait que peu ou aucune ouverture aux produits et aux intérêts des pays en développement [...] Le G20 a changé la démarche usuelle des négociations dans le système GATT/OMC. Grâce à un effort constant de coordination et de mobilisation politique et à la recherche permanente d'une entente avec d'autres groupes de pays en développement [...], il a été possible de changer la direction des négociations. (Amorin, discours du 05/11/2007)

L'accent du gouvernement Lula sur les alliances Sud-Sud se vérifie par une ouverture inédite vers l'Afrique et aussi vers les pays arabes, en contraste flagrant avec le gouvernement Cardoso, pour lequel l'Amérique du Nord et l'Europe restèrent clairement les priorités de sa diplomatie en dehors de l'Amérique du Sud. En moins de sept ans, Lula visita l'Afrique huit fois en parcourant plus de vingt pays de ce continent. Du jamais vu de la part d'un président brésilien. En ce qui concerne les pays arabes, Lula fut le premier président brésilien à se rendre au Moyen-Orient, qui est néanmoins la région des ancêtres de 10 % des Brésiliens; et sous sa gouverne eut lieu le premier Sommet Amérique du Sud-pays arabes. Des démonstrations éloquentes que l'accent sur les alliances entre les pays développés était beaucoup plus qu'une rhétorique de convenance.

En ce qui concerne l'intégration régionale, le consensus de Buenos Aires, signé par Lula et Kirchner le 16 octobre 2003, met en évidence le Mercosul « [...].qui n'est pas

seulement un bloc commercial, mais, au contraire, constitue un espace catalyseur de valeurs, de traditions et de futur partagé » (Consensus de Buenos Aires - point 15, notre traduction). Ainsi, le Mercosul représenterait une alternative économique, politique et culturelle à la ZLÉA, une alternative plus juste et plus équitable à la globalisation telle que proposée aujourd'hui. Dans ce sens, l'intégration régionale promue par le Mercosul serait « [...] une option stratégique pour fortifier l'insertion de nos pays dans le monde, en augmentant leur capacité de négociation » et en se faisant selon l'objectif de former « [...] un modèle de développement dans lequel la croissance, la justice sociale et la dignité des citoyens soient associées » (ibid. - point 16, notre traduction).

Plus que le Mercosul, l'Amérique du Sud tout entière est visée par un effort d'intégration régionale.

> Notre priorité est indiscutablement l'Amérique du Sud. Une Amérique du Sud politiquement stable, socialement juste et économiquement prospère, c'est un objectif qui devra être poursuivi non seulement à cause d'une solidarité naturelle, mais aussi à cause de notre propre progrès et de notre bien-être. (Amorin, Celso, ministre des Relations extérieures, Cours magistral du 10/04/2003, notre traduction, disponible dans http://www.mre.gov.br)

Très vite, les actions de la diplomatie brésilienne et d'autres pays de la région menèrent à la création de la *Comunidade de Nações Sul-Americanas* (Communauté des nations sud-américaines – CASA), le 8 décembre 2004, par la Déclaration de Cuzco, qui annonçait l'intention de tous les pays sud-américains de s'engager dans la construction d'un espace économique et politique commun, régi par des institutions semblables à celles de l'Union européenne. En 2007, le nom « Communauté des nations sud-américaines » fut abandonné pour celui de *União de Nações Sul-Americanas* (Union des Nations sud-américaines – UNASUL). Malgré le scepticisme de certains, l'UNASUL compte aujourd'hui avec un conseil de défense propre et aussi avec une institution financière, le *Banco do Sul* (la Banque du Sud), qui a la prétention d'être un futur émule de la Banque européenne et d'imprimer un jour une monnaie sud-américaine commune.

Nul besoin de dire que cette union ne se fera pas facilement, mais compte tenu du chemin déjà fait dans un laps de temps relativement court et du potentiel d'une région de presque 18 millions de kilomètres carrés et d'une population qui n'est pas loin de la somme de 400 millions d'habitants, les efforts de la diplomatie du gouvernement Lula ne semblent pas être mal placés. Plus encore, si nous tenons en considération l'évolution du commerce régional sud-américain, le Brésil aurait sûrement fait une bonne mise, puisque le marché de l'UNASUL est aujourd'hui plus important pour les exportations brésiliennes que celui des États-Unis[93]. Et à cela nous pouvons ajouter que le commerce du Brésil avec les autres pays du Mercosul crû de 320 % entre 2003 et 2007 et que l'Amérique latine et les Caraïbes constituent maintenant un marché plus important pour le Brésil que celui de l'Union européenne[94].

Bien sûr, l'intégration régionale dans le Mercosul et dans l'UNASUL ne se fait pas facilement et l'initiative de l'IBAS ne donnera peut-être pas les fruits escomptés. La participation dans le G20 non plus ne signifierait pas automatiquement la réussite dans l'établissement d'un ordre mondial plus équitable. Cependant, il est clair que l'attitude du gouvernement Lula diffère de celle du gouvernement Cardoso par l'activisme diplomatique et l'exploration des possibles brèches dans la structure du pouvoir international pour essayer d'établir un ordre mondial plus équitable. De plus, il est évident que le gouvernement Lula, d'une certaine façon, « met l'argent là où est sa bouche », puisque, au-delà de la rhétorique, il a accepté d'envoyer des troupes en Haïti pour le maintien de la paix et il a établi des programmes d'aide en Afrique. Bien évidemment, il ne faut pas voir dans ces initiatives un acte de pure solidarité : le Brésil cherche le prestige comme monnaie de pouvoir dans le scénario de la diplomatie internationale, mais en procédant de cette manière, il est en train d'essayer d'avoir la crédibilité dont il a besoin pour réussir son pari.

Enfin, la politique internationale du gouvernement Lula se caractérise par une activité plus agressive, plus affirmative et plus revendicatrice que celle de Cardoso. Une politique qui a comme stratégie de projeter avec vigueur le Brésil sur la scène mondiale. Pour citer encore

---

[93] Selon les dires du ministre des Relations extérieures du Brésil, Celso Amorin, le 01/04/2008, disponible dans http://www.mre.gov.br

[94] Ibid.

le ministre Amorim :

> En somme, si vous me permettez une expression très simple, avec le gouvernement Lula, la politique extérieure est sortie de sa tanière. Le Brésil est sorti de sa tanière et il a commencé à jouer son rôle dans le monde d'une façon non arrogante, mais en même temps d'une façon non timide, non soumise, avec la capacité de donner son opinion. (Amorin, Celso ministre des Relations extérieures, discours du 01/10/2008, notre traduction)

Finalement, au plan du discours, Lula le diplomate a été très efficace dans sa façon de marquer la nouvelle pugnacité du Brésil dans les forums internationaux. Ses discours ne sont peut-être pas des joyaux d'élégance (ni de diplomatie), mais l'impact est assuré par la franchise dont il fait usage et qui contraste avec la politesse habituelle dans ces instances, qui laisse beaucoup de non-dits. À titre d'exemple, il y a deux de ces discours qui me semblent représentatifs de cette combativité internationale du gouvernement Lula : le discours au 33e Forum économique mondial à Davos, en 2003, et, surtout, celui de l'ouverture de la 59e Assemblée générale de l'ONU, dans la même année. Ces deux discours furent l'introduction de Lula en tant que président sur la scène internationale et ils servirent, en quelque sorte, à donner le ton quant à ce qui serait sa politique extérieure.

L'allocution de Lula à Davos s'est voulue un plaidoyer pour la collaboration des plus riches au développement des plus pauvres, mais aussi à la fois, un contraste idéologique entre les valeurs sociales du Forum de Porto Alegre et ceux du Forum de Davos. Dans ce sens, Lula a été très clair dans son discours : il n'était pas là pour partager sans critique les idées prédominantes à Davos; il était là aussi pour présenter les siennes, qui étaient aussi celles des altermondialistes du Forum social mondial et du peuple brésilien en général, qui l'avait élu pour changer une société très inique. Presque d'emblée, à la quatrième phrase de son allocution, Lula annonce ce qu'il pense de Davos :

> Ici, à Davos, il est convenu de dire qu'il y a aujourd'hui un seul et unique Dieu : le marché. Mais la liberté du marché présuppose, avant tout, la liberté et la sécurité des citoyens (Discours à Davos, janvier 2003, notre traduction).

Ensuite, il demande à son auditoire de décideurs de jouer au moins le jeu qu'ils prêchent sans tricher tout en respectant les normes qu'ils veulent imposer aux autres :

> Nous voulons le libre-échange, mais un libre-échange marqué par la réciprocité. L'effort à l'exportation que nous allons mettre en oeuvre ne servira à rien si les pays riches continuent à prêcher le libre-échange, mais à pratiquer le protectionnisme (ibid.).
>
> [S]i vous voulez être cohérents avec votre expérience de gagneurs, vous ne pouvez et ne devez pas obstruer la voie des pays en développement. Au contraire, vous pouvez et vous devez bâtir avec nous un nouvel agenda de développement mondial partagé . (ibid.)

Il n'a pas non plus manqué d'ironie envers son auditoire, en comparant la situation à Davos à celle du jeune Hans Castorp dans le sanatorium suisse de la *Montagne magique* de Thomas Mann : « [j]e souhaite inviter tous ceux qui se trouvent ici, sur cette montagne magique de Davos, à regarder le monde avec d'autres yeux » (ibid.).

Le discours à l'occasion de la session inaugurale de la 59e Assemblée de l'ONU a été encore plus agressif et combatif que celui de Davos. Cette fois, Lula a dénoncé l'injustice de l'héritage colonial (et on pourrait dire impérialiste) qui perdurerait jusqu'à aujourd'hui, empêchant les pays du Sud et leurs peuples de sortir du sous-développement. Ses mots étaient vraiment percutants :

> En 1820, la différence de revenu par habitant entre le pays le plus riche et le plus pauvre était inférieur de cinq fois. Aujourd'hui, cette différence est de 80 fois.
>
> Les anciens vassaux se sont convertis en endettés perpétuels dans le système économique international.
>
> Des barrières protectionnistes et d'autres obstacles à l'équilibre commercial, aggravés par la concentration d'investissements dans la connaissance et dans la technologie, ont succédé à la domination coloniale.
>
> Puissant et omniprésent, un mécanisme invisible commande à distance le

> nouveau système. Il n'est pas rare qu'il abroge les décisions démocratiques, déshydrate la souveraineté des États, se mette au-dessus des gouvernements élus,et exige la renonciation aux projets légitimes de développement national. La logique qui tare le monde de la pénurie pour irriguer celui du privilège (Discours à 59e Assemblée de l'ONU, notre traduction).

Malgré toutes ses différences par rapport à la politique étrangère de Cardoso, il serait mal avisé de croire que la politique internationale de Lula est fondamentalement différente de la première. Certes, elle s'est avérée plus agressive et plus active que celle de Cardoso, mais il nous semble que ce sont plutôt des différences d'accent que de substance. Le vrai changement paradigmatique aurait été le passage de la « souveraineté par la distance », du national-développementalisme, à la « souveraineté par la participation », de l'État « social-libéral », qui correspond à une mutation importante dans la manière de la promotion du développement dans le rôle de la politique étrangère dans ce processus. Comparé à celui-ci, le passage de la « souveraineté par la participation » à la « souveraineté par la diversification » ne serait qu'une inflexion politique et non pas le reflet d'une transformation significative de l'État. Sur ce point, il nous semble que les caractéristiques plus profondes de la politique étrangère de Lula gardent de fortes similitudes avec celles de Cardoso. Essentiellement, il s'agit de deux politiques qui montrent des marques sans équivoque de ce que l'on a décidé d'appeler une « souveraineté centrifuge », c'est-à-dire qui révèlent le besoin qu'éprouve l'État national de promouvoir son développement et même sa souveraineté « au-delà des frontières ».

Tout comme Cardoso, la diplomatie de Lula a été une diplomatie présidentielle, et même davantage à cet effet. Si Cardoso inaugura l'activisme diplomatique présidentiel au Brésil, Lula l'accéléra plus encore. Dans les deux premières années de son gouvernement, Lula réalisa 56 voyages dans 35 pays différents et il reçut la visite de 52 chefs d'État et de gouvernements en provenance de 39 pays étrangers au Brésil[95]. Une prouesse qui ne fait qu'affirmer une similitude que sa diplomatie aurait en commun avec celle de son

---

[95] Source : Discours du ministre des Relations extérieures du Brésil du 04/03/2005, disponible dans http://www.mre.gov.br

prédécesseur.

Plus important encore serait le fait que la politique étrangère de Lula est aussi, sinon davantage, dirigée vers la conquête des marchés et vers la conquête des avantages commerciaux dans les forums internationaux comme l'OMC, que ne le fut celle de Cardoso. Ainsi, cette politique étrangère de Lula semble confirmer tout à fait la continuité avec le « néodéveloppementalisme » du gouvernement Cardoso tel que nous l'avons décrit précédemment, c'est-à-dire comme une stratégie alternative de développement nationaliste après la fin du processus de substitution d'exportations, mais avec la nuance d'être aussi une réaction plus agressive à la perte de crédibilité des politiques prônées par le « consensus de Washington ». En fin de compte, tout le travail du Brésil au sein du G20 de l'OMC, ainsi que celui lié à l'intégration régionale aurait une visée clairement commerciale et économique. Le G20 cherche un ordre commercial mondial où les pays en développement puissent avoir accès aux marchés des pays développés et le Mercosul se veut une union douanière où le commerce entre ses membres puisse se faire sans barrières et sans encombrements. Tout cela, bien sûr, pour assurer une croissance économique accrue par la possibilité de couler des marchandises dans un marché beaucoup plus vaste que celui des marchés domestiques de chaque pays. C'est le développement que la diplomatie hyperactive de Lula cherche à assurer pour l'avenir du pays et cela n'est pas nouveau. Depuis l'épuisement de la possibilité du développement par l'action, pour ainsi dire « centripète » des substitutions d'importations, c'est l'ouverture aux marchés mondiaux et la construction de marchés régionaux qui se sont convertis dans les principaux moteurs de la croissance économique. Et si l'« autonomie par la distance » fut le corollaire diplomatique de la première stratégie de développement, ce sont l'« autonomie par la participation » et l'« autonomie par la diversification » qui seraient, aujourd'hui, les corollaires diplomatiques de la stratégie de développement « centrifuge » de l'État « néodéveloppementiste ».

### 5.9 Conclusions sur le gouvernement Lula

Les grands traits du gouvernement Lula seraient en continuité avec ceux du gouvernement Cardoso, même s'il y a eu des inflexions et des accents importants dans

plusieurs paliers de sa politique qu'il ne faudrait pas sous-estimer.

La politique macroéconomique de Lula n'aurait pas changé d'un iota celle de Cardoso, surtout à l'époque où le tout-puissant Antônio Palocci dirigeait le ministère des Finances. Au contraire, la prudence a été la principale caractéristique de la politique économique de ce gouvernement, même si le successeur de Palocci, Guido Mantega, a démontré être plus « keynésien » dans ses actions que celui-ci. L'inflexion d'un développementalisme plus domestique que Mantega et la dauphine désignée, Dilma Rousseff, donnèrent à la politique économique de Lula n'aurait pas été assez importante pour changer substantiellement le modèle de développement implanté par Cardoso, basé sur une macro-économie saine pour assurer le bon fonctionnement d'une économie de marché, avec un étatisme plus modéré qu'à l'époque du national-développementalisme. Contrôle de l'inflation, surplus budgétaire, une protection beaucoup moins prononcée du marché domestique et une compétition féroce dans le marché international furent de rigueur dans les deux gouvernements.

La politique sociale de Lula a été beaucoup plus ambitieuse et plus généreuse que celle de Cardoso, mais pas du tout différente dans sa conception, étant même, à beaucoup d'égards, une prolongation des politiques déjà initiées dans le gouvernement antérieur. C'est le cas du *Bolsa Família,* des politiques d'action affirmative pour les Noirs brésiliens ainsi que pour la réforme agraire. Encore une fois, nous y voyons plutôt une continuité qu'une rupture.

La politique extérieure de Lula a certainement été plus agressive, plus active et plus axée sur la collaboration Sud-Sud que celle de Cardoso. Elle a contribué de façon remarquable à accélérer le processus d'intégration régionale de l'Amérique du Sud et elle a réussi à mettre le Brésil sur la carte du monde en ce qui concerne la participation de celui-ci dans les organismes internationaux. Sans doute, il y a eu un virage considérable dans la manière selon laquelle le Brésil conduit sa politique extérieure dans le gouvernement Lula. Toutefois, nous croyons que ce changement, malgré son importance, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de l'hypothèse du « néodéveloppementalisme », c'est-à-dire de l'idée que la politique extérieure se soit transformée en un instrument de développement privilégié dans le contexte du de la défaillance du modèle des substitutions d'importations et des

transformations apportées par la mondialisation. Sur ce point, il y aurait une continuité avec la politique étrangère de Cardoso qui inaugura le paradigme du développement par la projection internationale du pays. Ironiquement, l'accent combatif que le gouvernement Lula a donné à sa politique extérieure n'a fait qu'améliorer le fonctionnement de ce paradigme de diplomatie par une projection encore plus forte du Brésil sur la scène internationale.

De cette manière, les principaux éléments de l'État « social-libéral » et « néodéveloppementiste », c'est-à-dire une politique économique qui assure le fonctionnement de l'économie de marché, une politique sociale qui cherche à corriger les énormes iniquités du pays et une politique extérieure adaptée aux transformations apportées par la mondialisation, n'ont pas été abandonnés depuis l'arrivée de Cardoso au pouvoir. Loin de là, le gouvernement Lula ne fit qu'apporter de la solidité à l'État « social-libéral » par la réussite dans la mise en œuvre de ses principaux éléments. Ainsi, en dépit des différences entre le gouvernement Cardoso et le gouvernement Lula, une continuité de base a été le fondement des 16 années qui ont séparé l'arrivée de Cardoso au pouvoir et la fin du gouvernement Lula en 2010.

Par contre, la période de Lula au pouvoir aurait présenté une nouveauté dans le scénario politique national en ce qui concerne sa relation très particulière avec les mouvements sociaux. Plus encore, cette relation ne représenterait pas seulement une rupture avec le gouvernement Cardoso, mais elle constituerait aussi quelque chose d'inédit au pays. Comme nous avons essayé de le démontrer, ces relations ne peuvent pas être assimilées à celles qui caractérisèrent autrefois la dynamique populiste entre l'État et les organisations syndicales dans les années 1940, 1950 et 1960 et elles ne sont pas non plus les mêmes que les gouvernements démocratiques d'après 1985 eurent avec les mouvements sociaux. Ces nouvelles relations témoignent des changements de la société brésilienne qui se serait complexifiée davantage depuis la chute du populisme historique au Brésil. Pendant que Vargas et sa clique de penseurs conservateurs décidèrent de créer un « peuple » pour un pays « sans peuple » par cette architecture sociale verticale où l'État était le démiurge de la « société civile », les gouvernements d'après la dictature militaire trouvèrent un Brésil où la « société civile » fourmillait un peu partout. Même dans les zones rurales où jadis les *coronéis* faisaient la loi, les liens de dépendance patriarcale avaient disparu dans la majorité

du pays et les revendications qui avaient été étouffées par le coup de 1964 ne pouvaient plus être ignorées. Et en ce qui concerne les syndicats, la force du *novo sindicalismo* annonçait une nouvelle ère où les organisations syndicales ne seraient plus une simple extension de l'État (quelque chose qui était prêt d'être accomplie en 1964, mais qui fut interrompue). Ainsi, la mobilisation du « haut vers le bas » fut remplacée par celle du « bas vers le haut », et cela justement à une époque où l'État national-populiste, fort politiquement et économiquement, avait laissé place à un État fragilisé par l'affranchissement des « forces vives » de la société brésilienne et par les conséquences de la mondialisation.

Le PT, la CUT et le MST furent, certes, des acteurs clé de tout ce changement qui constitue une rupture sociale et politique avec le Brésil de Vargas et avec le populisme historique brésilien en général. Après tout, le PT se distingue du PTB de Vargas pour avoir été créé par les leaders syndicaux eux-mêmes; la CUT se distingue elle aussi de tout le système des syndicats populiste par le fait qu'elle fut créée en dehors du cadre étatique, réussissant là où le CGT de l'époque de Goulart avait échoué, et le MST commença une mobilisation populaire rurale inédite au pays qui surpassa largement l'expérience des *Ligas Camponesas* de l'époque de la débâcle populiste. Il est donc normal que, suite à l'arrivée du PT au pouvoir, la dynamique installée entre le gouvernement, les syndicats et les mouvements sociaux (non seulement la CUT et le MST), fut très différente de celle qui avait caractérisé la période populiste. La verticalité fut substituée par une valse beaucoup plus compliquée où l'État n'est pas toujours l'élément qui mène la danse. Cependant, ce contexte « post-populiste » des relations entre l'État, les mouvements sociaux et les syndicats semble être ignoré par certains analystes qui, surpris par cette relation nouvelle, préfèrent parler de « néopopulisme » ou de populisme tout court.

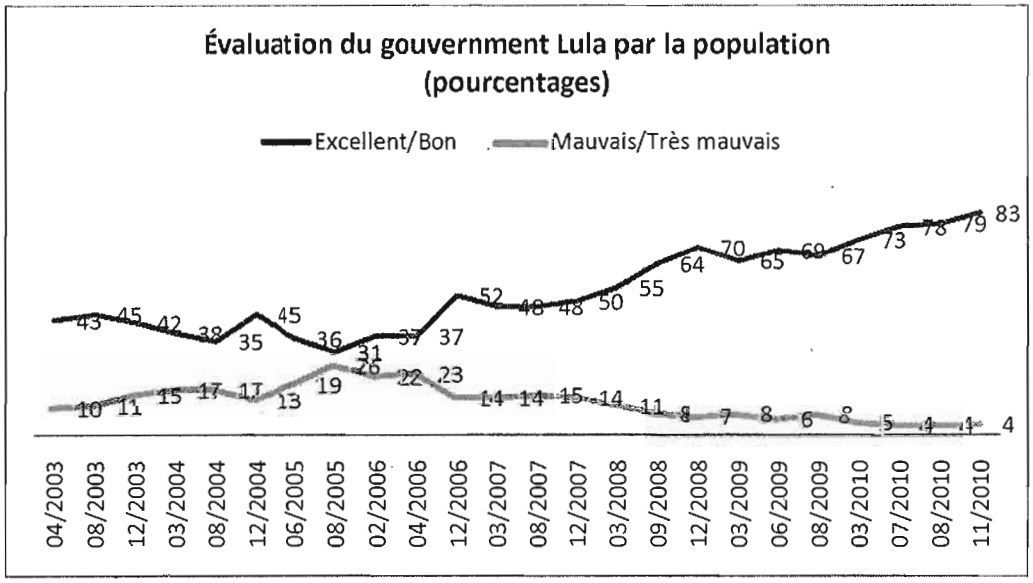
Pour notre part, nous avons établi le mot « post-populiste » qui nous réfère à cette nouvelle conjoncture pour souligner le fait qu'elle se trouverait au-delà de l'ancienne formation sociale qui vit naître le populisme. Par conséquent, une des conclusions les plus importantes de ce chapitre est que *Lula, à la suite de Cardoso, semble être le deuxième leader « post-populiste » ou non-populiste d'un État « social-libéral »*, ce qui devrait en surprendre plus d'un, puisque nous nous refusons à utiliser sans recul critique l'adjectif « populiste » pour la politique brésilienne (ou latino-américaine) actuelle et aussi parce que

nous refusons de le faire aussi en ce qui concerne en outre l'adjectif largement utilisé, celui de « néolibéral ». Entre le populisme et le néolibéralisme, nous voyons une tierce chose issue des transformations économiques, sociales et politiques du Brésil et de l'Amérique latine dans les derniers trente ans.

Tout comme Cardoso, Lula a fait lui aussi de l'inclusion sociale, mais il va sans dire qu'il resterait à savoir si son discours contient ou non les éléments fondamentaux du populisme pour confirmer la continuité « post-populiste » avec Cardoso. Cela sera un des objectifs du prochain chapitre.

Bien sûr, le fait que Lula ne soit pas pour nous un leader populiste ne veut pas dire qu'il ne puisse pas être populaire. Au contraire, pendant tout son gouvernement, Lula ne fit que gagner en popularité. Cette popularité qui finit par échapper à Cardoso, Lula ne la doit pas uniquement à son charisme naturel, mais surtout aux réussites de son administration. La croissance économique soutenue, la création d'emplois presque constante, l'amélioration du niveau de vie de la population plus pauvre par les transferts de revenus et par un salaire minimum plus robuste firent de Lula un président très populaire, avec d'étonnants niveaux d'approbation dans les sondages.

**Graphique 5.14**




Source : Datafolha (*Avaliação Lula 17 a 19/11/2010*, pages 6, 7,8 et 9)

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, le seul moment où le gouvernement Lula s'est trouvé en difficulté arriva en 2005, suite à l'éclosion dans les médias de plusieurs scandales de corruption qui salirent la réputation des politiciens du PT et des ses alliés. Le PT au pouvoir aurait premièrement trahi le prestige de ce parti, jusque-là considéré comme propre et honnête, après la révélation d'une distribution très généreuse de postes dans l'administration publique aux *companheiros* du parti par l'ancien grand organisateur du gouvernement, José Dirceu (Hippolito, 2005, p. 53-77). Ensuite, les scandales financiers se sont succédé, dont celui du *mensalão* (une mensualité pour acheter l'appui des députés et des sénateurs de l'opposition) et celui du *valérioduto* (un stratagème pour financer illégalement le PT et ses partis alliés). Malgré tout cela, la popularité de Lula n'a pas beaucoup souffert de tous ces scandales, ce qui prouve une fois pour toutes que le prestige de ce président est en large mesure indépendant de son parti et que, par conséquent, c'est le parti qui a le plus besoin de lui et non le contraire.

Et la saga de Lula, ce président très improbable devenu un incontournable de la politique brésilienne, n'est pas encore terminée. Même s'il n'a pas été un candidat aux élections présidentielles de 2010, rien ne l'empêcherait, sauf le désir de Dilma Rousseff de continuer au pouvoir, de se présenter à nouveau après le premier mandat de sa successeure à la présidence de la République, en 2014. Un président charismatique qui a connu un grand succès dans le domaine économique et dans le domaine social et qui, de surcroît, aurait l'appui ou la sympathie des principaux mouvements sociaux du pays pourra très bien être le premier président brésilien à être élu démocratiquement pour un troisième mandat[96].

[96] Juste avant le dépôt de cette thèse, le 20 décembre 2010, le journal *Folha de São Paulo* publia une nouvelle révélant que Lula admettait la possibilité d'être à nouveau candidat à la présidence dans le futur. Selon cette nouvelle, Lula aurait dit que « Nous ne pouvons jamais dire non » concernant la possibilité de briguer un troisième mandat comme président de la République. Nouvelle disponible dans : http://www.folha.uol.com.br

# CHAPITRE VI

# Quelques questions préliminaires sur l'analyse du discours

## 6.1 Introduction

Jusqu'ici, notre thèse a réalisé un parcours historique du Brésil, une analyse des enjeux théoriques, économiques et politiques liés à la mondialisation et aussi une analyse des gouvernements Cardoso et Lula, notamment en ce qui concerne un nouvel arrangement économique social et politique qui caractériserait l'État « social libéral » et qui distinguerait celui-ci de l'État « national-populiste » de l'époque Vargas. Au long de ce parcours, nous avons entamé, ici et là, des petites descriptions et analyses de certains discours, sans toutefois le faire de manière exhaustive et approfondie. Maintenant, nous nous lançons dans un examen systématique du discours présidentiel des présidents Cardoso et Lula, ce qui demande de notre part une définition théorique et méthodologique de ce que nous comprenons par « analyse du discours ». Ainsi, le but de ce chapitre est celui de réaliser une introduction théorique et méthodologique concernant certains problèmes autour de l'analyse du discours avant d'initier l'exploration méthodique du discours de ces deux présidents.

La discussion que nous allons faire ici est assez complexe, puisqu'elle se rapporte à

l'épineuse question philosophique et théorique de la relation de la langue avec la constitution du monde social. Cette question, qui gagna ses contours à la fin du XIX$^{e}$ siècle, pour ensuite gagner un élan très puissant au siècle dernier et culminer dans une espèce d'affranchissement quasi total de la langue par rapport aux autres éléments d'une formation sociale dans l'œuvre des philosophes et penseurs dits « postmodernes » est encore vivante aujourd'hui. Or, comme nous faisons ici une thèse qui se prétend sociologique, et non pas linguistique ou sémiotique, nous avons cru bon nous positionner dans ce débat pour *bien définir ce que nous comprenons comme l'analyse du discours en tant qu'instrument sociologique.* Certes, nous aurions pu nous passer de cet exercice pour aller directement à une description succincte de la méthodologie que nous allons utiliser, sans aucun détour théorique ou philosophique, mais nous pensons que ce détour ne fera qu'ajouter à la cohérence et systématicité de notre travail. Ce qui plus est, souvent l'analyse du discours est mal comprise, parce que sa relation avec la connaissance sociologique l'est tout autant. Pour ceux qui ne voient pas le discours comme une partie constitutive et importante d'une formation sociale elle serait inutile, alors que pour ceux qui tendent à réduire une formation sociale au discours, ou même à la langue, la sociologie se réduirait pratiquement à la sémiologie ou à une déconstruction du discours dominant. Pour les premiers, l'analyse du discours serait souvent confondue avec une herméneutique subjective, dépourvue d'une base scientifique solide et, par conséquent, condamnée à être le miroir de celui qui l'entreprend; pour les deuxièmes, une réalité autre que les discours ou la langue ne se pose même pas et la question de la scientificité de l'analyse du discours reste problématique si le discours ne connaît pas d'extériorité à lui-même.

Pour ces raisons, nous pensons que définir ce qui serait à notre avis « le juste milieu » entre ces positions extrêmes ne s'avère pas être un exercice futile, autant pour les objectifs de cette thèse que pour la possibilité d'apporter une très petite contribution aux termes et aux enjeux de ce débat.

### 6.2 Le cheminement vers la souveraineté de la langue et ses critiques

Il nous faut peut-être retourner jusqu'à Nietzsche pour comprendre les origines de

toute la pensée qui a fait de la langue un instrument privilégié d'analyse du social. Nietzsche, qui a commencé sa carrière comme philologiste, a été le premier à questionner l'universalité de la logique des langues indo-européennes et à attribuer à ce groupe linguistique la responsabilité de la manière occidentale de penser (1909, p. 29). Pour lui, donc, la langue était antérieure à la pensée du sujet connaissant, et elle façonnait celui-ci selon sa logique intérieure. Dans la *Volonté de puissance* (1995a, 1995b), livre considéré par Heidegger (1971) comme l'oeuvre capitale inachevée de la pensée nietzschéenne, il réalise aussi une critique dévastatrice de toute la philosophie occidentale, qui était jusque-là centrée sur les notions inattaquables de vérité, causalité, logique, sujet et objet, pour jeter les semences d'une philosophie anti-épistémologique qui ira faire rage bien au-delà sa mort. Pour Habermas (1987a, chapitre 4), la pensée de Nietzsche inaugure la critique de la philosophie moderne centrée sur le sujet, qui a trouvé sa continuité dans les oeuvres de Bataille, Lacan, Foucault, Heidegger et Derrida. Par conséquent, on voit déjà en Nietzsche l'embryon de tout un tournant philosophique et linguistique qui ira changer notre façon de concevoir la langue, la philosophie et la société. Ce tournant, que nous pouvons appeler « tournant linguistique », met la langue, ou du moins une communauté linguistique, à la place autrefois réservée au sujet cartésien, individuel ou nouménique. Certes, il n'est pas un tournant homogène, ni est attribuable à Nietzsche lui seul, mais certaines de ses caractéristiques « postmodernes » peuvent être retracées jusqu'à Nietzsche.

Nous pouvons penser ce tournant ou ce paradigme philosophique où la langue fait une irruption en force dans la pensée moderne comme étant divisé entre deux grands courants fondamentaux, qui se forment selon la place que le sujet et le social trouvent dans chacun. Nous les décrivons de la manière suivante : d'un côté, un paradigme de la langue comme moyen et possibilité d'une intersubjectivité et comme une partie d'une société et, d'un autre côté, un paradigme qui prend la langue comme un système autonome de signes ou, plus précisément, comme un système de signifiants qui efface le sujet (même dans ses formes collectives où le sujet individuel se voyait dilué dans un réseau social) et efface aussi du même trait tout ce qui est extérieur à la langue elle-même.

Le premier courant est celui qui nous amène, du moins en ce qui concerne la langue, à l'herméneutique et à toute autre forme de pensée du langage qui admet une place pour le

sujet, individuel ou collectif. Ici nous trouvons, par exemple, Wilhelm Dilthey et l'immersion du sujet connaissant dans le monde extérieur constitué d'autres personnes (1976), et aussi Hans-Georg Gadamer et la constitution linguistique du monde-vie (1985). C'est aussi la place de Paul Ricoeur et son effort pour surmonter les limitations romantiques de l'herméneutique et lui donner le statut de science (1986). La linguistique intersubjective de Mikhaïl Bakhtine (1977, 1978) et peut-être aussi la linguistique énonciative d'Émile Benveniste (1966) et celle de Roman Jakobson (1990) se trouveraient dans cette lignée, qui refuse une séparation radicale entre la langue et la parole comme instrument de communication entre sujets.

Le deuxième courant, dont nous parlerons plus tard et que nous pourrions dénommer « le paradigme du signifiant », commence de façon encore hésitante avec Saussure et se radicalise, entre autres, dans le déconstructivisme philosophique de Derrida (1967, 1968, 1982, 1987), dans les visions postmodernes du « social » avancées par Jean Baudrillard (1972, 1982), dans la très influente psychanalyse de Jacques Lacan (1973, 1999) et contribue aussi à la naissance d'une nouvelle pensée sur la démocratie et le politique dans l'oeuvre de Laclau et Mouffe (Laclau et Mouffe, 2001, Mouffe, 2000, Laclau, 2005).

Le cas de la pensée linguistique des grands précurseurs du « postmodernisme » qui ont été Nietzsche et Heidegger est sûrement moins clair à situer dans cette dichotomie. Heidegger, par exemple, affirme que la langue est, dans son essence, monologique et que c'est la langue seule qui se parle proprement (1993, p. 423). Cependant, l'Être garde pour Heidegger une préséance sur la langue, qui est pourtant la demeure de celui-ci. Ici le problème, en suivant Nietzsche, est la langue occidentale, qui depuis la défaite des présocratiques face à Platon, s'est éloignée de l'Être, en le concevant de façon appauvrie, causale, idéaliste ou empiriciste. La langue devient donc une barrière entre l'homme et l'Être (ibid., p. 223), mais la langue même ne pourrait pas exister sans qu'une communauté de personnes ait au moins une notion vague de l'Être (1959, p. 82). Et cela parce que « tant penser et dire l'Être sont don de l'Être lui-même plutôt qu'invention de l'homme » (Kelkel, 1980, p. 17). Pour Heidegger, l'acte de penser, ou plutôt de philosopher, est l'acte d'écouter l'Être. Un acte qui serait devenu de plus en plus difficile, car notre pensée serait figée dans la « grammatologie métaphysique » occidentale (ibid., p. 17), qui se serait éloignée de la pensée

originale sur l'Être. Cette pensée originale, nous la trouvons chez les Grecs, qui parlaient la « langue ontologique par excellence », une langue où « l'énoncé et le nommé, le parler et le dire se rejoignent pour coïncider avec le Logos, le mot le plus ancien pour le Dict, qui a la vertu éminente de nommer tout à la fois le *Dire* et l'*Être* qui se dit » (ibid., p. 483).

Par conséquent, autant Nietzsche que Heidegger proposaient une façon de penser la langue et la philosophie que nous pourrions qualifier de « post-métaphysique », dans le sens de « post-instrumentale » ou « post-épistémologique ». C'est la séparation entre sujet/objet, monde/pensée et langue/choses qui serait questionnée chez ces deux philosophes. Ce même questionnement trouva sa continuité chez les postmodernistes et, surtout, chez les poststructuralistes dans la figure de Jacques Derrida. Cependant, ce que nous aimerions souligner ici est le fait que le « postmodernisme » de Nietzsche et Heidegger ne propose pas l'évacuation de l'Être dans la langue. Ici déjà il n'y aurait plus de monde que le monde humain formé par le langage, mais la langue serait encore ancrée dans quelque chose et non pas un bateau qui naviguerait à la dérive dans ses propres eaux. Il y aurait encore, comme le signale Derrida dans le cas de Heidegger, une « téléologie humaniste » qui établit une hiérarchie entre objets inanimés, les animaux et les humains et qui trahit une pensée ontologique « traditionnelle, pour ne pas dire dialectique » (1987, p. 87-90).

Cette dimension ontologique et traditionnelle de la pensée de Heidegger s'articule autour du concept d'esprit (*Geist*), qui rend possible une hiérarchie non seulement entre les trois mondes mentionnés ci-dessus, mais aussi une hiérarchie des langues selon leur proximité avec l'Être, dont le grec classique et l'allemand occuperaient le sommet.

> Heidegger n'entend pas seulement rappeler qu'on pense toujours dans une langue et que quiconque l'affirme doit encore le faire dans sa langue sans pouvoir ni devoir s'installer dans quelque neutralité métalinguistique [...] Non, une proposition, qui pourrait correspondre à une sorte de relativisme linguistico-culturel et anthropologique – toutes les communautés pensent et pensent également dans leur langue – ne correspond pas à la pensée de Heidegger [...] Que le privilège conjoint de l'allemand et du grec soit ici absolu au regard de la pensée, de la question de l'être, et donc de l'esprit, c'est ce que Heidegger implique partout. (ibid., p. 110)

En conclusion, l'expression heideggérienne qui veut que la langue soit « la maison de l'Être » n'implique pas seulement que nous voyions le monde selon notre langue, mais aussi qu'il y a des manières de voir et bâtir le monde qui sont supérieures à d'autres selon la présence plus ou moins proche de l'Être dans chacune des langues. Les dangereuses dérives nationalistes de la philosophie de Heidegger résulteraient de cette place privilégiée accordée à l'Être et au *Geist* dans cette linguistique ontologique. Aussi, la langue dans la pensée de Heidegger n'était pas tout à fait émancipée d'une métaphysique de la présence, libre de quelque chose (l'Être) qui, tout en étant intérieure à la langue, n'était pas non plus strictement linguistique. En d'autres mots, la langue n'aurait pas encore trouvé dans Heidegger (ni en Nietzsche) l'indépendance qui lui aurait été apportée par la linguistique de Saussure.

C'est avec le *Cours de linguistique générale* de Saussure que les assises de la linguistique moderne et aussi celles d'une philosophie et des sciences sociales sans sujet ont été bâties. Tout comme Nietzsche, Saussure était un philologue mécontent, mais mécontent pour différentes raisons. Pendant que Nietzsche voulait dépasser les limites du langage occidental et de sa linguistique pour aller vers la source préplatonicienne d'une pensée sur l'Être, Saussure se préoccupait des fondations de la linguistique moderne avec un objet propre et bien défini. Cet objet propre, Saussure va l'identifier comme la langue en tant que système de signes arbitraires qui suit une logique d'attribution de valeurs strictement interne. La première caractéristique de ce système de signes, c'est-à-dire le caractère arbitraire de ceux-ci, ne représente pas une avancée inédite dans la pensée linguistique puisque les grammairiens de l'École de Port-Royal avaient déjà coupé l'entremêlement de la langue avec le monde des choses (Foucault, 1966, chapitre iv), mais la deuxième, celle qui établit les valeurs ou les significations des mots à une relation exclusivement interne à ce système, a été tout à fait révolutionnaire. En affirmant que la langue « est un système qui ne connaît que son propre ordre » (Saussure, 1969, p. 43), la linguistique saussurienne place pour la première fois la langue au-delà de toute influence extérieure aux relations des signes linguistiques entre eux-mêmes. Ainsi, dans sa fameuse analogie entre la langue et un match d'échecs (ibid., p. 125 -126), Saussure compare la valeur (signification) des signes dans une langue aux positions relatives des pièces dans un échiquier. C'est l'opposition entre les signes qui

détermine leurs significations et non pas, comme avant, des idées antérieures aux signes, malgré le fait que le signe est une entité psychique qui porte en lui un concept.

> Que l'on prenne le signifié ou le signifiant, la langue ne comporte ni des idées ni des sons qui préexisteraient au système linguistique, mais seulement des différences conceptuelles et des différences phoniques issues de ce système. (ibid., p. 166)

De cette manière, avec Saussure la langue semblerait se fermer sur elle-même et évacuer dans ce mouvement tout contenu psychologique ou social qui lui serait extérieur. Bien sûr, cela a été une révolution en linguistique, qui s'est trouvée au lendemain de la publication du *Cours* avec un objet d'investigation exclusif, mais elle l'a été tout autant pour le reste des sciences humaines, qui ont profité de la logique des oppositions entre différences pour repenser les phénomènes sociaux en termes nouveaux. Cependant, la linguistique de Saussure a subi, sans aucune surprise, des critiques qui ont noté ses graves contradictions et défauts.

Une d'elles, et qui n'est pas la moindre, affirme que Saussure lui-même a été mal compris par ceux qui ont recueilli et sélectionné les propos du *Cours de linguistique générale*, lequel, après tout, n'a été publié que de façon posthume et, apparemment, sans l'autorisation du principal intéressé. Simon Bouquet affirme exactement cela dans son *Introduction à la lecture de Saussure* (1997). Pour lui, la pensée de Saussure a souffert de distorsions aux mains de Charles Bally et Albert Sechehaye, les éditeurs du *Cours*. Selon Bouquet, la vraie linguistique saussurienne est presque le contraire de celle que l'on connaît sous son nom, puisqu'elle aurait en fait effectué un renouement avec la « linguistique cartésienne » (ibid., p. vii). Ainsi, la théorie saussurienne de la langue se baserait sur une métaphysique du cogito cartésien, du sujet pensant (ibid. p. 291). Ce fait aurait été obscurci par l'emphase mise sur la linguistique synchronique, formelle et « apersonelle » du *Cours* au détriment de la linguistique diachronique des actes de parole personnels, qui, encore selon Bouquet, était dans les plans de Saussure. Pour bien évaluer la linguistique saussurienne, nous dit-il, il faudrait faire la différence entre la valeur *in absentia* d'un mot, c'est-à-dire sa valeur systémique ou paradigmatique, et sa valeur *in praesentia* ou valeur syntagmatique.

Pendant que la valeur systémique est la valeur prise dans sa synchronicité, etant par conséquent exclue de toute action subjective, individuelle ou collective, la valeur syntagmatique n'entre en jeu que dans les actes de parole, c'est-à-dire dans les discours ou les énonciations, où l'on pourrait entrevoir des actions subjectives ou intersubjectives. Or, l'interprétation de Bouquet est que cette valeur *in praesentia* aurait été évincée par Bally et Sechehaye. En faisant cela, il n'y serait resté que la valeur systémique des mots, c'est-à-dire leurs sens tels que définis dans le système de différences de la langue et non pas leur valeur syntagmatique, les sens des mots dans les phrases.

Pour Bouquet, la dichotomie entre langue (synchronie, système) et parole (diachronie, individualité) ne tient pas la route (ibid., p. 339). Dès le moment où l'on considère la parole comme une syntagmation ou comme une actualisation d'un signe, la différence entre langue et parole devient problématique, puisqu'en fait le signifié ne s'actualiserait que dans le discursif, dans la parole, n'existant que de manière virtuelle ou potentielle dans sa valeur paradigmatique ou systémique (ibid., p. 349). Ainsi, malgré ce que l'on pourrait penser, la linguistique saussurienne, par la notion de « valeur *in praesentia* » ouvre la porte à l'énonciation et la pragmatique. Au fond, elle serait, donc, par ironie du sort, le contraire du structuralisme et du poststructuralisme, qui se sont inspirés d'elle pour construire des pensées de la langue et du social sans sujet.

Ironiquement, Michel Pêcheux (1975) fait la même lecture de l'œuvre de Saussure, mais ce qui est pour Bouquet un mérite (le fait de laisser présente la possibilité de l'exploration de la dimension subjective du langage) devient pour lui un problème. Ainsi, pour Pêcheux, « Saussure a laissé ouverte une porte par laquelle se sont engouffrés le formalisme et le subjectivisme; cette porte ouverte c'est *la conception saussurienne de l'idée qui ne saurait être autrement que de part en part subjective, individuelle* » (ibid., p. 55). Par conséquent, la tâche de la linguistique moderne serait de colmater la brèche dans l'édifice théorique saussurien par l'élimination de la partie « parole » du couplet système de la langue/ parole du sujet-parlant et, du même coup, par l'évacuation de la sémantique du champ de la linguistique dite « scientifique », qui serait nécessairement non-subjective (ibid., p. 221-225).

Louis-Jean Calvet (1975) attire notre attention sur la possibilité que la conception saussurienne de la langue eût été influencée par la notion de fait social de Durkheim. En

citant W. Doroszewski, Calvet suggère que Saussure aurait suivi avec intérêt le légendaire débat entre Tarde et Durkheim, dans lequel la sociologie monadologique du premier affronta la sociologie holistique du deuxième. Pendant que pour Tarde (1999) la société n'était composée que par individus ou monades, pour Durkheim (2004, p. 1-48) elle relevait plutôt des représentations collectives qui la rendaient possible. Or, il se peut bien, suivant la suggestion de Doroszewski, que le couple antinomique langue/parole ne soit en quelque sorte que la traduction linguistique de monadologie/fait social. Et il n'est pas exagéré non plus de penser que le penchant de Saussure pour la langue eut été inspiré par le fait que Durkheim remporta haut la main le débat contre Tarde tout en donnant les lettres de noblesse scientifiques à la sociologie.

La lecture que fait Bouquet ci-dessus de la linguistique saussurienne est-elle correcte? Peut-être que oui, car Saussure lui-même a dit dans le *Cours* que « la langue n'est pas une entité, et n'existe que dans les sujets parlants » (ibid., p. 19). Cette petite remarque, qui peut facilement passer inaperçue puisqu'elle apparaît dans une note de bas de page, donne crédit à l'interprétation de Bouquet. Cependant, les intentions réelles ou originaires de Saussure sont complètement non-pertinentes pour la critique de l'oeuvre qui lui a été attribuée. Que le structuralisme linguistique soit signé par Saussure ou par Bally et Sechehaye n'a aucune conséquence pour le paradigme théorique créé par la publication du *Cours*. L'important, bien sûr, c'est la critique interne du paradigme lui-même.

Comme l'ont noté Paveau et Safarti (2003) la réception du *Cours de linguistique générale* a été mitigée et pour la plupart critique, à commencer par les éditeurs du *Cours* eux-mêmes. Ainsi, Sechehaye a relativisé l'originalité de la contribution de Saussure à la linguistique en établissant un lien de continuité entre Saussure et Whitney (ibid., p. 82) et Bally s'est démarqué de Saussure en préconisant une linguistique entièrement tournée vers les productions verbales au lieu des structures de la langue (ibid., p. 83). En général, les critiques au *Cours* lui ont reproché son formalisme et l'abstractionnisme de la conception de la langue en tant que système synchronique, coupé de toute réalité psychologique et sociale (ibid., p. 80). Par conséquent, un raz-de-marée structuraliste comme celui des années soixante n'a pas suivi la publication du *Cours* en 1915. En fait, même la réception positive au *Cours* aurait nuancé sa contribution à la linguistique et amené les réflexions structuralistes

sur la langue vers une théorie de l'énonciation, c'est-à-dire vers une linguistique centrée sur la parole et non pas sur le système « apersonnel », abstrait et synchronique qui se dégage du *Cours*. C'est le cas mentionné en haut de Bally, et aussi de Benveniste et Jakobson.

Pour Benveniste il y aurait de la subjectivité dans la langue et il n'y aurait pas de langue sans subjectivité. La conscience de soi émergerait par le contraste entre le *Je* et le *Tu* et toutes les langues auraient des marques déictiques (1966, p. 260-261). La pratique de la langue, c'est-à-dire le discours, serait donc un domaine d'intersubjectivité et non pas un déploiement anonyme de signes.

> Bien des notions en linguistique, peut-être même en psychologie, apparaîtront sous un jour différent si on les rétablit dans le cadre du discours, qui est la langue en tant qu'assumée par l'homme qui parle, et dans la condition d'*intersubjectivité*, qui seule rend possible la communication linguistique. (ibid., p. 266)

Plus encore, Benveniste radicalise cette vision intersubjective du discours en faisant de l'énonciation l'expression individuelle de chaque subjectivité.

> « [...] tout homme invente sa langue et l'invente toute sa vie. Et tous les hommes inventent leur propre langue sur l'instant et chacun d'une façon distinctive, et chaque fois d'une façon nouvelle ». (1974, p. 18-19)

Cette linguistique de l'énonciation prônée par Bally, Benveniste et même Jakobson récupère la notion de sujet, qui avait disparu dans l'interprétation rigoureusement systémique du *Cours*, mais il s'agit d'un sujet encore individuel et psychologique.

Dans *Le Marxisme et la philosophie du langage,* Mikhail Bakhtine (1977) réalise (sous le nom d'emprunt V. N. Volochinov) une critique proprement sociologique du formalisme linguistique saussurien et aussi d'une linguistique psychologiste. Ainsi, Bakhtine critique à la fois ce qu'il appelle le subjectivisme idéaliste, qui met l'emphase sur la diachronie et la psyché individuelle et qui voit la langue comme expression d'individualités atomisées, et aussi l'objectivisme abstrait, qui met l'emphase sur la synchronie et la langue

comme système indépendant des consciences individuelles et des idéologies sociales. Contre le premier il affirme que « la conscience individuelle est un fait socio-idéologique » (1977, p. 30), puisque les consciences individuelles sont constituées par les signes linguistiques, qui sont les matériaux idéologiques d'une société. Ces signes idéologico-linguistiques qui forment une langue constituent une « chaîne idéologique [qui] s'étend de conscience individuelle en conscience individuelle, les rattachant les unes aux autres » (ibid., p. 28). De cette manière, il n'y a pas de subjectivité cartésienne ou nouménique antérieure au phénomène de la langue. Par contre, mais pour les mêmes raisons, puisque les signes idéologico-linguistiques ne peuvent pas exister que dans la trame des consciences individuelles, « [l]a véritable substance de la langue n'est pas constituée par un système abstrait de formes linguistiques [...] mais [par] le phénomène social de l'*interaction verbale* et *les énonciations* » (ibid., p. 136). En résumé, pour Bakhtine :

> La langue vit et évolue historiquement dans la communication verbale concrète, non dans le système linguistique abstrait des formes de la langue, non plus que dans le psychisme individuel des locuteurs. (ibid., p. 137)

Il s'en découle de cette conception sociale de la langue que celle-ci vit seulement dans l'intersubjectivité de « la communion verbale concrète », car tout acte discursif est tourné vers la réplique appréhendée par son énonciateur (1978, p. 103). Tout discours est donc *dialogique* par nature parce que « [s]ur toutes ses voies vers l'objet, dans toutes les directions, le discours en rencontre un autre, "étranger", et ne peut éviter une action vive et intense avec lui » (ibid., p. 102). Et cela est vrai non seulement pour le discours en tant qu'acte de paroles énoncées, mais aussi en ce qui concerne le discours intérieur de la pensée « individuelle », puisqu'il y aurait, selon Bakhtine, une dialogisation intérieure du discours (tant dans la réplique, que dans l'énoncé monologique) qui pénétrerait « dans toute sa structure, dans toutes ses couches sémantiques et expressives » (ibid., p. 102).

Dans la perspective de Bakhtine, la langue est par conséquent dialogique même quand il s'agit d'un monologue. Mais encore chez Bakhtine les pratiques monologique et dialogique de la langue sont associées à des pratiques sociales du pouvoir qui n'ont rien à

voir avec une conception psychologisante des actes de langage. Chez lui la langue monologique et centripète est celle du discours officiel, du pouvoir et de l'exclusion, pendant que le discours dialogique, centrifuge et ouvert est celui des classes subordonnées (ibid., p. 86-98). Plus intéressant encore, toute tentative de constitution d'un discours strictement monologique est vouée en fin de compte à l'échec, car la vraie nature du langage est profondément dialogique.

Roman Jakobson suit en quelque sorte le même chemin tracé par Bally, Benveniste et Bakhtine et réalise une critique interne du structuralisme et ses excès systémiques ou formalistes. Pour lui, le noyau du problème de la linguistique structurale « post-saussurienne » est la reconnaissance de l'unité du signe linguistique, formée par le signifiant et par le signifié, telle que proposée initialement par Saussure lui-même (1990, p. 50). Cela aurait amené à l'élimination de la signification ou du sens (*meaning*) dans les investigations linguistiques, comme si le sens n'était pas une partie inhérente du signe, ce qui serait pour lui une *contradictio in adjeto* (ibid., p. 53). Cette hypostase du signifiant au détriment du signifié aurait amené le structuralisme à privilégier la langue et la synchronie et à mettre de côté la parole et la diachronie, en oubliant que dans le *Cours* chaque antinomie de la langue est conçue comme une unité de contraires (ibid., p. 104). Ainsi, même en étant un structuraliste fonctionnaliste, Jakobson fuit le formalisme de la langue vue comme un système statique et va même jusqu'à affirmer son accord avec Bakhtine/Volochinov quant à son caractère dialogique et intersubjectif (ibid., p. 93).

Antoine Culioli (1990), un autre théoricien de la linguistique de l'énonciation, dénonce l'opposition langue/langage, une autre antinomie d'origine saussurienne, et cherche à montrer que même quand le langage est considéré par certains comme une « sorte de mauvais objet » pollué par le social, le psychologique et l'historicité, c'est à partir de lui que la linguistique doit bâtir toute sa théorisation (ibid., p. 10-19). De cette manière, la linguistique ne se trouverait pas coincée dans le dilemme de choisir soit de rester dans l'expérience du langage, où le fait linguistique perdrait toute sa spécificité, soit d'opter pour le formalisme de la langue, où l'objet purifié de la linguistique payerait un prix fort pour sa non-contamination par un extérieur à soi-même (ibid., p. 20). Par le choix du langage comme objet empirique de la linguistique, Culioli admet l'interdisciplinarité de son champ

d'investigation, mais la construction théorique spécifiquement linguistique reste possible.

Nous voyons donc que la linguistique « postsaussurienne » est souvent amenée à reconnaître l'insuffisance et les limitations de la langue prise comme système synchronique, évacué de toute expérience sociale ou historique. Si, d'un côté, cette construction est séduisante pour sa vertu de donner à la linguistique un objet vraiment exclusif, qui la dispense de l'histoire, la psychologie et la sociologie, d'un autre côté, cet objet, dans son formalisme sec, ne peut pas représenter la langue en tant que quelque chose vivante, changeante et mêlée dans son déploiement concret à d'autres phénomènes qui forment une société humaine. Ce rejet d'une linguistique purement formaliste, anhistorique et abstraite est aussi le rejet de l'évacuation du sujet (individuel ou social) de la langue. En d'autres mots, beaucoup de linguistes (et non pas les moindres) n'ont pas été séduits par le chant des sirènes de la valse des signifiants sans amarres.

### 6.3 Dans le royaume des signifiants libres

Il est donc facile de constater que le tournant linguistique a peut-être été plus radical non dans la linguistique, mais en dehors d'elle, c'est-à-dire dans une certaine philosophie, ou une certaine sociologie ou anthropologie influencées par cette philosophie. Ce sont les héritiers « postmodernes » de Nietzsche qui, inspirés de sa philosophie et de la linguistique de Saussure, ont poussé les conséquences de ce désir d'élimination du sujet à ses limites ultimes, pour décréter la fin de l'homme et du social.

À partir des principes d'une philosophie de la langue qui conçoit celle-ci comme indépendante et « autoréférentielle » et que constitue le monde tel que nous le connaissons par la dynamique du jeu de différences des signes, Jacques Derrida (1967) tente de montrer que toute l'histoire de la métaphysique et de l'épistémologie occidentales n'est rien d'autre qu'une série de tentatives vaines à stopper ce même jeu de différences par la formulation de concepts centraux supposés avoir une « référentialité » solide, ancrée par la présence de l'être. Pour lui, le noyau de tous les efforts intellectuels dans cette histoire de la pensée occidentale c'est « la détermination de l'être comme *présence* à tous les sens de ce mot » (ibid., p. 411). C'est cette présence qui constitue la base des discours de notre tradition

philosophique.

> On pourrait montrer que tous les noms du fondement, du principe ou du centre ont toujours désigné l'invariant d'une présence (*eidos*, *archè*, *telos*, *energeia*, *ousia* (essence, existence, substance, sujet) aletheia, transcendentalité, conscience, Dieu, homme, etc.). (ibid., p. 411)

Bien sûr, la seule variation historique du nom donné à ce centre, à cette présence fondamentale, trahit l'échec de ces efforts, qui révèlent le désir inassouvi d'un socle solide pour bâtir une pensée obsédée par une vérité universelle et constante. D'où la possibilité d'une nouvelle forme d'investigation philosophique basée sur la *déconstruction* de tous ces discours qui aspirent à la stabilité d'une certitude obtenue par ces espèces de « clés de voûte conceptuelles » sans lesquelles ils s'écrouleraient. Et, contrairement aux textes qu'elle décortique, la *déconstruction* n'a pas de référence externe au discours lui-même : elle est le résultat d'une vision « détranscendentalisée » et « décentrée » de la langue; d'une vision de la langue pliée sur elle-même, sans « référentialité », et où, par conséquent, il n'y a rien en dehors du texte.

> C'est alors le moment où le langage envahit le champ problématique universel c'est alors le moment où, en l'absence de centre ou d'origine, tout devient discours – à condition de s'entendre sur ce mot – c'est-à-dire système dans lequel le signifié central, originaire ou transcendantal n'est jamais absolument présent hors d'un système de différences. L'absence de signifié transcendantal étend à l'infini le champ et le jeu de la signification. (ibid., p. 411)

Ce virage linguistique serait une révolution dans la pensée occidentale et fermerait un long cycle qui aurait vu le jour avec la philosophie platonicienne et aurait connu son "chant du signe" avec Saussure lui-même. Derrida évoque la naissance de cette pensée « logocentrique » dans son *La pharmacie de Platon* (1968), où il « déconstruit » le *Phèdre* et dévoile que la stabilité du jeu des oppositions conceptuelles qui structure ce dialogue est rendue possible grâce à l'ambivalence de l'idée de l'écriture comme *pharmakon* (à la fois

poison et remède), ce qui évite que ce texte écrit qui tente d'argumenter que l'écriture n'est pas le lieu de la vérité tombe dans une contradiction mortelle (celle d'argumenter par écrit que l'écriture n'est pas le bon chemin pour aller vers la vérité) (ibid. p. 3-24). Grâce au *pharmakon* les significations des signes opposés se fixent et elles peuvent rester stables parce que celui-ci ne serait en fait qu'une réserve inépuisable de « *différance* » qui pourrait être utilisée pour récréer le signifié des signes.

Pour Derrida, la différence établie par Platon entre la parole, qui est proche du *logos*, cet être de raison et vérité, et l'écriture, qui est proche du mensonge et du simulacre, est équivalente à la différence établie par Saussure entre signifiant et signifié. De la même manière que la parole est associée au *logos* en Platon, le signifié est associé à l'idée en Saussure. Et si l'écriture est vue avec suspicion par Platon, elle « voile la vue de la langue » pour Saussure (1969, p. 44). Saussure aurait inauguré la possibilité de rupture avec la tradition métaphysique par l'affirmation de la non-indépendance du signifié par rapport au signifiant, mais il serait aussi resté dans cette tradition par l'usage même du mot signe, qui permet de penser « un *concept signifié en lui même* », qui serait indépendant « par rapport à la langue, c'est-à-dire par rapport à un système de signifiants » (Derrida, 1972, p. 29-30). Pour les deux, ce sont les signifiants dans l'absence du logos ou de l'idée ou d'une présence qui sont rejetés. C'est cette différence entre idée et forme, entre signifiant et signifié, qui permet de séparer sophistique et philosophie en Platon et inaugure la longue tradition logocentrique et phonocentrique occidentale que Saussure n'aurait pas tout à fait fermée.

> La différence entre signifié et signifiant est sans doute le schéma directeur à partir duquel le platonisme s'institue et détermine son opposition à la sophistique. S'inaugurant ainsi, la philosophie et la dialectique se déterminent en déterminant leur autre. (idem, 1968, p. 42)

Les implications de cette vision de la langue évacuée de toute présence externe à elle-même sont énormes. Le relativisme le plus radical s'impose sur toute tentative d'investigation sur la vérité, même celle avec un petit « v ». On perd ici à la fois le sujet qui parle la langue et la référence des mots parlés ou écrits. Tout devient une stricte question

d'un jeu de différences où le signifiant est souverain. Les mots, en fait, ne veulent plus, au fond, rien dire. Mais Derrida doit nommer l'origine, le principe qui gouverne ce jeu de différences, même si ce nom ne se réfère à rien, à aucune présence qui gouverne la langue au-delà de ces contrastes internes. L'artifice trouvé par Derrida est de définir cette « chose » non pas par ce qu'elle est, mais par ce qu'elle n'est pas. Ainsi, Derrida arrive à la « *différance* », ce mot qu'il aurait été mieux de taire, et qu'il définit comme quelque chose qui n'est pas, qui n'existe pas, qui n'a pas d'être, ni essence ni existence (1982, p. 6).

Le problème, bien sûr, est que la « *différance* » joue exactement le même rôle à l'intérieur de son discours que celui joué par les concepts centraux logocentriques ou transcendantaux des discours philosophiques régis par la « métaphysique de la présence ». C'est une clé de voûte un peu particulière, mais c'est néanmoins, que Derrida le veuille ou pas, un concept, une idée qui assure la cohérence et la « vérité » de son discours relativiste. En plus, tout le potentiel politique de l'analyse déconstructiviste est menacé par le rejet de tous les discours pratico-politiques, qui sont vus comme tentatives de recentralisation du jeu de différences et qui, par conséquent, résulteraient toujours en exclusion et autoritarisme (Fraser, 1984).

Un problème bien plus grave selon nous, est le fait que cette conception de la langue et du discours, vidés de tout ce qui se trouverait « en dehors du jeu de signifiants » est, bien sûr, totalement incompatible avec toute idée d'une investigation sur quelque chose que le discours pourrait révéler au-delà de son jeu interne de différences. Par conséquent, point de sociologie du discours dans le royaume des signifiants flottants, à moins de considérer qu'une société n'est que discours et que le discours n'est qu'un jeu de différences de signifiants.

La psychanalyse de Jacques Lacan représente sans doute un autre moment de cette radicalisation de la notion de la langue en tant que système impersonnel, structuré selon une logique interne dénuée de toute subjectivité. En partant de l'idée maîtresse que « inconscient est structuré comme une langue » (1973, p. 23), Lacan réalise peut-être la plus radicale déconstruction du sujet dans la philosophie occidentale pour arriver à la conclusion que le sujet ne fait que représenter « un signifiant pour un autre signifiant » (ibid., p. 180). Dans

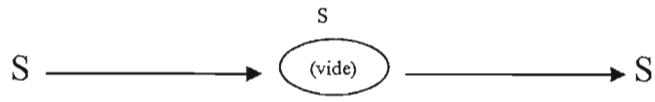
cette vision, la chaîne de signifiants qui forme l'inconscient à préséance absolue sur le sens et la subjectivité, qui ne seraient, en quelque sorte, que des épiphénomènes générés par ses lois.

> Si ce que Freud a découvert et redécouvre dans un abrupt toujours accru, a un sens, c'est que le déplacement du signifiant détermine les sujets dans leurs actes, dans leur destin, dans leurs refus, dans leurs aveuglements, dans leur succès et dans leur sort, nonobstant leurs dons innés et leur acquis social, sans égard pour le caractère ou le sexe, et que bon gré mal gré suivra le train du signifiant comme armes et bagages, tout ce qui est du donné du psychologique. (1999, p. 30)

Ainsi, pour Lacan le signifiant est à l'origine et à la fin du sujet, qui n'existerait qu'en étant le lien, le milieu indispensable, entre un signifiant et un autre.

> Le sujet naît en tant qu'au champ de l'Autre [l'inconscient] surgit le signifiant. Mais de ce fait même, cela - qui auparavant n'était rien, sinon sujet à venir - se fige en signifiant. (1973, p. 181)

Si nous devions représenter l'existence du sujet par un des schémas si chers à Lacan, peut-être que nous pourrions le faire ainsi:




Dans ce schéma, les grands « S » représentent, bien sûr, des signifiants et le petit « s » représente le sujet, qui ne servirait que d'intermédiaire entre les deux. C'est-à-dire que le sujet est en fait un non-être, un rien vide de toute substance ontologique et de toute vie propre. Il n'existe qu'à cause d'un trou, un manque qui provoque un désir qui doit être rempli. Pour que le sujet surgisse dans le réel « ...il faut que dans le réel se creuse un trou, que dans le réel il y ait quelque chose de moins, ou, si vous préférez, que le réel soit *privé* d'une chose » (Nasio, 1994, p. 112). De cette manière, dans la pensée de Lacan, la positivité du sujet ne peut être possible qu'en fonction d'une négativité première qui le génère. Cette négativité (qui est un manque) est exprimée par l'idée de l'objet petit *a*, « [...] cet objet dont

la pulsion fait le tour, [...] cet objet qui fait bosse, comme l'oeuf de bois dans le tissu que vous êtes...» (Lacan, 1973, p. 232).

Cet effacement total du sujet sous le joug des signifiants a des conséquences épistémologiques, voire éthiques, vraiment radicales. Puisque le sujet dans ce schéma a disparu, l'objet de sa connaissance l'a tout autant : ils ne sont que des conséquences de la même loi qui régit la structure profonde des signifiants. À l'origine de la connaissance, il n'y a pas un objet à connaître, mais seulement un désir de connaître. Ainsi, la traditionnelle dualité transcendantale qui oppose sujet et objet s'éclipse, car les pôles ontologiquement opposés de cette dualité seraient en fait des manifestations d'une seule chose : l'autre, l'inconscient, les signifiants.

> Grâce à cette réflexion, Lacan récuse l'idée de la connaissance. Dépourvue de l'unité transcendantale, où le divers sensible, où la pure différence peuvent s'unifier et devenir connaissance pour quelqu'un, la question de la connaissance disparaît. La connaissance est une méprise imaginaire du Moi qui « co-naît » avec son objet. Cette « co-naissance » du Moi, que Lacan appelle « connaissance paranoïaque », fait de l'objet de la connaissance une projection imaginaire. (Simonelli, 2000, p. 246)

Dans un tel état de choses, il est évident que toute idée de progrès scientifique ou d'émancipation politique n'est qu'une illusion créée par le désir, qui est, lui aussi, gouverné par la Loi implacable du signifiant.

En outre, la réduction lacanienne de l'inconscient au langage compris comme un ordre « dé-subjectifié » de signifiants dépouille celui-ci d'un ordre symbolique plus large qui pourrait avoir de racines sociales. Selon François Roustang (1986), l'équivoque fondamentale de toute la théorie lacanienne serait justement cette réduction, d'ailleurs délibérée, du symbolique au langage. Dans l'interprétation de Roustang, Lacan se serait inspiré de l'*Introduction à l'oeuvre de Marcel Mauss* de Claude Lévi-Strauss, où celui-ci faisait un appel à la possibilité d'une ethnologie scientifique par le déchiffrement d'un inconscient symbolique structuré. Lacan aurait profité cette idée de Lévi-Strauss pour construire son propre projet de psychanalyse scientifique, mais en dépouillant cet inconscient

de tout attachement ou référence qui ne serait pas strictement linguistique. Les conséquences de cet appauvrissement de l'inconscient symbolique auraient été substantielles.

> Pour commencer, l'ordre symbolique ne pourra plus être rapporté au social, c'est le langage qui va en porter tout le poids. Parler d'un ordre symbolique pour l'individu considéré isolément est un non-sens, puisque le mot est fait pour évoquer l'échange; alors, le symbolique sera l'ensemble des mots qui constituent un langage. Même si Lacan fait des allusions aux faits sociaux, il n'en sépare pas moins l'ordre symbolique du groupe qui en est à la fois l'effet et le support. (ibid., p. 36)

Mais ce qui nous intéresse de plus près chez Lacan, par-delà ses excès poststructuralistes, c'est sa conception du discours. Le discours est pour Lacan le déploiement matériel du langage en société. Et si le langage préexiste au sujet, le discours lui prescrit sa forme et sa place en société.

> Le sujet aussi bien, s'il peut paraître serf du langage, l'est plus encore du discours dans le mouvement duquel sa place est déjà inscrite à sa naissance, ne serait-ce que sous la forme de son nom propre. (1999, p. 492)

Cela est une idée très importante concernant le discours, puisqu'elle fit du chemin après que Lacan la lança dans une conférence en 1957. Elle fut en effet reprise par Louis Althusser (1970) dans ses fameuses réflexions sur les appareils idéologiques d'État. Althusser développa dans ce texte deux idées de Lacan concernant le discours, tout en les « marxisant ». La première est que l'idéologie (incluant, bien sûr, le discours) a une existence matérielle (ibid., p. 26 -28); la deuxième est que « l'idéologie interpelle les individus en sujet » (ibid., p. 29-33). Si la première idée n'attire pas la controverse, puisqu'il est clair que les idéologies sont accompagnées par des actes matériels, la deuxième idée souffre des mêmes problèmes liés à une pensée linguistique complètement centrée sur le signifiant et qui finit par affirmer l'assujettissement inévitable et indépassable de tout sujet.

L'analyse du discours proposée par Michel Pêcheux (Pêcheux, 1975, Pêcheux et Fuchs, 1975, Maldidier, 1993, Helsloot et Hak, 2000) qui inaugure l'école française de cette discipline, est un rejeton direct des idées lacaniennes et althussériennes concernant la place

du discours et du sujet dans la société. Si elle a eu le mérite d'ouvrir à l'analyse du discours la possibilité d'aller au-delà d'un simple examen de contenu pour chercher de grandes régularités statistiques qui révéleraient le fonctionnement plus profond du discours, elle souffre aussi, en quelque mesure, des contradictions et problèmes suscités par l'anéantissement du sujet sous la Loi ultime du signifiant et par des prétentions « scientifiques » réductrices qui, en posant l'idée d'un ordre inconscient structuré comme une langue, permettent d'envisager une analyse si non automatique, au moins « désubjectivisée » du discours.

Partant de la notion de « coupure épistémologique » de Bachelard (Helsloot et Hak, 2000, p. 8), Pêcheux aurait eu la prétention de donner les lettres de noblesse scientifique à la « psychologie sociale » par la construction d'une théorie scientifique du discours qui comble un vide laissé par Saussure, justement à cause de son association entre parole et subjectivité (ibid., p. 14). Ainsi, son objectif théorique majeur serait celui de débarrasser le « résidu philosophique » laissé par Saussure (la parole) de ses implications subjectives, afin de que le discours en tant qu'objet scientifique puisse naître (Maldidier, 1993, p. 3). Et la naissance du discours comme objet d'enquête scientifique pourrait signifier dépasser le caractère idéologique des sciences sociales elles-mêmes, qui ne faisaient que transformer un discours idéologique dans un autre discours idéologique. Par conséquent, l'analyse du discours serait bien plus qu'une technique : elle serait une partie essentielle de la refondation des sciences sociales sur une base vraiment scientifique (Helsloot et Hak, p, 12). L'analyse du discours pourrait ainsi faire une « coupure épistémologique » ou une « révolution galilennienne » dans les sciences de la société. Cette construction devrait suivre le chemin emprunté par Althusser et Lacan. Du premier, il reprend l'idée de l'assujettissement des individus par l'idéologie et de la matérialité de celle-ci (incluant le discours), ce qui amène au corollaire de la nécessité de la construction d'une théorie non subjective (donc scientifique) de la subjectivité et de la fondation d'une *théorie matérialiste des processus discursifs* (Pêcheux, 1975, p. 121-122). Du second, il emprunt la notion que le sujet n'est qu'un effet du discours lui-même et plus particulièrement un effet du signifiant, ce qui l'amène à l'affirmation du *primat du signifiant sur le signe et le sens* (ibid., p. 241-243). Par conséquent, le seul chemin « scientifique » pour

l'analyse du discours serait celui d'un processus dénudé de toute subjectivité et de toute sémantique.

Cependant, le projet théorique d'influence marxienne/althussérienne chez Pêcheux évite tout glissement vers une conception anhistorique et non sociologique du discours, c'est-à-dire d'une vision purement linguistique de celui-ci. Bien au contraire, tel que chez Althusser, les concepts de « formation sociale », « classes sociales », « formation idéologique », « formation discursive », etc. révèlent une notion du discours comme une partie d'une formation sociale et non pas comme *Deus ex machina* de tout le social. En fait, à la fin de sa vie, Pêcheux aurait fait une autocritique relativement au scientisme et au « asubjectivisme » de son projet initial d'analyse du discours pour récupérer l'historicité de celui-ci (Maldidier, 1993, p. 9-10). Cette nuance qui fait toute la différence entre le cul-de-sac du « fétichisme du signifiant » et les chemins théoriques et méthodologiques qui essaient d'examiner la place et le rôle du discours dans la société, on la trouve aussi chez l'un des grands théoriciens du discours : Michel Foucault.

### 6.4 Le discours <u>et</u> le social, et non pas le discours <u>est</u> le social

La pensée de Michel Foucault, malgré certaines similitudes postmodernes/nietzschéennes qu'il partage avec Derrida, semble par contre beaucoup plus utile pour penser les questions politiques sociales relatives au discours, même si elle souffre aussi des excès du tournant linguistique « post-saussurien ».

Contrairement à Derrida, Foucault est parfois un penseur plus difficile à cerner. Le chemin de sa pensée a été plus complexe que celui de Derrida, qui avait pris le parti du signifiant de manière claire dès le début de son oeuvre. Le *leitmotiv* théorique du travail de Foucault n'est pas aussi transparent que celui de Derrida, mais il est néanmoins présent. Il s'agit de l'empreinte nietzschéenne qui aura marqué son oeuvre du début à la fin et que l'on pourrait dénommer comme la partie généalogique de son oeuvre. Elle comporte aussi une dimension plus structuraliste ou archéologique.

En ce qui concerne la généalogie, déjà dans son livre sur la folie à l'Âge classique (1967) Foucault établit le lien entre les connaissances dites scientifiques et les mécanismes

de pouvoir qui les accompagnent. Comme pour Nietzsche, la vérité est constituée par le pouvoir et, dans le cas de la folie, c'est le « grand confinement » du dix-septième siècle qui aurait créé un environnement propice au développement des disciplines psychiatriques, lesquelles auraient justifié *ex post facto* la réclusion des malades mentaux dans les institutions (ibid., p. 1-64). Très nietzschéen est aussi son *Surveiller et punir* (1975) où Foucault décrit le changement du châtiment dirigé vers le corps contre les crimes de lèse-majesté du Moyen Âge à la construction de sujets dociles par la généralisation de la surveillance dans la société moderne. Ici le pouvoir conçu comme élément constitutif et positif de la subjectivité et de l'ordre du monde fait une claire apparition dans l'oeuvre de Foucault en tant qu'alternative plus crédible à l'hypothèse répressive de Freud, Reich ou de la théorie politique classique. Cette même hypothèse est défendue plus ouvertement comme l'hypothèse nietzschéenne sur le pouvoir dans les trois volumes de *L'Histoire de la sexualité* (1976, 1984a, 1984b), où les conduites sexuelles polymorphiques sont vues comme le résultat de mécanismes disciplinaires et discursifs et non pas comme une manifestation d'un *id* non réprimé.

En ce qui concerne l'archéologie, l'influence du structuralisme est claire, soit dans *Les mots et les choses* (1966), soit dans *L'Archéologie du savoir* (1972). Dans le premier, Foucault présente une histoire de la discontinuité épistémologique des sciences humaines constituée par une succession d'épistémès, conçues comme structures profondes qui génèrent des connaissances incommensurables. Un tel récit semble proche de celui construit par Thomas Kuhn (1970) sur la structure des révolutions scientifiques, mais les similitudes ne sont que superficielles, puisque pour Kuhn les révolutions scientifiques sont provoquées par conversions presque religieuses pendant que pour Foucault les changements d'épistémès n'obéissent à aucune dynamique centrée sur un sujet, soit-il individuel ou collectif (communauté scientifique). En fait, il nous semble qu'il pourrait y avoir une téléologie cachée centrée sur le signe linguistique dans cette oeuvre de Foucault de la manière suivante : dans l'épistémè de la Renaissance, les mots et les choses étaient liés de façon substantive; dans l'épistémè classique, les mots et les choses se séparent et la langue devient pure représentation; dans l'épistémè moderne, la langue perd son indépendance acquise dans l'épistémè classique et se voit subsumée dans l'homme, le centre de la nouvelle épistémè.

Cependant, Foucault aperçoit la fin de l'épistémè moderne *parce que* « l'homme est en train de périr à mesure que brille plus fort à notre horizon l'être de la langue » (1966, p. 397).

Dans le deuxième, Foucault tente établir les mécanismes de la formation des objets, des énoncés, des savoirs, des connaissances, des pratiques discursives et de tout autre élément qui constitue une épistémè. Ces mécanismes n'ont rien à voir avec des subjectivités individuelles ou psychologiques et, par conséquent, ne peuvent pas être appréhendés par une histoire de la science, et, bien sûr, n'ont rien à avoir non plus avec les objets conçus comme ayant une existence antérieure et indépendante des épistémès qu'auraient rendu possible leur apparition. L'archéologie de Foucault se place bien nettement au moment de la disparition de l'épistémè moderne décrite ci-dessus, où la langue efface l'homme et, par le même mouvement, efface aussi la polarité complémentaire sujet/objet.

Les contradictions et problèmes de la pensée de Foucault sont nombreux, même si la force de son oeuvre reste intacte après toute critique. En ce qui concerne sa généalogie et sa vision nietzschéenne du pouvoir, des contradictions ont été notées, entre autres, par Jürgen Habermas (1986), Edward Said (1986) et Peter Dews (1987). Pour le premier, sa critique du pouvoir a été privée de caractère normatif à cause de l'identité pouvoir/vérité (1986, p. 108). Pour le deuxième, Foucault aurait confondu le pouvoir qu'ont les institutions modernes pour subjuguer les individus avec le simple suivi des règles qui constituent n'importe quelle société (1986, p. 151). Pour le troisième, « une conception purement positive du pouvoir ne saurait être du tout une explication du pouvoir, mais simplement une explication de l'opération constitutive des systèmes sociaux » (1987, p. 162, notre traduction). Ainsi, si pour Foucault « [l]e pouvoir est partout » (1976, p. 122) il finit en fait par être nulle part et perd sa spécificité par rapport au social; si le pouvoir crée la vérité, tous les discours, même ceux qui sont en apparence émancipateurs, méritent notre méfiance, puisqu'ils finiront par cristalliser de nouveaux mécanismes de domination; enfin, si tout sujet est constitué par le pouvoir, tout sujet est, encore, assujettissement. Dans ces circonstances, le seul vrai locus de résistance au pouvoir possible dans la société moderne est le corps du sujet, la partie qui aurait échappée au pouvoir disciplinaire. En ce qui concerne son archéologie, est souvent signalé le fait que Foucault n'a pas su établir le statut de sa propre pensée dans son schéma d'épistémès sans mesures communes et n'a pas pu éviter le problème du relativisme. Ainsi, Michel Amiot

reproche à Foucault la discontinuité radicale de son histoire des épistémès, qui l'empêche à la fois d'expliquer à partir de quelle position (de quelle épistémè) son propre discours saisit cette histoire de discontinuités et de poser, pour expliquer cela, une certaine unité de la culture occidentale dont sa pensée se serait servi pour saisir cette histoire, ce qui annulerait cette discontinuité (1967, p. 1290-1293). Michel de Certeau a fait écho à cette même critique que l'oeuvre de Foucault établit une histoire de la raison qui brise l'identité de la raison « avec elle-même » sans poser la possibilité d'une raison qui embrasserait toutes les raisons historiques des épistémès (1967, p. 354). Georges Canguilhem, nul autre que le directeur de thèse de Foucault, lui a reproché de ne pas tenir compte des continuités scientifiques qui mettaient en échec son histoire de discontinuités épistémiques (1967, p. 612 -613).

Certes, Foucault était conscient de ces problèmes internes dans son oeuvre. Il a essayé de résoudre ceux de sa généalogie du pouvoir par une récupération tardive du sujet, afin de sortir de l'impasse créée par sa conception du sujet comme assujettissement et affirmer la perspective émancipatrice de sa pensée (Dews, 1989). Et il a aussi tenté de s'éloigner du relativisme implicite de son archéologie en affirmant une continuité entre le projet des Lumières visant la recherche de savoir et la critique du présent (Foucault, 1984c).

Il y a par conséquent des différences fondamentales entre quelqu'un comme Foucault qui, malgré le fait qu'il ait été inspiré par Nietzsche et la linguistique « postsaussurienne », ait toujours évité de tomber dans un relativisme nihiliste ou dans un cynisme politique, et ceux que nous pourrions appeler « les postmodernes faciles », qui trouvent plus pratique de jeter tout l'idéal des Lumières dans la poubelle de l'histoire et se défaire à la fois de l'eau sale des grands récits de la modernité et des bébés de la vérité et de l'amélioration du social et du politique. Un exemple typique de ces derniers est Jean Baudrillard, qui partant d'une interprétation sémiologique de la politique économique marxiste, arrive à la proposition d'une économie politique du signe où le fétichisme de la marchandise se transforme en « fétichisme du signifiant » (1972, p. 7-113), pour ensuite radicaliser cette « sémiologisation » du social et nier allégrement le social lui-même, car le social, tissé par les signifiants, ne serait que simulacre (1982, p. 7-91).

Cette caractéristique de la pensée de Foucault, qui le sépare nettement de tous les apôtres du signifiant, s'articule en partie autour d'une conception de la langue et du discours

qui, tout en fuyant une idée de langue comme représentation, n'épouse pas non plus le structuralisme et le poststructuralisme qui voient celle-ci comme une « entité » sans références externes et soumise uniquement à un jeu de différences internes. Cela est clairement exprimé dans *L'ordre du discours* (1971).

> En tout cas, une chose au moins doit être soulignée : l'analyse du discours [...] ne dévoile pas l'universalité d'un sens, elle met au jour le jeu de la rareté imposée, avec un pouvoir fondamental d'affirmation. Rareté et affirmation et non point générosité continue du sens et *non point monarchie du signifiant*. (ibid., p. 72, nos italiques)

La même chose est dite avec d'autres mots dans *L'Archéologie du savoir* quand Foucault affirme que le discours est *plus* que les signes linguistiques et qu'il ne peut pas par conséquent être réduit au langage ou à la parole (1972, p. 49). Tout cela équivaut à dire, et voilà toute l'importance de la chose, que *pour Foucault le discours n'est pas simplement un ordre linguistique, mais aussi et surtout un ordre social*. Un ordre social un peu particulier, qui se passe d'un sujet constitutif, mais certainement beaucoup plus qu'un simple jeu de signifiants. Ici le social va au-delà d'un code linguistique qui pourrait être lu comme un texte, car si la langue et le social ne peuvent pas être dissociés, ce dernier ne doit pas être réduit à la première. Ici il y a une infinité de choses « en dehors du texte ». L'ordre du discours, tel que conçu par Foucault, est un ordre de pratiques langagières qui cristallisent le pouvoir dans une société. Ainsi, les pratiques discursives attribuent du pouvoir à certains individus et délimitent le locus de pouvoir dans les formations discursives (ibid., p. 50-55). *L'ordre du discours établit ce qui peut être dit et définit qui peut le dire.* Donc, point de libre jeu de signifiants, glissements et disséminations qui empêcheraient tout ordre de se solidifier et structurer la société par les pratiques d'individus ou de groupes d'individus chargés de certaines fonctions par l'ordre discursif. Cette proposition de Foucault trouve écho dans la sociologie de Bourdieu (2001) en ce qui concerne la pratique du discours politique et rejoint aussi l'idée de Maingueneau (1991a) sur les communautés discursives. Avec la conception d'un ordre du discours dont la dynamique ne peut pas être réduite à la dynamique interne d'une langue, Foucault ouvre la possibilité d'une analyse proprement sociologique du

discours, au lieu de simplement proposer une lecture linguistique/sémiotique de la société.

C'est pour cette raison qu'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, très influencés par Lacan et Derrida, critiquent Foucault, plus précisément pour avoir fait une distinction entre pratiques discursives et pratiques non discursives (2001, p. 107). Pour ces deux auteurs, faire une telle distinction impliquerait de retomber dans un essentialisme ou une métaphysique de la présence, qu'ils craignent comme la peste. Pour eux, « la société n'a pas d'essence » (ibid., p. 96) et il ne faut même pas parler de société ou de formations sociales, mais de formations discursives. La « nature » du social et du politique dans le « paradigme du signifiant » est forcément et entièrement discursive, construite à partir de relations de différence, tels les signes dans une langue. Toutes les identités qui pullulent dans des telles « formations discursives » sont entièrement relationnelles et ne s'attachent à aucune réalité extra-discursive, comme, par exemple, la structure économique de la société. Ainsi, tous les concepts sociologiques classiques, tels que structure, classe, groupe, fonction, etc., sont coupables d'essentialisme, nés d'une vision positive du social. À leur place ils proposent les notions d'antagonisme et d'hégémonie pour penser le politique et le social. L'antagonisme des identités sociales, toujours construites par opposition, se substituerait aux concepts essentialistes de prolétariat, bourgeoisie, etc., pendant que la notion d'hégémonie servirait à penser la dynamique d'ensemble d'une « formation discursive » sans proposer une totalité positive du social, comme structure, mode de production et société (ibid., p. 95-148).

Comme nous l'avons déjà commenté au chapitre 2 de cette thèse, pour Laclau tout le social et tout le politique doivent être pensés à partir des logiques linguistiques de différence et équivalence. En fait, pour lui, le social ne serait que « le locus de la tension irréductible » entre ces deux logiques (2005, p. 80, notre traduction). D'un côté, la logique de différence crée les identités antagonistes d'une formation discursive, lesquelles, paradoxalement, menacent de pulvériser l'ordre ainsi établi et, d'un autre côté, la logique d'équivalence permet qu'une de ces identités se comporte comme un « signifiant vide », englobant plusieurs autres identités temporairement et institutionnalisent un certain ordre du politique et du social. La logique de la différence, qui est exactement la même qu'en linguistique saussurienne, est appelée « syntagmatique » et la logique d'équivalence est celle qui est appelée « paradigmatique » (ibid., p. 77-93). De cette manière, il n'y aurait aucune

discontinuité logique ou ontologique entre la langue et le social et le politique. Langue, discours et « formations discursives » obéiraient, pour ainsi dire, aux mêmes « lois ». La possibilité paradigmatique de la substitution d'un signifiant par un autre permettrait au niveau du social et du politique (qui est en somme le même niveau de la langue) qu'un signifiant vide représente, certes de façon contingente, la promesse irréalisable d'une totalité sociale réconciliée avec elle-même. Dans notre société moderne, ou dans les « formations discursives » que nous appelons société moderne, cette identité qui représente plusieurs autres et qui jouerait le plus souvent le rôle du « signifiant vide » serait « le peuple », ou autres déclinaisons de ce signifiant (la classe ouvrière, la majorité, etc.); cela est la logique de la raison populiste, qui n'a rien à voir avec une quelconque idéologie ou base sociale homogène ou « essentielle » : c'est une logique strictement sémiotique ou discursive. C'est pour cette raison que l'approche essentialiste et descriptive de la sociologie et de la science politique non poststructuraliste n'avait jamais été capable de cerner la vraie « nature » du populisme (ibid., p. 3-20).

Le problème ici n'est pas l'antiessentialisme de Laclau et Mouffe, puisque celui-ci est devenu un presque consensus dans les sciences sociales d'aujourd'hui (Keohane, 1993, p. 145-170). Le problème réside dans le fait que nous pouvons avoir un discours antiessentialiste qui est tout aussi réductionniste que le plus limité des discours ou théories « essentialistes ». Après tout, à quoi bon rejeter les théories qui attribuent à l'économique le mot décisif en dernière instance, pour ensuite attribuer au signifiant et ses logiques et le dernier et le premier mots ? A-t-on ainsi réussi à construire une théorie du social et du politique plus subtile et nuancée que les « dinosaures » des théories sociologiques et politiques classiques ? Apparemment pas. Par la réduction du social et du politique aux logiques du signifiant, Laclau est obligé de rejeter tous les *explanans* qui n'adhèrent pas strictement à ces logiques. Par conséquent, il doit affirmer, par exemple, qu'une « demande pour des salaires plus élevés ne dérive pas de la logique des relations capitalistes, mais interrompt cette logique dans des termes qui lui sont extérieurs » (2005, p. 232, notre traduction). Et pourquoi cela? Ne pourrions-nous pas attribuer cette demande aux relations d'antagonisme créées par les relations capitalistes de production? Bien sûr que non, puisque cela équivaudrait à retourner à l'essentialisme de concevoir les antagonismes sociaux comme

le résultat de relations autres que celles définies par la logique du signifiant. Par conséquent, interdiction à toute référence à un « réel » qui ne soit pas conçu comme une « formation discursive ». Quant aux changements dans une société, eux non plus ne peuvent pas accepter des *explanans* qui échapperaient aux logiques linguistiques de différence (antagonisme) et équivalence (populisme). Mais comment expliquer le passage d'une conjoncture politique à une autre, où un groupe hégémonique est déchu, sans l'aide d'*explanans* liés à certaines dynamiques sociales chéries par la sociologie traditionnelle? Simple, il suffit de dire que ce passage implique une rupture radicale non suscitée par aucune dynamique extérieure au discours, une *creatio ex nihilo*, pour utiliser le propos littéral de Laclau (ibid., p. 228), qui est un héritage direct de Lacan. De cette manière, il évite de présupposer l'existence de logiques sociales ou économiques sous-jacentes aux transformations politiques comme le fait la sociologie classique. Mettre une *creatio ex nihilo* à la place de la détermination par l'économique en dernière instance, voilà la solution de Laclau.

Le vrai problème derrière toute cette horreur de l'essentialisme n'est pas tout à fait, du moins pas seulement, le rejet des grands métarécits de la modernité (Lyotard, 1984) à cause de leur liaison généalogique avec des régimes totalitaires ou autoritaires. Après tout, l'individualisme méthodologique est tout aussi essentialiste que la téléologie marxiste de la lutte de classes et, pourtant, son corollaire politique, le libéralisme politique, est assez proche du projet de démocratie radicale de Laclau et Mouffe, surtout dans la version que Mouffe donne de ce projet (2000). La vraie question se trouve dans ce que Scott Lash (1990) appelle « le régime de signification postmoderne ». Dans ce régime de signification, la différentiation moderne entre référent, signifiant et signifié, qui caractérisait les épistémès classique et moderne, qui fonctionnaient par une séparation entre sujet et objet, a été défaite. Comme conséquence, nous avons dans le postmodernisme/poststructuralisme une fusion ou confusion entre référent et signifiant, soit parce que le signifiant aurait acquis une matérialité, devenant ainsi, le référent, soit parce que le référent serait devenu signifiant (ibid., p. 194-195).

Ce que les poststruturalistes appellent « la matérialité du langage » ou du discours est parfois le résultat de cette fusion ou confusion entre signifiant et référent. Une fois cette fusion faite, il n'y a plus d'objet proprement dit et le sujet, comme nous l'avons vu, n'est que l'effet d'un jeu ou tension entre signifiants. Le signe comme intermédiaire de l'opposition

classique entre sujet et objet n'est plus. Et tout ceci nous amène à une question cruciale : comment pouvons-nous connaître, sociologiquement parlant, un ordre discursif dans un cadre théorique qui nous amène à une espèce de « panthéisme du signifiant » ou « panthéisme du discours », où tout devient discours, même la matérialité du monde? Comme dans le cas du populisme qui devient le politique, si le discours devient le monde, le discours lui-même perd sa spécificité en tant qu'objet et devient du même coup impossible à être cerné sociologiquement.

Il va sans dire que l'hypostase du signifiant n'est pas la seule alternative à la philosophie occidentale centrée sur le sujet et l'objet. Le dépassement de la vision strictement épistémologique et instrumentaliste de la connaissance (et aussi du langage) ne requiert pas que l'on passe de l'objectivisme au relativisme et du rationalisme au cynisme sceptique. Jürgen Habermas, par exemple, a essayé de refonder les bases de la théorie critique en prenant compte du « tournant linguistique » en philosophie et en sciences sociales. Par la proposition de la *Théorie de l'agir communicationnel*, Habermas rompt avec «...la philosophie de la conscience dont les concepts fondamentaux remontent à la tradition de Kant et Hegel » (1987b, p. 3) et propose un «...passage de la théorie de la connaissance à celle de la communication» (ibid., p. 5). Pour faire cela, Habermas examine la nature du langage et du discours et arrive à une vision multifonctionnelle de la communication langagière, qui comporte une dimension *cognitive*, une dimension *interactive* et une dimension *expressive* (ibid., p. 389-399). Pendant que la première dimension est la seule admise et examinée par la philosophie analytique du langage, uniquement préoccupée par les énoncés assertoriques sur un état de choses véritables (épistémologie), l'addition des autres dimensions donne à la communication par le langage un horizon normatif, relatif aux relations interpersonnelles en société, et aussi un horizon expressif, relatif au vécu intériorisé des individus. De cette manière, Habermas arrive à une conception élargie de la rationalité (rationalité communicationnelle) qui évite la réduction de celle-ci à la raison instrumentale (ibid., p. 445), évitant du même coup le thème pessimiste de l'inévitable « cage de fer » de la modernité (Weber, 1984, p. 181). Ainsi, Habermas propose une nouvelle théorie de la rationalité avec l'aide de la sociologie (1984, p. 2). Par conséquent, nul besoin de rejeter la raison et le Projet des Lumières *in toto,* comme si toute affirmation de rationalité amenait

inéluctablement à des formes de plus en plus serrées de domination. De Nietzsche à Lyotard, en passant par Foucault, Derrida et même Horkheimer et Adorno, cette vision de la raison comme force unidimensionnelle de domination instrumentale amena ces auteurs au scepticisme, voire au cynisme.

Habermas dérive de la raison communicationnelle une vision intersubjective du langage dans laquelle les actes de communication langagière peuvent assurer le consensus et la cohésion sociale par la force illocutoire du meilleur argument (Rochlitz, 1987, p. XVI). Cela est en contraste frappant avec la vision uniquement antagoniste ou agonistique du langage, proposée depuis Nietzsche par tous les sceptiques postmodernes. Cependant, Habermas n'avance pas une vision angélique ou naïve des échanges langagiers et il n'est pas aveugle à la manipulation linguistique de la domination et de la tromperie. Au contraire, les conditions d'une communication sans distorsions sont très difficiles à réaliser et en réalité « [c]e qui règne en règle générale c'est la grisaille des situations à mi-chemin entre, d'une part, l'incompréhension et la méprise [...] et, de l'autre, entre l'accord préalable et l'entente réalisée » (1987b, ibid., p. 332). Par contre, Habermas montre contre le cynisme postmoderne que la manipulation et la domination seraient impossibles à concevoir sans la présupposition tacite de la non-manipulation et de la liberté. Ainsi, pour lui, la violence légitimée des États ne devient durable « que grâce à l'apparence objective de non-violence émanant d'une entente pseudo-communicationnelle », d'où la possibilité de faire « la distinction fondamentale entre reconnaissance dogmatique et un vrai consensus » institué par une « intercompréhension universelle et libre de toute domination » (ibid., p. 272). Le discours est donc conçu par Habermas à la fois comme élément de domination et élément de liberté, ce qui contraste avec la version unidimensionnelle du discours propagée par les postmodernes adeptes du « paradigme du signifiant ».

En ce qui concerne l'hypostase du signifiant, Habermas critique ouvertement ceux qui veulent réduire la dynamique de la société à la dynamique de la langue. À son avis « [l]e contexte objectif qui permet seul de comprendre les actions sociales est constitué à la fois par le langage, le travail et la domination » (ibid., p. 220). Cette affirmation a était faite dans le contexte d'une critique de l'herméneutique de Gadamer, mais elle pourrait bien s'appliquer aussi à ceux qui veulent faire une lecture uniquement linguistique du social. Si « la sociologie

ne doit pas se réduire à une sociologie compréhensive » (ibid., p. 220), elle ne doit pas non plus se réduire à une invraisemblable « sociologie sémiotique ». Tous ceux qui veulent réduire le social à la langue et au discours finissent par tomber dans une vision idéaliste et abstraite de la société qui ne prend en compte des structures autres que celles strictement discursives qui façonnent la vie sociale. Bien sûr, l'argument de quelqu'un comme Laclau est que tout le monde « objectif » n'est objectivé que par le discours, mais cela est loin d'être une évidence. Ce n'est qu'un présupposé philosophique qui ne peut pas être prouvé ou infirmé. La question donc n'est pas la véracité ultime de ce présupposé, mais ces conséquences heuristiques, théoriques et politiques. Réduire le social et le politique aux jeux des signifiants a peut-être le mérite de créer un outil d'analyse nouveau et innovateur de la société, mais au prix de renoncer à toute logique et toute dynamique qui échapperaient à ce jeu linguistique. Dissoudre la vieille dualité sujet/objet dans le « plasma » des signifiants flottants peut paraître une solution élégante pour les problèmes de la métaphysique occidentale, mais cette solution implique aussi un relativisme épistémologique et normatif qui prive de bases solides cette même solution. Le discours a, certes, une place dans la société, mais celle-ci ne pourrait pas être réduite au discours. Même si notre compréhension du monde passe par la langue, il n'est pas légitime de déduire de ce fait que la matérialité du langage épuise pour nous la matérialité du monde.

### 6.5 L'analyse du discours en tant que pratique méthodologique de la sociologie

Au-delà de ces discussions théoriques très abstraites, les analyses concrètes du discours en société semblent donner raison à ceux qui voient le discours comme une voie, ou même la voie royale, d'analyse de la société, sans réduire le social et le politique au discours. Après tout, même Marx n'aurait jamais cru que toutes les dynamiques de la société pourraient être réduites à sa dimension productive ou économique, comme semblent le démontrer ses analyses historiques des événements politiques en France. Une ontologie unidimensionnelle du social et du politique ne semble pas en mesure de capter la richesse d'une société concrète.

Les travaux de Bourque et Duchastel (1988), Bourque, Duchastel et Beauchemin

(1994), ainsi que celui d'Armony (2000) montrent l'analyse du discours comme instrument de la sociologie et non pas comme son substitut. Dans le premier chapitre de *Restons traditionnels et progressifs*, Bourque et Duchastel délimitent cet objet théorique qu'est le discours politique et prennent comme point de départ la démocratie représentative moderne et son espace public où le discours circule (1988, pp. 19 –21). Ainsi, le discours politique est un phénomène historique qui naît avec l'autonomisation de l'espace politique dans la modernité. Une fois la société sécularisée, ses règles ne pouvaient plus être déduites d'un ordre transcendantal. Par conséquent, la société devait se produire de manière autonome dans les débats démocratiques de l'agora politique. Du coup, cette forme discursive particulière des sociétés démocratiques modernes acquit des fonctions clés pour leur production, notamment en ce qui concerne « la production de l'espace, de la communauté et des rapports de force » (ibid., p. 25). Les États-nations modernes se produisent par la délimitation d'un territoire, d'une communauté et aussi de la diversité de celle-ci. Le discours politique a le rôle de représenter cet espace territorial; de représenter cette communauté qui est la nation; et aussi de représenter les divisions de cette communauté tout en préservant son unicité (ibid., p. 25-32). Bien sûr, ce que nous voyons ici c'est une vision historique et sociologique du discours et non un immanentisme de celui-ci. Le discours est un ciment fondamental de la société, mais il n'est pas la seule dynamique qui le gouverne. Il y a une dynamique économique qui produit les divisions sociales qui caractérisent de manière fondamentale cette société. Le capitalisme est une donnée de base pour ces auteurs. Il y a aussi, comme chez Foucault, une distinction entre pratiques discursives et pratiques non discursives (ibid., p. 31). De cette manière, la société est beaucoup plus que le discours lui-même et l'analyse du discours n'a d'intérêt que si elle peut dévoiler les liens entre celui-ci et les autres dimensions de la société. En suivant Bakhtine, les auteurs prennent soin de s'éloigner de l'objectivisme de la langue, même si la tradition française d'analyse du discours qui leur est proche se démarque par son approche quantative.

> Cette tradition se situe ainsi dans une perspective objectiviste, mais elle pose en même temps, à l'encontre de la linguistique saussurienne, la nécessité de sortir des frontières de la langue afin d'étudier les conditions de l'énonciation. On pourrait donc

> affirmer que cette linguistique discursive échappe à la critique de Bakhtine, puisqu'elle tient aussi bien compte du travail de la langue comme système que du *rapport que celle-ci entretient avec les autres ordres de la réalité*. (ibid., p. 65, nos italiques)

Par conséquent, c'est dans l'articulation entre langue et société que l'analyse du discours montre son utilité en tant qu'instrument d'investigation sociologique. Cependant, si l'objectivisme ou immanentisme de la langue est, comme nous l'avons argumenté, implicitement réductionniste et même destructeur pour la sociologie, le seul fait que cette articulation existe élimine la position subjectiviste par rapport à la langue, qui n'a pas non plus d'intérêt pour le sociologue.

Bien évidemment, c'est la dimension objective de la langue qui permet à l'analyse du discours de déceler le travail de représentation et de production sociale de celui-ci. C'est cette dimension indépendante des consciences individuelles des énonciateurs qui a permis à Bourque et Duchastel de dévoiler le travail de promotion d'un capitalisme de facture libérale par le discours politique duplessiste, contre toutes les idées reçues sur la période de la « grande noirceur ». De cette manière, il ne faut pas confondre discours et idéologie dans le sens de représentation infidèle ou malveillante de la réalité. Le discours est aussi objectif et matériel que le reste de la société où il se déploie. À cet égard, Victor Armony a signalé que la dichotomie entre « réalités » et « représentations » que certains sociologues soutiennent en se fondant sur le sens commun est « intenable dès que l'on se penche sérieusement sur le problème de la production d'un ordre symbolique dans la société moderne » (2000, p. 13).

L'analyse du discours a évolué beaucoup depuis que Zellig Harris (1952) l'a défini comme la discipline qui donne des renseignements sur des fragments de discours plus longs que la phrase en prenant le texte comme sa propre référence. Aujourd'hui, elle est représentée par plusieurs écoles qui examinent des corpus très différenciés et si, dans le passé, ces écoles semblaient ne pas communiquer ensemble et restaient rigidement campées dans leur chasse gardée théorique, cela semble n'être plus le cas. Ainsi, l'école française, qui ne jurait que par Althusser, Lacan et l'analyse du discours politique comme reproducteur d'une domination de classe, serait aujourd'hui beaucoup plus pragmatique, comme Maingueneau (1995) l'a déjà remarqué.

Cette transformation a été décrite par Eliseo Verón comme une migration vers la primauté de l'objet sur les présupposés théoriques[97]. Ce sont donc les préoccupations de recherche des investigations et leurs corpus respectifs qui déterminent la meilleure méthodologie à suivre. Il n'y a pas de méthode prêt-à-porter pour toutes les investigations envisageables et l'analyse du discours ne peut pas se faire en « pilotage automatique ». Nous ne pouvons que constater que la recherche sociologique sur le discours commence et se termine avec des catégories proprement sociologiques, même si la lexicométrie (qui ne doit plus supposer une surdétermination du fait linguistique sur le social) peut s'avérer une partie essentielle de sa démarche.

### 6.6 Description de notre démarche méthodologique concernant l'analyse du discours

Puisque notre méthode de travail pour examiner les discours présidentiels de Cardoso et de Lula sera surtout l'analyse du discours avec l'aide de l'ordinateur, l'un des piliers théoriques de notre démarche ce sont les présupposés théoriques de l'analyse du discours, c'est-à-dire l'importance du discours comme élément structurant de la société. Plus encore, dans cette démarche on doit aussi présupposer que cet élément structurant est maître des « consciences » et des énoncés individuels. Ainsi, dans la vieille opposition sociologique entre structure et action, l'analyse du discours prend résolument le parti de la première, au détriment de la deuxième et de son pari sur la subjectivité individuelle, allant jusqu'à affirmer que le discours se fait dire lui-même à travers les individus. Si, d'une part, nous acceptons le fait que le discours soit beaucoup plus que la simple somme des énoncés individuels dans une société, puisque nous ne sommes pas des adeptes de l'individualisme méthodologique, d'autre part, nous n'acceptons pas la diminution théorique de la subjectivité jusqu'à sa disparition, vu que cela amène à des problèmes intraitables pour la sociologie. En fait, une société sans sujets nous semble sociologiquement incompréhensible, au moins dans le sens herméneutique du terme. Si nous effaçons toute subjectivité de la pensée sociologique, alors la société humaine devrait être comprise soit comme un automate soumis à des lois parfaitement rigoureuses et prévisibles, tout comme celles qui peut-être régissent

[97] Cité dans Bonnafous et Tournier (1995), p. 77

les sociétés des abeilles et des fourmis, soit comme un jeu imprévisible de signifiants flottants, comme dans les extrêmes de la pensée poststructuraliste.

Il y a plusieurs manières d'effacer l'humain de la société humaine. Soit par des systèmes englobants et structures imposantes, soit par l'éclatement du social dans le libre jeu des signifiants, ou encore par la perte de la spécificité du social humain, le résultat est l'évacuation du sujet (sujet humain, bien sûr) en tant que composante fondamentale de la société[98]. Bien évidemment, il ne s'agit pas ici d'affirmer le primat d'un sujet nouménique, un cogito cartésien individuel et transparent à lui-même et à ses semblables, une chose que la sociologie elle-même a contribué à démystifier et à déconstruire, mais de se poser la question si la sociologie peut se passer de la compréhension, telle que définie par Weber dans le premier chapitre du premier volume d'*Économie et société* (1995, p. 27-100). Parce que sans cette dimension compréhensive ou herméneutique, où les actions humaines peuvent, du moins en quelque mesure, être interprétées en tant qu'interactions de subjectivités et non de choses, la sociologie de la société humaine perd son sens et sa légitimité en tant que discipline scientifique spécifique. L'objet ultime de la sociologie ne peut pas être constitué ni des choses ni des animaux. Il se peut qu'il y ait des choses produites par les interactions humaines, comme les structures économiques et de parenté, l'État et ses institutions, et aussi les langues, les récits et les discours politiques, mais aucune de ces choses n'a une existence indépendante, aucune ne peut prétendre à une antériorité ontologique à des humains vivant ensemble. D'un autre côté, un retour à une sociologie centrée sur l'individu, tel que le propose Alain Touraine (2005), ne semblerait pas une bonne solution aux excès de l'effacement des subjectivités.

Ainsi, comme nous ne croyons ni à une sociologie des abeilles et des fourmis, ni à une sociologie des signifiants libres, et comme nous ne croyons pas non plus qu'une société puisse être construite par la simple addition d'actions individuelles, nous nous situons dans une position mitoyenne, qui accepte l'existence de structures sociales et discursives qui dépassent les actions individuelles tout en considérant aussi l'existence des actions individuelles, inscrites dans un collectif ou réseau.

---

[98] Voir, par exemple, le travail de Luhmann, comenté dans Izuzquiza (1990), et aussi ceux de Latour (2006), Callon (1986) et Woolgar (1991).

Par conséquent, une méthodologie d'analyse du discours devrait pour nous éviter les limites du psychologisme sans tomber dans les pièges d'un objectivisme qui ne connaisse que les lois de la langue dépourvue de toute subjectivité. Pour cela, nous devons adopter une méthodologie d'analyse du discours qui, tout en sachant qu'une méthodologie scientifique ne saurait pas avoir comme base la subjectivité et du producteur du discours et de son interprète, accepte néanmoins que l'analyse du discours soit en fin de compte une entreprise de compréhension, ce qui impliqurait l'acceptation d'une sémantique du discours. Bien qu'un équilibre aussi délicat comme celui que nous venons de décrire n'aille pas de soi, nous croyons l'avoir trouvé dans l'approche herméneutique de Paul Ricoeur.

Paul Ricoeur (1986) rejette le subjectivisme romantique de l'herméneutique classique (du premier Dilthey) qui voyait la spécificité des sciences humaines dans l'exercice de compréhension de l'auteur, conçu comme cogito transparent à lui-même et à ses semblables. Pour échapper à cette vision naïve de l'herméneutique, Ricoeur propose une dialectique entre explication et compréhension, qui éviterait à la fois l'objectivisme des sciences nomologiques et le subjectivisme des sciences humaines. Cependant, le caractère unique des sciences humaines serait préservé par la prééminence de la compréhension sur l'explication dans cette relation dialectique.

> Ma thèse est ici, comme dans le cas de la fonction narrative, que l'explication n'est pas première, mais seconde par rapport à la compréhension. L'explication, conçue comme combinatoire de signes, donc comme une sémiotique, s'édifie sur la base d'une compréhension de premier degré qui porte sur le discours comme acte indivisible et capable d'innovation. (ibid., p.26)

Le subjectivisme naïf est nié dans cette dialectique parce que toute compréhension de soi et d'autrui est médiatisée par des signes (parole, symbole ou texte), c'est-à-dire par des structures sémiotiques objectifiées. Il n'y a pas donc une transparence de soi et d'autrui intuitive d'un sujet individuel ou nouménique. Par contre, ces structures objectifiées du langage ne sont pas indépendantes et fermées sur elles-mêmes, comme le veut la tradition d'analyse issue du structuralisme née avec Saussure. Si la langue peut être comprise comme

un système de signes, le discours, lui, est un acte de communication qui ne peut pas être compris en l'absence de toute subjectivité.

> D'une part, je récuse un irrationalisme de la compréhension immédiate, conçue comme une extension au domaine des textes de l'inthropathie par laquelle le sujet se transporte dans une conscience étrangère dans la situation du face-à-face intime. Cette extension indue entretient l'illusion romantique d'un lien immédiat de congénialité entre deux subjectivités impliquées par l'oeuvre, celle de l'auteur, celle du lecteur. Mais je récuse avec la même force un rationalisme d'explication qui étendrait au texte l'analyse structurale des systèmes de signes caractéristiques *non du discours, mais de la langue*. Cette extension également indue engendre l'illusion positiviste d'une objectivité textuelle fermée sur soi et indépendante de toute subjectivité d'auteur et de lecteur. (ibid., p. 37)

C'est pour cela que l'analyse du discours ne peut pas être une explication nomologique du texte en tant que système de signes fermé sur lui-même, mais plutôt sa compréhension médiatisée par ce système objectif de signes. Ainsi, si l'analyse du discours commence par l'explication (la lecture léxicométrique du texte), elle doit néanmoins s'achever par la compréhension du texte, non comme le porteur d'une subjectivité qui doit être dévoilée, mais comme porteur d'un sujet, d'une chose sur laquelle on a parlé et qui doit être appropriée par le sujet qui comprend (ibid., p. 187). Comme le dit bien Ricoeur : « *Il n'est pas d'explication qui ne s'achève par la compréhension* » (ibid., p. 185, nos italiques).

Si la parole objectifiée se libère de son auteur, elle continue cependant de projeter une vision du monde puisqu'elle dit quelque chose sur le monde. C'est-à-dire que le discours cristallisé préserve une fonction référentielle qui n'existe pas dans la langue en tant que système d'oppositions internes de signes. Pour le citer encore : « Si l'on élimine cette fonction référentielle, seul demeure un jeu absurde de signifiants errants » (ibid., p. 212). Et dans le jeu de signifiants errants, il n'y a pas de sociologie possible; il n'y a même pas d'analyse du discours qui puisse produire un sens sociologique de ce que l'on essaye de comprendre.

Si la langue peut se passer de la temporalité, de la subjectivité et de la referentialité, le discours est un événement temporel, produit par un agent et sur quelque chose (ibid., p. 206).

Cependant, l'objectivité textuelle dissocie le texte de l'intention mentale de son auteur et permet, et oblige même, une explication du texte, une méthodologie nomologique appropriée au texte, mais qui doit aboutir dans une compréhension de celui-ci.

Incluse dans cette dialectique entre explication et compréhension, l'analyse du discours devrait se déployer de la façon suivante : le premier moment serait celui d'une compréhension du texte en tant que totalité (ibid., p. 223-230) ; le deuxième moment serait celui de l'explication qui, dans notre cas, serait celui de l'analyse léxicométrique ou sémantique superficielle; le troisième moment serait celui d'une compréhension sémantique profonde du texte, c'est-à-dire « *sur quoi* porte le texte, ses références non ostensives » (ibid., p. 233).

> La compréhension a moins que jamais affaire avec l'auteur et sa situation. Elle se porte vers les mondes proposés qu'ouvrent les références du texte. Comprendre un texte, c'est suivre son mouvement du sens vers la référence, de ce qu'il dit à ce sur quoi il parle. (ibid., p. 233).

Si l'on pense de cette manière l'analyse du discours politique avec l'aide de l'ordinateur, nous pourrions la voir de cette manière : la catégorisation qui doit s'appliquer au discours, et qui est *ex ante* à la lexicométrie, est un moment de compréhension qui établit les paramètres sociologiques de l'interprétation discursive. Plus encore, quand nous faisons une analyse du discours nous ne nous limitons pas à la structure des énoncés ou des textes. Il faut toujours, comme le dit Marcellesi (1984, p. 118), se référer aux conditions de production de l'énoncé. Notre départ, par conséquent, ne serait jamais le texte en-soi, mais tout ce que l'on sait sur la production de ce texte, les conditions socio-économiques et langagières de sa production. Et ici il faut en plus faire attention pour ne pas confondre le lexique du discours politique avec le signe linguistique tout court. La base de l'analyse du discours à entrée lexicale n'est pas ce dernier, mais le signe dans sa fonction sociale. Ce que nous analysons dans le discours ce ne sont pas les signes d'une langue, ce ne sont pas les entrées de ce grand « trésor » qui est le dictionnaire d'une langue, mais les signes tels qu'appropriés et utilisés par certains acteurs à certains fins. Ainsi, nous pourrions dire qu'à la base de la

catégorisation qui précède une analyse du discours nous ne trouvons pas le signe linguistique, mais « une quantité plus ou moins grande *d'usages sociaux* précédents de ce signe » (Guespin, 1984, p. 140-141). Dans ce sens, il est indispensable de suivre la distinction établie par Benveniste entre *sémiotique* et *sémantique* (1974, p. 64-65). Pendent que la sémiotique se réfère au signe dans sa stricte relation avec d'autres signes dans le système de la langue, la sémantique se réfère « au mode spécifique de signifiance qui est engendré par le DISCOURS » (ibid., p. 65). Ici c'est l'ensemble de signes dans une phrase qui produit un sens, lequel ne se limite pas à l'addition de valeurs saussuriennes établies par différence interne. Ici, donc, nous avons affaire à la langue en tant que productrice de messages; nous avons affaire à une sémiologie de « deuxième génération » (ibid., p. 66) qui dépasse la notion saussurienne du signe. Cette dimension sémantique de la langue est propre au discours, et même si l'analyse du discours avec des instruments informatiques ne cherche pas à dégager proprement les « messages » du discours, la recherche des co-occurrences est implicitement une recherche sémantique, puisque la signification des co-occurrences n'est pas sémiotique, mais discursive et par conséquent aussi sociale. D'ailleurs, cela est une des raisons pour lesquelles l'analyse du discours peut-être sociologique, sinon elle serait strictement linguistique et sans références externes à la langue.

Certes, suivant la logique suggérée par Ricoeur, la lexicométrie serait le deuxième moment de l'explication et le plus nomologique de tous, puisqu'il s'agirait de l'établissement d'une structure objective du langage utilisée dans le discours, mais cette structure objective serait une structure du discours et non de la langue.

Le troisième et dernier moment de l'interprétation serait la compréhension profonde, c'est-à-dire dégager la vision du monde portée par le discours; voilà ce que l'analyse du discours doit faire. Quel est le monde proposé dans le discours de Lula et Fernando Henrique Cardoso? Dans ce sens, nous pourrions dire que l'analyse du discours a une finalité herméneutique, ou nomolo-herméneutique.

C'est pour les raisons mentionnées ci-haut que l'analyse du discours avec l'aide de l'ordinateur ne peut pas, malgré son usage de la lexicométrie, avoir la prétention à une exactitude scientifique presque neutre garantie par l'objectivité des structures profondes de la langue, comme semblait vouloir le poser Pêcheux par l'idée d'une analyse du discours libre

de toute subjectivité et de toute sémantique. Tel que nous l'avons suggéré plus haut, la lexicométrie ne serait qu'un moment de l'analyse du discours, pendant que les deux autres seraient éminemment herméneutiques, sémantiques et pas du tout exacts ou scientifiquement neutres. Comme l'ont bien montré Sophie Fisher et Eliseo Verón (1973) dans leur article critique sur la méthode de Pêcheux, l'analyse du discours amène inexorablement à l'interprétation sémantique. La « normalisation syntaxique » initiale proposée par Pêcheux avant la lexicométrie équivaudrait déjà à « manipuler sémantiquement le texte sans le savoir (ou sans le reconnaître) » (ibid., p. 167). Plus encore, ces auteurs montrent que même dans le cas d'un texte très court trouvé dans une affiche du métro parisien (*Baranne est une crème*), il faut tenir compte des conditions de sa production pour pouvoir l'analyser correctement. « Baranne est une crème » se rapporte à d'autres textes déjà produits, à d'autres voix, et ne peut pas être réellement compris et analysé par la simple lexicométrie syntaxique.

Ainsi, c'est la dimension dialogique et herméneutique du langage qui serait évacuée par la méthode prétendument « asubjective » de l'analyse du discours. Celui-ci, dans la forme proposée par Pêcheux, serait selon nous une héritière directe de toutes les prétentions à trouver un code profond du social qui rendrait possible une « vraie science » de la société, en passant par Lévi-Strauss, Lacan et Althusser. Hélas! Cela n'est possible que par l'effacement total de la subjectivité en société, qui à son tour amène aussi à l'effacement correspondant, en ce qui concerne la linguistique, des dimensions sémantique et dialogique du langage, sans lesquelles toute analyse du discours restera sévèrement handicapée ou sera incapable de reconnaître sa propre manipulation sémantique.

En ce qui concerne le discours comme une des structures du social, nous croyons que le dialogisme de Bakhtine (1977, 1978), qui affirme le caractère intersubjectif de la langue, s'approche le plus de cette vision équilibrée à laquelle nous adhérons. L'intersubjectivité linguistique qu'il préconisait évite à la fois l'individualisme méthodologique et cette espèce de « fondamentalisme linguistique » qui voit la langue comme *Deus ex machina* du social. En prenant cette position intermédiaire, nous ne voyons aucune incompatibilité entre l'analyse du discours avec l'aide informatique, qui permet de déceler les structures langagières plus profondes, (qui bien sûr échappent au contrôle individuel) et la compréhension des actions linguistiques et discursives individuelles et collectives, qui

peuvent révéler les motivations et intérêts des acteurs sociaux. Nous ne voyons donc pas une opposition irréconciliable entre l'analyse du discours et l'acceptation d'un certain niveau de subjectivité dans l'action sociale et langagière, même si cette subjectivité elle-même est, du moins en partie, constituée par l'ordre du discours, tel que défini par Foucault.

Cependant, contrairement à Foucault, nous n'allons pas jusqu'à considérer les sujets individuels ou collectifs comme de simples effets du pouvoir. L'élimination totale du sujet dans l'ordre du discours signifie condamner celui-ci à être figé en perpétuité et à renoncer à comprendre comment il pourrait changer. Pourtant, l'ordre du discours, et surtout celui du discours politique, change toujours et bouillonne d'activités langagières qui l'altèrent, à la fois malgré et à cause du désir d'hégémonie qui habite chaque discours. Sur ce point, Bernard Gardin a affirmé que « [l]e discours politique constitue évidemment un lieu privilégié pour l'étude de la néologie » (1974, p. 70). L'agora qui est l'espace du discours politique est la scène d'une « bataille sur les signes qui constitue le processus néologique » (ibid., p. 71). Cela se produit parce qu'il y a différents acteurs sociaux et politiques qui se confrontent par le biais du discours politique en essayant chacun d'imposer leur « dictionnaire » aux autres, d'imposer leur langage au reste de la société. Ainsi :

> Il s'agit en effet pour chaque groupe (1) d'imposer ses propres signifiés aux signifiants qui font partie du vocabulaire politique commun : liberté, égalité, démocratie, justice... (de ces termes qui font dire que tous les groupes disent la même chose) et de combattre la même tentative chez l'adversaire : de lui refuser l'emploi de ces unités; (2) de donner la vraie signification des termes propres à l'adversaire, d'en dénoncer les signifiés cachés : d'empêcher donc que ces signes de l'adversaire s'installent en langue ; (3) d'imposer ses propres signes linguistiques : signifiant et signifié [...] (ibid., p. 71)

Certes, cette confrontation n'est pas exactement un duel entre forces égales, puisqu'il a toujours un groupe ou une idéologie dominante, mais l'hégémonie n'est jamais figée comme un ordre discursif « apsychologique » et asocial pourrait l'être. L'analyse du discours politique doit surtout prendre en considération cette dimension de confrontation dialogique de la « bataille sur les signes » pour avoir une quelconque signification sociologique. La

langue est une norme générale qui s'impose à tous, mais elle est seulement une norme sémiotique, un système stabilisé par un jeu de différences internes. Le discours, lui, a aussi un ordre, un ordre qui ratifie les possibilités d'énonciations alternatives, mais qui ne les élimine pas tout à fait (du moins dans les sociétés démocratiques). Le discours est parole et sémantique, et comme tel il peut être à la fois affirmation du pouvoir dominant et possibilité de changement.

### 6.7 En guise de conclusion : pourquoi entamons-nous une l'analyse approfondie des discours présidentiels de Cardoso et de Lula?

Jusqu'à maintenant, notre travail s'est appuyé dans son argumentaire principalement sur une littérature historique, sur une littérature théorique et aussi sur une foule de données statistiques et secondaires. Certes, dans les chapitres précédents nous avons eu recours aussi à une sorte d'analyse du discours au premier degré, c'est-à-dire une analyse de contenu directe et, dans le cas des deux premiers chapitres, une analyse qui repose sur une lexicométrie simple du corpus examiné. Cependant, nous n'avons pas encore entamé une analyse du discours plus détaillée pour avancer nos arguments. Or, c'est justement une analyse du discours de ce type, plus poussée et étoffée, qu'il nous faudrait pour tester quelques hypothèses que nous avons posées au long de notre travail.

Nous avons, par exemple, dit à la fin du deuxième chapitre de notre thèse qu'un retour du populisme au Brésil devrait se caractériser par un effort d'intégration sociale accompagné d'un discours populiste. Dans le chapitre antérieur à celui-ci nous avons proposé que le gouvernement Lula, ainsi que celui de Fernando Henrique Cardoso, ait déployé des mesures importantes d'inclusion sociale et de diminution de la pauvreté. De cette manière, pour tester en définitive l'hypothèse d'un retour ou d'un non-retour du populisme au Brésil, il nous faudrait absolument établir si le discours de Fernando Henrique Cardoso et surtout celui de Lula pourrait être inclus dans la catégorie de « discours populiste ». Mais pour faire cela, il nous faudra examiner le discours de chaque président de manière systématique et extensive. C'est-à-dire que le choix d'un nombre réduit de pièces discursives ne serait pas suffisant pour tester avec assurance l'hypothèse du populisme ou du non populisme du

discours présidentiel au Brésil d'aujourd'hui, puisqu'une pièce discursive considérée populiste pourrait être contrecarrée par une autre, émise dans d'autres circonstances, comme un public différent ou une année différente. Seulement une analyse représentative des discours de ces présidents pourra nous donner une vision plus claire de leur contenu idéologique et de la relation politique qu'ils entretiennent avec leur public, qui est la nation brésilienne. Bien évidemment, cela veut dire procéder à l'analyse d'un corpus de discours imposant par sa taille, ce qui ne pourrait être considéré qu'avec l'aide des logiciels conçus expressément pour cette fin.

Avec un corpus de centaines et même, dans notre cas, de milliers de pages une analyse basée sur la simple lecture des discours serait impossible. Non seulement parce que la tâche serait très longue et très ardue, mais parce que le cerveau humain n'est pas capable d'identifier les régularités discursives qui, par contre, sont facilement détectables par l'ordinateur. Ainsi, une très grande surface textuelle, qui ne serait qu'un tapis de mots presque homogène et uniformément gris pour l'œil humain, deviendrait un ordre particulier, hétérogène et nuancé, formée par l'addition de plusieurs formes de couleur et intensités différentes, dont une structure profonde pourrait être déduite.

Une analogie avec une autre surface pourrait éclaircir ce que nous venons de dire. Supposons que nous voulions étudier une vaste forêt composée par de milliards d'arbres et de plantes. Nous avons deux façons de le faire : soit nous marchons dans la forêt et nous examinons chaque kilomètre carré de cette forêt, ce qui nous prendra beaucoup de temps, surtout si nous travaillons seuls; soit nous essayons de le faire de façon beaucoup plus rapide par un vol d'oiseux capable de nous apporter une vision d'ensemble de la forêt. Le problème évident avec cette dernière solution est justement le fait que, vue du ciel, la forêt ne serait qu'un tapis vert uni et nous sérions incapables d'identifier avec précision quelles sont ses espèces dominantes, ses espèces secondaires et la proximité ou distance entre ces espèces, ce qui nous empêcherait d'identifier la nature de l'écosystème que nous survolons. Mais supposons encore que nous ayons à notre disposition une caméra et un logiciel d'analyse des textures et des couleurs qui pourrait nous donner pendant le vol une description très exacte de toutes les espèces de cette forêt, leur nombre, leur famille et même la relation entre elles. De cette manière, nous aurions une idée précise du type de forêt que nous survolons et même des

« sous-types » ou systèmes écologiques secondaires qui puissent y être. Plus encore, sa spécificité, ce qui distingue cette forêt de tous les autres, nous serait dévoilée.

C'est exactement un outil semblable qu'il nous faut pour réaliser notre analyse et, heureusement, ce genre d'outil existe en plusieurs versions et a déjà été employé maintes fois avec succès comme instrument d'analyse sociologique, comme dans le cas des travaux de Bourque et Duchastel (1988) et de Bourque, Duchastel et Beauchemin (1993), que nous avons déjà mentionnés ci-dessus. En ce qui concerne les analyses des discours présidentiels, et plus spécifiquement du discours présidentiel latino-américain, il suffirait peut-être de citer les travaux de Victor Armony (1997, 2000) sur le discours présidentiel argentin, dont nous nous sommes inspirés pour entreprendre notre propre analyse. Ces travaux montrent qu'il est possible et profitable d'employer de logiciels d'analyse du discours pour traiter un corpus très imposant de discours et dégager leurs significations plus profondes.

En somme, nous croyons que seule l'analyse du discours avec l'aide d'un ordinateur pourrait ainsi nous donner la célérité et la profondeur nécessaires pour bien explorer un corpus textuel aussi imposant que les discours présidentiels de Fernando Henrique Cardoso et de Lula. Avec une exploration systématique du corpus discursif de ses deux présidents nous pourrons non seulement tester l'hypothèse d'un retour du populisme au Brésil, mais aussi trouver des indices sur la très importante idée que nous avons avancée sur le « néodéveloppementalisme » et établir le caractère plus ou moins néolibéral du gouvernement Cardoso. Plus spécifiquement, nous tenterons répondre à trois questions que nous considérons essentielles pour notre travail recherche, à savoir :

1) **Le « néodéveloppementalisme » se manifeste-t-il dans le discours présidentiel de Cardoso et de Lula?**
2) **Le discours présidentiel de Lula est-il populiste?**
3) **Le discours présidentiel de Cardoso est-il néolibéral?**

D'une manière plus générale, nous examinerons aussi la relation du gouvernement avec les mouvements sociaux et nous essayerons de dévoiler le projet de nation qui se dégage des pièces discursives analysées.

Finalement, nous tenons à souligner encore une fois que la démarche nous entamons semble être inédite en ce qui concerne l'analyse du discours présidentiel brésilien, ce qui nous encourage davantage à l'entreprendre compte tenu de la contribution que nous pourrons faire si nous l'amenons à bon terme.

# CHAPITRE VII

# Les discours présidentiels de Cardoso et de Lula

## 7.1 Constitution et description du corpus

L'objectif de ce chapitre est de mettre à jour nos explorations lexicométriques et nos interprétations des discours présidentiels de Fernando Henrique Cardoso et de Luiz Inácio Lula da Silva, pour ainsi mener à terme le travail de recherche de cette thèse. C'est-à-dire que dans ce chapitre nous essayerons de répondre aux trois grandes questions de recherche que nous avons alignées à la fin du chapitre antérieur. Nous avons inclus dans notre corpus les discours de Fernando Henrique Cardoso, proférés pendant ses deux mandats présidentiels (1995-1998 et 1999-2002), et aussi les discours des cinq premières années de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence de la République (2003-2007).

Les discours présidentiels de Fernando Henrique Cardoso ont été acquis dans le site web de l'*Instituto Fernando Henrique Cardoso* (www.ifhc.org.br) qui les a mis en ligne en format PDF. Les copies des discours proférés en territoire national sont des transcriptions réalisées par le Secrétariat de presse de la présidence de la République; celles des discours

proférés à l'extérieur du pays sont basées sur les écrits du président lui-même, puisque les transcriptions de la présidence de la République n'ont été pas réalisées pour ces discours. Cependant, l'IFHC les a révisées pour inclure, autant que possible, les improvisations du président Cardoso pendant ses allocutions internationales.

Nous avons téléchargé tous les discours disponibles sur ce site web, mais nous avons noté qu'un petit nombre d'entre eux étaient incomplets. Nous avons corrigé ce problème par un contact avec l'IFHC, qui nous a envoyé les discours que nous savions incomplets. Il se peut, néanmoins, qu'un tout petit nombre de discours soient incomplets, mais nous avons révisé le corpus et nous sommes bien certains que cela ne devra pas compromettre le critère de complétude du corpus, qui est essentiel dans la méthodologie que nous avons adoptée. Les seules choses que nous avons exclues dans la constitution de notre corpus sont les formules de salutation officielles qui apparaissaient au début. Le corpus des discours présidentiels de Fernando Henrique Cardoso, ainsi constitué, contient 1.444 discours, totalisant 2.671.565 mots.

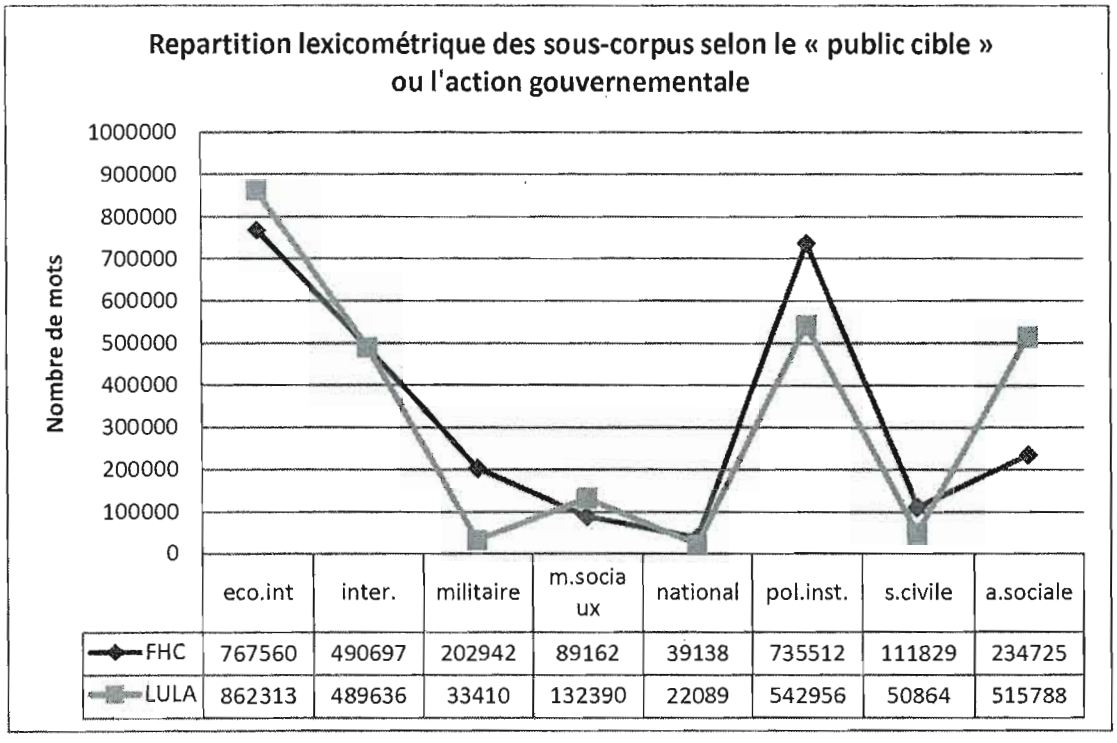
Les discours présidentiels de Lula ont été téléchargés à partir du site web de la *Presidência da República Federativa do Brasil* (www.info.planalto.gov.br), où ils sont disponibles en format WORD. Contrairement aux discours de Fernando Henrique Cardoso, tous les discours de Lula, même ceux prononcés à l'extérieur du Brésil, semblent être des transcriptions d'enregistrements, puisqu'il y a, parfois, des parties marquées du mot « inaudible ». Heureusement, ces parties sont fort peu nombreuses et elles n'ont certainement pas affecté le généreux débit verbal de Lula qui, en cinq ans de mandat, avait déjà pratiquement égalé le nombre de discours et de mots prononcés par le président Cardoso dans la totalité de ses huit ans à la présidence de la République. Le corpus des discours du président Lula est constitué de 1.433 discours, totalisant 2.649.446 mots.

En obéissant à la préoccupation dialogique de notre approche, les corpus de chaque président ont été découpés en huit parties, selon le « public cible » ou la question privilégié des allocutions. De cette manière, les corpus ont été divisés en sous-corpus « international » (allocutions prononcées à l'extérieur du pays ou à l'occasion des visites des chefs d'État au Brésil), « discours à la nation » (discours à la nation tout entière, prononcés à la télévision et à la radio), « mouvements sociaux » (discours prononcés à l'intention des mouvements

sociaux, syndicats et communautés populaires), « action sociale » (discours concernant l'action sociale du gouvernement), « société civile » (discours dirigés aux organisations de la société civile, telles que les églises, la presse et d'autres), « politique institutionnel » (discours concernant les actions institutionnelles du gouvernement, notamment ceux prononcés pour les partis politiques, ceux prononcés au Congrès national ou à l'intention du Congrès national et ceux concernant l'action politique du gouvernement), « économie intérieure » (discours concernant l'action économique du gouvernement, notamment ceux prononcés à l'occasion des visites à l'intérieur du pays pour marquer des oeuvres et des actions développementistes du gouvernement) et, finalement, « militaire » (discours prononcés pour les militaires). Ainsi, l'analyse interne de chaque corpus a suivi le découpage des sous-corpus ci-dessus, afin de nous donner des pistes sur les relations de chaque présidence avec ces « publiques-cible » et de révéler les caractéristiques de chaque politique spécifique avancée (politique extérieure, sociale, intérieure, vers les mouvements sociaux, etc.). Plus encore, le corpus de chaque président a été aussi morcelé de façon chronologique par année, ce qui nous a donné huit sous-corpus supplémentaires pour le président Cardoso et cinq sous-corpus supplémentaires pour le président Lula.

La répartition totale des discours de Cardoso et de Lula en ce qui concerne les sous-corpus créés par le découpage axé sur le « public cible » ou type d'action gouvernementale est représentée de la façon suivante.

**Graphique 7.1**




| | eco.int | inter. | militaire | m.sociaux | national | pol.inst. | s.civile | a.sociale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FHC | 767560 | 490697 | 202942 | 89162 | 39138 | 735512 | 111829 | 234725 |
| LULA | 862313 | 489636 | 33410 | 132390 | 22089 | 542956 | 50864 | 515788 |

Nous pouvons déjà voir dans cette simple distribution lexicométrique des similitudes et des différences entre le « comportement discursif » des présidents Cardoso et Lula. Prenant en considération que le débit verbal a été presque exactement le même (2.671.565 mots de la part der Cardoso et 2.649.446 de la part de Lula, soit un écart de 0,83 %), nous n'avons pas besoin de recourir aux pourcentages pour comparer les habitudes des deux présidents en ce qui concerne le public auquel ils se sont adressés et les actions soulignées dans leurs discours dans les périodes considérées. Il est possible de constater une convergence lexicale en ce qui concerne les discours sur l'économie domestique et sur les œuvres du gouvernement, ainsi que les discours internationaux, justement les deux pôles sur lesquels nous nous attendons à trouver un vocabulaire « *développementiste* » important.

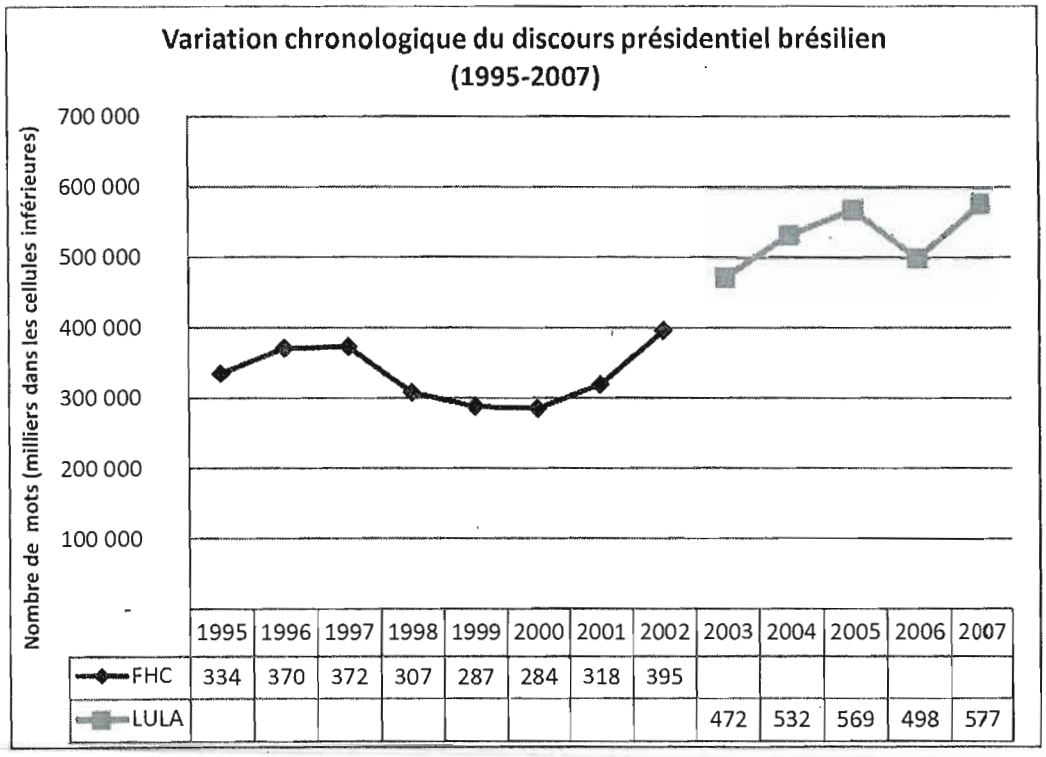
Par contre, des divergences très significatives peuvent être constatées concernant les discours aux militaires et les discours sur l'action sociale des deux gouvernements. Dans les premiers, l'économie verbale de Lula par rapport aux forces armées pourrait être le reflet de la distance et des tensions qui séparent son parti politique des militaires, mais elle pourrait

aussi être en partie le résultat du fait que les discours aux militaires se prononcent dans une atmosphère très formelle où les improvisations verbales de Lula n'ont pas leur place. Dans les deuxièmes, l'importance politique des programmes sociaux dans le gouvernement Lula, particulièrement le *Bolsa Família*, ne laisse pas de doute que le discours sur l'action sociale de ce gouvernement devrait occuper une place de choix dans l'ensemble des discours de Lula.

Il est cependant surprenant de vérifier que la place du discours de Lula adressé aux mouvements sociaux n'est pas tellement plus importante que celle occupée par le même discours chez Cardoso. Même si Lula est un ancien syndicaliste qui aime parler à ses anciens *companheiros* métallos, nous voyons ici une divergence importante par rapport à la place de choix que les discours aux syndicats et autres organisations occupaient chez des leaders populistes, tels que Vargas et Goulart, sans parler de Perón et d'autres. D'ailleurs, concernant encore un contraste avec le passé, l'importance du discours international chez Cardoso et chez Lula (autour de 19 % du discours total) indique déjà un changement par rapport à un temps « antémondialisation », où les voyages internationaux n'occupaient pas une place aussi importante dans l'agenda des présidents brésiliens. Il est aussi significatif de constater la place très réduite du discours à la nation chez Cardoso et chez Lula (respectivement, 3,3 % et 5 % du total des fréquences). Cela fait un contraste avec les discours constamment adressés à toute la nation par un populiste assuré comme Chavez, qui a fermé une chaîne de télévision qui refusait de diffuser ses discours. Ainsi, la seule distribution lexicométrique du discours chez Cardoso et Lula commence à nous donner des indications d'une possible nouvelle conjoncture politique, sociale et économique qui contrasterait avec le passé national-développementiste ou national-populiste du pays.

En ce qui concerne les variations lexicométriques chronologiques, nous pouvons les illustrer comme ceci :

**Graphique 7.2**




| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FHC | 334 | 370 | 372 | 307 | 287 | 284 | 318 | 395 | | | | | |
| LULA | | | | | | | | | 472 | 532 | 569 | 498 | 577 |

La représentation graphique du débit verbal des présidents Cardoso et Lula nous montre clairement que le premier aurait beaucoup moins parlé que le deuxième pendant sa présidence. En effet, le débit verbal annuel moyen de Lula est de 529.889 mots contre 333.946 mots annuels pour Cardoso, soit une variation de 58,67 % de plus que celui-ci, ce qui, bien évidemment, est très significatif. Cette différence pourrait être interprétée de deux façons. D'un côté, nous pouvons attribuer simplement le plus grand débit verbal de Lula à sa personnalité et à son expérience de leader syndical habitué à se adresserer à ses partisans dans les assemblées de sa catégorie. D'un autre côté, nous pouvons aussi voir dans cette « logorrhée » de Lula une preuve de la place centrale qu'il occupe en tant que président charismatique d'un parti politique et d'un gouvernement qui dépend énormément de lui pour maintenir sa popularité. Après tout, Lula est de loin le meilleur propagandiste de son gouvernement, de son parti et de toute la mouvance politique autour de sa présidence.

Quant aux variations annuelles dans chaque présidence, la diminution de 1998 chez

Cardoso et celle de 2006 chez Lula peuvent aisément être attribuées au fait que ces années furent des années électorales, où les deux présidents durent cesser de parler dans leur fonction de chef d'État pour pouvoir faire leurs campagnes politiques en tant que candidats. Par contre, les fréquences lexicales très basses chez Cardoso dans les années 1999 et 2000 doivent obéir à une tout autre logique. Peut-être celle des crises qui se sont abattues sur son gouvernement dans ces années, notamment celle de 1999, où le *réal* perdit beaucoup de sa valeur, l'inflation retourna en force, le taux d'intérêt grimpa en flèche et la dette du pays explosa. Selon le président Cardoso lui-même, à cette époque et pour la première fois dans sa présidence il aurait « vu de la rancune dans les yeux du peuple » (2006, p. 422). Il se pourrait que la résultante baisse de popularité du gouvernement se soit traduite dans une baisse correspondante du discours présidentiel.

Nous pouvons poursuivre notre description du corpus à être analysé par un simple comptage du vocabulaire plus fréquent et plus représentatif chez les deux présidents. Pour ce faire, nous avons éliminé tous les mots-outils (prépositions, déterminants, conjonctions, etc.) ainsi que les verbes d'usage plus courants (l'équivalent portugais des verbes être, avoir et autres), et nous avons seulement compté les noms avec un sens plein les plus utilisés, les pronoms qui forment les marques déictiques du discours et quelques adjectifs qui accompagnent celles-ci. Nous nous sommes limités aux 50 mots les plus utilisés pour chacun des présidents dans leurs allocutions. Même s'il ne s'agit que d'une petite sélection du vocabulaire le plus fréquent dans chaque sous-corpus (Cardoso et Lula), cet exercice peut déjà nous donner des pistes quant à une teneur très générale de chaque discours et quant aux différences entre chaque président.

**Tableau 7.1**

| Vocabulaire plus fréquent chez Cardoso et chez Lula (sélection) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CARDOSO | | | | LULA | | | |
| **mot** | **fréq** | **mot** | **fréq** | **mot** | **fréq** | **mot** | **fréq** |
| nós | 17507 | condições | 2444 | eu | 30210 | nossos | 3022 |
| Brasil | 15647 | nossos | 2419 | nós | 26467 | milhões | 3013 |
| eu | 10614 | nacional | 2401 | Brasil | 15411 | dinheiro | 2994 |
| hoje | 8301 | social | 2376 | gente | 14586 | brasileira | 2728 |
| Governo | 6738 | coisa | 2357 | país | 11765 | companheiro | 2559 |
| país | 6017 | trabalho | 2256 | vocês | 11097 | sociedade | 2478 |
| todos | 5451 | novo | 2182 | anos | 6798 | brasileiros | 2420 |
| ministro | 4478 | respeito | 2168 | governo | 6395 | ministro | 2291 |
| sociedade | 4416 | pessoas | 2132 | nosso | 5890 | nacional | 2273 |
| estado | 4313 | congresso | 2005 | mundo | 5634 | tudo | 2172 |
| presidente | 4040 | democracia | 1975 | todos | 5521 | companheiros | 2129 |
| nossa | 3949 | esforço | 1961 | pessoas | 5129 | social | 2093 |
| agora | 3731 | governador | 1934 | hoje | 5053 | trabalho | 2040 |
| mundo | 3724 | verdade | 1932 | presidente | 5042 | programa | 2010 |
| anos | 3559 | educação | 1918 | países | 4669 | república | 1945 |
| nosso | 3554 | programa | 1916 | você | 4663 | empresários | 1928 |
| desenvolvimento | 3333 | conjunto | 1906 | nossa | 4597 | bilhões | 1843 |
| povo | 3222 | brasileiros | 1898 | agora | 4244 | relação | 1832 |
| tempo | 3122 | internacional | 1898 | coisas | 4055 | outro | 1809 |
| países | 2993 | economia | 1881 | ano | 3965 | projeto | 1799 |
| processo | 2771 | sentido | 1826 | política | 3924 | problema | 1758 |
| recursos | 2741 | forma | 1815 | estado | 3682 | educação | 1721 |
| momento | 2722 | fato | 1771 | povo | 3602 | casa | 1712 |
| política | 2695 | população | 1770 | desenvolvimento | 3148 | possível | 1702 |
| capacidade | 2468 | brasileira | 1761 | brasileiro | 3046 | verdade | 1658 |

Dès le début de la lecture du tableau ci-dessus, nous pouvons constater une différence très importante en ce qui concerne l'usage des marqueurs déictiques personnels plus utilisés par Cardoso et par Lula. Pendant que le premier utilise beaucoup plus souvent le « *nós* » (nous) que l'« *eu* » (je), le deuxième fait exactement l'inverse. Plus encore, compte tenu du fait que nous comparons deux sous-corpus de taille très similaire, il est aussi facile de constater que les marqueurs déictiques personnels sont beaucoup plus abondants chez Lula que chez Cardoso, ce qui ferait du discours de Lula un discours considérablement plus affectif que celui de Cardoso. Nous reviendrons sur cette question lors de l'analyse du discours « *lulista* ». Il y a aussi certaines différences de vocabulaire qui attirent notre

attention, comme, par exemple, l'absence du mot « *democracia* » (démocratie) dans le vocabulaire le plus courant de Lula et sa présence très importante dans le vocabulaire de Cardoso, une différence plutôt étonnante.

Par contre, nous pouvons aussi observer des convergences intéressantes dans le vocabulaire des deux présidents, notamment l'usage presque égal du mot « *desenvolvimento* » (développement) chez les deux présidents, peut-être une indication d'un élan développementiste commun. La présence commune des mots « *sociedade* » (société) et de l'adjectif « *social* » (social) pourrait également signifier un terrain partagé d'une politique d'inclusion sociale.

Finalement, quelques surprises se trouvent dans le tableau ci-dessus, comme la présence chez Lula du mot « *empresários* » (entrepreneurs) et son absence chez Cardoso. La logique de partage entre les présidents latino-américains entre « populistes » et « néolibéraux » semble être bouleversée ici. De même, l'usage presque identique du mot « *povo* » (peuple) par ces deux présidents ne semble pas un indicatif qui pourrait confirmer cette ligne de partage, bien au contraire.

Bien évidemment, ces impressions ne sont que des balbutiements initiaux d'une vraie analyse du discours, laquelle exige une exploration beaucoup plus pointue du discours avec des outils spécialement conçus à cette fin.

### 7.2 Les outils de l'analyse et leurs fonctions

Afin d'entreprendre l'analyse des discours des présidents Cardoso et Lula, qui, comme nous venons de le voir, forment ensemble un corpus de plus de 5 millions de mots, nous avions besoin de logiciels assez puissants et assez polyvalents pour réaliser toutes les mensurations lexicales requises. Notre choix s'est arrêté sur l'utilisation conjointe de deux logiciels entièrement compatibles et capables de prendre en charge notre corpus dans son entièreté.

Le premier de ces logiciels est LEXICO, version 3.41, conçu par Cédric Lamalle,

William Martinez, Serge Fleurey et André Salem, membres de l'équipe SYLED-CLA2T[99] de l'Université de la Sorbonne nouvelle – Paris 3. Le deuxième est le logiciel COOCS, version 2, conçu par William Martinez.

LEXICO est un logiciel qui permet l'analyse de petits textes ou de textes de grande taille par la réalisation de plusieurs mesures lexicales avec des interfaces graphiques. Ce logiciel permet l'analyse des corpus en format WORD ou TEXTE. Avec l'emploi de certaines clés ou balises, le texte ou le corpus peut être subdivisé en plusieurs parties ou sous-corpus à des fins de comparaisons chronologiques ou thématiques, comme nous l'avons fait ci-dessus avec les corpus des discours de Cardoso et Lula.

Le logiciel LEXICO nous donne plusieurs mesures lexicales, dont quelques-unes très simples et d'autres plus complexes. Dès le début de la prise en charge d'un corpus par ce logiciel, nous obtenons automatiquement la liste exhaustive des mots utilisés dans le corpus, la fréquence d'utilisation de chaque mot et le nombre des hapax (mots utilisés une seule fois). Aussi, nous pouvons obtenir facilement une liste des segments répétés ou des expressions figées dans le corpus, c'est-à-dire une liste des mots qui apparaissent ensemble dans les discours, et leur fréquence d'utilisation. Ainsi, les fréquences d'utilisation de segments répétés, tels que, par exemple, « *direitos humanos* » (droits de l'homme) et « *crescimento econômico* » (croissance économique), peuvent déjà nous donner des indications précieuses du type de discours que nous sommes en train d'analyser. Plus encore, grâce à l'interface graphique de LEXICO, nous pouvons illustrer la fréquence d'utilisation relative ou absolue des mots et des segments répétés. Les fréquences relatives d'utilisation de mots ou des segments répétés[100] s'avèrent très utiles pour effectuer de comparaisons de corpus ou de sous-corpus de taille différente, puisque ce qui importe ici c'est l'utilisation de ces mots ou segments répétés par rapport au reste du corpus et non pas le nombre absolu de fois qu'ils ont été utilisés.

Mais tout cela n'est que le début des mesures lexicales qui forment le moment

---

[99] Systèmes linguistiques, Énonciation et Discours (SYLED) et Centre de Lexicométrie et d'Analyse automatique de textes (CLA2T). Le groupe s'occupe des recherches linguistiques et du développement de la méthodologie de l'étude quantitative des textes et de la réalisation de logiciels d'analyse lexicométrique.

[100] Les fréquences relatives sont mesurées par le nombre moyen de fois qu'un mot apparaît dans le discours par chaque tranche de 10.000 mots.

*nomologique* ou mathématique d'une analyse du discours. Les mesures plus complexes, telles que les calculs des spécificités et des cooccurrences, sont celles qui permettent de peaufiner notre analyse et achèvent la base mathématique sur laquelle le moment proprement herméneutique peut se construire.

Les calculs des spécificités lexicales nous permettent de mesurer la concentration de certains mots dans les sous-corpus ou parties choisies de notre corpus total. Cependant, contrairement aux fréquences relatives, ce genre de calcul n'est pas proportionnel mais probabiliste. Pour réaliser les opérations mathématiques en vue de déterminer les spécificités ou formes caractéristiques à chaque sous-corpus, le logiciel prend en considération quatre mesures fondamentales : la taille totale du corpus, la taille du sous-corpus, les fréquences des mots dans le corpus et les fréquences des mots dans les sous-corpus (Lebart et Salem, 1994, p. 172-173). Ainsi, si dans un corpus qui a une longueur de 100.000 mots, la fréquence totale du mot « développement » est de 100, la fréquence espérée du mot « développement » dans un sous-corpus de 10.000 mots sera de 10. Toute déviation de cette valeur considérée comme la plus probable donnera des spécificités positives ou négatives. Des spécificités positives signifient que certains mots sont surreprésentés dans un sous-corpus et les spécificités négatives signifient une sous-représentation de ces mêmes mots. Le genre de calcul de probabilité qui donne les spécificités lexicales est basé sur le test du Chi2 ou « Chi-carré », conçu pour mesurer les déviations des probabilités théoriques.

Dans l'exemple ci-dessus, la fréquence théorique est de 10 ; mais si au lieu de 10 nous trouvions 100 fois le mot « développement » dans un sous-corpus de 10.000 mots, nous aurions une déviation de 90 par rapport à la fréquence théorique. Ensuite, pour calculer la signification probabiliste de cette déviation, nous devrions élever cet écart de 90 au carré, ce qui donnerait 8100, et diviser ce résultat par la fréquence théorique de 10, ce qui nous donnerait 810, et non pas 90. Si, au contraire, nous n'avions trouvé qu'une fois le mot « développement » dans le sous-corpus en question, l'écart serait de 9, lequel, élevé au carré, donnerait 81 et divisé par l'écart lui-même ne donnerait que 9. Ainsi, même si nous ne pouvions dire que dans le premier cas la fréquence du mot « développement » serait dix fois plus élevée que la normale et que dans le deuxième exemple la fréquence du mot « développement » serait dix fois plus petite que la normale, leur signification en termes de

probabilité ne serait pas comparable.

Contrairement au simple calcul proportionnel, le calcul probabiliste sous-jacent aux spécificités et à d'autres données lexicales ne nous dit pas simplement que la fréquence d'un mot ou une série de mots est « x » fois plus grande ou plus petite que leur fréquence théorique, mais il établit jusqu'à quel point cette déviation peut ou ne peut pas s'expliquer par le hasard. Après tout, c'est pour cette raison que les calculs basés sur les probabilités sont très utiles pour corroborer ou infirmer des hypothèses scientifiques. Dans notre cas, la simple démonstration des fréquences plus ou moins élevées de certains mots ne serait en soi pas suffisante pour démontrer, par exemple, que le caractère « développementiste » du discours international des présidents Cardoso et Lula ne serait pas dû au hasard, d'où le besoin de calculs de probabilité poussés.

Une autre donnée lexicale basée sur des calculs de probabilité que nous devons utiliser dans notre démarche ce sont les cooccurrences. Les cooccurrences sont les présences simultanées de certains mots dans de certains contextes lexicaux (les phrases, les paragraphes ou les sous-corpus). Le calcul des cooccurrences mesure l'« attirance » qu'ont les mots les uns sur les autres dans les discours analysés. De cette manière, au lieu de nous limiter à l'analyse des fréquences des mots individuels, nous pouvons caractériser un discours par la présence simultanée de plusieurs mots. Bien sûr, les segments répétés sont déjà des exemples de cooccurrences, mais les cooccurrences en général ne se réfèrent pas à la présence *simultanée* et *contigüe* de certains mots, mais simplement à leur présence simultanée en certains contextes (encore, les phrases, les paragraphes ou les sous-corpus)[101].

Tout comme les spécificités lexicales simples, les cooccurrences peuvent être soumises à des calculs de probabilité pour établir justement si leur présence simultanée dans les contextes choisis est ou n'est pas due au hasard. Le calcul des spécificités des cooccurrences suit la même logique de calcul des spécificités lexicales simples, mais, bien évidemment, les données prises en considération ne sont pas exactement les mêmes. Pendant que dans le calcul des dernières les quatre mesures de base se référaient à des mots isolés, les

[101] Dans l'analyse que nous entamerons plus loin, les unités contextuelles pour le dégagement des cooccurrences seront toujours les phrases, considérées comme les unités naturelles de sens qui se prêtent mieux aux manipulations lexicométriques (Beauchemin, J. et Cucumel, G., 1995).

mesures pour le calcul des spécificités des cooccurrences se basent sur un mélange de mots simples et de leurs cooccurrences dans les contextes choisis. Toutes ces mesures doivent s'appliquer en choisissant au début un *mot-pôle* (par exemple, *desenvolvimento*) autour duquel d'autres mots sont attirés ou repoussés selon les cas. Ainsi, le paramétrage de ce genre de calcul, tel qu'il se fait dans le logiciel que nous utilisons (COOCS), est le suivant :

T : le nombre d'occurrences dans le corpus ;

t : le nombre d'occurrences dans les contextes du pôle ;

F : la fréquence du cooccurrent dans le corpus ;

f : la fréquence du cooccurrent dans les contextes du pôle (Martinez, W., 2003, p. 399).

Pour le calcul des cooccurrences spécifiques à chaque sous-corpus ou partie de corpus, le paramétrage est le suivant :

T : le nombre d'occurrences dans les contextes du pôle ;

t : le nombre d'occurrences dans les contextes du pôle dans une partie ;

F : la fréquence du cooccurrent dans les contextes du pôle dans une partie ;

f : la fréquence du cooccurrent dans les contextes du pôle dans une partie (ibid., p. 401).

Une fois les données du paramétrage obtenues, le logiciel applique la formule suivante pour les calculs requis :

$$P[X = f] = \frac{\binom{F}{f}\binom{T-F}{t-f}}{\binom{T}{t}}$$

Cette formule correspond au calcul des probabilités basées sur le modèle hypergéométrique ou loi des probabilités des échantillons pris dans un group N sans remise,

ce qui permettrait « une analyse complète des contextes du pôle », indiquant aussi « tant les formes excédentaires que celles absentes ou déficitaires dans l'échantillon analysé par rapport au corpus dans son intégralité » (ibid. p. 161). L'exhaustivité du modèle dit « hypergéométrique » donnerait des résultats au-delà de la simple confirmation ou infirmation de l'attraction ou cooccurrence entre deux mots puisqu'il réaliserait aussi le calcul de la négativité ou répulsion du mot-pôle par rapport à d'autres mots contenus dans le corpus.

Ainsi, le résultat du calcul d'une spécificité de cooccurrence peut être une fréquence inférieure à celle attendue, donc une spécificité négative (les mots se repoussent) ; une fréquence réelle égale à l'attendue, donc la confirmation de l'hypothèse nulle (les mots en question ne s'attirent ni se repoussent) et une fréquence supérieure à celle attendue, donc une spécificité positive (les mots s'attirent). Quant au degré de la spécificité, il peut varier de – E50 (spécificité négative très intense) à + E50 (spécificité positive très intense) (ibid., p. 398).

En plus des cooccurrences, le logiciel COOCS peut nous fournir des chaînes d'occurrences appelées poly-occurrences. Pour les construire, le logiciel considère la cooccurrence des deux mots comme un mot-pôle et il réalise le même genre de calcul pour savoir les cooccurrences de cette cooccurrence. Ce calcul peut se répéter plusieurs fois jusqu'à ce que l'on ait une chaîne formée par des cooccurrences des cooccurrences. Une fois ces chaînes constituées, on peut s'approcher beaucoup du sens concret d'un discours ou partie de discours, tout en sachant que ce genre de construction est le résultat de calculs probabilistes très poussés qui reconstituent les cooccurrences plus représentatives du discours. Il va sans dire qu'une lecture cursive ou directe du texte aussi large que le notre ne nous permettrait pas vraiment de savoir jusqu'à quel point le sens apparent qui se dévoilerait sous nos yeux serait ou ne serait pas représentatif du corpus dans son entièreté. Aussi, le dévoilement des cooccurrences plus significatives du corpus et des sous-corpus pourrait nous aider à établir les principaux axes idéologiques du discours analysé. L'amalgame continu de mots qui forment les cooccurrences lexicales dans le discours politique serait une partie importante de son « dispositif idéologique », qui par l'association de notions idéologiques « contiguës, contradictoires ou pléonastiques » créerait « une signification transcendant le

sens singulier et circonscrit de chacune d'elles » (Cucumel, Beauchemin et Gendreau, 2000, p. 2). En d'autres mots, l'analyse des cooccurrences d'un discours donné pourrait être une voie très importante pour mettre au jour ses agissements plus nébuleux ou inconscients.

Compte tenu de ce que nous avons dit dans les sections 6.6 et 6.7 du chapitre antérieur, ainsi que dans la section présente, nous pouvons décrire de manière très succincte notre procédure méthodologique de la façon suivante.

Le premier moment de l'analyse est le moment lexicométrique ou nomologique. Avec l'aide des logiciels décrits ci-dessus, nous allons établir des mesures exactes du corpus discursif qui révéleront des régularités textuelles témoignant du comportement idéologique ou conceptuel du discours. Initialement, nous seront intéressés aux fréquences absolues ou relatives pour ensuite aller vers les mesures probabilistes qui sont les spécificités et les cooccurrences. Bien sûr, ces mesures ne seront pas faites à l'aveugle, mais selon nos intérêts de recherche et les hypothèses que nous voulons examiner. Nous allons ainsi explorer le corpus de manière sélective et suivant les traces d'un vocabulaire particulier dans le cas de chacune des trois hypothèses que nous voulons prouver ou infirmer.

Le deuxième moment de l'analyse nous amènera au niveau des contextes lexicaux où nous trouverons les phrases et les énonces qui constituent la partie la plus explicite et riche en ce qui concerne la signification idéologique du discours. Ici nous accéderons à l'usage individuel de la langue, ce qui ne signifie pas pour autant que nous chercherons en priorité l'expression de la subjectivité de Cardoso et de Lula. Au contraire, en suivant la leçon de Ricœur que nous avons citée dans le chapitre antérieur nous allons sonder la signification plus profonde du discours de chaque président en ce qui concerne des éléments relatifs aux idéologies et valeurs que nous voulons investiguer (le « néodéveloppementalisme », le populisme et le néolibéralisme). Ces phrases et ces énonces sont, certes, le résultat d'une pratique individuelle, mais le travail idéologique qu'ils accomplissent n'a rien de subjectif. Il s'agit donc de réaliser un travail d'herméneutique du rôle social du discours politique (qui est toujours social) de Cardoso et de Lula, et non pas d'explorer les esprits de ces deux présidents. De plus, nous allons explorer le niveau des contextes seulement après avoir détecté les régularités textuelles qui sont importantes pour la détermination générale du travail idéologique du discours (l'analyse du premier moment, avec l'aide des spécificités et

des cooccurrences). Ainsi, les contextes ne seront jamais choisis arbitrairement. Nous les chercherons dans les structures lexicales trouvées dans la première étape de l'analyse.

Cela dit, il faut insister sur le fait que cette descente du niveau abstrait des mensurations lexicales à la « chair » des énonces s'avère importante, puisque ce sont ces derniers qui disent plus explicitement quelque chose sur le monde ou sur un certain état des choses. Et la vision du monde, du pays ou d'un certain état des choses dégagée par ces énoncés est le but ultime de notre exercice d'herméneutique.

> Pour dire quelque chose sur le monde, l'énoncé, en tant qu'énoncé-occurrence, doit presque toujours recéler des termes référant à des objets individuels. *La langue en tant que système de signes ne réfère pas, seuls réfèrent les énoncés-occurrences émis par un locuteur déterminé pour un allocutaire déterminé dans des circonstances déterminées*. (Maingueneau, 1991b, p. 11, nos italiques)

Cette citation de Maingueneau aide à comprendre pourquoi l'analyse des contextes (phrases, énoncés) est importante, mais elle aide aussi à saisir la pertinence de la division de notre corpus en plusieurs sous-corpus selon le public-cible du discours de chaque président[102]. Dans les cas de chacune des trois questions de recherche, nous allons analyser le discours de chaque président (des locuteurs) à des publics (des allocutaires) précis. De cette manière, ce sera le public international pour notre hypothèse concernant le « néodéveloppementalisme », alors que l'hypothèse du populisme sera testée de façon plus rigoureuse par les allocutions du président Lula aux mouvements sociaux, aux syndicats et aux bénéficiaires de ses politiques d'inclusion sociale. L'exception sera le test de l'hypothèse sur le néolibéralisme, que nous allons investiguer en suivant la piste d'un vocabulaire spécifique sans pour autant nous concentrer sur un allocutaire particulier.

[102] Le lecteur pourra s'interroger ici sur les raisons qui nous ont poussés à diviser les corpus des deux présidents en huit sous-corpus, au lieu de les diviser en trois ou quatre. La raison est en réalité simple : quand nous avons fait les divisions des corpus nous ne savions pas encore la forme exacte qui allait prendre notre analyse. Ainsi, nous avons réalisé un sectionnement « généreux » des corpus pour nous donner le plus de latitude possible au moment de l'analyse.

### 7.3 L'analyse 1 : les particularités du discours international chez Cardoso et chez Lula

Au long de cette thèse, nous avons avancé l'idée que le processus de mondialisation aurait contribué de façon décisive à changer la manière de promotion du développement par l'État. Plus particulièrement, en ce qui concerne les pays du Sud et surtout le Brésil, nous avons argumenté que contrairement à l'époque du « national-développementalisme », où la stratégie générale de développement était, pour ainsi dire, « centripète », basée sur une fermeture relative au marché international et à la substitution des importations, la nouvelle vague de la mondialisation et la crise de la dette extérieure avaient forcé l'ouverture des économies domestiques de ces pays à l'économie globalisée, changeant en même temps la modalité d'accession à la croissance économique et au développement, tournée cette fois à l'extérieur. Afin d'appuyer cette notion, nous avons présenté des considérations théoriques ainsi que des données économiques et même institutionnelles qui abondaient dans le sens que la politique extérieure s'était transformée dans un outil très important pour la construction du développement national, notamment par la construction des marchés régionaux ou la projection et participation de l'État dans les organismes et groupes internationaux afin de briguer des meilleures conditions d'accès au marché mondial.

Toutefois, si ce que nous avançons est vrai, cela devrait se refléter dans le discours présidentiel brésilien d'après l'effondrement définitif du régime de substitutions d'importations, notamment à partir des années 1990. Bien évidemment, si le terrain de prédilection de la promotion du développement national se situe dans la politique extérieure, il va de soi que le discours international des chefs d'État brésiliens devrait contenir un vocabulaire fortement ou particulièrement « développementiste ». Et cela devrait être vrai pour Cardoso et pour Lula, malgré les différences idéologiques et politiques entre l'un et l'autre, puisque nous parlons ici d'une mutation économique et politique majeure et non seulement d'une politique d'un parti ou d'un gouvernement en particulier.

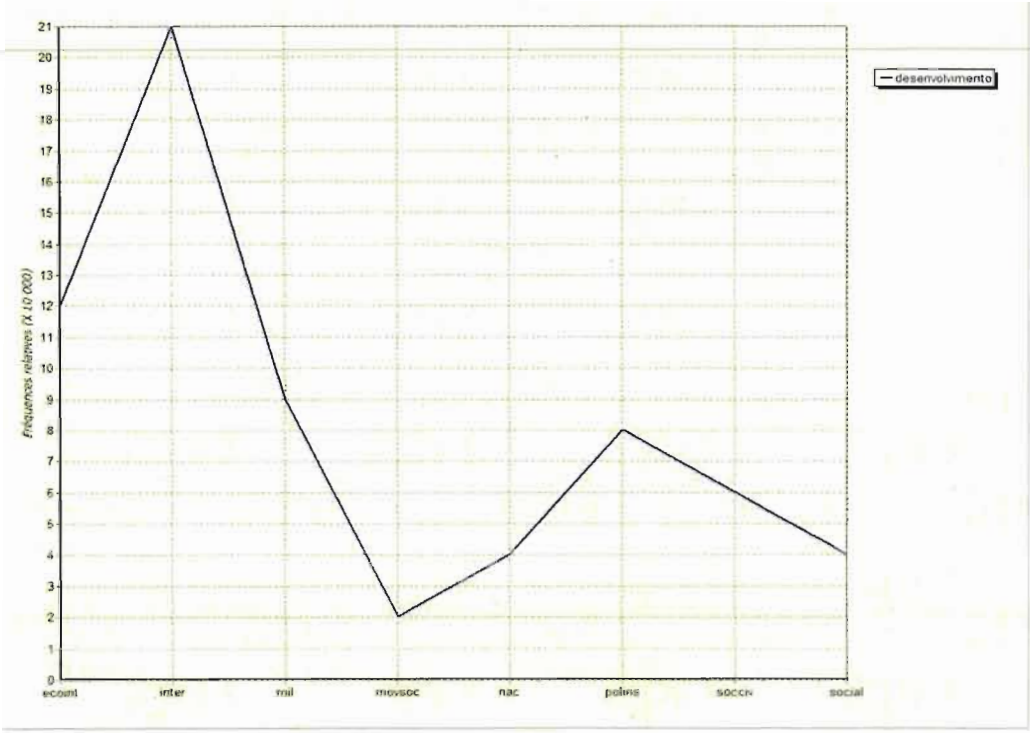
Par conséquent, une de nos préoccupations principales en ce qui concerne l'analyse du discours de Cardoso et de Lula était la détection des particularités et des spécificités du discours international de ces deux présidents, afin de nous aider à corroborer ou infirmer l'idée d'un « néodéveloppementalisme » axé sur la projection économique et politique du

pays au-delà de ses frontières. Sur ce point, nous pouvons tout de suite avancer, avant de rentrer dans les détails, que notre démarche analytique a démontré que nos suppositions étaient bien fondées et que le discours international de ces deux présidents montre des caractéristiques « développementistes » qui le distinguent fortement de tous les autres types de discours nationaux.

Nous avons commencé notre analyse par un simple comptage proportionnel du vocabulaire « développementiste » dans le discours de Cardoso et de Lula. Par vocabulaire « développementiste », nous comprenons les mots chargés d'une signification de progression vers un avenir meilleur ou du moins vers une croissance économique. Nous avons initié notre analyse par le mot principal « *desenvolvimento* » (développement), en connaissant le poids symbolique qui l'entoure dans le « pays de l'avenir ».

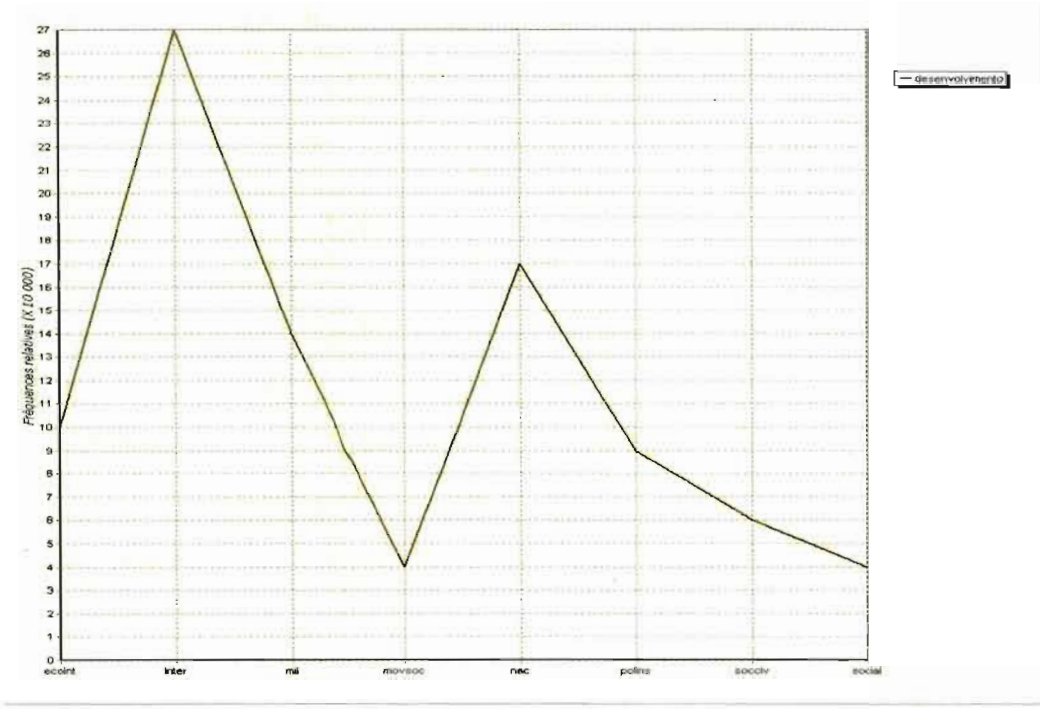
**Graphique 7.3**

Distribution relative du mot « *desenvolvimento* » dans le discours du président Cardoso (1995 – 2002)



**Graphique 7.4**

Distribution relative du mot « *desenvolvimento* » dans le discours du président Lula (2003 – 2007)



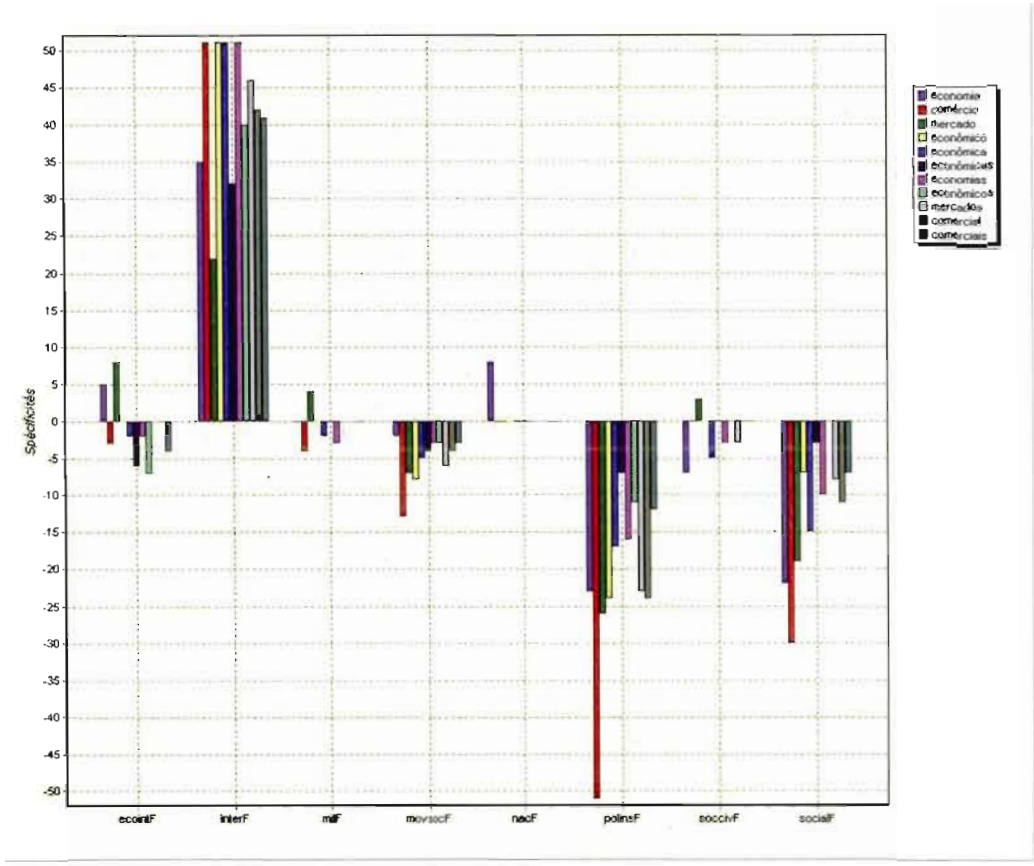

Comme il est facile de constater, les fréquences relatives du mot « *desenvolvimento* » sont significativement plus importantes dans le discours international (signalé par « inter » dans les graphiques ci-dessus) et de Cardoso et de Lula que partout ailleurs. En fait, cette distribution est très semblable chez les deux présidents, à l'exception de la concentration du même mot dans le discours à la nation (signalé par « nac » dans les graphiques) chez Lula et une fréquence plus basse chez Cardoso dans ce type de discours. Pour le reste, les fréquences sont assez semblables; le pic est réservé au discours international, avec le discours sur l'économie domestique (« ecoint ») et le discours aux militaires (« mil ») en deuxième plan, et les fréquences plus basses sont celles du discours aux mouvements sociaux (« movsoc ») et sur l'action sociale du gouvernement (« social »). Il saute aux yeux le fait que même le discours sur l'économie domestique ne présente pas des fréquences similaires d'un mot qui, pourtant, il n'y a pas longtemps, était plutôt l'apanage du discours domestique comme manière de projeter l'image d'un pays puissant à sa population. L'image du pays en plein

essor à l'époque du national-développementalisme et du « *Brasil grande* » de l'époque de la dictature militaire, s'est surement bâtie, du moins en partie, sur l'idée d'un pays en « développement », aspirant à être « développé » comme les pays du « Premier Monde ». Et voilà que maintenant, c'est dans le discours international que ce mot trouve sa place de choix et, de surcroit, cela se confirme sur une période de 13 ans (1995-2007) et avec deux présidents différents qui, supposément, seraient des opposés idéologiques.

La question que nous nous sommes posée à la suite de cette constatation est si ce déplacement était aussi accompagné par le vocabulaire attaché à l'économie en général, puisque cette dernière est souvent comprise comme le vecteur principal du développement. Si la conquête des marchés externes avait vraiment pris une importance cruciale dans une époque marquée par la mondialisation, comme nous le croyions, il serait normal en quelque sorte que le vocabulaire lié à l'économie se trouve aussi concentré dans le discours international. Pour tester cette hypothèse, nous avons sélectionné quelques mots représentatifs de ce vocabulaire, tels que « *economia* » lui-même et ses déclinaisons (« *econômico* », « *econômica* », etc.), ainsi que « *mercado* », « *comercial* » et leurs dérivés et nous avons leurs spécificités par type de discours et par président. De cette manière, nous avons établi la significativité probabiliste de leur concentration dans le discours international présidentiel de Cardoso et de Lula.

**Graphique 7.5**

Spécificités du vocabulaire « économique » par type de discours chez le président Cardoso

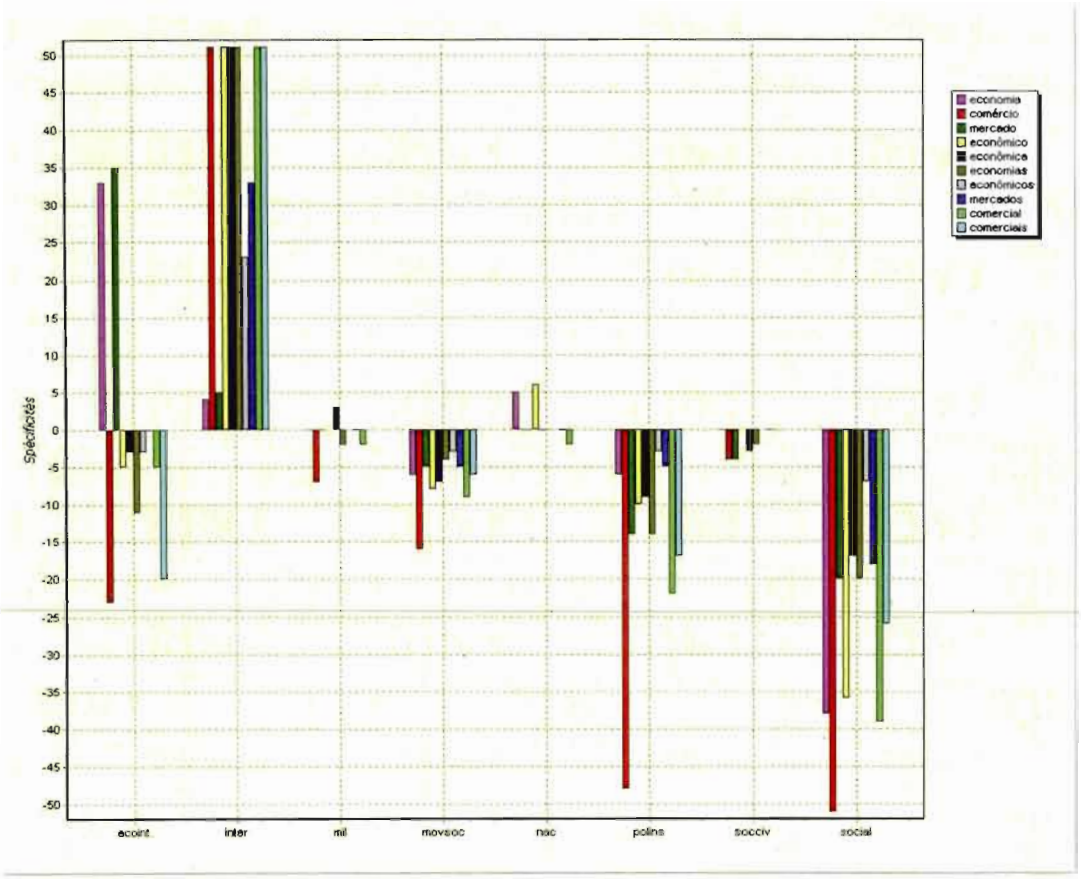



Les résultats illustrés par le graphique ci-dessus, sur le discours du président Cardoso, sont très éloquents. La concentration des mots choisis dans le discours international est vraiment très expressive et elle tue dans l'œuf toute tentative d'explication basée sur le hasard statistique. Les spécificités atteignent, dans certains cas, la limite supérieure de l'échelle de signification statistique (+50) et s'approchent de ce chiffre dans d'autres. Même le mot « *economia* » atteint le chiffre très expressif de +35, dépassant les chiffres de +5 et +8 qu'il obtient, respectivement, dans le discours sur l'économie domestique et dans le discours à la nation. Le discours international, pour ainsi dire, attire le vocabulaire dénotant l'économie, le commerce et le marché comme un puissant aimant et une donne crédibilité à l'idée d'un État qui brigue l'accès au développement économique dans l'arène internationale en cherchant l'accès aux marchés par le commerce afin d'amener la croissance économique

au pays.

**Graphique 7.6**

Spécificités du vocabulaire « économique » par type de discours chez le président Lula




Comme dans le cas de Cardoso, le discours international du président Lula présente des spécificités positives très fortes dans son discours international en ce qui concerne le vocabulaire analysé, même s'il y a aussi quelques différences visibles. Dans l'ensemble, les deux graphiques sont très similaires quant à la distribution des spécificités, avec une énorme et expressive concentration de celles qui sont positives dans le discours international et de celles qui sont négatives dans le discours sur l'action sociale du gouvernement, le discours politico-institutionnel (« polint ») et le discours aux mouvements sociaux et aux syndicats, pendant que les spécificités qui s'approchent de la neutralité statistique se retrouvent dans le discours aux organisations de la société civile (« socciv »), le discours à la nation et le

discours aux militaires. La spécificité très fortement positive du mot « *economia* » (économie) et du mot « *mercado* » (marché) dans le discours sur l'action économique du gouvernement chez Lula pourrait être attribuée, en partie, au lancement au début de 2007 du *Programa de Aceleração do Crescimento* (PAC), dont nous avons parlé dans le chapitre sur le gouvernement Lula. Sans doute, il y a un penchant développementiste dans les discours sur l'action économique du gouvernement chez Lula que l'on ne trouve pas, ou qui est moins prononcé, chez Cardoso.

Cependant, il reste le fait que les discours internationaux de ces deux présidents ont des spécificités très marquées en ce qui concerne un certain vocabulaire associé au développement et à l'économie. Ce ne sont peut-être pas des données pour valider de manière conclusive l'hypothèse du « néodéveloppementalisme », mais ce sont certainement des données qui appuient l'idée du déplacement de la recherche au développement vers la scène économique et politique internationale.

Mais notre exploration du discours international n'est pas pour autant finie. Au contraire, elle ne fait que commencer. Pour avoir une idée plus précise de ce qui caractérise le discours international et de ce qui le distingue d'autres types de discours, nous devons mettre à jour un nombre plus grand de spécificités. Bien sûr, il n'est pas nécessaire de présenter toutes les spécificités de ce discours, puisque plusieurs d'entre elles sont soit inutiles, soit évidentes. Les mots-outils, par exemple, les prépositions, les conjonctions et les articles ne seraient d'aucune utilité dans cet exercice, car ils n'ont pas une charge de signification propre. De la même façon, le vocabulaire typique et attendu du discours international ne nous aiderait pas vraiment à dévoiler les traits plus politiques de la diplomatie brésilienne sous Cardoso et Lula. Les salutations typiques des rencontres diplomatiques ne sont pas importantes. Les noms des pays ou régions visités, les noms des dignitaires rencontrés, les noms de certaines organisations internationales sont pertinents, mais pour l'instant nous les laisserons de côté, pour nous concentrer plutôt sur les mots ou expressions qui révéleraient les principaux axes de ce discours.

**Tableau 7.2**

| Spécificités du discours international du président Cardoso (mots ou expressions/valeur de la spécificité) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *econômico* | +50 | *legitimidade* | +37 | *autoritarismo* | +22 |
| *econômica* | +50 | *países em desenvolvimento* | +36 | *democráticas* | +21 |
| *cooperação* | +50 | *perspectivas* | +36 | *fim da Guerra Fria* | +18 |
| *democracia* | +50 | *economia* | +35 | *eqüidade* | +18 |
| *oportunidades* | +50 | *mundo* | +34 | *cidadãos* | +18 |
| *justiça* | +50 | *social* | +32 | *igualdade* | +18 |
| *desenvolvimento* | +50 | *econômicas* | +32 | *tolerância* | +17 |
| *comércio* | +50 | *investimentos* | +32 | *progresso* | +17 |
| *economias* | +50 | *processo de integração* | +31 | *marginalização* | +15 |
| *intercâmbio* | +50 | *liberdade* | +31 | *protecionismo* | +15 |
| *globalização* | +50 | *democráticos* | +30 | *exclusão* | +15 |
| *valores* | +50 | *sociais* | +29 | *respeito aos direitos humanos* | +14 |
| *integração* | +50 | *humanos* | +28 | *desenvolvimento sustentável* | +14 |
| *regional* | +50 | *interesses* | +28 | *mundo em desenvolvimento* | +14 |
| *parceiros* | +50 | *liberalização* | +27 | *regionalismo aberto* | +14 |
| *paz* | +50 | *integração regional* | +27 | *desenvolvidos* | +13 |
| *mercados* | +46 | *direitos humanos* | +24 | *união aduaneira* | +13 |
| *comercial* | +42 | *integração hemisférica* | +24 | *liberdades* | +13 |
| *comerciais* | +41 | *mercado* | +22 | *multilateralismo* | +13 |
| *livre comércio* | +41 | *liberdade econômica* | +22 | *regionalismo* | +13 |
| *justiça social* | +41 | *democracias* | +22 | *relações econômicas* | +13 |

Il est possible d'identifier dans le tableau ci-dessus trois principaux axes dans le discours international du président Cardoso. Il y a clairement un axe majeur, que nous pouvons appeler « économico-développementiste », signalé par des nombreuses et des fortes spécificités positives attachées à un vocabulaire dénotant la promotion du développement et d'un essor économique « *desenvolvimento* » (développement), « *comércio* » (commerce), « *mercado* » (marché), « *investimentos* » (investissements) « *progresso* » (progrès), « *liberdade econômica* » (liberté économique), « *mundo em desenvolvimento* » (monde en développement) et même « *desenvolvimento sustentável* » (développement durable), en plus des déclinaisons de plusieurs mots. Lié à cet axe « développementiste », mais avec une connotation plus politique, il y a aussi l'axe de l'intégration régionale, c'est-à-dire de la construction avec les partenaires sud-américains du Mercosul et de ses institutions, dont « *integração* » (intégration), « *processo de integração* » (processus d'intégration), « *integração hemisférica* » (intégration hémisphérique), « *regionalismo aberto* »

(régionalisme ouvert) et « *união aduaneira* » (union douanière) sont les marqueurs lexicaux[103]. Finalement – et voilà la surprise! - , nous pouvons identifier un troisième axe discursif constitué par des mots tels que « *democracia* » (démocratie), « *valores* » (valeurs), « *justiça social* » (justice sociale), « *legitimidade* » (légitimité), « *direitos humanos* » (droits de l'homme), « *eqüidade* » (équité), « *respeito aos direitos humanos* » (respect aux droits de l'homme) et « *cidadãos* » (citoyens).

La découverte de ce troisième ensemble lexical, centré autour des valeurs démocratiques, nous indique clairement que le discours international de Cardoso, malgré la centralité de l'économie et du développement, ne peut pas être réduit aux catégories strictement « économiques » et il contient en outre un volet politique qui ne devrait pas être ignoré. Il est un peu surprenant de constater que ce vocabulaire lié à la démocratie et aux droits de l'homme soit, selon les calculs probabilistes, plus représentatif du discours international que, par exemple, le discours « politico-institutionnel » chez Cardoso. Il doit assurément y avoir une raison pour cela. Il est possible, que le « néodéveloppementalisme », lui-même, c'est-à-dire la façon dont l'État se projette en dehors de ses frontières pour chercher ou promouvoir son développement et son essor, contienne un élément politique, puisque, après tout, le développement peut être aussi une revendication politique. « *Justiça* » (justice), « *eqüidade* » (équité), « *igualdade* » (égalité), « *tolerância* » (tolérance), « *exclusão* » (exclusion) et même « *protecionismo* » (protectionnisme) constituent un vocabulaire qui peut être revendicateur ou lié à certaines demandes.

Nous allons maintenant examiner les spécificités du discours international de Lula et voir jusqu'à quel point ces trois axes s'y trouvent aussi et quelles sont les différences entre les discours des deux présidents.

---

[103] Bien sûr, le mot « Mercosul » fait partie des spécificités extrêmement fortes (50+) du discours international de Cardoso, mais nous ne l'avons pas inclus dans le tableau.

**Tableau 7.3**

| Spécificités du discours international du président Lula (mot ou expression/valeur de la spécificité) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *continente* | +50 | *empresários* | +50 | *desenvolvimento sustentável* | +23 |
| *regional* | +50 | *desenvolvimento* | +50 | *globalização* | +23 |
| *comerciais* | +50 | *países mais pobres* | +46 | *oportunidades de negócios* | +22 |
| *comercial* | +50 | *assimetrias* | +46 | *Sul Sul* | +22 |
| *negócios* | +50 | *países ricos* | +45 | *integração regional* | +22 |
| *econômico* | +50 | *multilateral* | +43 | *novas oprtunidades* | +22 |
| *econômica* | +50 | *livre comércio* | +40 | *infra-estrutura* | +22 |
| *democracia* | +50 | *combate à fome e à pobreza* | +39 | *integração da América do Sul* | +22 |
| *integração* | +50 | *econômicas* | +37 | *mundo em desenvolvimento* | +22 |
| *fome* | +50 | *processo de integração* | +35 | *relação comercial* | +21 |
| *social* | +50 | *justiça social* | +33 | *vontade política* | +20 |
| *comércio* | +50 | *países pobres* | +32 | *investimentos brasileiros* | +20 |
| *pobreza* | +50 | *desenvolvimento econômico* | +31 | *integração sul americana* | +19 |
| *global* | +50 | *socias* | +30 | *liberalização* | +19 |
| *prosperidade* | +50 | *países desenvolvidos* | +29 | *legitimidade* | +18 |
| *paz* | +50 | *integração física* | +28 | *direitos humanos* | +18 |
| *nossa região* | +50 | *negociações comercias* | +27 | *espaço econômico* | +18 |
| *países em desenvolvimento* | +50 | *exclusão social* | +26 | *desigualdades* | +18 |
| *biocombustíveis* | +50 | *perspectivas* | +24 | *promoção do desenvolvimento* | +17 |
| *economias* | +50 | *relações econômicas* | +24 | *diálogo político* | +17 |
| *etanol* | +50 | *solidário* | +24 | *desenvolvimento econômico e social* | +17 |

Comme dans le cas du discours de Cardoso, nous pouvons identifier les trois axes discursifs identifiés ci-dessus, avec, bien sûr, des différences qui ne sont pas négligeables. Le discours développementiste est certainement là, avec les mêmes ou presque les mêmes mots et expressions que celles de Cardoso. Nous notons l'introduction de « *biocombustíveis* » (biocombustibles) et « *etanol* » (éthanol), deux nouveautés dans les exportations brésiliennes, promues avec enthousiasme par Lula. Nous notons aussi une polarisation plus prononcée entre les pays développés et ceux en développement chez Lula par l'introduction des expressions « *países ricos* » (pays riches) et « *países pobres* » (pays pauvres) qui étaient absentes chez Cardoso. Nous trouvons symptomatique que cette polarisation soit accompagnée, entre autres, par l'expression « *Sul Sul* » (Sud-Sud), une indication d'une préoccupation avec les alliances entre les pays en développement que l'on ne trouve pas chez

Cardoso. Cela et d'autres indices dont nous allons discuter ci-dessous montrent que le discours international de Lula est plus en syntonie avec une diplomatie plus « tiers-mondiste » que celle de Cardoso, mais le développementalisme est aussi présent chez Cardoso que chez Lula.

Le discours intégrationniste en ce qui concerne le Mercosul est clairement présent chez Lula, et l'intégration régionale est encore plus ambitieuse que celle prônée par Cardoso, puisqu'elle inclut « l'intégration de l'Amérique du Sud » (*integração da América do Sul*) qui était absente du discours de Cardoso. Après tout, ce fut dans le gouvernement Lula que les négociations et la création de l'Unasul eurent lieu.

Encore chez Lula, tout comme chez Cardoso, nous pouvons identifier un troisième axe discursif, centré autour d'un vocabulaire démocratique et social. « Démocratie », « justice sociale », « droits de l'homme », « exclusion », « légitimité » font partie du discours de Lula, comme de celui de Cardoso, mais Lula ajoute « *fome* » (faim), « *pobreza* » (pauvreté) et « *combate à fome e à pobreza* » (combat à la faim et à la pauvreté) à son vocabulaire, témoins de sa campagne pour l'éradication de la faim dans le monde, la contrepartie internationale du programme *Fome Zero*, qu'il lança au Brésil avant que celui-ci soit absorbé par le *Bolsa Família*. Il semble y avoir des petites différences de vocabulaire en ce qui concerne l'équité sociale (par exemple, « *exclusão social* » (exclusion sociale) chez Lula et « *marginalização* » (marginalisation) chez Cardoso, mais ce ne sont pas des différences importantes. Par contre, l'absence du mot « *autoritarismo* » (autoritarisme) et des adjectifs issus du mot « *democracia* » (démocratie) chez Lula pourrait signifier un soulignement moins fort des valeurs démocratiques.

Il reste cependant que, de prime abord, les discours internationaux de Cardoso et de Lula sont beaucoup plus convergents que divergents quant à leurs caractéristiques principales. Les deux sont lourdement centrés sur le développement et sur l'économie, avec la promotion de l'intégration régionale, ainsi que de la démocratie et de la justice sociale. En somme, nous pouvons dire qu'il semblerait que cette convergence eut aidé à confirmer l'idée du « néodéveloppementalisme » comme une des caractéristiques principales de l'État « social-libéral » brésilien, constitué à la suite des effets de la mondialisation. Mais ce « néodéveloppementalisme » ne semble pas être porteur des valeurs « néolibérales », même

si les deux présidents parlent aussi de « libre-échange » et de « mondialisation ». Au contraire, tant Cardoso comme Lula (surtout ce dernier) ont marqué leurs discours internationaux par un vocabulaire porté sur la « justice sociale », les « droits de l'homme » et l'« équité » et contre les « inégalités » et l'« exclusion », des termes qui évoquent la solidarité sociale et non pas l'individualisme néolibéral. Nous allons préciser d'une façon plus pointue les valeurs de ces discours en examinant les cooccurrences associées à certains mots.

Plus précisément, nous allons essayer de dévoiler les cooccurrents qui sont attirés par les mots-pôles les plus représentatifs des axes discursifs que nous avons trouvés dans le discours international de Cardoso et dans le discours international de Lula, c'est-à-dire le développement et l'économie, l'intégration régionale et la démocratie, la justice socale et les droits de l'homme.

**Tableau 7.4**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *desenvolvimento* »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *sustentável* | +50 | *fator* | +6 | *países* | +50 | *comércio* | +7 |
| *social* | +37 | *1992* | +6 | *social* | +50 | *internacional* | +7 |
| *econômico* | +36 | *conferências* | +6 | *econômico* | +50 | *democracia* | +7 |
| *países* | +35 | *democracia* | +5 | *sutentável* | +50 | *estar* | +7 |
| *justiça* | +23 | *esforços* | +5 | *justiça* | +29 | *busca* | +7 |
| *tecnológico* | +19 | *central* | +5 | *permanentes* | +26 | *científico* | +7 |
| *ambiente* | +14 | *ambiental* | +5 | *paz* | +20 | *povos* | +6 |
| *paz* | +12 | *modelo* | +5 | *promoção* | +20 | *deve* | +6 |
| *científico* | +12 | *industrial* | +5 | *promover* | +15 | *áreas* | +6 |
| *meio* | +11 | *protecionismo* | +5 | *modelo* | +13 | *defesa* | +6 |
| *eixos* | +11 | *técnico* | +5 | *tecnológico* | +12 | *devem* | +6 |
| *infra* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x. | *pobres* | +11 | *assegurar* | +6 |
| *humanos* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *G* | +11 | *modo* | +6 |
| *estrutura* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *desenvolvidos* | +11 | *rural* | +6 |
| *sustentado* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *inclusão* | +11 | *autônomo* | +6 |
| *cooperação* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *membros* | +11 | *segurança* | +5 |
| *promoção* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *financiamento* | +10 | *nacional* | +5 |
| *ciclo* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *caminho* | +9 | *Rodada* | +5 |
| *desenvolvidos* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *nações* | +9 | *estabilidade* | +5 |
| *dependência* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *projetos* | +8 | *Doha* | +5 |
| *internacional* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *projeto* | +8 | *instrumento* | +5 |
| *direitos* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *recursos* | +8 | *industrial* | +5 |
| *proteção* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x. | *vias* | +8 | *retomada* | +5 |
| *promover* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *alavanca* | +8 | *ferramenta* | +5 |

Nous pouvons observer dans le tableau ci-dessus que les cinq mots les plus « attirés » par le mot-pôle « *desenvolvimento* » sont exactement les mêmes chez Cardoso et chez Lula, à savoir : « *países* » (pays), « *sustentável* » (durable, si adjectif de « développement »), « *econômico* » (économique), « *social* » (social) et « *justiça* » (justice). Pendant que le mot « *países* » serait attendu dans le contexte d'un discours international et que « *econômico* » serait attendu quand le mot-pôle est développement, la même chose ne pourrait pas être dite quant à « *sustentável* » et surtout pas quant à « *social* » et « *justiça* ». Cela veut dire que la

conception du développement véhiculée par le discours international de ces deux présidents est non seulement celle du développement en tant que croissance économique, mais aussi celle du développement en tant que « développement social » (*desenvolvimento econômico e social* = développement économique et social) en tant que facteur de « justice sociale » (*justiça social*) et de protection de l'environnent (*desenvolvimento sustentável* = développement durable). Plus encore, le développement est associé à la « démocratie » (*democracia*) chez les deux présidents, et chez Cardoso, il est clairement associé à l'« environnement » (*meio + ambiente*) et aux « droits de l'homme » (*direitos + humanos*). Chez les deux présidents, il est en outre associé à la « paix » (*paz*). Le développement est aussi quelque chose qui doit être « promue » (*promoção, promover*) chez Cardoso et chez Lula. Il est associé à une « quête » (*busca*) et à des « projets » (*projetos, projeto*) chez Lula, pendant que chez Cardoso il est associé à une « infrastructure » (*infra + estrutura*) et à des « efforts » (*esforços*).

Dans le discours des deux présidents, le mot « *desenvolvidos* » (développés) apparaît comme une cooccurrence qui souligne le fait qu'il y a des pays qui sont développés (*países desenvolvidos*), ce qui suppose qu'il a aussi ceux qui ne le sont pas. Chez Cardoso, ce contraste n'est pas marqué par d'autres cooccurrences, mais chez Lula nous voyons apparaître les cooccurrents « inclusion » (*inclusão*) et « pauvres » (*pobres*) qui suggèrent que le discours de Lula est probablement plus revendicatif et agressif que celui de Cardoso. Il saute aux yeux aussi le fait qu'il y a plus de cooccurrents « attirés » par le mot « développement » chez Lula que chez Cardoso. Ainsi, le développement semble avoir une charge plus importante et plus positive chez Lula. Le discours « luliste » associe le développement aux « nations » (*nações*) et aux « peuples » (*povos*) et il attire en outre l'adjectif « national » (*nacional*) et « autonome » (*autônomo*), ce qui rappelle que, après tout, le « développement » doit être un « levier » (*alavanca*), un « instrument » (*instrumento*) ou un « outil » (*ferramenta*) pour les pays en développement.

Ces différences n'effacent pas cependant le fait qu'il y a une claire convergence dans le discours des deux présidents en ce qui concerne les mots associés au développement, particulièrement au sommet des cooccurrences, c'est-à-dire au plan des spécificités les plus fortes. Les discours internationaux de Cardoso et de Lula ont présenté à l'extérieur du pays

une vision du monde où le développement est à l'honneur, mais où le « développement », en plus de son association traditionnelle avec la croissance économique, signifie la justice sociale, le respect pour l'environnent, les droits de l'homme et la démocratie.

**Tableau 7.5**

| **Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *economia* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *globalizada* | +50 | *Real* | +7 | *brasileira* | +40 | *argentina* | +5 |
| *mundial* | +41 | *crescer* | +7 | *crescimento* | +25 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *brasileira* | +26 | *fundamentos* | +7 | *globalizada* | +18 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *international* | +24 | *estabilizar* | +7 | *competitiva* | +17 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *estabilização* | +23 | *nossa* | +6 | *maior* | +16 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *crescimento* | +20 | *Plano* | +6 | *crescer* | +14 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *competitiva* | +19 | *moeda* | +6 | *inserção* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *global* | +16 | *moderna* | +6 | *nossa* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *inserção* | +16 | *escala* | +6 | *tem* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *abertura* | +15 | *produtivos* | +6 | *mundial* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *condições* | +12 | *turbulências* | +6 | *setores* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *estabilidade* | +12 | *desempenho* | +5 | *distribuição* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *competitividade* | +10 | *sólidos* | +5 | *recuperação* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *reformas* | +9 | *exterior* | +5 | *mágica* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *estabilizou* | +8 | *fluxos* | +5 | *global* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *globalização* | +7 | *tecnologias* | +5 | *passa* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *investimentos* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *integrar* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Les cooccurrences associées au mot « *economia* » chez Cardoso et Lula montrent des convergences très importantes, mais aussi des différences révélatrices en ce qui concerne la vision de l'économie véhiculée par l'un et l'autre discours. De prime abord, nous pouvons constater une inversion du cooccurrent « *globalizada* » (mondialisée) et du cooccurrent « *brasileira* » (brésilienne) entre la partie « Cardoso » et la partie « Lula » du tableau ci-dessus. Pendant que chez Cardoso la présence de « *globalizada* » occupe le sommet des cooccurrents avec une spécificité de +50, chez Lula elle tombe à la troisième place, avec une spécificité bien plus réduite de +18. En outre, la troisième place occupée par le mot

« *brasileira* » chez Cardoso, avec une spécificité de +26 (très forte, mais pas extrêmement forte), est changée en première place chez Lula, avec une spécificité extrêmement forte de +40. Plus encore, la deuxième place du sommet dans la partie du tableau dédiée à Cardoso est occupée par le cooccurrent « *mundial* » (mondial), un autre adjectif qui dénote une économie globale et mondialisée. Ainsi, nous voyons que le discours de Cardoso exprime d'une manière plus forte que celui de Lula la vision de l'économie comme une entité supranationale.

Une autre particularité du discours de Cardoso, qui est peut-être liée à la première, est la présence d'un vocabulaire sur la stabilité économique, complètement absent chez Lula. Les cooccurrents « *estabilização* » (stabilisation), « *estabilidade* » (stabilité), « *estabilizou* » (a stabilisé), « *estabilizar* » (stabiliser), de même que l'association de l'économie avec le *Plano Real* qui avait jugulé l'inflation après une période extrêmement turbulente de l'économie brésilienne, montrent une vision de l'économie comme quelque chose à la fois fragile et en quelque sorte menaçante. Une chose qui doit être bien maîtrisée, surtout à une époque où l'économie est mondialisée et, par conséquent, est aussi moins sujette au contrôle étatique. Quand nous pensons que l'administration Cardoso avait dû faire face à plusieurs crises internationales, à une dette extérieure très importante et même à un retour en force d'une inflation, considérée pourtant comme subjuguée, l'apparition de ces cooccurrents et la place dominante du vocabulaire associé à la mondialisation n'est pas surprenante.

Cette notion de fragilité et d'inquiétude face à l'économie est exprimée encore par le nombre plus important de cooccurrents liés à « *economia* » chez Cardoso que chez Lula (33 contre 18). Le mot « *economia* » semble avoir une importance plus grande, une gravité, pour ainsi dire, chez Cardoso que l'on ne trouve pas chez Lula. La diminution des cooccurrents autour du mot-pôle « *economia* » chez Lula, de même que la diminution relative de l'association de ce mot à la mondialisation et à la nécessité de stabilisation semblent indiquer un discours plus confiant, désangoissé des aléas et des « *turbulências* » (turbulences) du marché international et du manque de stabilité de l'économie nationale. Tout comme si nous avions un premier discours néodéveloppementiste plus vacillant chez Cardoso et un deuxième discours néodeveloppementaliste plus affirmatif chez Lula; le premier produit dans un contexte de plus de fragilité face à l'économie mondiale et les

institutions financières internationales et l'autre produit dans une situation de projection plus positive et agressive de l'État national à l'extérieur du pays. Il va sans dire que la politique extérieure plus agressive de Lula semble se traduire ici dans cette différence autour du mot-pôle « *economia* ».

Mais les différences s'arrêtent là. Les discours de Cardoso et de Lula convergent en ce qui concerne la réalité de la mondialisation de l'économie (même s'il a une différence de degré), le besoin de croissance de l'économie (*crescimento, crescer*), la nécessité d'avoir une économie compétitive dans une économie globale qui l'est autant (*competitiva, competitividade*) et la problématique de l'insertion (*inserção*) dans l'économie mondiale. De cette manière, quand il s'agit de faire référence à l'« économie », les discours internationaux et de Cardoso et de Lula reconnaissent la nouvelle réalité de la mondialisation ainsi que le besoin de s'y adapter. Cependant, les cooccurrents d'autres mots-pôles pourraient aussi révéler que le discours se module pour revendiquer des changements à cette même réalité.

**Tableau 7.6**

| **Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *globalização* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *efeitos* | +19 | *internacional* | +7 | *desigual* | +18 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *solidária* | +19 | *seja* | +7 | *marcado* | +16 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *processo* | +15 | *nacionais* | +7 | *armamentismo* | +14 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *exclusão* | +13 | *riscos* | +7 | *assimétrica* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *assimétrica* | +13 | *mercados* | +6 | *acirra* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *econômica* | +11 | *produção* | +6 | *turbulências* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *fenômeno* | +11 | *processos* | +6 | *desafios* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *economia* | +9 | *forças* | +6 | *desigualdades* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *desafios* | +9 | *ganhos* | +6 | *ameaça* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *conseqüências* | +9 | *produtivo* | +5 | *resposta* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *assimetrias* | +9 | *aproveitar* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |

Dans le cas du mot-pôle « *globalização* » (mondialisation), dont les cooccurrents sont affichés ci-dessus, nous observons encore une convergence entre les présidents Cardoso et

Lula vers une vision de la mondialisation comme quelque chose de problématique, même les cooccurrences qui se dégagent du discours de Cardoso ne sont pas toutes aussi négatives que celles du discours de Lula.

Dans le discours de Cardoso, la négativité de la mondialisation est exprimée par son association avec des mots tels que « *exclusão* » (exclusion), « *assimétrica* » (asymétrique), « *assimetrias* » (asymétries) et « *riscos* » (risques). Clairement, la mondialisation est problématique puisqu'elle impliquerait des « effets » (*efeitos*), des « conséquences » (*conseqüências*) et des « défis » (*desafios*). En outre, il y aurait une certaine « naturalisation » de la mondialisation par son association avec les cooccurrents « *processo* » (processus), « *fenômeno* » (phénomène) et « *forças* » (forces). Ainsi, la mondialisation apparaîtrait dans le discours de Cardoso comme une force impersonnelle difficile à maîtriser. Par contre, le cooccurrent « *solidária* » (solidaire) suggère la possibilité d'une réforme de la mondialisation pour corriger ses effets d'asymétrie et, à la limite, la cooccurrence avec le verbe « *aproveitar* » et avec le nom « *ganhos* » (gains) laisse entrevoir que, dans le discours de Cardoso, la mondialisation pourrait être vue aussi, malgré tous ses dangers, comme une occasion pour des opportunités d'affaires.

Dans le discours de Lula, la négativité de la mondialisation semble être totale ou presque. Presque tous les cooccurrents associés à ce mot-pôle dégagent une signification de danger et d'inégalité. La mondialisation est plus fortement associée à l'adjectif « *desigual* » (inégale), ainsi qu'à « *armamentismo* » (course aux armements) et « *assimétrica* » (asymétrique). La mondialisation serait aussi quelque chose qui « radicalise » (*acirra*) des « turbulences » (*turbulências*) et, en dernière instance, elle pourrait même être considérée comme une « menace » (*ameaça*) à laquelle il faudrait peut-être donner une « réponse » (*resposta*).

Par rapport au mot-pôle « *economia* », « *globalização* » présente des cooccurrents qui dénotent, dans les meilleurs des cas, une acceptation moins passive de son existence ou des conséquences qu'elle crée, quand ce n'est pas, dans les pires des cas, une franche hostilité à son égard. De cette manière, pendant que l'économie serait une réalité avec laquelle il faudrait composer, la globalisation semblerait être plutôt un processus qu'il faudrait maîtriser, infléchir, réformer ou rejeter dans sa forme actuelle. Certes, cette différence n'est

pas aussi marquée chez Cardoso que chez Lula. Après tout, il n'y a pas de coïncidence dans le fait que chez Cardoso l'adjectif le plus associé à « *economia* » soit « *globalizada* », ce qui approche l'inévitabilité de l'économie mondialisée à une certaine inévitabilité de la mondialisation tout court. Nonobstant cela, il reste qu'il est possible de noter une inflexion plus critique des discours des deux présidents comparativement aux associations lexicales autour de « *economia* ». Le discours devient ainsi plus actif et revendicateur, surtout dans le cas de Lula, et l'idée d'un discours politique « néodéveloppementiste » prend un peu plus de crédibilité.

À la suite de cette remarque, nous devons maintenant examiner les cooccurrences de certains mots qui puissent révéler de polarisations politiques dans les discours internationaux de Cardoso et de Lula.

**Tableau 7.7**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *países* »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *entre* | +50 | *x.x.x.x.x* | x.x | *entre* | +50 | *agrícolas* | +11 |
| *nossos* | +50 | *x.x.x.x.x* | x.x | *nossos* | +50 | *compõem* | +11 |
| *dois* | +50 | *x.x.x.x.x* | x.x | *desenvolvimento* | +50 | *membros* | +10 |
| *desenvolvidos* | +49 | *x.x.x.x.x* | x.x | *outros* | +50 | *comércio* | +9 |
| *desenvolvimento* | +36 | *x.x.x.x.x* | x.x | *dois* | +50 | *relações* | +9 |
| *outros* | +21 | *x.x.x.x.x* | x.x | *pobres* | +50 | *ambos* | +9 |
| *americanos* | +20 | *x.x.x.x.x* | x.x | *ricos* | +50 | *desenvolverem* | +9 |
| *ambos* | +17 | *x.x.x.x.x* | x.x | *desenvolvidos* | +50 | *África* | +8 |
| *emergentes* | +17 | *x.x.x.x.x* | x.x | *africanos* | +36 | *conta* | +8 |
| *relações* | +17 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Sul* | +33 | *possam* | +8 |
| *demais* | +14 | *x.x.x.x.x* | x.x | *em* | +28 | *terceiros* | +8 |
| *têm* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x | *têm* | +25 | *visitamos* | +8 |
| *garantes* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x | *árabes* | +20 | *Unidos* | +7 |
| *ricos* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x | *todos* | +17 | *muitos* | +7 |
| *em* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *G* | +17 | *podem* | +7 |
| *Nossos* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *ajudar* | +15 | *precisamos* | +7 |
| *protecionismo* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *subsídios* | +15 | *vários* | +7 |
| *cooperação* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *permanentes* | +15 | *demais* | +7 |
| *cada* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *relação* | +14 | *concessões* | +7 |
| *Sul* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *visitei* | +14 | *enfrentam* | +7 |
| *quatro* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Latina* | +13 | *industrializados* | +7 |
| *industrializados* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Nossos* | +13 | *Estados* | +6 |
| *lusófonos* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *emergentes* | +13 | *alguns* | +6 |
| *intercâmbio* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *mais* | +12 | *Caribe* | +6 |
| *amigos* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *menores* | +12 | *produtores* | +6 |
| *agrícolas* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *sobretudo* | +11 | *agricultores* | +6 |
| *protecionistas* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *20* | +11 | *distorcem* | +6 |

Tout de suite, il faut préciser qu'entre les spécificités les plus fortes des deux côtés du tableau ci-dessus se trouve une forme de salutation d'étiquette qui n'est pas importante pour notre analyse. Il s'agit de « *entre nossos dois* (*países*) » (entre nos deux pays), normalement utilisée dans les discours diplomatiques formels lors des rencontres bilatérales, bien évidemment. Par conséquent la spécificité maximale des mots « *entre* », « *nossos* » et

« *dois* » n'a aucune signification pour notre travail d'interprétation.

Par contre, en ce qui concerne la vision des pays, nous pouvons aussi noter que des lignes de fracture se dessinent dans le discours de Cardoso et dans celui de Lula. Dans le cas de Cardoso, nous pouvons appréhender une polarisation entre les pays « développés » (*desenvolvidos*), « riches » (*ricos*) et « industrialisés » (*industrializados*) et ceux « en développement » (*em + desenvolvimento*) et « émergents » (*emergentes*). Plus encore, la pomme de discorde (ou une des pommes de discorde) de cette fracture semble être le « protectionnisme » (*protecionismo*) de certains pays qui mériteraient l'adjectif « protectionnistes » (*protecionistas*)[104]. Dans le cas de Lula, nous apercevons immédiatement une polarisation plus radicale et plus nette, avec des spécificités plus fortes, entre les pays « riches » (*ricos*) et « pauvres » (*pobres*), mais aussi entre les pays « développés » (développés) par rapport à ceux « en développement » (*em desenvolcimento*) et « émergents » (*emergentes*). De même, nous pouvons entrevoir que cette polarisation se traduit institutionnellement par une opposition entre les pays du G 20 (G + 20) et ceux qui sont « membres permanents » (*membros + permanentes*) du Conseil de Sécurité des Nations Unies[105]. Encore ici, la ligne de fracture semble s'établir politiquement, entre autres, par un conflit de nature économique et commerciale autour, cette fois, des « subsides agricoles » (*subsídios + agrícolas*) qui « causent des distorsions » (*distorcem*) dans le marché

Pour confirmer la lecture que nous avons faite de ces spécificités, nous devons prendre les mots qui marquent ces lignes de fractures et les examiner en tant que mots-pôles eux-mêmes.

---

[104] Nous avons confirmé que l'adjectif « *protecionistas* » se réfère à « *países* » en prenant « *protecionistas* » en tant que mot-pôle (le seul mot attiré par ce pôle est « *países* »).

[105] Encore une fois, nous avons confirmé ce que nous disons dans cette phrase en prenant « membros » comme mot-pôle. Il attire « *permanentes* » (à +50), en plus d'attirer très fortement aussi « *Conselho* » (à +27) et « *Segurança* » (à +27).

**Tableau 7.8**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « ***ricos*** »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *pobres* | +22 | *x.x.x.x.x* | x.x | *países* | +50 | *concessões* | +7 |
| *mais* | +15 | *x.x.x.x.x* | x.x | *pobres* | +50 | *nós* | +6 |
| *protecionismo* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x | *mais* | +21 | *competir* | +6 |
| *países* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x | *subsídios* | +15 | *protecionismo* | +6 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *agrícolas* | +9 | *mundo* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *produtos* | +7 | *condições* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *mercados* | +7 | *agricultores* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *igualdade* | +7 | *sermos* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *barreiras* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Nous voyons dans le tableau ci-dessus comment le mot-pôle « riches » attire des mots qui définissent, surtout chez Lula, le nerf de la guerre qui opposerait les pays « riches » de ceux qui seraient « pauvres » : le « protectionnisme », les « subsides » et les « barrières ».

**Tableau 7.9**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques des mots-pôles « ***protecionismo*** » et « ***barreiras*** »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| ***protecionismo*** | | ***barreiras*** | | ***protecionismo*** | | ***barreiras*** | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *ricos* | +14 | *tarifárias* | +37 | *ricos* | +6 | *tarifárias* | +20 |
| *países* | +10 | *mercados* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x | *subsídios* | +18 |
| *competição* | +7 | *tarifas* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x | *produtos* | +13 |
| *desenvolvimento* | +6 | *produtos* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x | *mercados* | +10 |
| *agrícola* | +6 | *acesso* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *comércio* | +8 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *ricos* | +8 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *países* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |

Dans le tableau 7.9, nous notons que Cardoso et Lula semblent dénoncer les

« barrières douanières » (*barreiras tarifárias*) imposées aux produits brésiliens et d'autres pays, mais pendant que les plaintes de Cardoso ciblent l'« accès » (*acesso*) aux « marchés » (*mercados*), celles de Lula sont dirigées plutôt vers les « subsides » (*subsídios*) qui protègent la production (agricole) des pays « riches ».

**Tableau 7.10**

| **Discours international du président Cardoso**<br>**Cooccurrences spécifiques des mots-pôles « *mercados* » et « *acesso* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***mercados*** | | | | ***acesso*** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *acesso* | +50 | *tarifárias* | +6 | *mercados* | +50 | *universalização* | +8 |
| *terceiros* | +22 | *países* | +6 | *produtos* | +28 | *desimpedido* | +8 |
| *produtos* | +19 | *maior* | +5 | *educação* | +18 | *condições* | +7 |
| *financeiros* | +13 | *desenvolvidos* | +5 | *agrícolas* | +14 | *saúde* | +6 |
| *barreiras* | +11 | *liberalização* | +5 | *mercado* | +12 | *qualidade* | +6 |
| *agrícolas* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x | *tecnologias* | +12 | *terra* | +6 |
| *abrir* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *serviços* | +11 | *agrícola* | +6 |
| *globalização* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *informação* | +10 | *europeu* | +6 |
| *serviços* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *maior* | +8 | *desenvolvidos* | +5 |
| *instabilidades* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Internet* | +8 | *barreiras* | +5 |

Le discours de Cardoso en ce qui concerne l'accès aux marchés, illustré ci-dessus, reproduit les associations déjà établies entre les « barrières douanières » (*barreiras + tarifárias*) imposées par les pays développés et qui seraient aussi associées à des « instabilités » (*instabilidades*) dans les marchés. Comme contrepoint, les mots « *abrir* » (ouvrir) et « *libéralização* » (libéralisation) s'ajoutent au discours et semblent former la revendication d'une ouverture des marchés pour un plus grand accès à ceux-ci. Par contre, si nous considérons le mots-pôle « *acesso* » isolément, nous voyons des associations qui vont bien au-delà du vocabulaire « économique » pour inclure aussi l'« éducation » (*educação*), la « santé » (*saúde*) et la « terre » (*terra*). Ce sont des mots que nous espérions trouver plutôt dans le discours domestique du président Cardoso que dans son discours extérieur, mais les spécificités de celui-ci montrent aussi des mots et des expressions comme « justice sociale » et « droits de l'homme » que nous devrons encore essayer d'expliquer au long de ce chapitre.

Il reste que, de prime abord, l'impression qui reste est celle d'un discours un peu double et idéologiquement quelque peu contradictoire, puisque d'un côté, le discours de Cardoso semble défendre ou reproduire les valeurs d'un libéralisme qui prône « l'ouverture des marchés » et, d'un autre côté, il défend aussi des valeurs social-démocrates relatives à l'inclusion économique et sociale des moins avantagés. Si nous examinons les mêmes mots-pôles dans le discours de Lula, les résultats ne seront peut-être pas trop divergents, malgré le fait qu'ils ne sont pas aussi représentatifs du discours international de Lula que du discours international de Cardoso.

**Tableau 7.11**

| **Discours international du président Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques des mots-pôles « *mercados* » et « *acesso* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***mercados*** | | | | ***acesso*** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *acesso* | +27 | *competitividade* | +8 | *mercados* | +27 | *medicamentos* | +7 |
| *produtos* | +22 | *nossos* | +7 | *mercado* | +14 | *saneamento* | +7 |
| *abertura* | +15 | *subsídiso* | +7 | *produtos* | +10 | *direitos* | +6 |
| *terceiros* | +14 | *internacionais* | +6 | *saúde* | +10 | *agrícola* | +6 |
| *barreiras* | +11 | *novos* | +6 | *educação* | +10 | *bens* | +6 |
| *ricos* | +9 | *desenvolvidos* | +6 | *alimentação* | +9 | *privilegiado* | +6 |
| *exportações* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *alimentos* | +7 | *renda* | +5 |
| *agrícolas* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *crédito* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Encore une fois, nous pouvons constater dans le tableau ci-dessus une convergence discursive des discours de Cardoso et de Lula. Le mot-pôle « marchés » (*mercados*) attire un vocabulaire « libéral » qui incite à l'« ouverture » (*abertura*) des marchés et qui critique les « subsides » (*subsídios*) et les « barrières » (*barreiras*) des « riches » (*ricos*) qui limitent l'« accès » (*acesso*) à ces marchés. À son tour, le mot-pôle « *acesso* » attire de manière plus forte trois mots relatifs au vocabulaire économique, mais aussi une petite foule d'autres mots relatifs plutôt à l'inclusion sociale, tels que « éducation » (*educação*), « santé » (*saúde*), et même « alimentation » (*alimentação*), « médicaments » (*medicamentos*) « égouts et travaux d'assainissement » (*saneamento*) et « droits » (*direitos*). Et tout cela, dans un discours

international, qui n'est pas nécessairement, ni ouvertement, destiné à un public national.

**Tableau 7.12**

| **Discours international du président Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques des mots-pôles : *subsídios* et *agrícolas***<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***subsídios*** | | | | ***agrícolas*** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *agrícolas* | +50 | *fim* | +9 | *subsídios* | +50 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *bilionários* | +20 | *redução* | +9 | *produtos* | +36 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *barreiras* | +19 | *algodão* | +9 | *industriais* | +22 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *eliminação* | +19 | *Européia* | +8 | *países* | +14 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *países* | +19 | *contra* | +8 | *20* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *ricos* | +17 | *livre* | +8 | *G* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *distorcem* | +17 | *mercados* | +8 | *produtores* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *concedidos* | +16 | *pobres* | +7 | *ricos* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *desenvolvidos* | +14 | *União* | +7 | *pobres* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *agricultores* | +14 | *Unidos* | +7 | *mercados* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *OMC* | +13 | *G* | +7 | *fim* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *produtos* | +11 | *Estados* | +6 | *seus* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *agrícola* | +11 | *20* | +6 | *desenvolvidos* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *exportação* | +11 | *Rodada* | +6 | *eliminação* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *milionários* | +11 | *Doha* | +6 | *OMC* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *comércio* | +10 | *Produção* | +5 | *ciência* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Le tableau 7.12 ne pourrait pas être plus cristallin dans l'illustration des contentieux qui ont été au centre des discordances qui ont opposé la diplomatie brésilienne et le G20 des pays « riches » (*ricos*) et « développés » (*desenvolvidos*) pendant une bonne partie du gouvernement Lula. Les « subsides » (*subsídios*) « agricoles » (*agrícoles*) et « milliardaires » (*bilhionários*) des « pays riches » (*países* + *ricos*) à leur production agricole qui causent des distorsions (*distorcem*) dans le marché et empêchent les exportations des pays plus pauvres. La revendication serait celle de l'« élimination » (*eliminação*) de ces subsides et de ces barrières ou du moins leur « réduction » (*redução*).

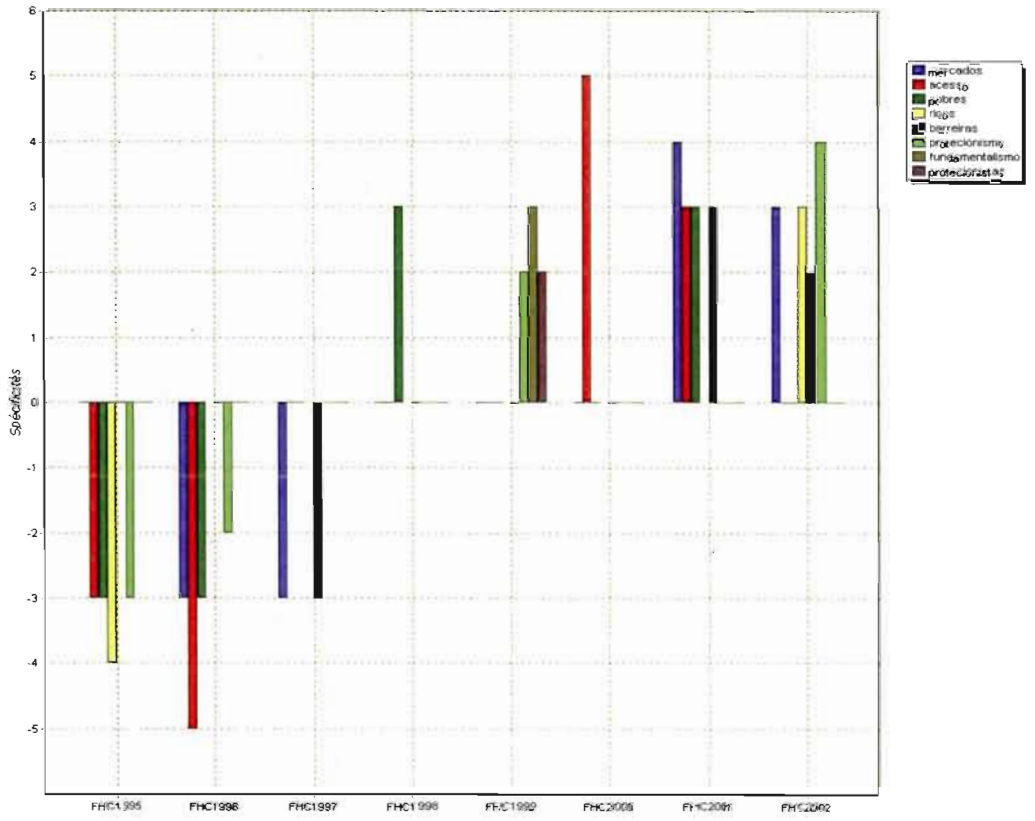
De nouveau, le discours international du président brésilien affirme que les règles du jeu libéral doivent être respectées pour que tous puissent s'asseoir à la table du progrès. Il le fait comme Cardoso avant lui, mais cette fois il polarise et radicalise la confrontation entre

les pays « développés » et ceux « en développement » ou émergents. Pouvons-nous dire que cette inflexion de ton (et aussi d'action politique) représente une différence idéologique importante entre la vision qu'il prêche et celle véhiculée par Cardoso? Nous croyons que malgré le fait que ce changement dans la diplomatie brésilienne soit loin d'être un détail sans importance, les continuités et les convergences discursives sont aussi frappantes, bien que moins visibles sans l'analyse du discours. Plus encore, cette même analyse nous a permis de découvrir aussi une discrète inflexion dans le discours de Cardoso qui l'approche un tantinet plus de celui de Lula.

En analysant les spécificités lexicales autour de « *mercado* » (marché) dans le discours international du président Cardoso, nous avons découvert avec un certain étonnement que le mot qui présentait l'association la plus forte (+19) avec ce mot-pôle était l'adjectif « *fundamentalismo* » (fondamentalisme), ce qui montre de façon claire qu'il était critique envers le « fondamentalisme du marché » ou à la notion proprement néolibérale de ce que doit être une économie de marché. Il ne s'agit pas d'une découverte majeure, puisqu'en dépit de cette association la fréquence de ce mot n'est pas suffisamment importante pour imprimer au discours de Cardoso un caractère de contestation systématique du libéralisme. De plus, nous avons aussi découvert que le mot « fondamentalisme » apparaît plutôt tardivement chez Cardoso et qu'il se fait accompagner dans cette irruption par plusieurs autres mots qui forment la manifestation de mécontentement avec le fonctionnement du marché dans son discours.

**Graphique 7.7**

Variations chronologiques des spécificités de certains mots chez Cardoso




Nous pouvons vérifier dans le graphique ci-dessus que les spécificités positives des mots qui indiquent une critique de l'iniquité du marché international apparaissaient, pratiquement toutes, dans le deuxième mandat du président Cardoso. Les questions de l'accès aux marchés, du protectionnisme, du fondamentalisme de marché et la polarisation entre riches et pauvres se pointent à partir de l'année 1999, justement l'année où Cardoso dut faire face à une crise internationale qui ébranla l'économie brésilienne et peut-être aussi les convictions plus libérales de son gouvernement. Comparé à l'agressivité et à l'activisme politique de Lula, ce changement chez Cardoso est, certes, timide, mais il démontre toutefois qu'il n'y a pas eu à proprement parler une rupture entre une diplomatie brésilienne de facture « néolibérale » et une autre « tiers-mondiste » ou gauchiste, après l'élection de Lula. Jusqu'à

maintenent, notre analyse suggère plutôt que l'insatisfaction du gouvernement brésilien avec l'iniquité et les désequilibres concernant la manière dont le marché international est organisé date d'au moins quatre ans avant l'arrivée de Lula au pouvoir. Plus encore, cette insatisfaction ne s'est jamais traduite par une contestation radicale des principes libéraux du marché, mais plutôt par leur application géographiquement inique, ce qui renforce l'idée d'une convergence discursive entre Cardoso et Lula, malgré leurs différences significatives.

Nous croyons que tout cela démontre, si besoin était, que le discours « néodéveloppementiste », contrairement à celui du développementalisme traditionnel, mise sur une ouverture du marché du Nord aux produits du Sud, au lieu de prôner une fermeture du marché national à l'étranger. Pour ainsi faire, l'État « social-libéral » ne peut et ne veut pas se positionner directement contre ce marché international qui pourrait être la clé du développement national. La stratégie serait plutôt de l'ouvrir davantage pour que les économies des pays du Sud puissent croître à un rythme qui serait au minimum égal à celui de la croissance de ce marché dans sa totalité. Cette stratégie peut être plus ou moins agressive et proactive selon le cas, mais elle ne diffère pas dans ses fondements. Sur ce point, et seulement sur ce point, il n'y aurait pas de différences idéologiques essentielles entre l'État « social-libéral » de certains pays du Sud et les apologistes du libre-échange.

Mais, bien sûr, l'État « social-libéral » n'est pas seulement libéral, il est aussi social. En plus, cet État serait aussi stratégique par sa façon de bâtir la possibilité du développement non seulement par le commerce avec les pays plus développés, mais aussi par la construction active d'un marché régional. Par conséquent, l'axe discursif de l'intégration régionale et l'axe discursif sur la justice sociale, les droits de l'homme et la démocratie seraient des compléments essentiels pour comprendre les agissements de cet État « social-libéral » dans l'arène internationale.

**Tableau 7.13**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *integração* »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *regional* | +50 | *países* | +5 | *Sul* | +50 | *verdadeira* | +8 |
| *hemisférica* | +50 | *União* | +5 | *América* | +50 | *Pacífico* | +8 |
| *Mercosul* | +41 | *Européia* | +5 | *física* | +50 | *latino* | +7 |
| *física* | +37 | *latino* | +5 | *processo* | +39 | *obras* | +7 |
| *processo* | +30 | *energia* | +5 | *sul* | +33 | *processos* | +7 |
| *americana* | +16 | *passos* | +5 | *americana* | +33 | *pontes* | +7 |
| *eixos* | +13 | *ambiental* | +5 | *regional* | +32 | *falamos* | +7 |
| *América* | +12 | *aprofundamento* | +5 | *infra* | +22 | *consolidar* | +6 |
| *crescente* | +12 | *continental* | +5 | *estrutura* | +21 | *haverá* | +6 |
| *Sul* | +11 | *viária* | +5 | *Mercosul* | +14 | *plena* | +6 |
| *energética* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x. | *discurso* | +13 | *portos* | +6 |
| *sub* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x. | *cadeias* | +13 | *concreta* | +6 |
| *projeto* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x | *projeto* | +12 | *concretizar* | +6 |
| *vizinhos* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *estradas* | +12 | *telecomunicações* | +6 |
| *nossos* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *sonho* | +11 | *sonhada* | +6 |
| *econômica* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *produtiva* | +11 | *realidade* | +5 |
| *região* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *ferrovias* | +11 | *regiões* | +5 |
| *prioridade* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *hidrovias* | +11 | *tornar* | +5 |
| *estrutura* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *projetos* | +10 | *campanha* | +5 |
| *infra* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *produtivas* | +9 | *adiante* | +5 |
| *regionais* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *aeroportos* | +9 | *estrada* | +5 |
| *blocos* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *nosso* | +8 | *Bolívar* | +5 |
| *Nafta* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x. | *continente* | +8 | *pressupõe* | +5 |
| *comunicações* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Latina* | +8 | *rodovia* | +5 |

Le tableau 7.13 nous dévoile que, bien que l'intégration régionale soit importante pour Cardoso et pour Lula, leurs discours diffèrent en ce qui concerne l'étendue de cette intégration. Si dans le cas de Cardoso, l'intégration est avant tout « régionale » (*regional*), même si aussi « hémisphérique » (*hemisférica*) et apparemment circonscrite au Mercosul, dans le cas de Lula, c'est l'Amérique du Sud tout entière qui occupe la position prédominante des mots associés plus fortement au mot-pôle « intégration » (*integração*). Cela ne constitue pas une surprise compte tenu du fait que sous le gouvernement Lula la formation de l'Unasul

et l'expansion du Mercosul ont été les pierres angulaires de sa politique diplomatique régionale. Ainsi, la diplomatie de Lula voit plus large et elle vise plus haut quand il s'agit de l'intégration des pays sud-américains.

Mais il semble y avoir une autre différence significative aussi dans le tableau ci-dessus. Pendant que le discours de Cardoso sur l'intégration transmet l'idée d'une intégration régionale « physique » (*física*) avec les « voisins » (*vizinhos*) qui semble être un « processus » (*processo*), un « projet » (*projeto*) et une « priorité » (*prioridade*), le discours de Lula n'en reste pas là et il se réfère directement à des choses très concrètes pour faire de ce projet une réalité. Ainsi, nous voyons apparaître des mots tels que « routes » (*estradas*), « chemins de fer » (*ferrovias*), « voies navigables » (*hidrovias*), « aéroports » (*aeroportos* ), « ports » (*portos*), « ponts » (*pontes*), « autoroute » (*rodovia*) et « œuvres » (*obras*), ainsi que de mots comme « concrète » (*concreta*) et « concrétiser » (*concretizar*), signalant que cette intégration est déjà une réalité en train de se bâtir. Bien sûr, le discours de Cardoso parle aussi d'« infrastructure » (*infra + estrutura*), d'une intégration « énergétique » (*energética*) et « des voies de communication » (*viária*), mais il ne fait pas directement référence à des œuvres concrètes comme dans le cas de Lula.

Cette différence n'est pas surprenante non plus, puisque pendant le gouvernement Lula l'intégration dans la région du Mercosul fut accélérée par la création de certains programmes et mesures, dont le FOCEM (*Fundo para a Convergência Estrutural do Mercosul* – Fond pour la Convergence structurelle du Mercosul), qui finança divers projets destinés à l'amélioration des infrastructures des pays et régions moins développés de cette zone commerciale. Aussi, le BNDES a été actif dans l'administration Lula en ce qui concerne le financement d'œuvres dans le Mercosul, au point où une succursale de cette banque de développement brésilienne a été ouverte à Montevideo, siège du Mercosul, en août 2009. Par conséquent, le discours de Lula sur l'intégration régionale est un discours d'un « faiseur » et non pas d'un concepteur qui reste plutôt dans les grands principes que dans les actions concrètes.

Enfin, le discours de Lula est beaucoup plus enthousiaste face à l'intégration régionale que celui de Cardoso, et le « néodéveloppementalisme » semble beaucoup plus épanoui dans son volet sur l'intégration régionale chez Lula que chez Cardoso. Sur ce point,

il nous semble significatif de montrer l'association de « *integração* » avec les mots « *sonho* » (rêve) et « *sonhada* » (rêvée), présente chez Lula, mais absente de chez Cardoso. L'intégration régionale est présentée par Lula comme un rêve qui est train de se concrétiser par une multitude d'actions clairement développementistes. De cette manière, le discours de Lula s'approche davantage (comparativement à celui de Cardoso) de l'intégration sud-américaine du mythique progrès destiné à apporter la prospérité au Brésil (et à tout ce continent).

Il est alors clair que l'axe discursif sur l'intégration est apparenté à l'axe discursif sur le développement, et de manière particulièrement forte dans le cas du discours de Lula. Il nous reste cependant à examiner la relation que le troisième axe, celui de la justice sociale, des droits de l'homme et de la démocratie, pourrait avoir avec les deux autres.

**Tableau 7.14**

| **Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *justiça* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *social* | +50 | *prosperidade* | +8 | *social* | +50 | *promover* | +9 |
| *desenvolvimento* | +21 | *luta* | +7 | *paz* | +34 | *sutentável* | +8 |
| *liberdade* | +21 | *busca* | +7 | *desenvolvimento* | +28 | *respeito* | +7 |
| *valores* | +14 | *paz* | +6 | *democracia* | +25 | *prosperidade* | +7 |
| *crescimento* | +13 | *humanos* | +6 | *liberdade* | +17 | *estabilidade* | +5 |
| *estabilidade* | +12 | *continente* | +6 | *promoção* | +16 | *multilateralismo* | +5 |
| *igualdade* | +12 | *promoção* | +6 | *econômico* | +14 | x.x.x.x.x | |
| *eqüidade* | +12 | *ideais* | +6 | *direitos* | +11 | x.x.x.x.x | |
| *democracia* | +9 | *elevados* | +6 | *crescimento* | +10 | x.x.x.x.x | |
| *sustentado* | +9 | *futuro* | +5 | *defesa* | +10 | x.x.x.x.x | |
| *econômico* | +8 | *sutentável* | +5 | *valores* | +10 | x.x.x.x.x | |
| *direitos* | +8 | x.x.x.x.x | | *humanos* | +9 | x.x.x.x.x | |

Les cooccurrences autour du mot-pôle « *justiça* » (justice) révèlent, encore une fois, une convergence entre le discours de Cardoso et celui de Lula. Dans les deux cas, la « justice », et plus spécifiquement la « justice sociale », est fortement liée au « développement », mais aussi à la « démocratie » (*democracia*) et aux « droits de l'homme » (*direitos* + *humanos*).

La « croissance » (*crescimento*), le « développement durable » (*desenvolvimento + sustentável*), le « développement économique » (*desenvolvimento + econômico*) et la « prospérité » (*prosperidade*) sont aussi liés à la « justice sociale » (*justiça + social*) à la « liberté » (*liberdade*), à la « démocratie » (*democracia*), aux « droits de l'homme » (*direitos + humanos*) et aux « valeurs » (*valores*). Tout cela ne fait que confirmer ce que nous avions dit auparavant concernant les cooccurrences liées au mot « *desenvolvimento* » : la conception du développement véhiculée par Cardoso et par Lula est celle d'un développement conçu de façon sociale et politique et non seulement économique. La croissance économique, elle, est certainement importante et même essentielle, mais le véritable progrès et le développement doivent amener un pays à l'amélioration des conditions de vie de la population et de leur environnement. D'autres cooccurrences pourraient souligner davantage ce fait.

**Tableau 7.15**

| **Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *direitos* »**<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *humanos* | +50 | *deveres* | +8 | *humanos* | +50 | *educação* | +7 |
| *ambiente* | +39 | *liberdade* | +7 | *respeito* | +30 | *preservação* | +7 |
| *meio* | +35 | *proliferação* | +7 | *defesa* | +30 | *saúde* | +6 |
| *respeito* | +28 | *contra* | +6 | *promoção* | +27 | *acesso* | +6 |
| *proteção* | +27 | *luta* | +6 | *democracia* | +17 | *fundamentais* | +5 |
| *democracia* | +24 | *políticos* | +6 | *valores* | +17 | *igualdade* | +5 |
| *violações* | +15 | *sustentável* | +6 | *proteção* | +15 | *democráticas* | +5 |
| *valores* | +14 | *direito* | +6 | *ambiente* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x. |
| *promoção* | +12 | *preservação* | +6 | *justiça* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x. |
| *liberdades* | +12 | *garantias* | +6 | *democráticos* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *social* | +11 | *conferências* | +6. | *civis* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *defesa* | +11 | *desenvolvimento* | +5 | *social* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *civis* | +11 | *paz* | +5 | *paz* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *individuais* | +10 | *Nações* | +5 | *direito* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *temas* | +9 | *fundamentais* | +5 | *meio* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *justiça* | +8 | *tolerância* | +5 | *multilateralismo* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *cidadania* | +8 | *ambiental* | +5 | *princípios* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *mulher* | +8 | *universais* | +5 | *trabalhador* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |

**Tableau 7.16**

| **Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula**<br>**Cooccurrences spécifiques du mot-pôle : *democracia***<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *liberdade* | +44 | *respeito* | +7 | *justiça* | +25 | *Haiti* | +6 |
| *direitos* | +29 | *fortalecimento* | +7 | *paz* | +21 | *instituições* | +6 |
| *humanos* | +25 | *exercício* | +7 | *direitos* | +20 | *busca* | +6 |
| *valores* | +23 | *institucional* | +7 | *humanos* | +16 | *fortalecimento* | +6 |
| *representativa* | +21 | *ambiente* | +6 | *valores* | +15 | *lutaram* | +6 |
| *paz* | +16 | *consolidação* | +6 | *consolidação* | +13 | *pluralismo* | +6 |
| *cidadania* | +15 | *autoritarismo* | +6 | *liberdade* | +12 | *sustentável* | +5 |
| *justiça* | +12 | *participativa* | +6 | *povo* | +9 | *promoção* | +5 |
| *luta* | +12 | *desenvolvimento* | +5 | *defesa* | +8 | *exige* | +5 |
| *valor* | +12 | *compromisso* | +5 | *plano* | +8 | *transição* | +5 |
| *social* | +11 | *próprio* | +5. | *fortalecer* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *reconquista* | +11 | *condição* | +5 | *desenvolvimento* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *estabilidade* | +10 | *Direito* | +5 | *respeito* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *partidos* | +9 | *substantiva* | +5 | *consolidar* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *defesa* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *tolerância* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Les deux tableaux ci-dessus confirment la trame qui lie l'axe discursif du développement à celui de la justice sociale des droits de l'homme et de la démocratie. Le développement « attire » la justice sociale qui, elle, « attire », en plus du développement lui-même, les droits de l'homme et la démocratie. Pour leur part, les droits de l'homme (*direitos* + *humanos*) « attirent », en plus de la justice sociale, la démocratie (*democracia*), l'environnement (*meio* + *ambiente*) et même le développement durable (*desenvolvimento* + *sustentável*). Finalement, la démocratie « attire », en plus de la « justice sociale » et des « droits de l'homme », le « développement » ainsi que les verbes « *fortalecer* » (solidifier) « *consolidar* » (consolider) et des mots comme « *valores* » (valeurs). Nous avons ainsi une trame de cooccurrences qui relient de manière nette les deux grands axes discursifs des discours de Cardoso et de Lula, c'est-à-dire l'axe du développement et celui de la justice sociale, des droits de l'homme, de la démocratie et même de l'environnement.

Quant à l'axe de l'intégration, il n'y a pas de liaison lexicale directe (une cooccurrence directe) entre les mots « intégration » et le mot « développement », ou même le mot « croissance » ou le mot « progrès », ce qui a été une surprise dans notre démarche. Surtout parce que, comme nous l'avons remarqué, plusieurs des thèmes qui se dessinent dans les cooccurrences du mot-pôle « intégration » sont clairement liés au développement et au progrès. Nous pourrions être tentés d'expliquer cette relative « séparation » entre l'axe de l'intégration et les deux autres axes par le fait que l'intégration sud-américaine est en quelque sorte plus un projet politique en cours qu'une réalité bien établie. Or, si cela est vrai dans le cas de l'Unasul, nous ne pourrions pas dire la même chose en ce qui concerne le Mercosul, qui a déjà multiplié le commerce entre les pays concernés et qui, par conséquent, a joué un rôle important dans leurs économies respectives. Une autre explication plus plausible pourrait être le fait que les forums internationaux, où les grands enjeux concernant le commerce international et l'insertion des pays en développement dans l'économie mondialisée sont discutés et décidés, dépassent largement le cadre des institutions régionales sud-américaines. Par conséquent, nous pourrions considérer « normal » que les discours du président brésilien au forum de Davos ou à l'Assemblée générale de l'ONU soient plus chargés de significations politiques et de définitions majeures que les discours à une assemblée régionale, où les enjeux ne seraient pas aussi critiques.

Le discours qui porte le mot « *desenvolvimento* » comme thème central (et tout ce que ce mot-pôle attire autour de lui) serait en fait un discours d'ordre capital, du moins pour les pays « en développement ». Il serait un discours qui définit la stratégie fondamentale d'un pays vers le progrès, vers l'essor économique et vers l'épanouissement de sa population. Si dans le passé, son usage a peut-être été exclusivement domestique, aujourd'hui, il semble avoir trouvé une place de choix dans les grandes arènes politiques internationales où le destin de l'économie mondialisée (et des pays qui en font partie) se joue. En contraste, le discours sur l'intégration régionale ne semble pas avoir pris la même importance stratégique que le discours dont le mot « *desenvolvimento* » occupe la place centrale. Certes, nous disons tout cela avec le Brésil dans nos pensées. Il serait d'ailleurs intéressant de vérifier si ce contraste tient la route dans le cas des pays plus petits de l'Amérique du Sud, dont le développement général serait lié de façon plus importante aux grandes économies de ce sous-continent. Mais

pour le Brésil, l'intégration régionale, telle qu'elle apparaît dans le discours de deux de ses présidents, semble avoir une importance plutôt tactique et pratique que stratégique, comme dans les mots du diplomate brésilien que nous avons cité dans le chapitre 3 de cette thèse, lequel disait que le Mercosul serait pour le gouvernement brésilien une espèce de « mondialisation en miniature », une antichambre sécurisée pour confronter la « mondialisation réelle ».

Mais, bien sûr, tout cela se relativise quand nous prenons en considération le fait que l'absence de cooccurrences directes liant le mot-pôle « *desenvolvimento* » au mot-pôle « *integração* » n'évacue nullement le développementalisme intrinsèque à l'axe discursif sur l'intégration régionale, comme en témoignent les cooccurrences du mot-pôle « *integração* » lui-même. Plus encore, si nous cherchons dans les chaînes de cooccurrences ou poly-cooccurrences, nous verrons que les axes discursifs autour des mot-pôles « *desenvolvimento* » et « *integração* » se touchent et qu'ils acquièrent un air de parenté. Un simple examen des tableaux 7.4 et 7.13, avec, respectiment, les cooccurrences de « *desenvolvimento* » et « *integração* », révèle de mots en commun, tels que « *infra-estrutura* » (Cardoso) et « *projetos* » (Lula). En cherchant les cooccurrences de ces mots, nous obtenons les deux mots-pôles principaux et plus encore.

**Tableau 7.17**

| Discours internationaux des présidents Cardoso et Lula<br>Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *infra* »<br>(contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cardoso** | | | | **Lula** | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *estrutura* | +50 | *x.x.x.x.x* | x.x | *estrutura* | +50 | *sul* | +7 |
| *física* | +17 | *x.x.x.x.x* | x.x | *obras* | +41 | *energética* | +7 |
| *transportes* | +16 | *x.x.x.x.x* | x.x | *física* | +35 | *investimento* | +7 |
| *energia* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x | *projetos* | +23 | *obra* | +7 |
| *desenvolvimento* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *comunicações* | +22 | *ampliação* | +7 |
| *investimentos* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *integração* | +21 | *hidrovias* | +7 |
| *modernização* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *transportes* | +21 | *oportunidades* | +6 |
| *comunicaçoes* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *investimentos* | +20 | *Banco* | +6 |
| *área* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *energia* | +20 | *estradas* | +6 |
| *áreas* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *transporte* | +10 | *portos* | +6 |
| *tecnologia* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *financiamento* | +9 | *áreas* | +5 |
| *projetos* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Aceleração* | +9 | *particular* | +5 |
| *integração* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Crescimento* | +9 | *inclusive* | +5 |
| *aumento* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *construção* | +8 | *abrem* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x. | *x.x.x.x.x* | x.x | *BNDES* | +8 | *ênfase* | +5 |
| *x.x.x.x.x* | x.x. | *x.x.x.x.x* | x.x | *FMI* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x. |

**Tableau 7.18**

| Discours international du président Lula | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *projetos* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *projeto* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *infra* | +21 | *Banco* | +7 | *aprovamos* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *estrutura* | +20 | *andamento* | +7 | *integração* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *física* | +14 | *envergadura* | +7 | *nacional* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *conjuntos* | +12 | *região* | +6 | *ambicioso* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *áreas* | +11 | *Rio* | +6 | *elemento* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *IIRSA* | +11 | *além* | +6. | *desenvolvimento* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *integração* | +10 | *Desenvolvimento* | +6 | *estratégico* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *BNDES* | +10 | *financiamento* | +6 | *amplo* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *cooperação* | +9 | *comunicações* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *interesse* | +9 | *prioritários* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *técnica* | +9 | *área* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *financiar* | +9 | *juntos* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *execução* | +9 | *agricultura* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *concretos* | +8 | *discutir* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *transportes* | +8 | *Nacional* | +5. | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *CAF* | +8 | *adiante* | +5. | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *envolvendo* | +8 | *diversos* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *desenvolvimento* | +7 | *terceiros* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *quais* | +7 | *voltados* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x | *x.x.x.x.x* | x.x |

Le tableau 7.17 montre, dans le cas de Cardoso, comment le mot-pôle « *infra-estrutura* » constitue un élément commun des axes constitués par les mots-pôles « *desenvolvimento* » et « *integração* », attirant ces deux mots en plus de « *modernização* » (modernisation), un autre mot à connotation développementiste. Dans le cas de Lula, cette attirance n'a pas lieu mais les cooccurrences sont clairement développementistes aussi. Non seulement par la présence de certains mots déjà signalés dans les cooccurrences du mot-pôle « *integração* », mais aussi par l'addition d'autres, tels que « *oportunidades* » (opportunités), « *investimentos* » (investissements), « *investimento* » (investissement) et « *financiamento* » (financement). Aussi, la présence du BNDES (*Banco nacional de Desenvolvimento Econômico e Social*) nous rappelle que cette institution, la plus importante en ce qui concerne

la promotion du développement brésilien, finance aussi des projets d'investissements dans le Mercosul.

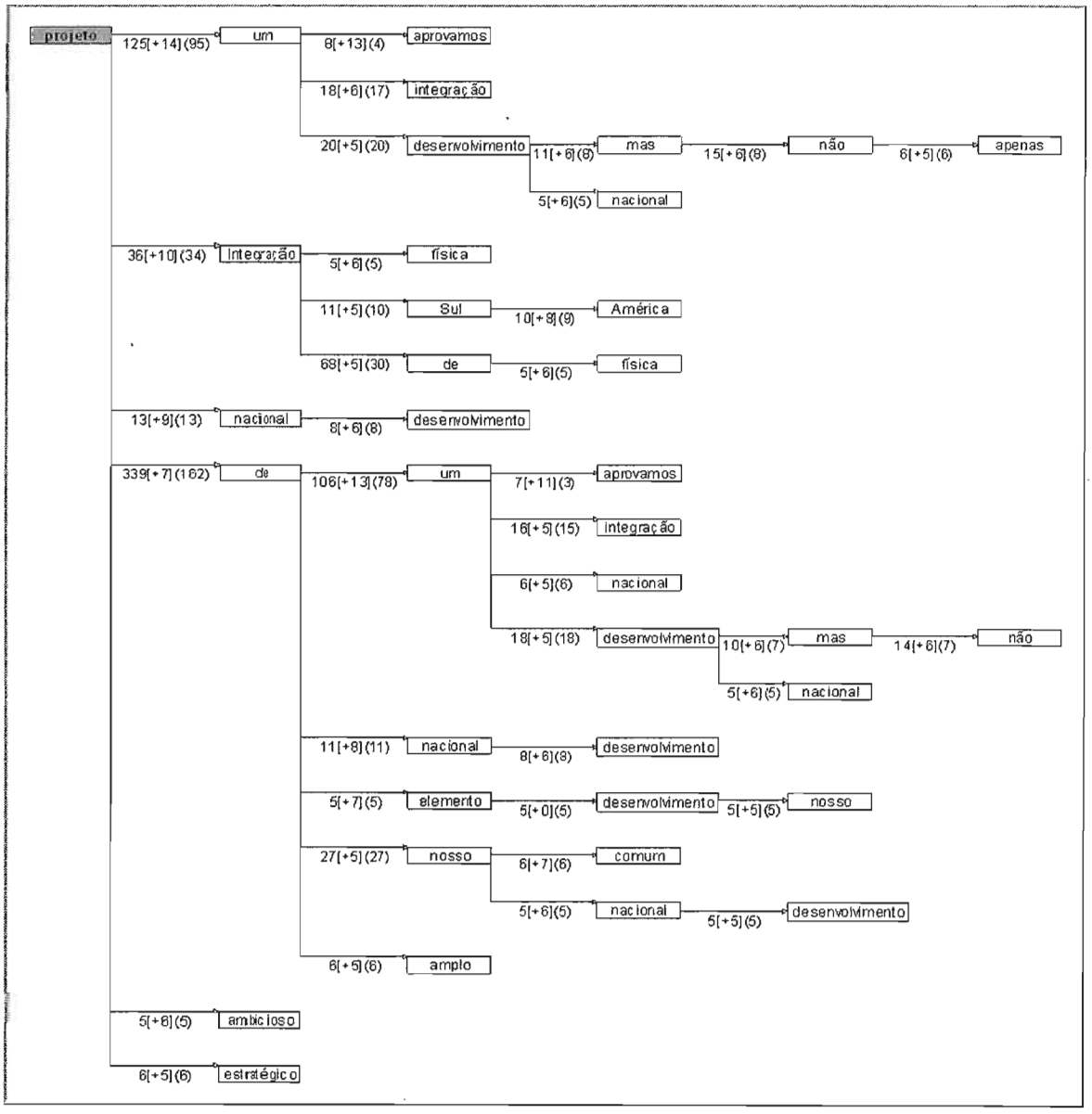
Le tableau 7.18 montre comment les axes discursifs du développement et de l'intégration se touchent et s'entremêlent, dans le cas de Lula, par des nœuds communs formés à partir des mots-pôles « *projetos* » (projets) et « *projeto* » (projet). Ils attirent, en plus des deux mots-pôles que nous tenons comme plus importants, les noms d'institutions de développement, dont le BNDES mentionné ci-dessus, mais aussi l'IIRSA ou *Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana* (Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure régionale sud-américaine), une institution qui a comme mandat de financer des projets d'intégration et de développement dans l'Amérique du Sud[106]. Il donc clair que avions ici une zone lexicale commune à l'axe du discours du développement *stricto sensu* et de l'axe de l'intégration.

Si nous faisons une analyse complète de ces nœuds de cooccurrences par la fonction de poly-cooccurrences du logiciel COOCS afin d'explorer au maximum cette zone commune, nous obtenons la toile suivante.

[106] L'IIRSA est née en 2000 de l'initiative du gouvernement Cardoso et elle inclut les 12 États sud-américains qui font partie aujourd'hui de l'Unasul. Cette institution planifie la mise en œuvre de 514 projets d'« intégration et développement », distribués en 10 axes, au coût total de 69 milliards de dollars (source : www.iirsa.org).

**Figure 7.1**

Représentation des poly-cooccurrences du mot-pôle « *projeto* »




Comme dans les cas des cooccurrences, les poly-cooccurrences sont issues de calculs probabilistes qui lient un mot-pôle à d'autres mots. Mais dans ce cas, le mot-pôle est lié à d'autres mots, lesquels sont pris, eux aussi, comme mots-pôles. Ainsi, les nœuds et les branches sont formés, et les spécificités se trouvent entre chaque mot-pôle marquées par le

chiffre du milieu. Dans la branche supérieure, par exemple, le mot-pôle principal « attire » un mot-pôle secondaire « *um* » (un), qui à son tout « attire » le mot-pôle « *desenvolvimento* » et celui-ci « attire » deux autres (« *mas* » et « *nacional* »). Du fait qu'il s'agisse d'une construction faite à partir de calculs mathématiques, les branches ne respectent pas l'ordre syntaxique du discours et, par conséquent, la « lecture » des figures de ce type peut se faire dans n'importe quel ordre. Dans cette même branche supérieure, nous pouvons ainsi « lire » que « nous avons approuvé » (*aprovamos*) « un projet » (*um* + *projeto*) d'« intégration » et/ou de « développement » (*integração* + *desenvolvimento*), mais qui n'est « pas seulement national » (*mas* + *não* + *apenas* + *nacional*) ». Bien évidemment, cette « lecture » ne peut pas être prise au mot(s) puisque la « quasi-phrase » formée par ces nœuds et ces branches n'est qu'une construction théorique du discours et non pas le discours en « chair et os ». Cependant, cette construction est bel et bien une extraction probabiliste d'une foule de phrases bien réelles dont le sens plus profond y est reproduit de la manière la plus exacte possible. Pour illustrer cela, nous avons eu recours à une fonction du logiciel COOCS, qui nous permet de dégager quelques-unes des phrases concrètes qui ont été utilisées dans le calcul probabiliste qui a construit la figure ci-dessus. Le mot-pôle est souligné, les cooccurrences sont écrites en caractères gras et les traductions sont les nôtres.

> Nosso **projeto de desenvolvimento não** é **apenas nacional**. (Lula, 2004)
> (Notre **projet de développement n'**est pas **seulement national.**)

> O Mercosul foi, e continua sendo, um **projeto** que todos **aprovamos**. (Lula, 2005)
> (Le Mercosul a été, et continue d'être, un **projet** que nous avons tous **approuvé.**)

> Na **América** do **Sul**, estamos aprofundando e ampliando o processo de **integração** regional, elemento fundamental de **nosso projeto de desenvolvimento nacional**. (Lula, 2004)
> (Dans l'**Amérique** du **Sud**, nous sommes en train d'approfondir et d'élargir le processus d'**intégration** régionale, un élément fondamental de **notre projet de développement national.**)

> A conexão entre o Atlântico e o Pacífico é um **projeto** inspirado nos ideais de

**integração**, justiça social e **desenvolvimento** sustentável. (Lula, 2007)

(La connexion entre l'Atlantique et le Pacifique est un **projet** inspiré des idéaux d'**intégration**, de justice sociale et de **développement** durable.)

Ao mesmo tempo, estamos fortalecendo o **projeto** de **integração física**, indispensável, para dar à região, condições de inserir-se competitivamente no mundo de hoje. (Lula, 2005)

(En même temps, nous sommes en train de rendre plus fort le **projet** d'**intégration physique**, indispensable pour donner à la région les conditions de s'insérer de manière compétitive dans le monde d'aujourd'hui.)

Tenho dito, com freqüência, que nossa política externa **não** é **apenas um** meio de projeção do Brasil no mundo, mas também **um elemento** fundamental de **nosso projeto nacional de desenvolvimento**. (Lula, 2005)

(J'ai dit fréquemment que notre politique extérieure **n'est** pas **seulement** un moyen de projection du Brésil dans le monde, mais aussi **un élément** fondamental de **notre projet national de développement.)**

Essas iniciativas são o primeiro passo para **um projeto** mais **ambicioso**, a **integração** da **América** do **Sul**. (Lula, 2003)

(Ces initiatives sont le premier pas vers **un projet** plus **ambitieux, l'intégration** de l'**Amérique** du **Sud.)**

Ela é **projeto estratégico** para o **desenvolvimento** econômico e social de nossos países, no quadro mais **amplo** de nossas relações com toda a América Latina e o Caribe. (Lula, 2004)

(Elle est un **projet stratégique** pour le **développement** économique et social de nos pays, dans le cadre plus **large** de nos relations avec toute l'Amérique latine et les Caraïbes.)

Par la lecture de ces quelques phrases qui ne constituent qu'une fraction du texte qui a servi à la construction des chaînes de cooccurrences liées au mot-pôle «*projeto* », nous pouvons voir se dessiner la toile des trois axes discursifs que nous avons identifiés. Non seulement nous apercevons que le discours sur l'intégration et celui du développement s'entremêlent, mais nous voyons aussi le discours sur la justice sociale et la démocratie se présenter brièvement dans cet échantillon. Bien évidemment, si nous continuons cet exercice et l'étendons à d'autres mots-pôles, le résultat sera vraisemblablement le même mais à une plus grande échelle qui ne fera que reproduire le discours analysé. Or, le but de ce petit

exercice était de démontrer que les régularités probabilistes identifiées par le logiciel reproduisent de manière fidèle la formation du sens dans le discours et que, en fin de compte, il n'est pas nécessaire de réaliser une lecture cursive de tout le corpus pour savoir ce qu'il dit d'une manière plus large mais pas évidente, ce qui est plus difficile à détecter. Nous pourrions continuer cet exercice dans le cas du discours de Cardoso et les résultats seraient encore le reflet des régularités déjà trouvées par l'analyse informatique. Certes, les régularités ne sont pas l'analyse, mais seulement ses éléments initiaux, même si elles sont aussi fondamentales. Le moment proprement herméneutique de l'analyse nécessite une connaissance du contexte historique, social et politique du discours sans laquelle l'interprétation des données est impossible. Comme nous l'avons déjà mentionné, le discours n'est pas la langue.

En guise de conclusion de notre analyse du discours international des présidents Cardoso et Lula, nous pouvons dire que le leitmotiv principal de ce discours est le développement à toutes les sauces et dans toutes ses ramifications. L'ampleur et la résonnance idéologique de ce mot et des mots qui lui sont semblables ou qui sont « attirés » par lui paraissent en fait gouverner le discours de ces présidents. Cela témoigne à la fois de l'importance continuelle du développement pour les pays « émergents » ou « en développement », comme le Brésil, et aussi de l'importance capitale que les relations internationales ont acquise pour son développement après que les possibilités du modèle « national-développementiste » furent épuisées. L'arène internationale serait ainsi devenue le locus privilégié du discours développementiste, et la vision de monde qu'ils ont semée lors de leurs allocutions internationales est celle d'un ordre international inique qui devrait être changé pour que tous aient accès au progrès. Le Saint-Graal du développement pourrait être atteint seulement par une réforme des règles qui régissent les échanges commerciaux mondialisés et cette réforme dépendrait d'efforts diplomatiques concertés. Comme Lula lui-même l'a dit dans une des phrases citées dans la page antérieure, la politique extérieure du Brésil est devenue un élément fondamental de son « projet national de développement ». De cette manière, l'hypothèse d'un « néodéveloppementalisme » conçu comme un effort de projection internationale d'un pays avec le but de promouvoir son développement domestique semble être appuyée par l'analyse du discours que nous avons réalisée ici.

Mais ce projet national de développement semble avoir de fortes connotations politiques et sociales. Cardoso et Lula ont, chacun de leur côté, véhiculé une idée du développement et du progrès en tant que beaucoup plus qu'une simple croissance économique. Le développement serait pour eux aussi la justice sociale, la démocratie, les droits de l'homme, la protection de l'environnement et même l'intégration régionale. C'est justement pour cette raison que les trois axes que nous avions identifiés au début de ce chapitre se sont révélés enchevêtrés, même si l'axe de l'intégration régionale l'est dans une moindre mesure. Ainsi, le discours international de Cardoso et de Lula s'inscrit plutôt dans une perspective transformationaliste et critique de la mondialisation et de ses conséquences que dans une perspective néolibérale et panégyrique de celle-ci, malgré la revendication d'un commerce sans barrières.

### 7.4 L'analyse 2 : à la recherche d'un discours populiste chez Lula

Nous allons maintenant essayer d'établir si le discours du président Lula pourrait être considéré comme populiste. Comme nous l'avons déjà dit dans le deuxième chapitre de cette thèse, nous croyons qu'un retour possible du populisme au Brésil devrait se matérialiser par l'alliance d'un projet ou effort d'inclusion sociale avec un leadership qui propage un discours populiste. *Par discours populiste, nous comprenons un discours politique polarisant centré sur la figure d'un leader populaire ou charismatique qui se pose en sauveur des classes ou groupes subalternes, ou considérés comme tels.* C'est une définition assez large pour ne pas restreindre le discours populiste à certains contextes sociaux qui sont historiquement et géographiquement très limités, mais elle est aussi assez précise pour ne pas trouver du discours populiste partout où il y aurait de la simple démagogie politique. Nous avons puisé cette définition dans le travail de Jaguaribe (1967) en ce qui concerne l'importance du leader charismatique en tant que centre d'une relation directe, sans intermédiation, entre « le peuple » et le réalisateur présumé de leurs aspirations, et nous avons aussi retenu, entre autres, les travaux de Muddle (2004) et Hawkins (2009) en ce qui concerne la polarisation, le manichéisme ou le dualisme du discours populiste. Bien évidemment, en avançant la définition ci-dessus, nous n'avions pas la prétention de proposer une nouvelle définition du

populisme. Nous voulions seulement choisir une des nombreuses définitions possibles du discours populiste pour orienter notre recherche. Nous tenons à remarquer cependant que nous avons avancé une définition du *discours populiste* et non pas du *phénomène populiste*. Selon notre choix théorique sur cette question (chapitre 2), le populisme ne pourrait pas être réduit au discours mais certaines conditions politiques et sociales devraient aussi être présentes, dont une relation particulière du leader avec sa base d'appui politique (qui est en quelque mesure incorporée dans notre définition du discours politique) et l'effort d'inclusion sociale. Une fois ces précisions réalisées, nous pouvons procéder à la recherche des marques distinctives d'un discours populiste chez Lula.

Pour commencer, nous pouvons dire que si le discours populiste est centré autour de la personnalité et du charisme d'un leader, il est prévisible qu'une de ses caractéristiques principales soit la forte présence du « je » dans le groupe des déictiques personnels (pronoms personnels) dans ses allocutions. Le narrateur du discours populiste est aussi, avec « le peuple », le protagoniste principal de l'histoire qu'il raconte et qui l'oppose « aux ennemis du peuple » ou aux ennemis des intérêts du groupe qu'il prétend incarner ou défendre. Or, dans le cas du discours de Lula, les fréquences des principaux déictiques personnels sont les suivantes :

**Tableau 7.19**

| **Pronoms personnels dans le discours de Lula par ordre de fréquence** | |
|---|---|
| PRONOM | FRÉQUENCE |
| EU | 30210 |
| NÓS | 26467 |
| VOCÊS | 11097 |
| ELE | 5616 |
| VOCÊ[107] | 4663 |
| ELA | 2426 |
| ELES | 2331 |
| ELAS | 529 |
| TU | 11 |
| VOS[108] | 5 |

[107] «*Você* » et son pluriel « *vocês* » ne sont pas à proprement parler des pronoms personnels de la langue portugaise, mais plutôt ce que l'on appelle dans la gramaire portugaise des « pronoms de traitement ». Ils dérivent d'une expression de respect archaïque (*vossa mercê*), mais il a substitué le pronom « *tu* » dans le langage parlé presque partout au Brésil.

Comme nous pouvons constater dans le tableau ci-dessus, le pronom personnel « *eu* » (je) prédomine sur tous les autres, même sur le pronom « *nós* » (nous). Or, la prédominance du « je » par rapport à un « nous », plus démocratique et plus inclusif, pourrait bien être un des signes distinctifs d'un populisme chez Lula. Sur cet aspect, le contraste avec Cardoso est frappant.

**Tableau 7.20**

| **Pronoms personnels dans le discours de Cardoso par ordre de fréquence** | |
|---|---|
| PRONOM | FRÉQUENCE |
| NÓS | 17507 |
| EU | 10614 |
| ELE | 3982 |
| ELA | 2083 |
| ELES | 1325 |
| VOCÊS | 1079 |
| ELAS | 862 |
| VOCÊ | 406 |
| TU | 3 |
| VOS | 2 |

Comparativement au discours de Lula, le discours de Cardoso serait plus clairement centré sur le « nous ». Le ratio « nous »/« je » chez Cardoso est de 1,65, pendant que chez Lula il n'est que de 0,87, ce qui semblerait indiquer que dans son discours, Lula se place la plupart du temps en avant du récit, comme protagoniste principal. Toutefois, cela n'est que le début un peu trompeur d'une analyse du rôle des déictiques personnels dans le discours de Lula.

Le problème ici est que le niveau de langage de Lula semble ne pas être le même que celui de Cardoso, comme l'indique la forte présence des pronoms « *você* » et « *vocês* », qui ont remplacé le « *tu* » dans le langage de la plupart des Brésiliens. Si nous voulons amener l'analyse un peu plus loin, nous devons inclure dans les déictiques personnels l'allocution « *a*

[108] « *Vos* » est la forme oblique du pronom personnel « *vós* » (vous), d'utilisation extrêmement rare dans l'usage quotidien au Brésil. La fréquence d'utilisation du pronom direct « *vós* » est nulle chez Lula et chez Cardoso.

*gente* », qui dans le langage populaire brésilien est le substitut courant du « *nós* » et qui équivaut en quelque sorte au pronom indéfini « on » en français. Cette allocution est vue par les grammairiens comme une expression qui est le résultat de l'ignorance concernant les règles élémentaires de la langue portugaise et elle est considérée comme un « brésilianisme ». Bien évidemment, elle ne fait pas partie d'un langage soigné, malgré le fait qu'elle soit couramment utilisée aussi par des gens éduqués[109]. Or, si nous incluons cette allocution dans notre analyse des déictiques personnels, les choses changent considérablement dans le discours de Lula.

**Tableau 7.21**

| **Le « je » et les « nous » dans le discours de Lula par ordre de fréquence** | |
|---|---|
| PRONOM | FRÉQUENCE |
| EU | 30210 |
| NÓS | 26467 |
| A GENTE | 11703 |

Une fois le « nous » agrammatical « *a gente* » inclus dans l'analyse, nous pouvons voir que les « nous » prédominent clairement sur le « *je* » dans un ratio de 1,26. Certes, c'est encore en deçà du même ratio chez Cardoso, mais la prépondérance appréhendée du « je » est niée par l'examen de l'intrusion du langage populaire chez Lula.

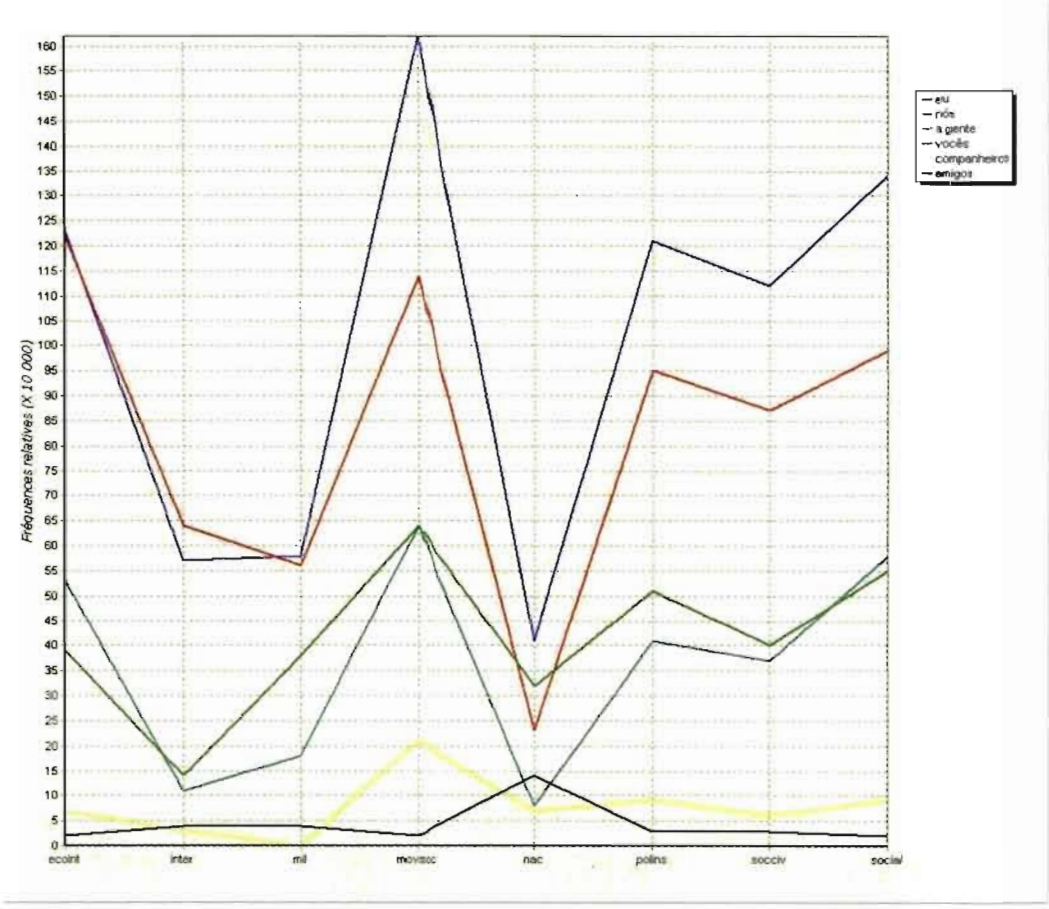
Ainsi, jusqu'à maintenant, nous pouvons dire que le discours de Lula ne semble pas être décidément centré sur sa personne, mais il y a de très fortes indications que son niveau de langage est populaire et probablement aussi très informel, compte tenu de la forte présence de certains pronoms (*vocês* + *você*) qui sont employés pour le tutoiement des interlocuteurs au Brésil. Plus encore, Lula aurait aussi introduit dans le discours présidentiel brésilien d'autres « pronoms de traitement », comme le mot « *companheiro* » (compagnon) et ses déclinaisons (*companheiros* + *companheira* + *companheiras*), utilisés 5.420 fois par Lula dans ses allocutions.

En fait, comme nous l'avions déjà remarqué au début de ce chapitre, une des

[109] Cardoso, par exemple, utilisa cette alternative au « *nós* » 412 fois dans le corpus que nous avons analysé.

caractéristiques marquantes du discours de Lula est l'abondance de déictiques personnels, ce qui ferait un discours très affectif et très direct. Le discours de Lula semble être habité par une façon de parler qui apparaît plutôt comme une conversation qu'à un discours formel d'un chef d'État. De cette manière, la dimension dialogique du langage et du discours se présente de façon très forte chez Lula. Mais, bien évidemment, ce dialogisme se manifeste de manière différenciée selon le public auquel Lula s'adresse.

**Graphique 7.8**
Fréquences relatives de certains pronoms chez Lula

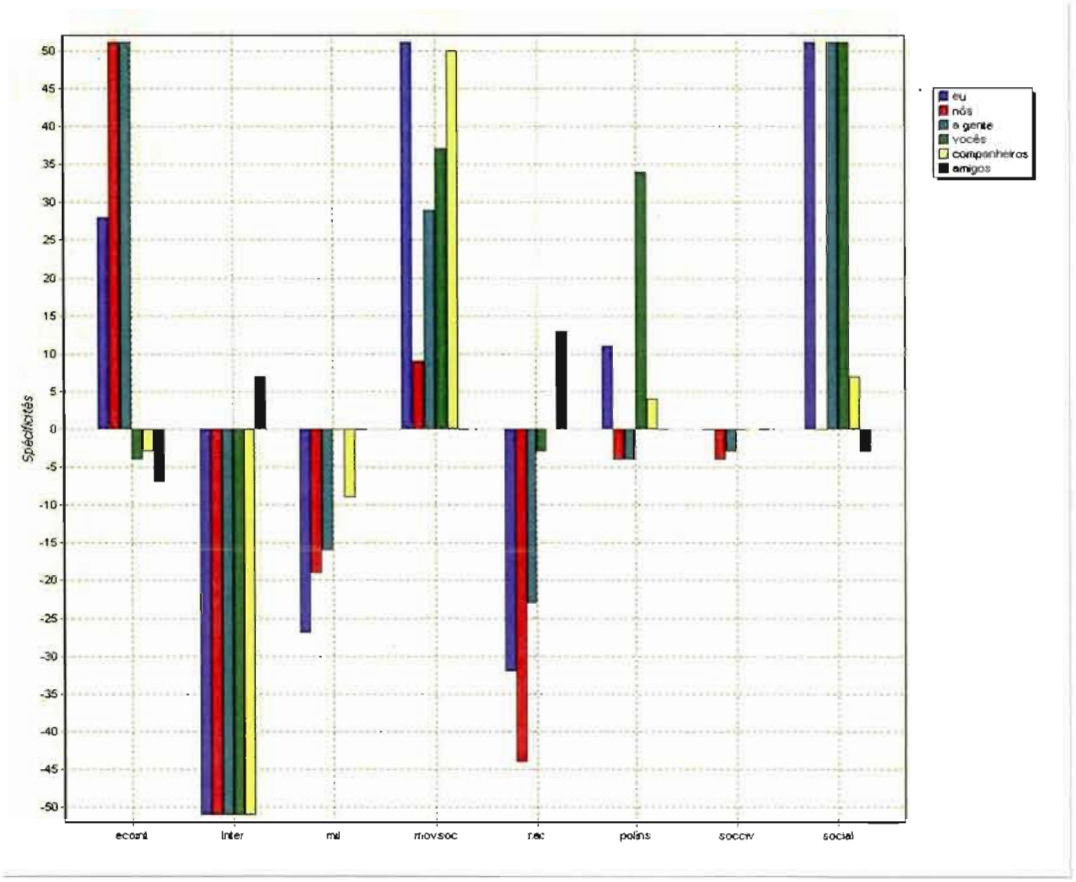



Le graphique ci-dessus illustre la distribution relative des trois principaux pronoms (*eu*, *nós*, *vocês*) et de l'allocution « *a gente* » qui a, elle aussi, une fonction de pronom personnel ou déictique personnel dans le discours, en plus de « *companheiros* » et « *amigos* »

(amis) ; « eu », « *nós* », « *a gente* » et « *vocês* » sont les déictiques personnels ou équivalents les plus utilisés par Lula, pendant que « *companheiros* » et « *amigos* » sont des « innovations » du discours présidentiel de Lula qui semblent avoir une fonction dialogique particulière. En suivant les traces des distributions, nous pouvons voir qu'il y a des sous-corpus plus marqués par les déictiques personnels et aussi par certains types de déictiques personnels que d'autres. Par exemple, le discours aux mouvements sociaux et syndicats (« movsoc » au centre du graphique) est le champion de la concentration relative des déictiques personnels dans le discours « *lulista* », pendant que le discours international (« inter »), le discours aux militaires (« mil ») et le discours à la nation (« nac ») voient cette concentration diminuer considérablement. Dans les autres cas, c'est-à-dire en ce qui concerne le discours sur l'action économique du gouvernement (« ecoint »), le discours sur l'action politique du gouvernement (« polins »), le discours aux organismes de la société civile (« socciv ») et le discours sur l'action sociale du gouvernement (« social »), les concentrations de déictiques personnels sont aussi très importantes, mais elles n'égalent pas celles du discours aux mouvements sociaux et syndicats. Il semblerait alors que nous avons un genre de discours plus informel, dialogique et populaire qui se deploie lorsque Lula parle, par exemple, aux mouvements sociaux, aux syndicats et aux bénéficiaires des actions sociales du gouvernement, et un autre discours plus formel, et peut-être moins affectif et populaire dans son langage, qui est réservé à la diplomatie présidentielle, aux militaires et à la nation en général.

Si nous prenons en considération le calcul des spécificités de ces mêmes déictiques personnels dans chaque sous-corpus, peut-être que cette division du discours de Lula deviendra encore plus nette.

**Graphique 7.9**
Spécificités de certains pronoms chez Lula




Le graphique des spécificités confirme la vision générale de deux types de discours : un discours formel, marqué par les colonnes inversées des spécificités négatives, et d'un discours plus informel et populaire, signalé par les colonnes des spécificités positives. Nous voyons ici que l'« *eu* » atteint la spécificité probabiliste la plus élevée (+50) dans le discours aux mouvements sociaux et aux syndicats et dans le discours sur l'action sociale du gouvernement. L'allocution agrammaticale « *a gente* » est extrêmement forte (+50) dans le discours sur l'action sociale du gouvernement et dans le discours sur l'action économique et développementiste interne du gouvernement, pendant que « *vocês* », cette espèce de « tu » au pluriel du langage brésilien, est à son plus fort (+50), encore une fois, dans le discours sur l'action sociale du gouvernement Lula. Sans surprise, l'utilisation de « *companheiros* » est plus significative dans le discours aux mouvements sociaux et aux syndicats, où Lula parle

souvent à ses anciens compagnons de route. Le « *nós* » inclusif se manifeste de la façon la plus forte dans le discours sur l'action économique et développementiste interne du gouvernement, où il rejoint son confrère agrammatical « *a gente* » dans un de ses terrains de choix. Pour sa part, l'utilisation d'« *amigos* » est plus significative dans le discours à la nation, mais elle est positive aussi dans discours international[110].

En ce qui concerne les spécificités négatives, le discours international bat tous les records possibles de négativité probabiliste, sauf, bien sûr, pour l'utilisation d'« *amigos* », ce qui confirme le caractère très distinctif de ce discours chez Lula. Le discours aux militaires et le discours à la nation montrent des spécificités négatives pour la plupart des déictiques personnels.

D'une manière générale, le calcul des spécificités concernant les déictiques personnels confirme qu'il y aurait chez Lula un discours plus formel et moins affectif, centré dans le discours international, le discours aux militaires et le discours à la nation, et aussi un discours informel et probablement plus populaire et affectif, centré dans le discours aux mouvements sociaux et aux syndicats, dans le discours sur l'action sociale du gouvernement et dans le discours sur l'action économique et développementiste du gouvernement. Finalement, le discours sur l'action politique institutionnelle du gouvernement et surtout le discours aux organisations de la société civile sont les plus neutres à ce chapitre.

La conclusion évidente qui s'impose est que si nous voulons connaître plus à fond ce discours informel et affectif de Lula, où un possible populisme pourrait se cacher, il nous faudra porter une attention particulière au discours aux mouvements sociaux et aux syndicats et au discours sur l'action sociale du gouvernement. Le premier pas dans ce sens serait l'examen des spécificités de ces discours afin de dévoiler leurs particularités par rapport au discours de Lula en général.

---

[110] Il est fort probable que la présence significative du mot « *amigos* » dans le discours international soit imputable à l'expression « *países amigos* » (pays amis), fort commune dans les salutations diplomatiques d'habitude.

**Tableau 7.22**

| Principales spécificités du discours aux mouvements sociaux et aux syndicats du président Lula (mot ou expression/valeur de la spécificité) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *Sindicato* | +50 | *a gente* | +29 | *de fábrica* | +17 |
| *eu* | +50 | *táxi* | +29 | *indígenas* | +17 |
| *Marinho* | +50 | *Feijóo* | +27 | *agrária* | +17 |
| *sindical* | +50 | *Cláudio* | +25 | *Rossetto* | +16 |
| *companheiros* | +49 | *trabalhadores* | +24 | *terras* | +16 |
| *Contag* | +45 | *sindicais* | +23 | *metalúrgicos* | +16 |
| *sindicato* | +45 | *dirigentes sindicais* | +22 | *dirigente* | +16 |
| *CUT* | +42 | *movimento sindical* | +22 | *trabalhadora* | +16 |
| *aqui* | +41 | *movimento* | +22 | *Vicentinho* | +15 |
| *companheiro* | +41 | *Movimento* | +21 | *os trabalhadores* | +15 |
| *Maio* | +40 | *Sem Terra* | +20 | *Grana* | +15 |
| *Manoel* | +40 | *terra* | +20 | *padre Júlio* | +15 |
| *1º de Maio* | +40 | *Walmir* | +19 | *luz* | +15 |
| *gente* | +35 | *Paulo Vidal* | +18 | *assentamento* | +15 |
| *dom Cláudio* | +35 | *o companheiro* | +18 | *Igreja* | +14 |
| *vocês* | +34 | *rua* | +17 | *estou* | +14 |
| *Júlio* | +30 | *padre* | +17 | *classe trabalhadora* | +14 |
| *greve* | +30 | *reforma agrária* | +17 | *negros* | +14 |
| *categoria* | +29 | *dirigente sindical* | +17 | *ABC* | +14 |

Un examen rapide du tableau ci-dessus nous permet d'identifier les particularités du discours aux mouvements sociaux et aux syndicats de Lula. En plus de la confirmation des déictiques personnels abondants et informels, nous pouvons constater qui est le public de ce discours familier et affectif. Lula parle surtout à ses « *companheiros* » de syndicat et à ses alliés. Les spécificités plus fortes, mis à part les déictiques personnels et consorts, sont le « *sindicato* » (« syndicat » - avec ou sans majuscules), la *Contag* (Confédération des travailleurs agricoles), la *CUT*, la centrale syndicale fondée par Lula, les noms des dirigeants syndicaux (*Marinho, Feijóo, Paulo Vidal, Rossetto*) et aussi des alliés de l'Église (*dom Cláudio, padre Júlio*) et de l'Église elle-même (Igreja). Lula parle aussi du « mouvement syndical » (*movimento sindical*), des « travailleurs » (*trabalhadores*), de la « classe ouvrière » (*classe trabalhadora*), des « métallurgistes » (*metalúrgicos*), du « 1er mai » (*1º de Maio*) et de la « grève » (*greve*). Le « Mouvement des sans terre » (*Movimento + Sem Terra*) apparaît comme un interlocuteur et Lula parle de la « reforma agraire » (*reforma agrária*), de

la « terre » (*terra*) et du « projet de colonisation » (*assentamento*). Finalement, les « indigènes » (*indígenas*) et les « Noirs » (*negros*) semblent être aussi les cibles du discours de Lula.

Mais que dit Lula à ce public constitué par les membres des syndicats et des mouvements sociaux? Comme le discours s'embraie principalement par l'« *eu* », la meilleure manière de le savoir serait le dégagement des cooccurrences liées à ce mot-pôle.

**Tableau 7.23**

| **Discours aux mouvements sociaux et aux syndicats du président Lula** | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *eu* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *quero* | +39 | *digo* | +14 | *sou* | +9 | *Walmir* | +6 |
| *tenho* | +37 | *minha* | +13 | *vivi* | +9 | *aprendi* | +6 |
| *lembro* | +27 | *aqui* | +12 | *seguinte* | +9 | *quando* | +5 |
| *acho* | +26 | *meu* | +12 | *fiz* | +9 | *discurso* | +5 |
| *dizer* | +24 | *vi* | +12 | *fui* | +8 | *feliz* | +5 |
| *queria* | +23 | *companheiros* | +11 | *República* | +8 | *digo* | +5 |
| *me* | +21 | *vou* | +11 | *vim* | +7 | *amigos* | +5 |
| *vocês* | +18 | *fico* | +10 | *falei* | +7 | *vejo* | +5 |
| *posso* | +18 | *penso* | +10 | *asssumi* | +7 | *contar* | +5 |
| *estou* | +17 | *tive* | +10 | *Presidente* | +7. | *ouvi* | +5 |
| *sei* | +14 | *meus* | +9 | *falar* | +6. | *x.x.x.x.x* | x.x. |

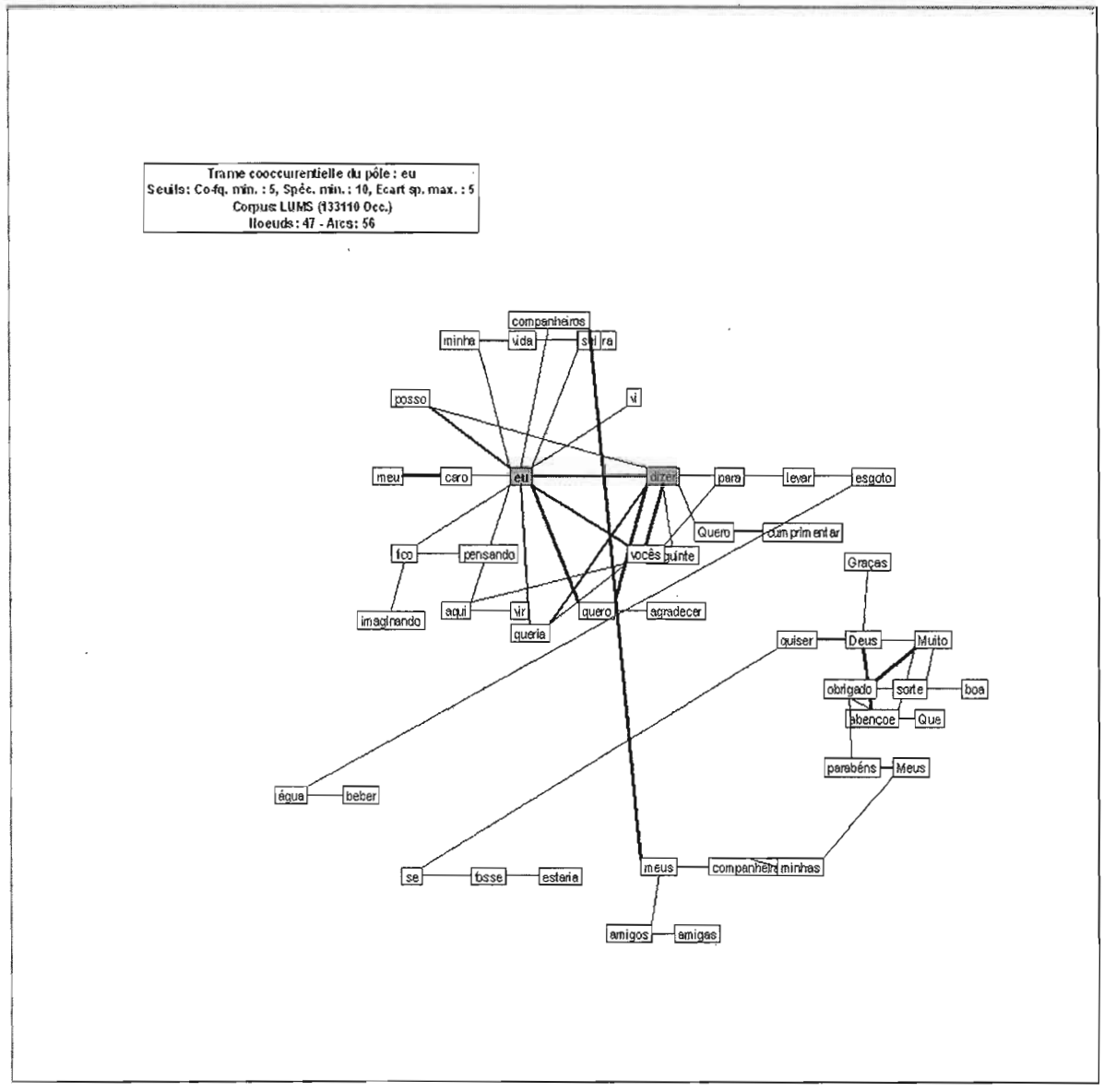
Sans surprise, les cooccurrents plus significatifs d'« *eu* » sont des verbes conjugués à la première personne du singulier, mais l'important, bien sûr, c'est de noter les types de verbes qui sont employés par Lula. Un examen rapide du tableau ci-dessus attire notre attention sur trois types de verbes utilisés par Lula. Il y a des verbes attributifs ou associés à un vécu, tels qu'« *estou* » (je suis ici ou de cette manière), « *sou* » (je suis), « *vi* » (j'ai vu), « *tive* » (j'ai eu), « *aprendi* » (j'ai appris) et « *vivi* » (j'ai vécu); il y a des verbes et des variations de verbes qui dénotent la construction d'un récit personnel, tels que « *dizer* » (dire), « *digo* » (je dis), « *lembro* » (je me souviens), « *falei* » (j'ai parlé) et « *contar* » (raconter) et il y a des verbes qui peuvent être associés à l'opinion et au vouloir du narrateur,

tels que « *queria* » (je voudrais), « quero » (je veux), « *acho* » (je crois), « *penso* » (je pense) et « sei » (je sais). Tous ces verbes, et même plusieurs autres, associés aux pronoms personnels « *vocês* », « *companheiros* » et « *amigos* » donnent nettement l'impression que le discours de Lula aux syndicats et aux mouvements sociaux est une forme de récit affectif, informel et direct qui partage le vécu du président avec ses « *companheiros* ». Plus encore, ce partage, puisqu'il est un partage, se fait probablement d'une manière non-imposante ou non-autoritaire, étant donné que l'opinion du narrateur est exprimée par des expressions telles que « je crois », « je voudrais » et « je pense ». En d'autres mots, c'est un discours plus subjectif qu'emphatique, donc un discours qui semble éloigné de la manière de parler du *caudillo* ou du leader populiste traditionnel. Mais que dit-il au juste à ces récepteurs?

Pour essayer d'éclaircir davantage cela, nous pouvons avoir recours encore une fois à la possibilité d'établir des réseaux de cooccurrences, c'est-à-dire des chaînes de cooccurrences. Cette fois, nous allons utiliser la fonction TRAMES du logiciel COOCS, qui construit un réseau de cooccurrences virtuelles à partir d'un mot-pôle et le représente par un graphique non-linéaire et facile à lire. De cette manière, nous aurons une visualisation des principales attractions lexicales du discours de Lula aux mouvements sociaux et aux syndicats. Bien évidemment, nous avons choisi le déictique personnel « *eu* » comme mot-pôle pour former les chaînes en questions, mais nous avons augmenté le seuil de spécificité minimale de +5 à +10, pour ne pas encombrer excessivement la figure illustrative créé par le logiciel.

**Figure 7.2**

Trames construites à partir du mot-pôle « *eu* »
- discours aux syndicats et aux mouvements sociaux de Lula




Nous pouvons voir nettement dans la figure de la trame lexicale construite autour du « *eu* » de Lula, deux réseaux principaux; le premier et le plus complexe en haut, le deuxième et le plus simple à droite, en bas. Ce dernier est clairement associé aux salutations que Lula adresse à ses « *companheiros* », tels que « *muito obrigado* » (merci beaucoup), « *boa sorte* »

(bonne chance), « *meus parabéns* » (mes félicitations), « *que Deus abençoe* » (que Dieu bénisse), « *se Deus quiser* » (si Dieu le veut) et encore d'autres dans la même veine. Le réseau plus complexe contient aussi ce genre de salutation, comme « *meu caro* » (mon cher) et « *quero cumprimentar* » (je voudrais saluer), mais à partir du « *eu* » les choses changent un peu. Nous pouvons voir des associations particulièrement fortes (traces par des lignes plus sombres) entre « *eu* », « *quero*», « *queria* » « *dizer* », « *vocês* », probablement issues d'une phrase répétée suivant « *eu quero/queria dizer a vocês* » (je veux/voudrais vous dire). Nous pouvons noter aussi l'association entre « *eu* » et le verbe « *fico* » (je reste) et les gérondifs « *imaginando* » (imaginant) et «*pensando* » (pensant), ce qui suggère une forme narrative plus impressionniste qu'assertive de la part du président. Enfin, l'idée générale qui reste de cette création virtuelle est celle d'un discours non seulement familier et affectif, mais aussi plutôt anodin ou banal que sérieux ou grave. *Surtout, il n'y a pas de trace d'une quelconque polarisation ou d'une agressivité dirigée vers les ennemis possibles de la classe ouvrière ou des mouvements sociaux.* Le caractère polarisant que nous avons admis dans notre définition du discours populiste n'a pas encore été détecté.

Nous pouvons creuser davantage dans notre analyse par l'extraction des contextes (phrases) qui ont servi ou peuvent servir à la construction de réseaux de cooccurrences. Ainsi, nous aurons un accès à la « matière première » des calculs réalisés par le logiciel. Nous pouvons commencer par l'association forte entre « *eu* », « *dizer* », « *companheiros* » et « *vocês* », pour avoir au moins un échantillon de ce que Lula dit littéralement à son public de choix. Si nous avons une possibilité de détecter une quelconque mesure du possible populisme de Lula, ce serait bel et bien là.

Commençons par l'association entre « *eu* » et « *companheiros* ». Elle se manifeste souvent dans les salutations ou la façon de s'adresser aux membres du PT, quelque soit leur condition ou leur poste au gouvernement. Nous présenterons des exemples avec nos traductions libres en bas de chaque phrase.

> No mais, **companheiros**, se **eu** esqueci de citar o nome de alguém que está de fora, que **eu** não vi, **eu** peço desculpas. (Lula, 2005)
>
> (Enfin, **compagnons**, si **j**'ai oublié de mentionner le nom de quelqu'un qui n'est pas ici ou que **je** ne l'ai pas vu, **je** vous demande pardon.)

**Companheiro** Governador e **companheiros** ministros et ministras, **eu** estava olhando a pauta de reivindicações...(Lula, 2003)

(**Compagnon** gouverneur et **compagnons** ministres, **j'**étais en train de regarder la liste de revendications...)

Mais, bien sûr, le traitement de « compagnons » ou « compagnon » sert aussi à établir un lien d'affection direct entre Lula et ses coreligionnaires. Ici, nous allons aussi inclure d'autres cooccurrences qui apparaissent dans le tableau des spécificités du discours aux mouvements sociaux ou qui apparaissent dans le figure des trames de poly-occurrences ci-dessus.

Bem, **eu quero dizer** para **vocês** o **seguinte**: primeiro, se tem uma coisa que de dá orgulho é poder ser tratado como **companheiro** en todo lugar que **eu** chego. (Lula, 2006)

(Bien, **je veux** vous **dire** la chose **suivante** : premièrement, s'il y a une chose qui me donne de la fierté, c'est le fait d'être traité comme un **compagnon** partout où **j**'arrive.)

Então, **eu quero**, do fundo do meu coração, **meus companheiros**, **dizer** para **vocês** que **eu sou** um homen de muitos **amigos**. (Lula, 2005)

(Donc, **je veux**, du fond de mon cœur, **mes compagnons**, vous **dire** que je **suis** un homme qui a beaucoup d'**amis**.)

La proximité entre l'orateur et ses « compagnons » de route établit un discours très informel, où il est question d'une histoire personnelle ou politique à être partagée ou d'un compte rendu entre amis.

Então, **eu quero dizer** para **vocês** uma coisa, **eu** sou casado com a dona Marisa há 34 anos. (Lula, 2007)

(Donc, **je veux vous dire** une chose : je me suis marié avec *dona* Marisa il y a déjà 34 ans.)

Nós fomos a um congresso na Praia Grande, os mais velhos se lembram, **eu** nunca fui tão vaiado na minha vida pelos **companheiros** do MR8, Bira. (Lula, 2003)

(Nous sommes allés à un congrès à Praia Grande, les plus anciens s'en souviennent : jamais **je** n'ai été aussi hué dans ma vie par les **compagnons** du MR8,

Bira.)

> **Eu** vou **contar** uma coisa para **vocês**: uma vez **eu** estava fazendo um **discurso** na Candelária, no Rio de Janeiro, na campnha de 1989 ou na campanha de 1994. (Lula, 2007)
>
> (**Je** vais **vous raconter** une chose : dans une occasion, **j**'étais en train de faire un discours à Candelária, au Rio de Janeiro, durant la campagne de 1989 ou durant la campagne de 1994.)

Nous pourrions multiplier par dix les exemples de ce genre, mais il serait plus intéressant d'examiner le message politique que Lula passe aux mouvements sociaux et aux syndicats. Sur ce point, après avoir examiné tous les contextes (phrases) ou l'« *eu* » a comme cooccurrent « *companheiros* » ou « *vocês* », nous nous sommes aperçus que Lula insistait sur deux points principaux : 1) je suis encore l'un d'entre vous et je suis de votre côté et 2) vous devez avoir de la patience, mais nous sommes déjà en train d'accomplir beaucoup. Voici encore quelques exemples avec nos traductions approximatives.

> Mas **eu** vou fazer e vou continuar falando, porque **eu** não tenho o direito de trair os meus **companheiros** que, junto comigo há tantos anos, ajudaram a construir essa História. (Lula, 2003)
>
> (Mais **je** vais **faire** et **je** vais continuer à **parler**, parce que je n'ai pas le droit de trahir mes **compagnons** qui, ensemble avec moi depuis tellement d'années, ont aidé à bâtir cette Histoire.)

> E, hoje, **eu** estou Presidente da República, e não esqueço, meus **companheiros**, nenhum compromisso meu. (Lula, 2003)
>
> (Et, aujourd'hui, **je suis** dans la condition de président de la République et **je** n'oublie, mes **compagnons**, aucune de mes promesses.)

> Me chame de **companheiro**, que é o que **eu** sou, na verdade, de **vocês**. (Lula, 2006)
>
> (Appellez-moi « **compagnon** », parce que c'est cela que **je** suis, vraiment, pour **vous**.)

> Quando **eu** falo em equilíbrio, meus **companheiros** – **eu** contei uma história no Congresso da CUT, sobre aqueles que não tem paciência. (Lula, 2003)

(Quand **je parle** de modération, mes **compagnons** – j'ai raconté une histoire au Congrès de la CUT sur ceux qui n'ont pas de patience.)

E mais ainda, **eu queria dizer** para **vocês** que fazer as coisas, Walmir, não é tão fácil como **a gente** muitas vezes teoriza. (Lula, 2005)

(Et plus encore, **je voudrais vous dire** que faire les choses, Walmir, n'est pas aussi facile comme souvent **on** le pense.)

E se **eu** fosse uma criança, gerada no ventre da minha mãe, ainda faltariam quatro meses para que **vocês** pudessem **dizer** se **eu** seria feio ou bonito. (Lula, 2003, 4 mois avant de compléter une année de mandat)

(Et si **j'**étais un enfant dans le ventre de ma mère, il manquerait encore quatre mois pour que **vous** poussiez **dire** si j'eus été laid ou beau.)

Nous ne pouvons pas échapper à la conclusion que le discours de Lula à ses « companheiros » n'est pas du tout polarisant, revendicateur ou mobilisateur. Au contraire, aux yeux de certains, il pourrait bien être considéré comme un discours démobilisateur et conservateur. L'accusation de « néopopulisme » au service du néolibéralisme qu'une partie de la gauche a lancée contre Lula découle justement de ce supposé « amadouement » de la classe ouvrière et des mouvements sociaux qu'aurait caractérisé son gouvernement dès le début. En fait, en tournant notre regard un peu vers l'arrière, il semble que le discours de Lula aux syndicats et aux mouvements sociaux ressemble beaucoup à sa *Carta ao Povo Brasileiro*, où, rappelons-le, était préconisée « une ample négociation nationale » devant conduire le pays à un « nouveau contrat social » pour assurer la croissance économique dans la stabilité, et aussi à son discours inaugural du 1er janvier 2003 où le nouveau président rappelait à qui voulait l'entendre que le changement était « un processus graduel » et non pas le résultat d'une impulsivité volontariste[111].

Dans ces discours, était de fait proposée une alliance des classes pour le développement du pays, et si nous examinons ce que Lula dit aux syndicats et aux mouvements sociaux, il s'agit de cela aussi. En prenant le mot « *empresários* » (hommes d'affaires) comme pôle et le mot « *trabalhadores* » comme cooccurrent, nous avons pu dégager des phrases qui correspondent exactement à ce que nous venons de dire. Voici les

[111] Nous avons parlé de la *Carta ao Povo Braileiro* dans le chapitre 5 de cette thèse et nous avons aussi fait des commentaires sur le discours inaugural de Lula dans le même chapitre.

exemples les plus achevés de ce que nous avons avancé :

> Agora, a história está a exigir tanto dos **trabalhadores** quanto dos **empresários** uma outra cabeça, uma outra forma de comportamento. (Lula, 2003)
>
> (Maintenant, l'histoire est en train d'exiger, autant des **travailleurs** que des **hommes d'affaires**, une autre forme de comportement.)

> Nós vamos transformar este país juntos : **trabalhadores**, Governo, **empresários**, produtores rurais, sem-terra, mulheres, homens, negros e brancos. (Lula, 2003)
>
> (Nous allons transformer ce pays ensemble : **travailleurs**, gouvernement, **hommes d'affaires**, producteurs ruraux, sans-terre, femmes, hommes, Noirs, Blancs)

Il n'a certainement pas passé inaperçu pour le lecteur que même les sans-terre étaient inclus dans cet appel à l'alliance des classes (et des races et des genres) contenu dans la dernière phrase ci-dessus. Mais laissons les sans-terre pour l'instant et concentrons-nous sur les travailleurs, les hommes d'affaires et aussi les « producteurs ruraux ». Pouvons-nous dire que le discours de Lula diverge essentiellement du discours populiste traditionnel par sa promotion d'une alliance des classes et de la « paix sociale » pour le développement du pays? Certainement pas. Le discours de Vargas et de Goulart n'a jamais à notre connaissance répandu le message d'une incompatibilité quelconque entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux des industriels et des grands propriétaires terriens. Même Goulart, à l'époque où le populisme brésilien entrait dans son paroxysme final, n'a pas parlé d'un projet socialiste révolutionnaire, mais bien de réformes de base pour le développement social et économique du pays. La différence n'est pas là. La vraie différence, nous la voyons non pas dans l'appel à l'union des classes, ce qui en fait confirmerait une parenté avec le discours populiste traditionnel, *mais bien dans l'absence de polarisation et d'appel à la mobilisation comparativement au discours populiste des années 1950 et 1960.* Nous ne nous sommes pas penchés de façon systématique sur les raisons de cette absence d'un « ennemi du peuple », tellement caractéristique du discours populiste, chez Lula, mais nous pensons que cela pourrait être expliqué par le contexte social et politique du Brésil d'aujourd'hui par rapport à une bonne cinquantaine d'années.

Si nous nous rappelons les textes pionniers de Di Tella (1965, 1966) sur le populisme

latino-américain, celui-ci apparaît comme une alternative politique au pouvoir des puissantes oligarchies traditionnelles qui avaient dominé l'Amérique latine auparavant. Pour leur part, comme nous avons commenté antérieurement, les analyses d'inspiration marxiste de Weffort (2008 [1978]) et celles d'Ianni (1974) avaient tout misé sur les contradictions de classe intraitables au sein d'un « État de compromis ». Dans les deux cas, le gouvernement populiste dépendait de la mobilisation des masses urbaines pour contrer l'opposition des classes propriétaires (oligarchie ou bourgeoisie) à l'inclusion et à l'avancement politique des classes subalternes. Aujourd'hui, il semblerait que, malgré les efforts d'inclusion sociale du gouvernement Lula, la mobilisation de sa clientèle cible n'est pas politiquement nécessaire pour assurer la continuité et la stabilité de ce gouvernement. Tout au contraire, cette mobilisation ne serait même pas souhaitable, aux dires du président Lula lui-même. C'est probablement pour cette raison que le discours de Lula n'est pas polarisant, ni manichéiste ni dualiste et, par conséquent, il ne serait pas non plus populiste dans les termes de la définition que nous avons adoptée.

Il va sans dire qu'une analyse du pourquoi de cette, disons, « désuétude politique de la mobilisation des masses », prendrait un exercice d'analyse sociale et politique que nous n'entamerons pas dans ce chapitre. Peut-être qu'il suffirait de dire que si nous étions d'inspiration marxiste, comme certains des critiques les plus acerbes de Lula, probablement nous arriverions vitement à la conclusion que son gouvernement fait la promotion d'une « alliance des classes » qui serait bénéfique pour le grand capital, ce qui ferait de lui un néopopuliste démobilisateur au service du néolibéralisme international[112]. Comme ce n'est pas le cas, nous pouvons seulement avancer brièvement des explications moins emphatiques et contondantes.

Premièrement, le poids social et le pouvoir des ennemis du populisme traditionnel, c'est-à-dire les vieilles oligarchies rurales brésiliennes, ont tellement diminué qu'un régime qui compte avec l'appui des travailleurs et des autres « classes défavorisées » n'a rien à craindre de leur opposition aujourd'hui. Ce ne sont pas les vieux latifundiums qui iraient secouer un gouvernement populaire aujourd'hui. Leur temps d'hégémonie politique est révolu.

[112] C'est l'opinion de Marques et Mendes (2004) et Oliveira (2006).

Deuxièmement, et chose beaucoup plus importante, le gouvernement Lula, comme tous les autres gouvernements présidentiels d'après la dictature militaire au Brésil, est un présidentialisme de coalition. Comme nous l'avons remarqué auparavant, Lula a été élu après avoir « calmé les marchés » et après avoir séduit les classes moyennes avec un discours de modération et de conciliation. Il n'est pas arrivé au pouvoir sur les épaules d'un mouvement social, comme Morales en Bolivie. Plus encore, il a dû monnayer l'appui politique des autres partis pour assurer la gouvernabilité de sa présidence. Aujourd'hui même, au temps où ces lignes-ci sont écrites, la continuité du projet politique et social qui a animé son gouvernement repose sur une alliance avec plusieurs partis plutôt conservateurs, qui ont appuyé la candidature de Dilma Rousseff à la présidence de la République[113].

Troisièmement, la fin de la Guerre froide et la diminution de l'élan anticommuniste chez les forces armées et surtout chez les entrepreneurs brésiliens auraient contribué à viabiliser l'appui des classes productrices au gouvernement Lula. Sur ce point, rappelons-nous que son vice-président est un homme d'affaires d'allégeance libérale et que l'alliance avec le *Partido Liberal* fut très importante pour son élection en 2002. La classe des entrepreneurs ne semble pas inquiète de l'inclusion sociale et de la diminution des inégalités promues par le gouvernement actuel. Après tout, la multiplication des consommateurs par l'augmentation du revenu moyen d'une bonne partie de la population ne fait qu'augmenter aussi la consommation et les achats dans le marché domestique, contribuant ainsi à la prospérité des entreprises qui y opèrent.

Finalement, la position de faiblesse relative d'une classe ouvrière confrontée à la précarité de l'emploi et même à sa diminution relative après les effets de la mondialisation dans les années 1990 aurait pu contribuer à un compromis politique entre ce secteur d'appui politique traditionnel du PT et l'alliance gouvernementale autour de Lula[114].

Tout cela pointe vers une conclusion très importante concernant le gouvernement Lula : *c'est la stabilité des alliances politiques qui est la clé de son pouvoir et de sa*

---

[113] L'alliance des partis qui ont élu Dilma Rousseff s'appelle *Para o País seguir mudando* (Pour que le pays continue à changer) et est constitué par 10 partis différents, dont le PT est le principal.

[114] Selon Alves (2002, 2009), à cause des effets négatifs de la mondialisation sur les emplois industriels au Brésil, le mouvement syndical, et en particulier la CUT, serait passé d'un syndicalisme de confrontation à un syndicalisme de facture sociale-démocrate, plus conciliant et plus ouvert aux accords politiques.

*gouvernabilité, et non pas la mobilisation continuelle des bénéficiaires d'un nouvel effort d'inclusion sociale.* Nous pouvons nous rendre compte de cela par l'examen de la place qui est réservée au MST (dont la raison d'être est la mobilisation continuelle de ses membres) dans le discours de Lula.

Sur ce point particulier, nous avons eu une grande surprise dans notre travail d'analyse du discours en découvrant la place relativement marginale que le mouvement des sans-terre occupait dans l'ensemble des allocutions de Lula. Si nous comparons la place du MST avec celle de la CUT, par exemple, le premier ne fait pas le poids devant la seconde. Au total, Lula cite le MST dans ses discours 33 fois entre le 1er janvier 2003 et le 31 décembre 2007, pendant que la CUT est citée 133 fois dans la même période, soit 4 fois plus. Ce nonobstant, tous les deux avaient été des alliés très proches du PT et ils faisaient partie de la mouvance qui avait aidé à porter Lula au pouvoir. Qui plus est, cette disproportion est encore plus importante quand nous comparons la place des « travailleurs » avec celle de « sans-terre » dans le discours de Lula. Le premier mot (dont l'expression « sans-terre » n'est que 5 fois cooccurrente) est cité 1.474 fois par Lula, alors que « sans-terre » ou « Sans Terre » n'apparaît que 97 fois dans le corpus que nous avons analysé. Mais le plus étonnant advient d'une comparaison succinte entre le discours de Lula et le discours de Cardoso en ce qui concerne les « sans-terre » et surtout la question agraire en général.

**Tableau 7.24**

| Fréquence de certains mots ou expressions sur la question agraire chez Lula et chez Cardoso | | |
|---|---|---|
| Mots ou expressions | Cardoso | Lula |
| « MST », « Mouvement des Sans-Terre » et d'autres variantes de ce nom | 27 | 33 |
| Les « sans-terre » ou les « Sans-Terre » | 56 | 97 |
| La « réforme agraire » | 403 | 276 |
| La « terre » | 1009 | 880 |

Bien évidemment, il pourrait nous être reproché le fait que la comparaison ci-dessus prenne en considération huit ans de gouvernement Cardoso et seulement cinq ans de gouvernement Lula. Cependant, comme nous l'avons noté au début de ce chapitre, ces deux

sous-corpus sont de taille presque identique, ce qui fait que les comparaisons directes soient possibles. Ainsi, nous pouvons vraiment dire que le discours de Cardoso est réellement plus chargé de deux de ces mots ou expressions concernant la question agraire que celui du Lula de la période étudiée. Cardoso parle relativement plus de la « terre » que Lula et il parle beaucoup plus de la « réforme agraire » que Lula. Même si nous nous restraignons aux seules cinq premières années de la présidence de Cardoso, l'expression « réforme agraire » est plus utilisée par Cardoso que par Lula (296 fois contre 276). Nous ne soutenons pas que cette petite comparaison soit conclusive pour démontrer un certain manque d'attention prioritaire à la question agraire sous Lula, mais il est toutefois suggestif que même un président considéré comme « néolibéral » puisse avoir accordé une importance relative plus grande à ces questions dans son discours qu'un autre supposément plus radical ou « populiste ».

Bien sûr, les fréquences absolues et relatives concernant le MST et les « sans-terre » sont plus importantes chez Lula, mais il est aussi surprenant qu'un président allié de ce mouvement ne l'inclue pas d'une façon beaucoup plus importante dans son discours. Nous constatons que l'espace réservé aux sans-terre et plus spécifiquement au MST dans le discours de Lula est relativement restreint. En effet, cet espace est tellement réduit que toutes les références au MST et aux « sans-terre » se trouvent condensées dans 100 phrases exactement, sur un total de 112.661 contenues dans le corpus. Avec une taille si limitée, il nous a été assez facile de dégager toutes ces phrases et de les examiner d'une façon directe, par une lecture cursive, pour bien complémenter tout ce que nous avons pu faire avec l'aide du logiciel.

L'analyse des cooccurrences autour du mot « *Sem* » (avec majuscule), souvent utilisé avec le complément « *Terra* » comme synonyme du MST n'a pas révélé beaucoup d'informations sur le discours de Lula spécifiquement dirigé vers ce mouvement social ou sur ce mouvement social, au-delà de celles auxquelles nous nous attendions à voir. La même chose pourrait être dite sur le mot « *Movimento* ».

**Tableau 7.25**

| Discours du président Lula (tous les sous-corpus) | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *Sem* » (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *Movimento* » (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *Terra* | +50 | *sem* | +11 | *Terra* | +50 | *companheiros* | +6 |
| *Movimento* | +50 | *Direção* | +11 | *Sem* | +50 | *dos* | +5 |
| *Contag* | +29 | *passeata* | +9 | *Sindical* | +21 | *uma* | +5 |
| *Walmir* | +14 | *falar* | +8 | *Contag* | +15 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *dos* | +12 | *crédito* | +5 | *Direção* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *Fetraf* | +12 | *paz* | +5 | *do* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Comme le logiciel puise dans un nombre très restreint de phrases (précisément 59, puisque les 41 autres où « *sem-terra* » apparaît écrit ainsi, sans majuscules, ne sont pas incluses dans les calculs du logiciel[115]), le nombre de cooccurrents est très limité. Bien sûr « *Sem* », « *Terra* » et « *Movimento* » sont étroitement liés; la Contag (Confédération des travailleurs agricoles) et la Fetraf (Fédération des travailleurs de l'agriculture familiale) sont, sans surprise, associées dans le discours de Lula au MST, ainsi que Walmir, simplement le nom de l'un de ses dirigeants. Pour sa part, « *Direção* » (Direction) est, bien entendu, la tête du mouvement. Les mots plus intéressants sont ceux de la fin de la liste, « *passeata* » (manifestation), « *falar* », « *crédito* » et « *paz* ». Du côté de « *Movimento* », il y a encore moins de surprises ou même aucune, puisque normalement « *movimento sindical* » doit s'écrire sans majuscules ce qui explique le pourquoi de l'association plus étroite de « *Movimento* » et de « *Sem-Terra* ».

En ce qui concerne les poly-occurrences, les résultats n'ont pas été plus concluants puisque l'habitude de Lula de faire des longues introductions dans ces discours, où il cite et il félicite les « *companheiros* » présents, n'a fait qu'associer les cooccurrents listés ci-dessus avec « *cumprimentar* » (féliciter) et « *quero* » (je veux) et presque rien de plus. Cela ne fait que démontrer les limites de l'analyse du discours avec l'assistance d'un ordinateur quand la

[115] Si nous avions cherché les cooccurrences liées à « sem » et à « terra » en minuscules, nous n'aurions pas pu cibler ce que Lula dit sur le Mouvement des sans-terre, puisque les deux mots écrits de cette façon se rapportent à beaucoup d'autres choses qu'à ce mouvement et à ses membres.

quantité de texte est trop petite.

De cette manière, nous avons décidé d'aller directement à la source et de lire les 100 phrases où « sem terra », avec ou sans majuscules, apparaît dans le discours de Lula. Ce que nous avons trouvé dans cette lecture est très similaire à ce que Lula dit à ses anciens « *companheiros* » de syndicat. Lula, bien sûr, se solidarise et défend le MST, mais il l'admoneste aussi concernant les dangers d'une radicalisation et il le met sur un pied d'égalité avec d'autres secteurs de la société, en incluant à l'occasion les grands propriétaires terriens ou les hommes d'affaires. Encore une fois, nous avons choisi des exemples de phrases que nous trouvons représentatives de cette façon toute particulière que Lula a de transiger avec ses interlocuteurs, mais en imposant néanmoins des limites aux revendications prétendues. Nous tenons à préciser, si cela n'était pas encore clair, que nous incluons ici toutes les phrases de Lula sur les « sans-terre » et non celles qu'il a adressées aux « sans-terre ». Les traductions approximatives sont, comme d'habitude, les nôtres.

Sur son engagement avec le Mouvement des Sans-Terre :

> Em julho, estaremos aqui de volta, e o companheiro Walmir[116] pode ficar certo, se vocês estiverem na passeata dos **Sem-Terra** de Goiás até Brasília, vocês podem estar radicalizados ou não, lá estarei para receber os companheiroas **Sem-Terra**. (Lula, discours au mouvements sociaux et aux syndicats de 2005)
>
> (En juillet, nous reviendrons ici et le compagnon Walmir peut être certain, si vous êtes dans la marche des **Sans-Terre** de Goias à Brasília, je serai là-bas pour recevoir mes compagnons **Sans-Terre**, même si vous vous êtes radicalisés.)

> Agora, eu duvido que, desde que o **Sem Terra** nasceu, na década de 80, alguém tem tratado os **sem terra** com o respeito que eu tenho tratado e sei que, no estado, também o Governador tem boa política com os **sem terra** e sei que o Prefeito trata os **sem terra** com un carinho muito grande. (Lula, discours sur l'action économique du gouvernment de 2006)
>
> (Or, je doute que depuis que le mouvement des **Sans-Terre** est né, dans les années 1980, quelqu'un ait traité les **sans-terre** avec le respect que je leur ai démontré et je sais que, dans cet État-ci, le gouverneur a une bonne entente avec les **sans-terre** et je sais que le maire traite les **sans-terre** avec beaucoup d'égard.)

---

[116] Il faudrait préciser que le *companheiro* Walmir est membre de la Direction nationale des Sans-Terre.

Sur le traitement égal qu'il réserve à toutes les classes sociales et tous les secteurs de la société brésilienne, en incluant les « sans-terre » :

Quando o problema chega à minha mesa eu tento, sempre que possível, criar uma política de conciliação para que nenhuma parte possa sofrer com a decisão, seja empresário ou seja trabalhador **sem-terra**, seja índio ou seja um outro empresário, todos são brasileiros e nós precisamos tentar cuidar para que as nossas posições impliquem soluções para todas as pessoas. (Lula, discours sur l'action sociale du gouvernement de 2006)

(Quand le problème arrive à mon bureau j'essaye, dans la mesure du possible, de créer une politique de conciliation pour qu'aucune partie intéressée ne puisse être lésée par une décision, soit-il un homme d'affaires ou un travailleur **sans-terre**, soit-il un indien ou un autre homme d'affaires, ils sont tous des Brésiliens et nous devons essayer de prendre soin que nos décisions impliquent des solutions pour toutes les personnes.)

Não há empresário que queira consersar comigo que eu não receba, mas no mesmo gabinete em que senta o empresário, senta um companheiro do Movimento **Sem**-Teto, senta um **Sem-Terra**, senta um grande agricultor, senta un deficiente. (Lula, discours sur l'action économique du gouvernement en 2007)

(Il n'y a pas d'homme d'affaires qui veuille me parler qui n'est pas reçu par moi, mais dans le même bureau où s'assoit l'homme d'affaires s'assoit aussi un compagnon du mouvement des **Sans**-Toit; s'assoit un **Sans-Terre**; s'assoit un grand propriétaire rural; s'assoit une personne handicapée.)

Sur les dangers d'une radicalisation et sur le besoin de patience :

Chamo a atenção dos **sem-terra** e também dos proprietários rurais: O Governo tem seu tempo e seu prazo, e a radicalização, nesse momento, não traz benefício a ninquém. (Lula, discours à la nation de 2004)

(J'appelle à l'ordre les **sans-terre** et aussi les propriétaires ruraux : le gouvernement a son temps et son délai et la radicalisation, à ce moment-ci, ne peut pas apporter de bénéfice à qui que ce soit.)

Eu acho que tanto a liderança do Movimento **Sem-Terra** quanto o Presidente da República podem ter as divergências que quiserem ter, mas em nenhum momento o povo pode pagar o preço da insensataz que a gente possa cometer. (Lula, discours aux mouvements sociaux et syndicats de 2005)

(Je crois que le leadership du Mouvement des **Sans-Terre** et le président de la République peuvent avoir tous les différends qu'ils veulent, mais en aucun moment le

peuple ne doit payer le prix les folies que nous puissions faire.)

Nous voyons que le discours construit autour des « sans-terre » soit-il adressé directement aux « sans-terre » ou pas, porte beaucoup plus sur l'entente et sur la modération que sur la radicalisation et sur la confrontation. Certains pourraient même dire qu'il s'agit d'un discours d'un gouvernement démobilisateur, qui essaye d'amadouer les mouvements sociaux et les syndicats combatifs par la cooptation (Druck, 2006). Il reste encore une fois qu'il n'y a pas de trace d'une quelconque polarisation dans le discours de Lula, même quand il s'agit du mouvement social le plus combatif au Brésil et d'un proche allié du gouvernement. Bien au contraire, c'est la conciliation et la convergence d'intérêts qui sont à l'honneur dans les allocutions de Lula. Les « ennemis du peuple » sont complètement invisibles dans son discours aux mouvements sociaux ou sur les mouvements sociaux. Se pourrait-il que le discours de Lula ne respecte pas ce ton conciliant ailleurs? Nous ne le croyons pas, puisque c'était ici, dans la communication avec ses alliés les plus rebelles que le ton « populiste » avait le plus de chance de se manifester. Cependant, avant d'analyser le discours de Cardoso pour des symptômes possibles de « néolibéralisme », nous allons regarder très brièvement le discours sur l'action sociale du gouvernement Lula, qui pourrait être un locus de « populisme ».

**Tableau 7.26**

| Principales spécificités du discours sur l'action sociale du gouvernement du président Lula (mot ou expression/valeur de la spécificité) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| *pessoas* | +50 | *Família* | +41 | *juventude* | +29 |
| *escola* | +50 | *as pessoas* | +41 | *famílias* | +28 |
| *vocês* | +50 | *Consea* | +40 | *Fome* | +28 |
| *gente* | +50 | *profissão* | +39 | *deficiência* | +28 |
| *crianças* | +50 | *Bolsa Família* | +39 | *as mulheres* | +28 |
| *Patrus* | +50 | *educação* | +37 | *Fome Zero* | +27 |
| *casa* | +50 | *dinheiro* | +37 | *agricultura familiar* | +27 |
| *mãe* | +50 | *idade* | +37 | *família* | +27 |
| *mulher* | +50 | *vai* | +35 | *Saúde* | +27 |
| *pessoa* | +50 | *minha mãe* | +35 | *Paulinho* | +27 |
| *a gente* | +50 | *familiar* | +33 | *água* | +27 |
| *eu* | +50 | *universidade* | +33 | *uma profissão* | +26 |
| *mulheres* | +48 | *é* | +31 | *sociedade* | +25 |
| *pobre* | +47 | *filho* | +31 | *jovens* | +25 |
| *fome* | +46 | *Programa* | +31 | *uma pessoa* | +24 |
| *remédio* | +46 | *luz* | +30 | *dentes* | +24 |
| *mil* | +45 | *pai* | +29 | *direitos* | +24 |
| *criança* | +42 | *a escola* | +29 | *programa* | +24 |
| *Bolsa* | +42 | *reais* | +29 | *filhos* | +23 |

Un bref examen du tableau ci-dessus nous donne déjà une bonne idée du ton et du genre de récit qui caractérisent le discours sur l'action sociale du président Lula. Le ton est très clairement informel, avec la prédominance relative très nette des mots familiers « *vocês* » et « *a gente* ». Qui plus est, le récit semble tourner en grande partie autour de la famille, comme témoignent les fortes spécificités de « *casa* » (maison), « *mãe* » (mère), « *mulher* » (femme), « *criança* » (enfant), « *familiar* » (familial), « *filho* » (enfant), « *pai* » (père), « *famílias* » (familles), « *as mulheres* » (les femmes), « *agricultura familiar* » (agriculture familiale), « *família* » (famille) et « *filhos* » (enfants). Ce récit sur la famille est accompagné d'une touche très personnelle du président Lula qui ajoute « *minha mãe* » (ma mère) aux expressions relativement plus utilisées dans ce sous-corpus. Quant aux principales questions touchées dans ce discours, l'éducation représentée par « *escola* » (école), « *educação* » (éducation) et « *universidade* » (université), la santé représentée par « *remédio* » (médicament), « *Saúde* » (santé) et « *dentes* » (dents) et les problèmes d'accessibilité à des services urbains représentés par « *luz* » (électricité) et « *água* » (eau), semblent accaparer les

thématiques du discours de Lula sur l'action sociale de son gouvernement. Sans surprise, les principaux programmes d'action contre la pauvreté du gouvernement, le « *Bolsa Família* » et le « *Fome Zero* » sont également à l'honneur dans le discours « *lulista* », ainsi que « *Patrus* », le prénom du ministre responsable de l'implantation de ces deux programmes et « *fome* » (faim) et « *pobre* » (pauvre). Aussi, la présence de « *sociedade* » (société) et de « *direitos* » (droits) suggère une touche de discours démocratique et civique dans ce sous-corpus des allocutions de Lula.

Ainsi, il semblerait y avoir trois récits différents qui s'entrecroisent. Deux d'entre eux seraient plus « institutionnels », c'est-à-dire le discours sur les politiques prioritaires de l'action du gouvernement (l'éducation et la santé) et le discours « civique » sur la société et sur les droits individuels. Le troisième, le discours sur la famille, pourrait être un mélange d'une forme narrative « politique » sur la famille en tant que récipiendaire privilégié de l'aide de l'État (*Bolsa Família* oblige…), mais aussi d'un sous-récit personnel dont la famille du président, et en particulier la mère du président, serait le centre. Nous allons regarder les cooccurrences principales de chaque récit et chercher les indices possibles qui pourraient caractériser ce sous-corpus comme « populiste ».

**Tableau 7. 27**

| Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *educação* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *saúde* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *investimento* | +33 | *país* | +6 | *bucal* | +50 | *médico* | +8 |
| *qualidade* | +27 | *aula* | +6 | *pública* | +21 | *Humberto* | +8 |
| *investir* | +24 | *revolução* | +6 | *área* | +18 | *assistência* | +7 |
| *gasto* | +19 | *cultura* | +6 | *educação* | +17 | *hospitais* | +7 |
| *saúde* | +17 | *centavo* | +6 | *tratada* | +17 | *dentes* | +6 |
| *Fundeb* | +14 | *retorno* | +6 | *Saúde* | +16 | *doença* | +6 |
| *professores* | +10 | *desenvolvido* | +6 | *qualidade* | +15 | *Costa* | +6 |
| *crianças* | +9 | *cuidou* | +6 | *tratamento* | +15 | *capacitação* | +6 |
| *brasileira* | +9 | *fundamental* | +5 | *centros* | +12 | *posto* | +6 |
| *área* | +9 | *diz* | +5 | *saneamento* | +11 | *população* | +5 |
| *ensino* | +8 | *básica* | +5 | *boca* | +11 | *dente* | +5 |
| *Educação* | +8 | *humanidade* | +5 | *cuidar* | +10 | *segurança* | +5 |
| *gastar* | +8 | *infantil* | +5 | *questão* | +9 | *trata* | +5. |
| *investido* | +8 | *Nação* | +5. | *agentes* | +9 | *profissionais* | +5 |
| *cadeia* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *tratar* | +8 | *médica* | +5 |
| *sexual* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *básico* | +8 | *postos* | +5 |

Le discours de Lula sur l'éducation et de la santé dans le sous-corpus sur l'action sociale du gouvernement ne semble pas contenir des cooccurrences qui puissent indiquer un quelconque penchant pour le populisme de la part de son émetteur. Comme l'on peut l'apprécier dans le tableau ci-dessus, l'axe principal du discours de Lula sur l'éducation semble s'organiser en grande partie autour du verbe « *investir* » (« *investimento* », « *investir* » et « *investido* »), dans l'acception d'employer des ressources financières pour obtenir un « retour » (*retorno*). Sur ce point, nous avons examiné les contextes (phrases) où ces deux mots se rencontrent et nous avons constaté que le président Lula fait un contraste entre « *investimento* » (investissement) et « *gasto* » (dépense), pour souligner que l'éducation serait en fait un investissement dans le futur du pays (« *país* ») représenté, bien évidemment, par « *crianças* » (enfants). Voici un exemple :

> Nós precisamos mudar a conceituação dos nossos dirigentes de que o dinheiro para **educação** não é **gasto**, dinheiro para **educação** é **investimento**, é **investimento** que tem **retorno** muito rápido. (Lula, 2006)
>
> (Nous avons besoin de changer l'idée de nos dirigeants [parce que] l'argent pour l'**éducation** n'est pas une **dépense** ; l'argent pour l'**éducation** est un **investissement**; est un **investissement** qui donne un **retour** très rapidement.)

La cooccurrence très forte de « *educação* » (éducation) et « *qualidade* » (qualité) découle du fait que l'intention du gouvernement serait de donner une éducation de qualité aux enfants brésiliens. Voici un autre exemple de contexte :

> Mas o ideal, o objetivo principal é pensar na **qualidade** de vida dessas **crianças**, na **qualidade** da **educação** dessas **crianças** e na oportunidade que essas **crianças** estão tendo. (Lula, 2003)
>
> (Mais l'idéal, l'objectif principal c'est de penser à la **qualité** de vie de ces **enfants**, à la **qualité** de l'**éducation** de ces **enfants** et à l'opportunité que ces **enfants** sont en train d'avoir.)

Quant au discours autour de la santé et de ses cooccurrences, les cooccurrences « *bucal* » (buccal), la plus forte de toutes, ainsi que « *boca* » (bouche), « *dentes* » (dents) et « *dente* » (dent) sautent aux yeux. Cela découle du fait qu'en 2004 le gouvernement Lula créa le programme *Brasil Sorridente* (Brésil souriant), une large initiative pour pallier le manque de traitements odontologiques dans le milieu des Brésiliens plus pauvres. Sur ce point particulier, le président Lula insiste sur le fait que, selon ses dires, la santé buccale des Brésiliens n'avait pas été traitée sérieusement auparavant et, quelquefois, il attribue ce manque de sérieux au fait que les problèmes de manque de soins buccaux n'étaient pas un problème de riches.

> O que nós queremos, é que o pobre tenha a sua **boca tratada** com a mesma dignidade que tem qualquer outro cidadão neste país, porque a **saúde bucal** nunca foi **tratada** com respeito no Brasil, porque rico não tem dor de **dente**, dor de **dente** é coisa de pobre e se é coisa de pobre não havia interesse em dar um **tratamento** especial. (Lula, 2004)
>
> (Ce que nous voulons, c'est que le pauvre ait sa **bouche** traitée avec la même dignité que n'importe quel autre citoyen de ce pays, parce que la **santé buccale** n'a jamais été **traitée** avec respect au Brésil, et cela, parce que les riches n'ont pas mal aux

**dents**. Le mal de **dents** est une chose de pauvres et comme c'est une chose des pauvres, il n'y avait pas d'intérêt à lui donner un **traitement** particulier.)

Finalement, nous pouvons dire que nous avons trouvé un élément de polarisation populiste dans l'opposition entre riches et pauvres dans la phrase ci-dessus. Toutefois, le nombre de phrases où cette opposition se déploie est trop petit pour que nous puissions dire que le discours de Lula sur l'action sociale de son gouvernement serait carrément populiste. L'opposition entre riches et pauvres apparaît exactement dans 27 phrases du sous-corpus que nous sommes en train d'analyser, ce qui ne fait pas beaucoup. Plus encore, l'opposition entre les pauvres et les riches de la population brésilienne ne se réalise vraiment que dans 11 de ces phrases. Dans les 16 phrases restantes, l'opposition n'est pas entre les Brésiliens pauvres et les Brésiliens riches, mais entre les États brésiliens riches et les États brésiliens pauvres et entre les pays riches et les pays pauvres. Cela a été une découverte étonnante dans notre recherche parce que nous ne nous attendions pas à trouver que l'opposition qui était apparue dans le discours international allait se reproduire dans le discours domestique. Nous allons commenter la signification de cela ultérieurement. En ce qui concerne les 11 phrases où l'opposition entre les Brésiliens riches et pauvres se confirme, leur rareté ne nous permet pas d'affirmer la précense d'un populisme dans le discours « *lulista* ».

Mais peut-être que le récit centré sur la famille, qui montre les signes d'un discours plus personnel, pourra contenir davantage de caractéristiques populistes.

**Tableau 7. 28**

| Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *família* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *mãe* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *sua* | +32 | *jovem* | +6 | *minha* | +50 | *analfabetos* | +8 |
| *casa* | +18 | *cuida* | +5 | *filhos* | +21 | *rabo* | +8 |
| *dentro* | +14 | *irmãos* | +5 | *filho* | +18 | *ela* | +7 |
| *mãe* | +13 | *manter* | +6 | *pai* | +17 | *irmão* | +7 |
| *pai* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x | *casa* | +17 | *filha* | +7 |
| *desagregação* | +12 | *x.x.x.x.x* | x.x | *família* | +16 | *irmãos* | +7 |
| *cuidar* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x | *oito* | +15 | *morreu* | +7 |
| *própria* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x | *tinha* | +15 | *jovem* | +6 |
| *sustentar* | +11 | *x.x.x.x.x* | x.x | *analfabeta* | +12 | *digo* | +6 |
| *recuperar* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x | *dentro* | +11 | *formação* | +6 |
| *estrutura* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *criança* | +11 | *chegou* | +6 |
| *harmonia* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *profissão* | +10 | *aprendi* | +6 |
| *sustento* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *fui* | +9 | *brigando* | +6. |
| *filhos* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x | *cuidar* | +9 | *sabe* | +5 |
| *vezes* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Senai* | +9 | *idade* | +5 |
| *criança* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *Minha* | +9 | *diploma* | +5 |
| *filho* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x | *irmãs* | +9 | *sagrado* | +5 |
| *emprego* | | *x.x.x.x.x* | x.x | *saia* | +8 | *copo* | +5 |

Les cooccurrences du mot « *família* », illustrées ci-dessus, montrent que le récit spécifique sur la famille se construit sans surprise autour des constituants principaux et traditionnels de celle-ci, c'est-à-dire la « maison » (*casa*), la « mère » (*mãe*), le « père » (*pai*) et les « enfants » (*filhos*). De plus, les verbes et les noms associés à ce mot dénotent une préoccupation de la stabilité et de la viabilité de la vie familiale des Brésiliens. C'est le cas de « *cuidar* » (prendre soin), « *sustentar* » (entretenir), « *recuperar* » (récupérer), « *estrutura* » (structure), « *harmonia* » (harmonie), « *sustento* » (entretien), « *cuida* » (prend soin) et « *manter* » (maintenir). De toute évidence, c'est un discours que l'on pourrait qualifier de conservateur, qui se conforme à certains canons idéologiques qui affirment l'importance d'une structure familiale harmonieuse où la mère et le père jouent leurs rôles respectifs. Toutefois, il n'y a pas d'indication d'un discours proprement populiste dans cette partie du

sous-corpus.

Par contre, les cooccurrences autour du mot-pôle « mãe », laissent entrevoir une pratique narrative non pas sur les mères brésiliennes en général, mais sur la mère de Lula elle-même, comme le suggère l'attraction extrêmement forte de ce mot sur l'adjectif « *minha* » (ma). Nous avons examiné les contextes de rencontre de ces deux mots et nous avons confirmé l'existence d'un récit très personnel dans cette partie du sous-corpus, où Lula raconte sa vie et celle de sa famille. Ce récit se déploie dans 95 phrases ou après près de 3.500 mots, ce qui n'est pas négligeable, même dans un corpus aussi imposant que le nôtre. Dans ce récit sur la famille, Lula apparaît comme le fils de sa mère, une femme qui, malgré son illettrisme et sa pauvreté, lui aurait inculqué le courage et la rectitude qui lui auraient permis de réussir sa vie. Nous citons ici en traduction libre quelques exemples de phrases qui se répètent en fait presque *ad nauseam* dans ce récit « *lulista* ». Les mots en caractères gras, comme d'habitude, ce sont ceux des cooccurrences qui apparaissent dans le dernier tableau ci-dessus.

> Não foram poucas as noites em que a gente não teve o que comer, mas por conta da **formação** moral da **minha** **mãe**, por conta da **formação** religiosa da **minha** **mãe** e por conta dos compromissos que **ela** tinha com seus **filhos**, **ela** criou os **oito filhos**, todos aprenderam uma **profissão**, todos casaram e um **chegou** até a presidente da República deste país. (Lula, 2005)
>
> (Elles n'ont pas été peu nombreuses ces nuits où nous n'avions pas à manger, mais à cause de la **formation** morale de **ma** **mère**, à cause de la **formation** religieuse de **ma** **mère** et à cause de l'engagement qu'**elle** avait pour ses **enfants**, **elle** a élevé **huit enfants**, tous ont appris un **métier**, tous se sont mariés et l'un d'entre eux a réussi à **arriver** à la présidence de la République.)

> A **mãe** joga um papel extraordinário em manter a **família** unida, porque eu saía da escola, passava numa feira, eu tinha uma vontade de comer uma pêra, uma maçã, coisa que eu nunca tive possibilidade, e eu não tinha coragem de pegar, porque eu tinha no caráter da **minha** **mãe** a **minha** referência. (Lula, 2005)
>
> (Une **mère** joue un rôle extraordinaire pour maintenir une **famille** unie, parce que je sortais de l'école et quand je passais par un marché, j'avais envie de manger une poire ou une pomme, des choses que je n'avais pas la possibilité d'acheter, mais je n'avais pas le courage d'en voler parce que j'avais **ma** référence dans le caractère de **ma** **mère**.)

Eu achei que **minha mãe** teve uma coragem imensa, porque sair de Pernambuco com **oito filhos** grudados na sua **saia**, pegar um pau-de-arara e ir para Santos, para se encontrar com o marido, com o nosso **pai,** e, ao chegarmos lá, encontrar meu **pai** já casado com outra e com um monte de **filhos**, e essa mulher não se abalar e conseguir criar os **oito filhos**. (Lula, 2003)

(Je crois que **ma mère** a eu un courage immense, parce que laisser le Pernambouc avec **huit enfants** agrippés à sa **robe** dans un *pau de arara* et s'en aller à Santos pour rencontrer son mari, notre **père**, et, en arrivant là-bas, trouver mon **père** marié déjà avec une autre et avec plusieurs **enfants** et ne pas se laisser ébranler [par cela] et élever **huit enfants**...)

Mais on devine dans ce discours que la mère de Lula ne serait pas seulement sa mère à lui, elle serait aussi, en quelque sorte, l'incarnation de toutes les mères, ce qui ferait de lui un fils de toutes les mères brésiliennes. Et si lui-même a réussi sa vie, cette réussite pourrait aussi être celle de tous les Brésiliens pauvres comme lui. Ainsi, la mère et la famille de Lula (en incluant, bien sûr, Lula lui-même) sont une métaphore d'un avenir meilleur ouvert à tous les Brésiliens malgré les grandes difficultés que ceux-ci puissent rencontrer. Encore une fois, nous reproduisons des exemples de phrases dont le thème se répète plusieurs fois dans les contextes examinés.

Eu credito isso à estrutura moral da **minha mãe**, eu credito isso à **estrutura** moral de uma **mãe** que sabia **cuidar** dos **filhos**, como milhões de mães sabem cuidar. (Lula, 2006)

(J'attribue cela à la **structure** morale de **ma mère**, j'attribue cela à la **structure** morale d'une **mère** qui savait s'**occuper** de ses **enfants**, comme des millions de mères le savent aussi.)

E é por isso que a **minha mãe** é uma referência porque ela, sozinha – que deve ser a situação da **mãe** ou do **pai** de alguns de vocês – **analfabeta**, resolveu se separar do meu **pai.** (Lula, 2005)

(Et c'est pour cela que **ma mère** est une référence, parce qu'elle, toute seule – comme ça doit être la situation de la **mère** ou du **père** de plusieurs d'entre vous – **illettrée**, prit la résolution de se séparer de mon **père**.)

A **minha mãe**, uma guerreira que, sozinha, deu proteção e amparo aos **filhos** ameaçados pela seca, pela fome e pelas doenças que tantos nordestinos e nordestinas conhecem. (Lula, 2007)

(**Ma mère,** une **femme** courageuse qui, toute seule, a donné de la protection et de l'aide à ses **enfants** menacés par la séchéresse, par la faim et par les maladies que beaucoup de *nordestinos* et *nordestinas* connaissent.)

Porque um retirante nordestino, que sai daqui com sete anos de **idade**, com **oito filhos, oito irmãos** agarrados no "**rabo** da **saia**" da **minha mãe**, chegar em São Paulo, sobreviver e chegar à Presidência da República, deve ser uma motivação e um exemplo para vocês, que podem acreditar que podem chegar lá, é só vocês não desistirem. (Lula, 2007)

(Parce qu'un migrant *nordestino* qui est parti d'ici à l'âge de sept ans, avec **huit frères** agrippés à la **robe** de **ma mère**, et qui a survécu et qui a réussi à arriver à la présidence de la République, cela doit être une motivation et un exemple pour vous, qui pouvez croire que vous aussi pouvez y arriver, il suffit de ne pas laisser tomber.)

Nous voyons que le récit de la famille Lula est l'histoire d'une réussite et non pas la saga de miséreux exploités et sans espoir, dont l'issue heureuse resterait dans des changements politiques et économiques apportés par une quelconque révolution. Non, la pratique narrative sur le chemin parcouru par Lula et sa famille serait plutôt idéologiquement libérale, par la notion que la réussite serait à la portée de tous, et aussi conservatrice par l'association de la réussite à la rectitude morale, au travail dur et à l'union familiale, dont la mère courageuse serait la clé de voûte essentielle. Il est surprenant de constater que le discours plus affectif et plus personnel de Lula est en fin de compte un plaidoyer pour le travail acharné et pour l'honnêteté à toute épreuve, même dans des conditions plus difficiles, et peut-être surtout dans les conditions les plus difficiles.

A **minha mãe** nunca permitiu que a gente desanimasse, mesmo quando a gente não tinha comida em **casa**, não havia espaço ou motivação para a gente desistir, mesmo na desgraça **ela** ficava dizendo para a gente : "Levanta a cabeça que amanhã vai ser melhor, vamos acreditar que amanhã é possível" e, graças a Deus, eu cheguei onde cheguei porque aos 14 anos de idade eu consegui entrar numa empresa que me mandou para o **Senai** e eu fiz um curso de torneiro mecânico. (Lula, 2007)

(**Ma mère** ne nous a jamais permis de baisser les bras, même quand il n'y avait pas de la nourriture à la **maison**, qu'il n'y avait pas d'opportunité ou de la motivation pour nous démissionner, [parce que] même dans une situation catastrophique elle nous disait constamment : « Lève ta tête et demain ça ira mieux, croyons que demain ça sera possible » et, par la grâce de Dieu, je suis arrivé où je suis arrivé parce qu'à 14 ans, j'ai réussi à rentrer dans une entreprise qui m'a envoyé au **Senai** et j'ai suivi un cours pour

devenir un opérateur de machine-outil.)

Cette dernière phrase illustre un autre thème répété à satiété par Lula : la chance d'avoir eu l'opportunité de suivre un cours professionnel et l'énorme différence que cela a fait dans sa vie, le catapultant d'une vie misérable à un avenir beaucoup plus prometteur, avec la propriété d'une maison et des produits de consommation.

> Por conta desse **diploma** profissional, eu fui o primeiro **filho** da **minha mãe** a ter uma **casa**, **fui** o primeiro a ter um carro, **fui** o primeiro a ter uma geladeira, **fui** o primeiro a ter uma televisão e fui o primeiro **filho** da **minha mãe** a ganhar mais que **oito** salários mínimos, por conta da **profissão** que **aprendi** no **Senai**. (Lula, 2007)
>
> (À cause de mon **diplôme** professionnel, j'ai été le premier **enfant** de **ma mère** qui a eu une **maison**, **j'ai été** le premier à avoir une voiture, **j'ai été** le premier à avoir un réfrigérateur, **j'ai été** le premier à avoir une télévision et **j'ai été** le premier **enfant** de **ma mère** à gagner plus de **huit** salaires minimums, à cause du **métier** que j'ai appris au **Senai**.)

L'opportunité d'avoir étudié et surtout l'opportunité d'avoir étudié dans une institution de l'État (souvenez-vous que le Senai fut créé par le gouvernement Vargas) atténue un peu la teneur « libérale » de ce discours de Lula et ajoute le côté « social » auquel l'on pourrait s'attendre. En fin de compte, le discours « lulista » sur l'action sociale de son gouvernement a comme thème principal l'inclusion sociale, ce qui n'est pas le cas du discours libéral ou néolibéral qui place l'effort individuel avant tout. Néanmoins, il est intéressant de noter que ce mélange d'inclusion sociale avec effort individuel, qui est présenté comme la voie de la réussite par le discours « lulista », semble aller comme un gant dans la main de cet État « social-libéral » qui, tout en misant sur la croissance d'une économie de marché, fait aussi la promotion de la démocratisation des opportunités. Certes, les deux ne seraient pas du tout incompatibles. Au contraire, l'accès d'un plus grand nombre à une vie meilleure, comprise comme l'accès à certains services essentiels, mais comprise aussi comme la possibilité de s'acheter des biens de consommation durables et même un immeuble, ne ferait qu'augmenter le marché domestique et aider la croissance économique. Et la vie de Lula, et aussi celle de milliers d'ouvriers comme lui qui avaient profité de l'expansion de l'industrie brésilienne pour gagner beaucoup plus que le maigre salaire

minimum, seraient en quelque sorte la confirmation vivante de tout cela. Il n'est donc pas surprenant que son récit plus personnel soit idéologiquement à la fois « libéral », « social », « conservateur » et « développementiste ».

Il ne nous manque que de poser la question à laquelle nous essayons de répondre depuis le début de cette analyse : ce récit personnel de Lula, est-il populiste? Encore une fois, nous arrivons à la conclusion qu'il ne l'est pas parce qu'il n'a pas de polarisation ni de manichéisme en vue. Bien sûr, nous avons vu que, ici et là, une certaine rancune fait surface quand la situation des pauvres est comparée à celle des riches, mais il serait surprenant si ce n'était pas le cas. Malgré cela, ce récit prône avant toute autre chose l'effort personnel et la moralité comme éléments d'une réussite qui est présentée toujours comme une réussite individuelle, même si celle-ci dépend aussi de la démocratisation des opportunités par l'intervention de l'État. En aucun moment (ou presque), le récit de Lula n'attribue le sort des moins nantis à des ennemis de classe ou d'autres, malgré le fait que dans de rares occasions, il fait référence aux résistances que ses initiatives suscitent. Ironiquement, par l'invocation de son histoire personnelle, qui est celle d'une belle réussite individuelle, Lula aurait, en dépit de l'émotivité de son discours, écarté une possible dualité entre un « nous » condamné à la misère et à l'insuccès et un « eux » qui en seraient les responsables. Le populisme n'est pas là.

Le reste du discours de Lula sur l'action sociale de son gouvernement est encore plus éloigné, même beaucoup plus éloigné d'un discours que l'on pourrait qualifier de populiste, à commencer par le récit civique autour de la société civile, des droits de l'homme et de la démocratie qui y est présent et que nous avions détecté par l'examen des principales spécificités de ce sous-corpus.

**Tableau 7.29**

| Discours sur l'action sociale du gouvernement Lula | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *sociedade* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *direitos* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *brasileira* | +50 | *planejamento* | +8 | *humanos* | +50 | *sejam* | +5 |
| *civil* | +50 | *criar* | +7 | *seus* | +21 | *Humanos* | +5 |
| *setores* | +20 | *direitos* | +7 | *questão* | +15 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *Estado* | +19 | *justa* | +7 | *defesa* | +13 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *organizada* | +18 | *padrão* | +7. | *cidadania* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *entre* | +16 | *papel* | +6 | *deveres* | +10 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *segmentos* | +15 | *participar* | +6 | *mulheres* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *entidades* | +13 | *parcerias* | +6 | *sendo* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *governo* | +12 | *diálogo* | +6 | *cidadãos* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *participação* | +11 | *médios* | +6 | *Constituição* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *organizações* | +10 | *convencimento* | +6 | *defender* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *segmento* | +10 | *nossa* | +5 | *sociedade* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *toda* | +9 | *responsabilidade* | +5 | *luta* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *relação* | +9 | *penso* | +5 | *democracia* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *solidária* | +8 | *parcela* | +5 | *entidades* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *envolver* | +8 | *debate* | +5 | *fundamentais* | +7 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *abuso* | +8 | *democrático* | +5 | *deficiência* | +6 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *conselhos* | +8 | *relacionamento* | +5 | *pelos* | +5 | *x.x.x.x.x* | x.x |

Comme il est possible de constater par l'examen des cooccurrences autour des mots-pôles « *sociedade* » (société) et « *direitos* » (droits), le discours civique de Lula ne semble pas contenir même un soupçon de polarisation populiste. Bien au contraire, les cooccurrences de « *sociedade* », telles que « *participação* » (participation), « *relação* » (relation), « *solidária* » (solidaire), « *participar* » (participation), « *parcerias* » (partenariats), « *diálogo* » (dialogue), « *convencimento* » (persuasion) et « *debate* » (débat), pointent clairement vers un partenariat entre la société « civile » (*civil*) et ses différents « segments » (*segmentos*), « secteurs » (*setores*) ou « entités » (*entidades*) et l'« État » (*Estado*) ou le « gouvernement » (*governo*) comme thème principal de ce récit. Nous pouvons aussi dire que les cooccurrences liées à « *direitos* » forment un discours axé sur la défense des droits de l'homme, comme en témoigne l'« attraction » que ce mot exerce sur « *humanos* » (humains),

« *defesa* » (défense), « *defender* » (défendre), « *luta* » (lutte), « *Constituição* » (Constitution), « *cidadãos* » (citoyens) et autres cooccurrences.

Quant au récit organisé autour des programmes sociaux du gouvernement, notamment le *Bolsa Família*, où nous pourrions avoir encore l'espoir de trouver un discours avec un ton populiste, nous avons trouvé par l'examen des cooccurrences et par la lecture des contextes spécifiques de cette expression, que ce sous-discours de Lula ne contient pas non plus de polarisation ou de dichotomies manichéistes. Les cooccurrences liées à l'expression *Bolsa Família*, sont « *famílias* », « *Fome Zero* », plusieurs déclinaisons du verbe « *receber* » (recevoir), « *transferência* » (transfert), « *reais* » (bien sûr, la monnaie brésilienne) et des chiffres tels que « mil » (mille) et « *milhões* » (millions), pour ne citer que les principales. Ainsi, le discours « lulista » autour de son principal programme social semble être carrément banal et axé sur les chiffres et sur la performance de son programme phare, ce que nous avons corroboré par l'examen direct des contextes. Encore une fois, ici et là, il se réfère à ceux qui critiquent son programme comme étant des gens qui ne se préoccupent pas des pauvres, mais le ton du discours est plutôt une harangue sur les réalisations de son gouvernement et sur l'impact positif du *Bolsa Família*.

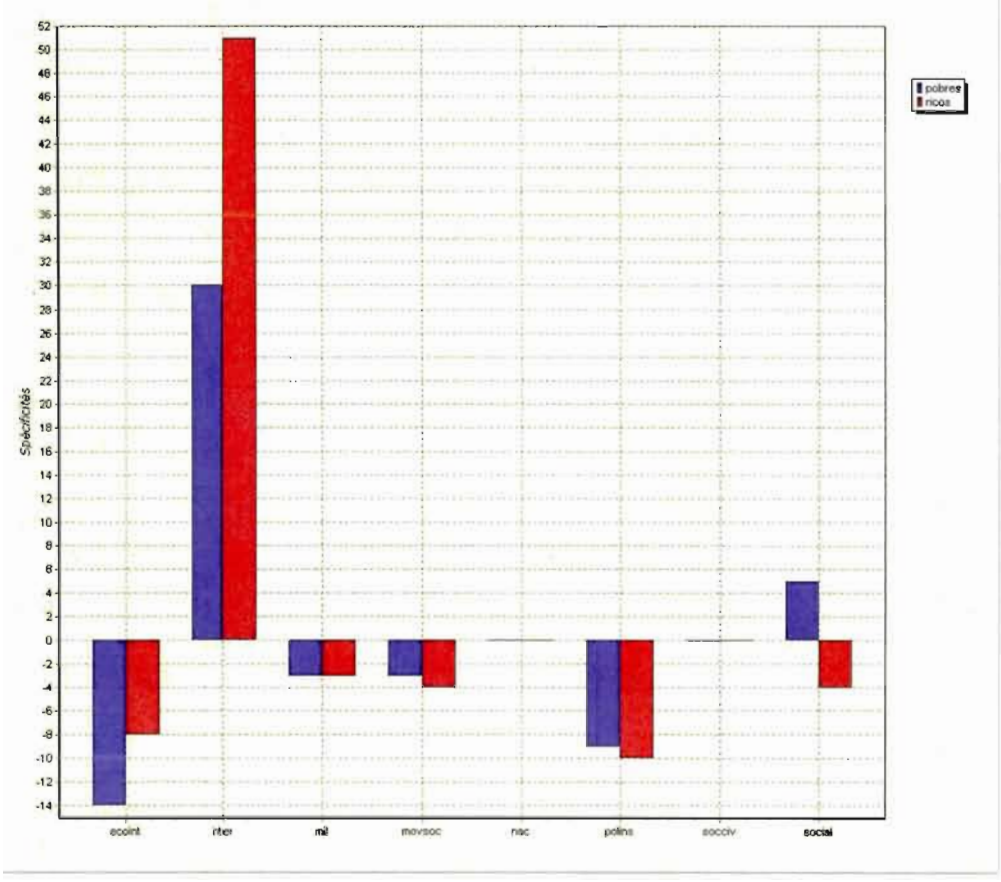
En conclusion, nous n'avons pas trouvé le discours populiste de Lula, là où il avait le plus de chance de se trouver, soit dans le discours aux mouvements sociaux et aux syndicats et dans le discours sur l'action sociale de son gouvernement, les deux contextes où le contact avec les moins nantis de la société brésilienne est établi. Et s'il ne se trouve pas dans ces contextes « populaires », les chances qu'il puisse se trouver ailleurs sont vraiment minces. Comme nous l'avons montré, le langage plus affectif, personnel et populaire se trouvait dans ces deux sous-corpus. Les autres sous-corpus (à l'exception, peut-être, du discours sur l'économie domestique) sont plus cérémonieux, destinés à un autre type de public et beaucoup moins propices au ton d'un discours populiste. Ce ne seront pas le discours politico-institutionnel, le discours aux militaires et même le discours à la nation (l'un des moins spontanés et affectifs chez Lula) que nous trouverons ce qui était absent dans le contact viscéral et direct avec les « *companheiros* » des syndicats et des mouvements sociaux et avec les bénéficiaires du *Bolsa Família*.

En fait, il est ironique de constater que c'est justement dans l'un des sous-corpus où le

langage est moins familier et relativement moins peuplé par les déictiques personnels que nous avons détecté une polarisation discursive. La seule opposition dans le discours « lulista » est celle qui fait le contraste entre les riches et les pauvres et celle-ci se trouve concentrée de manière écrasante dans le discours international, l'un des plus cérémonieux de Lula.

**Graphique 7.10**

Spécificités des mots « *pobres* » et « *ricos* » dans le discours présidentiel de Lula




Il est clair dans le graphique ci-dessus que le seul sous-corpus qui présente des spécificités positives (extrêmement fortes, par ailleurs) pour les deux mots est le discours international. En contraste, tous les autres sous-corpus, sauf un, présentent des spécificités négatives ou nulles pour les mêmes mots. De son côté, le discours sur l'action sociale du gouvernement présente une spécificité légèrement positive pour le mot « *pobres* », mais

négatif pour le mot « *ricos* », ce qui confirme la lecture que nous avons faite concernant l'insuffisance de la polarisation entre les « riches » et les « pauvres » dans ce sous-discours. Par contraste, la spécificité de « *ricos* » dans le discours international, qui est la plus forte qu'il soit, ne laisse aucun doute quant à l'identité de la cible des critiques de Lula, c'est-à-dire les « pays riches ». Ainsi, le seul semblant de « polarisation populiste » dans le discours de Lula opposerait les pays nantis aux pays pauvres. Par conséquent, à défaut de vouloir proposer l'existence d'un populisme de type nouveau, soit le « populisme internationaliste » où le leader serait seulement « populiste » lors des voyages à l'extérieur ou lors des visites des chefs d'État étrangers, nous réaffirmons notre conclusion d'avoir échoué à la tâche de trouver le « populisme » dans le discours présidentiel de Lula.

Il faudrait préciser aussi que nous ne sommes pas les seuls ni les premiers à ne pas voir dans le discours de Lula un exemple de populisme. C'est le cas d'Oro (2006), qui réalisa une analyse de l'efficacité symbolique du discours de Lula, dans laquelle il affirma que ce discours serait affectif et exprimé dans un langage accessible aux plus défavorisés, mais sans y voir un exemple de discours populiste. Cette opinion est partagée Ribeiro (2003), qui affirme que le style de discours de Lula n'est pas un signe de paternalisme ni de populisme de la part de Lula, il s'agirait plutôt « [..] *d'une communion construite au niveau affectif, entre lui et les citoyens* », qui est simplement « [...] *un modèle de communication qui fonctionne très bien* ». Une étude de Hawkins (2009) sur le discours politique a trouvé que le discours de Lula n'avait pas grand-chose de populiste. Son évalution sur le discours de Lula est très proche de la nôtre.

> With Lula, it is harder to find *any* speech that is strongly populist. We focus on him more in the following, but for now I will simply point out that none of his speeches have much in the way of a Manichaean quality. Instead, Lula tends to focus on narrow issues and avoids any kind of cosmic proportionality or to mention historic figures. He consistently emphasizes consensus and negotiation and, while briefly criticizing some individuals or opposition groups (e.g. former president Cardoso and wealthy Brazilians), he avoids characterizing these as evil. He does make brief mention of a popular will in some of his speeches, reminding the audience of his own working class origins and telling them that he understands their needs. Thus, his discourse [...] is not strongly

populist. (ibid., p. 1056)

Nous aurions pu écrire ces lignes ci-dessus nous-mêmes, malgré le fait que la méthode utilisée par Hawkins pour arriver à ces conclusions est très différente de celle que nous avons utilisée.

Mais nous avons encore quelques remarques à faire concernant ce discours populaire et affectif de Lula, qui semble très présent dans l'ensemble du discours de Lula, même s'il est beaucoup plus concentré dans certains sous-corpus. Ce discours n'est pas populiste, mais il est certainement populaire. Une des choses que notre analyse aurait contribué à démontrer de façon inattendue est que le discours populiste et le discours populaire ne sont pas nécessairement des synonymes. Le niveau du langage n'implique pas le populisme ou son absence. Si l'on faisait une comparaison entre le discours de Lula et, par exemple, celui de Getúlio Vargas (populiste classique) sur ce point particulier, le contraste pourrait être très révélateur puisque Vargas a toujours parlé un langage soigné. Sa relation avec « le peuple » pourrait être décrite comme celle d'un père plein de bonté envers ceux qui n'avaient pas, disons, son *habitus* de classe (nous rappelons que Vargas était un propriétaire terrien prospère), pendant que celle de Lula serait plutôt celle d'un frère, d'un égal qui puise une partie de sa légitimité par son appartenance à la classe des déshérités du Brésil, ses interlocuteurs privilégiés, mais sans polarisation ni manichéisme.

Bourdieu (2001) nous a dit que le champ de la production du politique, du discours politique, est une affaire de professionnels qui ont un *habitus*, un capital culturel et linguistique spécialisé (ibid., p. 218), mais dans le Brésil de Lula il semblerait qu'un certain manque de cet *habitus* serait plutôt un atout politique qu'un handicap. Hélio Jaguaribe (1954) avait déjà remarqué dans le premier article jamais écrit sur le populisme au Brésil que le politicien populiste Adhemar de Barros parlait de façon erronée. Et nous ajoutons que cette manière de parler qui, dans son cas, comme médecin de classe moyenne, ne pourrait qu'être délibérée, afin de se mettre « au niveau » de la foule. Nous avons nous-mêmes observé que dans ses discours, Cardoso saluait parfois la foule avec un « vive le peuple » qui sonnait un peu déplacé et forcé dans la bouche d'un intellectuel qui normalement employait un langage impeccable dans ses discours. Le cas de Lula est différent. Contrairement à ceux qui essayent

de parler le même langage des Brésiliens moins nantis, Lula le fait spontanément parce que cela est le langage qu'il a toujours utilisé : le langage des ouvriers et des immigrés pauvres du *Nordeste*. Le langage de ceux qui ont toujours dit « *a gente* » au lieu de « *nós* » et qui n'ont jamais mis les pieds dans une université. Ainsi, en dépit de son faible « capital linguistique » qui se manifeste par ses erreurs de grammaire fréquentes et sa façon « non éduquée » de parler, Lula aurait inauguré quelque chose d'inédit au Brésil qui n'avait jamais eu auparavant un président issu des classes populaires : un discours populaire spontané, qui n'a pas besoin de démagogie ou de « populisme » pour être un instrument de communication efficace.

### 7.5 L'analyse 3 : à la recherche du néolibéralisme dans le discours présidentiel de Cardoso

Nous voulons maintenant savoir jusqu'à quel point le discours présidentiel de Cardoso pourrait être considéré comme néolibéral. Mais, nul besoin de le dire, cette tâche nécessite préalablement de notre part une définition du discours néolibéral. Ainsi, cet exercice apparemment simple devient un peu plus compliqué puisque il n'y a même pas une seule définition de ce que le néolibéralisme tout court est supposé être. Si, par exemple, nous adoptions la définition de Weyland (2002), laquelle fait fait une différence entre le néolibéralisme et la « réforme de marché » (*market reform*), nos efforts pour trouver le néolibéralisme chez Cardoso seraient inévitablement voués à l'échec, puisque :

> According to this conceptual distinction, a Communist country that moves toward a Swedish-style social democracy undergoes market reform, but not neoliberal reform. In Latin America, Argentina, Chile, Mexico, and Peru enacted neoliberal reform, and President Collor attempted to do so in Brazil during the early 1990s. *Brazil's current president Fernando Henrique Cardoso [...], by contrast, is not trying to establish a full-scale free-market system but is instituting pragmatic market reform that preserves substantial state intervention*, including, for instance, governmental support for the automobile industry. (ibid., p. 14, nos italiques)

Par contre, pour une bonne partie de la gauche brésilienne, il n'y aurait pas le moindre doute que Cardoso aurait réalisé un gouvernement carrément néolibéral, ce qui condamnerait l'exercice que nous allons entamer à être, dans les meilleurs des cas, une redondance inutile.

Le néolibéralisme, tel que le populisme, souffre d'un manque de définition plus précise, acceptée ou acceptable pour la majorité des chercheurs. Pour certains (Boas et Gans-Morse, 2009), le néolibéralisme est devenu une espèce de slogan politico-académique utilisé pour critiquer les réformes pro-marché des dernières décennies.

> In this present usage, neoliberalism conveys *little common substantive meaning* but serves as a clear indicator that one does not evaluate free market positively. (ibid., p. 145, nos italiques)

Pour ces auteurs, le néolibéralisme en tant que concept ne serait pas discuté parce qu'il serait adopté seulement par ceux qui s'opposent à l'idéologie libérale, pendant que ceux plus enclins à l'accepter utiliseraient d'autres concepts moins péjoratifs, qui ne dénoteraient pas un radicalisme de marché (ibid., p. 153). Dans cette situation, le mot « néolibéralisme » aurait plus de valeur rhétorique qu'analytique pour les sciences sociales, à moins qu'un débat académique exhaustif puisse lui donner une « signification substantive commune », tant à « gauche » comme à « droite » du spectre idéologique (ibid., p. 156-158).

Bien entendu, ce problème conceptuel ne semble pas être une grande préoccupation pour ceux qui identifient le « néolibéralisme » aux politiques économiques issues du « consensus de Washington » et des institutions de Bretton Woods. Selon une des définitions dans cette veine que nous avons pu trouver :

> Neo-liberalism is a set of economic policies that have become widespread during the last 25 years or so. [...] The main points of neo-liberalism include:
>
> 1. THE RULE OF THE MARKET [...]
> 2. CUTTING PUBLIC EXPENDITURE FOR SOCIAL SERVICES [...]
> 3. DEREGULATION [...]
> 4. PRIVATIZATION [...]

> 5. ELIMINATING THE CONCEPT OF « PUBLIC GOOD » OR « COMMUNITY » [...]
>
> Around the world, neo-liberalism has imposed by powerful financial institutions like the International Monetary Fund, the World Bank and the Inter-American Development Bank. It is raging all over Latin America. (Martinez et Garcia, 2000)

Si nous suivions cette définition, nous ne saurions pas très bien comment déterminer le possible néolibéralisme du gouvernement Cardoso. En adoptant le point 2, par exemple, il ne serait pas du tout néolibéral, en adoptant le point 4, en contraste, il le serait certainement. En adoptant tous les points de la définition ci-dessus, nous finirions par arriver à une espèce de conclusion non concluante, mi-figue mi-raisin, qui affirmerait le caractère hybride et contradictoire de ce gouvernement, ce qui, d'ailleurs, pourrait être un résultat tout à fait acceptable, puisque les États et les gouvernements ne sont pas censés être libres de contradictions et d'ambivalences.

Mais notre objectif ici n'est pas celui de répondre à la question à savoir si le gouvernement Cardoso était ou n'était pas néolibéral par ses actions, mais à savoir si le discours présidentiel l'était ou non. Les réponses concernant ses pratiques politiques et économiques nous les avons données, de la meilleure manière que nous avons pu, au cours du chapitre 5 de cette thèse. Maintenant, il s'agit d'analyser la présidence de Cardoso par la vision de société qu'elle projeta par le biais du discours de son chef. Cela supposee que ce qu'il nous faut ici ce n'est pas exactement une définition du néolibéralisme comme style ou forme de gouvernement. Plus précisément, ce dont nous avons besoin, c'est d'une définition de l'idéologie qui l'anime. Ainsi, toutes les tentatives de définition du néolibéralisme par le type de politiques avancées par les gouvernements latino-américains ou par les agences comme le FMI et la Banque mondiale ne répondent pas exactement à la question que nous nous sommes posée ici.

Fort heureusement, il y a certains auteurs qui se sont penchés, directement ou indirectement, sur la question de l'idéologie néolibérale. C'est le cas de Bourdieu (1998), qui nous offre une vision succincte du néolibéralisme, mais qui pénètre directement dans sa nature idéologique sans faire des détours par les agissements des gouvernements ou d'autres

entités. Bourdieu avance une définition du néolibéralisme en tant qu'utopie qui se pense « comme la description scientifique du réel », mais qui ignore et qui fait abstraction, comme toute idéologie, des conditions sociales et historiques de sa propre existence et de son fonctionnement. La théorie néolibérale pense que ses modèles mathématiques fonctionnent parce qu'ils sont fidèles au réel, mais elle ignore que, s'il en est ainsi en quelque mesure, c'est uniquement parce que le néolibéralisme s'impose politiquement *par le discours* dans le monde et le fait fonctionner à sa façon. Une fois qu'il s'impose, le réel devient, d'une certaine façon, son propre reflet.

> Cela dit, cette « théorie » originairement désocialisée et déshistoricisée a, aujourd'hui plus que jamais, les moyens de se rendre vraie, empiriquement vérifiable. En effet, le discours néolibéral n'est pas un discours comme les autres. À la manière du discours psychiatrique dans l'asile [...] c'est un « *discours fort* », qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de force qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa propre force, proprement symbolique, à ces rapports de forces. (ibid.)

De cette manière, toutes les définitions du néolibéralisme par des listes de politiques concrètes oublient qu'un discours et une idéologie sont préalables à ces actions. Certes, il ne s'agit pas de déterminer si l'œuf de l'idéologie néolibérale est apparu avant la poule des appareils qui l'implantent et la perpétuent, mais de savoir s'il y a une relation de complémentarité entre les deux.

En ce qui concerne son caractère idéologique, le néolibéralisme se présente comme une théorie économique qui décrit fidèlement le réel et les « lois » qui le gouvernent, mais ces « lois » fonctionnent seulement par une réduction de la rationalité à la rationalité individuelle et par l'effacement du social et du collectif.

> Cette théorie tutélaire est une pure fiction mathématique, fondée, dès l'origine, sur une formidable abstraction : celle qui, au nom d'une *conception aussi étroite que stricte de la rationalité identifiée à la rationalité individuelle*, consiste à mettre entre

> parenthèses les conditions économiques et sociales des dispositions rationnelles et des structures économiques et sociales qui sont la condition de leur existence. (ibid., nos italiques)

Cette réduction de toute rationalité à la rationalité individuelle serait l'essence même du néolibéralisme en tant qu'idéologie. Ici, nous rentrons dans le cœur de la pensée néolibérale (et aussi de la pensée libérale), c'est-à-dire : la société humaine ne serait que l'addition des individualités qui y vivent. Le corollaire philosophique de cette croyance fondamentale est l'individualisme méthodologique qui fait abstraction de toutes les entités collectives pour s'en tenir aux seuls individus comme composants d'une société. Rien d'autre que l'individu ne pourrait avoir une existence réelle. Il en découle de ce présupposé fondamental des conclusions très importantes. La première est que le bonheur et la prospérité de tous seraient construits par l'addition conflictuelle, mais complémentaire, des égoïsmes particuliers. La deuxième est que toutes les structures collectives et sociales, surtout celles cimentées dans l'appareil d'État, seraient des obstacles artificiels qui brimeraient les libertés individuelles dans le but de la construction de cette prospérité et ce bonheur. En ce qui concerne l'économie, par exemple, la « main invisible du marché » serait capable de contenir tous les excès et de maintenir l'équilibre entre l'offre, la demande et les prix. Ainsi, tout le système serait autorégulé, sans besoin, par conséquent, d'intervention externe, spécialement étatique, pour trouver son équilibre.

Il n'est donc pas surprenant qu'en tant qu'un « fondamentalisme de l'individualité », le néolibéralisme voit comme une intrusion malsaine toute construction sociale qui limiterait la liberté individuelle au nom de la solidarité collective. C'est pour cette raison que le néolibéralisme viserait « [...] à *mettre en question toutes les structures collectives* capables de faire obstacle à la logique du marché pur [...] » dans son chemin vers la construction d'un ordre social basé sur « [...] l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit [...] » (ibid.) Compris de cette manière, le néolibéralisme mériterait plutôt l'adjectif de « ultralibéralisme » pour le distinguer du libéralisme traditionnel de Adam Smith et de John Stuart Mill.

Pour Dostaler (1998), les vraies origines du néolibéralisme ne se trouvent pas chez Smith et Mill, intéressés aux fondements moraux d'une communauté politique, mais chez les

physiocrates de la lignée initiée par Quesnay, lesquels essayaient d'expliquer le fonctionnement de l'économie en termes strictement scientifiques par le comportement individuel et égoïste de l'*homo oeconomicus* dans sa poursuite de gains personnels (ibid., p. 19 et 20). Ainsi, le néolibéralisme ne serait pas une résurgence du libéralisme modéré de Smith, Mill ou Marshall, mais bien une résurgence « du *libéralisme économique radical* prôné par les physiocrates et Ricardo » (ibid., p. 34, nos italiques).

Dans la même veine, Mulot (2002) signale qu'il y aurait eu une rupture entre le libéralisme classique de Smith et Mill et le néolibéralisme de Milton Friedman et ses disciples. Pendant que pour les premiers les dimensions politique et économique de la société humaine seraient indissociables et, par conséquent, la liberté individuelle serait multidimensionnelle, pour les seconds la sphère économique serait indépendante du politique et la liberté individuelle serait conçue exclusivement comme la liberté entrepreneuriale de l'*homo oeconomicus* autarcique et anhistorique (ibid., p. 4-13). De cette manière, la société telle que conçue par les néolibéraux serait une « robinsonade », c'est-à-dire une simple addition d'intérêts individuels et individualistes où le rôle de l'État se résumerait tout au plus à assurer le bon fonctionnement du marché (ibid., 16 et 17). Le désaccord entre les libéraux classiques et les néolibéraux serait donc radical puisque les « libéraux anciens » considéraient l'État comme le représentant de l'intérêt général et le garant des libertés individuelles, alors que Friedman, Hayek et les « libéraux « nouveaux le voient plutôt comme un limitant de ces mêmes libertés et comme un obstacle au bon fonctionnement du marché (ibid., p.17). En conclusion, le terme « néolibéral » serait inapproprié pour faire référence à une quelconque continuité entre les idées de Hayek et Friedman et la pensée libérale classique et nous devrions, au contraire, l'utiliser pour désigner un « divorce quasi complet » entre deux courants très différents : l'un fondé « sur le concept moral de justice » et l'existence des règles morales précises, valables pour tous et cristallisées dans un État de droit et l'autre fondé sur la primauté du calcul rationnel et égoïste de chaque individu, aucunement guidé par des règles morales communes (ibid., p. 19 et 20).

Une analyse très similaire des divergences entre libéralisme et néolibéralisme est réalisée par Foessel (2008), pour qui il y aurait non seulement des différences entre ces deux courants de pensée, mais aussi une vraie opposition. Cette opposition trouverait ses racines

dans deux anthropologies philosophiques incompatibles : la première, celle des libéraux classiques, qui considère l'homme comme un être moral et dont le corollaire politique serait l'homme juridique de l'État de droit libéral; la deuxième, celle des néolibéraux, qui conçoivent la nature humaine d'une manière moniste ou individualiste, dont les actions seraient régies non pas par la recherche des intérêts solidaires communs, mais par la recherche de l'intérêt particulier de chaque individu (ibid., p.80 et 81).

Michel Foucault (2004) a lui aussi contribué à mettre en évidence les différences très importantes entre l'ultralibéralisme d'aujourd'hui et le libéralisme du passé (lointain ou plus récent). Son analyse des différences entre l'ordolibéralisme allemand et ce qu'il appelle « le néolibéralisme américain » révèle ce qui est vraiment fondamental dans ce dernier. Pendant que dans l'ordolibéralisme allemand la préoccupation d'une régulation de l'État pour mater et corriger les distorsions sociales et la désagrégation insolidaire causées par le marché était très présente, dans le néolibéralisme américain la logique du marché devrait être étendue partout et sans freins. De cette manière, les hésitations de l'ordolibéralisme allemand en ce qui concerne l'harmonisation de la concurrence nécessaire au marché avec la solidarité nécessaire au tissu social ne se trouvent pas chez les « néolibéraux américains ».

> Par rapport à cette ambiguïté, si vous voulez, de l'ordolibéralisme allemand, le néolibéralisme américain se présente, évidemment, avec une radicalité autrement rigoureuse ou autrement complète et exhaustive. Dans le néolibéralisme américain il s'agit bien, en effet, toujours de généraliser la forme économique du marché. *Il s'agit de la généraliser dans le corps social tout entier et de la généraliser jusque dans tout le système social qui, d'ordinaire, ne passe pas ou n'est pas sanctionné par des échanges monétaires*. (ibid., p. 248, nos italiques)

Bien entendu, cet envahissement de la logique concurrentielle du marché à tous les domaines d'activité sociale implique un changement d'envergure où la société dans son entièreté devrait fonctionner selon les calculs individualistes de ses membres. Cela veut dire que toutes les formes de sociabilité sont censées obéir aux raisons égoïstes de l'*homo*

*oeconomicus*. Et pas n'importe quel *homo oeconomicus* ! Pas l'*homo oeconomicus* du libéralisme classique, qui était partenaire d'un échange, mais l'*homo oeconomicus* néolibéral, qui est « un entrepreneur et un entrepreneur de lui-même » (ibid., p. 232). Il va sans dire que cette réduction du sujet social à l'individu qui agit selon son l'intérêt et seulement selon son intérêt amène à l'atrophie ou même à la disparition de toute forme de solidarité sociale ou de renonciation de la recherche du profit personnel. Même les limites imposées à l'égoïsme de l'individu atomisé dans le libéralisme classique disparaissent dans cette idéologie libérale radicalisée.

> [...] l'*homo oeconomicus* ne s'intègre pas à l'ensemble dont il fait partie selon la même dialectique que le sujet de droit par rapport à l'ensemble dont lui aussi fait partie, à savoir que le sujet de droit s'intègre à l'ensemble des autres sujets de droit par une dialectique de la renonciation à ses propres droits ou du transfert de ces droits à quelqu'un d'autre, alors que l'*homo oeconomicus*, lui s'intègre à l'ensemble dont il fait partie, à l'ensemble économique non pas par un transfert, [une] soustraction, [une] dialectique de la renonciation, mais par une dialectique de la multiplication spontanée. (ibid., p. 295, 296)

Ainsi, par généralisation de l'*homo oeconomicus* et de la logique du marché concurrentiel à tous les domaines de la société et à toutes ses formes de sociabilité la possibilité même de la solidarité disparait. La dialectique de la renonciation laisse le champ social complètement libre à la dialectique de la multiplication, c'est-à-dire à libre addition des égoïsmes individuels qui formerait le marché et qui ferait la richesse et le bonheur de tous, le Saint Graal de la pensée néolibérale. Toutefois, nous ajoutons, cette généralisation ne serait pas spontanée, mais elle devrait être construite par la diminution et la redéfinition du rôle de l'État et aussi par la formation de cet *homo oeconomicus* censé être la cellule fondamentale de la société néolibérale, d'où l'importance d'une série d'instruments idéologiques pour cette fin, dont nous pouvons inclure le discours politique.

Nous arrivons alors au moment où la définition du noyau dur du discours néolibéral peut se faire. Et puisque la caractéristique essentielle de l'idéologie néolibérale ou

ultralibérale serait le primat de l'individuel sur le social ou le collectif, nous pourrions dire que la marque principale de ce discours serait l'insolidarité. Le discours néolibéral donnerait la priorité aux intérêts individuels, dont le libre-marché serait l'expression ultime, sur les intérêts solidaires collectifs et dont les institutions qui régulent ou limitent le marché dans sa pureté créatrice de richesse seraient la malsaine incarnation.

En Amérique latine, le discours néolibéral a été particulièrement puissant et durable au Chili, le premier pays du monde à essayer la recette économique du néolibéralisme des « *Chicago boys* » de Milton Friedman, c'est-à-dire de l'ultralibéralisme ou du « néolibéralisme américain » critiqué par Foucault. Le néolibéralisme au Chili n'aurait pas simplement imposé une politique économique aux Chiliens, mais aussi une idéologie en faveur de l'individualisme et contre la solidarité qui ferait des ravages longtemps encore après la chute de la dictature militaire.

> Pinochet's neoliberalism has moved beyond the economic realm to penetrate and colonise the political and cultural realm as well. From the earliest days of dictorship, Chilean culture endured an ideological onslaught which 'deified the market and glorified the individual'. With the post-dictatorial collapse of grassroots mouvements, their values of community and solidarity became anachronistic remnants of a shattered logic. (Carruthers, 2001, p. 346)

Alors, l'imposition du néolibéralisme ne se limite pas aux règlements concernant le fonctionnement sans encombre du marché. Pour que le « projet de société » du néolibéralisme puisse fonctionner, une idéologie d'insolidarité doit s'installer pour mater toute résistance à ce projet et pour assurer la conformité de la majorité de la population à ses préceptes. C'est à ce moment qu'un discours politique marqué par l'insolidarité devrait faire son travail de démiurge de l'idéologie néolibérale.

En ce que qui concerne le gouvernement Cardoso, nous pouvons dire que les chances de trouver la marque de l'insolidarité dans son discours nous semblent très réduites puisque nous avons vu que ce gouvernement avait accordé une place importante à la justice sociale par la mise en œuvre d'une importante réforme agraire, par l'implantation de programmes

sociaux inédits au Brésil et par l'augmentation des dépenses étatiques en santé et en éducation. Plus encore, nous savons aussi que son discours international était chargé d'un vocabulaire qui donnait une place importante à la démocratie, à la justice sociale et aux droits de l'homme. Nous devons nous rappeler aussi que la prédominance d'un « nous » inclusif chez Cardoso n'annonce pas comme prometteuse la tâche d'y trouver des marqueurs discursifs qui pointeraient vers une déification de l'individualisme. En fin de compte, le besoin d'un discours insolidaire se ferait sentir seulement dans le contexte de l'implantation d'un programme de gouvernement et d'un projet de société conforme aux fondements de l'idéologie néolibérale, ce qui ne semble pas être le cas du gouvernement Cardoso. Toutefois, ce scepticisme reste à être corroboré par une brève exploration de son discours présidentiel.

Nous pouvons entamer ce travail d'exploration par un examen des fréquences des mots plus propices à être utilisés dans un « discours insolidaire » comparativement aux fréquences des mots plus susceptibles de faire partie d'un discours où la préoccupation avec le social et la société est de mise. En pensant à cela, nous avons regardé une liste où figuraient les 1.034 mots les plus utilisés par Cardoso et nous y avons sélectionné ceux qui dénotaient ou pourraient dénoter une insolidarisation, ou au moins une prédilection pour le marché, et aussi ceux qui dénotaient, de prime abord, un souci pour le collectif. En plus de cela, nous avons aussi cherché activement, au-delà de ces 1.034 mots, des expressions figées et d'autres mots qui pourraient figurer dans l'un ou l'autre des cas. Il faudrait préciser que cette sélection a été guidée par ce que nous savions déjà sur le gouvernement Cardoso et son contexte social, politique et économique. Nous ne sommes pas partis d'un dictionnaire abstrait de la langue portugaise, mais bien d'une certaine connaissance du discours politique de l'époque et de ce gouvernement. La base de notre choix a été le discours et non pas la langue. Le résultat est le suivant :

**Tableau 7.30**

| Discours présidentiel de Cardoso | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mots ou expressions plus susceptibles de faire partie d'un discours social et solidaire (fréquences totales) | | | | Mots ou expressions plus susceptibles de faire partie d'un discours pro-marché et insolidaire (fréquences totales) | | | |
| **Forme** | **Fréq.** | **Forme** | **Fréq.** | **Forme** | **Fréq.** | **Forme** | **Fréq.** |
| *sociedade* | 4416 | *direitos humanos* | 557 | *reforma* | 1241 | *indivíduo* | 50 |
| *social* | 2376 | *democrática* | 548 | *mercado* | 1192 | *indivíduos* | 40 |
| *democracia* | 1975 | *democrático* | 455 | *comércio* | 1038 | *liberdade econômica* | 28 |
| *educação* | 1918 | *solidariedade* | 450 | *liberdade* | 780 | *liberalização do comércio* | 18 |
| *saúde* | 1557 | *solidária* | 345 | *reformas* | 682 | *liberalização comércial* | 11 |
| *sociais* | 974 | *sociedades* | 345 | *privado* | 467 | *livre mercado* | 11 |
| *comunidade* | 899 | *igualdade* | 306 | *livre* | 347 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *pobres* | 823 | *justiça social* | 177 | *privada* | 247 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *participação* | 820 | *desenvolvimento sustentável* | 177 | *livre comércio* | 167 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *juntos* | 807 | *injustiça* | 128 | *iniciativa privada* | 153 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *justiça* | 762 | *neoliberalismo* | 25 | *privados* | 123 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *valores* | 759 | *injustiça social* | 21 | *privadas* | 83 | *x.x.x.x.x* | x.x |
| *globalização* | 705 | *x.x.x.x.x* | x.x | *individual* | 67 | *x.x.x.x.x* | x.x |

La première vue du tableau ci-dessus nous montre que la partie gauche ou « solidaire » contient des mots et des expressions qui sont plus fréquentes que ceux dans sa partie droite ou « insolidaire ». Le résultat aurait pu être encore plus « pro-solidaire» si nous avions inclus le pronom personnel « nous » ainsi que les verbes conjugués suivant ce pronom, plus abondants que les autres et qui dénotent une inclusion démocratique dans le discours de Cardoso. Nous voyons que « *sociedade* » (société), « *social* » (social), *democracia* (démocratie), *educação* (éducation), « *saúde* » (santé) sont beaucoup plus fréquents que le premier mot qui pourrait faire partie d'un discours pro-marché ou insolidaire (*reforma* – réforme). Nous savions que « *social* », « *democracia* », « *educação* » et « *saúde* » étaient associés dans le discours de Cardoso aux efforts du gouvernement pour une plus grande inclusion sociale et nous savions aussi que tous les changements considérés comme « néolibéraux » pour les détracteurs de Cardoso étaient associés aux mots « *reforma* » ou

« *reformas* », deux noms employés pour décrire la transformation subie par l'État pendant sa gouvernance.

L'inclusion de « *globalização* » (mondialisation) et de « *neoliberalismo* » (néolibéralisme) dans la partie « solidaire » des fréquences discursives ne devrait pas surprendre. Nous savions par l'analyse du discours international de Cardoso que celui-ci avait exprimé une opinion assez critique sur la mondialisation, contraire à l'hyperglobalisme de certains néolibéraux, et nous savions aussi, comme le texte de Boas et Gans-Morse l'avait bien noté, que le mot « néolibéralisme » est utilisé seulement pour critiquer le néolibéralisme, d'où son contenu paradoxalement anti-néolibéral.

Quant aux autres mots, il n'est pas difficile d'imaginer les raisons que nous ont amenés à les placer d'un côté ou de l'autre du tableau. Des mots et des expressions comme « *comunidade* » (communauté), « *juntos* » (ensemble), « *justiça* » (justice), « *direitos humanos* » (droits de l'homme), « *solidariedade* » (solidarité), « *solidária* » (solidaire), « *justiça social* » (justice sociale) et « *desenvolvimento sustentável* » (développement durable) font partie d'un vocabulaire qui souligne la collectivité, le vivre ensemble et la nécessité du combat aux injustices sociales. Dans le côté droit, « *comércio* » (commerce), « *mercado* » (marché), « *liberdade* » (liberté), « *livre* » (libre), « *privado* » (privé), « *privada* » (privée) et, bien évidemment, « *livre comércio*» (libre-commerce), « *livre mercado* ». (libre-marché), « *iniciativa privada* » (initiative privée) et « *individual* » (individuel, individuelle), sont des mots et des expressions qui se prêteraient mieux à un discours qui fait les louanges du marché et de la liberté individuelle.

La première conclusion à tirer de ce bref exercice est que, d'une manière générale, le discours de Cardoso ne semble pas être porteur d'une *Weltanschauung* insolidaire, que nous pourrions associer à l'idéologie néolibérale. Bien au contraire, les fréquences plus importantes indiquent plutôt un discours axé sur les valeurs démocratiques, sur la vie commune en société et sur le combat contre l'exclusion et les inégalités sociales. Par conséquent, il semble que nous ne pourrions espérer mieux qu'un « néolibéralisme gêné » en ce qui concerne le discours de ce gouvernement.

Néanmoins, il reste que le gouvernement Cardoso a été celui qui a consolidé le nouveau paradigme étatique « social-libéral » au Brésil par la déconstruction du modèle

antérieur où l'État occupait la place du grand moteur de la croissance économique. Cardoso a privatisé plus de sociétés d'État que n'importe quel autre président avant lui et il a entrepris une réforme pour rendre cet État plus souple et moins encombré par des intérêts particuliers. Alors, si nous voulions analyser ce qu'il y a de plus « néolibéral » dans le discours de Cardoso, peut-être que la « voie royale » pour le faire serait l'examen de l'axe discursif autour des mots « *reforma* » et « *reformas* », puisque tout l'effort de changement du paradigme étatique nationaliste à celui d'un État plus enclin à accepter le rôle de l'initiative privé et du marché fut réalisé par l'entremise des « *reformas* ».

**Tableau 7.31**

| Discours présidentiel de Cardoso | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *reforma* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *reformas* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *previdência* | +50 | *rural* | +8 | *necessárias* | +45 | *monopólios* | +8 |
| *agrária* | +50 | *impostos* | +8 | *estruturais* | +41 | *econômica* | +7 |
| *tributária* | +50 | *propostas* | +8 | *Congresso* | +26 | *precisa* | +7 |
| *administrativa* | +50 | *feita* | +7 | *estabilidade* | +19 | *fiscal* | +7 |
| *Estado* | +43 | *necessária* | +7. | *constitucionais* | +19 | *internas* | +7 |
| *Congresso* | +22 | *assistência* | +7 | *previdenciária* | +16 | *lutado* | +7 |
| *educação* | +21 | *aprovar* | +7 | *crescimento* | +14 | *importantes* | +6 |
| *saúde* | +19 | *Raul* | +7 | *reforma* | +14 | *prazo* | +6 |
| *questão* | +17 | *emendas* | +7 | *fazer* | +13 | *assegurar* | +6 |
| *terra* | +17 | *assentados* | +7 | *estabilização* | +13 | *essenciais* | +6 |
| *administração* | +13 | *fazer* | +6 | *previdência* | +13 | *pedindo* | +6 |
| *Jungmann* | +13 | *vamos* | +6 | *tributária* | +13 | *necessita* | +6 |
| *fiscal* | +12 | *insistir* | +6 | *indispensáveis* | +12 | *emendas* | +6 |
| *funcionários* | +12 | *aprovada* | +6 | *administração* | +11 | *aprovadas* | +6 |
| *Incra* | +12 | *aprove* | +6 | *continuidade* | +10 | *implementando* | +6 |
| *precisamos* | +11 | *campo* | +5 | *abertura* | +10 | *realizadas* | +6 |
| *judiciário* | +11 | *Pronaf* | +5 | *administrativa* | +10 | *continuação* | +6 |
| *votar* | +11 | *acelerar* | +5 | *urgência* | +10 | *algumas* | +5 |
| *constitutional* | +10 | *carga* | +5 | *vamos* | +9 | *sim* | +5 |
| *assentamentos* | +10 | *prejudica* | +5 | *economia* | +9 | *longo* | +5 |
| *processo* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *precisamos* | +9 | *agenda* | +5 |
| *unidas* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *profundas* | +9 | *curso* | +5 |
| *familiar* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *continuar* | +8 | *benefícios* | +5 |
| *assentamento* | +9 | *x.x.x.x.x* | x.x | *econômicas* | +8 | *funcionário* | +5 |
| *lei* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *sustentação* | +8 | *empenhado* | +5 |
| *reformas* | +8 | *x.x.x.x.x* | x.x | *reformar* | +8 | *sindical* | +5 |

Par l'examen du tableau ci-dessus, nous pouvons constater qu'il y a un contraste marqué entre les cooccurrences associées à « *reforma* » et celles associées à « *reformas* ». Nous nous attendions à ce qu'elles soient très similaires, mais ce n'est pas le cas. En ce qui concerne la « *reforma* » (réforme), elle peut être de la « *previdência* » (retraite et services sociaux), « *agrária* » (agraire), « *tributária* » (fiscale), « *administrativa* » (administrative) et

de l'État (*Estado*). Jusque là, il n'y a pas de surprises, mais l'association forte entre ce mot-pôle et « *educação* » (éducation) et « *saúde* » (santé), deux mots qui font partie de ce que nous considérons comme le vocabulaire « solidaire » ou « social » de Cardoso, n'était pas du tout attendue.

Également, l'attirance de « *reforma* » pour tout ce qui touche la réforme agraire est plus grande que ce que nous espérions trouver. Nous voyons que « *terra* » (terre), « *Incra* » (Institut de la réforme agraire), « *Raúl + Jungmann* » (le ministre de la réforme agraire), « *assentamentos* » (colonies), « *assentamento* » (colonie), « *rural* » (rural, rurale), « *assentados* » (colons), « *assistência* » (assistance) et « *Pronaf* » (Programme pour l'agriculture familiale) font partie du vocabulaire lié à la réforme agraire, donc lié aussi au « discours social et solidaire » de Cardoso. D'ailleurs, ce fort nombre de cooccurrences associées à la réforme agraire qui entourent le mot-pôle « *reforma* » devient moins surprenant si nous examinons les fréquences absolues des expressions figées avec ce mot.

**Tableau 7.32**

| **Expréssion figées avec le mot-pôle «*reforma*» dans le discours présidentiel de Cardoso** | |
|---|---|
| **Expression figée** | **Fréquences absolues** |
| *reforma agrária* | 391 |
| *reforma tributária* | 176 |
| *reforma do Estado* | 111 |
| *reforma administrativa* | 78 |
| *reforma da previdência* | 71 |
| *reforma política* | 22 |
| *reforma fiscal* | 14 |
| *reforma do judiciário* | 13 |
| *reforma previdenciária* | 12 |
| *reforma das Nações Unidas* | 11 |

Tel qu'illustré ci-dessus, le discours de Cardoso est beaucoup plus chargé des références à la « *reforma agrária* » (réforme agraire) qu'à n'importe quelle autre réforme. Plus encore, il y a aussi un bon nombre de références à des réformes qui ne sont pas liées à un quelconque effort d'amincissement de la taille de l'État, telles que la « *reforma política* » (réforme politique), « *réforma do judiciário* » (réforme du pouvoir judiciaire) et « *reforma*

*das Nações Unidas* » (réforme des Nations unies). En additionnant les fréquences de ces trois expressions figées en plus de « *reforma agrária* », nous arrivons au nombre de 437, ce qui est légèrement inférieur au chiffre de 467 obtenu de l'addition des expressions restantes, qui pourraient faire partie d'un discours « néolibéral » de ce président. Ainsi, le mot-pôle « *reforma* » ne semble pas très prometteur comme une clé possible qui ouvrirait la porte du discours « insolidaire » de Cardoso.

Par contre, en observant le côté droit du tableau 7.31, nous voyons que les cooccurrences attirées par le mot-pôle « *reformas* » semblent être beaucoup plus portées à faire partie d'un discours qui n'est pas axé sur la solidarité sociale. Les réformes sont « necéssaires » (*necessárias*), « structurelles » (*estruturais*), « indispensables » (*indispensáveis*), « profondes » (*profundas*) et « essentielles » (*essenciais*). Elles sont aussi associées à la « croissance » (*crescimento*), à la « stabilisation » (*estabilização*) et aux adjectifs « *econômicas* » (économiques) et « *econômica* » (économique). De plus, il semble y avoir une certaine « urgence » (*urgência*) dans leur mise en œuvre. Enfin, cette partie du discours de Cardoso semble être une bonne candidate au diagnostic d'un discours « néolibéral » qui mettrait les impératifs des raisons « économiques » avant toute préoccupation sociale.

Cependant, et un peu à notre propre surprise, cela n'est pas tout à fait le cas. En ayant recours à la possibilité d'aller directement aux contextes discursifs où les mots de ce tableau apparaissent ensemble, nous avons répertorié un total de 100 phrases où le mot-pôle « *reformas* » côtoie « *essencias* », « *indispensáveis* », « *estruturais* », « *necessárias* » et « *econômicas* ». Or, dans 25 de ces 100 phrases, le président Cardoso faisait référence aussi aux questions sociales du pays. Ainsi, dans le discours de Cardoso, les réformes doivent être réalisées pour que le pays puisse se développer, mais aussi pour corriger les inégalités économiques du Brésil. Voici quelques exemples.

Faremos as **reformas necessárias**, inclusive a **reforma agrária**. (Cardoso, 1995)

(Nous ferons les **réformes nécessaires**, en incluant la **réforme agraire**)

Enfrentamos no Brasil a tarefa inadiável de promover ao mesmo tempo o

fortalecimento dos **valores democráticos** e da **cidadania**, a **justiça social**, o desenvolvimento **econômico** e as **reformas ncesssárias** para uma inserção eficiente na economia mundial, preservando os princípios de **solidariedade** no interior de nossa **sociedade**. (Cardoso, 1997)

(Nous faisons face au Brésil à la tâche urgente de promouvoir le renforcement simultané des **valeurs démocratiques** et de la **citoyenneté**, la **justice sociale**, le développement **économique** et les **réformes nécessaires** pour une insertion efficiente dans l'économie mondiale, tout en préservant les principes de **solidarité** à l'intérieur de notre **société**.)

Hoje, podemos falar de uma nova agenda brasileira: uma agenda que, internamente, começa com **reformas econômicas** inadiáveis que se vêm fazendo em bom ritmo, e que prossegue com uma prioridade efetiva no campo **social**. (Cardoso, 1995)

(Aujourd'hui nous pouvons parler d'un nouveau programme brésilien : un programme qui, à l'interne, s'initie par les **réformes économiques** urgentes, dont la mise en œuvre va à bon rythme et qui continue avec une priorité effective dans le domaine **social.**)

É um país em que a **democracia** vem servindo como alavanca de promoção das **reformas indispensáveis** para assegurar crescimento sustentável, maior **eqüidade** e **justiça social**, mais investimentos diretos. (Cardoso, 1996)

(C'est un pays dans lequel la **démocratie** a servi dernièrement de levier dans la promotion des **réformes indispensables** pour assurer une croissance durable, une plus grande **équité**, une **justice sociale** et plus d'investissements directs.)

A preservação da estabilidade econômica e a complementação das **reformas estruturais** que estamos levando adiante são a chance para que se alcance nosso objetivo maior, que é a construção no Brasil de uma **sociedade** mais **justa** e **equânime**. (Cardoso, 1999)

(La préservation de la stabilité économique et la complémentation des **réformes structurelles** que nous sommes en train de mettre en œuvre sont l'opportunité pour atteindre notre objectif principal, qui est celui de bâtir au Brésil une **société** plus **juste** et plus **équitable**.)

Nous voyons que le discours de Cardoso autour des « *reformas* » n'est pas complètement dissocié des questions sociales. Certes, dans la majorité des contextes (75 %), il n'y a pas de référence à ce genre de préoccupation. C'est pour cette raison que dans le tableau 7.31 les mots « *social* » et « *sociais* » n'apparaissaient pas comme des cooccurrences

significatives de « *réformes* ». Toutefois, en baissant le seuil minimum de spécificité de +5 à +4, nous avons découvert une relation d'attraction positive entre « *reformas* », « *social* », « *sociais* » et « *justice* » que les paramètres de recherche préétablis ne nous avaient pas permis de trouver. Bien entendu, cette attraction n'est pas assez significative pour nous permettre de dire que le discours de Cardoso concernant ses « *reformas* » serait un discours porté sur la justice sociale. Ce n'est pas le cas, puisque les spécificités plus fortes montrent que cette partie du discours est plutôt axée sur la nécessité économique. Mais cette positivité révèle que ce discours de Cardoso, tout en prônant l'importance des réformes pour la santé économique du pays, est mitigé par le souci de la situation sociale de celui-ci, ce qui semble cohérent avec le projet « social-libéral » de ce gouvernement.

De cette manière, malgré le fait que c'est dans cette partie du discours de Cardoso que l'idéologie de la soumission aux nécessités du marché se montre plus forte, l'insolidarité ne semble pas être la caractéristique principale de la vision de monde qu'il porte. Cela dit, nous devons continuer à explorer d'autres recoins du discours de Cardoso susceptibles de cacher une idéologie insolidaire. En examinant le tableau 7.30, il y aurait encore quelques portes à ouvrir.

**Tableau 7.33**

| Discours présidentiel de Cardoso | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *comércio* »** (contexte : phrase, cofréq. minimale : 5, spéc. minimale : 8) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *mercado* »** (contexte : phrase, cofréq. minimale : 5, spéc. minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *internacional* | +50 | *desenvolvimento* | +13 | *interno* | +50 | *maior* | +6 |
| *Mercosul* | +50 | *regras* | +13 | *fundamentalismo* | +24 | *econômica* | +6 |
| *mundial* | +50 | *regional* | +13 | *Mercosul* | +22 | *forças* | +6 |
| *organização* | +50 | *Alca* | +13 | *comum* | +22 | *mecanismos* | +6 |
| *livre* | +50 | *comerciais* | +13 | *americano* | +21 | *idéia* | +6 |
| *exterior* | +50 | *andina* | +13 | *Estado* | +19 | *mundial* | +6 |
| *fluxos* | +50 | *câmara* | +12 | *internacional* | +19 | *globalização* | +6 |
| *Américas* | +50 | *bilhões* | +11 | *capitais* | +17 | *valor* | +6 |
| *indústria* | +48 | *mercados* | +11 | *economia* | +16 | *capital* | +6 |
| *negociações* | +43 | *economias* | +11 | *europeu* | +16 | *mercados* | +6 |
| *multilateral* | +42 | *subsídios* | +11 | *regras* | +15 | *consumo* | +6 |
| *liberalização* | +39 | *árabe* | +11 | *produtos* | +14 | *competitividade* | +6 |
| *bilateral* | +38 | *produtos* | +10 | *acesso* | +13 | *títulos* | +6 |
| *investimentos* | +36 | *barreiras* | +10 | *livre* | +13 | *distorções* | +6 |
| *países* | +33 | *vistas* | +10 | *externo* | +13 | *subsídios* | +6 |
| *zona* | +33 | *conclusão* | +10 | *exportações* | +11 | *motor* | +6 |
| *européia* | +30 | *tarifárias* | +10 | *trabalho* | +10 | *poderoso* | +6 |
| *entre* | +29 | *fortalecimento* | +9 | *integração* | +10 | *importar* | +6 |
| *dólares* | +26 | *agrícolas* | +9 | *comércio* | +10 | *um* | +5 |
| *acordo* | +25 | *multilaterais* | +9 | *andino* | +10 | *mundo* | +5 |
| *integração* | +24 | *GATT* | +9 | *chinês* | +10 | *brasileiro* | +5 |
| *rodada* | +24 | *commerce* | +9 | *expansão* | +9 | *simplesmente* | +5 |
| *OMC* | +23 | *nosso* | +8 | *potencial* | +9 | *solidariedade* | +5 |
| *comercial* | +21 | *mercado* | +8 | *instrumento* | +8 | *exportação* | +5 |
| *área* | +20 | *crescente* | +8 | *abertura* | +8 | *financeiro* | +5 |
| *união* | +19 | *Chile* | +8 | *consumidores* | +8 | *consumidor* | +5 |
| *Doha* | +19 | *Bolívia* | +8 | *ditar* | +8 | *consideração* | +5 |
| *nossos* | +18 | *abertura* | +8 | *nosso* | +7 | *agrícolas* | +5 |
| *acordos* | +18 | *tratado* | +8 | *América* | +7 | *lógica* | +5 |
| *finanças* | +17 | *blocos* | +8 | *competição* | +7 | *globalizado* | +5 |
| *internacionais* | +16 | *estabelecimento* | +8 | *eficiência* | +7 | *troca* | +5 |
| *expansão* | +15 | *trocas* | +8 | *competir* | +7 | *desenho* | +5 |
| *fluxo* | +15 | *assimetrias* | +8 | *reservas* | +7 | x.x.x.x.x | x.x |
| *protecionismo* | +15 | *sentidos* | +8 | *exportar* | +7 | x.x.x.x.x | x.x |
| *volume* | +15 | *protecionistas* | +8 | *investidores* | +7 | x.x.x.x.x | x.x |
| *relações* | +14 | *Genebra* | +8 | *reguladoras* | +7 | x.x.x.x.x | x.x |
| *intercâmbio* | +14 | x.x.x.x.x | x.x | *emprestado* | +7 | x.x.x.x.x. | x.x. |

L'examen des cooccurrences attachées à « *comércio* » et « *mercado* » ne révèle pas quelque chose que nous pourrions ajouter à ce que nous avons déjà dit lors de l'exploration du discours international de Cardoso. Il y a ici, certes, une défense d'une ouverture des marchés et d'une libéralisation du commerce, pourvu qu'elles ne soient pas unilatérales, comme en témoignent les cooccurrences « *subsídios* » (subsides), « *barreiras* + *tarifárias* » (barrières douanières), « *assimetrias* » (asymétries), « *protecionismo* » (protectionnisme), « *protecionistas* » (protectionnistes), « *distorções* » (distorsions). De plus, il y a même une vision critique de l'idéologie néolibérale qui se glisse par l'entremise de « *fundamentalismo* » (fondamentalisme), la deuxième cooccurrence la plus fortement associée à « *mercado* ». Aussi, nous savons déjà que la mondialisation (*globalização*) est associée dans le discours de Cardoso à une structure internationale inique. Finalement, même le mot « *solidariedade* » (solidarité) apparaît comme cooccurrence de « *mercado* », montrant encore une fois que le discours « économique » de Cardoso n'est pas complètement dissocié de son discours « social ». Nous devons encore chercher d'autres possibilités dans le tableau 7.30.

**Tableau 7.34**

| Discours présidentiel de Cardoso | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *liberdade* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *livre* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 6) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *democracia* | +50 | *cidadania* | +8 | *Mercosul* | +50 | *existência* | +9 |
| *clima* | +40 | *prosperidade* | +8 | *comércio* | +50 | *acordos* | +9 |
| *direitos* | +32 | *escolha* | +8 | *Zona* | +50 | *hemisfério* | +9 |
| *luta* | +30 | *saga* | +8 | *Américas* | +50 | *vistas* | +9 |
| *valores* | +30 | *espírito* | +7 | *área* | +30 | *soberano* | +9 |
| *justiça* | +26 | *escolher* | +7 | *acordo* | +26 | *2005* | +9 |
| *igualdade* | +22 | *lutou* | +7 | *Européia* | +20 | *III* | +9 |
| *imprensa* | +20 | *Palmares* | +7 | *negociações* | +19 | *negociação* | +8 |
| *econômica* | +19 | *ama* | +7 | *imprensa* | +18 | *Chile* | +8 |
| *humanos* | +17 | *sociedade* | +6 | *União* | +17 | *entendimentos* | +8 |
| *história* | +11 | *desenvolvimento* | +6 | *países* | +15 | *integração* | +7 |
| *oxigênio* | +11 | *símbolo* | +6 | *andina* | +14 | *Alca* | +7 |
| *paz* | +10 | *plena* | +6 | *entre* | +12 | *economicamente* | +7 |
| *continente* | +10 | *independência* | +6 | *aftosa* | +12 | *conclusão* | +7 |
| *instituições* | +9 | *eqüidade* | +6 | *mercado* | +11 | *acesso* | +6 |
| *valor* | +9 | *Bolívar* | +6 | *Israel* | +11 | *regional* | +6 |
| *direito* | +9 | *individuais* | +6 | *Nafta* | +11 | *agrícolas* | +6 |
| *criatividade* | +9 | *Zumbi* | +6 | *palestino* | +11 | *concluir* | +6 |
| *ideal* | +9 | *conquistar* | +6 | *mercados* | +10 | *blocos* | +6 |
| *informação* | +8 | *religiosa* | +6 | *Bolívia* | +10 | *estabelecimento* | +6 |

Nous constatons que les cooccurrences liées au mot-pôle « *liberdade* » (liberté) ne sont pas du tout cohérentes avec un discours « néolibéral » et insolidaire, à l'exception peut-être de « *econômica* » (économique). Presque tout le reste du vocabulaire associé à la « liberté » fait partie d'un discours fortement social et politico-collectif qui s'éloigne très clairement de l'individualisme libéral et néolibéral. La liberté est ici proche de la « démocratie » (*democracia*), des « droits de l'homme » (*direitos* + *humanos*), de la « justice » (*justiça*), de l'« égalité » (*igualdade*), de l'« équité » (*eqüidade*), de la « citoyenneté » (*cidadania*) et même *Zumbi dos Palmares*, le héros de la rébellion des esclaves dans le Nord-Est brésilien. En ce qui concerne « *livre* » (libre), nous retournons au discours « économique » dont « *comércio* » et « *mercado* » font partie. Il n'y pas d'indication

qui signalerait une radicalisation idéologique qui ferait le sous-discours autour de « *livre* » plus « néolibéral » que le reste.

**Tableau 7.35**

| Discours présidentiel de Cardoso | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *privado* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | | **Cooccurrences spécifiques du mot-pôle « *privada* »** (contexte : phrase, cofréquence minimale : 5, spécificité minimale : 5) | | | |
| **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** | **Forme** | **Spéc.** |
| *setor* | +50 | *investir* | +9 | *iniciativa* | +50 | *concessão* | +8 |
| *público* | +50 | *recursos* | +7 | *empresa* | +37 | *Estado* | +7 |
| *investimento* | +36 | *nacional* | +7 | *parceria* | +24 | *estadual* | +7 |
| *parceria* | +24 | *governamentais* | +7 | *governo* | +23 | *Itacoatiara* | +7 |
| *Estado* | +23 | *concessões* | +7 | *pública* | +20 | *governos* | +6 |
| *capital* | +22 | *energia* | +6 | *poupança* | +14 | *federal* | +5 |
| *estatal* | +22 | *investimentos* | +6 | *porto* | +13 | *parcerias* | +5 |
| *entre* | +16 | *setores* | +5 | *público* | +12 | x.x.x.x.x | x.x. |
| *interesse* | +14 | *empresas* | +5 | *graneleiro* | +11 | x.x.x.x.x | x.x. |
| *estrangeiro* | +14 | *concessão* | +5 | *recursos* | +9 | x.x.x.x.x | x.x. |
| *monopólio* | +14 | *empresarial* | +5 | *estatal* | +9 | x.x.x.x.x | x.x. |
| *participação* | +9 | *confusão* | +5 | *setor* | +8 | x.x.x.x.x | x.x. |

Contrairement à « *liberdade* » et « *livre* », les mots-pôles « *privada* » (privée) et « *privado* » (privé) sont beaucoup plus homogènes en ce qui concerne les cooccurrences qu'ils attirent. Le plus important à retenir ici, dans les deux cas, c'est la répétition des cooccurrences « *Estado* » (État), « *estatal* » (étatique), « *parceria* » (partenariat), « *recursos* » (ressources) et « *concessão* » (concession), lesquelles suggèrent un discours qui prône un partenariat entre l'État et le « secteur privé » (*setor* + *privado*) ou « l'initiative privée » (*iniciativa* + *privada*). Comme nous l'avons déjà commenté ailleurs dans cette thèse, le plan de privatisation de Cardoso ouvrit plusieurs secteurs de l'économie autrefois réservés à l'État, notamment par l'établissement de « *concessões* » (concessions). Bien entendu, ces concessions aux intérêts privés et même aux intérêts privés étrangers (*estrangeiro*) sont aux yeux de plusieurs une preuve irréfutable du « néolibéralisme » du gouvernement Cardoso. Toutefois, en dépit du fait que ces concessions constituent un virage du moins « libéral » dans la politique économique de ce gouvernement, la présence dans le

discours d'un vocabulaire qui reflète cette politique ne constitue pas une preuve convaincante d'un virage idéologique néolibéral de sa part. Premièrement, parce que ce « sous-discours » relativement petit autour des privatisations ne pourrait pas être pris isolément pour prouver le caractère « néolibéral » du gouvernement Cardoso; deuxièmement, parce que les privatisations de certaines entreprises étatiques ne sont pas en elles-mêmes une preuve tangible d'insolidarité (les ressources financières générées par une opération de cette nature peuvent, par exemple être destinées à la santé et à l'éducation publiques) et, finalement, parce que même en isolant cette partie restreinte du discours de Cardoso, nous ne trouvons pas l'apologie de l'individualisme qui ferait que cette partie du discours soit « néolibérale » en dehors de tout doute.

Nous avons exploré pratiquement tous les chemins lexicaux plus prometteurs qui pourraient révéler la présence d'une idéologie prônant l'insolidarité, c'est-à-dire ceux que nous avons illustrés dans le tableau 7.30. Ce qui nous reste, ce sont des mots dont la fréquence absolue est très petite pour façonner de manière significative le contenu idéologique du discours de Cardoso. Mais de toute façon, l'analyse des cooccurrences de mots tels qu'« *indivíduo* » (individu) et « *individual* » (individuel, individuelle) ne montre pas que ceux-ci pourraient jouer un rôle dans la construction d'un discours néolibéral. Les cooccurrences qui gravitent autour de « *indivídual* » sont « *coletivo* » (collectif) et « *coletiva* » (collective), et celles qui font de même autour de « *indivíduo* » sont « *cada* » (chaque), « *direitos* » (droits) et « *família* » (famille). Ainsi, le premier attire seulement ses opposés pour former des antithèses et le deuxième réunit autour de lui un petit vocabulaire qui ne donne pas la moindre piste d'un discours « néolibéral ».

Nous pouvons finalement explorer les contextes qui réunissent les expressions figées, telles que « *iniciativa privada* », « *livre comércio* » et « *liberdade econômica* ». Notre examen des phrases qui contiennent ces expressions nous a confirmé ce que nous avions vérifié auparavant avec l'aide des cooccurrences, mais la lecture cursive des contextes nous a permis aussi de peaufiner un peu notre analyse.

Le discours de Cardoso sur l'initiative privée révèle un élan libéral réel dans son gouvernement et un désir de ne pas retourner en arrière dans la décision de donner plus d'espace au capital national et étranger dans la promotion du développement du Brésil. La

vaste majorité des phrases examinées (d'un total de 149) manifestent l'aspect positif de la contribution de l'initiative privée au progrès national. Cependant, il a aussi la vision que l'État et l'initiative privée ne sont pas des pôles opposés, comme le pose souvent le discours néolibéral, mais des éléments complémentaires, d'où la promotion de partenariats entre les deux secteurs. L'essentiel ici semble être l'idée que l'État ne pourrait plus assurer la croissance économique tout seul, sans que cela veuille dire que le pays devrait marcher vers l'État minimum de l'utopie néolibérale, puisque la préoccupation sociale est encore là, bien qu'exprimée avec parcimonie. Voici encore quelques exemples, avec nous traductions approximatives.

> São valores orientadores, que estabelecem claramente o que não queremos: a volta ao autoritarismo, em qualquer de suas formas, é impensável no Brasil e na América Latina; desprezar as demandas por justiça social seria atitude irresponsável; recuar na compreensão de que o crescimento econômico depende de um ambiente de abertura econômica e de presença forte da **iniciativa privada** está fora de questão. (Cardoso, 1995)
>
> (Ce sont des valeurs cardinales qui établissent clairement ce que nous ne voulons pas; le retour à l'autoritarisme, dans n'importe quelle de ses formes, est impensable au Brésil en Amérique latine, mépriser les demandes pour une justice sociale, ce serait une attitude irresponsable, reculer dans la compréhension que la croissance économique dépend d'une ambiance d'ouverture économique et d'une présence forte de l'**initiative privée** est hors de question.)

> Assim, a missão do Estado de direcionar o desenvolvimento (*steering capacity*) passa a ser muito mais importante que a tentativa comprovadamente ineficaz de substituir a **iniciativa privada** na produção de bens e serviços que não têm natureza essencialmente política. (Cardoso, 1996)
>
> (De cette manière, la mission de l'État de diriger le développement (*steering capacity*) devient beaucoup plus importante que la tentative assurément inefficace de se substituer à l'**initiative privée** dans la production des biens et des services qui ne sont pas de nature essentiellement politique.)

> Ao invés de trabalharmos isoladamente e pulverizando os recursos em pequenas obras, mesmo que de interesse, nós nos juntamos à **iniciativa privada**, fizemos parcerias. (Cardoso, 1998)
>
> (Au lieu de travailler de façon isolée et en pulvérisant les ressources financières dans des petits travaux, même ceux qui sont d'intérêt [public], nous nous

sommes joints à l'**initiative privée** et nous avons fait des partenariats.)

Temos esse mesmo ímpeto transformado em projetos, que se desenvolvem nas várias regiões do Brasil, sempre juntando a ação do governo com a **iniciativa privada**. (Cardoso, 1999)

(Nous avons ce même élan transformé en projets qui se développent dans plusieurs régions du Brésil, unissant toujours l'action du gouvernement à l'**initiative privée.**)

Nós estamos criando os instrumentos para cobrar da **iniciativa privada** a responsabilidade social, de tal maneira que a cidadania seja, realmente, a beneficiária desse processo de transformação. (Cardoso, 1998)

(Nous sommes en train de créer les instruments pour demander à l'**initiative privée** la responsabilité sociale, de manière à ce que la citoyenneté soit réellement la bénéficiaire de ce processus de transformation.)

En ce qui concerne l'expression « *livre-comércio* », nous rentrons dans le territoire déjà exploré du discours international qui prône un ordre mondial plus juste pour les économies exportatrices de produits agricoles comme le Brésil. La lecture directe des phrases contenant cette expression (un total de 168) nous a permis de mieux comprendre l'évolution des négociations et des enjeux où la diplomatie brésilienne confrontait celle des pays plus développés pour essayer de faire prévaloir ses intérêts. Nous avons vu un débat interposé où la conception de libre-échange des pays développés, qui faisaient table rase des nécessités et des différents niveaux de développement des pays, se heurta à celle défendue par le Brésil par l'entremise du discours de son président. Cela donna lieu à un discours revendicateur et jusqu'à un certain point antagoniste, comme nous l'avions signalé auparavant. Mais ce que nous avons trouvé de plus important à retenir ici, compte tenu de l'interrogation qui guide notre recherche, est le fait que la conception de libre-échange défendue par Cardoso n'est pas exactement celle avancée par les gouvernements et les institutions plus identifiées au néolibéralisme ou à un libéralisme radical, où le choc de la concurrence directe est préférable à une adaptation au marché appropriée à chaque pays. Aussi, l'iniquité de l'ordre commercial international est parfois dénoncée. Nous nous sommes permis de reproduire certaines phrases en y incluant une dont l'expression « *livre comércio* » est inversée.

Economicamente, o **livre comércio** entende-se como um mecanismo que deverá permitir, em todo o hemisfério, atualizar o esforço de promoção do desenvolvimento econômico e social , à base de condições que permitan a todos os países, cada um conforme a sua circunstância própria, explorar seus espaços de competitividade e encontrar sua melhor e mais eficiente inserção no sistema econômico internacional. (Cardoso, 1997)

(Économiquement, le **libre-échange** se comprend comme un mécanisme qui devra permettre, dans toute la région, la mise à jour de la promotion du développement économique et social, sur la base de conditions qui permettraient à tous les pays, chacun conformément à ses propres circonstances, d'explorer les espaces de compétitivité et de trouver sa meilleure et sa plus efficiente insertion dans le système économique international.)

A expressão desse respaldo democrático é a essência da soberania de cada um de nossos países [...] ; uma essência [...] que significa a promoção do bem-estar e da felicidade de cada um dos nossos povos, sem exclusões e desigualdades, sem deixá-los indefesos, expostos à lei do mais forte ou do mais capacitado [...] ; uma essência, enfim, que não pode prescindir de uma visão de longo prazo do desenvolvimento [...] que nada se fará na busca de um **comércio livre** e desimpedido nas Américas que signifique alienação do interesse nacional [...] ou que implique a submissão a esquemas de intercâmbio que não têm mais sustentação política e muito menos social, nos dias de hoje, en nossas sociedades. (Cardoso, 1997)

(L'expression de ce soutien démocratique est l'essence de la souveraineté de chacun de nos pays [...] ; une essence [...] qui signifie la promotion du bien-être et du bonheur de chacun de nos peuples, sans exclusions et sans inégalités, sans les laisser sans défense, exposés à la loi du plus fort ou du mieux préparé [...] une essence, enfin, qui ne peut pas se passer d'une vision à long terme du développement [...] que rien ne se fera dans la recherche du **commerce libre** et sans encombrements des Amériques qui puisse signifier l'aliénation de l'intérêt national [...] ou qui impliquerait la soumission à des schémas d'échanges qui n'ont plus le soutien politique, et encore moins social, dans nos sociétés aujourd'hui.)

Não é **livre comércio** para fazer o que eles fizeram conosco – eles queriam nos explorar. (Cardoso, 2002)

(Ce n'est pas le **libre-échange** pour faire ce qu'ils ont fait avec nous – ils voulaient nous exploiter.)

Quando se quer o **livre comércio**, se reduz o protecionismo, e não se pode pedir que países em desenvolvimento abram seus mercados e, ao mesmo tempo, restringir o acesso desses países aos mercados dos países ricos. (Cardoso, 2002)

(Quand on veut le **libre-échange**, on réduit le protectionnisme, et l'on ne peut

pas demander que les pays en développement ouvrent leurs marchés et, en même temps, restreindre l'accès de ces pays aux marchés des pays riches.)

Finalement, la lecture des contextes contenant l'expression « *liberdade econômica* » nous aura confirmé ce que le tableau 7.34 nous avait déjà montré : la liberté dans le discours de Cardoso est étroitement associée à la démocratie, aux droits de l'homme et à la justice sociale. La « liberté économique » chez Cardoso n'est pas seulement un instrument de développement mais aussi une valeur associée même à la justice sociale, ce qui est contraire à la vision néolibérale de la liberté en tant que liberté individuelle et insolidaire. L'antagonisme du discours international fait aussi irruption dans cette partie du discours de Cardoso.

Hoje, existirá convergência quase universal em torno dos valores da democracia, da justiça social e da **liberdade econômica**. (Cardoso, 1995)

(Désormais, il y aura une convergence presque universelle autour des valeurs de la démocratie, de la justice sociale et de la **liberté économique**.)

Nossos compromissos são com a cidadania, a **liberdade econômica** e a justiça social.(Cardoso, 1996)

(Nous avons des engagements envers la citoyenneté, la **liberté économique** et la justice sociale.)

O fim da Guerra Fria liberou a agenda internacional das tensões geradas pelo conflito idéológico e propiciou crecente convergência de valores em torno da democracia, da **liberdade econômica** e da justiça social. (Cardoso, 1995)

(La fin de la Guerre froide a libéré l'ordre du jour international des tensions générées par le conflit idéologique et a facilité une convergence croissante des valeurs autour de la démocratie, de la **liberté économique** et de la justice sociale.)

Os brasileiros entenderam que, sem **liberdade econômica** e sem estabilidade, não pode haver crescimento sutentado, geração de mais empregos, competitividade externa para nossos produtos, distribuição de renda, melhoria nos indicadores socias e no desempenho do Estado no cumprimento das suas funções primordiais. (Cardoso, 1995)

(Les Brésiliens ont compris que, sans **liberté économique** et sans stabilité point de croissance soutenue, point de génération d'emplois, point de compétitivité externe pour nos produits, point de distribution de revenu et point d'amélioration en ce qui concerne nos indicateurs sociaux et en ce qui concerne la performance de l'État dans

l'accomplissement de ses fonctions primordiales.)

> A Irlanda tem demonstrado ser aliado importante dos países em desenvolvimento na luta por um sistema internacional mais equilibradio e estável, em que a **liberdade econômica** seja um instrumento de justiça e de impulso ao crescimento, e não uma forma de consolidação de privilégios. (Cardoso, 1995)
>
> (L'Irlande a montré qu'elle est une alliée importante des pays en développement dans la lutte pour un système international plus équilibré et plus stable, dans lequel la **liberté économique** est un instrument de justice et d'impulsion pour la croissance et non pas une forme de consolidation de privilèges.)

Compte tenu de ce que nous avons trouvé dans notre analyse, nous devons conclure notre évaluation du discours de Cardoso en disant qu'il ne présente pas les caractéristiques d'insolidarité que nous anticipions d'un discours néolibéral. Certes, nous ne pouvons pas nier qu'il existe bel et bien un élan libéral très net dans son discours, manifesté par l'éloge de l'initiative privée et du libre-échange et par la dénonciation du bureaucratisme et du passéisme du paradigme d'État antérieur. Toutefois, nous avons montré que même une expression figée comme « *iniciativa privada* », à très forte connotation libérale et néolibérale, n'est pas complètement coupée du discours social et démocratique de Cardoso. De plus, ce discours, ou « sous-discours », où la démocratie, les droits de l'homme, la justice, l'équité, les valeurs et la justice sociale sont à l'honneur se mélange de façon plus intense quand il s'agit d'expressions figées comme « *liberdade econômica* » ou « *livre comércio* » et des mots simples comme « *comércio* » et « *mercado* ». Cet entrelacement n'est pas toujours facile à voir, puisque parfois il faut « creuser » dans le discours pour le détecter. En regardant justement les cooccurrences de « *comércio* » et « *mercado* », nous ne pouvons pas imaginer que certains de ces mots puissent faire partie de quelque chose d'autre qu'un discours strictement libéral ou néolibéral, jusqu'à que nous découvrions que des mots tels que « *protecionismo* », « *assimetrias* » et « *subsídios* » jouent une fonction antagoniste qui réclame un ordre mondial plus équitable et plus juste pour les pays en développement. C'est le « libéralisme revendicateur » de Cardoso et surtout de Lula que nous avons vu lors de l'analyse du discours international de ces deux présidents. Mais tout cela n'est pas une vraie surprise pour nous, puisque le simple comptage des fréquences absolues nous avait déjà indiqué le poids déterminant que des mots comme « *democracia* », « *social* », « *saúde* »,

« *educação* », « *direitos* » et « *justiça* » avaient dans le vocabulaire de Cardoso, ce qui ne présageait pas un bon avenir pour la tentative de « trouver le néolibéralisme chez Cardoso ».

Enfin, en regardant le discours de Cardoso comme un tout, nous pouvons dire qu'il est l'image conforme de l'État « social-libéral » dont il est, après tout, le fidèle serviteur. Peut-être que nous pourrions aller jusqu'à dire que cet État semblerait être vraiment « social-libéral », plutôt que « libéral-social », si nous pensions à la « tessiture lexicale » de son discours, dont la « partie sociale et démocratique » paraît s'immiscer, parfois ouvertement, parfois subtilement, un peu partout. Bien entendu, cette dernière remarque aurait pu être plus affirmative si nous avions fait une description plus longue et une analyse de cette partie « démocratique et sociale » du discours de Cardoso, qui est plus extensive que sa partie « néolibérale ». Mais, compte tenu de l'objectif de notre recherche, cela aurait été un peu superflu, en plus d'étendre ce chapitre au-delà du raisonnable.

### 7.6 Conclusions de l'analyse des discours de Cardoso et de Lula

Notre analyse des discours du président Cardoso et du président Lula a été guidée par les trois questions que nous avions posées à la fin du chapitre 6 de cette thèse. Nous avons « interrogé » le corpus pour répondre à ces trois questions et rien de plus. De cette manière, nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé les possibilités de description et d'analyse de notre base de données. Bien au contraire, nous sommes très conscients qu'un corpus aussi imposant que celui que nous avons constitué, qui dépasse cinq millions de mots, est loin d'avoir livré toute la connaissance potentielle qu'il renferme. Pour cela, il faudrait l'explorer davantage et poser de nouvelles questions, notamment celles concernant d'autres parties du discours non touchées par notre analyse ainsi que les changements chronologiques dans les discours des deux présidents. Plus encore, ce corpus devra être complété par les trois dernières années de la présidence de Lula, pour pouvoir réaliser une analyse ininterrompue de sa période comme chef d'État au Brésil. Toutefois, nous croyons avoir apporté des réponses convaincantes aux interrogations liées à notre recherche.

Notre analyse des discours internationaux de Cardoso et de Lula a prouvé au-delà de tout doute qu'il y a une concentration d'un vocabulaire développementiste dans ces parties

du corpus, ce qui est tout à fait cohérent avec l'idée d'un État qui, contrairement à l'époque du « national-développementalisme », fait une forte promotion de son développement par sa politique extérieure, au lieu de le faire prioritairement par le processus de substitution d'importations. L'hypothèse d'un « néodéveloppementalisme », à la manière de Jaguaribe, qui se serait institué après la crise de la dette et la nouvelle vague de mondialisation au Brésil gagne ainsi de la crédibilité à la suite de cette analyse. La tendance à la polarisation dans ces discours internationaux, particulièrement dans le cas de Lula, est le témoin d'une lutte que livre le Brésil (et d'autres pays en développement et émergents) contre le monopole du pouvoir des « pays riches ». Le discours présidentiel brésilien dénonce le caractère inique de l'ordre international établi par cette mondialisation et il projette le pouvoir national dans la scène diplomatique mondiale, avec la fin avouée de redresser la situation à sa faveur. Le « néodéveloppementalisme » serait ainsi non seulement une stratégie économique de développement, mais aussi une stratégie politique pour l'obtenir, dont le discours présidentiel serait une importante partie. D'une certaine façon, nous pouvons dire aussi que le « néodéveloppementalisme » serait une version étatique du « transformationalisme critique » académique. Il reconnaît les nouvelles réalités apportées par la mondialisation, mais il les voit de façon désapprobatrice et ne renonce pas à essayer de les infléchir à son avantage. Le paradoxal « libéralisme revendicateur », qui oppose pauvres et émergents aux « riches », au nom de l'équité et de la justice, serait la traduction discursive de cette lutte dans le corpus que nous avons analysé.

Notre exploration du discours « *lulista* » aurait démontré, par contre, l'absence d'une polarisation à laquelle nous devrions nous attendre dans le cas d'un discours populiste. Le discours de Lula aux syndicats, aux mouvements sociaux et même au public-cible de ses politiques sociales n'est pas du tout mobilisateur et antagoniste, comme dans le cas du populisme brésilien dans le passé et du populisme présent dans d'autres pays (Chávez est l'exemple qui vient à l'esprit). Pourtant, l'effort d'inclusion sociale est bien là, ce qui doit nous forcer à penser à plusieurs questions concernant la différence des relations entre l'État, les syndicats et les mouvements sociaux aujourd'hui et à l'époque du populisme traditionnel au Brésil, ainsi qu'à la conjoncture politique et économique contemporaine de ce pays. Nous parlerons plus en détail de cela dans les conclusions de cette thèse. Pour l'instant, il suffit de

dire que le discours politique de Lula reproduit une nouvelle dynamique qui caractérise aujourd'hui les relations des syndicats et des mouvements sociaux avec l'État. Cette relation en est une de symbiose et conflit, que nous pouvons appeler « postpopuliste » par le contraste qu'elle fait avec l'ancienne relation à l'époque de Vargas ou de Goulart (celui-ci dans une moindre mesure).

Répondre à la question sur le possible « néolibéralisme » du discours de Cardoso nous a demandé une définition préalable de l'essence du discours néolibéral. Par la réponse que le discours néolibéral est un discours essentiellement insolidaire qui prône la centralité de l'individualité en détriment des intérêts collectifs communs, notre analyse a essayé de trouver les marques de cette insolidarité dans le discours du président Cardoso. Cependant, malgré le fait que nous avons cherché cette apologie de l'individualité et du marché dans les parties du discours où elle avait le plus de chance de se retrouver, nous avons constaté que tout le discours d'inspiration libérale de Cardoso était mitigé par un vocabulaire plus propice à la promotion de la justice sociale, des droits de l'homme et de la démocratie. De plus, ce vocabulaire « démocratique et social » forme une partie plus imposante du vocabulaire total du discours de ce président que le vocabulaire pro-marché. De cette manière, si l'élan libéral est certainement là, l'élan social semble être suffisamment fort pour annuler l'insolidarité qui pouvait y exister. Le discours de Cardoso semble ainsi traduire l'inspiration idéologique « sociale-libérale » de son gouvernement, telle qu'exprimée dans les écrits de Bresser-Pereira (1998 et 2001) que nous avons cités sur ce sujet. La préoccupation d'alléger le fonctionnement de l'État et de donner plus de place à l'initiative privée est indéniable, mais la nécessité de redresser les grandes inégalités sociales et de renforcer la démocratie semble prendre le dessus dans le choque entre le « vecteur libéral » et le « vecteur social » de ce « nouveau paradigme d'État ». Cela est, du moins, ce que suggère l'exploration du discours de Cardoso.

# CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Cette thèse s'est déroulée sous le signe du changement, en opposition à une vision quelque peu ossifiée des sociétés sud-américaines et du Brésil en particulier. L'objectif général qui nous avait poussé à entamer ce travail était celui de tester l'idée que nous ne devrions plus continuer à penser la société brésilienne et l'État brésilien comme pris entre les mâchoires de l'étau conceptuel formé par, d'un côté, le néolibéralisme et, de l'autre côté, le populisme. Pour ce faire, nous avons dû réaliser un long parcours de description et d'analyse des mutations subies par cette société et cet État. Cette tâche était elle seule très exigeante, mais elle était en plus compliquée par le fait qu'elle se trouvait au croisement de plusieurs questions théoriques que nous avons dû maîtriser pour essayer de la mener à bon terme. Au fur et à mesure que nous avancions dans notre démarche nous nous rendions compte qu'une sociologie historique du Brésil était seulement une partie d'un travail de longue haleine, lequel devait inclure aussi le traitement théorique du phénomène de la mondialisation et une description des ses conséquences en ce qui concerne l'Amérique latine et le Brésil, une vision approfondie des différentes options conceptuelles autour du populisme et, finalement, un examen exhaustif des enjeux philosophiques et théoriques concernant l'analyse du discours. Toutes ces parties de notre thèse se sont conjuguées pour démontrer que le Brésil contemporain ne saurait être décrit par des concepts qui se révèlent passéistes, compte tenu

des transformations qu'il a subies.

Notre examen de la genèse de la société brésilienne sous l'Empire portugais a montré comment l'économie mercantiliste portugaise associée à la colonisation basée sur l'esclavage, à la concentration foncière démesurée et au presque total manque d'engagement concernant l'amélioration des conditions de vie de la colonie aurait produit une société très inégale et insolidaire, dont les liens sociaux vitaux se résumaient en grande partie à ceux qui unissaient, par la dépendance extrême, les individus aux grands propriétaires terriens. Politiquement, cet arrangement social fut traduit dans le phénomène du *coronelismo*, où la dépendance sociale se transformait en allégeance politique. En plein XX$^{e}$ siècle le Brésil était encore un « pays sans peuple » et son appareil d'État était complètement dominé par les intérêts oligarchiques et patrimoniaux.

La révolution de 1930 et l'arrivée de Vargas au pouvoir allaient changer cette situation, mais de façon limitée. Vargas réussit à arracher en partie le contrôle de l'État des mains des anciennes oligarchies rurales et bâtit une nouvelle forme d'État, qui créa et incorpora les professions syndicalisées en son sein et commença un nouveau cycle de croissance et développement par l'industrialisation et les substitutions d'importations.

Le populisme brésilien naquît à cette époque et constitua, comme en plusieurs autres pays d'Amérique latine, une source de modernisation sociale et politique. Socialement, il aida à dissoudre les anciens liens de dépendance du *coronelismo* dans le milieu urbain; politiquement, il incorpora les masses urbaines dans le processus électoral, deux manières de saper les fondements de l'ordre oligarchique et agraire. Existant à la confluence de ces initiatives politiques d'inclusion sociale et d'un discours politique mobilisateur et manichéen, le populisme brésilien ne saurait être décrit par une seule de ces sources et son hypothétique retour sur la scène politique nationale devrait être confirmé par une nouvelle conjonction de ces deux éléments.

Malgré ces changements, les efforts d'inclusion sociale de Vargas ne furent pas très ambitieux et ceux de ses héritiers furent stoppés net par le coup militaire de 1964. Pendant la dictature militaire, la situation d'exclusion sociale ne changea pas et les inégalités augmentèrent considérablement. Cependant, le développementalisme basé sur les substitutions d'importations continua jusqu'à la crise des années 1980, quand les possibilités

économiques et politiques pour sa survie furent réduites à une peau de chagrin. Cette crise marque non seulement des changements au niveau national, avec l'épuisement du modèle de développement mis en place au pays depuis les années 1930, mais aussi des changements au niveau international, suite à l'accélération de l'intégration croissante des économies nationales au marché mondial.

Sur ce dernier point, nous avons soutenu dans cette thèse que les sceptiques de la mondialisation se trompent s'ils pensent que la (nouvelle) vague de mondialisation des dernières décennies n'aurait pas eu un impact tangible et durable sur les pays qu'elle a frappés avec plus de force (entre autres, les pays sud-américains). Dans le cas particulier du Brésil, il est évident que l'État national a dû s'adapter aux nouvelles réalités économiques et politiques mondiales et à la désuétude du modèle de développement antérieur. La crise de la dette, l'imposition de nouvelles règles pour les prêts et les programmes d'ajustement imposés par les institutions de Bretton Woods, obligèrent les pays comme le Brésil à l'austérité fiscale (qui limitait la capacité de l'État à dépenser et à promouvoir le développement national) et à une plus grande ouverture de leurs marchés domestiques aux entreprises transnationales. Cela a signifié, bien évidemment, une perte de souveraineté nette qui réduisit la capacité du pays à diriger son propre destin. Afin d'échapper à cette logique et de ne pas rester isolé face au pouvoir très lourd des pays développés et des instituions qu'ils contrôlaient, l'État national fut obligé à penser à la construction d'alliances régionales et internationales comme une forme (quelque peu paradoxale, puisqu'elle implique des compromis) de regagner son autonomie et récupérer sa capacité de développement. Pour le Brésil, le Mercosul fut la réponse au niveau régional au besoin de rebâtir cette autonomie étatique par la projection de l'État national hors de ses frontières. Certes, les motivations à l'origine du Mercosul étaient plus politiques qu'économiques. Il s'agissait simplement de diminuer les tensions entre l'Argentine et le Brésil, de la même manière que le pacte franco-allemand après la Deuxième Guerre mondiale l'avait fait en Europe (Soares de Lima et Coutinho, 2006, p. 7-8). Cependant, une fois que le national-développementalisme basé sur les substitutions d'importations fut complètement épuisé, l'État brésilien dut chercher d'autres façons de promouvoir son développement. La construction d'un vrai marché régional et une intégration productive avec les pays voisins étaient des alternatives importantes à la simple ouverture du

marché domestique aux économies avancées. Le régionalisme sud-américain des années 1990 et 2000 aurait été ainsi une réponse au besoin des pays de la région de continuer à se développer et de satisfaire les besoins criants de ses sociétés, même si les résultats laisseraient encore à désirer (Domingues, 2005). D'ailleurs, l'importance du rôle de ce marché régional sud-américain n'aurait pu qu'augmenter quand l'échec des politiques néolibérales dans la région devint clair, avec son lot de croissances économiques erratiques et maigres, et même l'augmentation des iniquités sociales. La soi-disant « vague rose » (Silva, F. P., 2010, Panizza, 2006) qui balaya l'Amérique du Sud et l'Amérique latine, dont Lula est l'un des représentants, fut une conséquence de cet échec. Sous le gouvernement Lula, l'intégration régionale ne fit que croître et elle aurait même provoqué, tel que nous l'avons démontré, un changement important dans la structure de fonctionnement de l'État au niveau du ministère des Relations extérieures du Brésil et de certaines institutions économiques nationales, tel que le BNDES. À notre avis, cela serait une preuve convaincante de l'effet durable et fort que la mondialisation et la conséquente fin du modèle de développement antérieur auraient apporté à l'organisation étatique du pays et à sa manière de promouvoir le développement. L'État brésilien est plus excentré qu'auparavant. Autant au niveau régional, avec le Mercosul et l'Unasul, qu'au niveau international, avec la formation du nouveau G20 et des alliances avec d'autres pays autour d'intérêts communs. Plus encore, sa participation accrue dans certains organismes internationaux, dont l'OMC, montre que la voie d'un commerce international plus équitable est devenue cruciale pour les ambitions développementistes du pays. Cela ne signifie pas que l'État national soit devenu sans importance, comme les hyperglobalistes le proposent, mais qu'il a dû se recomposer sur de nouvelles bases, afin de pouvoir continuer à jouer son rôle crucial de démiurge du développement du pays. C'est une transformation, pas un enterrement. Ici, nous pouvons expliciter la première de nos conclusions générales :

1) La mondialisation aurait apporté des changements profonds et durables dans le fonctionnement de l'économie et de l'État brésilien, clôturant le modèle de développement antérieur. Le néodéveloppentalisme serait un phénomène réel, soit comme alternative au néolibéralisme économique, soit comme une projection

accrue de l'État national hors de ses frontières pour maximiser ses chances de développement.

Bien évidemment, comme nous l'avons déjà suggéré ci-dessus, cette transformation ne serait pas exclusive au Brésil. En ce qui concerne l'Amérique du Sud, les autres pays de la « vague rose » « post-néolibérale » (Venezuela, Argentine, Bolivie, Uruguay, Équateur, Chili, Paraguay) ont adhéré de façon enthousiaste au nouveau régionalisme, soit par la construction d'un Mercosul plus forte, soit par l'initiative « bolivarienne » de l'ALBA ou par l'Unasul. Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer jusqu'à quel point leurs États se sont adaptés à un nouvel ordre mondial qui exigerait une projection internationale accrue de leur part, mais il semble que leur stratégie de développement, tout comme celle du Brésil, se serait transformée après la fin des substitutions d'importations et la déception avec les promesses néolibérales, pour miser davantage sur un développementalisme régionalisé. Et même si le processus d'intégration sud-américaine ne peut pas se comparer encore à celui de l'Europe, il est par contre douteux de croire qu'il ne serait qu'un mouvement passager, destiné à disparaître après la fin de la « vague rose ». Certes, la manière dont cette intégration est menée pourrait changer avec des changements politiques à l'intérieur des États qui la composent. Toutefois, au fur et à mesure que cette intégration avance, l'entrelacement des économies et des sociétés sud-américaines pourrait faire en sorte que leur divorce serait de plus en plus problématique, ou même non viable un jour. Enfin, l'intégration régionale sud-américaine pourrait bien être une « tendance lourde », tout comme celles d'autres régions du monde, ce qui changerait bel et bien la manière de promouvoir le développement et empêcherait tout retour au modèle de développement antérieur. Dorénavant les règles du jeu ne seraient plus la fermeture des marchés domestiques aux importations pour promouvoir l'industrialisation nationale, mais leur ouverture maitrisée au niveau régional. Nous aurions ainsi une mondialisation contrôlée qui se poserait comme alternative à la mondialisation ultra-libérale sans régulation, mais pas un retour aux substitutions d'importations. Politiquement, les États seraient de plus en plus sollicités à participer dans les instances supranationales sud-américaines, devenant ainsi plus excentrés, du moins au niveau régional.

L'ironie ici est le fait que cette alternative à une mondialisation plus sauvage, ce sous-

produit de la « vague rose », signifie, malgré tout, l'union de la « gauche sud-américaine » pour la construction d'un marché capitaliste régional prospère (sauf, peut-être en ce qui concerne la très peu concrète ALBA). Le « néodéveloppementalisme » peut être une alternative à la mondialisation sans régulation, mais il ne serait pas une alternative au capitalisme. Il n'est pas la déconnexion de Samir Amin. Bien au contraire, il est une augmentation des connexions commerciales et politiques internationales pour la promotion d'un développement plus stable et équitable. Mais si cela est une ironie, elle n'est pas pour autant une contradiction. Après tout, la corrélation entre la croissance économique d'un pays et la taille de son commerce extérieur a déjà été établie par certains (Mann, 2004, p. 189), et les gouvernements de la « vague rose » ont bien besoin de la croissance économique et du développement pour pouvoir améliorer le sort de leurs populations et financer leurs programmes d'inclusion sociale. Peut-être que l'on pourrait parler d'un « social-libéralisme » qui inspire certains gouvernements de la « vague rose » en plus, bien sûr, du Brésil de Lula.

Certes, cette intégration ne se déroule pas sans heurts. Par exemple, les différences entre les pays membres du Mercosul ont fait en sorte que le Brésil soit le grand gagnant de cette intégration dans un premier moment, ce qui avait provoqué des réactions protectionnistes de la part de ses voisins (Soares de Lima et Coutinho, 2006, p. 12-13). Cependant, une fois la « vague rose » en place, les instances décisionnelles du Mercosul seraient passées d'un modèle *rule-driven* à un modèle *policy driven* (ibid., p. 14), c'est-à-dire d'un mode de fonctionnement où le marché et ses règles dominaient les décisions à une manière de faire où les décisions politiques et la vision à long terme sur l'intégration régionale ont pris le dessus. Cela aurait contribué au fait que le Mersosul soit une initiative beaucoup plus alléchante pour les pays sud-américains que l'ALENA, puisqu'avec un niveau d'intégration plus important le respect des règles du jeu serait plus sûr et la perspective d'un développement futur serait plus large (Mariano, 2007, p. 158-160). L'avenir du Mercosul (et encore plus celui de l'Unasul) ne pouvait pas cependant être considéré comme assuré, parce que son niveau d'institutionnalisation était encore considéré comme faible il n'y a pas longtemps (Ventura, 2005). Cependant, à partir du Sommet d'Ouro Preto, en décembre 2004, la décision de créer un parlement du Mercosul ainsi que le Fonds pour la convergence structurelle du Mercosul aurait fait avancer le processus d'institutionnalisation, permettant

d'impliquer les classes politiques des pays dans le processus d'intégration et amorçant un Mercosul politique (Dabène, 2005, p.42-43). Plus encore, ce processus d'intégration compterait aussi avec la participation spontanée de la « société civile » de la région par la coopération entre 123 « Mercociudades » (ibid., p. 41-42), ce qui pourrait signifier que les racines de l'intégration régionale deviennent sociales et culturelles, en plus d'être politiques et économiques. Ainsi, il semblerait que cette « mondialisation régionale » se solidifie petit à petit, même si elle reste encore fragile, non seulement en tant qu'un marché, mais aussi en tant qu'une entité politique avec un projet d'avenir commun dont le développement et l'amélioration de la qualité vie de ses habitants seraient la raison d'être. Bien sûr, cette vision serait trop rose et optimiste pour certains (Vigegani et Ramanzini, 2009), qui montrent que l'intégration régionale se heurte à des changements profonds dans l'économie internationale. La croissance très significative du commerce entre le Brésil et la Chine, de même que les réflexes protectionnistes d'autres pays de la région, par exemple, feraient en sorte qu'une partie de la communauté d'affaires brésilienne se soit désintéressée du processus d'intégration régionale, et que même une partie de l'État brésilien soit enclin dorénavant à maintenir le processus d'intégration régionale dans les limites d'une simple union douanière, ce qui ne limiterait pas la souveraineté du pays et sa liberté de jouer plus librement dans le scénario international (ibid., p. 60-70). Malgré cela, la récente crise aurait aussi montré que le marché régional pourrait être un modèle de développement alternatif, et moins vulnérable aux secousses imprévisibles du marché mondial (ibid., p. 71-72).

Quoi qu'il soit, l'intégration régionale et la nouvelle projection internationale du Brésil sont devenues des réalités concrètes après la crise de croissance des années 1980. Elles sont les témoins d'un monde transformé et d'une nouvelle manière d'y promouvoir le développement pour les pays comme le Brésil. Que l'on choisisse d'appeler cela « néodéveloppementalisme » ou non, cela relève d'un choix théorique, mais la coïncidence entre la politique extérieure et les questions liées au développement, comme le montre l'analyse du discours, ne peut pas être niée.

La « vague rose » en Amérique du Sud est une preuve que ce sous-continent a réagi rapidement à l'échec des politiques pro-marché des années 1980 et 1990. Cela a été absolument nécessaire puisque les réformes économiques ont coïncidé avec la «

rédémocratisation » des pays sud-américains, qui a rendu possible l'éclosion de revendications sociales et politiques longuement réprimées dans la région. Même si les premiers essais « néolibéraux » ont été accueillis avec un certain enthousiasme par la population, qui peut-être les voyait comme une porte de sortie de la stagnation économique des années précédentes, la déception avec les résultats obtenus a demandé un réajustement des politiques économiques et sociales. En ce qui concerne le Brésil, les premiers gouvernements civils après la période dictatoriale hésitèrent entre le mantien du statu quo sur le développement et l'implantation d'un plan de développement nouveau. L'expérience plus franchement néolibérale, sous le gouvernement Collor de Mello, ne dura pas longtemps, et le gouvernement d'Itamar Franco reprit en quelque sorte la marche « normale » de l'État brésilien. Par contre, le gouvernement Cardoso aurait réussi à mettre en œuvre un nouveau modèle de fonctionnement de cet État, dit « social-libéral », où une économie de marché plus ouverte supplanterait la stratégie de substitutions d'importations, mais où l'inclusion sociale serait aussi de mise, échappant ainsi aux canons de l'ultralibéralisme. Ici, nous pouvons avancer notre deuxième conclusion générale :

2) Le projet néolibéral (du moins celui-ci compris comme un ultralibéralisme ou comme le « néolibéralisme américain » de Foucault) ne s'est jamais vraiment implanté avec force à l'intérieur du Brésil et son modèle d'État contemporain ne saurait être décrit comme tel.

Bien évidemment, nous ne suggérons pas que le modèle néolibéral se soit implanté sans aucun compromis quelque part que ce soit sur la planète. Même le brutal gouvernement du général Pinochet au Chili, dominé sur le plan économique par les *Chicago Boys* de Milton Friedman, aurait décliné une application sans aucune retenue des recettes néolibérales (Mann, 2004, p. 193). Toutefois, sauf pour le court gouvernement de Collor de Mello, qui a très vite perdu sa légitimité, les mesures d'inspiration « néolibérale » mises en œuvre sous les gouvernements postérieurs, et particulièrement celles sous le gouvernement Cardoso, furent largement limitées par la préoccupation de combattre les inégalités sociales au pays et de garantir l'accès universel aux services de l'État (éducation, santé, etc.). Plus encore,

comme nous avons essayé de le montrer, plusieurs des mesures prises par Cardoso pourraient être considérées comme anti-patrimoniales plutôt que comme néolibérales. Par contre, il est indéniable que sous le gouvernement Cardoso l'État a pris un tournant décidément libéral, par l'implantation de mesures visant à favoriser une économie de marché plus compétitive (combat à l'inflation, contrôle plus rigoureux des dépenses étatiques, diminution du nombre des sociétés d'État, etc.).

Ainsi, le modèle d'État mis en œuvre par le gouvernement Cardoso semble vraiment mériter l'adjectif « social-libéral » que son principal mentor intellectuel avait inventé pour le définir. La tension inhérente entre les deux pôles de ce nom composé est aussi celle du Brésil et de plusieurs autres pays de la « vague rose », qui essayent d'améliorer le sort de leurs populations, sans pour autant contempler l'emprunt d'une porte de sortie à l'économie de marché. Nul besoin de dire que le défi de bâtir une société plus juste, mais sans trop nuire au fonctionnement du marché domestique et au fonctionnement du marché régional, en plus de concurrencer pour une place au soleil dans l'économie mondiale, est immense. Mais la fin de la Guerre froide et la progression de la mondialisation ont redéfini en bonne partie les alternatives pour la politique et le développement des pays anciennement décrits comme du « Tiers-Monde ».

À l'époque de la Conférence de Bandung, il était possible de dire et croire que l'horizon des pays en développement leur offrait au moins trois options pour leur avenir : poursuivre dans le chemin capitaliste établi, faire la révolution socialiste ou opter encore pour une troisième voie, à la fois développementiste, protectionniste, socialement juste et idéologiquement non-alignée. Aujourd'hui cet horizon s'est considérablement rétréci et la « troisième voie » (ou peut-être que l'on devrait dire la « deuxième voie ») n'est qu'une régulation du marché conjuguée à l'application de politiques de redressement d'inégalités sociales. Le retour à la politique de substitution des importations ne semble plus viable dans une économie mondialisée, le socialisme du XXI^e^ siècle reste nébuleux et celui du XX^e^ siècle, pour dire la moindre des choses, n'est plus d'actualité. Mais ce qui continue à être d'actualité ce sont les énormes iniquités sociales qui ont motivé la naissance des idées ayant essayé de trouver une alternative à la loi implacable du marché. Et un pays comme le Brésil, un presque champion mondial en ce qui concerne les inégalités sociales, ne pouvait pas se

permettre de ne pas les combattre, surtout à une époque où la démocratie était déjà de retour ; en même temps, il devait se trouver les moyens de le faire par le seul chemin qui semblait ouvert à l'époque : s'insérer dans l'économie internationale de manière compétitive. L'État « social-libéral » semble avoir été le résultat de ce compromis entre la volonté politique de combattre les iniquités restées sans traitement pendant la période de la dictature militaire et le besoin perçu de s'adapter à une nouvelle réalité. La continuation de ce compromis, malgré des inflexions importantes, sous le gouvernement Lula témoigne à la fois du manque d'alternatives crédibles à l'économie de marché mondialisée et de la nécessité de bâtir une société plus juste dans ce contexte.

Toutefois, il ne semble pas y avoir eu une vraie conversion à l'idéologie néolibérale, ou ultralibérale, de la part de ceux qui ont favorisé ce nouvel hybride dans les terres brésiliennes. Ce qu'il y a bel et bien eu, ce fut un clair rejet du modèle de développement antérieur, devenu impuissant pour promouvoir le développement national, et aussi le rejet (moins efficace) du clientélisme et du patrimonialisme qui parasitaient (et parasitent encore) l'État brésilien. Au Brésil et en Amérique latine, ce dernier serait encore un problème sérieux qui afflige l'État moderne et mine son « pouvoir infrastructurel » par une appropriation particulariste de ses ressources qui devaient, au contraire, être mises à contribution pour le combat contre les iniquités et pour l'expansion des services universels (Mann, 2004, p. 186). Ainsi, « l'attaque à l'État » du gouvernement Cardoso pourrait être interprétée aussi, du moins en partie, comme un « assainissement de ses assises » plutôt qu'une perfide tentative de l'affaiblir. Mais peut-être que le plus important en ce qui touche au caractère « non-néolibéral » du gouvernement Cardoso est l'absence de la trace principale du libéralisme radical ou de l'ultralibéralisme, c'est-à-dire de l'insolidarité. Selon notre analyse, l'insolidarité n'aurait pas accaparé le discours de Cardoso et elle ne semble pas non plus avoir été au cœur des principales actions de son gouvernement, trop enclin à l'action sociale pour cela. Bien évidemment, cette constatation implique aussi que dans le cas du gouvernement Cardoso nous ne pouvons pas parler d'un *policy switch* néolibéral et populiste (Stokes, 2001, Weyland, 2003), où le candidat présidentiel fait des promesses populistes et, une fois élu, met en œuvre un programme néolibéral. D'ailleurs, Stokes (2001, p. 13) ne considère pas non plus que le gouvernement Collor de Mello soit un exemple de *policy*

*switch*. Le Brésil semble ainsi avoir été épargné d'une supposé vague populiste et néolibérale qui aurait sévi en l'Amérique latine dans les années 1980 et 1990.

Il faudrait ajouter ici, encore selon Stokes (ibid., p.13), que des 44 élections présidentielles qu'elle aurait répertorié dans ce sous-continent, 12 seraient des exemples de *policy switch* et quatre seraient des exemples de « promesses vagues », ce qui fait que 28, ou 63, 6 % du total, auraient été des processus démocratiques propres, ou plus exactement 32, ou 72,7 % du total, si nous considérons que l'accusation de « promesses vagues » est elle-même trop vague pour y voir une irrégularité démocratique. Plus encore, des quinze pays mentionnés dans son étude, six (Brésil, Chili, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Uruguay) n'auraient connu aucun problème de ce type, ce qui porte à croire qu'il y a des parties de l'Amérique latine, dont le Brésil, où la démocratie se porterait relativement bien, même pour ceux qui y voient une zone de déficits démocratiques sérieux et de populisme chronique. Ainsi, nous arrivons à notre troisième conclusion générale :

3) Le populisme ne serait pas retourné au Brésil sous le gouvernement Lula, ni, d'ailleurs, sous aucun autre gouvernement d'après la dictature militaire. Même si certaines différences sont importantes, le gouvernement Lula aurait suivi le modèle « social-libéral » du gouvernement antérieur. L'inclusion sociale est là, de la même manière qu'elle y était sous le gouvernement Cardoso, mais le discours populiste est absent.

En suivant notre définition de populisme, qui est beaucoup plus précise qu'un simple amalgame de populisme et démagogie, nous avons établi que le gouvernement Lula (ainsi que le gouvernement Cardoso) n'était pas un exemple de gouvernement populiste, malgré son penchant pour les programmes d'inclusion sociale et le discours « populaire » du président.

En ce qui concerne le discours, la caractéristique principale qui nous a fait arriver à cette conclusion était l'absence d'une polarisation et d'un manichéisme qui font partie des contextes politiques où le populisme se manifeste. Au Brésil, cela a été très clairement le cas des gouvernements de Vargas et de Goulart, particulièrement dans les moments de crises

finales où les discours de ces deux présidents reflétaient une polarisation politique grandissante et apparemment irréconciliable entre les camps d'appui et d'opposition au gouvernement. Dans le reste de l'Amérique du Sud, cela semble aussi avoir été le cas, sous Perón et d'autres. Même aujourd'hui, le régime de Chavez, au Venezuela, a toutes les caractéristiques de ce que nous avons choisi d'appeler « le populisme historique sud-américain », où un leader charismatique se pose en champion du « peuple » par la mise en œuvre de mesures d'inclusion sociale et politique et mobilise ses partisans avec un discours qui l'oppose lui-même aux « ennemis du peuple », normalement l'élite oligarchique du pays et ses alliés. Cette capacité de mobilisation semble être directement proportionnelle à la dépendance des organisations populaires au leader populiste et sa machine politique. Or, ces constatations méritent que nous nous attardions un peu sur le pourquoi de la persistance ou renaissance du populisme en quelques pays et son absence en d'autres.

Comme l'avait bien observé Di Tella (1965), le populisme en Amérique latine a été une alternative politique au pouvoir sans contestation des oligarchies économiques et politiques qui avaient depuis toujours dominé les États de cette région du monde. Les œuvres d'Ianni (1974), Weffort (1978) et autres nous ont indiqué que le populisme ne saurait exister sans établir une relation de verticalité entre le leader, sa machine politique et les syndicats et mouvements sociaux qui forment sa base d'appui politique. Finalement, les auteurs qui se sont spécialisés dans l'analyse du discours nous ont appris que la relation entre le leader populiste et ses partisans est établie principalement par le discours politique et que ce discours est souvent polarisant et manichéiste. Cela dit, il nous semble que pour identifier les situations de populisme en Amérique latine, nous devrions répondre à quatre questions, que voici :

1) Y-a-t-il une mise en œuvre d'initiatives d'inclusion sociale et politique qui visent à diminuer les iniquités sociales et économiques qui affligent le pays?
2) Y-a-t-il de fortes résistances de la part des élites du pays contre ces initiatives?
3) Y-a-t-il une relation verticale entre le leader populaire et sa base d'appui politique?
4) Le discours du leader populaire est-il polarisant ou manichéiste?

Les deux premières questions ne visent pas à établir un diagnostic du populisme, mais seulement à savoir si certaines conditions politiques et sociales pour l'éclosion du populisme sont réunies. Bien sûr, les initiatives d'inclusion sociale et de diminution d'iniquités ne sont pas des signes de populisme, ni non plus les résistances politiques qu'elles peuvent susciter, même si, du moins en Amérique latine, le « cocktail » du populisme n'aurait jamais été servi sans ces deux ingrédients de base. Par contre, une relation verticale entre le leader et sa base d'appui, qui lui permet de la mobiliser un peu à sa guise, démontre un « sous-développement » politique et une dépendance des syndicats et mouvements sociaux par rapport au pouvoir étatique. Aussi, l'identification étroite de la personne du leader avec ces initiatives, comme si elles dépendaient exclusivement de sa volonté, est un autre signe d'un paternalisme vertical et d'une relation sans médiation entre le leader et sa base d'appui politique. Enfin, le discours polarisant du leader reflète et renforce une situation d'instabilité politique où les forces pour et contre les changements réels ou annoncés (et même parfois inventés) se confrontent. Nous croyons qu'une confirmation d'un clair « diagnostic » de populisme ne pourrait se faire que si les réponses aux deux dernières questions sont positives, mais historiquement nous savons aussi que le populisme s'est exprimé en Amérique latine dans des situations où les réponses aux deux premières questions sont aussi positives. Avec cette idée à l'esprit, nous avons élaboré un classement où nous avons essayé de répondre à la question sur le populisme de certains présidents sud-américains. Comme nous ne connaissons pas très bien les contextes sociaux et politiques qui ont entouré chaque présidence, ni ne connaissons non plus le discours de chaque président, nos réponses sont, dans la majorité des cas, seulement des illustrations et ne doivent pas être prises comme résultats de recherches. Toutefois, elles montrent comment nous aurions pu avoir procédé si nous avions entrepris une telle démarche.

**Tableau 8.1**

| Illustration de possibles « diagnostics » de populisme | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Initiatives d'inclusion sociale ou politique | Forte résistance des élites à ces initiatives | Relation verticale entre le leader et sa base d'appui politique | Discours polarisant ou manichéiste du leader | Populisme |
| Brésil (Vargas – deuxième gouvernement) | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| Argentine (Perón) | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |
| Brésil (Collor) | NON | NON | NON | (OUI) | NON |
| Brésil (Cardoso) | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Brésil (Lula) | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Bolivie (Morales) | OUI | OUI | (NON) | (OUI) | (NON) |
| Chili (Allende) | OUI | OUI | (NON) | (NON) | (NON) |
| Venezuela (Chavez) | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI |

Nous avons mis les réponses qui sont plutôt intuitives de notre part entre parenthèses. En dépit de cela, il y a une logique qui se dessine dans les « diagnostics » que nous avons illustrés ci-dessus. On peut constater, par exemple, que nous n'avons pas inclus Collor parmi les populistes brésiliens, malgré le fait que son discours a possiblement été polarisant ou du moins manichéiste. Cependant, Collor n'a jamais eu une base d'appui politique populaire, ni une solide base d'appui non populaire non plus. Ce franc-tireur démagogique a été un sous-produit des médias qui ont appuyé sa candidature et sa vie politique a été vraiment courte. Nous insistons sur l'importance de faire la différence entre populisme, un phénomène politique assez complexe, et la simple démagogie. Considérer le populisme comme synonyme de démagogie élargie sans mesurer ce concept et le rendre, à notre avis, presque sans pertinance pour la sociologie. De la même manière, nous hésitons de prime abord à utiliser l'adjectif « populiste » pour qualifier les gouvernements de Morales en Bolivie et

Allende au Chili, comme certains peut-être le feraient. Nous faisons cela parce que nous ne sommes pas convaincus que la base d'appui politique de ces deux présidents peut être considérée comme une masse manipulable par leur autorité ou leur charisme. Nous croyons que le populisme en Amérique latine est né et a toujours profité du manque d'organisation et d'indépendance politique de sa population cible. C'est ce manque d'organisation et d'indépendance qui élève le leader populiste à sa position de chef incontesté et incontestable du mouvement qu'il dirige et de démiurge de la volonté du « peuple ». Cela nous semble différent des situations où un mouvement social organisé et indépendant, ou assez indépendant, porte un leader au pouvoir ou décide de lui porter son appui. Ici il n'y a pas une relation sans médiation entre le leader et sa base d'appui et il y a plus de chances que cet appui lui soit retiré s'il brise le lien de confiance qui l'unit à ses partisans. Il y a une différence entre Vargas, le « père des pauvres » qui a monté un réseau de syndicats soumis à l'autorité de l'État, et Morales, qui est arrivé au pouvoir à la tête d'un mouvement social organisé et indépendant de l'État. On pourrait dire la même chose d'Allende au Chili, qui est arrivé au pouvoir par l'entremise d'une alliance de partis et mouvements de gauche et non pas par la séduction démagogique d'une masse désorganisée. Peut-être que l'on devrait faire une distinction entre populisme et mouvement populaire. Enfin, l'exemple de Chavez montre que nous ne devrions pas non plus penser au populisme comme quelque chose de révolu en Amérique latine. Le populisme peut revenir en Amérique latine et en Amérique du Sud pourvu que les conditions sociales et politiques soient présentes.

Au Brésil, il nous semble que les conditions sociales générales propices à un retour du populisme étaient bel et bien présentes à la fin de la dictature militaire. Après tout, l'exclusion sociale avait été la norme pendant plus de vingt ans et les revendications réprimées étaient nombreuses. Il y avait, par conséquent, un terrain potentiellement fertile où le populisme aurait pu se développer. Toutefois, cela n'a pas eu lieu. Et nous croyons que cela ne s'est pas produit pour trois raisons principales. Premièrement, parce que les gouvernements qui suivirent tout de suite la dictature militaire ont été de facture conservatrice et n'ont pas vraiment touché à l'épineuse question sociale du pays. Deuxièmement, parce que les efforts d'inclusion sociale des gouvernements de facture « sociale-libérale » ne se sont pas heurtés à l'opposition des élites du pays. Troisièmement,

parce que la relation entre le gouvernement Lula et les syndicats et les mouvements sociaux n'est pas du tout verticale comme dans le passé, avec Vargas.

Sur ce dernier point, force est de constater qu'avec des syndicats et des mouvements sociaux indépendants les relations entre ceux-ci et l'État sont plus complexes et potentiellement plus conflictuelles qu'auparavant. Cela a bel et bien était le cas après la dictature militaire au Brésil, avec l'éclosion du « nouveau syndicalisme » et les grèves à profusion. Les syndicats ne sont plus les courroies de transmission des politiques étatiques et la fin des restrictions à l'essor de la démocratie aurait facilité l'essor d'une grande diversité d'agglomérations syndicalistes, idéologiquement et politiquement différentes. Pendant que la structure syndicaliste varguiste n'admettait que le ministère du Travail (l'État) à son sommet, aujourd'hui le mouvement syndical brésilien est éparpillé dans huit centrales syndicales et organisations politiques distinctes, chacune proche d'un parti politique ou d'une mouvance politique spécifique. Ainsi, toute manipulation politique des syndicats devient difficile et tout doit se faire par la négociation. Cependant, cette nouvelle indépendance se paie avec une certaine vulnérabilité face aux aléas d'un marché domestique qui n'est plus contrôlé dans la même mesure par un État diminué face à la mondialisation. Dans cette conjoncture, la CUT et d'autres organisations syndicales n'auraient aucun intérêt à alimenter un conflit avec un gouvernement comme celui de Lula, qui a augmenté de façon significative le salaire minimum, qui n'est pas inamical aux revendications des syndicalistes et qui s'efforce pour vitaliser un marché domestique qui est la « vache à lait » de l'industrie nationale. De cette manière, les relations entre syndicats et le gouvernement issu du PT ne sont ni chroniquement conflictuelles ni parfaitement harmonieuses. Peut-être que nous pourrions les appeler « normales ». Sans aucun doute, ces relations ne reproduisent pas la structure des relations entre État et syndicats dans la période populiste du Brésil.

Le cas du MST semble être plus complexe que celui des syndicats, mais il ne semble pas non plus fuir totalement cette logique. Le MST dépend de mobilisations constantes pour survivre, mais en même temps il dépend aussi d'un gouvernement qui le tolère comme aucun autre auparavant et qui, en plus, semble trouver des solutions créatives pour son financement indirect. De son côté, le gouvernement Lula est intéressé à préserver la « paix sociale » qu'il a soigneusement négociée avec les forces industrielles et agro-industrielles et la paix

politique dont il a besoin pour sa gouvernance dans le « présidentialisme de coalition » brésilien. Par conséquent, il a tout l'intérêt à tenir le MST et d'autres mouvements sous son contrôle relatif, sans toutefois perdre leur appui politique. Nous avons par conséquent une espèce de symbiose conflictuelle où les intérêts de l'une et l'autre parties ne sont pas tout à fait complémentaires (d'où le conflit), mais ne sont pas tout à fait contradictoires non plus (d'où le besoin d'une alliance commune). Cela serait une conjoncture « postpopuliste » ou non-populiste en ce qui concerne les relations entre syndicats, mouvements sociaux et État. Bien sûr, un changement de gouvernement pourrait modifier très vite cette situation et ramener le conflit au centre des relations entre l'État et les mouvements sociaux. Si José Serra avait été élu à la présidence de la République dans les dernières élections (2010), peut-être qu'aujourd'hui nous serions témoins d'une nouvelle vague de mobilisations des mouvements sociaux contre le gouvernement, comme celle qui eut lieu sous Cardoso.

Cependant, il faut aussi souligner que l'amélioration des conditions de vie de la population sous Cardoso et spécialement sous Lula, incluant la réforme agraire, a fait en sorte que le recrutement de personnes démunies pour intégrer certains mouvements sociaux, tels que le MST et autres, pourrait devenir de plus en plus difficile[117]. Après tout, l'effet combiné des programmes d'inclusion sociale, de la diminution du chômage et de la diminution des inégalités sociales n'a pas été négligeable dans les dernières années. Paradoxalement, le gouvernement Lula, l'un des meilleurs amis du MST, pourrait être en train de tuer à petit feu son allié.

Mais cette diminution de la misère et de la masse de dépossédés et de sans–droit au Brésil ne sape pas seulement les sources où s'abreuvent certains mouvements sociaux, mais aussi celles qui ont toujours été nécessaires pour que le phénomène du populisme se manifeste. Le point fondamental semble être ceci : au fur et à mesure que la misère diminue et que l'inclusion sociale augmente, et sans une opposition qui y résiste, les possibilités objectives pour un renouveau de l'ancien populisme deviennent plus limitées. Cela dit, voilà la quatrième conclusion de notre thèse :

[117] Telle est l'opinion de Raul Jungmann, le ministre du Développement agraire sous Cardoso et maintenant député fédéral du PPS. Source : http:// www.camara.gov.br/internet/radiocamara/

4) Les conditions sociales et politiques pour un retour du populisme au Brésil se seraient érodées davantage après l'implantation du modèle d'État « social-libéral ». L'augmentation de l'inclusion sociale, l'incorporation d'un plus grand nombre d'individus au marché de travail organisé, la diminution des inégalités sociales et l'accès accru des anciens exclus aux droits citoyens contribuent à réduire la possibilité de succès des leaders politiques populistes. La citoyenneté pleine n'est pas un terrain fertile pour le populisme.

Au cours de cette thèse, nous avons insisté sur l'idée que le populisme ne saurait être considéré comme un phénomène politique régi uniquement par des lois linguistiques ou sémiologiques. Selon notre vision, une vraie sociologie du populisme impliquerait justement l'examen des conditions sociales où ce phénomène pourrait se développer et se manifester, sans pour autant le circonscrire à une époque déterminée. De cette manière, le caractère anhistorique et asocial de certaines approches discursives sur le populisme serait évité, de même que l'historicisme de certaines analyses socio-structurelles de ce phénomène.

En ce qui concerne les racines sociales du populisme, nous avons vu que les premiers auteurs latino-américains qui se sont penchés sur cette question ont identifié la forte augmentation de masses urbaines, politiquement désorganisées et socialement dépourvues, comme le substrat duquel le populisme put fleurir dans certains pays au milieu du dernier siècle. Aujourd'hui, l'incapacité ou le manque de volonté des élites politiques de satisfaire les demandes sociales des plus démunies, ainsi que la non-intégration d'une partie de la population dans un régime de pleine citoyenneté feraient de sorte que le populisme puisse encore se répéter et se rénover dans le sous-continent latino-américain. Le *chavismo* probablement n'aurait jamais existé sans le pacte des élites vénézuéliennes de 1958, qui exclut la gauche et les Vénézuéliens moins nantis de la participation politique effective et du partage de la rente pétrolière. Aucune « chaîne de signifiants » n'aurait pu réussir à faire cela par soi-même.

Au Brésil, malgré les vingt et une années d'exclusion sociale et la crise des années 1980, de fortes mesures d'inclusion sociale furent prises déjà à l'assemblée constituante de 1988, commençant alors un processus de réduction de l'énorme déficit citoyen que le

populisme historique n'avait pas réussi à combler. Plus tard, avec l'introduction du modèle d'État « social-libéral » et la forte reprise de la croissance économique sous Lula, ce processus fut accéléré, surtout en ce qui concerne l'intégration sociale et citoyenne des Brésiliens extrêmement pauvres, qui faisaient légion il n'y a pas encore longtemps.

Comme nous avons déjà souligné antérieurement, les réussites de l'État « social-libéral » dans le combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale ne sont pas les moindres. En fait, si le rythme de l'amélioration des indicateurs sociaux ne change pas, on calcule que bientôt le Brésil sera un pays très différent comparativement à ce qu'il était à l'époque ou le *Plano Real* fut introduit au pays. Une étude de l'IPEA (2010) publiée récemment montre qu'aussitôt qu'en 2016 le Brésil pourra avoir éliminé totalement la pauvreté extrême, qui en 2008 atteignait encore 10,5 % de la population, ainsi que réduire le taux de pauvreté de 28,8 % à 4,0 % dans la même période. Plus encore, cette même étude prévoit que l'indice de Gini pourrait se situer bien en dessous de 0,5 en 2016, plus précisément à 0,488, ce qui serait un record absolu dans l'histoire du pays.

Également, l'effort d'amener les droits citoyens pour tous a fait des progrès considérables. Sur ce point, en plus de l'accès accru à la santé, à l'éducation et à un revenu digne par l'entremise de plusieurs initiatives un peu partout au pays, le programme *Territórios da Cidadania* (Territoires de la citoyenneté), mis en œuvre en 2008, vise à garantir les droits citoyens de base dans les régions les plus éloignées et démunies du Brésil. Il s'agirait de concentrer des actions d'inclusion sociale dans les municipalités et régions qui présentent l'Index de développement humain (IDH) le plus bas, plus spécifiquement dans les aires rurales les plus pauvres, *où la population vit encore avec peu ou aucune présence de l'État national.* Si cette initiative est couronnée de succès, cela pourrait signifier le coup de grâce dans la séculaire « insolidarité » brésilienne, telle que décrite par Oliveira Viana, où les principaux liens de sociabilité et politiques étaient ceux qui liaient les habitants d'un comté aux puissants propriétaires terriens de la place. Bien sûr, les syndicats et mouvements sociaux ruraux, ainsi que certains droits introduits dans les régions rurales brésiliennes, tels que le droit à une retraite avec pension payée par l'État, ont déjà transformé le milieu rural du Brésil après 1988. Mais réussir à lier tous les Brésiliens à un État qui garantirait leurs droits minimums serait un exploit qui achèverait un long processus initié dans les années 1930 par

Vargas. Si les objectifs de ce programme sont atteints et si les intentions du gouvernement sont plus que rhétoriques, 40% des municipalités rurales du pays pourraient bénéficier de cette initiative, mettant fin à l'isolement de sa population[118].

Il va sans dire que cela pourrait signifier la fin du *coronelismo* et du clientélisme dans le milieu rural brésilien, pourvu que l'État substitue effectivement les relations de dépendance personnelles par de services impersonnels. À ce sujet, nous avons déjà vu que le *Bolsa Família*, selon une évaluation, aurait justement coupé les liens de dépendance qui alimentent le clientélisme local et implanté l'accès à un bénéfice qui n'est pas contrôlé par des figures politiques et sociales locales. La mise en œuvre de programmes comme le *Bolsa Família* aurait contribué au déclin marqué des anciennes « machines électorales » qui contrôlaient le vote dans certains États brésiliens, notamment ceux avec un bas niveau de développement économique et social, en finissant avec une domination politique clientéliste et autoritaire qui durait depuis longtemps (Borges, 2010). On pourrait ainsi croire que cet ensemble de programmes visant l'accès d'un plus grand nombre de Brésiliens à la citoyenneté par l'entremise de programmes étatiques aurait comme effet secondaire la destruction de ce qui reste encore des relations de dépendance archaïques qui avaient caractérisé le Brésil depuis belle lurette.

Toutefois, il faudrait souligner que l'élimination du *coronelismo* et du clientélisme ne signifie pas pour autant l'élimination du populisme. Après tout, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2 de cette thèse, le populisme brésilien serait né en partie de la dissolution des liens sociaux et politiques qui unissait l'électorat à une espèce de *coronelismo* urbain. Par conséquent, la fin du *coronelismo* et la fin du clientélisme ne signifient pas nécessairement la destruction du populisme.

Cependant, autant le clientélisme que le populisme auraient des racines sociales et politiques communes, puisque tous les deux se manifesteraient en l'absence d'organisations politiques populaires indépendantes (Gay, 1990) et sans la possibilité de formation d'acteurs sociaux avec des identités collectives fortes (Oxhorn, 1998). Le clientélisme et le populisme seraient ainsi deux formes d'incorporation politique dirigées du haut vers le bas par les élites

---

[118] Selon données du *Ministério do Desenvolvimento Agrícola* (ministère du Développement agricole), dans http://www.mda.gov.br , visité le 09/11/2010

(Gay, p. 450), mais différenciées par le fait que le premier trouverait son essor dans des situations unissant à la fois une identité populaire collective faible et un bas niveau de mobilisation collective, pendant que le second se distinguerait par la mobilisation extérieure des secteurs populaires incorporés, mais sans développer une identité collective menant à l'autonomie de ces mêmes secteurs (Oxhorn., p. 234). Par conséquent, malgré cette différence, la clé pour la destruction du clientélisme et du populisme serait l'émergence d'acteurs politiques populaires autonomes dont l'identité collective serait bâtie dans une lutte centrée autour des questions liées aux droits citoyens et à la consommation (ibid., p. 237) ou, tout simplement, serait aussi la naissance de mouvements sociaux autonomes. Or, la liaison historique entre la destruction du clientélisme et la naissance d'une citoyenneté centrée dans des organisations autonomes a déjà été établie (Fox, 1994). Selon l'étude de Fox, certains programmes sociaux du gouvernement mexicain qui prévoyaient et encourageaient la participation des communautés en ayant bénéficié auraient eu comme conséquence la création d'enclaves d'autonomie populaire et citoyenne dans un pays largement dominé auparavant par des relations strictement clientélistes entre le pouvoir établi et sa population.

Au Brésil, les effets du *Bolsa Família* semblent être très positifs non seulement en ce qui concerne le bris des liens clientélistes du passé, mais aussi en ce qui concerne une augmentation du niveau d'autonomie des personnes aidées par ce programme ; et sa continuité pourrait signifier un approfondissement de la « démocratie substantive » au pays (Rego, 2008, p. 180). L'accès à un revenu minimum serait en quelque sorte le passeport pour une vie digne et pour des droits fondamentaux primaires, qui seraient dus à tout citoyen. Ainsi, ce revenu ne serait pas un cadeau, mais un droit essentiel du citoyen en tant que personne qui a « droit à avoir des droits » (ibid., p. 181). D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si la carte qui donne accès au programme s'appelle *Cartão da Cidadania* (Carte de Citoyenneté).

De cette manière, l'État « social-libéral » serait engagé dans la construction d'une citoyenneté sociale élargie, beaucoup plus ambitieuse que celle bâtie par Vargas et son inclusion sociale limitée et contrôlée. Peut-être qu'une des forces du populisme de Vargas était justement le fait que les droits octroyés atteignaient seulement une petite partie de la population, ce qui favorisait leur perception comme un privilège, et aussi la perception de

Vargas en tant que « père des pauvres ». Plus encore, la « citoyenneté corporative » créée par Vargas n'était pas accompagnée d'une citoyenneté civique et d'une citoyenneté politique à la portée de tous. Bien au contraire, comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre 2 de cette thèse, les droits sociaux avaient d'une certaine manière « devancé » les droits civiques et politiques, tels que décrits dans schéma de Marshall. Aujourd'hui, cela n'est plus le cas. Même si le respect des droits humains laisse encore à désirer en certaines parties du pays, la citoyenneté civique est beaucoup mieux implantée qu'auparavant, et la citoyenneté politique touche tous les citoyens en âge de voter, même les analphabètes. Le curieux dans tout cela est le fait qu'apparemment cet État « social-libéral » semble d'une certaine façon œuvrer un peu à contrecourant de ce qui se passe ailleurs, dans les pays dits « développés ». Pendant que dans certains « pays avancés », les acquis de l'État-providence sont questionnés ou sont même parfois éliminés, dans de pays comme le Brésil il est impensable de ne pas se diriger vers une société où la « citoyenneté sociale » ne soit pas de plus en plus généreuse et forte. Bien sûr, cela est en partie dû au fait qu'il y aurait beaucoup de rattrapage à faire par rapport aux pays développés, mais ce mouvement vers une citoyenneté pleine à la portée de tous n'est pas inévitable ni obéit à une logique évolutionniste prédeterminée. Ce que ce passage « original » à un régime de citoyenneté sans exclusions montre encore une fois est la nécessité de penser les sociétés latino-américaines dans leurs propres termes, sans prendre les sociétés « avancées » comme leur incontournable barème.

En ce qui concerne l'évolution de la citoyenneté, Michael Mann (1987) avait déjà dénoncé l'anglocentrisme de la théorie de Marshall et proposait à la place un schéma « enrichi » avec cinq « stratégies de citoyenneté », selon les États qui les avaient mis en œuvre. Mais même ce schéma complexifié n'incluait que les exemples de divers pays européens, un pays nord-américain (les États-Unis) et un pays asiatique (le Japon), c'est-à-dire qu'il n'incluait pas un seul pays « en développement ». D'un autre côté, la typologie de citoyenneté proposée par Turner (1990) ne touche que de façon périphérique aux pays non avancés, malgré sa prétention à l'universalité. Le passage de la citoyenneté corporative limitée de Vargas à la citoyenneté pleine élargie sous l'État « social-libéral » brésilien pourrait ainsi être un exemple d'un cheminement original de la citoyenneté, qui n'obéit de façon précise à aucune des traditions identifiées sur ce sujet, même si certains

rapprochements peuvent être faits. Si nous suivions la pensée de Mann, l'État « social-libéral » aurait des similitudes avec le réformisme anglais ou avec le réformisme scandinave, lesquels introduisirent des droits sociaux dans un contexte où les droits politiques et civils n'étaient pas limités ou absents (1987, p.343, 344). Si nous suivions la théorie sur la citoyenneté proposée par Turner, le cas brésilien actuel pourrait se situer plus proche du pôle idéal-typique des « contextes révolutionnaires » ou de la « tradition révolutionnaire française », où les revendications populaires sont fortes, mais sont réalisées hors du contexte de la tradition libérale individualiste (1990, p.200, 209). Aucune de ces approximations ne correspond tout à fait à la situation brésilienne présente. Les réformismes anglais et scandinave ont eu lieu dans de contextes très différents du Brésil contemporain et la « tradition révolutionnaire française », nul besoin de le dire, n'est pas exactement celle d'un pays qui a connu il n'y a pas très longtemps le paternalisme populiste et la dictature militaire.

Nous pouvons néanmoins retenir de ces deux auteurs deux idées qui nous semblent importantes. De Mann, nous retenons l'idée que de différentes stratégies de citoyenneté naissent des formations sociales également différentes et qu'il n'y a pas de cheminement de citoyenneté unique ou idéal; de Turner, nous trouvons pertinente l'idée que la citoyenneté peut être le résultat de luttes spécifiques, et que, par conséquent elle ne peut pas toujours être considérée comme un simple octroi vertical de l'État ou des classes dominantes, même si cet octroi peut être aussi une stratégie pour mater des conflits sociaux de classes.

Avec ces deux idées, nous pouvons analyser l'irruption de la citoyenneté dans le nouveau scénario politique brésilien après la dictature militaire et constater que certains mouvements sociaux et partis politiques ont été derrière le renouvellement d'une mouvance générale vers une citoyenneté pleine qui n'est pas encore finie. Premièrement, les citoyennetés civile, politique et sociale furent inscrites sans équivoque dans la Constitution de 1988. Deuxièmement, l'action des mouvements sociaux de toute sorte (travailleurs sans terre, femmes, Noirs, Indiens, gais, etc.) fit pression pour que cette inscription ne reste pas lettre morte et se transforme en droits effectifs. Troisièmement, les gouvernements de l'État « social-libéral » ont commencé de programmes spécifiques pour pallier les « déficiences citoyennes » au pays.

De cette manière, il serait peut-être mal avisé de considérer des programmes comme

le *Bolsa Família* comme un simple « cadeau populiste » destiné à amadouer les déshérités et à garantir le succès électoral du gouvernement. Les programmes compensatoires des gouvernements Cardoso et Lula, comme le *Comunidade Solidária* et le *Bolsa Família*, peuvent être considérés aussi comme partie d'un élan plus ample pour la diminution des inégalités sociales du pays, dont font partie aussi l'accès accru à l'éducation et à la santé, ainsi que la réforme agraire et les programmes spéciaux pour les Noirs, les descendants d'esclaves marrons, les Indiens et encore d'autres. Et tout cet élan n'aurait pas eu la force d'être aussi vaste et durable sans l'impulsion donnée par une série de luttes sociales au pays, c'est-à-dire sans une « citoyenneté active » œuvrant derrière tout cela.

Tout ceci est donc très différent du contexte du populisme historique introduit par Vargas au pays, où la « citoyenneté corporative » était plutôt passive et attendait des améliorations venues « du haut », au lieu de se mobiliser pour les conquérir[119]. Nous sommes loin maintenant de ce que Turner (1990, p. 200, 201) appelle « l'autoritarisme plébiscitaire » ou *Führerdemocratie,* caractérisé par une « citoyenneté passive » et dépendante d'un leader charismatique, comme c'est souvent le cas dans le populisme. Lula n'est clairement pas Vargas, Goulart, Perón ou Chávez. En fait, le cas brésilien actuel (et peut-être celui d'autres pays aussi) n'est pas bien décrit par aucune des « théories » ou schémas que nous avons mentionnés ci-dessus et mériterait une place spécifique dans un tableau descriptif sur la citoyenneté et la consolidation des institutions démocratiques.

[119] Nous devons reconnaître, cependant, qu'à la fin du gouvernement Goulart cela n'était plus le cas, puisque les syndicats et certains mouvements sociaux étaient mobilisés de façon indépendante de l'État. Cette différence est importante pour ceux qui font la distinction entre *populismo* et *trabalhismo* au Brésil.

**Tableau 8.2**

| La citoyenneté selon les régimes politiques | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Type de citoyenneté | | | ////////////////////////////////////////////////////////////////////////////////////////////////// | |
| civile | politique | sociale | consolidation des institutions démocratiques | régime politique |
| - | - | - | - | Féodalisme, esclavagisme, régimes coloniaux en Amérique latine |
| + | - | - | - | Monarchies constitutionnelles du XIX siècle |
| ++ | ++ | + | ++ | Démocraties libérales |
| ++ | ++ | ++ | ++ | Régimes sociaux-démocrates, État-providence |
| - | - | + | - | Fascisme, socialisme autoritaire, dictatures militaires |
| + | + | + | + | Populisme historique en Amérique latine |
| + | ++ | + | ++ | État « social-libéral », social-démocraties périphériques en construction ? |

Nota bene : Ce tableau a été inspiré du texte de Mann (1987)

Ce que le tableau ci-dessus essaye d'illustrer est la spécificité de l'évolution des régimes politiques au Brésil et dans l'Amérique latine en général. Pendant qu'une grande partie des sociétés européennes et nord-américaines suivirent un tracé historique restreint aux premières cinq lignes du tableau, les deux dernières lignes de celui-ci seraient propres à quelques pays latino-américains. Sans doute, le populisme a été le catalyseur ou l'initiateur d'un mouvement d'inclusion sociale et politique qui aida des sociétés latino-américaines à sortir de l'ordre oligarchique hérité des régimes coloniaux et peut être considéré comme une partie spécifique de leur histoire. Toutefois, ce serait une erreur de croire que cette spécificité historique latino-américaine révèlerait en fait d'une espèce de maladie chronique qui affecterait la région. En premier lieu parce que le populisme n'a rien eu d'une maladie et a été en réalité une évolution positive dans les sociétés latino-américaines en les libérant du joug oligarchique d'une élite rétrograde et, en deuxième lieu, parce que certains pays ont évolué au-delà de ce populisme historique pour renouer avec l'inclusion sociale et la promotion de la citoyenneté dans d'autres conditions. Plus encore, cette nouvelle vague d'inclusion sociale sans populisme montre qu'il est faux de croire que cette région du monde

est prise entre la promotion d'une justice sociale teintée par la démagogie et par l'autoritarisme et l'avancement d'une économie de marché sans égard pour les iniquités sociales qui l'affligent. Cela est une perspective réductionniste qu'il faudrait surmonter.

Enfin, nous pensons que notre thèse a démontré que le Brésil (et peut-être aussi d'autres pays de l'Amérique latine) mérite un effort de réflexion qui prenne en considération l'originalité et la spécificité de son cheminement historique, qui, de toute évidence, n'est pas le même que celui des « pays développés ». Il y a des indices solides qui suggèrent la genèse d'une nouvelle forme de l'État moderne au Brésil, qui ne se conforme pas aux mutations de l'État au Nord[120]. Pendant que les pays en Europe et en Amérique du Nord auraient subi des transformations les amenant, successivement, de l'État libéral à l'État providence et de celui-ci à un État néolibéral (Bourque et Duschastel, 1992, p. 82), le Brésil serait passé d'un État libéral (*República Velha*) à un État « national-développementaliste » (Vargas) pour ensuite arriver à un État « social-libéral » (Cardoso et Lula). Alors l'insistance à voir la dernière transition étatique au Brésil comme la construction d'un « État néolibéral » semble découler d'une analyse qui considère tacitement la transition étatique du Nord comme universelle. Or, cela est une grave erreur, car au Brésil (et aussi ailleurs en Amérique latine) il n'y aurait pas eu un démantèlement de l'État providence, mais un démantèlement de l'État « national-développementaliste », lequel était, après tout, autoritaire et pratiquait une inclusion sociale limitée. A cet égard, l'analyse du discours que nous avons entreprise, montre que le discours de l'État « social-libéral » de Cardoso et de Lula s'approche plus d'une vision solidaire de la société caractéristique de l'État-providence (ibid., p. 83) que d'un discours néolibéral.

Maintenant, nous pouvons expliciter notre cinquième conclusion générale.

5) Les concepts de néolibéralisme et populisme ne seraient pas les meilleurs pour décrire la conjoncture brésilienne contemporaine, ni peut-être non plus celle

[120] Il a été noté par l'un des membres du jury d'évaluation de notre thèse que nous n'avons pas employé le concept de « forme de l'État » dans notre travail, malgré le fait que nous avons effectivement traité des modalités historiques de régulation étatique au Brésil. Cela reste une des faiblesses de cette thèse, mais nous espérons que la qualité de nos descriptions de ces formes historiques de régulation étatique aura suffit pour rendre cette faiblesse un défaut mineur.

d'autres pays sud-américains. L'analyse sociologique devrait par conséquent sortir de cette tension dichotomique entre le néolibéralisme et le spectre du populisme et chercher des formes différentes et innovatrices de penser les réalités de ce sous-continent.

Cette conclusion vient clore notre thèse. Il s'agit ici d'aller au-delà de l'eurocentrisme ou du « nord-américanocentrisme » de la pensée libérale sur le continent latino-américain. Cette pensée, fortement préoccupée par les aspects institutionnels de la démocratie, est aveuglée par un évolutionnisme centré sur les aspects procéduraux de la démocratie et voit toute déviation de ce modèle, disons « apollinien » ou « froid » de la vie démocratique, comme un retour en arrière à une étape du développement démocratique qui aurait dû être déjà caduque. Or, la « vague rose » qui a envahi l'Amérique du Sud dans les dix dernières années ne serait pas un retour au passé, mais serait plutôt une réponse contemporaine à la déficience d'inclusion sociale que la libéralisation économique des années 1980 n'a pas réussie à résoudre ou, pire encore, a contribué à aggraver davantage. Elle ne serait pas non plus une « entorse » à la démocratie, mais plutôt une démonstration de vigueur démocratique provoquée par la fin des régimes dictatoriaux dans la région et une concomitante augmentation de l'inclusion politique et de la participation populaire dans les élections. Cette démocratie « chaude » et « dionysiaque », des grandes réunions de masse et des discours enflammés, n'est pas pour autant nécessairement moins démocratique que les débats « civilisés » et contraints auxquels l'on assiste à la télévision dans les « pays avancés ». Elle est simplement le reflet d'une situation différente où l'impératif du combat contre les inégalités sociales se manifeste de façon bruyante et émotive et où les conflits de classe sont beaucoup plus évidents qu'ailleurs. Ce n'est pas vraiment un cas d'« immaturité démocratique », mais plutôt le résultat de la tension entre les demandes longtemps bafouées pour une plus grande équité sociale et l'incapacité de l'État à les assouvir. La construction d'un embryon d'État-providence au Brésil, l'État « social-libéral », dédié à la fois à promouvoir le développement économique et à combattre les graves iniquités sociales, est la solution que Cardoso et Lula ont implantée pour essayer de sortir de ce dilemme.

Malheuresement, nous n'avons pas rencontré beaucoup d'auteurs qui soulignaient la

spécificité historique que le Brésil et le reste de l'Amérique du Sud étaient en train de vivre dans les années de notre recherche de doctorat. Une exception est Marcelo Coutinho (2006), dont la vision sociologique rejoint tout à fait la nôtre en ce qui concerne le besoin de penser le Brésil (et peut-être aussi une bonne partie de l'Amérique du Sud) *au-dèla de l'opposition entre néolibéralisme et populisme*. Selon cet auteur, la vraie tension dans le continent ne serait pas celle entre les options idéologiques du néolibéralisme et du populisme, mais toute autre.

> Avant tout, il est nécessaire d'apercevoir que la tension contemporaine ne se trouve pas entre populisme (ou néopopulisme) et néolibéralisme, mais entre démocratisation et libéralisation. Ce désordre analytique a beaucoup nui à une grande partie des interprétations sur les changements observés dans les dernières décennies. Une fausse contradiction entre populisme et néolibéralisme empêche que les aspects démocratiques qui sont en jeu soient vus. (ibid., p. 120, notre traduction)

Ainsi, la contradiction réelle serait celle qui oppose une économie libéralisée à une participation populaire accrue dans les destins des pays sud-américains. Confondre les enjeux de cette réalité avec l'option d'un choix pour un ordre institutionnel et économique conforme aux canons des « pays développés » ou l'option d'un retour au passé politiquement populiste et économiquement irresponsable serait une erreur trop souvent commise par la sociologie et la science politique qui étudient cette partie du monde. Plus encore, la question vraiment palpitante demande de connaître la réponse politique qui sera donnée pour concilier la tension entre une économie de marché et une inclusion politique plus grande que jamais auparavant.

> La division entre institutionnalisme et populisme, ou entre néolibéralisme et modèles nationalistes anachroniques, ne devrait pas faire beaucoup avancer ni le débat théorique ni la pratique démocratique. Les mouvements et contre-mouvements des dernières décennies sont en train de redéfinir la politique dans l'Amérique du Sud dans ce nouveau siècle, de sorte que la résultante finale du processus historique inédit dans la région pourra soit configurer un horizon de prospérité – avec la réalisation du

développement – soit aboutir à un destin moins encourageant, ou même tragique, avec l'irruption d'un retour à l'autoritarisme ou avec la simple constatation de la non-viabilité d'un continent stagné. De cette manière, malgré le fait que la performance économique compte pour beaucoup, le défi le plus grand est politique et reste dans la conciliation entre deux mouvements structuraux qui ne convergent pas spontanément (la libéralisation économique et la démocratisation politique)... (ibid., p. 122, notre traduction)

Dans les années à venir, nous verrons si l'État « social-libéral » de Cardoso et de Lula reste sur des assises solides ou non. Pour réussir le pari de concilier l'économie de marché et l'inclusion sociale garantissant ainsi la paix politique et le succès électoral, le prochain gouvernement devra maintenir le cap du développement économique avec une redistribution de revenus sans fléchissements ou interruptions. La clé pour avancer dans cette démarche est sans doute la continuation du développement économique et de la prospérité qui ont doté l'État brésilien des ressources nécessaires pour financer toute sa politique sociale.

La candidate du PT dans les dernières élections et la première femme président du Brésil, Dilma Rousseff[121], une développementiste notoire, avait déjà donné le ton de ce qui sera sa présidence durant sa campagne : elle manifesta sa volonté d'amener le Brésil finalement au monde développé et d'en finir en même temps avec la pauvreté extrême au pays. Dans une interview dans le très populaire téléjournal de *Rede Globo*, le 9 août 2010, la candidate du PT, invitée à parler directement aux électeurs à la fin de l'émission, fit cette déclaration :

Je veux dire aux électeurs la chose suivante : mon projet est celui de donner une continuité au gouvernement du président Lula. Mais il ne s'agit pas de le répéter : il s'agit d'avancer et d'approfondir [dans ce qui a déjà été fait]. Il s'agit essentiellement de garder ce regard social *qui retire le Brésil d'une situation de pays émergent et amène*

[121] Présidentialisme de coalition oblige, la candidate du PT était en fait à la tête d'une alliance de 10 partis différents, incluant le PT. Les autres 9 furent les suivants : Le PMDB (*Partido do Movimento Democrático Brasileiro*), le PC do B (*Partido Comunista do Brasil*), le PDT (*Partido Democrático Trabalhista*), le PRB (*Partido Republicano Brasileiro*), le PR (*Partido da República*), le PSB (*Partido Socialista Brasileiro*), le PSC (*Partido Social Cristão*), le PTC (*Partido Trabalhista Cristão*) et le PTN (*Partido Trabalhista Nacional*). Nul besoin de dire que cette alliance a été très hétéroclite en ce qui concerne les idéologies des partis concernés.

*notre pays à une situation de pays développé*. Je crois que le moment du Brésil est arrivé et que nous allons arriver à une situation très différente, toujours plus avancée[122][...]

Dans un débat télévisé réalisé quelques jours plus tard, Rousseff insista dans le même ton lors de son discours aux téléspectateurs à la fin du débat :

> Notre proposition est un chemin. *C'est un chemin qui pointe vers le futur*. C'est un chemin qui signifie la continuité et l'avancée de ce qui est en train d'être fait par le gouvernement du président Lula. (...) En seulement sept ans et demi, notre gouvernement a changé le Brésil. Nous devons garantir que ce processus de changement *avance*. Nous allons continuer à *avancer* dans ce que le président Lula a fait et en le consolidant. *Avancer* dans la construction d'une nouvelle nation, une nation brésilienne forte. (...) Dans les prochaines années, elle *devra se réaliser comme une nation pleinement développée*, parce que nous avons besoin d'être *une nation, une société et une économie développée*, qui éradique la misère et qui élève notre société[123].

Rousseff et le PT avaient ainsi choisi la carte du progrès et de l'arrivée ardemment souhaitée du Brésil au statut de « pays pleinement développé » pour séduire les électeurs brésiliens. Le tout puissant mythe du développement fait encore une fois surface et miroite un avenir radieux devant le regard avide des Brésiliens. Développement avec justice sociale, qui pourrait demander plus dans un pays dont les problèmes chroniques pouvaient se résumer au sous-développement et à la misère d'une grande partie de sa population? Ce genre de message ne s'adresse pas seulement aux clients du *Bolsa Família*, déjà acquis à la cause de celle qui fut la candidate du PT, mais aussi à la majorité de Brésiliens de toutes les régions et de diverses classes sociales, qui veulent que leur pays fasse partie du « Premier Monde » et s'affirme comme une puissance prospère.

Certes, ce genre de message est devenu beaucoup plus crédible après plusieurs années de stabilité et croissance économiques. La réduction notoire des iniquités sociales sous Lula a

---

[122] Notre traduction, nos italiques. L'interview est disponible dans http://g1.globo.com/videos/jornal-nacional/v/dilma-Rousseff

[123] Notre traduction, nos italiques. Disponible dans : http://elicoes.uol.com.br/2010/debate-candidatos-a-presidente

aussi contribué à ce que les Brésiliens puissent croire que, après tout, le rêve peut bien se réaliser. Plus encore, le rythme des changements est tellement poussé qu'il est possible pour les Brésiliens de croire que ce rêve serait en train de se réaliser sous leurs yeux et que la lumière à la fin du tunnel serait un soleil tout proche.

Cependant, le Brésil n'est pas encore tout à fait là. En ce qui concerne le progrès économique, il faut savoir qu'il est en quelque sorte fragile, puisque le Brésil est devenu un grand exportateur de matières premières à d'autres pays, notamment la Chine. Par conséquent, il continue à être sensible au comportement du marché international. Bien sûr, il a réussi à passer à travers la crise des deux dernières années, mais si la croissance de la Chine fléchit, celle du Brésil probablement fléchira aussi, compromettant non seulement l'essor économique, mais aussi les finances de l'État et les programmes sociaux qu'il finance. La balance commerciale (biens et produits) du Brésil est toujours positive, mais sa balance des transactions courantes (services et revenus) est notoirement négative depuis 2008, ce qui a provoqué dernièrement une augmentation de la nécessité de financement extérieur pour compenser le déficit encouru[124]. Cela est particulièrement inquiétant dans un pays qui importe beaucoup de produits avec une grande valeur ajoutée et qui a besoin, par exemple, d'exporter quatre tonnes de soya pour pouvoir importer un ordinateur portable[125]. Qui plus est, l'enseignement public au pays est extrêmement déficient et le pays devra faire un investissement massif en éducation pour qualifier davantage les travailleurs brésiliens pour qu'ils puissent améliorer leur productivité.

Il est aussi préoccupant de voir que les gouvernements brésiliens récents, malgré leur progressisme social, n'ont pas pris très au sérieux les questions environnementales qui mettent en doute la continuité de la stratégie développementiste actuelle à long terme. L'agriculture brésilienne, une véritable vache à lait de l'économie nationale, continue d'être, depuis les temps de la colonie, une activité qui se base sur l'itinérance et l'appropriation et dégradation des vastes terres du pays (Nascimento, 2008). Ce processus prédateur s'exprime

---

[124] Le solde des transactions courantes a été de – 28,19 milliards US en 2008, - 24,30 milliards US en 2009 et le total accumulé entre août 2009 à juil. 2010 était de - 43, 76 milliards US. La nécessitée de financement extérieur était de 24,99 milliards de réaux au premier trimestre de 2010. Sources :BCB et IBGE

[125] Selon l'économiste Fernando Canzian, du journal Folha de São Paulo, disponible dans http://www1.folha.uol.com.br/colunas/fernandocanzian/791746-a-conta-da-festa.shtml

de façon éloquente par la déforestation de l'Amazonie brésilienne, où 18 % du total des forêts ont déjà été coupés (Machado, L. O. R., 2009, p. 121). Malgré cela, le gouvernement Cardoso et le gouvernement Lula n'ont jamais été d'accord pour établir des buts quantitatifs pour la diminution de la déforestation de l'Amazonie et pour la diminution des émissions des gaz à effet de serre au Brésil (Fearnside, 2009, p. 1009). Et l'élection de Dilma Rousseff, une développementiste enthousiasmée, à la tête du gouvernement brésilien ne risque pas d'altérer cet état des choses, malgré la belle figure que Marina Silva, la candidate environnementaliste du *Partido Verde*, a faite dans les dernières élections présidentielles[126].

En ce qui concerne le combat contre les inégalités, il faut reconnaître que malgré le récent progrès notable, le pays continue à être l'un des plus iniques du monde, avec un index de Gini de 0,548[127], encore loin de celui des pays ayant une distribution de revenus vraiment équitable. Pire encore, ce tableau devient dévastateur si l'on prend en considération que, jusqu'à tout récemment, le patrimoine des cinq mille familles les plus riches du pays (0,001 % des familles) était équivalent à près de 40 % du PIB du pays (Pochmann et al., 2004). Et la situation ne semble pas avoir beaucoup changé sur ce dernier point.

Le Brésil est aussi distant des pays développés en ce qui concerne le revenu par habitant, qui était de 8.070 dollars américains en 2009, en bas de la moyenne mondiale de 8.751 dollars américains et très en dessous du seuil du revenu mondial très élevé de 38.134 dollars américains[128]. Finalement, en ce qui concerne l'Indice de développement humain de l'ONU (IDH), le Brésil a réussi à se hisser dans le groupe des pays avec un IDH élevé, réussissant un IDH de 0,813[129], mais celui-ci le place dans la 75ème position sur la liste de développement humain, très loin des pays européens et nord-américains.

Enfin, il y a encore du chemin à parcourir avant de pouvoir se vanter d'être arrivé à la supposée destinée finale. Et ainsi, le Brésil, comme le discours développementiste de Dilma

---

[126] Selon les résultats officiels du *Tribunal Superior Eleitoral,* Marina Silva a obtenu 19.636.359 voix au premier tour des élections présidentielles de 2010, ce qui a représenté 19,32% du total des voix valides au pays. Cette performance a grandement surpris le milieu politique brésilien, qui ne s'attendait pas à que cette candidate d'un tout petit parti et sans un appui financier important puisse séduire un tel nombre d'électeurs brésiliens et ainsi priver Dilma Rousseff d'une victoire presque assurée dans le premier tour des élections.

[127] Source : IPEA (http://www.ipeadata.gov.br – visité le 24-11-2010)

[128] Source : *World Bank Indicators Databank, 2010* (dans http://data.worldbank.org/data-catalog), visité le 08/12/2010)

[129] Source :PNUD, 2009

Rousseff nous le rappelle de façon très éloquente, persiste à être un pays avec son imaginaire tourné vers un point distant dans le temps futur. Après plus de cinq siècles d'histoire, l'image qu'il a de lui-même est encore empreinte du regard d'un autre. Il reste obsédé par un barème qu'il n'a pas établi lui-même et il est prisonnier d'une contemporanéité qui n'est pas la sienne. Cela dit, nous achevons notre travail de réflexion sur le Brésil contemporain par le constat que le commentaire acide du général de Gaulle que nous avons cité au début du chapitre I de cette thèse reste d'actualité et que ce pays est toujours et encore le pays de l'avenir.

# BIBLIOGRAPHIE


ABRANCHES, Sérgio Hudson de (1988). « Presidencialismo de Coalizão : O Dilema Institucional Brasileiro », dans *Dados* vol. 31, n° 1, p. 5-38

ABREU, Alzira Alves de et Fernando LATTMAN-WELTMAN (1994). « Fechando o cerco: a imprensa e a crise de agosto de 1954 », dans GOMES, Angêla de Castro (org.) *Vargas e a Crise dos Anos 50*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, p. 23- 60

ABU-EL-HAJ, Jawdat (2007). « From Interdependence to Neo-mercantilism: Brazilian Capitalism in the Age of Globalization », dans *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 5, p. 92-114

ADELMAN, Jeremy (1994). « Post-Populist Argentina », dans *New Left Review*, n° 203, p. 65-91

ALBROW, Martin (1997). *The Global Age : State and Society Beyond Modernity,* Stanford, Stanford University Press, 246 p.

ALMEIDA, Maria Hermínia Tavares de (1999). « Negociando a Reforma: A Privatização de Empresas Públicas no Brasil », dans *DADOS – Revista de Ciências Sociais*, vol. 42, no 3, disponible dans http://www.scielo.br

ALMEIDA, Paulo Roberto de et Kátia de Queiroz MATTOSO (2002).*Une histoire du Brésil : Pour comprendre le Brésil contemporain*, Paris, L'Harmattan, 140 p.

ALMEIDA, Paulo Roberto de (2004). *Um Exercício Comparativo de Política Externa: FHC e Lula em Perspectiva* ., disponible dans http://www.pralmeida.org/docs, visité le 04/12/2004

ALTHUSSER, Louis (1970). « Idéologie et appareils idéologiques d'État », dans *La Pensée* n° 151, juin, p. 3-38

ALVES, Giovanni (2002) « Trabalho e sindicalismo no Brasil: um balanço crítico da 'Década Néoliberal' (1990-2000) », dans *Revista de Sociologia e Política*, n° 19, p. 71-94, disponible dans http://www.scielo.br

_____ (2009) « Trabalho e reestruturação produtiva no Brasil neoliberal – Precarização do trabalho et redundância salarial », dans *Revista Katálysis*, vol. 12, n° 2, p. 188-197, disponible dans http://www.scielo.br

AMIN, Samir (1985). *La déconnexion - Pour sortir du système mondial*, Paris , La

Découverte, 334 p.

_____ (1988). *L'Échange inégal et la loi de la valeur,* nouvelle édition revue et commentée, Anthropos-Economica, Paris, 248 p.

_____ (2003). *El Capitalismo senil.*, disponible dans http://www.lajibirilla.cu *(visité le 11/12/2004)*

AMIOT, Michel (1967). « Le relativisme culturel de Michel Foucault », dans *Les temps modernes* n° 248, janvier, p. 1273-1298

ARMONY, Victor (1997). *Du volontarisme au fatalisme économique : analyse des discours présientiels en Argentine, 1983-1993,* Thèse de doctorat présentée à l'UQAM, mimeo, 543 p.

_____ (2000). *Représenter la nation: le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*, Montréal, Les Éditions Balzac, 242 p.

_____ (2004). *L'énigme argentine: Images d'une société en crise*, Outremont (Québec), Athéna éditions, 200 p.

ARRIGHI, Giovanni (1994). *The Long Twentieth Century - Money, Power and the Origins of Our Times*, London , Verso, 390 p.

ARRUDA, Marcos (2004). *O PT como poder e contra-poder,* disponible dans http://www.tni.org/fellows/arruda, visité le 01/12/04

BAKHTINE, Mikhaïl (1977). *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Les éditions de minuit, 233 p.

_____ (1978). *Esthétique et théorie du roman*, Paris, Gallimard, 488 p.

BARAN, Paul (1957). *The Political Economy of Growth*, Harmondsworth, Penguin, 308 p.

BARTELSON, Jens (2000). « Three Concepts of Globalization » . dans *International Sociology* vol., 15 no 2, p. 180-196, Thousands Oaks, CA : SAGE

BATISTA, Paulo Nogueira Jr. (1987). *International Financial Flows to Brazil since the Late 1960s. An analysis of Debt Expansion and Payments Problems,* World Bank discussion papers; 7, Washington, The World Bank

BAUDRILLARD, Jean (1979). *Pour une économie politique du signe*, Paris, Gallimard, 268 p.

_____ (1982). *A l'ombre des majorités silencieuses ou la fin du social* – suivi de *L'extase du socialisme*, Paris, Denoël/Gonthier, 123 p.

BEAUCHEMIN, Jacques et CUCUMEL, Guy (1995). « Stratégies discursives et test de significativité des cooccurrences lexicales », dans actes des *Troisièmes journées Internationales d'analyse statistique des données textuelles*, Université de Rome, Rome, p. 13-20

BECK, Ulrich (1997). *The Reinvention of Politics – Rethinking Modernity in the Global Social Orde,* Cambridge, Polity Press, 205 p.

_____ (2001). *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 521 p.

_____ (2003). *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 561 p.

BECK, Ulrich, Wolfgang BONSS et Cristoph LAU (2003). «The Theory of Reflexive Modernization: Problematic, Hypotheses and Research Programme », dans *Theory, Culture and Society,* vol. 20, n° 2, London, Thousand Oaks and New Delhi, SAGE, p. 1-33

BENVENISTE, Émile (1966). *Problèmes de linguistique générale*. tome 1, Paris, Gallimard, 356 p.

_____ (1974). *Problèmes de linguistique générale*. tome 2, Paris, Gallimard

BENDIX, Reinhard (1977). *Max Weber : An Intellectual Portrait*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 522 p.

BENNASSAR, Bartolomé et MARIN, Richard (2000). *Histoire du Brésil 1500-2000*, Paris, Fayard, 585 p.

BENSIDOUN, Isabelle (2004). « L'imbroglio des inégalités », dans *L'économie mondiale 2005*, Paris, La Découverte, p. 93-104

BERGAMASCO, Sonia Maria Pessoa Pereira (1997). « A realidade dos assentamentos rurais por detras dos números », dans *Estudos Avançados*, vol 1, n° 31, p. 37-49

BERMAN, Marshall (1982). *All That is Solid Melts Into Air : The Experience of Modernity*,

London, Verso, 383 p.

BERR, Eric et COMBARNOUS, François (2004). *L'impact du consensus de Washington sur les pays en développment : une évaluation empirique*, Centre d'économie du développment-Université Bordeaux 4, DT/100/2004, disponible dans http://ced.u-bordeaux4.fr, visité le 30/05/2009

BHALLA, Surjit (2002). *Imagine There is No Country*, Washington, Institute for International Economics

BOAS, Taylor C. et GANS-MORSE, Jordan (2009). « Neoliberalism : From New Liberal Philosophy to Anti-Liberal Slogan », dans *Studies on Contemporary International Development*, n° 44, p. 137-161

BOITO JR., Armando (2003a). « A Hegemonia Liberal do Governo Lula », dans *Crítica Marxista* n° 17, p. 1-25

_____ (2003b). « Vargas e a Herança Populista », *Politéia : Hist. e Soc.*, vol. 3, n° 1, p. 29-37

BONAVIDES, Paulo et AMARAL, Roberto (2002a). *Textos Políticos da História do Brasil*, 3ème édition, Volume V, Brasília, Edições do Senado Federal

_____ (2002b). *Textos Políticos da História do Brasil*, 3ème édition, Volume VI, Brasília, Edições do Senado Federal

BONFIM, João B. Bezerra (2004). *Palavra de Presidente – Discursos de Posse de Deodoro a Lula*, Brasilia, L.G.E., 477 p.

BONNAFOUS, Simone et Maurice TOURNIER (1995). « Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique », dans *Langages*, n° 117, mars, p. 67-81

BORGES, André (2010). « Já não se fazem mais máquinas eleitorais como antigamente: competição vertical e mudança eleitoral nos estados brasileiros », in *Revista Brasileira de Ciência Política*, vol. 18 n° 35, p. 167-188, disponible dans http://www.scielo.br

BOURDIEU, Pierre (1998). « L'essence du néolibéralisme », dans *Le Monde diplomatique*, mars 1998, page 3, disponible dans http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOUDIEU/10167, visité le 11/05/2010

_____ (2001). *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Fayard, 423 p.

BOUQUET, Simon (1997). *Introduction à la lecture de Saussure*, Paris, Payot & Rivages, 396 p.

BOURQUE, Gilles et Jules DUCHASTEL (1988). *Restons traditionnels et progressifs : Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 399 p.

_____ (1992). « Le discours politique néo-libéral », dans *Discours politiques/Political Discourse*, volume 4, n° 3&4, p. 77-95

BOURQUE, Gilles, Jules DUCHASTEL et Jacques BEAUCHEMIN (1994). *La société libérale duplessiste 1944-1960*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 435 p.

BOXER, Charles R. (1962). *The Golden Age of Brazil : 1695-1750*, Berkeley and los Angeles, University of California Press, 443 p.

_____ (1969). *The Portuguese Seaborne Empire : 1415 – 1825*, London, Hutchinson, 426 p.

BOYER, Robert (2000) . « Les mots et les réalités », dans R. Boyer et al. (éditeurs). *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 167 p.

BRAUDEL, Fernand (1997). *Les ambitions de l'histoire : Les écrits de Fernand Braudel, tome II*, Paris, Éditions de Fallois, 529 p.

BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1998). *Reforma do Estado para a Cidadania : A Reforma Gerencial Brasileira na Perspectiva Internacional*, São Paulo, ENAP, 365 p.

_____ (2001) « Une nouvelle gestion pour un nouvel État : libéral, social et républicain », la Conférence John L. Manion 2001, Centre canadien de la gestion, disponible dans www.csps-efpc.gc.ca/pbp/pub/pdfs/P102_f.pdf, visité le 28/03/2010

_____ (2003a). « O Segundo Consenso de Washington e a Quase-Estagnação da Economia Brasileira », dans *Revista de Economia Política*, vol. 23, n° 3, juillet-septembre 2003, p. 3-34

_____ (2003b). « Macroeconomia do Brasil Pós-94 », dans *Análise Econômica*, vol. 21, n° 40, p. 7-38

_____ (2006). « O Novo Desenvolvimentismo e a Ortodoxia Convencional », dans *São Paulo em Perspectiva*, vol. 20, n° 3, p. 5-24, disponible dans http//:www.scielo.br

BUFFET, Jacky (2000). *Industrialisation et développement au Brésil 1500 – 2000*, Paris,

L'Harmattan, 364 p.

CALLON, Michel (1986). « Éléments pour une sociologie de la traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et les marins-pêchers dans la baie de Saint-Brieuc », dans *L'Année sociologique*, vol. 36, 1986, p.169-208

CALVET, Louis-Jean (1975). *Pour et contre Saussure : vers une linguistique sociale*, Paris, Payot, 153 p.

CAMPOS, Francisco (2001) [1940]. *O Estado Nacional: sua estrutura, seu conteúdo ideológico*, Brasília, Edições do Senado Federal, 226 p.

CANGUILHEM, Georges (1967). « Mort de l'homme ou épuisement du cogito ? », dans *Critique*, n° 242, juillet

CANOVAN, Margaret (1981). *Populism*, New York and London, Harcourt Brace Jovanovich, 351 p.

CAPELATO, Maria Helena (1999). *Propaganda política e controle dos meios de comunicação*, dans PANDOLFI, Dulce (org.), Repensando o Estado Novo, p. 167-178, Rio de Janeiro, Editora Fundação Getúlio Vargas, 345 p.

CAPISTRANO DE ABREU, João (1988) [1907]. *Capítulos de História Colonial*, 7e édition, revisée, annotée et préfacée par José Honório Rodrigues, Belo Horizonte, Editora Itatiaia, 295 p.

CARDOSO, Eliana A. et Ann HELWEGE (1995). *Latins America's Economy: Diversity, Trends, and Conflicts*, Cambridge, MIT Press, 326 p.

CARDOSO, Fernando Henrique et Enzo FALETTO (1978). *Dépendence et développement en Amérique Latine*, Paris, PUF, 222 p.

CARDOSO, Fernando Henrique (2006). *A Arte da Política : A História que Vivi,* Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 699 p.

CARDOSO DE OLIVEIRA, Luís R. (1996). « Entre o Justo e o Solidário : os dilemas dos direitos de cidadania no Brasil e nos EUA » , dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, N° 31, ano 11, p. 67-81

_____ (2002). *Direito Legal e Insulto Moral: Dilemas da Cidadania no Brasil, Quebec e EUA*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 157 p.

CARNEIRO, Glauco (1965). *História das Revoluções Brasileiras*, vol. 2, Rio de Janeiro, O Cruzeiro, 715 p.

CARRUTHERS, David (2001). « Environmental Politics in Chile: Legacies of Dictatorship and Democracy », dans *Third World Quaterly*, vol. 22, n° 3, p. 343-358

CARVALHO, José Murilo de, (1990). *Un théâtre d'ombres : La politique impériale au Brésil (1822-1889)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 208 p.

_____ (2007). *Cidadania no Brasil : O longo caminho*, 9ème édition, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 236 p.

CASTELLS, Manuel (1999a). *Le pouvoir de l'identité : L'ère de l'information II*, Paris, Fayard, 538 p.

_____ (1999b). *Fin de millénaire : L'ère de l'information III*, Paris, Fayard, 367 p.

_____ (2001). *La société en réseaux : L'ère de l'information I*, nouvelle édition, Paris, Fayard, 585 p.

CASTRO, Marcus Faro de et CARVALHO, Maria Izabel Valladão de (2003). « Globalization and Recent Political Transitions in Brazil », dans *International Poltical Science Review*, vol. 24, n° 4, p. 465-490

CASTRO, Paulo Rabello de et RONCI, Márcio (1991). « Sixty Years of Populism in Brazil » dans Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards (eds.), *The Macroeconomics of Populism in Latin America,* Chicago, The University of Chicago Press

CASTRO SANTOS, Maria Helena de (1997). « Governabilidade, Governança e Democracia: Criação de Capacidade Governativa e Relações-Legislativo no Brasil Pós-Constituente », dans *Dados,* vol. 40, n° 3, Rio de Janeiro

CEPALC (2005). *Panorama social de América Latina,* Santiago de Chile, Nations Unies, p. 436

_____ (2006) *Panorama social de América Latina,* Santiago de Chile, Nations Unies, p. 430

_____ (2007) *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean* – 2007, disponible sur ligne dans: http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2007/

CERQUEIRA, Ceres A. (2003). *Dívida Externa Brasileira*, 2ème édition, Brasília, Banco Central do Brasil

CERQUEIRA, Rodrigo (2005). *Diários do Príncipe : Imprensa e política externa no Governo Cardoso (1995 – 2002)*, mémoire de maîtrise, Rio de Janeiro, Pontifícia Universidade Católica

CERVO, Amado Luiz et Clodoaldo BUENO (2002). *História da política exterior do Brasil*, 2e édition, Brasília, Editora Universidade de Brasília, 525 p.

CHAGAS, Helena (2002). « Relações Executivo-Legislativo », dans B. LAMOUNIER & J. R. FIGUEIREDO (orgs) *A era FHC : um balanço*, São Paulo, Cultura

CHAUDHURI, Shubham et RAVALLION, Martin (2006). « Partially Awakened Giants: Uneven Growth in China and India », dans WINTERS, Alan L.et YUSUF, Shahid (Éds.), *Dancing with Giants: China, India and the Global Economy,* Washington, World Bank, p. 157-188

CNUCED (2003). *Rapport sur le commerce et le développement, 2003*, Genève, Nations Unies

COHEN, Marleine (2005). *Juscelino Kubitschek: o presidente bossa-nova*, 2ème édition, São Paulo, Editora Globo S.A., 305 p.

COMPARATO, Bruno Konder (2001). « A Ação Política do MST », dans *São Paulo em Perspectiva*, vol. 15, n° 4, p. 105-118, disponible dans http://www.scielo.br

CONNIFF, Michael L. (1981). *Urban Politics in Brazil. The Rise of Populism, 1925-1945*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 219 p.

_____ (1982a). « Introduction: Toward a Comparative Definition of Populism », dans Michael L. Conniff (éd.) *Latin American Populism in Comparative Perspective*, Albuquerque, p. 3-30, University of New Mexico Press

_____ (1982b) « Populism in Brazil, 1925-1945 », dans Michael L. Conniff (éd.) *Latin American Populism in Comparative Perspective*, p. 67-91, Albuquerque, University of New Mexico Press

CORTEN, André et André MARY (éds) (2000). *Imaginaires politiques et pentêcotismes*, Paris, Karthala, 288 p.

CORTEN, André, Jean-Pierre DOZON et Ari Pedro ORO, (orgs) (2003). *Les nouveau conquérants de la foi : l'Église universelle du royaume de Dieu*, Paris, Karthala, 294 p.

COSTA, Nílson do Rosário (2009). « A proteção social no Brasil: universalismo e focalização nos governos FHC et Lula », dans *Ciência e Saúde Coletiva* vol. 13, n° 3, p. 693-706, disponible dans http://www.scielo.br

COUTINHO, Marcelo (2006). « Movimentos de mudança política na América do Sul contemporânea », dans *Revista de Sociologia Política*, n° 27, p. 107-123, disponible dans http://www.scielo.br

COUTO, Cláudio G. et ABRUCIO, Fernando (2003). « O segundo governo FHC : coalizões, agendas et instituições », dans *Tempo Social – USP*, novembro 2003, disponible dans http://www.scielo.br

COX, Robert W. (2002). *The Political Economy of a Plural World : Critical Reflections on Power, Morals and Civilization*, London, Routledge, 232 p.

CUCUMEL, Guy, BEAUCHEMIN, Jacques et GENDREAU, Vincent (2000). « Analyse de stratégies argumentatives dans le cadre méthodologique de la cooccurrence étendue », dans *JADT 2000 : Cinquièmes journées internationales d'analyse statistique des données textuelles*, Lausanne, Suisse, mars 2000, 8 p.

CULIOLI, Antoine (1990). *Pour une linguistique de l'énonciation : Opérations et représentations*, tome 1, Paris, Ophrys, 223 p.

DABÈNE, Olivier (2005), « La relance du Mercosur. Ouro Preto II ou le temps des réfomes poltiques », dans *Critique internationale* n° 26, janvier 2005, p. 35-43

D'ARAÚJO, Maria Celina Soares (1992). *O Segundo Governo Vargas 1951-1954: democracia, partidos e crise política*, 2e édition, São Paulo, Ática, 206 p.

DAMATTA, Roberto (1983). « Savez –vous à qui vous parlez ? : Essai sur la distinction entre individu et personne au Brésil », dans Roberto DAMATTA, *Carnavals, bandits et héros : ambiguïtés de la société brésilienne*, Paris, Éditions du Seuil, p. 175-236

_____ (1991). « Cidadania : a questão da cidadania num universo relacional », dans Roberto DAMATTA (éd.) *A casa e a rua*, Rio de Janeiro, Guanabara Koogan

DATAFOLHA (2010). *Avaliação Lula 17 a 19/11/2010*, disponible en ligne dans: http://datafolha.folha.uol.com.br/folha/datafolha/tabs/aval_pres_20122010.pdf

DAVID, Mauricio Dias (2004). *Dynamyque et permanence des exclusions sociales au Brésil : Économie des pauvretés, des inégalités et de l'accumulation des richesses*, Paris, L'Harmattan, 307 p.

DE CERTEAU, Michel (1967). « Les sciences humaines et la mort de l'homme », dans *Études*, tome 326, mars, p. 344-360

DE OLIVEIRA, Luiz André Ferreira (2006). *Getúlio Vargas e o desenvolvimento do rádio no país : um estudo do rádio de 1930 a 1945*, mémoire de maîtrise., Rio de janeiro, Fundação Getúlio Vargas/CPDOC

DERRIDA, Jacques (1967). *L'écriture et la différence*, Paris, Éditions du Seuil, 436 p.

_____ (1968). « La pharmacie de Platon », *Tel Quel*, n° 32 p. 3-48 et n° 33, p. 18-59

_____ (1972). *Positions : entretiens avec Henri Ronse,Julia Kristeva, Jean-Louis Houdebine, Guy Scarpetta*, Paris, Éditions de minuit, 133 p.

_____ (1987). *Heidegger et la question de l'Esprit*, Paris, Galilée, 183 p.

_____ (1982). *Margins of Philosophy*, Brighton, Harvester, 330 p.

DEWS, Peter (1987). *Logics of Disintegration : Post-Structuralist Thought and the Claims of Critical Theory*, London, Verso, 268 p.

_____ (1989). « The Return of the Subject in late Foucault », dans *Radical Philosophy* n° 51, Spring, p. 37-41

DILTHEY, Wilhelm (1976). *Selected Writings*, Edited by Rickman, H. P., Cambridge, Cambridge University Press

DINIZ, Eli (1999) « Engenharia institucional e políticas públias: dos conselhos técnicos as câmaras setorias », dans PANDOLFI, Dulce (org.) *Repensando o Estado Novo*, p. 21-38, Rio de Janeiro, Fundaçao Getúlio Vargas

DINIZ, Eli et BOSCHI, Renato R. (2003). « Empresariado e estratégias de desenvolvimento », dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 18, n° 52, p. 15-33

DI TELLA, Torcuato (1965). « Populism and Reform in Latin America », dans VELIZ, Claudio (éd.) *Obstacles to Change in Latin America*, p. 47-74, London, New York, Toronto, Oxford University Press

_____ (1966). « Ideologías monolíticas en sistemas políticos pluripartidistas : el caso latinoamericano », dans DI TELLA, Torcuato, GERMANI, Gino, GRACIARENA, Jorge et allí (coll.) *Argentina, sociedad de masas*, 3ème édition, p. 272- 284, Buenos Aires, EUBEBA

DOMINGUES, José Maurício (2005). « Regionalismos, poder de Estado e desenvolvimento » dans *Análise de Conjuntura OPSA*, n° 7, juin 2005, disponible dans http://observatorio.iuperj.br

DORNBUSCH, Rudiger et EDWARDS, Sebastian (1991). « The Macroeconomics of Populism », dans Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards (eds.), *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, Chicago, The University of Chicago Press

DOS SANTOS, Theotonio (1970). «The Structure of Dependence », dans *The American Economic Review*, n° 60, mai

DOSTALER, Gilles (1998). « Néolibéralisme, keynésianisme et traditions libérales », dans *Cahiers d'épistemologie*, n° 9803, Université du Québec à Montréal, 38 p.

DRAIBE, Sônia (2003). « A política social no período FHC e o sistema de proteção social », dans *Tempo Social – USP*, novembro 2003, disponible dans http://www.scielo.br

DRUCK, Graça (2006). « Os Sindicatos, os Movimentos Sociais e o Governo Lula: Cooptação e Resistência », dans *OSAL, Observatório Social de América Latina*, année VII, N° 19, p. 329-340

DULLES, John.W.F. (1967). *Vargas of Brazil : A Political Biography*, Austin & London, University of Texas Press, 395 p.

DURKHEIM, Émile (2004) [1924]. *Sociologie et philosophie*, Paris, Quadrige/PUF, 141 p.

ERICKSON, Kenneth Paul (1977). « Populism and Politcal Control of the Working Class in Brazil », dans NASH, June et alli (éds.), *Ideology and Social Change in Latin America*, p.200-256, New York, Gordon and Breach

ESCOBAR, Arturo (1995). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press, 290 p.

EVANS, Peter (1979). *Dependent Development: The Alliance of Multinational, State, and Local Capital in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 362 p.

FAORO, Raymundo (2001) [1957]. *Os Donos do Poder,* 3e édition revisée, São Paulo, Editora Globo S.A., 913 p.

FAUSTO, Boris (1997). *A Revolução de 1930*, 16ème édition revisée, São Paulo, Companhia das Letras, 159 p.

_____ (2006). *História Concisa do Brasil*, 2ème édition, São Paulo, EDUSP, 324 p.

FAUSTO NETO, Antônio et VERÓN, Eliseo (2003). « Introdução », dans Antônio Fausto Neto et Eliseo Verón (orgs.), *Lula Presidente: Televisão e Política na Campanha Eleitoral*, p. 9-14, São Paulo, Hacker Editores

FEARNSIDE, Philip Martin (2009). « Global Warming in Amazonia: Impacts and Mitigation », dans *Acta Amazonica*, vol. 39 n° 4, p. 1003–1012, disponible dans http://www.scielo.br

FERNANDES, Bernardo Mançano (1999). *Contribuição ao estudo do campesinato brasileiro : formação e territorialização do Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem terra – MST (1979-1999)*, thèse de doctorat, São Paulo, Universidade de São Paulo

_____ (2008). « O MST e as reformas agrárias do Brasil », dans *Debates*, année IX, n° 24 – octobre 2008, p. 73-85, disponible dans www.clacso.org.ar

FERNANDES, Florestan (1975). *A revolução burguesa no Brasil: Ensaio de interpretação sociológica*, Rio de Janeiro, Zahar, 504 p.

FERREIRA, Francisco H.G., Phillippe G. LEITE et Julie A. LITCHFIELD (2006). *The Rise and fall of Brazilian Inequality: 1981 – 2004*, World Bank Policy Research Working Paper 3867, mars 2006, Banque mondiale, 37 p.

FERREIRA, Jorge (1994). « O carnaval da tristeza: os motins urbanos do 24 de agosto », dans GOMES, Angêla de Castro (org.) *Vargas e a Crise dos Anos 50*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, p. 61- 96

FIRPO, Sergio et REIS, Maurício Cortez (2007) « O Salário Mínimo e a Queda Recente da Desigualdade no Brasil », dans BARROS, Ricardo Paes, FOGUEL, Miguel Nathan et ULISSEA, Gabriel (orgs), *Desigualdade e Renda no Brasil: uma análise da queda recente*, Brasília, IPEA, p. 499-506

FISHER, Sophie et EliseoVERÓN (1973). « 'Baranne est une crème' », dans *Communications* n° 20, p. 160 -181

FOESSEL, Michaël (2008). « Néolibéralisme *versus* libéralisme ?, dans *ESPRIT*, n° 349, novembre 2008

FONSECA, Pedro Cezar Dutra (1989) *Vargas : o capitalismo em construção*, São Paulo, Brasiliense, 482 p.

FORGET, Danielle (1992). *L'Émergence d'un discours démocratique au Brésil : conquêtes et résitances du pouvoir (1964-1984)*, Candiac, Les Éditions Balzac, 261 p.

FOUCAULT, Michel (1966). *Les mots et les choses : Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 400 p.

_____(1967). *Madness and Civilization : A History of Insanity in the Age of Reason*, London, Tavistock, 299 p.

_____ (1971). *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 82 p.

_____ (1972). *The Archeology of Knowledge*, London, Tavistock, 218 p.

_____ (1975). *Surveiller et punir : Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 318 p.

_____ (1976). *La Volonté de savoir: Histoire de la sexualité 1*, Paris, Gallimard, 211 p.

_____ (1984a). *L'usage des plaisirs: Histoire de la sexualité 2*, Paris, Gallimard, 285 p.

_____ (1984b). *Le Souci de soi: Histoire de la sexualité 3*, Paris, Gallimard, 284 p.

_____ (1984c). « What is Enlightenment ? », dans Paul Rabinow (éd.), *The Foucault Reader*, Harmondworth, Penguin Books, p. 32-50

_____ (2004). *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Seuil/Gallimard, 355 p.

FOX, Jonathan (1994). « The Difficult Transition from Clientelism to Citizenship: Lessons from Mexico », dans *World Politics*, vol. 46, n° 2, p. 151-184

FRANK, André Gunder (1972). « The Development of Underdevelopment », dans James D. COCKCROFT, André Gunder FRANK et Dale L. JOHNSON (1972). *Dependence and Underdevelopment : Latin America's Political Ecomony*, New York, Anchor Books, 448 p.

FRASER, Nancy (1984). « The French Derrideans : Politicizing Deconstruction or Deconstructing Politics », *New German Critique*, n° 33, autonne, p. 127-154

FREIRE DE LACERDA, Alan Daniel (2002). «O PT e a Unidade Partidária como Problema », dans *DADOS*, vol. 45, n°1, p. 39-76

FRESTON, Paul (1994). « Popular Protestants in Brazilian Politics : A Novel Turn in Sect-State Relations », *Social Compass*, vol. 41, n° 4 , p. 537-570

FREYRE, Gilberto (1970). *Order and Progress : Brazil from Monarchy to Republic*, New York, Alfred A. Knopf, 405 p.

_____ (1974). *Maîtres et esclaves : la formation de la société brésilienne*, Paris, Gallimard, 527 p.

_____ (2003). *Sobrados e Mucambos,* 15è edition, São Paulo, Global Editora, 976 p.

FRITSCH, Winston et FRANCO, H. B. Gustavo (1989). « O investimento direto estrangeiro

em uma nova estratégia industrial », dans *Revista de Economia Política*, vol. 9, n° 2, p. 5-25

FUKUYAMA, Francis (1992). *The End of History and the Last Man*, New York, Perennial, 418 p.

FUNDAÇAO GETÚLIO VARGAS (FGV)/INTERNATIONAL POVERTY CENTRE (2006). *Crescimento Pró-Pobre : o Paradoxo Brasileiro*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, 51 p.

FURTADO, Celso (1998). *La formation économique du Brésil : de l'époque coloniale aux temps modernes,* 2ème édition, Paris, Publisud, 218 p.

_____ (1984). *Le mythe du développement économique*, 2ème édition, Paris, Éditions anthropos, 141 p.

GADAMER, Hans-Georg (1985). *Philosophical Apprenticeships*, Cambridge, MA, the MIT Press, 198 p.

GARDIN, Bernard (1974). « La Néologie : Aspects sociolinguistiques », dans *Langages*, n° 36, p. 67-73

GASPARI, Elio (2004). *A Ditadura Encurralada*, São Paulo, Companhia das Letras, 525 p.

GAY, Robert (1990). « Popular incorporation and prospects for democracy – Some implications of the Brazilian case », dans *Theory and Society,* n° 19, p. 447-463

GERMANI, Gino (1962). *Política y sociedad en una época de transición : de la sociedad tradicional a la sociedad de masas,* Buenos Aires, Editorial Paidos, 355 p.

GERMANI, Gino et SILVERT, Kalman (1966). « Estructura social e intervención militar en América Latina », dans DI TELLA, Torcuato, GERMANI, Gino, GRACIARENA, Jorge et allí (coll.) *Argentina, sociedad de masas*, 3ème édition, p. 228-248, Buenos Aires, EUBEBA

GIDDENS, Anthony (1990). *The Consequences of Modernity,* Stanford, Stanford University Press, 186 p.

_____ (1998). « Anthony Giddens on globalisation », *Forests, Trees and People Newsletter 36/37.* http://www_trees.slu.se/newsl/36_37/36_37giddens.pdf, visité le 10/12/2004

_____ (2003). *Runaway World - How Globalisation is Shaping Our Lives,* New York, Routledge, 104 p.

GONZÁLEZ DAHER, Maria del Carmen F. et Dayala P. de Medeiros VARGENS, (2002). *Discurso político e subjetividade enunciativa: análise de pronunciamentos presidenciais de Getúlio Vargas e Domingo Perón,* CONGRESO BRASILENO DE HISPANISTAS 2, São Paulo, dans: http://www.proceedings.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=MSC0000000012002000100037&lng=en&nrm=abn, visité le 4 avril 2007

GUESPIN, Louis (1984). « L'analyse du discours politique en France : acquis et tendances », dans C. KERBRAT-ORECCHIONI et M. MOUILLAUD (org.), *Le Discours politique,* Lyon, Presses universitaires de Lyon, 227 p.

HABERMAS, Jürgen (1984). *The Theory of Communicative Action,* vol 1, London, Heinemann, 465 p.

_____ (1986). « Taking Aim at the Heart of the Present », dans David Couzens Hoy (éd.), *Foucault : A Critical Reader,* p. 103-108, Oxford, Basil Blackwell

_____ (1987a). *The Philosophical Discourse of Modernity*, Cambrige, Polity Press, 430 p.

_____ (1987b). *Logique des sciences sociales et autres essais*, Paris, Presses universitaires de France, 459 p.

_____ (2000). *Après l'État-nation*, Paris, Fayard, 149 p.

HAMBLOCH, Ernest (1935). *His Majesty the President: A Study of Constitutional Brazil*, London, Methuen & Co. Ltd.

HARDT, Michael et Antonio NEGRI (2000). *Empire,* Paris, Exils, 571 p.

_____ (2004a). *Multitude : War and Democracy in the Age of Empire,* New York, The Penguin Press, 427 p.

_____(2004b). « Why we need a multilateral Magna Carta », dans www.globalagendamagazine.com/2004/antonionegri.asp (Visité le 14/03/05)

HARING, C. H. (1968). *Empire in Brazil : A New World Experiment with Monarchy*, New York, W. W. Norton & Company Inc., 182 p.

HARRIS, Zellig S. (1952). « Discourse Analysis », dans *Language* n° 28, p. 1-30

HAUSMANN, Ricardo, HWANG, Jason et RODRIK, Dani (2005). *It Is Not How Much But What you Export That Matters*, Working Paper, December, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, disponible dans http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/whatyouexport.pdf, visité le 12/08/2010

HAWKINS, Kirk A. (2009). « Is Chávez a Populist? : Mesuring Populist Discourse in Comparative Perspective », dans *Comparative Political Studies*, vol. 42, n° 8, p. 1040-1067

HEIDEGGER, Martin (1959). *An Introduction to Metaphysics*, Binghampton et New York, Yale University Press

_____ (1971). *Nietzsche*, Paris, Gallimard, vol. 1

_____ (1993). *Basic Writings*, David F. Krell (éd.), New York, Harper Collins, 452 p.

HELD, David et alli. (1999). *Global Transformations: Politics, Economics and Culture,*Stanford, Stanford University Press, 515 p.

HELD, David et Anthony G. MCGREW (2003). « The Great Globalization Debate : An Introduction », dans David Held et Anthony G. McGrew (dir.), *The Global Transformations Reader*, p. 1-50, Cambridge, Polity Press

HELSLOOT, Niels et HAK, Tony (2000). « La contribution de Michel Pêcheux à l'analyse du discours », dans *Langage et société*, n° 91-mars 2000, p. 5-33

HERMET, Guy (2001). *Les populismes dans le monde,* Paris, Fayard, 458 p.

HEVIA, Felipe J. (2008). *¿Relaciones directas o mediadas? Participación ciudadana y control social en le programa Bolsa Familia* , disponible dans http://www.ipc-unpd.org/publications/MDS/9P, visité le 15/07/2010

HIPPOLITO, Lucia (2005). *Por Dentro do Governo Lula*, São Paulo, Futura, 304 p.

HIRST, Paul et Grahame THOMPSON, (1999). *Globalisation in Question*, Cambridge, Polity Press, 305 p.

HOLANDA, Sérgio Buarque de (1996). *Visão do Paraíso*, São Paulo, Editora Brasiliense, 365 p.

_____ (1998). *Racines du Brésil*, Paris, Gallimard, 337 p.

HOOGVELT, Ankie (2001). Chapitre 6 de *Globalization and the Postcolonial World,* dans http://www6.open.ac.uk/h805/resources/Globalization.pdf (visité le 08/12/2004)

HUNTER, Wendy et Timothy J. POWER (2007). « Rewarding Lula : The Brazilian Elections of 2006 », dans *Latin American Politics and Society*, vol. 49, n° 1, spring, p. 1-30

IANNI, Octávio (1974). *El colapso del populismo en Brasil*, Mexico, Universidad Autónoma Nacional de México, 225 p.

INSTITUTO DE PESQUISA ECONÔMICA APLICADA (IPEA) (2006). *Sobre a Recente Queda da Desigualdade de Renda no Brasil* (Nota Técnica), Brasília, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 62 p., disponible dans http://www.ipea.gov.br, visité le 08/03/2009

_____ (IPEA) (2010). *Comunicados da Presidência, n° 38 – Pobreza, desigualdade e políticas públicas, Brasília*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 16 p., disponible dans http://www.ipea.gov.br , visité le 16/10/2010

IZUZQUIZA, Ignacio (1990). « Niklas Luhmann ou la la société sans hommes », dans *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXXIX, 1990, p. 377-287

JACCOUD, Luciana (2008). « O combate ao racismo e à desigualdade: o desafio das políticas públicas de promoção da igualdade racial », dans THEODORO, Mário (org.), *As políticas públicas e a desigualdade racial no Brasil 120 anos após a abolição*, Brasília, IPEA, p. 131-165

JAGUARIBE, Hélio (1954). « Que é o adhemarismo? «, dans *Cadernos do Nosso Tempo*, vol. 2 n° 2, p. 139-149

_____ (1965). « The Dynamics of Brazilian Nationalism », dans VELIZ, Claudio (éd.) *Obstacles to Change in Latin America*, p. 162-187, London, New York, Toronto, Oxford University Press

_____ (1967). *Problemas do desenvolvimento latino-americano. Estudos de política.*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira

_____ (2004). Interview dans *Jornal da Unicamp,* 21 à 27 juin 2004

JAKOBSON, Roman (1990). *On Language,* édité par Linda R Waugh et Monique Monville-Burston, Cambridge, MA, Harvard University Press, 533 p.

KAUFMAN, Robert R. et STALLINGS, Barbara (1991). « The Political Economy of Latin American Populism », dans Rudiger Dornbusch et Sebastian Edwards (eds.), *The Macroeconomics of Populism in Latin America,* Chicago, The University of Chicago Press

KECK, Margaret E. (1986). « Democratization and Dissension: The Formation of the Workers' Party », dans *Politics and Society*, vol. 15, n° 1, p. 67-95

KELKEL, Arion L. (1980). *La Légende de l'Être : Language et poésie chez Heidegger*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 639 p.

KEOHANE, Kieran (1993). « Central Problems in the Philosophy of the Social Sciences After Postmodernism : Reconciling Consensus and Hegemic Theories of Epistemologuy and Political Ethics », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 19, n° 2, p. 145-169

KERSTENETZKY, Celia Lessa (2009). « Redistribuição e Desenvolvimento? A Economia Política do Programa Bolsa Família », dans *DADOS – Revista de Ciências Socais*, vol. 52, n° 1, p. 53-83, disponible dans http://www.scielo.br

KINZO, Maria D'Alva (2005). « Os partidos no eleitorado: percepções públicas e laços partidários no Brasil », dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 20, n° 57, p. 65-81

KNIGHT, Alan (1998). « Populism and Neo-populism in Latin América, especially Mexico », *Journal of Latin American Studies*, n° 30, p. 223-248

KUHN, Thomas S. (1970). *The Structure of Scientific Revolutions*, 2è édition, Chicago, University of Chicago Press, 210 p.

LACAN, Jacques (1973). *Le Séminaire XI : Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Éditions du Seuil, 253 p.

_____(1999). *Écrits I,* Paris, Éditions du Seuil, 569 p.

LACLAU, Ernesto et Chantal MOUFFE (2001). *Hegemony and Socialist Strategy : Towards a Radical Democratic Politics*, 2è édition, London, Verso, 198 p.

LACLAU, Ernesto (2005). *On Populist Reason*, London, Verso, 276 p.

LAMOUNIER, Bolívar (2005). *Da Independência a Lula : dois séculos de política brasileira*, São Paulo, Augurium, 320 p.

LAMPREIA, Luiz Felipe (1998). « A Política Externa do Governo FHC: Continuidade e Renovação », dans *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 42, n° 2, p. 15-17, disponible dans http://www.scielo.br

LARRAIN, Jorge (1989). *Theories of Development : Capitalism, Colonialism and Dependency*, Cambridge, Polity Press, 252 p.

LASH, Scott (1990). *Sociology of Postmodernism*, London, Routledge, 301 p.
_____ (2003). « Reflexivity as Non-linearity », *Theory, Culture and Society*, vol. 20, n° 2, p. 49-57

LATOUR, Bruno (2006). *Changer la société : Refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 401 p.

LEAL, Victor Nunes (1997) [1949]. *Coronelismo, Enxada e Voto*, 3ème édition revisée, Rio de Janeiro, Editora Nova Fronteira, 440 p.

LEBART, Ludovic et SALEM, André (1994). *Statistique textuelle*, Paris, Dunod, 342 p.

LEONI, Brigitte Hersant (1997). *Fernando Henrique Cardoso : Le Brésil du possible*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 271 p.

LEOPOLDI, Maria Antonieta P. (1994). « O difícil caminho do meio: Estado, burguesia e industrialização no segundo governo Vargas (1951-54) », dans GOMES, Angêla de Castro (org.) *Vargas e a Crise dos Anos 50*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 271 p.

LEVINE, Robert M. (1970). *The Vargas Regime : The Critical Years, 1934 – 1938*, New York and London, Columbia University Press, 270 p.

LEVITSKY, Steven (2001). « Organization and Labor-based Party Adaptation: The Transformation of Argentine Peronism in Comparative Perspective », dans *World Politics*, 54, p. 27-56

LÖWY, Michael (2003). « La longue marche du Parti des travailleurs », dans PICKARD, Jacky (dir.) *Le Brésil de Lula*, p. 81-90, Paris, Éditions Karthala

LUTTRELL, Anthony (1965). « Slavery and Slaving in the Portuguese Atlantic (to about 1500) », dans *The Transatlantic Slave Trade from West Africa*, mimeo, cite dans WALLERSTEIN, Immanuel (1976) *The Modern World-System: Capitalism Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, London, Academic Press, p. 43 (note de pied de page 100)

LYOTARD, Jean-François (1984). *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*, Manchester, Manchester University Press, 110 p.

LYNCH, Nicolás (1999). « Neopopulismo: un concepto vacío », dans *Socialismo y Participación*, n° 86, p. 63-80

MACHADO, Luciana de Oliveira Rosa (2009). « Desflorestamento na Amazônia Brasileira: ação coletiva, governança e governabilidade em área de fronteira », dans *Sociedade e Estado*, vol. 24 n° 1, p. 115-147, disponible dans http://www.scielo.br

MACHADO, Maria das Dores Campos (2003). « L'IURD : 'une organisation-providence' », dans A. Corten, J.-P. Dozon et A. P. Oro (dir.) (2003). *Les nouveau conquérants de la foi : l'Église universelle du royaume de Dieu*, p. 245-256, Paris, Karthala

MADDISON, Angus (2003). *The World Economy : Historical Statistics,* OECD, 273 p.

MAGALHãES, João Paulo de Almeida (2005). *Nova Estratégia de Desenvolvimento para o Brasil: um enfoque de longo prazo*, São Paulo, Paz e Terra, 215 p.

MAINGUENEAU, Dominique (1991a). *L'analyse du discours*, Paris, Hachette Livre, 268 p.

_____ (1991b). *L'énonciation en liguistique française. Embrayeurs, « Temps », Discours rapporté*, Paris, Hachette, 127 p.

_____ (1995). « Présentation », dans *Langages* n° 117, mars, p. 5-11

MAINWARING, Scott (1997). *Presidentialism in Brazil : The Impact of Strong Constitutional Powers, Weak Partisan Powers, and Robust Federalism*, Latin American Working Paper No 225, Washington, Woodrow Wilson International Center for Scholars, 62 p.

MALDIDIER, Denise (1993). « L'inquiétude du discours. Un trajet dans l'histoire de l'analyse du discours : le travail de Michel Pêcheux », dans *Semen*, n° 08, édition en ligne disponible dans http://semen.revues.org/document4351.html, visité le 20/09/2010

MANN, Michael (1987). « Ruling Class Strategies and Citizenship », dans *Socioly*, vol. 21, n° 3, p. 339-354

_____ (1997). « Has Globalisation Ended the Rise and Rise of the Nation-state? », dans *Review of International Political Economy*, vol. 4, n° 3, p. 472-496

_____ (2004). « La crisis del estado-nación en América Latina », dans *Desarrollo Económico*, vol. 22, n° 174, p. 179-198

MARCELLESI, Jean-Baptiste (1984). « L'analyse du discours à entrée lexicale (ADEL) : principes théoriques et méthodologiques », dans C. KERBRAT-ORECCHIONI et M. MOUILLAUD (dir.), *Le Discours politique*, p. 117-130, Lyon, Presses Universitaires de Lyon

MARIANO, Karina Pasquariello (2007). « Globalização, Integração e o Estado », dans *Lua Nova*, n° 71, p. 123-168, disponible dans http://www.scielo.br

MARINI, Ruy Mauro (1991). *Dialéctica de la Dependencia,* Mexico, Ediciones Era

MARQUES, Rosa Maria et MENDES, Áquilas (2004). *Notas sobre o Social no governo Lula: a construçao de um novo populismo em tempos de aplicaçao de uma agenda neoliberal,* disponible dans http://www.desempregozero.org.br/artigos/, visité le 01/12/04

MARQUES, Rosa Maria et NAKATANI, Paulo (2007). « La politique économique du gouvernement Lula », dans *Revue du Tiers-Monde*, n° 189, janviers-mars 200, p. 51 – 64

MARSHALL, Thomas Humphey (1950). *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press, Chap. I, p. 1-85

MARTINS, José de Souza (2003). « A reforma agrária no segundo governo de Fernando Henrique Cardoso », dans *Tempo Social*, novembre 2003, p. 141-175

MARTINS, Luciano (1976). *Pouvoir et développement économique : formation et évolution des structures politiques au Brésil*, Paris, Éditions Anthropos, 472 p.

MARTINEZ, Elizabeth et GARCÍA, Arnoldo (2000). « What is 'neo-liberalism'. A Brief Definition », dans *Global Exchange*, disponible dans http://www.globalexchange.org/campains/econ101/neoliberalDefined.html.pf, visité le 12/05/2010

MARTINEZ, William (2003). *Contribution à une méthodologie de l'analyse des cooccurrences lexicales multiples dans les corpus textuels*, thèse de doctorat, Paris,Université Paris III, 444 p.

MARTUCELLI, Danilo (1995). *Décalages*, Paris, Presses Universitaires de France, 264 p.

MATTOS, Paulo Todescan Lessa (2006). « A Formaçao do Estado Regulador », dans *Novos Estudos CEBRAP*, n° 76, novembro 2006, p. 139-156, disponible dans http://www.scielo.br

MAURO, Frédéric (1960). *Le Portugal et l'Atlantique au XVII^e siècle (1570 – 1670)*, S.E.V.P.E.N.

MAXWELL, Kenneth R. (1973). « The Generation of the 1970s », dans ALDEN, Dauril (éd.), *Colonial Roots of Modern Brazil*, p. 107-144, Berkeley and Los Angeles, University of California Press

MELO, Carlos Ranulfo et ANASTASIA, Fátima (2005). « A Reforma da Previdência em Dois Tempos », dans *DADOS – Revista de Ciências Socais*, vol. 48, n° 2, p. 301-332

MENDES, Candido (2004). *Lula : une gauche qui s'éveille*, Paris, Descartes et Cie, 155 p.

MIGUEL, Luis Felipe (2006). « From Equality to Opportunity: Transformations in the Discourse of the Workers' Party in the 2002 Elections », dans *Latin American Perspectives*, vol. 33, n° 4, p. 122-143

MIGUEL, Luis Felipe et MACHADO, Carlos (2007). « Um Equilíbrio Delicado: A Dinâmica das Coligações do PT em Eleições Municipais (2000 et 2004) », dans *DADOS – Revista de Ciências Sociais*, vol. 50, n° 4, p. 757-793

MILANOVIC, Branko (2006). *Global Income Inequality: What It Is and Why It Matters*, World Bank Policy Research Working Paper 3865, disponible dans http://econ.worldbank.org, visité le 05/09/2009

MOEHLECKE, Sabrina (2002). « Ação afirmativa: história e debates no Brasil », dans *Cadernos de Pesquisa*, , n° 117, p. 197 – 217

MOUFFE, Chantal (2000). *The Democratic Paradox*, London, Verso, 143 p.

MOUZELIS, Nicos (1985). « On the Concept of Populism: Populist and Clientlelist Modes of Incorporation in Semipheral Polities », dans *Politics & Society*, vol. 14, n° 3, p. 329-348

MUDDLE, Cas (2004). « The Populist Zeitgeist », dans *Government and Opposition*, n° 39, p. 541-563

MULOT, Eric (2002). « Libéralisme et néolibéralisme: continuité ou rupture ? », dans *Cahiers de la MSE*, n° 41, mai 2002, Université Paris I, disponible dans http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/mse241.pdf, visité le 08/08/2010

MUNCK, Ronaldo (2002). *Globalisation and Labour : The New 'Great Transformation'*, London and New York, Zed Books, 216 p.

MURILO DE CARVALHO, José (1990). *Un théâtre d'ombres : La politique impériale au Brésil (1822-1889)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 208 p.

NAKABASHI, Luciano, CRUZ, Marcio José V. Da, SCATOLIN, Fábio Dória (2008). « Efeitos do câmbio e dos juros sobre as exportações da indústria brasileira », dans *Revista de Economia Contemporânea*, vol. 12, n° 3, p. 433-461

NASCIMENTO, Humberto Miranda do (2008). « A questão ambiental na origem do problema agrário brasileiro e o caso da região Sul », dans *Economia e Sociedade*, vol. 17, no 2 p. 103-132

NERI, Marcelo Côrtes (Coord.) (2009). *Consumidores, Produtores e a Nova Classe Média: Miséria, Desigualdade e Determinantes das Classes*, Rio de Janeiro, FGV/IBRE, CPS, 113 p., disponible dans http://www3.fgv.br/ibrecps/cpc/CPC_textofim_neri.pdf, visité le 07/07/2010

NORONHA, Eduardo Garutti, GEBRIN, Vera et ELIAS JR., Jorge (1998). « Explicações par um ciclo excepcional de greves: o caso brasileiro (versão preliminar ) », papier présenté au

XXI Congrès international de la LASA (Latin American Studies Association), disponible dans http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar, visité le 03/09/2009

NASIO, Juan-David (1994). *Cinq leçons sur la théorie de Jacques Lacan*, Paris, Payot & Rivages, 260 p.

NASSIF, André (2006). *Há evidências de desindustrialização no Brasil?*, Textos para discussão 108, BNDES, disponible dans www.bndes.gov.br/conhecimento/td/td-108.pdf , visité le 03/07/2009

NICOLAU, Jairo (2002). *A Participação Eleitoral no Brasil*, Working paper CBS-26-2002, 50 p.

NIETZSCHE, Friedrich (1909). *Beyond Good and Evil,* London, T.N. Foulis

_____ (1995a). *La volonté de puissance*, tome I, Paris, Gallimard, 436 p.

_____ (1995b). *La volonté de puissance*, tome II, Paris, Gallimard, 499 p.

OCAMPO, José Antonio et PARRA, María Angela (2006). *The Dual Divergence: Growth: Successes and Collapses in the Developing World since 1980*, DESA Working Paper No. 24, disponible dans www.un.org/esa/desa/papers/2006/wp24_2006.pdf, visité le 02/08/2009

OHMAE, Kemichi (1996). *De l'État-nation aux états-régions*, Paris, Dunod, 213 p.

ORO, Ari Pedro (2006). « L'éfficacité symbolique du discours du Président Lula », dans André CORTEN (dir.) *Les frontières du politique en Amérique latine*, p. 203-217, Paris, Karthala

OLIVEIRA, Francisco de (2006). « O Momento Lênin » , dans *Novos Estudos CEBRAP*, n° 75, juillet 2006, p. 23-47, disponible dans http://www.scielo.br

OLIVEIRA, Gesner et TUROLLA, Frederico (2003). « Política econômica do segundo governo FHC : mudança em condições adversas », dans *Tempo Social – USP*, novembro 2003, disponible dans http://www.scielo.br

ONDETTI, Gabriel (2007). « An Ambivalent Legacy: Cardoso and Land Reform », dans *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 9, p. 9-25

OXHORN, Philip (1998). « The Social Foundations of Latin America's Recurrent Populism: Problems of Popular Sector Class Formation and Collective Action », dans *Journal of Historical Sociology*, vol. 11, n° 2, p. 212-246

PARANÁ, Denise (2002). *Lula, o filho do Brasil*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 527 p.

PAIM, Antonio (1998). *A Querela do Estatismo*, Brasília, Ediçoes do Senado Federal, 199 p.

PAIVA, Denise, BRAGA, Maria do Socorro S. et PIMENTEL JR., Jairo Tadeu Pires (2007). « Eleitorado et partidos políticos no Brasil » dans *Opinião Pública*, vol. 13, n° 2, p. 388-408

PALMA, José Gabriel (2005). « Four Sources of Deindustrialization and a New Concept of Dutch Disease », dans OCAMPO, J. A. (éd.) *Beyond Reforms*, Palo Alto, Stanford University Press, dans listweb.bilkent.edu.tr/bsb/2005/Jul/att-0025/04-Ch._3.doc

PANIZZA, Francisco (2006). « La Marea Rosa », dans *Análise de Conjuntura OPSA*, n° 8, août 2006, p. 1-16, disponible dans http://observatorio.iuperj.br

PAVEAU, Marie-Anne et Georges-Élia SARFATI (2003). *Les grandes théories de la linguistique*, Paris, Armand Colin, 256 p.

PÊCHEUX, Michel (1975). *Les vérités de La Palice – linguistique, sémantique, philosophie*, Paris, Maspero, 278 p.

PÊCHEUX, Michel et FUCHS, Catherine (1975). « Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours », dans *Langages* n° 37, p. 7-80

PICCONE, Paul (1995). « Postmodern Populism », dans *Telos*, n°103, p. 45-86

PIETERSE, Jan Nederveen (2001). *Development Theory: Deconstruction/Reconstructions*, London, Sage, 195 p.

POCHMANN, Marcio et al. (dir.) (2004) *Atlas da Exclusão Social, volume 3 : Os Ricos no Brasil*, São Paulo, Cortez, 204 p.

POCHMANN, Márcio (2005). « Evidências recentes na relação entre gasto social e desigualdade de renda no Brasil », dans *Pensar BH/Política Social*, Setembro/Novembro de 2005, disponible dans www.portalpbh.pbh.gov.br/, visité le 01/10/2009, p. 5-9

POLANYI, Karl (1983). *La grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 419 p.

PREBISCH, Raúl (1950). *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, United Nations

PRADO JÚNIOR, Caio (1994) [1942] *Formação do Brasil Contemporâneo*, 23ème édition, São Paulo, Editora Brasiliense, 390 p.

_____ (1945). *História Econômica do Brasil*, São Paulo, 47ème réimpression, Editora Brasiliense, 364 p.

PUNTIGLIANO, Andrés Rivarola (2008). « Going Global: An Organizational Study of Brazilian Foreign Policy », dans *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 51 n° 1, p. 28-52

REGO, Walquiria Leão (2008). « Aspectos teóricos das políticas de cidadania: uma aproximação ao Bolsa Família », dans *Lua Nova*, n°73, p. 147-185

RIBEIRO, Renato Janine (2003). *Ideais com deságio*, disponible dans http://www.renatojanine.pro.br/Brasil/fhcelula.html, visité le 01/12/04

RICOEUR, Paul (1986). *Du texte à l'action : Essais de herméneutique II*, Paris, Seuil, 452 p.

ROBERTS, Kenneth (1995). « Neoliberalism and the Transformation of Populism in Latin America: The Peruvian Case », dans *World Politics*, vol. 48, n°1, p. 82-116

ROCHA, Sonia (2008). « Transferências de Rendas Federais: Focalização e Impactos Sobre a Pobreza e a Desigualdade », dans *Revista de Economia Contemporânea*, vol. 12, n° 1, p. 76-96

ROCHLITZ, Rainer (1987). « Avant-propos du traducteur », dans Jürgen Habermas *Logique des sciences sociales et autres essais*, Paris, Presses universitaires de France, p. v-xviii

ROETT, Riordan (1972). *Brazil : Politics in a Patrimonial Society*, Boston, Allyn and Bacon, Inc., 185 p.

ROSTOW, Walt Whitman (1971). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto,* 2ème édition, Cambridge University Press, Cambridge, 253 p.

ROUQUIÉ, Alain (2006). *Le Brésil au XXIe siècle: naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 409 p.

ROUSTANG, François (1986). *Lacan: de l'équivoque à l'impasse*, Paris, Les Éditions de Minuit, 118 p.

RUBIM, Antonio Albino Canelas (2003). « As imagens do Presidente Lula », dans Antônio Fausto Neto et Eliseo Verón (orgs.), *Lula Presidente: Televisão e Política na Campanha Eleitoral*, p. 43-64, São Paulo, Hacker Editores

SADER, Emir (2003). *Lula Ano 1*, dans http://www.consciencia.net/2002/12/12/sader1.html, visité le 01/12/04

SAID, Edward W. (1986). « Foucault and the Imagination of Power », dans Paul Rabinow (ed.) *Foucault : A Critical Reader*, p. 149 –155, Oxford, Basil Blackwell

SALA-I-MARTIN, Xavier (2002). *The Disturbing 'Rise' of World Inequality*, NBERWorking Paper N° 8904, dans http://www.nber.org

SALLUM JR., Brasilio (2003). « Metamorfoses do Estado Brasileiro no Final do Século XX », dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 18 n° 52, disponible dans http://www.scielo.br

SALVADOR, Frei Vicente do (1889). *Historia do Brazil*, Rio de Janeiro, Biblioteca Nacional, 261 p. (édition digitale disponible sur internet dans http://purl.pt/154, visité le 05/07/2007

SAMUELS, David (2004a). « From Socialism to Social Democracy: Party Organization and the Transformation of the Workers' Party in Brazil », dans *Comparative Politcal Studies*, vol. 37, n° 9, p. 999-1024

_____ (2004b). « As Bases do Petismo », dans *Opinião Pública*, vol 10, n° 2, p. 221-241

SANTANA, Marco Aurélio (1999). « Entre a ruptura e a continuidade: visões da história do movimento sindical brasileiro », dans *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 14, n° 41, p. 103-120, disponible dans http://www.scielo.br

SANTOS, Rogerio Dultra dos (2007) « Francisco Campos e os Fundamentos do Constitucionalismo Antiliberal no Brasil », dans *Dados*, vol. 50, n° 2, p. 281-323

SANTOS, Wanderley Guilherme dos (1987). *Cidadania e Justiça : a política social na ordem brasileira*, 2ème édition révisée et mise à jour, Rio de janeiro, Campus, 89 p.

SAUSSURE, Ferdinand de (1969) [1915]. *Cour de linguistique générale*, Paris, Payot, 331 p.

SCHNEIDER, Ben Ross (1992) « A privatização no governo Collor: trunfo do liberalismo ou colapso do Estado desenvolvimentista? », dans *Revista de Economia Política*, vol. 12, n° 1 (45). p. 5-18

SCHWARTZMAN, Simon (1970). « Representação e Cooptação Política no Brasil », *Dados* n° 7, p. 9-41

SIKKINK, Kathryn (1991). *Ideas and Institutions : Developmentalism in Brasil and Argentina*, Ithaca and London, Cornell University Press, 263 p.

SILVA, Antonio Ozair da (2003). « Ruptura e tradiçao na organizaçao política dos trabalhadores (Uma análise das origens e evoluçao da Tendência Articulaçao - PT) », *Revista Espaço Acadêmico*, vol. II, n° 22

SILVA, Hélio (2004) *Vargas: uma biografia política*, Porto Alegre, L&PM Editores, 184

SILVA, Fabricio Pereira da (2010). « Até onde vai a ' onda rosa ' ? », dans *Análise de Conjuntura OPSA*, n° 2, février 2010, disponible dans http://observatorio.iuperj.br

SIMONELLI, Thierry (2000). *Lacan : la théorie : essai de critique intérieure*, Paris, Les Éditions du Cerf, 286 p.

SINGER, André (2001). *O PT*, São Paulo, Publifolha, 98 p.

SKIDMORE, Thomas E. (1967). *Politics in Brazil, 1930 – 1964 : An experiment in democracy*, London, Oxford, New York, Oxford University Press, 446 p.

_____ (1988). *The Politics of Military Rule in Brazil, 1964 – 85*, Oxford, New York, Oxford University Press, 420 p.

SKLAIR, Leslie (1995). *Sociology of the Global System*, 2ème édition. London, Prenticehall/Harvester Wheatsheaf, 325 p.

_____ (2000). « Interview », dans http://www.fathom.com/course/10701014/, visité le 07/12/2004

_____ (2001). *The Transnational Capitalist Class*, London, Blackwell, 335 p.

SOARES, Sergei (2008a). « A trajetória da desigualdade: a evolução da renda relativa dos negros no Brasil », dans THEODORO, Mário (org.), *As políticas públicas e a desigualdade racial no Brasil 120 anos após a abolição*, Brasília, IPEA, p. 119-129

_____ (2008b) « A demografia da cor: a composição da população brasileira de 1890 a 2007 », dans THEODORO, Mário (org.), *As políticas públicas e a desigualdade racial no Brasil 120 anos após a abolição*, Brasília, IPEA, p. 97-117

SOARES DE LIMA, Maria Regina (2003). *Na trilha de uma politica externa afirmativa*, disponible dans http://www.socwatch.or.uy/es/informeImpreso, visité le 08/12/2004

SOARES DE LIMA, Maria Regina et COUTINHO, Marcelo Vasconcelos (2006). « Integração Moderna », dans *Análise de Conjuntura OPSA*, n° 1, janvier 2006, p. 1-15, disponible dans http://observatorio.iuperj.br

SPAROVEK, Gerd (2003). *A qualidade dos assentamentos da reforma agrária brasileira*, São Paulo, Páginas e Letras, p. 204

STIGLITZ, Joseph E. (2002). *La grande Désillusion*, Paris, Fayard, 407 p.

STÉDILE, João Pedro (1997). « O MST e a questão agrária – Entrevista com João Pedro Stédile », dans *Estudos Avançados*, vol. 11, n° 31, p. 69-97

STOKES, Susan Carol (2001). *Mandates and Democracy. Neoliberalism by Surprise in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 216 p.

STRANGE, Susan (1996). *The Retreat of the State : The Diffusion of Power in the World Economy,* Cambridge, Cambridge University Press, 244 p.

TAGUIEFF, Pierre-André (1997). « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », dans *Vingtième Siècle*, vol. 56, n°1, p. 4-33

TARDE, Gabriel (1999) [1893]. *Monadologie et sociologie*, Le Plessis-Robinson, Synthélabo, 150 p.

TODOROV, Tzvetan (1996). *La Conquista de América, el problema del otro*, México, Siglo Ventiuno Editores, S.A., 277 p.

TOURAINE, Alain (1978). *La voix et le regard*, Paris, Éditions du Seuil, 310 p.

_____ (1988). *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Éditions Odile Jacob, 534 p.

_____ (2001). « Préface », dans CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux : L'ère de l'information I*, nouvelle édition, Paris, Fayard, p. 7-14

_____ (2005). *Un nouveau paradigme : Pour comprende le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard, 412 p.

TRINDADE, Hélgio (1988). *La tentation fasciste au Brésil dans les années trente*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 228 p.

_____ (1991). « État national, logique libérale et représentation politique au Brésil », dans Daniel Pécaut et Bernardo Sorj (dir.) *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, p. 75-87

TURNER, Bryan S. (1990). « Outline of a Theory of Citizenship », dans *Sociology*, vol. 24, n° 2, p. 189-217

URICOECHEA, Fernando (1980). *The Patrimonial Foundations of the Brazilian Bureaucratic State*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 233 p.

VALDÉS, Salvador P. (1989). « Orígenes de la crisis de la duda: nos sobrendeudamos o nos prestaron en exceso?», dans *Estudios Públicos* n° 33, Santiago, Centro de Estudios Públicos

VARSANO, Ricardo et Mônica MORA (2007). « Financiamento do Regime Geral de Previdência Social », dans IPEA (dir.) *Previdência No Brasil : debates, dilemas e escolhas*

VEIGA, José Eli da (2006). « Neodesenvolvimentismo: quinze anos de gestação », dans *São Paulo em Perspectiva*, vol. 20, n° 3, p. 83-94, disponible dans http://www.scielo.br

VELASCO JUNIOR, Licínio (2006). « Congresso e Política de Reforma do Estado no Brasil », dans *DADOS – Revista de Ciências Sociais*, vol. 49, n° 2, p. 233-268, disponible dans http://www.scielo.br

VÉLEZ RODRÍGEZ, Ricardo (2000). *Castilhismo: Uma Filosofia da República*, Brasília, Edições do Senado Federal, 294 p.

VENTURA, Deisy (2005). « La gouvernance démocratique et l'intégration économique. Regards croisés entre le Mercosur et l'Union ruropéenne », dans *Droit et société*, n° 59, disponible dans http://www.cairn.info

VIANA, José F. Oliveira (1999) [1949]. *Instituições políticas brasileiras*, Brasília, Edições do Senado Federal, 591 p.

_____ (2004) [1925]. *O Ocaso do Império*, Brasília, Edições do Senado Federal, 174 p.

_____ (2005) [1920]. *Populações Meridionais do Brasil*, Brasília, Edições do Senado Federal, 423 p.

VIGEVANI, Tullo et CEPALUNI, Gabriel (2007). « A Política Externa de Lula da Silva: A Estratégia da Autonomia pela Diversificação », dans *Contexto Internacional*, vol. 29, n° 2, p. 273-335, disponible dans http://www.scielo.br

VIGEVANI, Tullo, OLIVEIRA, Marcelo F. De et CINTRA, Rodrigo (2003). « Política externa no período FHC: a busca de autonomia pela integração », dans *Tempo Social* –USP, novembro 2003,p: 31-61, diponible dans http://www.scielo.br

VIGEVANI, Tullo et RAMANZINI, Haroldo Júnior (2009). « Mudanças na inserção brasileira na América Latina », dans *Lua Nova*, n° 78, p. 37-75, diponible dans http://www.scielo.br

VILAS, Carlos M. (2003). « ¿Populismos reciclados o neoliberalismo a secas? El mito del 'neopopulismo' latinoamericano », dans *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 9, n° 3, p. 13-36

WALLERSTEIN, Immanuel (1976). *The Modern World-System: Capitalism Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, London, Academic Press, 410 p.

_____(1979). *The Capitalist World-Economy,* Cambridge, Cambridge University Press, 305 p.

_____ (1999). *L'après libéralisme: essai sur un système-monde à réinventer*, Paris, Aube, 318 p.

_____ (2000). *The Essential Wallerstein*, New York, The New Press, 471 p.

_____ (2002). *La mondialisation n'est pas nouvelle,* Postface à la deuxième édition de « Le Capitalisme historique », dans http://www.fbc.binghampton.edu (visité le 10/12/2004)

WEBER, Max (1984). *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, London, Unwin Paperbacks, 425 p.

_____ (1995). *Économie et société/1 : Les catégories de la sociologie,* Paris, Pocket, 411 p.

WEFFORT, Francisco C. (2003) [1978]. *O populismo na política brasileira*, 5ème édition, São Paulo et Rio de Janeiro, Paz e Terra, 206 p.

_____ (2006). *Formação do pensamento político do brasileiro : idéias e personagens*, São Paulo, Editora Ática, 360 p.

WELLER, Christian E. et HERSCH, Adam (2002). *The Long and Short of it: Globalization: Poverty and Inequality*, Working Paper B14, Center for European Integration Studies, disponible dans http://www.zei.de, visité le 30/05/2009

WEYLAND, Kurt (2001). « Clarifying a Contested Concept: Populism in the Study of Latin American Politics », dans *Comparative Politics*, October 2001, Vol. 34, p. 1-22

_____ (2002). *The Politics of Market Reform in Fragile Democracies. Argentina, Brazil, Peru, and Venezuela*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 335 p.

_____ (2003). « Neopopulism and Neoliberalism in Latin America: how much affinity? », dans *Third World Quaterly*, Vol. 24, n° 6, p. 1095-1115

WILES, Peter (1969). «A Syndrome not a Doctrine: Some Elementary Theses on Populism », dans Guita Ionescu et Ernest Gellner (eds.), *Populism: Its Meaning and National Characteristics,* p. 166-179, London, Weidenfeld and Nicolson

WILLIANSON, John (1990). *What Washington Means by Policy Reform*, Washington, Peterson Institute for International Economics, disponible dans http://www.iie.com/publication/papers, visité le 28/05/2009

WOOLGAR, Steve (1991). « Configuring the user : the case of usability trials », dans John LAW (dir.) *A Sociology of Monsters : Essays on Power, Technology and Domination*, London and New York, Routledge, 273 p.

WORSLEY, Peter (1969). « The Concept of Populism », dans Guita Ionescu et Ernest Gellner (eds.), *Populism : Its Meaning and National Characteristics*, p. 212-250, London, Weidenfeld and Nicolson

ZWEIG, Stefan (1992) [1941]. *Le Brésil, terre d'avenir*, La Tour d'Aigues, éditions de l'aube, 380 p.

# DOCUMENTS HISTORIQUES, DONNÉES STATISTIQUES ET AUTRES SOURCES D'INFORMATION CONSULTÉES


AGELINE
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://star.aarp.org

AMORIM, Celso Luiz Nunes, ministre des Rélations extérieures du Brésil,
Discours du 05/11/2007, disponible dans http://www.mre.gov.br

ANAIS DO SENADO FEDERAL (1995-1998), disponible dans http://www.senado.gov.br

ATAS DO CONSELHO DE ESTADO (1823-1889), en format PDF, disponible dans http://www.senado.gov.br

BANCO CENTRAL DO BRASIL
Données statistiques économiques et commerciales, disponibles dans http://www.bcb.gov.br

BANCO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO ECONÔMICO E SOCIAL (BNDES)
Données sur les privatisations au Brésil, disponibles dans http://www.bndes.gov.br

BANQUE MONDIALE
Données statistiques économiques et sociales, disponibles dans http://data.worldbank.org

CARTA MAIOR
Agence de nouvelles brésilienne, accessible dans http://www.cartamaior.com.br

CÂMARA DOS DEPUTADOS
Données sur les parlementaires et les partis politiques dans la chambre des députés fédéraux du Brésil, disponibles dans http://www2.camara.gov.br

COMISSãO PASTORAL DA TERRA (CPT)
Données sur les conflits pour la terre au Brésil, disponibles dans http://www.cptnacional.org.br

COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)
Données statistiques économiques et sociales, disponibles dans http://www.eclac.org

DATAFOLHA
Données sur la popularité des gouvernements brésiliens, disponibles dans http://datafolha.folha.uol.com.br

DEPARTAMENTO INTERSINDICAL DE ASSESSORIA PARLAMENTAR (DIAP)
Données sur le parlement brésilien, disponibles dans http://www.diap.org.br

ESTADO DE SãO PAULO
Journal brésilien en ligne, accessible dans http://estadão.com.br

FOLHA DE SãO PAULO
Journal brésilien en ligne, accessible dans http://www.folha.uol.com.br

FRANCIS
Données sur les publications scientifiques en sociologie et sciences politique en langue française, disponibles dans http://www.csa.com

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)
Données statistiques économiques et financières, disponibles dans http://www.imf.org

FUNDAÇãO GETÚLIO VARGAS (FGV)
Données statistiques économiques et sociales, disponibles dans http://www.fgv.br

INSTITUTO BRASILIERO DE GEOGRAFIA (IBGE)
Données démographiques et statistiques économiques et sociales, disponibles dans http://www.ibge.gov.br

INSTITUTO FERNANDO HENRIQUE CARDOSO
Discours du président Fernando Henrique Cardoso, du 1er janvier 1995 au 31 décembre 2002, disponibles dans http://www.ifhc.org.br

INSTITUTO NACIONAL DE COLONIZAÇãO E REFORMA AGRÁRIA (INCRA)
Données sur la reforme agraire au Brésil et le document *O Brasil Desconcentrando Terras – Índice de Gini* (2001), disponibles dans http://www.incra.gov.br

INSTITUTO DE PESQUISAS APLICADAS (IPEA)
Données statistiques sociales, disponibles dans http://www.ipea.gov.br et dans http://www.ipeadata.go.br

LULA DA SILVA, Luiz Inácio (2002). *Carta ao Povo Brasileiro*, dans http://www2.fpa.org.br/portal/modules/news/article.php?storyid=2324 (visité le 01/10/2007)

MINISTÉRIO DAS RELAÇõES EXTERIORES (MRE)
*Comunidade Solidária : Três Anos de Trabalho*, disponible dans http://www.2.mre.gov.br

MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO (MDA)
Données sur les terres et la réforme agraire, disponibles dans http://www.mda.gov.br

MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO, INDÚSTRIA E COMÉRCIO EXTERIOR (MDIC)
Données statistiques commerciales et économiques, disponibles dans http://www.mdic.gov.br

MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO SOCIAL E COMBATE À FOME (MDS)
Données statistiques et autres sur les programmes sociaux du gouvernement, disponibles dans http://www.mds.gov.br

PARTIDO DA SOCIAL DEMOCRACIA BRASILEIRA (PSDB)
*Programa do PSDB (1988): introdução e diretrizes básicas,* disponible dans http://www.**psdb**.org.br/

PAIS INTERNATIONAL
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://www.csa.com

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA,
Discours du président Luiz Inácio Lula da Silva, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007, disponibles dans http://www.presidencia.gov.br
*Uma estratégia de desenvolvimento social* (1996), disponible dans http://www.planalto.gov.br

PROQUEST SOCIOLOGY
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://www.proquest.com

PSYCINFO
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://psycnet.apa.org

SAGE JOURNALS ONLINE
Données sur les publications scientifiques en sociologie et science politique, disponibles dans http://online.sagepub.com

SOCIAL SERVICES ABSTRACTS
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://www.csa.com

SOCIOLOGICAL ABSTRACTS
Données sur les publications scientifiques en sociologie, disponibles dans http://www.csa.com

TRIBUNAL SUPERIOR ELEITORAL
Données sur les partis poltiques et les élections au Brésil, disponibles dans http://www.tse.gov.br

WORLDWIDE POLITICAL SCIENCE ABSTRACTS
Données sur les publications scientifiques en science politique, disponibles dans http://www.csa.com